



**HAL**  
open science

## Informer en contexte d'exception : Une production journalistique en crise en Turquie (2013-2018)

Pelin Ünsal

### ► To cite this version:

Pelin Ünsal. Informer en contexte d'exception : Une production journalistique en crise en Turquie (2013-2018). Sociologie. Université Paris sciences et lettres, 2021. Français. NNT : 2021UPSLD038 . tel-03663593

**HAL Id: tel-03663593**

**<https://theses.hal.science/tel-03663593>**

Submitted on 10 May 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**THÈSE DE DOCTORAT**  
**DE L'UNIVERSITÉ PSL**

**Informier en contexte d'exception. Une production  
journalistique en crise en Turquie (2013-2018)**

Soutenue par

**Pelin ÜNSAL**

Le 06 décembre 2021

Ecole doctorale n° ED 543

**Ecole doctorale SDOSE**

Spécialité

**Sociologie**

**Composition du jury :**

Samim, AKGÖNÜL  
Maître de conférences HDR  
Université de Strasbourg *Président du jury*

Aurélié, AUBERT  
Maîtresse de conférences  
Université Paris 8 *Examinatrice*

Françoise, DAUCÉ  
Directrice d'études  
EHESS *Rapporteuse*

Benjamin, GOURISSE  
Professeur  
Institut d'études politiques de Toulouse *Rapporteur*

Ahmet, İNSEL  
Professeur émérite  
Université Galatasaray *Examineur*

Isabelle, VEYRAT-MASSON  
Directrice de recherche au CNRS  
Université Paris-Dauphine *Directrice de thèse*



## Remerciements

Je souhaite remercier ma directrice de thèse, Isabelle Veyrat-Masson, qui m'a encadrée tout au long de cette thèse.

Je souhaite ensuite exprimer ma reconnaissance à Ahmet İnsel, Aurélie Aubert, Benjamin Gourisse, Françoise Daucé et Samim Akgönül qui ont accepté de siéger dans le jury.

Anne Sirand et Françoise Derré ont patiemment contribué à l'amélioration de la langue. Les erreurs et imperfections subsistantes sont bien évidemment de mon fait.

Un grand merci à Ivan Chupin pour son soutien et amitié. Alexandre Borrell, Pierre Lefébure et Claire Sécaïl m'ont beaucoup aidée et ont fait preuve d'une grande disponibilité tout en me témoignant leur soutien affectueux. Je remercie également Hervé Glevarec, Pascale Mansier et Dominique Mehl pour leurs amitiés et les réflexions qui ont nourri ma thèse.

Je remercie tous les journalistes qui ont accepté de me rencontrer et qui ont répondu à mes questions avec patience.

Pour leurs amitiés, conseils, aides et encouragements, j'adresse des remerciements chaleureux à Alihan Mestci, Andreas Guidi, Antonis Nasis, Aurélie Neige, Benjamin Gourisse, Buğra Poyraz, Caroline Montebello, Clément Maral, Dilek Sarmış, Dilvin Özen, Dimitrios Kosmopoulos, Doğu Kaan Eraslan, Ebru Doğan, Ece Zerman, Ekin Akalın, Elif Becan, Erdal Kaynar, François Quilcaille, Gabriel Doyle, Hamit Bozarıslan, Işıl Erdiñ, Marc Aymes, Melisa Esen, Meriç Tanık, Nail Aras, Nathalie Clayer, Ozan Soybakış, Samuel Bouron, Ségolène Débarre, Tuğçe Oklay, Yetkin Yılmaz et Zeynep Ertuğrul.

Les années que j'ai passées à Heidelberg étaient inoubliables. Je remercie Can Büyükvardar, Carmela Schuster, Cihan Çiçek, Ercan Akyol, İbrahim Yavuz, Lukas Pfäffle, Noemi Trucco, Oscar Schuster et Kathia Serrano-Velarde pour leurs amitiés, encouragements et soutiens.

Arsenio Cuenca, Farid Vahid, Léna Nedelec, Louis-Marie de Courville, Malak Altaeb et Marie-Camille Lacombe Cazal ont rendu ma vie joyeuse surtout dans la dernière ligne droite. Et ce n'est que le début !

Mes amis ont une part spéciale dans cette aventure. Sans eux, je n'aurais certainement pas réussi à traverser les moments difficiles de doute au cours de ma thèse de doctorat. Merci à Akın Duman, Alican Dedekarginoğlu, Aslı Deniz Gündez, Ayşecan Terzioğlu, Camille McOuat, Canan Sayar, Cansu Özman, Damla Diriker, David Toledano, Dinçer Sidar, Doruk Sevinç, Durmuş Özcan, Duygu Coşkuntuna, Emre Birel, Evren Özkoç, Fehmican Gözüm, Gülsüm Gürbüz, Hakan Hatipoğlu, İnan Özdemir, İpek Ada Sezgin, İpek Gemicioğlu, Irmak Tanış, Kaan Hatipoğlu, Lara Russo, Mehmet Akif Ayhan, Melike Tufanyazıcı, Mertcan Altınsoy, Mert Özdemir, Mert Paksoylu, Muammer Ünal, Murat Bozluolcay, Mustafa Caner Sezgin, Öykü Evliyaoğlu, Pelin Başar, Pelinsu Bulutoğlu, Peri Kıbrıslıoğlu, Semra Ünal, Sercan Biçer, Sinem Aktaş, Uğur Göç, Yiğit Aras et Zeynep Uğur.

Merci infiniment à *hocam*, Ahmet Kuyaş, qui m'a encouragée dans les moments les plus difficiles de la thèse.

Merci à la famille Köksal, Ayşenur, Muhammet et İsmail, pour leurs soutiens et encouragements inestimables.

Merci infiniment à ma grande-mère, Feride, pour son soutien et affection. Et en mémoire de mon grand-père, Mahir, qui me manque.

Cette thèse n'aurait pas vu le jour sans le soutien, l'affection, la patience et l'encouragement de mes parents, Emel et Celalettin. Les mots ne suffisent pas pour exprimer ma gratitude.

Ce travail est dédié à Ömer, mon soleil, l'amour de ma vie, sans qui rien de tout ça n'aurait été possible.

À nos retrouvailles...  
İyi ki varsınız!

## RÉSUMÉ

---

Cette thèse analyse la crise de la production journalistique turque sous le gouvernement AKP (2013-2018), caractérisé par une mise en cohérence progressive de l'espace politique et médiatique. Plus spécifiquement, elle étudie le poids des relations professionnelles et des interactions entre les collègues, tant dans la production journalistique que dans la mise en pratique des résistances et stratégies visant à contourner la répression du gouvernement AKP. Suivant une démarche de sociologie interactionniste, une attention particulière est portée aux négociations entre les dirigeants des médias et les journalistes et aux microstratégies déployées par les journalistes pour contourner la contrainte politique qui entrave leur autonomie éditoriale. Des enquêtes principalement menées à Istanbul, à Ankara, mais aussi en Europe, permettent d'analyser en profondeur les microrécits des journalistes exposant leur insertion dans leur milieu professionnel et leur mobilité dans le métier, leurs expériences professionnelles et personnelles. Le flou et la fluidité jouent un rôle essentiel dans la construction des carrières des journalistes dans la mesure où la formation seule s'avère insuffisante pour s'insérer dans la profession. Ce sont plutôt les vicissitudes politiques qui gouvernent les carrières, ce qui renforce la mobilité et la discontinuité des trajectoires. Ni le contrôle du pouvoir autoritaire sur les médias, ni l'abandon du métier par les journalistes n'expliquent pleinement les transformations de la profession et des mécanismes de la production journalistique. Il devient apparent que la production journalistique est intrinsèquement liée aux interactions entre les professionnels des médias et les conditions de travail de la profession et qu'elle est conditionnée par les stratégies et négociations mises en œuvre par les journalistes. Dans un milieu professionnel peu structuré, peu formalisé, où les tendances politiques et les rapports personnels jouent un rôle prépondérant, le journalisme reste un produit de négociations réciproques qui peuvent être revisités selon le contexte du moment.

## MOTS CLÉS

---

Autoritarisme, Turquie, médias, journalisme, contrainte, précarité

## ABSTRACT

---

This thesis analyzes the crisis of Turkish journalistic production under the AKP government (2013-2018), characterized by a gradual alignment of the political and media space. More specifically, it analyzes the influence of professional relations and interactions between colleagues, both in journalistic production and in the implementation of resistance and strategies to circumvent the repression of the AKP government. Adopting an interactionist sociology approach, it focuses on the negotiations between media executives and journalists and on journalists' microstrategies to circumvent the political constraints that weaken mechanisms of autonomy. The surveys, mainly conducted in Istanbul, Ankara, but also in Europe, allow for an in-depth exploration of micro-narratives highlighting journalists' entry into the profession, their mobility, and their professional and personal experiences. Vagueness and fluidity play an essential role in the construction of journalists' careers insofar as education alone proves insufficient to enter the profession. Rather, it is the political vicissitudes that impose on their careers, which increases mobility and discontinuity of their trajectories. Neither the authoritarian control over the media nor the abandon of the profession of journalism fully explains how the profession as well as journalistic production is transformed. It becomes apparent that journalistic production is closely bound up with the interactions between media professionals, the working conditions of the profession and the strategies and negotiations implemented by journalists. In an unstructured, loosely formalized professional environment, where political tendencies and personal relationships play a dominant role, journalism remains a product of reciprocal negotiations that can be revisited according to the context of the moment.

## KEYWORDS

---

Authoritarianism, Turkey, Media, Journalism, Repression, Precarity

## **SOMMAIRE**

<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>I</b>
<b>RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS</b>	<b>III</b>
<b>ABSTRACT AND KEYWORDS</b>	<b>IV</b>

<b>SOMMAIRE</b>	<b>V</b>
-----------------	----------

---

<b>LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES</b>	<b>VIII</b>
--------------------------------------	-------------

<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
---------------------	----------

---

TOUR D'HORIZON HISTORIQUE ET CONCEPTUEL	2
CADRE THÉORIQUE	12
PROBLÉMATIQUE	15
FAIRE DU TERRAIN EN CONTEXTE DIFFICILE	16
CONFIGURATION DE LA THÈSE	21

<b>CHAPITRE I : LES DIRIGEANTS DES MÉDIAS : UNE SOCIOLOGIE DES ÉLITES DES MÉDIAS</b>	<b>24</b>
--	-----------

---

<b>L'ACCESSION DE L'AKP AU POUVOIR : COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ À UN « CONTEXTE D'EXCEPTION » ?</b>	<b>25</b>
NEUTRALISER LES MÉDIAS	29
TRANSFERTS DE CAPITAUX ET CONCENTRATION DES MÉDIAS	32
INSTRUMENTALISATION DES MÉDIAS PAR LA BOURGEOISIE GRANDISSANTE	35
<b>LES MILIEUX D'AFFAIRES : QUI SONT LES PROPRIÉTAIRES DES MÉDIAS EN TURQUIE ?</b>	<b>40</b>
DIVERSITÉ DES PROPRIÉTAIRES	41
ÉVOLUTIONS DES RELATIONS JOURNALISTES-PROPRIÉTAIRES DES MÉDIAS	45
<b>DIRIGER LES MÉDIAS : « JE SUIS ÉGALEMENT UN HOMME D'AFFAIRES »</b>	<b>52</b>
LES ENJEUX RELATIONNELS	52
LES DIRIGEANTS EXCLUS	58
<b>CONCLUSION DU PREMIER CHAPITRE</b>	<b>65</b>

<b>CHAPITRE II : LES PRODUCTEURS DE L'INFORMATION : LES ACTEURS DES SALLES DE RÉDACTION</b>	<b>68</b>
---	-----------

---

<b>COMMENT DEVIENT-ON JOURNALISTE EN TURQUIE ?</b>	<b>69</b>
LA VOIE DE LA POLITIQUE	70
LA VOIE INDIRECTE	78
LE JOURNALISME DE VOCATION	83
<b>DU REPORTER À L'ÉDITORIALISTE : HIÉRARCHIES JOURNALISTIQUES ET MOBILITÉ DES ÉLITES</b>	<b>87</b>
LES ÉDITORIALISTES ET LES REPORTERS	88
LES ANCIENNES ÉLITES ET LEURS REMPLAÇANTS	93
<b>INFORMER DEPUIS LA CAPITALE : LES DIVERGENCES ENTRE ISTANBUL ET ANKARA</b>	<b>99</b>
LA MANIÈRE DE S'INFORMER	99
DES SOURCES « TROP POLITIQUES »	103
NÉGOCIER POUR LE PROPRIÉTAIRE	111
<b>CONCLUSION DU DEUXIÈME CHAPITRE</b>	<b>116</b>



### **CHAPITRE III : CONTRÔLER LES MÉDIAS : LA POLITIQUE SUR LE PLATEAU 120**

<b>LES DÉBATS TÉLÉVISÉS ET LEURS INVITÉS</b>	<b>121</b>
LES LISTES « NOIRES » ET « BLANCHES »	121
ORGANISER UNE « ÉMISSION DÉBAT »	124
<b>LES MÉDIAS EN CRISE : LE MOUVEMENT GEZI</b>	<b>135</b>
UNE CRISE MÉDIATIQUE	137
LA (NON) MÉDIATISATION DU MOUVEMENT	150
« ON A DIFFUSÉ LES ÉVÉNEMENTS... MAIS PAS EN DIRECT ! »	151
UN MÉDIA DE COMBAT ? : ÇAPUL TV	153
<b>CORROMPRE LES MÉDIAS : COUVRIR L'ENQUÊTE SUR LA CORRUPTION 17-25 DÉCEMBRE</b>	<b>158</b>
LA MANIPULATION PAR LES MÉDIAS	159
LE JOURNALISME BLOQUÉ	163
<b>LE JOURNALISME POST-COUP D'ÉTAT : PURGES ET CHANGEMENT DES ÉQUIPES DANS LES SALLES DE RÉDACTION</b>	<b>166</b>
L'OPPOSITION EN QUESTION	167
FRAGILITÉ DES JOURNALISTES	173
<b>KARAR : QUAND LES PARTISANS DEVIENNENT DES OPPOSANTS</b>	<b>181</b>
LES TRAJECTOIRES DE L'ÉQUIPE FONDATRICE	181
CONTRAINTES DIRECTES, INDIRECTES ET CONDITIONS ASYMÉTRIQUES	189
UN JOURNAL SANS JOURNALISTES	194
<b>CONCLUSION DU TROISIÈME CHAPITRE</b>	<b>197</b>

### **CHAPITRE IV : COMPRENDRE LE TRAVAIL DES JOURNALISTES 202**

<b>CENSURE ET JOURNALISME DU « TOUT SE PASSE BIEN »</b>	<b>203</b>
LES INTERDICTIONS DE DIFFUSION (YAYIN YASAKLARI)	203
LE JOURNALISME DE « DÉCLARATIONS OFFICIELLES »	208
LE JOURNALISME DU « TOUT SE PASSE BIEN »	213
FAIRE TAIRE LES REPORTERS	219
<b>NÉGOCIÉ EN PERMANENCE : AUTOCENSURE ET ROUTINES INSTALLÉES</b>	<b>225</b>
LE JOURNALISME DU « NE M'OBLIGEZ PAS DE M'OCCUPER DE CES GENS-LÀ »	227
LE JOURNALISME DU « SI NOUS TRAITONS CEÇI, LE GOUVERNEMENT N'AIMERA PAS »	232
UNE AUTOCENSURE PRÉCONFIGURÉE	234
<b>SURPOLITISATION DE L'ESPACE PUBLIC, DÉPOLITISATION DES JOURNALISTES</b>	<b>238</b>
LA POLITISATION DES SUPPLÉMENTS ILLUSTRÉS	240
L'APPARITION DE LA POLITIQUE DANS D'AUTRES RUBRIQUES	242
LA POLITISATION DE LA PRESSE PEOPLE	247
<b>CONCLUSION DU QUATRIÈME CHAPITRE</b>	<b>251</b>

### **CHAPITRE V : CONDITIONS SOCIALES DES JOURNALISTES DANS UN CONTEXTE D'EXCEPTION 256**

<b>UN PASSAGE IRRÉVERSIBLE : DES GRANDS GROUPES GÉNÉRALISTES AUX MÉDIAS D'OPPOSITION</b>	<b>257</b>
DES MÉDIAS GÉNÉRALISTES AUX MÉDIAS D'OPPOSITION	260
GEZI : LA FIN DES POSSIBILITÉS DE PASSAGES	265
LA DÉFECTION ET LE PASSAGE SOUS L'INFLUENCE DES AUTRES	268
<b>LA PRÉCARISATION DES JOURNALISTES ET LA FAIBLESSE DES COLLECTIFS SYNDICAUX</b>	<b>274</b>
LE RÉDACTEUR EN CHEF ET... LES AUTRES	278
UN JOURNALISME GENRÉ	283
LE DÉCLIN DE LA SYNDICALISATION	290

<b>JOURNALISTES AU CHÔMAGE : LES EFFETS DE LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL SUR LES TRAJECTOIRES DES JOURNALISTES</b>	<b>297</b>
EXIT : LE PASSAGE À D'AUTRES SECTEURS ET LA NON-RECONVERSION	300
LA NON-RECONVERSION	305
VOICE : LE PASSAGE AUX MÉDIAS D'OPPOSITION ET LA RECONVERSION INTERNATIONALE	309
LA RECONVERSION INTERNATIONALE	314
<b>OPPOSITION EN EXIL : LES STRATÉGIES DE RECONVERSION INTERNATIONALE EN CONTEXTE D'EXCEPTION</b>	<b>317</b>
RESTER OU PARTIR ?	320
L'OPPOSITION EN EXIL : LA PRESSE TURQUE À L'ÉTRANGER	320
QUAND LE JOURNALISTE DEVIENT L'INFORMATION	335
<b>QUAND LES JOURNALISTES PASSENT À LA POLITIQUE : LA BASCULE D'UN MONDE À L'AUTRE</b>	<b>337</b>
LES JOURNALISTES ÉLUS	338
LES JOURNALISTES CHARGÉS DES RELATIONS PRESSE	343
LES JOURNALISTES NON ÉLUS	346
<b>CONCLUSION DU CINQUIÈME CHAPITRE</b>	<b>350</b>
<b><u>CONCLUSION : CIRCULATIONS ET NÉGOCIATIONS JOURNALISTIQUES</u></b>	<b><u>355</u></b>
L'ACCENT SUR MICRORÉCITS	355
LES PARADOXES QUI TISSENT LE RÉCIT	360
LES HORIZONS FUTURS	364
<b><u>ANNEXES</u></b>	<b><u>366</u></b>
ANNEXE 1 : TABLEAU DES JOURNALISTES	366
ANNEXE 2 : TABLEAU DES GROUPES MÉDIATIQUES	370
ANNEXE 3 : INTERDICTION DE DIFFUSION PAR LE PARQUET DE LA RÉPUBLIQUE DE KARAMAN	372
ANNEXE 4 : LA UNE DE « 40 GÉNÉRAUX GÜLENISTES DANS LE QUARTIER MILITAIRE » PARUE LE 27 JUIN 2014 À AKŞAM	373
<b><u>BIBLIOGRAPHIE</u></b>	<b><u>374</u></b>
ARTICLES ET OUVRAGES	374
INTERVIEWS	385
LIENS ÉLECTRONIQUES	386
RAPPORTS	392

## Liste des tableaux et figures

- HISTORIQUE DES ÉLECTIONS TENUES DEPUIS 2002 .....	8
- LES INVITÉS LES PLUS FRÉQUEMMENT CONVIÉS.....	129
- LES TAUX DE VOTE ET LA VISIBILITÉ SUR LES ÉCRANS DES PARTIS POLITIQUES .....	132
- INTERDICTIONS DE DIFFUSION PAR VOIE JUDICIAIRE, 2010-2019 .....	206
- LES INTERDICTIONS DE DIFFUSION EN TURQUIE (2014-2018).....	208

.

## Introduction

- Tour d’horizon historique et conceptuel
- Cadre théorique
- Problématique
- Faire du terrain en contexte difficile
- Configuration de la thèse

L’analyse des médias dans les régimes autoritaires traite le plus souvent de la dichotomie existante entre les médias issus des grands groupes industriels et les médias financièrement indépendants. Les études sur ces deux types de médias, qui contrastent tant par leur lectorat que par leurs couleurs politiques respectives, se concentrent, en général, sur le contenu et la couverture journalistique<sup>1</sup>. De nombreuses études qui portent sur les médias progouvernementaux se focalisent sur la publication des journaux appartenant aux groupes proches du pouvoir et qui paraissent souvent avec à la Une le même titre, surtout lorsque les enjeux politiques font particulièrement monter la tension<sup>2</sup>. À la différence de cette littérature, mon travail s’intéresse au processus de production journalistique sans examiner les produits journalistiques. Les médias en Turquie sont ainsi abordés soit sous l’angle de leurs modes de propriété<sup>3</sup>, soit sous celui de leur couverture journalistique, notamment pendant les crises consécutives aux manifestations de *Gezi* en 2013 ou de la tentative de coup d’État en 2016 qui ont affecté la presse.

Dans cette thèse, je vise à analyser les pratiques journalistiques, de *Gezi* en 2013<sup>4</sup> à la vente de *Doğan Medya* en 2018<sup>5</sup>, à travers des entretiens avec des journalistes qui travaillent (ou qui ont travaillé) dans les médias généralistes. Mon objectif est de discerner les pratiques

---

<sup>1</sup> Cf. Aykut TÖNGÜR et Hakan Batırhan KARA, « Critical discourse analysis on the news about terrorism: An analytical study on Turkish media », *International Journal of Human Sciences*, 13-1, 2016.

<sup>2</sup> Cf. Susan CORKE, Andrew FINKEL, David J. KRAMER, Carla Anne ROBBİNS et Nate SCHENKKAN, *Democracy in crisis: Corruption, media and power in Turkey*, Washington, Freedom House, 2013 ; Uraz AYDIN, « Lanetli süreklilik: Neoliberal militarizmden otoriter muhafazakarlığa Türk medyasının otuz yılı » [Continuité maudite : trente ans de médias turcs, du militarisme néolibéral au conservatisme autoritaire], in Uraz AYDIN (dir.), *Neoliberal Muhafazakar Medya* [Média néolibéral conservateur], Istanbul, Ayrıntı Yayınları, 2015.

<sup>3</sup> Cf. Gülseren ADAKLI, « Capital and capitalists in Turkey. Media capital and ultra-cross media ownership », *Perspectives*, 8, 2014; Ceren SÖZERİ, *Türkiye’de Medya - İktidar İlişkileri. Sorunlar ve Öneriler* [Les relations entre le pouvoir et la presse en Turquie. Les problèmes et les propositions], Istanbul, İstanbul Enstitüsü Medya ve İletişim Merkezi, 2015.

<sup>4</sup> Les manifestations de *Gezi* ont débuté le 28 mai 2013, par les écologistes, initialement pour contester la destruction du parc *Gezi* pour la reconstruction d’une caserne, un bâtiment historique démoli en 1940. Elles se sont généralisées avec des revendications critiquant le gouvernement. Les manifestations de *Gezi* et ses répercussions dans les médias seront abordées dans le troisième chapitre.

<sup>5</sup> *Doğan Medya* a été vendu au groupe *Demirören* proche du gouvernement. Les conséquences de la vente seront abordées dans le troisième et quatrième chapitre.

journalistiques, tant en temps de crise qu'en temps normal, et la façon dont elles affectent les habitudes professionnelles. J'explorerai également les manières de travailler des journalistes et leurs circulations dans un espace particulièrement touché par les crises politiques ainsi que leurs stratégies de survie lorsqu'ils perdent leur travail.

### *Tour d'horizon historique et conceptuel*

Le problème de la désignation de la période que j'étudie est strictement lié au choix de cette période comme objet d'étude. Inhérent à la question épistémologique commune à toute étude d'une période dite contemporaine dans laquelle l'objet d'étude ne cesse d'évoluer sous la tyrannie de l'actualité, le problème taxinomique fait aussi l'objet ma recherche. Régime autoritaire, anti-démocratie<sup>6</sup>, démocratie plébiscitaire, démocratie illibérale, régime répressif, régime oppressif<sup>7</sup>, autocratie électorale<sup>8</sup> sont les termes utilisés le plus couramment<sup>9</sup>. Lever l'équivoque et définir précisément le régime actuel de la Turquie n'est pas une tâche facile. D'une part, cette difficulté qui se manifeste par cette « profusion conceptuelle<sup>10</sup> » est explicitement reconnue par les chercheurs spécialistes de la Turquie contemporaine.

D'autre part, la difficulté à définir précisément la nature du régime actuel est liée aux vicissitudes du jeu politique. Toute entreprise de définition est soumise à la tyrannie de l'actualité. De plus, elle est tributaire, dans la plupart des cas, des à-coups de la politique suivie par le pouvoir. Ainsi, à la faiblesse d'une définition formulée sous l'emprise du présentisme s'ajoute la pression d'un pouvoir qui menace l'objectivité scientifique. Vu sous cet angle, définir le régime exige une prudence épistémologique. Compte tenu de cet asservissement aux contraintes de l'actualité et du pouvoir, l'analyse structurale de longue durée semble offrir au chercheur un terrain plus solide face au champ mouvant de la politique. Pour aborder de plus près ce problème à double volet, je proposerai ici un tour d'horizon à partir du prélude de l'arrivée au pouvoir de l'AKP jusqu'en 2020. Comme je le signale dans l'aperçu historique de la donne politique en Turquie, les années 90, qui constituent l'arrière-plan de l'accession au

---

<sup>6</sup> Hamit BOZARSLAN, *L'anti-démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle : Iran, Russie, Turquie*, Paris, CNRS Éditions, 2021.

<sup>7</sup> Stefanie PUKALLUS, Lisa BRADLEY, Sarah CLARKE et Jackie HARRISON, « From repression to oppression: News journalism in Turkey 2013–2018 », *Media, Culture & Society*, 42-7-8, 2020, p. 1443-1460.

<sup>8</sup> Ahmet INSEL, « La Turquie, entre coup d'État et référendum », *Politique étrangère*, Été-2, 2017, p. 109.

<sup>9</sup> Ahmet Insel tire l'attention sur le même problème. Sa liste inclut « pluralisme limité, illibéralisme, bonapartisme, régime semi-autoritaire, démocratie déléguée, autoritarisme compétitif. » Voir Ahmet INSEL, « Des “transitions démocratiques” interminables », *Revue du MAUSS*, 43-1, 2014, p. 90.

<sup>10</sup> Hamit BOZARSLAN, *L'anti-démocratie au XXI<sup>e</sup> siècle...*, op.cit., p. 9-10.

pouvoir de l'AKP dans une perspective téléologique, sont marquées par la domination de l'armée sur un jeu politique caractérisé par le tumulte et des crises à répétition. Avant d'entrer dans le vif de la question de l'autoritarisme, je citerai un avertissement quant à une certaine vision d'une donne politique fantasmée de la Turquie :

« Dès lors que l'on s'intéresse au système politique turc, on se trouve confronté à l'ambiguïté d'un régime qui se réclame de la démocratie, mais dont les pratiques, à l'évidence, sont autres. Cette situation particulière explique peut-être le succès de l'idée, de "transition" ou de "démocratisation" que l'on applique à la Turquie, selon un raisonnement téléologique qui a fait recette dans les années quatre-vingt-dix, mais qui, dans ce cas précis, renvoie à la question, plus ancienne, de l'occidentalisation. Autrement dit, la Turquie serait une "quasi-démocratie", ou encore une démocratie "en devenir". Poser la question dans ces termes présente l'intérêt politique et diplomatique de préserver le pouvoir des critiques. Cependant, même si le passage à la démocratie paraît à terme possible, voire probable, étudier le système existant à partir de cette hypothèse interdit de comprendre l'originalité de sa trajectoire et de ses pratiques. On ne peut réduire l'analyse du régime turc au constat d'un manque ou d'un inachèvement<sup>11</sup>. »

Le premier constat porte sur la nature du régime turc. On est confronté à un régime dont la caractéristique est une ambiguïté qui tourne autour des notions de démocratie et d'autoritarisme. Plutôt que de correspondre à la réalité politique du pays, la transition ou le passage à la démocratie, produits d'une théorie historiciste et développementaliste, ne reflèteraient que le mécontentement des observateurs quant à la reconstitution théorique de la nature du régime existant<sup>12</sup>. Le deuxième constat que l'on tire de cette citation met en évidence le fait que cette ambiguïté n'existe qu'en surface. Plus explicitement : « Seul membre de l'OTAN doté d'un régime autoritaire, la Turquie est dominée par une élite bureaucratique kémaliste, principalement militaire<sup>13</sup> [...] » Au tournant du siècle, il n'y a donc guère de doute sur la nature du régime malgré les hésitations premières. Le troisième constat est d'ordre épistémologique : analyser la politique de la Turquie à partir d'une configuration imaginée serait une entreprise vouée à l'échec en ce qu'elle ne fait pas ressortir la spécificité de la Turquie qui ne relève pas des démocraties idéal-typiques dont on est familier en Europe. Une note explicative vient approfondir l'analyse sous l'angle géographique : « C'est [pour la Turquie] bien sûr du côté des

---

<sup>11</sup> Gilles DORRONSORO, « Les Kurdes de Turquie : revendications identitaires, espace national et globalisation », *Les études du CERI*, 62, 2000, p. 1-32, ici p. 2.

<sup>12</sup> Sur la question de la transition voir A. INSEL, « Des "transitions démocratiques" interminables », art. cit. Cette théorie fait toujours l'objet de critiques dans une aspiration à proposer de nouveaux cadres d'analyse du régime politique de la Turquie voir Benjamin GOURISSE, « Ordonner et transiger : l'action publique au concret dans l'Empire ottoman et en Turquie », in *L'art de l'État en Turquie*, Paris, Karthala, 2013, p. 11-34.

<sup>13</sup> G. DORRONSORO, « Les Kurdes de Turquie : revendications identitaires, espace national et globalisation », art. cit, p. 2.

régimes autoritaires, Pakistan et Indonésie par exemple, qu'on trouvera des comparaisons pertinentes<sup>14</sup> [...]. » Même si citer cette proposition de comparaison paraît à première vue inopérant, on s'apercevra de sa pertinence à la fin du tour d'horizon. Alors le régime autoritaire turc prendra sa place aux côtés des régimes autoritaires que l'on observe au Pakistan et en Indonésie, qui ont comme la Turquie, une population majoritairement musulmane. En ce qui concerne les fondements analytiques de ma recherche, je retiens de cette description notamment l'avertissement formulé quant à la spécificité de la Turquie. Ma recherche a ainsi pour but d'analyser les médias turcs, non pas à partir d'une configuration démocratique aspirée, mais à partir de leur réalité pendant la période en question.

Continuons le tour d'horizon. Les élections générales de novembre 2003 annoncent la victoire incontestable de l'AKP. La question se pose à ce moment-là de pronostiquer si l'arrivée au pouvoir de l'AKP marquera un changement du régime autoritaire. La réponse est à chercher dans la manière dont l'AKP gère ses rapports avec l'armée, acteur dominant de la scène politique : « Pour l'instant, le nouveau gouvernement est resté dans le vague, mais une véritable réforme institutionnelle ne pourra que créer des oppositions dans certaines institutions dont le rôle est central depuis le coup d'État de 1980. Les relations avec l'armée sont bien sûr l'enjeu majeur<sup>15</sup>. » Un conflit de pouvoir s'annonce inévitable. Mais, le changement de régime dépend, en fin de compte, de la politique que va suivre Recep Tayyip Erdoğan.

« Cependant, depuis 2002 et la constitution du premier gouvernement AKP, le "régime sécuritaire" s'est peu à peu effondré sous l'effet de contraintes multiples [...] Tout d'abord, les équilibres politiques ont changé à la suite des élections du 3 novembre 2002 et de l'arrivée d'un gouvernement monopartisan AKP. La vague de réformes liées à la candidature européenne du pays, ainsi que les exigences des bailleurs de fonds internationaux et du Fonds monétaire international ont fortement contribué à la marginalisation des militaires dans le système politique. Elles ont encouragé le patronat à prendre ses distances avec l'armée pour soutenir les initiatives réformistes de l'AKP. Par ailleurs, en contexte d'internationalisation de l'économie turque et d'accroissement de l'influence de l'Union européenne et des organisations financières supranationales depuis les années 1990, les coups d'État représentent des solutions plus coûteuses<sup>16</sup>. »

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>15</sup> Gilles DORRONSORO, Elise MASSICARD et Jean-François PÉROUSE, « Turquie: changement de gouvernement ou changement de régime ? », *Critique internationale*, 18-1, 2003, p. 14.

<sup>16</sup> Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », *Revue française de science politique*, 65-4, 2015, p. 627.

La marginalisation des forces de l'ancien bloc hégémonique donne l'apparence d'une démocratisation accompagnée d'une libéralisation économique. « Le PJD [l'AKP] est porteur du drapeau de la démocratisation, de l'espoir d'adhérer à l'Union européenne et d'une société confiance, réconciliée avec elle-même. L'accélération du processus d'adhésion à l'Union européenne et la confirmation d'un soutien électoral massif lors des élections ultérieures vont pour la première fois faire reculer l'armée turque qui va commencer à perdre son statut de régent de la République<sup>17</sup>. » La réduction du poids des militaires dans le Conseil de sécurité nationale est suivie des procès à caractère politique contre des officiers de l'armée aux plus hauts échelons dès 2008<sup>18</sup>. Même si elle semble vouée à l'échec quand il s'agit de légiférer en la matière, « [l]' "ouverture kurde", telle qu'on l'appelle désormais en Turquie, a réduit en miettes le discours officiel de la République qui, depuis sa fondation, a appréhendé la question kurde à partir d'une grille exclusivement sécuritaire<sup>19</sup>. »

Même si le processus de l'adhésion à l'Union européenne domine les analyses politiques sur la Turquie, il y a aussi des appels à la prudence, au moins à partir de 2009. Puisant dans un répertoire identitaire triptyque — européen, musulman, turc — la Turquie se trouve dans une « situation paradoxale. » Les questions kurde, arménienne, chypriote ainsi que la crainte d'une fragmentation territoriale restent des repères pour qui veut comprendre la réalité de la politique turque dans son ensemble<sup>20</sup>. Ces appels s'avèreront pertinents. Au lieu d'opter pour une consolidation démocratique, le parti s'est concentré sur la consolidation de son pouvoir<sup>21</sup>. Le référendum de 2010 a introduit des amendements radicaux dans la Constitution, réorganisant la Cour constitutionnelle et le Haut conseil des juges et des procureurs afin de les placer sous le contrôle du gouvernement. Ces modifications ont également réduit le pouvoir de l'armée en limitant ses privilèges d'intervention sur les affaires sociales et en restreignant sévèrement l'autorité des tribunaux militaires. D'un autre côté, après une série d'enquêtes menées entre 2008 et 2011, appelées *Ergenekon* et *Balyoz*, le gouvernement a emprisonné et ensuite purgé des dizaines de hauts responsables et de militaires de haut rang accusés de comploter pour

---

<sup>17</sup> A. INSEL, « Des "transitions démocratiques" interminables », art. cit, p. 94.

<sup>18</sup> G. DORRONSORO et B. GOURISSE, « L'armée turque en politique », art. cit, p. 627.

<sup>19</sup> Hamit BOZARSLAN, « La question kurde à l'heure de l'"ouverture" d'Ankara », *Politique étrangère*, Printemps-1, 2010, p. 55-56.

<sup>20</sup> Gilles DORRONSORO, *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, Paris, Autrement, 2009, pp. 4-23, notamment p. 4, .

<sup>21</sup> Murat SOMER, « Conquering versus democratizing the state: political Islamists and fourth wave democratization in Turkey and Tunisia », *Democratization*, 24-6, 2017, p. 12.



renverser le gouvernement<sup>22</sup>. Ces enquêtes ont eu de profondes répercussions sur la liberté de la presse et les conditions d'exercice des journalistes. À partir de 2009, le pouvoir judiciaire, sous l'emprise du gouvernement AKP et de la mouvance güleniste, a commencé à emprisonner des journalistes, accusés dans le cadre des procès *Ergenekon* et *Balyoz*. En 2012, selon le Comité pour la protection des journalistes, 61 journalistes étaient emprisonnés en Turquie, soit plus que dans tout autre pays du monde<sup>23</sup>.

À la suite de ces événements politiques marquants, le concept de « dérive autoritaire, » qui a été mobilisé pour l'analyse des événements de Gezi en juin 2013 et qui a notamment été largement repris dans la presse française dès 2014<sup>24</sup>, vient dominer les analyses de la politique suivie par Recep Tayyip Erdoğan. Les événements de Gezi, puis les enquêtes des 17 et 25 décembre sur la corruption, marquent, pourtant, le début d'une série d'événements qui déstabilisent le pouvoir AKP.

D'une part, le contexte se caractérise donc par la lutte de pouvoir entre la communauté güleniste, ancienne alliée du gouvernement, et Recep Tayyip Erdoğan. La tension entre les deux groupes s'est encore aggravée fin 2013 avec la mise au jour d'un scandale de corruption de grande ampleur, impliquant des ministres ainsi que les membres de la famille de Recep Tayyip Erdoğan. Le conflit a connu son apogée avec la tentative de coup d'État survenue le 15 juillet 2016. (J'aborderai ce sujet plus particulièrement dans le troisième chapitre.) Par la suite, le Président a engagé une répression systématique contre les institutions journalistiques affiliées au mouvement Gülen. La tentative de coup d'État dénote ainsi le début d'une période de purges, de licenciements collectifs et de répression systématique qui touchera non seulement au domaine des médias (gülenistes ou autres), mais également à d'autres domaines. En 2017, le rapport d'Amnesty International signale « le licenciement arbitraire de plus de 100 000 employés du secteur public, parmi lesquels plus de 3 500 juges, des membres des

---

<sup>22</sup> Ihsan YILMAZ et Galib BASHIROV, « The AKP after 15 years: Emergence of Erdoganism in Turkey », *Third World Quarterly*, 39-9, 2018, p. 1816.

<sup>23</sup> *Annual Report*, Committee to Protect Journalists, 2012, consulté le 7 septembre 2021. <https://cpj.org/wp-content/uploads/2012/10/CPJ.2012.Annual.Report.pdf>

<sup>24</sup> Jean-François PÉROUSE, « Les événements de Gezi, ou le début de la “dérive autoritaire”, vu des périphéries... », *Mouvements*, 90-2, 2017, p.109-110, 118-119. Jean-François Pérouse avertit particulièrement contre l'effet réducteur de ce concept dans l'analyse de ces événements, qui risque d'éclipser les différentes positions des forces sociales périphériques dans le devenir des protestations.

forces armées, des policiers, des enseignants, des médecins, des universitaires et des personnes travaillant à tous les niveaux de l'administration centrale et locale<sup>25</sup> » sans procédure judiciaire.

De l'autre, la donne politique est marquée par les négociations de paix (2013-2015), qui visaient à mettre fin au conflit entre la Turquie et le PKK (Partîya Karkerên Kurdistanê - Parti des travailleurs du Kurdistan). Pendant les négociations, le HDP (Halkların Demokratik Partisi - Parti démocratique des peuples), prokurde, a gagné un soutien populaire considérable. Il a obtenu 13,12 % des voix aux élections de juin 2015. Ce résultat a empêché l'AKP d'atteindre la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Ayant entravé les négociations conduites en vue de la formation d'une coalition, Erdoğan a obtenu la reconduction d'élections législatives en novembre. Pendant les négociations sur la coalition, le pays a connu une période empreinte de violences et de crises politiques. Ces nouvelles élections se sont soldées par la victoire de l'AKP, qui a obtenu 49,5 % des suffrages<sup>26</sup>. Le cours des événements a exacerbé les conditions difficiles d'exercice du journalisme et a conduit à la fermeture des médias kurdes ainsi qu'à des arrestations de journalistes sous le faux prétexte de leur affiliation au PKK<sup>27</sup>.

La période que j'étudie témoigne ainsi de la hausse sans précédent du recours à tous les instruments de la violence étatique contre cette déstabilisation. Deux interprétations différentes, qui touchent à deux aspects peu connus du même phénomène, me semblent s'imposer pour mieux faire ressortir les traits caractéristiques de la période en question. La première interprétation part de la brutalisation de la société turque. Scandales de corruption, retour à la lutte armée contre le PKK, emprisonnement des leaders du mouvement kurde, attentats terroristes, coup d'État raté, proclamation de l'état d'urgence, purges des fonctionnaires d'État et des officiers, changement de régime, tout cela signale une véritable crise de légitimité politique qui débouche sur la brutalisation de la société. Pour mener son combat contre la mouvance güleniste, pendant laquelle sa légitimité quant à la capacité à gouverner l'appareil étatique est remise en cause, l'AKP a recours aux élections. Voici le tableau historique des élections au long de la période concernée :

---

<sup>25</sup> *No end in sight: Purged public sector workers denied a future in Turkey*, Amnesty International, 2017, p. 4, consulté le 8 septembre 2021. <https://www.amnesty.org/en/documents/eur44/6272/2017/en/>

<sup>26</sup> « Türkiye'yi sarsan 5 ay: 7 Haziran-1 Kasım 2015 » [Les cinq mois qui ont troublé la Turquie: 7 juin - 1 novembre 2015], *Deutsche Welle*, publié le 28 septembre 2019, consulté le 5 septembre 2021. <https://www.dw.com/tr/türkiyeyi-sarsan-beş-ay-7-haziran-1-kasim-2015/a-50204527>

<sup>27</sup> Stefanie PUKALLUS, Lisa BRADLEY, Sarah CLARKE et Jackie HARRISON, « From repression to oppression: news journalism in Turkey 2013–2018 », *Media, culture & society*, 42-7-8, 2020, p. 1444.

1	2002	Élections législatives
2	2004	Élections municipales
3	2007	Élections législatives
4	2007	Élections présidentielles
5	2009	Élections municipales
6	2010	Référendum constitutionnel
7	2011	Élections législatives
8	2014	Élections municipales
9	2014	Élections présidentielles
10	2015	Élections législatives
11	2015	Élections législatives
12	2017	Référendum constitutionnel
13	2018	Élections législatives et présidentielles
14	2019	Élections municipales

Tableau 1 - Historique des élections tenues depuis 2002

Sur ce tableau, on voit bien que les élections se succèdent dès 2014 : 8 élections en l'espace de 6 ans. Locales ou législatives, ces élections jouent donc toujours le même rôle : « Pour l'AKP, l'enjeu de ce scrutin [2014] était de montrer qu'il restait le parti majoritaire et qu'il conservait une légitimité politique indiscutable<sup>28</sup>. » Abstraction faite des élections législatives du 7 juin 2015, l'AKP sort toujours victorieux de cette série d'élections. En dépit des objections de l'opposition pour qui les élections sont truquées ou entachées par des actes illégaux, l'AKP n'hésite pas à pratiquer une politique du fait accompli<sup>29</sup>. Reste à expliquer comment ces victoires successives sont rendues possibles :

« Le président peut également s'appuyer sur un "bloc hégémonique" composé d'une bourgeoisie d'origine provinciale de moins en moins "puritaine", à laquelle l'État transfère des sommes publiques considérables, des couches défavorisées qu'il parvient à convaincre que la pauvreté n'est pas une question sociale, encore moins politique, mais relève juste de la charité, et des classes moyennes turco-sunnites d'Anatolie, conservatrices, qui conurent sous son règne un âge d'or<sup>30</sup>. »

Ce cadre analytique présente succinctement le mécanisme sur lequel repose la domination de l'AKP. C'est grâce à ce « bloc hégémonique » que l'AKP arrive non seulement à remporter les élections, mais aussi à conforter son régime autoritaire<sup>31</sup>. Il faut y ajouter également la

<sup>28</sup> Élise MASSICARD, « Les élections locales du 30 mars 2014 en Turquie : un scrutin entre national et local », *Pôle Sud*, 41-2, 2014, p. 195-202, p. 195.

<sup>29</sup> Hamit BOZARSLAN, « La Turquie brutalisée », *Esprit*, Juin-6, 2017, p. 57.

<sup>30</sup> Hamit BOZARSLAN, « Le coup d'état raté en Turquie », *Esprit*, Septembre-9, 2016, p. 12.

<sup>31</sup> C'est ce cadre que j'utilisais pour échafauder la structure analytique de mes recherches dans un quartier populaire d'Istanbul dominé par un fort soutien pour l'AKP. Mes recherches sur le terrain me permettent de voir de plus près la nature des rapports mutuels de l'AKP avec son électorat : Pelin ÜNSAL, « Précarité, clientélisme et allégeance partisane en Turquie : exemple de Kirazlitepe, Istanbul », EHESS, Paris, 2015.

domination de l'AKP sur les médias. Ce diagnostic ouvre la voie à la deuxième interprétation qui porte sur « le gouvernement par la crise<sup>32</sup> », qui signifie l'enterrement de l'espoir prématuré d'une Turquie démocratique incarnée par « la période de libéralisation de l'AKP<sup>33</sup> » :

« [L]a création/exploitation des crises est devenue une ressource essentielle pour avancer l'agenda du pouvoir et marginaliser l'opposition. Ce répertoire n'est pas une invention de l'AKP, et l'armée a systématiquement exploité ce registre, mais son caractère systématique — surtout pour un gouvernement civil — marque une rupture. Ainsi, le coup d'État raté du 15 juillet 2016, les attentats de l'État islamique, la guérilla kurde sont autant d'occasions d'installer un état d'urgence localisé ou national qui affranchit le pouvoir des règles du droit<sup>34</sup>. »

Ce passage me fournit des repères chronologiques, situant le tournant du gouvernement par la crise au moment de la tentative de coup d'État avorté. Car, jusqu'à cette tentative, la lutte de pouvoir se poursuit sans qu'émerge un vainqueur décisif. Pourtant, le coup d'État raté permet au gouvernement de réorganiser l'appareil d'État en s'affranchissant complètement des limites du jeu politique jusqu'alors régies par le droit constitutionnel. Autrement dit, dans la période 2013-2016, le pouvoir de l'AKP est contesté par le mouvement social, et puis par une faction bureaucratique dans un jeu politique sans victoire finale. C'est à partir de 2016, pourtant, que l'AKP, avec ses nouveaux alliés, institue son autoritarisme avec une violence que le pays n'avait plus connue depuis le coup d'État de 1980. Ainsi la thèse avancée par Stefanie Pukallus semble-t-elle pertinente, thèse selon laquelle la situation journalistique en Turquie s'est considérablement détériorée avant même la tentative du coup d'État (2013-2016), à partir des manifestations de *Gezi*, alors qu'elle est considérablement intensifiée pendant la période suivant la tentative de coup d'État (période post-coup 2016-2018)<sup>35</sup>. Autrement dit, la répression contre les journalistes était bien présente avant la tentative du coup d'État de 2016. Cependant, elle s'est durcie et est devenue plus fréquente à partir de cette tentative ratée.

Le tour d'horizon prend fin là où il a commencé. Le régime turc, comparable aux régimes autoritaires pakistanais et indonésien au tournant du millénaire, reste toujours comparable aux régimes pakistanais et iranien quand on arrive en 2018<sup>36</sup>. Après tant de tumultes politiques et

---

<sup>32</sup> Gilles DORRONSORO, « L'État-AKP et le gouvernement par la crise », *Mouvements*, 90-2, 2017, p. 11-18.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>35</sup> S. PUKALLUS, L. BRADLEY, S. CLARKE et J. HARRISON, « From repression to oppression: news journalism in Turkey 2013–2018 », art. cit, p. 1445.

<sup>36</sup> « The political regimes of Turkey, Pakistan, and Iran are characterized by authoritarian forms in which political participation is historically limited by the weight of the army (Turkey until very recently, Pakistan) or of religious leaders (Iran). » Gilles DORRONSORO et Olivier GROJEAN, « Introduction: Identity, Hierarchy, and Mobilization »,

de mouvements sociaux, le cadre politique, en théorie, semble rester intact. Au gré des objets d'étude qui privilégient la configuration ethnique, sociopolitique ou les politiques culturelles, on peut ranger la Turquie, soit du côté du Pakistan et de l'Indonésie, soit du côté des « anti-démocraties » russe, iranienne<sup>37</sup>, ou encore, hongroise<sup>38</sup>. C'est ainsi que ce qui était apparu comme une politique d'ouverture démocratique vient s'inscrire dans une logique de lutte de pouvoir entre l'AKP et l'establishment incarné notamment par l'armée. D'où le mouvement cyclique du régime politique de la Turquie.

Que le travail s'arrête en 2018 par la vente de *Doğan Medya*, le plus grand groupe de médias turcs, au groupe *Demirören*, proche du gouvernement, n'est en rien une coïncidence. Le rachat des chaînes et quotidiens les plus importants des médias généralistes par un groupe proche du régime marque ainsi la fin de l'ère des médias dits généralistes en Turquie. La scène médiatique est devenue bipolaire, avec des médias proches du gouvernement qui dominent le marché médiatique et des médias d'opposition politiquement et financièrement étouffés<sup>39</sup>.

C'est par ce constat qu'il m'est permis de clôturer le premier volet, relatif à la nature du régime politique turc. Cependant, le second volet, qui porte sur l'état d'exception, reste ouvert. Je qualifie en ce sens d'exceptionnel le milieu dans lequel les journalistes font leur travail pendant la période 2013-2018. Et ceci pour deux raisons : d'abord, de façon concrète, la majeure partie de la deuxième moitié de la période en question, celle qui démarre à la proclamation de l'état d'urgence par le gouvernement AKP le 21 juillet 2016, connaît un état d'exception au sens juridique du terme. Il s'agit de suspendre les libertés garanties par la Constitution<sup>40</sup>. C'est à

---

*in Identity, Conflict and Politics in Turkey, Iran and Pakistan*, trad. fr. Adrian MORFEE, Oxford, Oxford University Press, 2018, p. 1-22, p. 2-3. Ce constat a été avancé pour la première fois dans la version originale française en 2014. Voir Olivier GROJEAN, « Identité, hiérarchie et mobilisation », in Gilles DORRONSORO et Olivier GROJEAN (dir.), *Identités et politique : de la différenciation culturelle au conflit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 15.

<sup>37</sup> Hamit BOZARSLAN, « Anti-démocraties », *Critique*, 889-890-6-7, 2021, p. 539-558.

<sup>38</sup> G. DORRONSORO, « L'État-AKP et le gouvernement par la crise », art. cit, p. 12.

<sup>39</sup> « TRT'nin ekran adaletsizliği » [L'injustice de TRT sur la visibilité à l'écran], Deutsche Welle, publié le 22 juin 2018, consulté le 8 septembre 2021, <https://www.dw.com/tr/trtnin-ekran-adaletsizligi/a-44353897>. De façon quantitative, cette asymétrie devient d'autant plus évidente dans la période des élections. La visibilité des différents partis politiques sur les écrans et sur la presse écrite en fait preuve. Selon un rapport préparé par le membre du CHP au RTÜK (Conseil supérieur de l'audiovisuel – Radyo ve Televizyon Üst Kurulu), avant les élections présidentielles de 24 juin 2018, la chaîne publique TRT (Türkiye Radyo Televizyon Kurumu – Radio-télévision de Turquie) a consacré 181 heures à la campagne politique de Recep Tayyip Erdoğan contre 15 heures à celle de Muammer İnce (le candidat de CHP [Le parti républicain du peuple – Cumhuriyet Halk Partisi], le parti d'opposition), 3 heures pour celle de Meral Akşener (la candidate de İyi Parti [Le Bon Parti], le parti d'opposition) et finalement 32 minutes pour celle de Selahattin Demirtaş (le candidat de HDP [Halkların Demokratik Partisi – Le Parti démocratique des peuples], le parti d'opposition pro-kurde) entre la période de 14 mai – 22 juin 2018.

<sup>40</sup> Hans BOLDT, « Ausnahmezustand. Necessitas publica, Belagerungszustand, Kriegszustand, Staatsnotstand, Staatsnotrecht », in Otto BRUNNER, Werner CONZE et Reinhart KOSELLECK (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe*:

partir de cette date que les journalistes se voient privés de la protection juridique que leur garantissaient les droits constitutionnels.

Il n'en reste pas moins que, fonctionnant « comme un instrument de légitimité pour l'ingérence extraordinaire du pouvoir, quand il s'agit d'une nécessité publique<sup>41</sup> », l'état d'exception repose sur la capacité de décider de ce qu'est la nécessité publique. L'usage du concept d'état d'exception n'évacue donc pas le risque du biais politique que l'on court avec le concept de l'autoritarisme, d'autant plus que c'est le pouvoir politique qui le proclame. Comme il ne serait pas opportun d'imposer à ma recherche un cadre analytique qui ne serait développé qu'à partir de l'arbitraire politique du pouvoir, j'ai repensé le concept de l'exception sans tenir compte de l'arbitraire politique. Ainsi, je me réfère à l'analyse structurelle de la politique de la Turquie contemporaine.

L'histoire politique de la Turquie est marquée par la succession de deux types de configurations : d'une part, des gouvernements monopartisans, signes de stabilité politique, où le parti au pouvoir s'arrogue les ressources économiques et institutionnelles du pays, qui aboutissent pourtant à un coup d'État militaire. De l'autre, des coalitions, instables, où le partage des ressources fait l'objet de luttes parmi les partis politiques<sup>42</sup>. Néanmoins, trois ans après la découverte de ce mouvement cyclique dans l'itinéraire de la politique turque, une exception se fait jour : « La période actuelle est donc unique, avec la consolidation au pouvoir d'un parti dominant sans possibilité de renversement du gouvernement par une crise institutionnelle (voire un coup d'État)<sup>43</sup>. » Ce constat se prête à deux interprétations. D'une part, il symbolise la fin de la tutelle des forces armées sur la politique turque. C'est ainsi que l'armée n'est plus en mesure d'exercer sa domination sur le jeu politique. D'autre part, cela revient à proclamer la victoire du régime AKP sur la mouvance güleniste. Par la répression de la tentative de coup d'État, l'AKP se donne les moyens de réorganiser l'administration et l'armée en concertation avec ses nouveaux alliés. Les institutions médiatiques se trouvent au cœur de cette refonte. Dans la première période de ma recherche, à savoir entre 2013 et 2016, les journalistes témoignent d'une lutte en cours sans vainqueur. Mais, à partir du 21 juillet 2016, les journalistes

---

*Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Stuttgart, Ernst Klett, 1972, vol. 1/8, p. 357-358.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 343. « [...] als Rechtfertigung für den außerordentlichen Eingriff von hoher Hand, wenn eine necessitas publica vorlag. »

<sup>42</sup> Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-Partis », *Politix*, 107-3, 2014, p. 196-199.

<sup>43</sup> G. DORRONSORO, « L'État-AKP et le gouvernement par la crise », art. cit, p. 13.

sont complètement à la merci du régime extraconstitutionnel. C'est en ce double sens que je juge la période exceptionnelle.

Voyons de plus près les traits caractéristiques de ce climat autoritaire et exceptionnel où les journalistes s'efforcent d'exercer leur métier :

« Dans l'ensemble, ce qui semble être commun aux régimes autoritaires est la crédibilité de la menace du déclenchement d'une violence légale ou apparentée par les institutions du régime contre toute contestation de ses décisions. L'autoritarisme est marqué par le sceau de la suspicion et de la méfiance. Il réagit violemment devant les désirs d'autonomie des sujets et les revendications de reconnaissance de la légitimité et de l'égalité des différences<sup>44</sup>. »

Il s'agit d'un jeu politique marqué par l'arbitraire de l'autorité politique, renforcé par la partialité des tribunaux<sup>45</sup>. Dans cette période doublement exceptionnelle règnent notamment « la suspicion et la méfiance » sous l'empire de menaces incessantes aussi bien de nature juridique qu'extrajuridique. À circonstances identiques, tout peut arriver à tout moment, ou bien rien n'arrivera. Les effets de la suspicion et de la méfiance s'observent dans presque toutes les pratiques journalistiques étudiées : autocensure, anonymat recherché pour faire « sortir » certaines informations, envie de s'appuyer sur les déclarations officielles, pour n'en nommer que quelques-uns. Cette incertitude dans leurs conditions d'exercice oblige les journalistes en question à négocier constamment les modalités de leur travail ainsi que la publication des nouvelles. Et c'est notamment ce que le présent travail se propose d'étudier.

### *Cadre théorique*

Quant à mon cadre théorique, j'emploie la catégorisation triptyque — *exit, voice, loyalty* — d'Albert Hirschman pour mon objet d'étude : d'un côté, la réaction silencieuse de journalistes qui abandonnent le métier face aux conditions « autoritaires » (*exit*), de l'autre, la protestation ou la prise de parole de journalistes qui veulent changer leurs conditions de travail et le journalisme tel qu'il est pratiqué désormais dans les salles de rédaction des médias généralistes (*voice*). Étant donné mon objet d'étude et les conditions du terrain, que je présente en détail ci-dessous, j'ai réalisé mes entretiens principalement avec des journalistes qui pourraient entrer

---

<sup>44</sup> A. INSEL, « Des “transitions démocratiques” interminables », art. cit, p. 92.

<sup>45</sup> Ahmet INSEL, « La Turquie d'Erdogan, ou le règne de l'arbitraire », in *Le Moyen-Orient et le monde*, Paris, La Découverte, 2020, p. 158. Si l'état d'exception a été abrogé deux ans après sa proclamation, les pratiques que cet état autorise n'ont fait qu'exister après son abolition.

dans les catégories *exit* ou *voice*, en excluant la catégorie *loyalty* des journalistes proches du pouvoir, qui préfèrent rester dans le jeu sans le modifier<sup>46</sup>.

Il va sans dire que la catégorisation d'Albert Hirschman n'est pas conçue pour le journalisme ni pour un contexte autoritaire. Elle est conçue pour le modèle économique dans lequel « les entreprises produisent des produits commercialisables pour les clients<sup>47</sup> ». Ce modèle repose sur un jeu d'intérêts individuels. Selon sa catégorisation, il se rapporte à un client « qui, insatisfait du produit d'une entreprise, utilise le marché pour défendre son bien-être ou améliorer sa position<sup>48</sup> ». Tandis que, dans mon travail, ces trois actions (*exit*, *voice* et *loyalty*) sont profondément marquées par des interactions qui vont au-delà de la mise en jeu de l'intérêt particulier. Elles sont donc les conséquences de la répression ou des pressions politiques, des conditions de travail, des difficultés financières auxquelles sont en proie les entreprises médiatiques ou de décisions personnelles. Elles ne sont ainsi pas sans intermédiaire, comme chez Albert Hirschman, certains facteurs imprévisibles jouent un rôle dans les décisions des journalistes et ne peuvent être écartés<sup>49</sup>. En effet, les journalistes prennent en considération un grand nombre de facteurs avant de passer d'un média à l'autre, d'un pays à l'autre (les journalistes en exil), voire d'un métier à l'autre (les journalistes qui ont fait une reconversion professionnelle). En outre, lorsque les journalistes quittent une institution médiatique, le retour leur est presque toujours impossible et dépend de nombreux facteurs indépendants de leur volonté.

*Voice*, selon Albert Hirschman, recouvre « toute tentative de changement, que ce soit par pétition individuelle ou collective à la direction directement en charge, ou en faisant appel à une autorité supérieure<sup>50</sup> ». Elle est ainsi « une force de changement de direction, par divers types d'actions et de protestations, y compris celles destinées à mobiliser l'opinion publique<sup>51</sup> ». Bien que les journalistes de la catégorie de *voice* fassent des « tentatives de changements<sup>52</sup> », celles-ci ne sont pas toujours destinées à la direction du journal ou à « mobiliser l'opinion publique<sup>53</sup> ». Les journalistes de type *voice* ont mobilisé différentes stratégies afin de manifester

---

<sup>46</sup> Albert O. HIRSCHMAN, *Exit, voice, and loyalty: responses to decline in firms, organizations, and states*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> *Ibid.*



leur mécontentement, telles qu’anonymiser leurs articles ou quitter le service politique. J’ai analysé les journalistes de médias généralistes qui déploient des microstratégies pour contourner la contrainte politique ainsi que ceux qui travaillent dans les médias d’opposition et ceux qui sont partis en exil. La décision de *voice* est également prise par les journalistes qui ne peuvent pas procéder à une reconversion professionnelle ou qui n’ont pas les moyens de quitter le métier.

J’ai ainsi nuancé la catégorisation d’Albert Hirschman. Alors qu’Albert Hirschman considère *exit* et *voice* comme des alternatives strictes, je suggère, en suivant les travaux de Volker Heins, « d’élargir le cadre analytique présenté par Albert Hirschman en explorant la mobilisation de *voice* en exil<sup>54</sup> ». En s’inspirant de ce cadre, où les journalistes en exil sont dans une zone grise entre *exit* et *voice*, il s’agit d’analyser le parcours de ces journalistes contraints de s’installer en Europe. Le même cadre d’analyse peut bien évidemment s’appliquer aux journalistes qui circulent dans ou hors du champ journalistique. J’élargis la catégorisation d’Albert Hirschman en découvrant également des journalistes qui circulent hors du champ journalistique et y reviennent, parfois, pour travailler dans les médias d’opposition.

Si je n’élabore pas la catégorie *loyalty* dans mon travail, il est important de préciser qu’elle s’oppose, dans notre contexte, à *voice*. Alors que, dans le modèle d’Albert Hirschman, « *loyalty* tient *exit* à distance et active *voice*<sup>55</sup> », ceci n’est pas le cas dans les régimes autoritaires. Tout d’abord, il faut rappeler que *voice*, dans notre contexte, représente une opposition à un pouvoir autoritaire, notamment au régime actuel, et non pas à des « groupements humains comme la famille, la tribu, l’église et l’État, <sup>56</sup> » concepts qui, pour les journalistes, ne sont pas tributaires de la logique de l’alternance<sup>57</sup>. De la même façon, le *loyalty* des journalistes proches du pouvoir ne constitue pas un *loyalty* à la profession de journaliste ou encore à une institution de média, mais bien au gouvernement AKP. Leur discours journalistique est ainsi parallèle à celui du gouvernement. Pour ces raisons principales, *loyalty* et *voice* ne peuvent pas en principe coexister chez un même individu. Cependant, comme je l’explique dans les chapitres IV et V, *exit* et *voice* peuvent être concomitants et les limites entre ces catégories sont fluctuantes,

---

<sup>54</sup> Volker M. HEINS, « Can the refugee speak? Albert Hirschman and the changing meanings of exile », *Thesis Eleven*, 158-1, 2020, p. 7.

<sup>55</sup> A. O. HIRSCHMAN, *Exit, voice, and loyalty: responses to decline in firms, organizations, and states*, op. cit., p. 78.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 76.

<sup>57</sup> À titre d’exemple, les journalistes qui travaillent à *Halk TV* sont dans la catégorie du *voice*. Pourtant la chaîne est proche du CHP (Parti républicain du peuple – Cumhuriyet Halk Partisi).

surtout lorsque les journalistes entreprennent une carrière politique ou sont en exil. Je m'inspire ainsi de la catégorisation développée par Albert Hirschman tout en élargissant et nuancéant son cadre théorique.

### *Problématique*

L'objectif de cette recherche est de faire ressortir le poids des relations professionnelles et des interactions entre les collègues, tant dans la production journalistique que dans la mise en pratique des résistances et stratégies visant à contourner la répression du gouvernement AKP. Plus concrètement, j'ai cherché des réponses aux questions suivantes : Comment et de quelle manière la politique influence-t-elle la production journalistique et les carrières des journalistes ? Qui sont les dirigeants des médias et comment interfèrent-ils dans le travail journalistique ? Comment les journalistes s'influencent-ils les uns les autres ? Quels sont les rapports de force et les liens hiérarchiques au sein du champ journalistique ? Comment les journalistes couvrent-ils les grands événements dans une période particulièrement touchée par la répression politique ? Quelles stratégies mobilisent-ils pour contourner la contrainte politique ? Quelles sont les conditions de travail dans les différents types de médias ? Quelle est la capacité des journalistes à rester dans le métier tout en respectant les critères professionnels qu'ils développent ? Que font les journalistes lorsqu'ils quittent les médias issus des grands groupes industriels ? D'une certaine manière, cette thèse peut être envisagée comme une contribution à la sociologie des professions et à la sociologie du journalisme, centré sur un aspect singulier : la transformation du métier de journaliste en contexte d'exception.

Je trouve nécessaire de définir les différents types de médias afin de les mieux comprendre et différencier dans notre analyse. Les médias présentés dans ce travail peuvent être classés en trois catégories selon leur dépendance à l'égard du champ politique : les médias généralistes, les médias d'opposition et les médias progouvernementaux. Je comprends par médias généralistes les médias bien établis, nationaux, traditionnels, adossés à de grands groupes industriels comme *Doğan Medya*, *Ciner Medya*. Les médias d'opposition, en tant qu'ils sont abordés dans mon travail, sont les médias dont les ressources sont économiquement restreintes (contrairement aux médias généralistes), en général fondés par des journalistes et opposés au gouvernement par leur traitement de l'information, tels que *T24* ou *Diken*, *Karar*, etc. Les médias progouvernementaux sont les médias issus de groupes industriels proches du

gouvernement, comme *Turkuvaz Medya* et *Albayrak Medya*. Ils optent pour une couverture qui soutient sans condition le gouvernement.

### *Faire du terrain en contexte difficile*

Sur les trois types de médias ainsi décrits, j'ai privilégié le travail de terrain sur les médias généralistes pour deux raisons principales : premièrement, au moment où j'ai commencé la thèse en 2015, les médias généralistes étaient le canal d'information le plus consommé<sup>58</sup>, bien ce ne soit plus le cas aujourd'hui, en 2021. Similairement, ils étaient la principale source d'information chez mes parents, surtout les chaînes d'informations en continu telles que *CNN Türk*, *Habertürk* ou *NTV*. J'ai été frappée par le fait que mes parents continuaient à regarder ces chaînes d'informations en continu alors même qu'ils exprimaient souvent leur mécontentement, surtout vis-à-vis des débats télévisés. Deuxièmement, dans mon mémoire de Master 2 pour lequel j'ai réalisé un travail de terrain dans un quartier déshérité d'Istanbul, j'avais observé que les médias (surtout les chaînes de télévision étudiée dans mon échantillon) influençaient considérablement la couleur du vote. Les travaux sur la réception des médias et l'analyse (du contenu) des médias étant relativement plus fréquents<sup>59</sup>, surtout en liaison avec le contexte migratoire, j'ai décidé de travailler sur la production journalistique telle qu'elle est pratiquée dans les médias généralistes.

Pour ce qui concerne le terrain, j'ai réalisé, entre 2015 et 2019, 56 entretiens semi-directifs avec des journalistes, des éditorialistes et des directeurs de publication de médias généralistes qui travaillaient (ou avaient travaillé) dans les chaînes d'informations en continu *CNN Türk*, *Haber Türk*, *NTV* ou dans les journaux *Hürriyet*, *Milliyet*, *Radikal*, *Cumhuriyet*. J'ai fini mon terrain par des entretiens avec des journalistes de *Karar*, journal d'opposition fondé en 2016 par des journalistes précédemment proches du gouvernement AKP. Mon but est de montrer la transformation subie par le journalisme pendant la période étudiée où la répression contre cette profession a augmenté. Je me suis également servie des mémoires de journalistes sur leur vie professionnelle dans les différentes rédactions, où ils évoquent aussi leurs relations avec leurs

---

<sup>58</sup> *Medya Okuryazarlığı Araştırması* [La recherche sur la consommation des médias], Ankara, RTÜK, 2016.

<sup>59</sup> Rainer GEIBLER et Sonja WEBER-MENGES, « Media reception and ideas on media integration among Turkish, Italian and Russo-German migrants in Germany », in Rainer GEIBLER et Horst PÖTTKER (dir.), *Media - Migration - Integration. European and North American Perspectives*, Bielefeld, Transkript, 2009; Suncem KOÇER, « Politics of news reception and circulation in Turkish news culture », in Murat AKSER et Victoria MCCOLLUM (dir.), *Alternative media in contemporary Turkey*, Lanham, Rowman & Littlefield International, 2019.

collègues, les propriétaires des médias ou les membres du gouvernement. Dans la mesure où la rédaction de ces mémoires s'est étendue dans le temps, ce qui offre à l'auteur plus de temps pour réfléchir aux détails, ces mémoires présentent des témoignages approfondis de la vie et du travail des journalistes, parfois peu connus de l'intervieweur. Je me suis également servi de l'ouvrage de la journaliste, devenue chercheuse, Hazal Özvarış qui rassemble ses entretiens réalisés avec les journalistes, des éditorialistes et des dirigeants de médias pendant qu'elle travaillait à *T24*<sup>60</sup>. Enfin, j'ai mobilisé les témoignages des journalistes et dirigeants des médias analysés par Mustafa Alp Dağistanlı dans son ouvrage *5 Ne 1 Kim*<sup>61</sup>.

Il est aussi important de préciser que le choix des journalistes était aléatoire. Autrement dit, le terrain étant difficile, j'ai contacté autant que possible des journalistes qui travaillent ou qui ont récemment cessé de travailler (pendant la période AKP) dans les médias généralistes en Turquie, et j'ai interviewé ceux qui ont accepté ma proposition. À quoi s'ajoutent les figures clés, dont je n'ai pas pu me passer. Ces journalistes, qui ont occupé des positions de responsabilités pendant des années dans les médias généralistes étaient incontournables pour comprendre les pratiques bien ancrées dans le métier autant que leurs transformations. J'ai ainsi essayé de joindre ces journalistes « stars » par les adresses mail qui figurent sur leurs éditoriaux ou à travers d'autres journalistes qui m'ont fourni leurs coordonnées. Mon échantillon s'est construit au fur et à mesure que j'arrivais à joindre et convaincre les intéressés.

En ce qui concerne les données biographiques, l'âge des interviewés est assez varié. Le plus jeune ayant 34 ans (né en 1987), j'ai également interviewé des journalistes expérimentés et confirmés. Mon interviewé le plus âgé avait ainsi 89 ans (né en 1932) et il était dans le métier depuis 1950, soit 71 ans. Cependant, il faut ajouter que, dans son ensemble, mon échantillon se compose de journalistes ayant entre 40 et 55 ans. Alors que mes plus jeunes interviewés sont majoritairement des reporters ou des journalistes de desk, ceux qui avaient 50-55 ans, occupaient plutôt des postes à responsabilités, comme éditorialistes ou dirigeants des médias<sup>62</sup>. L'âge et la position dans le métier déterminaient également le lieu de rencontre. Si j'ai rencontré les éditorialistes et les dirigeants de médias dans les restaurants et cafés chics de la ville, les

---

<sup>60</sup> Hazal ÖZVARIŞ, *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler (2012-2018)* [À la recherche d'un média perdu: Entretiens 2012-2018], Istanbul, P24 Medya Kitaplığı, 2018.

<sup>61</sup> Mustafa Alp DAĞISTANLI, *5 Ne 1 Kim* [5 Quoi 1 Qui ?], Istanbul, Postacı Yayınları, 2014.

<sup>62</sup> Cf. Le tableau des interviewés dans l'annexe.

rencontres avec les journalistes de base (reporters) ou journalistes de desk ont eu lieu dans des endroits plus modestes.

Le terrain s'est avéré particulièrement difficile et compliqué malgré ma familiarité avec le milieu à travers les stages que j'avais effectués dans les salles de rédaction de *CNN Türk* et de *Milliyet* pendant mes études de licence. La nouvelle de la tentative de coup d'État a éclaté dans la soirée du 15 juillet, alors que je venais d'entamer mon travail de terrain, à l'été 2016. La salle de rédaction de *CNN Türk* a été perquisitionnée par des soldats armés après l'allocution du Président Recep Tayyip Erdoğan diffusée sur la chaîne via l'application *Facetime*. Dans les jours suivant le putsch, les autorités turques ont entrepris des purges dans l'armée et dans la police, mais aussi dans l'enseignement, la justice, et plus important pour notre sujet, dans les médias. L'état d'urgence décrété pour la première fois le 21 juillet 2016, soit 5 jours après le putsch, a été prolongé 7 fois et s'est terminé le 18 juillet 2018.

Malgré un climat particulièrement tendu et marqué par l'incertitude et la peur, consécutif à la tentative de coup d'État, dans des conditions peu propices au travail sociologique, j'ai décidé de démarrer mon travail de terrain et j'ai commencé à joindre les contacts que j'avais déjà eus pendant mes stages. Les journalistes contactés étaient particulièrement réticents à aborder ce sujet avec moi, l'un d'entre eux estimait qu'il serait impossible de faire un travail de terrain avec les journalistes qui travaillent dans les chaînes d'information en continu dans un tel climat politique.

J'ai finalement réussi à prendre mon premier rendez-vous avec une journaliste qui travaille à *CNN Türk* par le truchement d'une chercheuse spécialisée sur les médias turcs à l'Université Bilgi, Istanbul. À ce premier entretien ont peu à peu succédé les autres. Pour la plupart d'entre eux, j'ai suivi la méthodologie de la « boule de neige ». Presque tous les journalistes rencontrés m'ont donné les numéros de téléphone de leurs amis/collègues qui pouvaient m'aider. Cela dit, au cours de mon travail de terrain, j'ai remarqué, encore une fois, le poids des relations personnelles dans l'accès au terrain. Les journalistes n'ont pas hésité à partager les coordonnées de leurs amis, mais ils étaient peu disposés à donner les coordonnées de journalistes dont ils n'étaient pas proches. Certains étaient si réticents qu'ils n'ont donné aucune des coordonnées de leurs collègues. Le plus souvent, les journalistes m'ont confié les coordonnées d'amis-journalistes à qui ils faisaient confiance et qu'ils considéraient, selon leurs propres mots, comme des « personnes qui peuvent parler des sujets sensibles sans avoir trop peur ».

J'ai également entrepris de faire une observation *in situ* dans la salle de rédaction de la chaîne d'information en continu *CNN Türk*, quelques mois après la tentative du coup d'État de 2016, grâce à une journaliste (mon *gatekeeper*) avec qui j'ai également réalisé mon premier entretien pour la thèse. Après avoir réalisé une observation participante pendant quelques jours, j'ai appris qu'aucun « étranger », à savoir ceux qui ne travaillent pas dans le bâtiment, n'est autorisé à entrer dans la salle de rédaction dû les conditions d'état d'urgence. J'ai ainsi dû abandonner mon ambition de réaliser le travail d'observation participante dans les rédactions des chaînes d'informations en continu et j'ai décidé de continuer uniquement avec des entretiens.

Malgré tout cela, le travail de terrain avec des personnalités publiques avait aussi ses avantages. Les courriels des éditorialistes figurant en libre accès sur leurs éditoriaux, j'ai lancé plusieurs mails spontanés dans lesquels je présentais mes recherches et mon travail de terrain. Cependant, cette démarche n'était pas non plus toujours facile. Outre l'agenda très chargé des journalistes (parfois ils ne répondaient pas à mes mails), certains étaient méfiants quant à la nature et aux objectifs de mes travaux. Mes conversations téléphoniques avec certains éditorialistes — qui ont duré parfois une quarantaine de minutes — s'apparentaient à un entretien d'embauche. Afin de persuader les journalistes les plus sceptiques, j'ai dû leur envoyer mon CV ou leur montrer ma page personnelle universitaire pour leur prouver la nature académique de ma recherche. Parmi les interviewés, les plus réservés et difficiles à convaincre étaient généralement ceux qui avaient vécu une expérience carcérale après la tentative du coup d'État de 2016. Parfois, on me demandait même si j'étais membre de la communauté güleniste. Dans de tels cas, comme je ne pouvais pas donner comme référence les noms des autres journalistes qui avaient accepté ma proposition d'entretien, j'ai dû, encore une fois, expliquer mon travail de doctorat plus en détail et davantage parler de mes activités académiques pour les rassurer sur le caractère entièrement académique de mon projet.

Une autre difficulté a été l'anonymisation des interviewés. Si je leur ai assuré que leurs noms seraient complètement anonymisés dans la thèse, les journalistes étaient inquiets d'être reconnus à partir de leurs propos dans les émissions télévisées, de leurs collègues ou de leurs travaux journalistiques en général. Il était ainsi important de gagner leur confiance tout en obtenant des informations internes et privilégiées sur les sujets délicats dans un contexte de grande tension. J'ai ainsi anonymisé toutes les citations et fait un effort particulier pour qu'elles restent indécryptables pour le public. Afin de proposer une analyse générale de la transformation des médias généralistes entre 2013 et 2018, j'ai privilégié les noms des

institutions et anonymisé les citations des interviewés pour respecter leur demande et la vie privée des journalistes et pour les faire se sentir plus à l'aise. Cependant, j'ai gardé les noms des journalistes dont j'ai utilisé les publications (livres, reportages).

Non moins importante est l'observation que les journalistes, surtout les rédacteurs en chef, étaient plus ouverts et moins limités une fois qu'ils avaient arrêté de travailler dans les médias généralistes. Autrement dit, je n'ai réussi à réaliser un entretien avec quelques directeurs de publication de mon échantillon qu'après leur rupture avec les médias généralistes. Un dirigeant de *CNN Türk*, qui avait refusé ma demande d'entretien au début de mon travail de terrain, a immédiatement accepté de me rencontrer après sa rupture avec la chaîne. Ici, il est important de préciser que ces directeurs de publication avaient naturellement plus de temps après avoir abandonné la lourde charge que représente la responsabilité de la rédaction d'une chaîne d'information en continu. Cependant, il est clair qu'ils se sentaient plus libres et moins restreints, une fois leur rupture avec les médias généralistes accomplie. Les journalistes de moindre stature qui ne travaillaient plus dans les médias généralistes au moment de l'entretien étaient également plus à l'aise et plus libres dans leurs propos.

Il faut remarquer que certains des journalistes rencontrés, surtout ceux qui occupaient des postes à responsabilités, avaient tendance à louer l'institution médiatique pour laquelle ils travaillaient. Cette tendance résulte, d'une part, de la réticence à critiquer l'institution dans laquelle ils occupent une position de responsabilité devant une « étrangère » à l'institution. D'autre part, les directeurs de publication ayant la responsabilité de protéger les intérêts du propriétaire de l'institution pour laquelle ils travaillent, ils se donnent pour mission de faire l'éloge du journalisme qui y est pratiqué. J'ai observé ainsi, grâce à ces entretiens multiples avec les mêmes personnes, après leur départ, une évolution de plus en plus critique envers leur ancienne institution.

La plus grande difficulté que j'ai rencontrée était l'empressement excessif des journalistes à parler de la conjoncture politique du pays. Il m'a fallu constamment réorienter la conversation vers le cœur de mon sujet. Par ailleurs, les éditorialistes de mon échantillon qui mènent également une carrière universitaire m'ont même proposé de modifier mon sujet de thèse, tout en me prodiguant des conseils académiques. Ainsi, au cours de mon travail de terrain, j'ai systématiquement expliqué mon sujet, mes objectifs et mon statut à l'université et j'ai pris un soin particulier à convaincre mes interviewés du fait que d'abord, leurs propos seraient

entièrement anonymisés et que les données des entretiens ne seraient utilisées que dans le cadre de la thèse. Ensuite, j'ai toujours été attentive à rester dans les limites de mon sujet et j'ai constamment orienté les interviewés vers leurs expériences personnelles dans le métier.

Dans la mesure où mon échantillon n'est pas homogène et comprend de nombreux professionnels des médias à différents échelons, je me suis attachée à renouveler mon guide d'entretien avant chaque entrevue pour que les journalistes puissent relater leurs expériences et leurs ressentis de manière plus approfondie et enrichie. J'ai ainsi privilégié leurs propres expériences avec leur entourage professionnel et j'ai essayé de mettre en avant la spécificité de chaque parcours professionnel. À cet égard, je n'ai jamais suivi un guide d'entretien unique, même si j'ai posé certaines questions génériques pour appréhender la trajectoire de chaque professionnel des médias.

### *Configuration de la thèse*

Comment les journalistes travaillent-ils dans un contexte d'exception ? La production journalistique est un travail collectif : elle est le fruit des interactions et relations entre les professionnels des médias des différents échelons. Indépendamment de l'existence d'un contexte contraignant, l'activité journalistique dépend de la relation des journalistes avec leurs collègues, leurs dirigeants et le propriétaire du journal. Alors même que la contrainte politique pèse de toute sa force sur la production journalistique, cette qualité interactionnelle ne disparaît pas de la scène.

Le premier chapitre porte sur les cadres dans le monde journalistique. Il s'attarde sur la configuration du monde journalistique avant l'arrivée de l'AKP au pouvoir en 2002 tout en soulignant le poids de la constitution de conglomérats dans les médias turcs à partir des années 1980. Il a pour but de reconstituer la mise en place de la structure ternaire du champ journalistique turc, à savoir médias généralistes, médias d'opposition, médias proches du gouvernement. Il donne également à voir la transformation du profil des propriétaires et l'évolution des relations entre journalistes et propriétaires de médias dans le temps. Dans cette constellation, il propose, finalement, une analyse des dirigeants de médias qui forment une zone tampon entre les propriétaires des médias et les journalistes. Leur travail est décrit ainsi non pas comme un travail journalistique, mais bien comme un travail managérial qui consiste à négocier



constamment d'une part avec les journalistes et d'autre part avec les membres du gouvernement pour préserver les intérêts du propriétaire.

Le deuxième chapitre étudie les producteurs de l'information des médias généralistes. Il donne un aperçu général de leurs trajectoires dans leur diversité. L'objectif est de faire ressortir les itinéraires qui ont amené les journalistes de notre échantillon à s'orienter vers cette profession. Ensuite, il analyse les différents statuts journalistiques présents dans les salles de rédaction en soulignant les écarts hiérarchiques. Le chapitre se conclut par une comparaison le « journalisme d'Ankara » et le « journalisme d'Istanbul » en mettant l'accent sur le fonctionnement du journalisme politique dans un contexte autoritaire.

Le troisième chapitre se penche sur les crises journalistiques qui ont marqué la période étudiée (2013-2018). Il commence par une analyse des débats télévisés, qui font partie des émissions les plus regardées des chaînes d'information en continu, surtout pendant les crises politiques telles que les manifestations de *Gezi* ou pendant la période qui a suivi la tentative de coup d'État en 2016. Il propose ensuite une analyse des médias et des pratiques journalistiques touchant à trois grands événements survenus pendant la période étudiée : les manifestations de *Gezi* à l'été 2013, l'enquête sur la corruption de décembre 2013 et la tentative de coup d'État, le 15 juillet 2016. Le chapitre se termine par l'étude du journal *Karar*, fondé en 2016 après les événements qui ont suivi la tentative de coup d'État. Elle permet de comprendre en quoi les journalistes proches du gouvernement AKP sont devenus des opposants et comment les pressions exercées sur ce journal fondé par d'anciens partisans de l'AKP se sont intensifiées.

Le quatrième chapitre se concentre sur la transformation du travail des journalistes face à l'autoritarisme du régime actuel. Il donne à voir les négociations et les microrésistances des journalistes, dans les salles de rédaction, quand ils sont confrontés à la censure ou à l'autocensure. Le chapitre montre également la surpolitisation des médias, y compris de la presse *people*, et la dépolitisation des journalistes, quoique cette situation puisse, de prime abord, paraître paradoxale .

Le dernier chapitre porte finalement sur les conditions de travail des journalistes et sur leur parcours après une carrière dans les médias généralistes. Il propose également les trajectoires sociales des journalistes qui ont quitté le champ des médias généralistes : le passage à d'autres métiers, la non-reconversion, la mobilité vers des médias d'opposition et la reconversion

internationale (les journalistes en exil). Il se termine par une analyse détaillée du parcours de journalistes qui se sont engagés dans une carrière politique sous le gouvernement AKP.

## **Chapitre I : Les dirigeants des médias : une sociologie des élites des médias**

- L'accession de l'AKP au pouvoir : comment en est-on arrivé à un contexte d'exception ?
- Les milieux d'affaires : les propriétaires des médias
- Diriger les médias : « Je suis également un homme d'affaires »
- Conclusion

Nous commencerons par une analyse structurée de l'arrivée de l'AKP au pouvoir pour faire une présentation de la période en nous concentrant surtout sur les années 2007-2018 où l'AKP a renforcé son emprise sur les médias. Pour ce faire, nous nous focaliserons d'abord sur la transformation de la propriété des médias, celle que les journalistes définissent comme un passage « du patronat à compétence journalistique au patronat économique ». Nous aborderons ensuite les dirigeants des médias, qui, pour leur part, se sont adaptés au changement dans les médias en abandonnant le journalisme pour devenir des « dirigeants hommes d'affaires ». En dernier lieu, nous analyserons les hiérarchies et les changements de postes dans les salles de rédaction pour mettre en évidence l'évolution des élites médiatiques après l'accession de l'AKP au pouvoir et pour finalement comparer les nouvelles élites formées sous son emprise et les anciennes qui ont progressivement perdu leur pouvoir au cours de ce processus.

## **L'accession de l'AKP au pouvoir : comment en est-on arrivé à un « contexte d'exception » ?**

Comment en est-on arrivé à un « contexte d'exception » ? Lors des élections générales du 3 novembre 2002, l'AKP a obtenu 34,28 % des voix et pris le pouvoir. Le CHP (Cumhuriyet Halk Partisi, Parti républicain du peuple) suivait, avec 19,39 % des suffrages. À son arrivée au pouvoir, le projet de l'AKP était d'intégrer le pays dans l'UE et au-delà, d'entamer une ouverture démocratique en vue de juguler la pression de l'armée sur la politique, qui s'était traduite, dans l'histoire récente de la Turquie, par une succession des coups d'État militaires. Aujourd'hui, ces projets ne sont plus partis à l'ordre du jour du pays, lequel fait face à un autoritarisme croissant de l'AKP, qui « fait écho à la fois à des pratiques présentes dès le passage au multipartisme (dans les années 1950) et à la multiplication des régimes autoritaires/nationalistes sur la scène internationale, en Russie, en Hongrie et ailleurs<sup>1</sup> ». On constate donc des pratiques autoritaires, d'une part, de façon verticale, à l'image de ses prédécesseurs historiques, dont l'AKP lui-même se veut l'héritier, tels le DP (Demokrat Parti — Parti démocrate) et l'ANAP (Anavatan Partisi — Parti de la mère-patrie), dans un schéma restructuré autour d'une lutte éternelle fantasmée, entre le peuple authentique qui s'incarne dans l'AKP et l'élite aliénée représentée par le CHP et la haute administration, et d'autre part, de façon horizontale, à l'image des puissances européennes illibérales où l'extrême droite est en plein essor sur la scène politique. Dans cette donne doublement marquée au sceau par l'autoritarisme, de l'arrivée au pouvoir de l'AKP jusqu'à sa période de gouvernement « par la crise<sup>2</sup> », le pays a connu plusieurs « premières », dont un changement de régime.

La scène médiatique, quant à elle, était dominée par quatre groupes principaux ; *Doğan, Uzan*<sup>3</sup>, *Çukurova* et *Doğuş*. Lors du processus de 28 février<sup>4</sup>, le parti avait obtenu le soutien de la plupart des entreprises des médias. Il l'a conservé jusqu'à sa prise du pouvoir en 2002. Selon Ceren Sözeri, cette entente entre les médias et le pouvoir a commencé à se détériorer après la

---

<sup>1</sup> Gilles DORRONSORO, « L'État-AKP et le gouvernement par la crise », *Mouvements*, 90-2, 2017, p. 12.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Fondateur de la première chaîne de télévision privée de Turquie, Star TV, Cem Uzan est entré en politique en créant le Genç Parti (le Parti Jeune) en 2002. Lors du troisième congrès extraordinaire du Genç Parti, qui s'est tenu le 23 août 2002, il a été élu président du parti. Le Genç Parti a obtenu 7,25% des voix aux élections générales de 2002 et 3,03% aux élections générales de 2007.

<sup>4</sup> Le mémorandum militaire de 1997 (28 Şubat, « 28 février » ; également appelé « postmodern darbe », « coup d'État post-moderne ») en Turquie désigne les décisions prises par les dirigeants militaires turcs lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale le 28 février 1997. Ce mémorandum a initié le processus qui a précipité la démission du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan du Parti du Bien-être, et la fin de son gouvernement de coalition.

deuxième victoire électorale du parti en 2004. Peu à peu, le groupe *Doğan* a revu l'équilibre entre son adhésion et son opposition au pouvoir ; le parti n'a pas tardé à répondre par une double stratégie : d'un côté, le groupe a été sanctionné par des pénalités fiscales lourdes permettant au pouvoir de restructurer non seulement le groupe *Doğan* mais aussi l'ensemble des médias généralistes<sup>5</sup>. Cependant, selon Vahdet Mesut Ayan, il serait exagéré de supposer que la politique des médias généralistes et celle du pouvoir étaient complètement identiques. De 2002 à 2008, le gouvernement AKP a utilisé diverses méthodes visant à transformer les médias. Ces méthodes sont différentes mais liées les unes aux autres :

Pendant la crise économique de 2001, le pouvoir recourt à la prise en main de TMSF (Fonds d'assurance des dépôts d'épargne — *Tasarruf Mevduatı Sigorta Fonu*) afin de transformer les rapports entre les médias et le gouvernement et de créer un média progouvernemental. TMSF procède à la saisie de plusieurs entreprises de médias ; ces dernières sont par la suite achetées par des holdings proches du pouvoir. Ainsi, l'AKP accède à un pouvoir médiatique que la Vision nationale<sup>6</sup> n'avait jamais pu obtenir.

Ensuite, nous constatons la montée sans précédent de la bourgeoisie islamiste, avant et pendant le pouvoir AKP. Celui-ci fonde ses propres entreprises médiatiques ; nombre de chaînes de télévisions et de journaux islamistes sont créées. Avec l'arrivée de ces nouveaux acteurs, l'espace médiatique commence à changer. Le pouvoir a donc réussi à transformer les rapports de possession et de contrôle dans l'espace médiatique.

---

<sup>5</sup> Ceren SÖZERI, *Türkiye'de Medya - İktidar İlişkileri. Sorunlar ve Öneriler* [Les relations entre le pouvoir et la presse en Turquie. Les problèmes et les propositions], Istanbul, Istanbul Enstitüsü Medya ve İletişim Merkezi, 2015, p. 12.

<sup>6</sup> Une idéologie islamiste propagée depuis au moins 1969 par l'ancien Premier ministre turc Necmettin Erbakan. Ainsi les organisations appartenant au mouvement « Milli Görüş » (littéralement, la « Vision nationale ») fondé par Erbakan, regroupées sous le nom d'İslam Toplumı Milli Görüş Teşkilatı (Organisation de la vision nationale de la société islamique, İTMGT), étaient présentes en 1997 dans près de 252 villes européennes, principalement en Allemagne, en Hollande, en Autriche et en France. cf. Birol A. YEŞİLADA, « The Virtue Party », *Turkish Studies*, 3-1, 2002) Les concepts d'« islamisme » et « islamiste » dans le contexte que l'on développe ici n'ont rien à avoir avec les concepts d'islamisme et d'islamiste dans le contexte français contemporain qui représentent l'idéologie dominante des organisations terroristes et fondamentalistes. Il s'agit de catégoriser le milieu politique turc qui est compartimenté entre droite-gauche-islamiste au moins dès la fondation du Parti de l'ordre national de Necmettin Erbakan en 1970 (1926-2011). Pour l'utilisation du terme dans la reconfiguration du milieu politique par rapport à « la question kurde » au tournant du siècle, voir Gilles DORRONSORO, « Les Kurdes de Turquie : revendications identitaires, espace national et globalisation », *Les études du CERI*, 62, 2000, p. 3 et notamment p. 19. Pour la division tripartite, voir Gilles DORRONSORO, Élise MASSICARD et Jean-François PÉROUSE, « Turquie: changement de gouvernement ou changement de régime? », *Critique internationale*, 18-1, 2003, p. 12. L'adjectif d'« islamiste » ne manque pas aux ouvrages plus récents sur la politique contemporaine turque. Voir Benjamin GOURISSE, *20 idées reçues sur la Turquie politique, économie, société un état des lieux*, Paris, Le Cavalier bleu, 2017, passim.

Cette étape est suivie par la multiplication de postes qu’occupent des intellectuels conservateurs proches du pouvoir dans les médias généralistes. Elle débouche sur un changement drastique du discours des médias généralistes sur le pouvoir en place. Le gouvernement AKP bénéficie donc d’une position avantageuse contre le bloc historiquement établi, avec le soutien de ses propres médias et de nombreux intellectuels placés dans les médias généralistes.

De même, l’AKP favorise le renforcement ou l’apparition des médias de la communauté *Gülen*. Les entreprises médiatiques pro-*Gülen* ont bénéficié d’une croissance verticale et horizontale pendant le pouvoir AKP, jusqu’à leur conflit en 2013<sup>7</sup>.

De nombreux acteurs nouveaux sont apparus pendant le gouvernement AKP, tels qu’Akın İpek, Ahmet Çalık, Ethem Sancak. Ces hommes d’affaires, auparavant inconnus du secteur médiatique sont devenus célèbres grâce à leurs investissements dans les médias. Comme le souligne Sevtap Demir, ces acteurs — tout comme le monde intellectuel, en plein bouleversement — sont les exemples concrets à travers lesquels nous pouvons observer la transformation de l’espace médiatique<sup>8</sup>. Nous observons qu’à l’inverse de l’approche structuraliste de la reproduction des élites, le pouvoir AKP a placé ses nouveaux acteurs, pour la plupart jusqu’alors inconnus du secteur, dans des positions éminentes et prestigieuses et a construit un nouvel espace médiatique. L’AKP a créé ainsi ses propres élites économiques et intellectuelles en vue d’avoir une position hégémonique, au sens gramscien du terme.

Cependant, il ne serait pas judicieux de réduire l’analyse de la transformation des intellectuels dans les médias généralistes aux seuls rapports de possession et de contrôle. Au fur et à mesure que les entreprises médiatiques changent de propriétaires, les intellectuels conservateurs pro-AKP deviennent plus visibles dans les médias généralistes. Selon Gülseren Adaklı, jusqu’au début des années 2000, les éditorialistes assimilés aux « élites » travaillaient dans le groupe *Doğan*. Selon Rémy Rieffel, « sont membres de cette élite les journalistes situés au sommet de la hiérarchie professionnelle<sup>9</sup> ». Étant donnée la composition assez large du groupe qualifié de

---

<sup>7</sup> Vahdet Mesut AYAN, *AKP Devrinde Medya Âlemi* [Le monde des médias pendant la période AKP], Istanbul, Yordam Kitap, 2019, p. 70.

<sup>8</sup> Sevtap DEMİR, « Türkiye’de 2001 yılı sonrasında medya-iktidar ilişkileri ve gazetecilik pratiklerine yansımaları » [Les relations médias-pouvoir et ses reflets sur les pratiques journalistiques après 2001 en Turquie], Mémoire de M2 non publié, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Ankara, 2013.

<sup>9</sup> Rémy RIEFFEL, *L’élite des journalistes : les hérauts de l’information*, Paris, Presses universitaires de France, 1984.

« l'élite journalistique », plusieurs éléments entrent en jeu : « des revenus élevés, un réseau de contacts, le tirage ou l'audience du média, la notoriété au sein de la profession, le prestige social et la considération de celui-ci de la part du pouvoir<sup>10</sup> ». Cette situation a changé peu à peu après la prise du pouvoir par l'AKP. Les éditorialistes conservateurs qui soutenaient le pouvoir ont pris leur place dans les médias généralistes<sup>11</sup>.

Dans les années 2002-2008, le pouvoir a affronté plusieurs tournants politiques : le début de la procédure de négociation de l'adhésion à l'Union européenne en 2005, les élections générales et présidentielles et le référendum constitutionnel en 2007 et finalement le procès de la fermeture du parti en 2008. Ces tournants décisifs ont suscité des modifications dans les stratégies du pouvoir. Le parti a abandonné peu à peu les politiques réconciliatrices adoptées lors des victoires électorales en 2007 et de l'abandon du procès d'interdiction du parti en 2008. Le gouvernement a progressivement accru son influence et intensifié sa répression sur la société civile et les médias. À partir de juillet 2007, plusieurs journalistes d'opposition ont été révoqués des médias généralistes<sup>12</sup>.

Pendant la période de 2002 à 2008 communément appelée la « première période du gouvernement AKP », la crise économique de 2007 a amplifié le caractère répressif du pouvoir. Le parti a réussi peu à peu à transformer la société civile et les médias dans un sens favorable à son emprise. L'AKP s'est inséré dans les médias turcs et les a transformés au moyen de nouveaux acteurs. La propriété des médias a été profondément renouvelée par l'AKP. Ses tendances à l'autoritarisme s'y sont en particulier rapidement manifestées. Comme le note Élise Massicard, « le parti a mis en place et systématisé des modes de redistribution nouveaux. De nombreuses ressources circulent désormais entre parti au pouvoir et hommes d'affaires conservateurs bénéficiant pour certains de proximités avec les décideurs politiques<sup>13</sup> ».

Cependant, la transformation des médias s'est encore accentuée entre les années 2008 et 2013, autrement dit, la « deuxième période du gouvernement AKP ». Nous avons assisté d'abord à la création de « havuz medyası », littéralement médias de « bassin », des médias

---

<sup>10</sup> Maria SANTOS-SAINZ, *L'élite journalistique et son pouvoir*, Rennes, Éd. Apogée, 2006, p. 32.

<sup>11</sup> Gülseren ADAKLI, « Türk Medyasında AKP Etkisi » [L'influence de l'AKP sur les médias turcs], in *AKP : Bir Dönüşümün Bilançosu* [AKP: bilan d'une période], Ankara, Phoenix Yayınları, 2009, p. 600.

<sup>12</sup> Gülseren ADAKLI, « Capital and capitalists in Turkey. Media capital and ultra-cross media ownership », *Perspectives*, 8, 2014, p. 18.

<sup>13</sup> Élise MASSICARD, *Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement ?*, 2014, Les études de CERI, p. 5.

progouvernementaux au service de la propagande du pouvoir<sup>14</sup>. Cette deuxième période du gouvernement AKP est caractérisée par trois stratégies en vue d'avoir une position dominante sur les médias : neutraliser les journalistes critiques, créer une nouvelle élite et instrumentaliser les médias. Il va sans dire que ces stratégies ne suivent pas un cours linéaire, elles ne sont guère distinctes les unes des autres et sont concomitantes. Elles se juxtaposent et s'influencent réciproquement.

### *Neutraliser les médias*

La première stratégie consiste en pénalités fiscales lourdes qui visent le groupe *Doğan*. Il a été condamné à une amende d'environ 3 milliards de dollars pour fraude fiscale par la direction des impôts. Le président Erdoğan a par ailleurs appelé ses électeurs à boycotter les journaux d'opposition. Selon le journaliste chevronné Fikret Bila, c'était un procès emblématique et l'amende infligée était disproportionnée :

« Ces deux amendes ne sont rien d'autre qu'un “terrorisme de l'impôt” contre Aydın Doğan. Il est clair que l'objectif n'est pas de collecter l'impôt. Il serait plus adéquat de dire que c'est la confiscation des entreprises d'Aydın Doğan. Les deux pénalités ont clairement montré qu'il s'agissait de provoquer la faillite du groupe *Doğan*. Ce qui est triste, c'est que les services fiscaux n'ont pas hésité à exercer un contrôle abusif. Malheureusement, le personnel qui sert de tels objectifs entache la réputation de cette profession. Le groupe *Doğan* sera invité à céder la totalité de ses actifs à l'État en raison de ces amendes astronomiques imposées par ces contrôles arbitraires. Il est clair qu'il ne s'agit pas d'une taxation mais d'une volonté de confiscation<sup>15</sup>. »

Si la majeure partie de l'amende a été finalement effacée à la suite de négociations entre le groupe et le gouvernement, plusieurs directeurs de publication particulièrement critiques à l'égard du gouvernement ont été remplacés par des personnalités proches du pouvoir, ce qui a

---

<sup>14</sup> Appelés « havuz medyası » (*pool media*), ces chaînes d'information en continu soutiennent le gouvernement AKP à tout prix. Certaines des conversations publiées après le 17 décembre impliquent les propriétaires d'importantes entreprises de construction qui cherchaient à obtenir des contrats pour la construction du troisième aéroport d'Istanbul (inauguré en novembre 2018), valant plusieurs milliards de dollars. Les discussions qui ont eu lieu montrent que les propriétaires ont été invités par un ministre à verser des centaines de millions de dollars à un « pool » pour acheter l'une des plus grandes et des plus importantes entreprises de médias du pays, *Sabah-ATV*. Les propriétaires devraient alors fournir une diffusion positive du gouvernement. Cela a créé l'expression en turc « havuz medyası » - littéralement « le média de bassin » - pour décrire les propriétaires de sociétés dont les médias sont au service du gouvernement. Cf. Nate SCHENKKAN, *The future of Turkish democracy*, Freedom House, 2014. <https://freedomhouse.org/article/future-turkish-democracy>.

<sup>15</sup> Fikret BİLA, « Aydın Doğan'a karşı vergi terörü » [Terreur d'amende contre Aydın Doğan], *Milliyet*, publié le 10 septembre 2009, consulté le 11 octobre 2019. <https://www.milliyet.com.tr/yazarlar/fikret-bila/aydin-dogan-a-karsi-vergi-teroru-1137531>



entraîné le départ de nombreux journalistes protestant contre une autocensure croissante. Le groupe a ainsi réduit la part de ses activités dans les médias et a cédé les quotidiens *Milliyet* et *Vatan* ainsi que la chaîne généraliste *Star TV*. Comme on peut s'y attendre, nous avons assisté à de nombreux changements dans le personnel journalistique et managérial, notamment aux postes-clés. Le premier concernait l'éditorialiste Nuray Mert, obligée à démissionner suite à son entretien dans le *Firat News Agency*, une agence de presse kurde<sup>16</sup>. Elle a démissionné de son poste d'éditorialiste peu de temps après la déclaration du Premier ministre de l'époque, Erdoğan, lors d'une assemblée de son parti à Konya :

« Une journaliste, éditorialiste... Ces dernières années, elle s'est égarée, elle sème la haine. Elle donne son opinion au bulletin du PKK, disant que "des constructions routières vont de pair avec une politique d'oppression" ... prétendant qu'avant l'opération de Dersim, on avait construit des routes vers [les régions] où on interviendrait. Elle considère les routes à voies séparées construites par l'AKP de la même manière. Ce qu'elle prétend, c'est que nous construisons ces routes à voies séparées, à l'image de Dersim, de manière à faciliter les opérations. Elle n'incarne pas l'honneur, mais le déshonneur. [Un jeu de mots sur le nom de l'éditorialiste.]<sup>17</sup> »

Toutefois, le contrôle ne s'effectue pas seulement au moyen de pressions sur les journalistes. La véritable manière dont Erdoğan exerce une pression sur les médias réside dans les politiques éditoriales qu'il impose directement aux patrons des entreprises médiatiques. Par exemple, lors d'une réunion avec des présidents provinciaux de l'AKP, il s'était également adressé aux patrons de presse en disant : « Les éditorialistes ne peuvent pas écrire tout ce qu'ils veulent. Si nécessaire, le patron doit dire "Excuse-moi, mais il n'y a pas de place ici pour toi". ». Avec ce discours, Erdoğan a donné le signal de la pression que le gouvernement exercerait sur les journalistes et le journalisme par l'intermédiaire des patrons de presse. Celle-ci constitue, en effet un des traits distinctifs de la période AKP. La pression, transférée des journalistes sur les patrons, est ainsi plus directe et efficace. Contrairement aux années 1990 où les politiciens appelaient les journalistes, le pouvoir a changé de stratégie et musclé ses modalités d'action pour empêcher une éventuelle négociation. Un ancien correspondant du journal *Hürriyet*, Zeynel, à Ankara en témoigne :

---

<sup>16</sup> Le licenciement des journalistes suite aux pressions politiques sera abordé dans le dernier chapitre sur les conditions sociales du fonctionnement des journalistes.

<sup>17</sup> « Erdoğan'dan Nuray Mert'e çok sert sözler » [Les propos sévères d'Erdoğan contre Nuray Mert], *Milliyet*, consulté le 4 juin 2011, consulté le 16 octobre 2019. <https://www.milliyet.com.tr/siyaset/erdogandan-nuray-merte-cok-sert-sozler-1398260>

**« Q : À votre avis, la pression sur le groupe *Doğan* — parce que pendant longtemps le groupe était en conflit avec le gouvernement —, a-t-elle commencé avec le processus de 28 février ?**

**R :** Il y a une différence entre hier et aujourd'hui. À l'époque du 28 février, la pression portait sur les journalistes. C'est-à-dire que l'État ne visait pas les patrons des journaux, mais les journalistes.

**Q : Vous par exemple ?**

**R :** À l'époque, j'étais un jeune reporter, mais Erbil Tuşalp par exemple. Ou encore Cengiz Çandar, Mehmet Ali Birand... Les choses qui leur arrivent... Aujourd'hui, l'État commence à viser les patrons. C'est-à-dire qu'ils ont trouvé une voie beaucoup plus facile.

**Q : Une intervention par le haut ?**

**R :** Oui. Si je neutralise le patron, le journaliste ne peut rien faire. Soit il part, soit il reste en se taisant<sup>18</sup>. »

Comme le précise Élise Massicard, plus qu'une réelle décentralisation dont le programme initial de l'AKP se réclamait, « c'est une rehiérarchisation politique » des médias qui s'est dessinée<sup>19</sup>. Dès 2009, le pouvoir a imposé sur les patrons des contraintes de presse qui ont abouti à des purges dans les entreprises de médias. La position dominante de l'AKP peut être observée à tous les échelons des médias généralistes. Les éditorialistes de l'« ancienne Turquie » que fustige le discours de changement de l'AKP ont été remplacés par de nouveaux journalistes, conservateurs et proches du pouvoir. Nous remarquons donc un renouvellement dans la ligne éditoriale des médias généralistes, accompagné d'une purge du personnel journalistique. Plusieurs journalistes et éditorialistes ont d'ailleurs confirmé la transformation du corps des médias généralistes. C'est dans cette perspective que nous pouvons interpréter les purges dans les grands groupes médiatiques tels que le groupe *Doğan* qui a finalement vendu en 2011 deux quotidiens, *Milliyet* et *Vatan*, au groupe *Demirören* proche du pouvoir. Ces rachats ont été interprétés comme un renforcement de la contrainte sur les journalistes imposée à l'ensemble des médias. Le renouvellement des cadres a par ailleurs octroyé une grande autonomie aux nouveaux arrivants qui occupent désormais des postes-clés. De tendance kémaliste, le journal *Milliyet* a subi une transformation profonde après son rachat en 2011. Un ancien éditorialiste de *Milliyet* licencié du journal après son rachat le confirme :

« *Milliyet* était un journal libéral, laïc, kémaliste [Atatürkçü], dont les éditorialistes sont presque tous de centre gauche. Tout comme ses lecteurs. Erdoğan Demirören, qui a acheté le journal, est un homme d'affaires bigot [tutucu] et pro-AKP [AKP yandaşı]. Son but principal est de plaire à Erdoğan et d'entretenir de bons rapports avec le

<sup>18</sup> Entretien réalisé le 21 avril 2017 à Ankara.

<sup>19</sup> É. MASSICARD, *Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement ?*, op. cit, p. 8.

gouvernement, pour le bien de ses entreprises qui opèrent hors du secteur des médias. Il a acheté *Milliyet* avec l'approbation du Premier ministre. Il veut que le journal plaise au Premier ministre, ce qui ne peut pas s'accorder avec le profil des éditorialistes ni avec le lectorat. Ce paradoxe m'inquiétait, paradoxe qui entraverait ma pleine capacité à travailler dans ce journal. Vu que le patron ne part pas, moi, et les éditorialistes qui pensaient comme moi devions partir. Le licenciement ne m'a pas surpris. Ce qui m'a surpris, c'était qu'il ait autant tardé<sup>20</sup>. »

Selon Mustafa Alp Dağistanlı, la chaîne d'État *TRT (Türkiye Radyo Televizyon Kurumu – Radio-télévision de Turquie)* a subi, à son tour, un remaniement profond de son encadrement. İbrahim Şahin, après avoir pris le poste de directeur général de la chaîne en 2007, a recruté 180 journalistes dont la majorité était proche du pouvoir AKP. Ces journalistes étaient en grande partie employés dans des médias islamistes. Les postes sont désormais occupés par d'anciens journalistes de *Samanyolu TV*, Agence *Cihan*, du journal *Zaman* et de la revue *Aksiyon*, bref des entreprises médiatiques d'orientation islamiste. Un processus similaire a été observé à l'Agence *Anadolu* où Kemal Öztürk, nouveau directeur de l'agence, a imposé le départ à la retraite d'une partie du personnel et a recruté des journalistes progouvernementaux aux postes vacants. Il a également modifié la procédure de recrutement<sup>21</sup> et nommé des proches du gouvernement aux postes dirigeants<sup>22</sup>. Ainsi, en quelques années, *TRT* et *Agence Anadolu* sont devenus des instruments du pouvoir disposant de privilèges et de moyens exceptionnels. Entre 2008 et 2013, nous avons également observé la visibilité accrue de personnalités conservatrices sur les écrans. L'AKP au pouvoir a engendré une reconfiguration de l'encadrement aussi bien journalistique et qu'administratif. Ces changements aux postes-clés ont non seulement renforcé l'intervention du pouvoir dans le domaine des médias, mais ils ont aussi ouvert la voie à des purges dans d'autres postes.

### *Transferts de capitaux et concentration des médias*

L'AKP, pendant la deuxième période de son pouvoir, a encouragé les investissements de la bourgeoisie islamiste dans le secteur des médias. Les hommes d'affaires conservateurs sont ainsi devenus des patrons de presse qui investissent aussi dans des secteurs comme l'énergie,

---

<sup>20</sup> Metin MÜNİR, « Demirören, Milliyet'i başbakanın oluru ile aldı » [Demirören a acheté Milliyet avec l'approbation du premier ministre.], in *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler 2012-2018* [À la recherche du média perdu: Entretiens 2012-2018], Istanbul, P24 Medya Kitaplığı, 2018, p. 142-143.

<sup>21</sup> Agence Anadolu qui recrutait auparavant avec un examen écrit et oral en présence des syndicaux, ne recrute désormais qu'avec un entretien fait par la direction de l'agence. Ceci a facilité le recrutement du personnel progouvernemental.

<sup>22</sup> Mustafa Alp DAĞISTANLI, *5 Ne 1 Kim ?* [5 Quoi 1 Qui ?], Istanbul, Postacı Yayınları, 2014, p. 70.

la construction, la sécurité et la santé. Ces investissements reflètent également la concentration des médias, processus par lequel quelques holdings accroissent progressivement leur contrôle sur les médias généralistes. À travers la concentration dans les médias, nous pouvons observer la manière dont le pouvoir s'est déployé dans ce secteur. Celle-ci, initiée dans les années 1980, s'est accélérée pendant le pouvoir AKP, qui a instrumentalisé les médias en encourageant l'émergence de nouveaux hommes d'affaires qui sont devenus les acteurs majeurs des processus de concentration. Gülseren Adaklı explique l'arrière-plan historique de cette nouvelle structuration des médias. Le gouvernement d'ANAP (*Anavatan Partisi* – Parti de la mère-patrie) après le coup d'État de 1980 « avait mis en place un environnement propice à l'intégration des médias dans le secteur financier<sup>23</sup> ».

Quant à l'AKP, nous observons après son arrivée au pouvoir « une intégration totale des secteurs de la fabrication et des services avec les entreprises médiatiques. Le gouvernement AKP a ainsi créé une structure médiatique organiquement liée au pouvoir qui a engendré son instrumentalisation<sup>24</sup> ». Cette concentration excessive, selon Ceren Sözeri, est stratégiquement organisée par de grands groupes financiers en vue d'avoir plus de pouvoir dans les appels d'offres publiques des différents secteurs<sup>25</sup>. Nous rejoignons ici la réflexion menée par Élise Massicard sur la politique d'aménagement du territoire turc : « La force de l'AKP tient à son implantation dans les structures bureaucratiques, à l'interventionnisme dont il fait preuve dans différents secteurs, et à sa capacité à façonner ces derniers<sup>26</sup> ». Il serait ainsi réducteur de résumer ce type de concentrations en termes de centralisation ou de décentralisation<sup>27</sup>. Comme le secteur des médias le montre, « cette reconfiguration s'est accompagnée de nouveaux modes de gouvernement<sup>28</sup> ». L'AKP met en œuvre une nouvelle façon d'intervenir, au moyen d'un pouvoir indirect qui consiste à encourager un certain nombre d'acteurs proches auparavant inconnus dans le domaine médiatique.

Parmi ces acteurs proches, nous soulignons le rôle d'une figure emblématique, Ethem Sancak, qui a acheté non seulement les entreprises médiatiques (*Star TV* et le journal *Star*) qui

---

<sup>23</sup> Gülseren ADAKLI, « Medya sermayesi ve ultra-çapraz bütünleşmeler » [Le capital des médias et les concentrations (des médias) ultra-croisées], *Perspectives*, 8, 2014, p. 19.

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> C. SÖZERI, *Türkiye'de Medya - İktidar İlişkileri. Sorunlar ve Öneriler* [Les relations entre la presse et le pouvoir en Turquie. Les problèmes et les propositions], *op. cit.*, p. 15.

<sup>26</sup> É. MASSICARD, *Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement ?*, *op. cit.*, p. 14.

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> *Ibid.*

appartenaient auparavant au groupe Uzan, mais aussi la société BMC qui investit dans l'industrie de la défense et de l'armement. Ethem Sancak est donc le propriétaire à la fois d'une entreprise médiatique et d'une société qui vend des armes à l'armée turque. Le fait qu'il possède les deux entreprises en même temps lui donne, selon Vahdet Mesut Ayan, une influence sur la ligne éditoriale<sup>29</sup>. Le journal *Star* est d'ailleurs devenu, après le rachat de Sancak, une publication progouvernementale qui fait partie de « havuz medyası ».

Un autre acteur majeur ayant développé son influence dans le secteur des médias est la communauté *Gülen*, qui possédait plusieurs médias, dont les Publications *Feza* (*Feza Gazetecilik*), le groupe *Samanyolu* et le groupe *Koza — İpek* qui était surtout actif pendant la deuxième moitié des années 2000<sup>30</sup>.

Selon Uraz Aydın, la différence entre les deux périodes du pouvoir AKP repose sur l'abandon de la politique défensive qu'il avait adoptée au départ. Après 2007, le pouvoir ne privilégie plus le consensus social mais consolide plutôt son pouvoir de configuration sur l'armée, la justice, l'université et les médias. Nous observons, dans cette période, des modes d'insertion du pouvoir beaucoup plus agressifs qu'auparavant, en vue d'exercer une emprise indirecte sur les entreprises médiatiques. Le parti, par cooptation et encouragement d'un nombre d'acteurs proches de la communauté *Gülen*, a créé de nouvelles entreprises médiatiques qui sont devenues, à leur tour, de nouveaux médias généralistes<sup>31</sup>.

---

<sup>29</sup> V. M. AYAN, *AKP Devrinde Medya Âlemi* [Le monde des médias pendant la période AKP], *op. cit.*, p. 170.

<sup>30</sup> Benan ERES et Hakan YÜKSEL, « AKP Döneminde Türkiye'de Değişen Medya Sermayesi » [Le changement du capital des médias pendant la période AKP], *halagazeteciyiz.net*, 2018, consulté le 22 octobre 2019.

<sup>31</sup> Uraz AYDIN, « The media in Turkey: From neoliberal militarism to authoritarian conservatism », in *Turkey reframed: Constituting neoliberal hegemony*, Londres, PlutoPress, 2014, p. 134.

### *Instrumentalisation des médias par la bourgeoisie grandissante*

Au fil du temps, nous avons observé la création de *Beyaz TV* en 2010 et *Ses TV* en 2008<sup>32</sup> par le fils de Melih Gökçek, ancien maire d'Ankara (1994-2017), Osman Gökçek. De plus, apparaît en octobre 2011 le journal conservateur *Milat*. Nous observons donc une croissance importante des médias progouvernementaux sous le règne de l'AKP. Poursuivant la réflexion entamée par Élise Massicard, nous pouvons affirmer que l'AKP « a consolidé son statut bénéficiaire principal du pouvoir<sup>33</sup> ». Il a notamment créé des circonstances financières opportunes aux hommes d'affaires conservateurs proches de lui. Celles-ci ont donc constitué des « moyens d'accès à des postes de responsabilité et à des positions de pouvoir<sup>34</sup> ». Pendant cette période sont apparus non seulement de nouveaux médias mais aussi de nouveaux éditorialistes, intellectuels, patrons d'entreprises de presse, de syndicats affiliés aux confédérations islamistes, voire des ONGs progouvernementales comme l'association des Médias (*Medya Derneği*) fondée en 2010. Nous pouvons demander : « Dans quelle mesure ces phénomènes sont-ils spécifiques à la période AKP ? ». Ces phénomènes, comme l'écrit Élise Massicard, « semblent cependant plus importants, ou prennent des formes particulières, sous l'AKP pour trois raisons : l'importance croissante des appels d'offres et des marchés publics ; la stabilité du pouvoir AKP à tous les niveaux ; et l'extension de ces pratiques du favoritisme à l'échelon local<sup>35</sup> ». Cette approche d'Élise Massicard pourrait être étendue à l'étude des médias et de leurs patrons.

Ayşe Buğra et Osman Savaşkan dans leur travail sur le nouveau capitalisme en Turquie expliquent l'étonnant développement de ces nouveaux entrepreneurs conservateurs — auparavant inconnus — par une accumulation de capital grâce au soutien de l'État. Selon eux, ces entrepreneurs conservateurs apparaissent comme des acteurs politiques qui « participent à l'émergence de clivages économiques et culturels<sup>36</sup> ». Les groupes de médias, dirigés par ces entrepreneurs qui ont des projets dans d'autres secteurs, deviennent vulnérables aux pressions politiques, car les possibilités de profit dans ces autres secteurs pourraient facilement être affectées par les mesures prises par les gouvernements. Ayşe Buğra et Osman Savaşkan suggèrent ainsi que, pour ces entrepreneurs émergents, « ces investissements dans les médias

---

<sup>32</sup> Ali EYÜBOĞLU, « SES TV ya da Gökçek'in SES'i » [SES TV ou la voix de Gökçek], *Milliyet*, 15/12/2008.

<sup>33</sup> É. MASSICARD, *Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement ?*, *op. cit.*, p. 16.

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Ayşe BUĞRA et Osman SAVAŞKAN, « Politics and class: The Turkish business environment in the neoliberal age », *New Perspectives on Turkey*, 46, 2012, p. 31.

sont moins importants pour leur propre rentabilité que pour conforter le lien établi avec l'autorité politique, qui pourrait être utilisé comme une valeur économique pour favoriser des projets dans d'autres domaines<sup>37</sup> ». Certains anciens entrepreneurs du secteur des médias bénéficient également de nouveaux mécanismes d'intervention gouvernementale, comme le groupe *Doğan* qui investit dans les secteurs de l'énergie, du commerce, de la finance, de l'assurance et du tourisme ainsi que des médias. Selon un journaliste de *Gazeteduvar*, Hakan, ceci provoque un phénomène de concentration dans les médias et constitue un des plus grands problèmes des médias généralistes :

« Une telle chose m'est arrivée : quand je travaillais à *Referans* — *Referans* était un journal d'économie du groupe *Doğan* — le groupe avait commencé un business dans l'agriculture biologique. Moi je savais cela. J'ai publié un article critique sur l'agriculture biologique. Je disais dans l'article que j'ai écrit "Ceux qui disent qu'ils font de l'agriculture biologique mentent. L'agriculture biologique impose des contraintes très lourdes et il n'est pas facile de remplir ces conditions". C'est-à-dire, j'ai expliqué ces conditions dans mon article et j'ai prouvé que ceux qui déclarent faire de l'agriculture biologique ne le font pas vraiment. Ça a créé des problèmes. Ils ont dit : "Mais nous aussi nous faisons de l'agriculture biologique". Ils m'ont dit "Ne publie plus rien de ce genre"<sup>38</sup>. »

Pour Patrick Champagne, les grands groupes industriels « rachètent aujourd'hui les groupes de presse ou les chaînes de télévision parce qu'il s'agit de *bonnes affaires* ou de bons instruments pour faire de *bonnes affaires*<sup>39</sup> ». Ces mécanismes, comme nous l'avons expliqué, « semblent avoir joué un rôle déterminant dans la croissance impressionnante des nouveaux groupes d'entreprises proches du gouvernement AKP ou affiliés au mouvement *Gülen*<sup>40</sup> ». Ils sont majoritairement entrés en scène par le biais d'une nouvelle vague de capitaux financés par l'État<sup>41</sup>. Le pouvoir a mobilisé plusieurs stratégies concomitantes afin de pratiquer un interventionnisme croissant dans le secteur des médias. L'AKP a encouragé la formation d'une nouvelle bourgeoisie d'origine provinciale, mais celle-ci ne se conforme pas au modèle classique des patrons de petites ou moyennes entreprises. Elle est plutôt le produit d'une ambiance politique où des entrepreneurs de toutes tailles se voient proposer différents types d'opportunités. Ces nouveaux entrepreneurs n'ont peut-être pas nécessairement le savoir-faire

---

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>38</sup> Entretien réalisé le 13 août 2017 à Istanbul.

<sup>39</sup> Patrick CHAMPAGNE, « Introduction - Le journalisme à l'économie », *Actes de la recherche en sciences sociale Vol. 131-132, mars 2000. Le journalisme et l'économie*, p. 4.

<sup>40</sup> A. BUĞRA et O. SAVAŞKAN, « Politics and class: The Turkish business environment in the neoliberal age », art. cit., p. 38.

<sup>41</sup> *Ibid.*

technologique et les ressources nécessaires pour soumissionner avec succès aux marchés publics, mais ils peuvent tirer parti des relations de sous-traitance avec les grands entrepreneurs<sup>42</sup>. D'ailleurs, selon Buğra et Savaşkan, malgré la libéralisation et l'ouverture de l'économie, l'accumulation du capital et la croissance des entreprises dépendent toujours essentiellement des relations entretenues avec le gouvernement<sup>43</sup>. Les entreprises ont donc utilisé les médias pour en tirer profit dans d'autres secteurs, favorisant ainsi une instrumentalisation des médias.

Cependant, le phénomène de concentration des médias n'a pas surgi lors du gouvernement AKP. Dans les années qui ont suivi le coup d'État militaire de 1980, la Turquie a connu des changements majeurs dans les domaines économique, politique et social, les médias ne faisant pas exception. Selon Raşit Kaya et Barış Çakmur, une des illustrations concrètes de ces changements est la transformation quasi totale de l'environnement médiatique<sup>44</sup>. La fin des années 1970 et le début des années 1980 n'étaient pas faciles pour les « familles de presse. » Elles ont été de plus en plus affectées par des crises économiques et le transfert de la manne publicitaire vers un nouveau média, la télévision. Elles ont commencé à chercher de nouveaux apports de capitaux, soit en investissant dans d'autres secteurs que la presse, soit en établissant des partenariats avec des entreprises sans liens avec la presse. La famille Ilıcak, propriétaire du journal *Tercüman* (L'interprète), a lancé des entreprises sans liens avec la presse. De même, la famille Karacan a vendu la moitié des actions du journal *Milliyet* à Aydın Doğan, un homme d'affaires qui sera le propriétaire du journal et deviendra le plus grand magnat des médias des années 1990<sup>45</sup>.

« Ercüment Karacan sortait seulement le journal : il ne répondait pas à des appels d'offres, de constructions. Les patrons à l'époque, ne s'occupant que du journal, leur lutte se déroulait aussi au sein du journal. [...] Je ne sais pas si c'est vrai ou non, mais on m'a dit que Demirören aurait dit : "Sur l'ordre du Premier ministre, je pourrais fermer le journal". Il n'y avait rien de tel à *Milliyet*. Ce n'était pas possible<sup>46</sup>. »

---

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> Raşit KAYA et Barış ÇAKMUR, « Politics and the mass media in Turkey », *Turkish Studies*, 11-4, 2010, p. 525.

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> Hasan PULUR, « Milliyet, 80 yaşında üç kuruluşluk arabamı aldı; kovacaklarsa kovsunlar. » [*Milliyet* a pris ma voiture de misère à 80 ans ; s'ils veulent me licencier, laissez-le], in Hazal ÖZVARİŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler 2012-2018*, İstanbul, P24 Medya Kitaplığı [À la recherche d'un média perdu : Entretiens 2012-2018], 2018, p. 206.]



Les propriétaires-journalistes ont vendu leurs journaux à des hommes d'affaires qui avaient des activités d'autres domaines que la presse. Beybin Kejanlioğlu cite plusieurs raisons qui poussaient ces hommes d'affaires à investir dans le secteur des médias : jouir d'un contrôle social, diminuer le risque financier dans les autres secteurs, obtenir des crédits de la part de l'État et disposer d'un moyen de pression sur le gouvernement<sup>47</sup>.

Ainsi se sont créés des empires médiatiques forts de plusieurs journaux et chaînes de télévision. L'alliance des patrons avec l'élite politique dans les années 1990 a renforcé le pouvoir économique des médias, mais a également entraîné la mise en place de divers types de mécanismes de censure et l'érosion des syndicats. Les journalistes ont abandonné petit à petit leurs postures critiques et se sont engagés auprès des conglomérats médiatiques qui protègent leurs intérêts économiques<sup>48</sup>. Depuis la déréglementation de la télévision en 1990, la télévision commerciale s'est développée à un rythme effréné. La conséquence la plus significative de ce changement a été l'augmentation importante de la participation des patrons de médias à des lobbys proches du pouvoir afin de bénéficier de subventions de l'État ou d'acquérir des entreprises privatisées. Karl Marx a sans doute été le premier à relever la « propension inhérente à la logique de tout investissement, dans le jeu politique comme dans le jeu économique, ou artistique, ou religieux, ou journalistique, qui porte les agents d'un champ social à y placer le centre du monde et à se prendre pour “le sel de la terre” en ignorant le monde extérieur et en consacrant l'essentiel de leur énergie aux luttes internes pour la reproduction ou le changement des positions occupées dans le champ<sup>49</sup> ». De nombreux propriétaires, directeurs de rédaction et éditorialistes de journaux ont joué un rôle essentiel dans la diffusion des projets de Turgut Özal, et l'ont aidé à atteindre un statut d'icône<sup>50</sup>. Il apparaît donc que « la proximité entretenue avec le gouvernement, c'est-à-dire avec les partis au pouvoir, reste un invariant des stratégies d'accumulation économique<sup>51</sup> ». Selon Ayşe Buğra, ces stratégies « semblent avoir contribué à l'impressionnante croissance de nouveaux groupes économiques proches du gouvernement

---

<sup>47</sup> D. Beybin KEJANLIOĞLU, « The Media in Turkey since 1970 », in *Turkey since 1970. Politics, Economics and Society*, Palgrave Macmillan, 2001, p. 127.

<sup>48</sup> Murat AKSER et Banu BAYBARS-HAWKS, « Media and democracy in Turkey: Toward a model of neoliberal media autocracy », *Middle East Journal Of Culture And Communication*, 5-3, 2012, p. 304.

<sup>49</sup> Karl MARX, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Éditions sociales, 1969, p. 92 cité par Alain ACCARDO, « Pour une socioanalyse des pratiques journalistiques », in *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007, p. 60.

<sup>50</sup> M. AKSER et B. BAYBARS-HAWKS, « Media and democracy in Turkey: Toward a model of neoliberal media autocracy », art. cit, p. 304.

<sup>51</sup> Benjamin GOURISSE, « Ordonner et transiger : l'action publique au concret dans l'Empire ottoman et en Turquie », in *L'art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Éditions Karthala, 2013, p. 27.

AKP, ou affiliés au mouvement religieux Gülen, qui ont intégré le monde des affaires grâce au soutien qu'a apporté l'État à l'accumulation de capital<sup>52</sup> ». C'est ainsi que les médias sont devenus un instrument dans les mains des bourgeoisies grandissantes qui veulent maximiser leurs parts dans le marché d'offres régulé par le jeu politique. Maintenant, voyons de plus près les figures des propriétaires des médias dans cette nouvelle configuration.

---

<sup>52</sup> A. BUĞRA et O. SAVAŞKAN, « Politics and class: The Turkish Business Environment in the Neoliberal age », art. cit, p. 38.

## Les milieux d'affaires : qui sont les propriétaires des médias en Turquie ?

Les décennies 1980 et 1990, caractérisées par les changements dans les configurations sociale, politique et économique s'accompagnent d'un renouvellement des propriétaires des médias. La transformation de la presse a véritablement démarré avec l'investissement de deux hommes d'affaires, Ömer Çavuşoğlu et Ahmet Kozanoğlu, dans le secteur des médias. Ces deux acteurs du monde des affaires, d'abord présents dans le secteur du bâtiment, sont passés ensuite au secteur de la finance pour finir dans le secteur de la presse et fonder le journal *Güneş* (Le soleil) en 1982, un journal toujours en activité. Ces deux hommes d'affaires ont ouvert la voie à d'autres, tel Mehmet Ali Yılmaz (entrepreneur en bâtiment, homme d'affaires, politiste), qui a repris le journal en 1983. Une initiative marquante est celle de Asil Nadir, qui a acheté les journaux *Tan* (L'aube) et *Günaydın* (Bonjour) et la maison d'édition *Gelişim* (Le développement). Il a ensuite repris le journal *Güneş* et a fondé un groupe de médias propriétaire de trois journaux et d'une maison d'édition. D'autres hommes d'affaires comme Kamuran Çörtük et Cavit Çağlar ont suivi le même parcours, opérant dans les secteurs du textile, du tourisme, de la construction, des banques, et se sont finalement intéressés au secteur des médias<sup>53</sup>.

« Ça allait très bien au début chez *Güneş* [journal]. Mais, après, est arrivée la crise financière. Les banques ont fait banqueroute. Notamment la *Hisarbank* qui finançait *Güneş*. Ömer Çavuşoğlu, frère de Nazlı Ilıcak, en était un des propriétaires. Le capital venait de lui. Le journal a été financé par les retombées financières de leurs investissements dans la construction en Libye. La crise du crédit a éclaté, c'est comme aujourd'hui, la livre turque s'est effondrée, les banques... Les choses sont devenues difficiles pour la *Hisarbank*. Il en était de même pour *Güneş*<sup>54</sup>. »

La transformation des médias, initiée par le processus de concentration des journaux *Sabah* et *Milliyet*, a continué avec d'autres patrons qui ont investi dans ce secteur. Après le retrait de la famille Simavi de la vie professionnelle active et la liquidation judiciaire forcée de l'entreprise de Dinç Bilgin, il ne reste plus sur la scène médiatique d'entreprises dont l'investissement principal se réduirait à un média. Bien au contraire, de grands groupes ont été fondés. Ils regroupent plusieurs journaux et chaînes de télévision et sont détenus par des holdings<sup>55</sup>. Les groupes médiatiques en activité aujourd'hui, selon le rapport détaillé de Reporters sans

<sup>53</sup> A. Raşit KAYA, *İktidar Yumağı. Medya-Sermaye-Devlet* [Le nœud de pouvoir. Média-Capital-État], Ankara, İmge Yayınları, 2009, p. 246.

<sup>54</sup> Entretien réalisé le 14 août 2018 à Istanbul.

<sup>55</sup> A. R. KAYA, *İktidar Yumağı. Medya-Sermaye-Devlet* [Le nœud de pouvoir. Média-Capital-État], *op. cit.*, p. 248.

frontières sont : le groupe *3N Medya*, le groupe *Albayrak Medya*, le groupe *Ciner*, le groupe *Demirören*, le groupe *Doğuş*, le groupe de publication *Estetik*, le groupe de publication *Feza*, le groupe de publication *Hayat Görsel*, le groupe *İhlas*, le groupe *Kalyon*, le groupe *Koza-İpek*, l'entreprise *MN Yazılım Medya Reklam*, le groupe *Türk Medya* et l'agence *Yeni Gün*<sup>56</sup>. Aujourd'hui, quelques groupes imposants se partagent l'essentiel des organes de presse retenus dans notre échantillon : le groupe Demirören (*Hürriyet*, *Milliyet*, *CNN Türk*), le groupe Doğuş (*NTV*), le groupe Ciner (*Habertürk*).

Une analyse détaillée des activités et du réseau des relations de ces groupes dépasserait le cadre de ce travail. Cependant, une présentation des trajectoires sociales des propriétaires de presse contribuera à notre étude en ce qu'elle permet de mieux analyser les rapports et les conditions de travail des journalistes. Comme expliqué précédemment, le profil des propriétaires de presse a changé avec la concentration des médias et le processus de conglomération des entreprises médiatiques. Les propriétaires-journalistes sont remplacés par les propriétaires « hommes d'affaires », qui n'ont que très peu d'expérience du domaine journalistique. Ils se définissent davantage par une réussite dans un secteur industriel que par leur activité dans le domaine journalistique. Malgré plusieurs tentatives, nous n'avons malheureusement pas réussi à faire d'entretiens avec des patrons de presse. C'est dû, en partie, à leur profil. Les nouveaux patrons de presse « hommes d'affaires » sont moins accessibles et sont réticents à communiquer sur eux-mêmes jusqu'au moment où ils quittent leurs positions de pouvoir<sup>57,58</sup>. Plus qu'une analyse d'un travail de terrain, nous tenterons brièvement, ici, de présenter les trajectoires de quelques propriétaires de presse que nous jugeons significatifs pour comprendre le changement de profil des patrons des médias ainsi que la transformation du travail journalistique dans un contexte autoritaire. De plus, « on ne peut comprendre les relations d'interdépendance que le journalisme noue avec d'autres segments de l'élite, sans étudier la propriété des médias<sup>59</sup> ».

### *Diversité des propriétaires*

La plupart des entreprises de médias opèrent dans le cadre de grands groupes commerciaux qui interviennent dans divers secteurs comme la construction, l'énergie, le transport. Les patrons

---

<sup>56</sup> *Media ownership monitor in Turkey*, Reporters Without Borders et Bianet, 2019, p. 611, publié le 18 juillet 2019, consulté le 16 octobre 2020. <https://turkey.mom-rsf.org/>.

<sup>57</sup> Julie SEDEL, « Introduction. Sociologie d'un univers patronal », *Sociétés contemporaines*, 113-1, 2019, p. 6.

<sup>58</sup> Anciens propriétaires de médias Dinç Bilgin, ou encore Cem Uzan n'ont donné d'entretiens aux médias qu'après leur faillite.

<sup>59</sup> J. SEDEL, « Introduction », art. cit, p. 10.

de ces entreprises signent des contrats avec le gouvernement et participent à des appels d'offres publics. Le groupe *Kalyon* par exemple, propriétaire de *Turkuvaz Medya* (qui comprend les journaux *Sabah* et *Yeni Asır* et les chaînes de télévision *ATV* et *A Haber*)<sup>60</sup> est actif dans le secteur de la construction au Qatar, en Russie, aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite et en Irak ainsi qu'en Turquie. L'entreprise a lancé plusieurs projets d'infrastructure au fil des années, notamment le nouvel aéroport d'Istanbul, une ligne de *métrobus* sur l'autoroute D-100 à Istanbul et le projet de piétonnisation de la place *Taksim*<sup>61</sup>. Le groupe *Demirören* (qui a acheté *Doğan Medya* en 2018, propriétaire des journaux *Hürriyet*, *Milliyet*, *Posta* et des chaînes *CNN Türk* et *Kanal D*) est un acteur important dans le secteur du pétrole, de l'énergie et de la construction<sup>62</sup>. Le groupe *Ciner* (journal *Habertürk* et chaîne d'information *Habertürk*) opère dans le secteur de l'énergie. Le groupe possède plusieurs mines de charbon et des centrales électriques. Il contrôle également la deuxième plus grande réserve mondiale de soude<sup>63</sup>.

Les groupes *Demirören*, *Doğuş*, *Albayrak* et *İhlas* sont des entreprises familiales. Ce sont donc des familles qui dirigent ces entreprises médiatiques. Le monde des patrons est séparé en deux segments : l'un, les patrons conservateurs, proches du pouvoir AKP comme Ömer Faruk Kalyoncu, la famille Albayrak ou encore la famille Demirören. Ce sont plutôt des « *self-made men* qui ont bâti des empires industriels<sup>64</sup> ». Ils n'ont pas de diplômes universitaires (sauf Fikret Tayfun Demirören, actionnaire du groupe *Demirören*, diplômé en finance de l'Université Bilkent à Ankara<sup>65</sup>), ni une origine familiale bourgeoise.

L'autre segment est constitué de propriétaires éduqués qui font partie de la haute société, comme la famille Doğuş ou la famille Doğan, ancienne propriétaire de *Doğan Medya*, qui appartient aujourd'hui au groupe Demirören. Ferit Faik Şahenk, par exemple, président de *Doğuş Holding*, est diplômé de l'université Boston (États-Unis) en marketing et ressources humaines. Quant à la famille *Doğan*, Aydın Doğan, le plus grand magnat des médias avant le rachat et le fondateur du holding, il est diplômé de l'Académie de l'économie et du commerce d'Istanbul (aujourd'hui Université Marmara)<sup>66</sup>. Sa fille, Arzuhan Doğan Yalçındağ, présidente

---

<sup>60</sup> « [tmgroup.com.tr](http://tmgroup.com.tr) », consulté le 8 avril 2020. <http://tmgroup.com.tr>

<sup>61</sup> *Media Ownership Monitor in Turkey*, op. cit, p. 611.

<sup>62</sup> « [demiroren.com.tr](https://www.demiroren.com.tr) », consulté le 8 avril 2020. <https://www.demiroren.com.tr>

<sup>63</sup> « [cinergroup.com.tr](https://cinergroup.com.tr) », consulté le 8 avril 2020. <https://cinergroup.com.tr>

<sup>64</sup> Monique DAGNAUD et Dominique MEHL, *Patrons de chaînes. Les dirigeants de la télévision française au printemps 1988*, Issy-les-Moulineaux, CNET, 1990, p. 33.

<sup>65</sup> *Media Ownership Monitor in Turkey*, op. cit, p. 666.

<sup>66</sup> « Aydın Doğan kimdir ? Aydın Doğan'ın sahip olduğu şirketler hangileri ? » [Qui est Aydın Doğan ? Quels sont ces entreprises ?], *Sözcü*, publié le 21 mars 2018, consulté le 8 avril 2020.

de *Doğan TV Holding* est diplômé du lycée français Saint-Michel à Istanbul et a étudié la sociologie à l'Université Boğaziçi<sup>67</sup>. Ils sont par ailleurs divisés selon deux autres catégories : les propriétaires de médias conservateurs, souvent originaires de la mer noire, qui sont proches des cercles du pouvoir AKP et les propriétaires de médias appartenant à la haute bourgeoisie dont la famille est membre de l'élite depuis la génération précédente.

Selon le rapport de *Media Ownership Monitor in Turkey*, sur vingt-quatre propriétaires, vingt-et-un sont des hommes et trois femmes seulement sont actionnaires des entreprises familiales. Meltem Oktay, la fille d'Erdoğan Demirören, est l'une des actionnaires de Demirören Holding et la vice-présidente du conseil d'administration. Elle siège au conseil d'administration de nombreuses entreprises appartenant au groupe, dont *Total Oil*. Deniz Şahenk, également actionnaire de *Doğuş Holding*, était mariée avec Ayhan Şahenk décédé en 2001. Dernièrement, Filiz Şahenk, la fille de Ayhan Şahenk (fondateur de *Doğuş Holding*) gère les entreprises de vêtements de marque et de tourisme du groupe. Elle est actionnaire de *Doğuş Holding* qui est active, entre autres, dans les secteurs de la construction, du tourisme, de l'immobilier, de l'énergie et du divertissement<sup>68</sup>.

Le profil des patrons de médias est cohérent avec la ligne éditoriale de leurs entreprises médiatiques. Les patrons non conservateurs et plus éduqués sont les propriétaires des journaux et des chaînes qui se présentent en tant que « médias généralistes » : la famille *Doğan* est propriétaire de la chaîne d'information en continu *CNN Türk*, une chaîne qui s'adresse, selon les journalistes qui y travaillent, plutôt à un public éduqué, appartenant à la classe moyenne supérieure :

« J'essaie de m'adresser à la classe moyenne et supérieure. J'aurais voulu que la classe moins éduquée nous regarde aussi, mais je sais bien qu'ils ne regardent que les émissions sur les célébrités ou les thèmes féminins. Je sais bien qu'ils trouvent [mes émissions] assez ennuyeuses. Je sais que l'on ne peut pas les atteindre... J'essaie plutôt, par exemple d'attirer leur attention en donnant des nouvelles sur les enfants ou les femmes, peut-être qu'ils les voient en faisant du zapping, ou bien en parlant du rétalement du remboursement du crédit, si bien que les familles qui ont un crédit sur le dos m'écouteront<sup>69</sup>. »

---

<https://www.sozcu.com.tr/2018/gundem/aydin-dogan-kimdir-aydin-doganin-sahip-oldugu-sirketler-hangileri-2302276/>

<sup>67</sup> « aydindoganvakfi.org.tr », consulté le 13 avril 2020. <https://aydindoganvakfi.org.tr>

<sup>68</sup> *Media Ownership Monitor in Turkey*, op. cit, p. 438.

<sup>69</sup> Entretien réalisé le 15 octobre 2016 à Istanbul.

Tandis que les propriétaires conservateurs, proches du pouvoir AKP, sont — logiquement — propriétaires des journaux et des chaînes appartenant au « havuz medyası », les médias pro-AKP qui relaient la propagande du parti au pouvoir. En regardant de près les domaines d'activité des holdings, nous remarquons que les patrons proches du pouvoir remportent plus régulièrement des marchés publics. Le groupe *Albayrak*, par exemple, propriétaire de *Albayrak Media Group* (propriétaire du journal *Yeni Şafak*) a remporté de nombreux grands appels d'offres, notamment la construction du métro d'Istanbul et la production de chars pour l'armée turque. Plusieurs d'entre eux ont fait l'objet de controverses et d'enquêtes pour corruption. La famille est également connue pour avoir des liens étroits avec le parti au pouvoir et le président Recep Tayyip Erdoğan<sup>70</sup>.

Les liens étroits avec la sphère politique ne se limitent pas seulement aux offres publiques. Les patrons conservateurs tissent également des liens privés avec les acteurs politiques et sont familiers des cercles du pouvoir. Un lien social, en effet, s'est créé « enserrant les élites dans un faisceau d'intérêts et d'objectifs communs<sup>71</sup> ». La famille Kalyon, propriétaire du groupe *Kalyon*, dont *A Haber*, *Sabah* et *ATV*, a des liens de proximité avec les membres de l'AKP. En 2004, Recep Tayyip Erdoğan, le Premier ministre de l'époque, a été témoin au mariage d'Ömer Faruk Kalyoncu, propriétaire de *Turkuvaz Medya*. Les membres importants du parti, dont Abdullah Gül, Abdülkadir Aksu, Recep Akdağ, Hüseyin Çelik, Cemil Çiçek, Hilmi Güler, Zeki Ergezen, Sami Güçlü et Osman Pepe, comptaient également parmi les invités à ce mariage. De même, Haluk Kalyoncu (fils de Hasan Kalyoncu, fondateur du groupe Kalyon) et Yelda Demirören (fille de Yıldırım Demirören, présidente du conseil d'administration de Demirören Holding) se sont mariés le 13 avril 2019, avec à nouveau pour témoin le président Erdoğan et son épouse Emine Erdoğan. Selon les enregistrements divulgués en 2013 avec l'enquête sur la corruption des 17-25 décembre<sup>72</sup>, « Erdoğan avait intimé à son ministre des transports, Binali Yıldırım, l'ordre de mettre en place une “piscine” et d'[absorber] des “dons” collectés auprès d'hommes d'affaires pour permettre le rachat de journaux<sup>73</sup> ». Les propriétaires de médias et les acteurs politiques ont donc noué des relations diverses, allant de la collaboration jusqu'à la corruption.

---

<sup>70</sup> *Media Ownership Monitor in Turkey*, op. cit, p. 674.

<sup>71</sup> Jean GARRIGUES, *Les patrons et la politique*, Paris, Éditions Perrin, 2011, p. 12.

<sup>72</sup> Le scandale de corruption de 2013 en Turquie était une enquête criminelle impliquant plusieurs personnes clés du gouvernement turc. L'enquête sur la corruption et ses conséquences sur les médias seront analysées dans le troisième chapitre.

<sup>73</sup> Emre DEMİR, « La fabrique de l'information : comment Erdoğan a transformé le paysage médiatique en dix ans », *Les Cahiers de l'Orient*, 127-3, 2017, p. 116.

D'autre part, les activités des propriétaires des groupes *Demirören* (Milliyet, Hürriyet, CNN Türk, Kanal D), *Doğuş* (NTV) ou *Ciner* (Habertürk), mettent en lumière les processus et stratégies d'adaptation des hommes d'affaires face à la rehiérarchisation « menée de façon autoritaire<sup>74</sup> » par Recep Tayyip Erdoğan. La particularité de ces médias généralistes consiste en ce qu'ils « adoptent une ligne plus centriste que d'autres médias pro-AKP mais favorisent largement les positions du parti au pouvoir dans leur couverture<sup>75</sup> ». Ces médias diffèrent des médias de propagande par leur couverture centriste et leur audience plus diversifiée.

### *Évolutions des relations journalistes-propriétaires des médias*

Le changement des profils des propriétaires des médias a également transformé le rapport entre les propriétaires des médias et les journalistes. Les propriétaires-journalistes étaient actifs dans la production de l'information non seulement parce qu'eux aussi étaient des journalistes mais aussi parce que le journalisme était leur seule activité. Ils étaient ainsi au cœur de l'activité éditoriale, ils fréquentaient régulièrement les salles de rédaction et participaient à la production de l'information. On peut observer trois types de propriétaires de médias de la période de Bâb-Âli (la Sublime Porte) à aujourd'hui : les propriétaires-journalistes, les propriétaires appelés « patrons des médias » et les propriétaires hommes d'affaires. La première catégorie consiste en journalistes qui ont fondé leurs propres journaux. La deuxième est composée de magnats des médias qui ont plusieurs chaînes de journaux comme les groupes *Doğan* et *Doğuş*. Dans la dernière catégorie se trouvent des hommes d'affaires qui sont devenus des propriétaires de médias pendant la période AKP comme Erdoğan Demirören (groupe Demirören) ou Ömer Faruk Kalyoncu (groupe Kalyon). Un ancien chef de la rédaction du journal *Milliyet*, Demir, résume ainsi l'évolution des rapports entre les journalistes et les propriétaires des médias :

« Le journalisme était en progression. La compétition est devenue plus dure, les médias ont bénéficié de plus en plus de nouvelles technologies. Les bâtiments ont été rénovés. On a abandonné les petits bâtiments pour s'installer dans des gratte-ciels. Les journalistes ont commencé à gagner beaucoup. On avait désormais des maisons, des voitures. Je veux signaler quelques points de rupture. Le premier point de rupture, c'est la propriété. Le capital qui finance le journal a changé de nature. Autrefois, le capital du journal correspondait bien au journal. C'est-à-dire que le journal était le capital même du journal. Le journal *Milliyet* d'Abdi İpekçi, ou bien de Karacans, n'opérait pas dans

---

<sup>74</sup> Jean-Charles LALLEMAND, « Les hommes d'affaires en politique dans les régions de Russie : émergence, affirmation et déclin d'un type d'acteurs politiques », *Politix*, 84-4, 2008, p. 84.

<sup>75</sup> E. DEMİR, « La fabrique de l'information : comment Erdoğan a transformé le paysage médiatique en dix ans », art. cit, p. 118.



d'autres secteurs. Les dépenses et les bilans financiers du journal étaient sous la responsabilité du directeur administratif ... aujourd'hui, ils sont sous celle du directeur général... en plus du rédacteur en chef. Oui, ces journaux avaient des propriétaires mais ils étaient connus par les noms de leurs rédacteurs en chef et de leurs principaux éditorialistes. *Milliyet*, c'était le journal d'Abdi İpekçi, de même que *Hürriyet*, celui de Simavis. Là, les patrons étaient un petit peu plus dominants, parce qu'il n'y avait pas d'éditorialistes au sens générique du terme. [...] Aydın Doğan est devenu, d'un coup, banquier, lorsqu'il était propriétaire de *Milliyet* et *Hürriyet*. Et puis, il est entré dans le secteur de l'énergie, *Petrol Ofisi*, je veux dire. Il ne s'est pas arrêté là, il a continué à s'emparer d'autres banques, etc. Par conséquent, sont apparus autour de lui des CEOs. Alors qu'avant, c'était moi [qui dirigeais]. Moi, c'est qui ? Demir. C'est qui Demir ? Le chef de bureau à Ankara. C'est qui Demir ? Le correspondant à Ankara. C'est qui Demir ? Le chef de la rédaction. C'est-à-dire ? Le type qui fait le journal, qui fait *Milliyet*. Le type qui fait les news, qui les met en valeur ou qui les minimise. Pourquoi c'était important ? Pourquoi il parlait avec moi ? Parce qu'il m'a donné la compétence, la responsabilité, donc, c'était moi qui devais rendre compte. Qu'est-ce que je lui promettais ? Un journalisme de haute qualité, avec pour corollaire, des ventes, des bénéfiques (des citations, de la publicité...) [...] Aujourd'hui, le patron ne demande pas un journalisme de haute qualité. Il demande ceci : ne m'embête pas [avec ton journalisme], pour que le palais ou le Monsieur, c'est-à-dire Tayyip Erdoğan, ne m'appelle pas<sup>76</sup>. »

Les propriétaires des médias sont devenus inaccessibles, à tel point que les jeunes journalistes ou les nouvelles recrues ne les connaissent jamais en personne, ils les voient une ou deux fois de loin. Il va sans dire que les propriétaires ne sont en contact qu'avec ceux qui occupent les postes de haut niveau, les dirigeants des médias. Cependant, la relation entre les cadres et les propriétaires des médias a également changé. Les dirigeants sont en négociation constante avec les propriétaires des médias non seulement pour traiter ou publier l'information mais aussi pour garder les journalistes ou les éditorialistes. Un vétéran du journal *Milliyet* donne ainsi un exemple frappant sur une vive négociation qui s'est tenue entre lui et le propriétaire du journal après la publication de documents controversés sur le processus de paix en 2013<sup>77</sup> :

« Le type [Erdoğan Demirören] est venu, il avait l'air terrible. Il était déjà quasi sénile, ne pensait pas clairement. Abîmé... Le type a dit des choses. Je lui ai dit : "Regardez

<sup>76</sup> Entretien réalisé le 14 août 2018 à Istanbul.

<sup>77</sup> Le processus de paix était un processus qui visait à résoudre le conflit entre la Turquie et le PKK dans le cadre du conflit entre les kurdes et les turcs (1978 – présent). Le 21 mars 2013, après des mois de négociations avec le gouvernement turc, le message d'Abdullah Öcalan au peuple a été lu à la fois en turc et en kurde lors des célébrations du Norouz (Nouvel An) à Diyarbakır. La lettre appelait à un cessez-le-feu comprenant le désarmement et le retrait du sol turc et appelait à la fin de la lutte armée. Le PKK a annoncé qu'il obéirait, déclarant que l'année 2013 est l'année de la solution soit par la guerre, soit par la paix. Erdoğan a salué la lettre en déclarant que des mesures concrètes suivraient le retrait du PKK. Mais lorsque les relations se sont tendues en raison du débordement de la guerre civile syrienne, la trêve s'est totalement effondrée en juillet 2015, à la suite des incidents de Ceylanpınar que le gouvernement turc a utilisés comme un casus belli pour relancer une guerre à grande échelle dans le sud-est de la Turquie. Pour plus d'informations, voir Feride ÇİÇEKOĞLU et Ömer TURAN (dir.), *The dubious case of a failed coup*, Singapour, Palgrave Macmillan, 2018.

Monsieur, j'avais bien pensé que la nouvelle soulèverait des réactions, qu'elle provoquerait des secousses... mais si violentes... je trouve également cela trop grave. Si... ce n'est pas important pour moi, je vous le dis, vous venez d'acheter un journal, vous venez d'entrer dans le secteur, si vous souteniez la publication de cette information, vous seriez le patron des médias le plus respectable, le plus important de la Turquie, vous seriez *vraiment* le patron de *Milliyet*, vous savez ?". Il m'a regardé, il m'a dit : "Mais comment ?". Stupéfait, parce qu'il était choqué. Je lui ai dit : "La Turquie parlera pendant des années de cette info. Mais, ce qui est plus important, c'est que toutes les chaînes parleront aujourd'hui, demain, toujours, de ça ! Vous me disiez quoi ? 'Ce journal est mort, il ne 'sort' plus rien de vital, ressuscitez-le.'. Pendant toute une vie, pendant toute une vie de patron de journal, de telles choses n'arrivent que très rarement. Elles se sont produites dans la mienne, je les ai vécues. Je compte parmi les rares personnes qui ont rencontré Saddam [Hossein]. Cette nouvelle est encore plus importante. Je vous supplie de ne pas rencontrer ces types. Ils vont exercer une pression sur vous. Vous êtes nouveau dans le secteur. Nous avons déjà connu [de telles pressions] avec Monsieur Aydın..."

**Q : Qu'est-ce que vous voulez dire par "ces types" ?**

**R :** Le gouvernement, le Premier ministre, et les autres... Parce qu'ils diront n'importe quoi. "Ils m'appellent" j'ai dit. Avec Monsieur Aydın, le journal était déjà publié... l'interview avec Apo [Abdullah Öcalan]... faite par Mehmet Ali Birand... On va surmonter [ce problème]. Je n'ai qu'une responsabilité envers vous : "Vous devez dire avec ces mêmes mots [que je vous dis], c'est le jargon de la Sublime Porte [Bâb-1 Âli], si quelqu'un vous appelle, dites-lui que 'c'est Demir le Salaud qui l'a fait.'". Il m'a dit : "Mais, comment ça ?". "C'est clair" je lui ai dit. Vous direz que "le chef de la rédaction ne m'a aucunement mis au courant." Je ne l'ai pas mis au courant. La responsabilité, c'est la mienne. Deuxièmement, vous direz que "si ce n'est pas vrai, je le virerai, ce type." Moi, il n'y aurait pas eu lieu de me virer, parce que j'aurais déjà démissionné. "Maintenant, on attend deux choses : premièrement, vous, vous restez derrière, c'est moi qui vais prendre la responsabilité. Deuxièmement, si la nouvelle est réfutée, je démissionnerai.". Silence complet jusqu'au soir. L'information était vraie. Puis, le correspondant à Ankara, Fikret [Bila] a été convoqué par le Premier ministre. Le Premier ministre ne m'a pas appelé, parce que l'on entretenait de très bons rapports, on se connaissait depuis des années<sup>78</sup>. »

Si les propriétaires des médias font partie intégrante du domaine de la presse, ils restent en décalage sensible par rapport aux autres acteurs journalistiques qui sont au cœur de cette activité. Avec deux conséquences importantes : d'une part, paradoxalement, les propriétaires hommes d'affaires ont créé un espace de liberté favorable aux journalistes. Rarement présents dans les salles de rédaction, ils ne sont au courant de l'information traitée qu'après sa publication ou sa diffusion. Ils ne peuvent donc pas intervenir dans le traitement des informations avant leur publication. Comme dans l'exemple présenté sur la publication des documents concernant le processus de paix, les propriétaires des médias sont presque complètement absents du processus de la production de l'information. Leur absence physique

---

<sup>78</sup> Entretien réalisé le 14 août 2018 à Istanbul.

a donc créé un espace de liberté temporaire jusqu'à ce que l'information vienne à la lumière. Ainsi témoigne le rédacteur en chef de *Milliyet* qui a publié les documents sur la question kurde sans que personne ne le sache en salle de rédaction :

« Demirören est, sans aucun doute, un homme pathétique, il ne sait rien du tout du monde. On a de l'expérience dans ces affaires, quand on vient d'Ankara... bien ancré dans le métier, j'ai pu sortir [cette nouvelle] sans qu'ils, aucun d'entre eux, n'en sachent rien. Ils l'ont sue par le journal. C'est l'éthique professionnelle que j'ai apprise de Cüneyt Arcayürek... il faut dissimuler ce genre de scoop même à tes amis, épouse, voire du bureau de la rédaction. On était deux ou trois quand on a fait le journal. Quand on a su que ce papier nous arriverait, je n'en ai parlé avec personne au téléphone. Parce que, tu sais, nos téléphones sont sur écoute. C'était le jour d'un match, un match de Trabzonspor. Les jours des matchs, la version provinciale du journal [taşra baskısı] part tôt, à 8 ou 10 heures, pour l'imprimerie. On se met en contact avec le distributeur [YAYSAT] pour avoir un rendez-vous spécial pour le transport. Je leur ai demandé quand le journal serait prêt au plus tôt à imprimer. Ils m'ont dit que ce serait à 11 heures, ou bien 11 h et demie. J'ai dit d'accord, attendez-nous, notre journal vous arrivera à 11 h. Ma peur à ce point, ce n'était pas que le journal ne soit pas dans les temps, c'était plutôt qu'il ne sorte pas de l'imprimerie. Parce que le journal est imprimé dans l'imprimerie de *Hürriyet*. Quand cela commence chez *Hürriyet*... bien que *Hürriyet* n'appartienne pas à Demirören, mais au groupe de *Doğan*, s'ils avaient vu la nouvelle, ils auraient pu la dénoncer, et mettre le patron au courant. J'ai envoyé à l'imprimerie des types auxquels je faisais confiance. Le journal a été imprimé en douce. À partir de 1 h et demie, la version de la capitale [şehir baskısı] a été livrée. Et enfin, le matin, le journal est paru. [...] Seuls, moi, Tahir, et bien sûr, le correspondant à Ankara, savaient ce que contenait le journal le matin<sup>79</sup>. »

D'autre part, le statut de propriétaire des médias s'est fortement détérioré. Ce sont des hommes d'affaires qui ne proviennent pas du monde des médias « dans lesquels ils débarquent en tant que financiers, laissant à d'autres les commandes du fonctionnement quotidien<sup>80</sup> ». Ils sont ainsi entourés de directeurs généraux qui orientent leurs investissements vers plusieurs secteurs. Ils ne sont, comme nous l'avons expliqué, pas très impliqués dans le fonctionnement de la salle de rédaction. Cependant, l'absence d'implication des propriétaires la production de l'information n'empêche pas les pressions sur les médias. Celles-ci changent de forme. Les acteurs politiques appellent désormais directement les propriétaires de médias dont ils sont proches et qui sont, bien évidemment, au sommet de la hiérarchie. Les nouveaux propriétaires de médias, qui ne suivent pas l'information au jour le jour, ne sont tenus au courant de l'information publiée que par les appels (souvent téléphoniques) des acteurs politiques.

---

<sup>79</sup> *Ibid.*

<sup>80</sup> M. DAGNAUD et D. MEHL, *Patrons de chaînes. Les dirigeants de la télévision française au printemps 1988*, op. cit, p. 78.

Le rôle des propriétaires de médias dans la production de l'information reste donc minime. Ils n'entrent en scène que dans les situations exceptionnelles, comme la publication d'une information « critique » où ils sont les premières personnes appelées par les politiques. Ceci montre, d'une certaine façon, la fragilité de leurs rapports avec les professionnels de la politique. La relation entre les propriétaires des médias et les acteurs politiques se caractérise, en grande partie, par la pression constante et répétée du pouvoir. Ainsi, les acteurs politiques peuvent entrer en contact avec les propriétaires des médias pour se plaindre d'une information publiée et/ou pour demander le licenciement des responsables de ces informations. Appelés par les politiques, les propriétaires des médias entrent en contact, à leur tour, avec le rédacteur en chef à qui ils attribuent le rôle d'exécution de la demande. À ce stade, commence un processus de négociation. Les dirigeants des médias demandent du temps pour pouvoir négocier avec le journaliste en question. Ce dernier n'est donc pas toujours révoqué, mais il reste un certain temps hors de vue pour faire oublier l'impact de la nouvelle. Les dirigeants des médias « sont ainsi plus que les autres tenus à équilibrer au millimètre leur dose de complicité et de distance avec l'univers politique<sup>81</sup> » et les propriétaires des médias. L'exemple le plus typique, à cet égard, est celui d'un journaliste ancien de *Milliyet* qui était au Caire pour couvrir le printemps arabe. Il a été révoqué, malgré plusieurs tentatives de conciliation.

« [Demirören nous a demandé ce que] nous faisons. Franchement, il vient d'y avoir un coup d'État en Égypte, ce n'est pas bien, Morsi va chuter. Il est surpris, il murmure... il ne comprend rien, rien du tout, il ne sait aucunement ce qui se passe dans le monde. Il me dit : écrivez : "le peuple d'Égypte s'est affranchi !" Je lui ai dit : "Mais comment ! Si nous écrivons ça, oh là là !" Ce type, il était tellement absurde. Puis, ils m'ont demandé de révoquer Can [Dündar], de mettre fin à ses investigations. Alors que c'était moi qui l'avais envoyé en Égypte, il travaillait là au prix de sa vie, là où l'on tire sur les gens, là où il y a des massacres. Nous avons quatre employés là [dans ces conditions]. Je leur ai dit : "Non, je ne révoquerai pas Can." »

**Q : C'est-à-dire qu'il y est allé, mais il fallait qu'il revienne sans rapporter les événements ?**

**R :** Oui, c'est ça ! Et, nous, nous étions le seul journal à avoir un correspondant là-bas. C'est ce dont nous sommes fiers. Bref, il [Can] est revenu. Je lui ai dit : "Ne te montre pas pendant quelques jours, le temps que la pression sur nous diminue un peu." Cette fois-ci, ce n'est pas Demirören lui-même, mais son fils, Tayfun, qui est venu me dire : "Ils nous demandent de renvoyer ce Can Dündar"<sup>82</sup>. »

La dégradation du statut des propriétaires des médias est encore plus forte aux yeux des anciens journalistes, actifs pendant la période appelée « l'âge d'or », où les propriétaires de médias

---

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>82</sup> Entretien réalisé le 14 août 2018 à Istanbul.

exerçaient le métier de journaliste. Aucune école ne forme ces propriétaires. Ce sont essentiellement des hommes d'affaires qui ont plongé dans l'univers des médias. Alors que les journalistes et les éditorialistes expérimentés possèdent, eux, des diplômes, une expérience et sont intégrés au milieu journalistique. Le décalage entre ces deux types de trajectoires, celle des hommes d'industrie et celle des hommes de presse, a accentué les désaccords entre les propriétaires et les journalistes. L'exemple d'un ancien éditorialiste de *Milliyet*, révoqué à cause d'un tweet, montre à quel point sont différents le monde journalistique et celui des nouveaux propriétaires de médias. Dans son ouvrage, il décrit sa première rencontre avec Erdoğan Demirören d'une manière détaillée :

« Le 12 mai 2015, mardi, je présentais une information importante, lorsque je me rendis au bureau d'Erdoğan Demirören, propriétaire du journal *Milliyet*, dont je suis un éditorialiste. Sa secrétaire m'avait appelé longtemps à l'avance, et m'avait informé de sa demande de me voir. Ce n'est pas une coïncidence que cette rencontre ait eu lieu au moment des élections générales du 7 juin 2015. Il y aurait certainement une information sur le sujet, mais je ne pourrai pas la publier. Je le savais. Dans le jargon des journalistes, le propriétaire du journal est le "patron". Mais, il doit mériter d'être appelé "patron". Le fait d'être le patron du journal n'est pas aussi facile que d'en être le propriétaire. Moi, je n'ai jamais considéré Erdoğan Demirören comme le patron. Je dois accepter le fait qu'il est mon employeur, au sens de la définition technique du poste qu'il occupe. Depuis 3 ans, il est propriétaire de ce journal réputé et bien établi pour lequel je travaille en tant que secrétaire de rédaction et éditorialiste et dont je contribue à l'existence depuis 17 ans. En 3 ans sous sa propriété, *Milliyet* a progressivement perdu son équipe et ses lecteurs. Ce qui est pénible, c'est que cette perte de substance est dirigée et planifiée par son nouveau propriétaire. Il considérait quelques éditorialistes restants dans le journal comme un problème. Je comptais parmi eux bien sûr. (...) À l'époque, dans ma carrière de journalisme de près de 30 ans, j'avais mené des discussions difficiles et épuisantes nerveusement avec mes dirigeants. De toutes ces heures, ce fut cette heure et demie passée avec Erdoğan Demirören qui m'a rendu le plus triste. Pendant cette discussion, Demirören m'a fait une offre immorale, à 5 reprises... Je les ai comptées. Il n'a cessé de répéter ces mots et a sans arrêt ressassé cette phrase : "Monsieur Kadri, si vous ne pouvez pas brider votre ego d'éditorialiste, accepteriez-vous de faire une pause dans vos éditoriaux, jusqu'aux élections du 7 juin ?". Le propriétaire du journal dont je suis l'éditorialiste m'offrait poliment de me taire en échange d'argent. Parce que, tout en cessant d'écrire, j'allais continuer d'être payé. Accepter cette offre m'était impossible pour deux raisons. La première, c'est que j'aurais dû me taire contre de l'argent, ce qui revient, selon l'éthique de la profession, à de la corruption. Je n'aurais jamais pu me pardonner. La deuxième est que je suis un journaliste qui mène depuis longtemps une lutte pour la liberté d'expression en Turquie. Me taire en échange d'argent signifierait la négation de mon existence et de mon combat. Quand il me demandait "Acceptez-vous de ne pas écrire jusqu'au 7 juin ?", il avait l'air d'un homme d'affaires qui propose à son destinataire une offre lucrative, difficile à refuser. (...) Pour que son message exerce une influence sur moi, il a voulu me montrer une partie de ce qu'il avait en main. Il m'a dit "Au cours de mes réunions à Ankara, j'ai entendu votre nom trois fois, mais je n'ai jamais agi contre vous".

J'interprétai le sens de cette phrase ainsi : certaines personnes dans les cercles du pouvoir à Ankara lui avaient fait part à trois reprises de leur malaise : ils s'étaient plaints de moi à propos de mes éditoriaux et de mes interventions à la télévision. Peut-être lui avaient-ils demandé mon renvoi, mais, lui, il n'avait encore rien fait dans ce sens. Et maintenant, je devais donner une réponse positive à ces demandes tout en acceptant son jugement ?<sup>83</sup>. »

« Pendant notre discussion, sans raison, il m'a regardé dans les yeux et a dit : "Je n'ai jamais lu un livre de ma vie". Pendant ce temps, il gardait un sourire flou sur le visage. Il n'a pas dit pourquoi il n'avait jamais lu ou si cela l'avait aidé [en quelque sorte] dans la vie. Pourquoi a-t-il cru nécessaire d'afficher qu'il n'avait jamais lu un seul livre ? (...) Le sens de la phrase "Je n'ai jamais lu un livre de ma vie" est, selon mon analyse de notre discussion : peut-être que vous avez lu beaucoup de livres et que votre culture générale est plus riche que la mienne. Mais, aujourd'hui, vous êtes un salarié du journal que j'ai acheté et je suis en mesure d'interdire vos éditoriaux, parce que le pouvoir à Ankara ne vous aime pas. C'est-à-dire que je peux vous virer<sup>84</sup>. »

L'exemple tiré de l'ouvrage de Kadri Gürsel révèle deux évolutions importantes dans les rapports entre les nouveaux propriétaires des médias et les acteurs journalistiques : d'abord, la rehiérarchisation dans les salles de rédaction. Les nouveaux propriétaires des médias ne se mettent en relation qu'avec un petit nombre de personnes qui se trouvent au sommet de la hiérarchie. Les autres journalistes, même les grands anciens comme Kadri Gürsel, se trouvent exclus de ces cercles de pouvoir, dont ils faisaient partie auparavant. Ensuite, la divergence de plus en plus marquée entre les profils de ces deux acteurs du secteur des médias et le discrédit des nouveaux propriétaires des médias aux yeux des journalistes. Les journalistes ne considèrent pas les nouveaux propriétaires des médias comme des « patrons de presse », tels que les définit Kadri Gürsel, mais simplement comme des employeurs qui détiennent la propriété des médias. Ainsi, ils n'ont plus ou très peu de pouvoir symbolique. Maintenant, il est temps de descendre du niveau des propriétaires pour voir de plus près la transformation des dirigeants des médias qui ne sont pas restés intacts dans cette nouvelle configuration.

---

<sup>83</sup> Kadri GÜRSEL, *Ben de sizin için üzgünüm [Moi aussi, je suis désolé pour vous]*, Istanbul, Destek Yayınları, p. 17-20.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 32.

## **Diriger les médias : « Je suis également un homme d'affaires »**

L'évolution des médias et du journalisme turcs s'est accompagné d'une transformation au sein même de leurs dirigeants. Les dirigeants constituent, en effet, un des groupes les plus touchés par les transformations sociologiques, économiques et éditoriales intervenues dans les médias, non seulement parce qu'ils sont directement impliqués dans les changements et décisions concernant ces entreprises, mais aussi, parce que ces changements se cristallisent sur eux et se traduisent par une redéfinition de leurs fonctions et compétences. Pendant notre travail de terrain, nous avons rencontré 14 dirigeants de médias qui ont occupé les sommets des journaux et des chaînes d'information<sup>85</sup>. Il n'est pas facile, comme l'écrit Julie Sedel, de définir les contours de ce groupe<sup>86</sup>. Étant donné le manque de statistiques du fait de leur faible nombre, ils constituent « une catégorie à géométrie variable<sup>87</sup> ». Nous avons compté parmi les « dirigeants des médias » ceux qui occupent les sphères décisionnelles comme les chefs de rédaction, les directeurs de l'information, les directeurs de programmation et les correspondants à Ankara (Ankara Temsilcileri).

### *Les enjeux relationnels*

Tout d'abord, donnons les caractéristiques de ce groupe : les dirigeants des médias sont proches des élites politiques et économiques. Contrairement aux propriétaires des médias, les dirigeants ont suivi un parcours académique. Ils ont tous un diplôme universitaire, voire une maîtrise ; un seul a un doctorat. Une autre particularité des dirigeants des médias, qui les distingue des autres acteurs journalistiques, est qu'ils sont plutôt âgés, ce qui indique qu'il s'agit de postes qu'on atteint au bout d'une longue carrière. Les dirigeants rencontrés ont au minimum 40 ans, sauf un dirigeant (aujourd'hui éditorialiste) d'un journal national qui a obtenu le poste très jeune et l'a abandonné peu de temps après. Dernière caractéristique, la quasi-absence des femmes, également constatée chez les élites politiques et économiques dans leur ensemble.

L'université d'Ankara, et surtout la faculté de sciences politiques, joue un rôle prépondérant dans le parcours des dirigeants, puisque 35 % de notre échantillon en est issu. Ankara, la

---

<sup>85</sup> Ces dirigeants n'occupent plus ces positions. Dans l'intervalle de cinq ans pendant lequel cette thèse a été rédigée, ils ont quitté ou perdu leurs postes.

<sup>86</sup> Julie SEDEL, « Les dirigeants-e-s de médias. Sociologie d'un "espace carrefour" », *Sociétés contemporaines*, 113-1, 2019, p. 15.

<sup>87</sup> *Ibid.*

capitale est, en effet, importante dans la trajectoire des dirigeants : 50 % des dirigeants des médias de notre échantillon y ont commencé leur carrière. Ceci montre que la familiarité avec l'élite bureaucratique et politique permet non seulement d'accéder à l'excellence en matière de journalisme politique (journalisme d'Ankara, journalisme parlementaire) mais aussi de monter dans la hiérarchie de la salle de rédaction. Les journalistes qui ont réussi à se hisser sur les sommets médiatiques sont ceux qui ont tissé des liens pendant de longues années avec les acteurs politiques de la capitale. Quelques-uns ont même été approchés pour qu'ils abandonnent le journalisme et s'engagent dans un parti politique. C'est par exemple le cas de l'ancien rédacteur en chef du journal *Milliyet*, posté à Ankara une grande partie de sa carrière avant de faire partie de l'équipe de direction de *Milliyet* :

« Moi et lui, nous avons un passé [partagé], ça fait des années qu'on se connaît.

**Q : Avec Recep Tayyip Erdoğan ?**

**R :** Bien sûr. Quand il est sorti de prison, avant, après, et quand il a fondé l'AKP... Il m'a même proposé de rejoindre le groupe fondateur du parti. Moi, je lui ai dit : "De quoi parles-tu ?" Au cours d'un entretien avec lui, je lui posais mes questions, il me dit : "Monsieur Demir, pourquoi exprimer vos idées ici ? Venez au parti, soyez un des fondateurs, faisons tout ça ensemble". Je lui ai dit : "De quoi vous parlez ? Je suis de gauche". Il m'a dit "Tant mieux, tu seras notre angle gauche".

**Q : Vous ne l'avez pas voulu ?**

**R :** Mais qu'est-ce que j'aurais fait là ? Moi, qui ai passé toute ma vie avec les partis de gauche... Si j'avais voulu, j'aurais pu entrer en politique sous la bannière du HDP ou du CHP. Mais qu'est-ce que j'aurais fait là-bas ?

**Q : Est-ce que vous avez reçu des offres de la part du CHP ou du HDP ?**

**R :** Oui, du CHP. Mais c'était à l'époque de Bülent Ecevit, une bonne partie de ma vie s'est passée sous son pouvoir. Mais, moi, j'étais correspondant à Ankara, pourquoi vouloir devenir ministre ? Je n'aurais changé pour rien au monde. Je suis toujours comme ça<sup>88</sup>. »

Tous les dirigeants et les tops managers du secteur médiatique (hors les médias d'opposition et alternatifs à petits budgets) habitent dans les quartiers très chics, voire dans les villas et *yalis*<sup>89</sup>. Ceci est dû, en partie, au processus de concentration des médias. Avec l'apparition de la télévision commerciale à la fin des années 80, est apparu un groupe restreint de journalistes célèbres qui animaient des débats télévisés, tenaient des éditoriaux dans les journaux appartenant au même groupe. Ces journalistes vedettes, devenus très célèbres, touchaient des salaires comparables à ceux des vedettes du divertissement et des joueurs de football. L'écart entre les journalistes stars et les journalistes « invisibles », inconnu du grand public, s'est

---

<sup>88</sup> Entretien réalisé le 14 août 2018 à Istanbul.

<sup>89</sup> Un *yali* est une demeure construite au bord immédiate de la mer (Bosphore) à Istanbul. Historiquement, elles étaient utilisées comme résidences secondaires par les riches habitants d'Istanbul.



accru<sup>90</sup>. Les dirigeants de médias touchent également des salaires très élevés, ils font partie d'un groupe informel constitué de journalistes, de chefs d'entreprises, d'acteurs politiques. Leur mode de vie s'est donc transformé avec la concentration des médias, ils constituent désormais un groupe qui fait partie de l'élite non seulement par leur poste prestigieux mais aussi par leur style de vie luxueux. La transformation du cercle amical des dirigeants de médias et des éditorialistes a, par conséquent, changé leurs activités sociales et leurs centres d'intérêt. Les dirigeants des médias, entourés d'hommes d'affaires, ont obtenu en gravitant dans leur orbite un statut privilégié, ils ont même commencé à passer leurs vacances d'été ensemble. Rémy Rieffel ajoute un aspect utilitaire (recueillir l'information) aux pratiques des déjeuners qui ont, selon la structuration mise en évidence par Claude Lévi-Strauss, un côté naturel (la digestion) et un côté culturel (la manière de consommer)<sup>91</sup>. Nous ajoutons « apporteur d'affaires » au versant utilitaire. Les dirigeants des médias déjeunent ou passent du temps avec les élites économiques non seulement pour recueillir de l'information, mais aussi pour rechercher des partenaires d'affaires pour les propriétaires des médias.

« Dans les années 1990, on a acheté un yacht, puis un avion. Nous sommes allés à Türkbükü avec le yacht de Monsieur Aydın [Doğan]. Mehmet Ali Yalçındağ, Ertuğrul Özkök, Mehmet Yılmaz. C'était un yacht chic, mais pas très grand. À Türkbükü, nous avons commencé à attendre. Nous pensions dîner à terre à Türkbükü. Nous ne pouvions pas voir le yacht de Dinç Bilgin. Après avoir attendu 5 ou 10 minutes, Zafer a appelé pour leur demander s'ils venaient ou pas. Il a dit "Nous sommes là, nous vous attendons". Nous avons regardé aux alentours pour les trouver. Il a ri "Mais vous ne nous voyez pas ?". Un bateau se tenait devant la baie. Un bateau à voile [gemicik] à équipage britannique<sup>92</sup> ! »

« Une sorte de "Journalisme Dolce Vita" est née. En d'autres termes, les repas, les voyages à l'étranger, les longs voyages avec les dirigeants, le Premier ministre, le président de la République...<sup>93</sup> »

Les tâches, les attentes et les responsabilités des dirigeants des médias ont donc changé. Si les dirigeants des médias ont obtenu des privilèges sociaux et financiers, leurs postes sont devenus précaires. Leurs carrières dépendent des relations politiques et « sont soumises à des va-et-vient

---

<sup>90</sup> Ayşe ÖNCÜ « Rapid commercialisation and continued control: The Turkish media in the 1990s », in Celia KERSLAKE, Kerem ÖKTEM et Philip ROBINS (dir.), *Turkey's engagement with modernity. Conflict and change in the twentieth century*, Palgrave Macmillan, 2010, p. 397.

<sup>91</sup> Claude LÉVI-STRAUSS, *L'origine des manières de table*, Paris, Plon, 2009, p. 390-411.

<sup>92</sup> Derya SAZAK, *28 Şubat'tan 15 Temmuz'a, Darbeye, Diktaya, Medyaya İtirazım Var* [Du 28 février au 15 juillet, je fais objection au coup d'État, au diktat, aux médias], Istanbul, İletişim Yayınları, 2017, p. 126.

<sup>93</sup> Entretien réalisé le 14 août 2018 à Istanbul.

continus, l'absence de sécurité d'emploi est une contrainte partagée<sup>94</sup> ». Définie comme « la valse des têtes » par Monique Dagnaud et Dominique Mehl, la valse rapide des postes affecte, sans doute, la plupart des acteurs du secteur des médias, mais elle tourbillonne d'autant plus pour les dirigeants que leur poste est élevé<sup>95</sup>. L'impact de la politique et des propriétaires des médias sur les carrières peut être direct ou indirect : les dirigeants peuvent être révoqués pour la constitution d'une nouvelle équipe ou ils sont tenus de s'adapter à une nouvelle situation. Avec la concentration des médias, les missions des dirigeants ont été recalibrées. Le poids des relations et des convictions politiques sur leurs décisions s'est fortement accru. Les dirigeants des médias ont donné la priorité à la gestion financière, à l'image de la firme et aux relations politiques au détriment de la culture et de l'identité maison. Ils ont ainsi laissé la nouvelle situation déterminer leurs comportements et leurs pratiques managériales. Pas à pas, les membres des équipes dirigeantes ont défini « leur ligne de conduite et se sont ajustés les uns aux autres<sup>96</sup> ».

L'attraction des hommes d'industrie, hommes d'affaires et banquiers pour les médias a entraîné une double rupture vis-à-vis des caractéristiques des dirigeants des médias : d'une part, « la définition politique, littéraire, journalistique d'un patronat qui accordait une place importante à la formation sur le tas, laisse maintenant la place à une conception de compétence et de professionnalisme dans le domaine de la gestion<sup>97</sup>. » D'autre part, la dépendance des médias (et de leurs acteurs) à l'égard du monde des affaires et de la politique s'est aggravée. « Indices des transformations en cours, les compétences éditoriales sont reléguées au second rang au profit de savoir-faire gestionnaires<sup>98</sup> ». Compte tenu de ces développements, les compétences demandées aux dirigeants des médias ont changé radicalement et un nouveau type de dirigeant est né. Les dirigeants des médias sont non seulement responsables des affaires et de la bonne santé financière de leur maison, mais aussi d'autres investissements du propriétaire.

« Alors que l'influence politique s'accroît, les journaux sont devenus un secteur à part. Au fur et à mesure que le secteur grandit grâce au soutien du secteur bancaire et aux autres investissements, les rédacteurs en chef des journaux, bien qu'ils viennent d'Ankara, centre de l'information et de la politique en Turquie, se sont installés à

---

<sup>94</sup> M. DAGNAUD et D. MEHL, *Patrons de chaînes. Les dirigeants de la télévision française au printemps 1988*, op. cit., p. 108.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>96</sup> Herbert BLUMER, *Symbolic interactionism: Perspective and method*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1969, p. 18.

<sup>97</sup> Jean-Marie CHARON, *La presse en France de 1945 à nos jours*, Paris, Éd. du Seuil, 1991, p. 251.

<sup>98</sup> J. SEDEL, « Introduction », art. cit., p. 9.

Istanbul, au cœur des relations commerciales et capitalistiques. Ils ont commencé à diriger les journaux et à répondre aux attentes des patrons vis-à-vis du gouvernement et aussi à leurs attentes politiques. Et eux aussi, je veux dire les journalistes, se sont éloignés de leur métier. (...) Ils ont perdu leur identité journalistique, ils sont devenus des CEO. Mais leur carrière de CEO s'est vite terminée : le rédacteur en chef de *Sabah* est devenu, après un certain temps, le dirigeant d'*Eti Bank*. Mais un journaliste ne connaît rien à la direction d'une banque. Après un certain temps, les patrons l'ont remarqué, mais eux non plus, ils ne voulaient pas qu'on fasse du journalisme, ils demandaient que les dirigeants des journaux orientent leur argent, donnent des conseils sur les secteurs en expansion... Mais, moi, je ne pouvais pas lui ouvrir un horizon sur cela. Je n'ai pas une telle vision. Qu'est-ce que je comprenais à l'achat de *Petrol Ofisi*, "Ah oui, ça pourrait être bien si tu achètes *Petrol Ofisi*", ou au secteur bancaire...

**Q : Tout ça a commencé à être attendu des rédacteurs en chef ?**

**R :** Oui, bien sûr, parce que le métier a commencé à se transformer. Quand il a changé de substance, même si l'attente n'était pas exactement celle-là, les rédacteurs en chef ont commencé à s'en mêler. Le premier a été le rédacteur en chef de *Sabah*. La fois d'après, le rédacteur en chef de *Milliyet* ou de *Hürriyet* a regardé, et s'est dit : "Mais oui, il y a un type là-bas, son journal est très bien et il se vend beaucoup"<sup>99</sup>. »

Les espaces (économique, politique, journalistique) que nous considérons comme disjoints sont fortement imbriqués<sup>100</sup> et cette imbrication est plus visible aux postes de direction. La direction des médias constitue un « espace carrefour<sup>101</sup> » entre le journalisme, les autres investissements des actionnaires, le gouvernement, les acteurs politiques et les instances de régulation comme RTÜK (Conseil supérieur de l'audiovisuel — Radyo ve Televizyon Üst Kurulu). Les dirigeants des médias sont pris entre deux feux. D'une part, ils sont responsables de la production de l'information, de la version définitive du journal et de la coordination des journalistes. D'autre part, ils doivent conserver des liens forts avec les milieux économiques et politiques et conseiller les propriétaires sur leurs investissements. Il s'agit, en effet, de l'inverse de ce que décrivent Monique Dagnaud et Dominique Mehl à propos des dirigeants français de l'année 1988 : « Les relations et les convictions politiques influent sur la machine patronale, mais ne prévalent pas dans le fonctionnement de l'entreprise<sup>102</sup> ». En Turquie, les acteurs politiques et économiques exercent leur propre pouvoir sur l'activité éditoriale, le travail des dirigeants des médias et leurs relations avec les acteurs journalistiques. Ils orientent leurs préférences éditoriales en faveur des relations politiques et économiques et des investissements des propriétaires. « Ils raisonnent et se présentent comme des managers d'entreprises, animés

---

<sup>99</sup> Entretien réalisé le 14 août 2018 à Istanbul.

<sup>100</sup> J. SEDEL, « Introduction », art. cit, p. 9.

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>102</sup> M. DAGNAUD et D. MEHL, *Patrons de chaînes. Les dirigeants de la télévision française au printemps 1988*, op. cit, p. 107.

par le seul souci de faire tourner leur “boutique” au mieux<sup>103</sup> ». À quoi s’ajoute le travail de conseiller financier pour les autres investissements des actionnaires.

Ertuğrul Özkök, ancien rédacteur en chef de *Hürriyet*, aujourd’hui éditorialiste dans le même journal, est un des exemples typiques de ces dirigeants hommes d’affaires. Né d’une famille modeste, il est devenu membre de l’élite grâce à son poste de rédacteur en chef de *Hürriyet*, l’un des journaux les plus importants, qui bénéficiait, jusqu’en 2018, de la plus large audience. Membre de TÜSİAD (Association turque de l’industrie et des affaires — Türk Sanayicileri ve İş İnsanları Derneği), il se qualifie de « turc blanc<sup>104</sup> » et exprime sa volonté de mourir bourgeois :

« Il y a dans ma vie des dates qui m’ont influencé. La première, c’est l’année 64... L’apparition des Beatles, des Rolling Stones... J’ai commencé à lire Camus, Sartre. La deuxième, c’est 71 : j’ai vu le film “Mort à Venise”. J’ai découvert les valeurs de la bourgeoisie [et j’ai décidé de quitter mon milieu]. Je ne suis pas né bourgeois mais je veux mourir bourgeois<sup>105</sup>. »

Comme le montre Rémy Rieffel, l’élite, du fait de ses revenus, « adopte un mode et un style de vie (habitat, voyages, sport, etc.) qui le classent dans les catégories privilégiées<sup>106</sup> ». Les mutations du travail des dirigeants et la complexification de leur métier ont profondément transformé les compétences requises pour occuper ce type de poste. Avec la réduction du temps consacré aux activités journalistiques et éditoriales, les compétences journalistiques ont cessé d’être un critère primordial dans le recrutement. Ertuğrul Özkök avait d’ailleurs annoncé la fin de l’ère du journalisme d’investigation pour valoriser d’autres compétences plus en phase avec notre époque. Ces compétences comprennent « l’acrobatie » entre différents enjeux représentés par le propriétaire, les membres du comité de direction, les professionnels de la politique et les journalistes :

---

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>104</sup> Les turcs blancs (Beyaz Türkler) est un terme utilisé pour la population qui se considère urbaine et qui embrasse les valeurs progressistes, séculaires, occidentales et républicaines. Les turcs blancs sont en contraste avec les turcs noirs (Siyah Türkler), un terme utilisé pour les conservateurs et pour la population généralement moins éduquée à l’origine rurale. Pour plus d’informations voir : Christoph RAMM, « Beyond “Black Turks” and “White Turks” : the Turkish elites’ ongoing mission to civilize a colourful society », *Asiatische Studien : Zeitschrift der Schweizerischen Asiengesellschaft = Études asiatiques : revue de la Société Suisse - Asie*, 70-4, 2016.

<sup>105</sup> Ertuğrul ÖZKÖK, « Burjuva doğmadım ama öyle ölmek istiyorum » [Je ne suis pas né bourgeois mais je veux mourir bourgeois], *Radikal*, publié le 16 mars 2014, consulté le 10 mars 2021. <http://www.radikal.com.tr/yazarlar/armagan-caglayan/burjuva-dogmadim-ama-oyle-olmek-istiyorum-1181482/>

<sup>106</sup> Rémy RIEFFEL, *L’élite des journalistes : les hérauts de l’information*, Paris, Presses universitaires de France, 1984, p. 45 cité par Maria SANTOS-SAÏNZ, *L’élite journalistique et son pouvoir*, Rennes, Éd. Apogée, 2006, p. 59.

« Les nouvelles générations du journalisme turc doivent remettre ces deux modèles [Uğur Mumcu et Abdi İpekçi] à la place qu'ils méritent et sont obligées de s'en trouver d'autres. Regretter le journalisme d'Abdi İpekçi, aujourd'hui encore, n'est rien d'autre que patiner dans la nostalgie. Défendre celui-ci s'apparente l'évocation au bon vieux temps "Le pain était meilleur avant", "Où sont les anciennes chansons ?". (...) Le style de Uğur Mumcu dans ses éditoriaux, de nos jours, n'est plus épargné par la critique. Parce que, s'il était encore vivant aujourd'hui, et s'il continuait à écrire de la même façon, son salaire ne suffirait pas à payer ses pénalités et ses frais de justice. Parce que le droit actuel et le fait que d'autres gens que les journalistes défendent leurs droits d'une manière plus efficace qu'avant, rendent ce style à la fois impossible et démodé. Ceci est normal et nécessaire<sup>107</sup>. »

« Je suis acrobate, un vrai acrobate. Je fais de l'acrobatie. Vous ignorez que seulement vingt pour cent de mon temps est consacré au journalisme, et le reste à l'acrobatie. J'ai affaire au patron, à ses filles, à son beau-fils. Je ne sais pas comment gérer toutes ces personnes. Elles me "grondent" tout le temps<sup>108</sup>. »

La citation ci-dessus traduite à quel point les dirigeants médiatiques font désormais un travail de « manager » et très peu de journalisme. Elle montre aussi clairement que le rédacteur en chef d'un journal renommé peut s'occuper également des affaires familiales lorsque le journal est la propriété d'une entreprise familiale. Les propriétaires de médias sont donc loin de ne pas s'ingérer dans le travail des journalistes. En Turquie, les dirigeants de médias sont en fait les premiers contacts de leurs propriétaires, avec lesquels ils n'ont pas seulement une relation professionnelle, mais une relation d'amitié qui inclut le management de leurs investissements dans d'autres secteurs économiques.

### *Les dirigeants exclus*

Les dirigeants des médias d'opposition qui se financent<sup>109</sup> (comme Cumhuriyet, T24) s'appuient plutôt sur le principe du don/contre don pour contourner la hiérarchie. Pour un ancien dirigeant du journal *Cumhuriyet*, Mehmet, il est important de rendre les invitations à dîner des hommes d'affaires (les informateurs) ou de ne pas accepter de cadeaux pour échapper au statut de dominé et briser les rapports de forces.

---

<sup>107</sup> Ertuğrul ÖZKÖK, « Yeni Gazetecilik Modelleri » [Les nouveaux modèles du journalisme], *Hürriyet*, publié le 3 janvier 2004, consulté le 10 mars 2021. <https://www.hurriyet.com.tr/yeni-gazetecilik-modelleri-193539>

<sup>108</sup> Ümit ALAN, *Saray'dan Saray'a Türkiye'de Gazetecilik Masalı* [D'un palais à un autre. Un conte sur le journalisme en Turquie], Istanbul, Can Yayınları, 2015, p. 138.

<sup>109</sup> Nous utilisons les termes « médias d'opposition » en ce qu'ils s'opposent aux médias généralistes (mainstream en anglais) et aux médias pro-gouvernementaux (les médias de bassin – havuz medyası). Les médias généralistes appartiennent aux grands groupes médiatiques qui sont caractérisés par leurs investissements industriels et financiers et leurs liens complexes et fluctuants avec le gouvernement.

« Personne n'a pu me faire un cadeau pendant toute ma carrière. J'ai passé beaucoup de temps à retourner les cadeaux que l'on m'a faits. Le journaliste économique est couvert de cadeaux. Nous les avons tous retournés. Je suis complètement satisfait dans mon for intérieur. Ça marche comme ça : si l'on dîne avec des hommes d'affaires, on paie les additions à tour de rôle. Absolument. Ils sont tout surpris : "Mais, tu es fou ?" "Oui, je suis fou". Mais, il faut que ce soit comme ça. S'ils m'invitent à Papermoon, je les invite en retour à Lucca, pour boire un verre. La vie, c'est de savoir gérer la distance. C'est à ça qu'on est habitués<sup>110</sup>. »

Dans ces conditions, il est essentiel pour les dirigeants des médias de rendre à autrui ce qui est, selon Mauss, « parcelle de sa nature » « car, accepter quelque chose de quelqu'un, c'est accepter quelque chose de son essence spirituelle, de son âme ; la conservation de cette chose serait dangereuse et mortelle », car elle donnerait une « prise magique et religieuse<sup>111</sup> » sur le bénéficiaire. Cela fonctionne d'une façon similaire pour les invitations. Notre interviewé, un ancien dirigeant des médias, accepte les invitations à condition d'inviter à son tour. Selon Mauss, « En tout ceci, il y a une série de droits et de devoirs de consommer et de rendre, correspondant à des droits et des devoirs de présenter et de recevoir<sup>112</sup> ». Nul ne peut sans danger se dérober au devoir de donner, d'inviter, ou à celui de recevoir ce qu'on lui offre, malgré la dépendance que cela entraîne. Il est important donc de noter que les relations que les dirigeants entretiennent avec le monde des affaires diffèrent considérablement, tant en fonction des dirigeants que des types de médias.

Il ne fait aucun doute que la transformation de l'entourage et du travail des dirigeants des médias généralistes a changé profondément leurs relations avec les propriétaires, les acteurs politiques et journalistiques. Cela a encore creusé l'écart entre les professionnels des médias invisibles, qui n'ont jamais rencontré personnellement leur patron, et les dirigeants de haut niveau, devenus les amis de ces patrons, avec lesquels ils passent leurs vacances d'été. La trajectoire d'un ancien dirigeant des journaux *Radikal*, *Milliyet*, *Hürriyet* et le directeur général des revues appartenant au même groupe (Doğan) est un des exemples typiques de la rehiérarchisation et de la transformation du statut et des relations des dirigeants qui a accompagné l'augmentation du pouvoir des propriétaires proches du pouvoir AKP. Metin, ancien rédacteur en chef de journaux prestigieux comme *Radikal*, *Milliyet* et *Hürriyet*, il tenait aussi un éditorial dans ces

---

<sup>110</sup> Entretien réalisé le 24 juillet 2019 à Istanbul.

<sup>111</sup> Marcel MAUSS, *Essai sur le don forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, Presses universitaires de France, 2007, p. 161.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 163.

journaux. Il était ainsi l'un des acteurs journalistiques les plus lus et les plus influents et faisait partie du cercle des proches du propriétaire :

**« Q : Pourriez-vous définir votre rapport à Aydın Doğan ?**

**R :** L'amitié. C'est l'amitié plutôt que la subordination d'un employé à son employeur<sup>113</sup>. »

Démissionné en 2018 à la suite du changement de propriétaire du journal *Hürriyet* (après le rachat du groupe *Doğan* par le groupe *Demirören*), il était au chômage et envisageait de créer un magazine, jusqu'à son recrutement par *T24*, un site d'information en ligne à petit budget.

**« Q : Pourriez-vous raconter comment vous avez quitté votre journal ?**

**R :** J'ai parlé à Vahap [Munyar] de mon souhait de partir en septembre. Il m'a répondu qu'il allait en parler avec la famille [Demirören] dans l'espoir de trouver une autre solution. Quant à la famille, elle lui a dit : "Il n'y a pas lieu d'attendre, qu'il parte tout de suite." À la suite [de cette réaction], je suis parti tout de suite. Au lieu de quitter le journal à la fin du mois, je l'ai quitté au début du mois.

**Q : Qu'est-ce qu'Aydın Doğan en pensait ? J'imagine que vous en avez parlé.**

**R :** Bien sûr que l'on en a parlé. Monsieur Aydın, il était triste d'avoir vendu, d'avoir été forcé de vendre son journal. Il pensait qu'il était trop tôt pour que je parte à la retraite. Triste. Mais il n'y avait rien à faire.

**Q : Monsieur Aydın fait quoi maintenant ?**

**R :** Je dirais qu'il mène une vie de retraité. Mais pas complètement, parce qu'il s'occupe toujours de certaines choses dans son holding.

[...]

**Q : Alors, Monsieur Metin, la question principale : qu'est-ce que vous comptez faire maintenant ?**

**R :** Qu'est-ce que je vais faire ? Franchement, je ne sais pas quoi faire. J'écrirai sans aucun doute. Je ferai ce que je sais bien faire. Que sais-je faire ? Je sais publier un journal... J'ai fondé *Radikal*, *Posta*, *Fanatik*, j'étais le dirigeant de ces journaux. Après, quand je suis devenu rédacteur en chef à *Milliyet*, bien sûr, je n'ai pas fondé le journal, mais nous avons fait de grands efforts pour le restructurer. Je sais comment publier une revue, j'ai publié plein de revues. Je vais encore essayer cela... Je vais écrire un livre d'analyse sur la situation en Turquie. Pas un roman... Mais sur ce que je ressens, sur ce que je fais et ce que je vais faire, je vois les choses comme ça : au lieu de sauver le pays, au lieu de sauver nos collègues, je pense que nous allons nous contenter de nous accommoder de la situation. Nous nous dirons : "Mais, c'est impossible de partir à la retraite et de rester à la maison à notre âge" et nous nous en satisferons<sup>114</sup>. »

Les anciens dirigeants des médias qui occupaient auparavant des postes de responsabilité se retrouvent en dehors des cercles du pouvoir et se sentent exclus du secteur médiatique. S'ils

---

<sup>113</sup> Entretien réalisé le 21 avril 2017 à Istanbul.

<sup>114</sup> MEHMET Y., « Mehmet Y. Yılmaz : Yeni bir dergi çıkarmak istiyorum » [Je veux créer une nouvelle revue], publié le 27 septembre 2018, consulté le 16 octobre 2020. <https://journo.com.tr/mehmet-yilmaz-yeni-bir-dergi>

sont toujours enthousiastes à l'idée de fonder de nouveaux journaux ou revues, ils ne sont pas convaincus que ces médias indépendants puissent avoir le même impact que les médias généralistes financés par les grands groupes : ils craignent de ne jamais atteindre le nombre de lecteurs des médias généralistes. Outre une audience limitée, leurs initiatives, individuelles, souffrent de difficultés financières, d'une part, parce qu'elles ne sont pas adossées à d'autres investissements de grands groupes plus rentables que les médias, et d'autre part, parce qu'elles subissent un embargo publicitaire. Compte tenu de toutes ces difficultés, les anciens dirigeants préfèrent participer à des sites d'actualités comme *T24* ou *Medyascope* qui élargissent leurs équipes et leurs contenus au fil de temps :

**« Q : Je suppose que vous voulez publier un journal ou une revue ?**

**R :** Bien sûr. C'est ce que je veux faire le plus dans la vie. Mais, il y a quelques problèmes fondamentaux. Où est-ce que je vais l'imprimer et où est-ce que je vais le distribuer ? Toutes les possibilités de publication et de distribution sont entre les mains du pouvoir. À mon avis, il sera pendant longtemps impossible de publier et distribuer quelque chose que le pouvoir n'aime pas. Je pense que le premier problème, c'est bien celui-là.

**Q : Est-ce que vous êtes d'accord sur le constat "Le contenu n'a plus d'importance. Les seuls noms des auteurs suffisent à bloquer toute publication." ?**

**R :** Malheureusement oui. Ce que le pouvoir, l'idéologie de l'AKP voudrait, c'est que nous disparaissions, que nous nous évaporions. Mais, puisque c'est impossible, nous gérons comme ça. Deuxièmement, pour s'en sortir, il faut du capital. Les journalistes doivent gagner de l'argent. Disons que les gens qui ont le même âge que moi, leurs enfants sont peut-être déjà grands, ils ont peut-être déjà une épargne, ils peuvent gérer cette situation. Mais il y a des gens qui remboursent le crédit de leur maison et l'éducation de leur enfant. Ces gens-là doivent être correctement payés en échange de leur travail. Il y a un environnement où il n'y a pas de publicité, le marché de la publicité est contrôlé par le pouvoir. Tu connais l'embargo publicitaire sur les journaux d'opposition. Nous parlons d'un pouvoir qui impose un embargo publicitaire même sur un journal comme *Karar*. Jusqu'à hier, ils étaient proches. Ils ont été punis pour avoir dit quelque chose d'un petit peu différent. Je veux dire vraiment "un tout petit peu". Comment allons-nous payer le salaire de ces gens-là ? Le lecteur ne veut pas payer le prix de ce qu'il lit<sup>115</sup>. »

Les dirigeants des médias sont donc plus avantagés sur le marché de travail que les autres acteurs journalistiques, d'une part, parce qu'ils bénéficient d'un fort capital social dans le secteur, et d'autre part, parce qu'ils disposent d'un important capital économique lié à leur âge, à leur notoriété et à leur épargne. Cependant, à mesure que leur position évolue vers le haut, la probabilité de retrouver un emploi équivalent diminue. La majorité des anciens dirigeants continuent ainsi leurs carrières en tant qu'éditorialiste ou commentateur dans les sites

---

<sup>115</sup> *Ibid.*



d'actualités qui diffusent sur internet. Bien que ces sites d'actualités ne leur offrent pas de hauts salaires et la satisfaction d'occuper des positions élevées dans les médias généralistes, ils leur offrent un espace de travail indépendant.

Une autre trajectoire est celle de Firat, un dirigeant d'une chaîne d'information en continu. Diplômé d'un lycée prestigieux germanophone (le lycée Istanbul) et de l'Université Boğaziçi, il a fait toute sa carrière dans la même maison, une chaîne d'information en continu. Directeur des actualités et conseiller pour la diffusion pendant 19 ans, il a été licencié après le changement de propriétaire, le rachat du groupe *Doğan* par le groupe *Demirören*. Aujourd'hui au chômage, il était responsable non seulement du travail lié à l'éditorial et du contenu (les actualités, le choix des informations à diffuser, des émissions, des présentateurs, des invités), mais aussi des aspects financiers, c'est-à-dire, la gestion des affaires financières, la relation avec les annonceurs et le monde des affaires. Conséquence évidente, il était proche du propriétaire et des milieux d'affaires et son travail principal consistait à développer un produit rentable et à faire gagner de l'argent à son entreprise :

« Moi, j'étais rédacteur en chef à *CNN Türk*. À proprement parler, j'ai commencé dans cette position. J'ai quitté ce poste brièvement, j'ai été consultant pour la diffusion, après j'ai encore été rédacteur en chef. En gros, je me suis occupé de tous les aspects de la programmation de *CNN Türk*. Cela comprend les graphiques, l'apparence générale à l'image, le choix des visages qui apparaissent à l'écran, leur formation, leur remplacement. Cela comprend également les nouveaux programmes, leur suppression, etc. J'ai traité de presque tout sur *CNN Türk*, mais, plus particulièrement, de l'actualité, c'est-à-dire, en me concentrant sur l'actualité. Il y a une structure verticale à *CNN Türk*. Mais il y avait aussi la finance, le business, la vente, le marketing. Nous devons leur offrir un produit qu'ils pouvaient commercialiser et eux, ils devaient commercialiser notre produit le mieux possible, ils devaient gagner le plus d'argent possible<sup>116</sup>. »

« **Q : Est-ce qu'il y avait un cercle de journalistes proche d'Aydın Doğan ?**

**R :** Oui. Après tout, c'est lié à la personnalité de la personne. Disons que Monsieur Aydın a un hôtel à Bolu, ou que le groupe *Doğan* possède un hôtel, si vous allez à cet hôtel, Monsieur Aydın vous voyez, il va vous dire "Mais soyez le bienvenu !". En plus, c'est quelqu'un qui aime les relations familiales. Si vous avez un enfant, il s'intéresse beaucoup à votre enfant, et il se soucie de votre femme ou de votre mari. Après tout, c'est quelqu'un de très chaleureux. Mais tout ça ne se passe que si vous allez là-bas. Si vous n'y allez pas, vous aurez une relation de respect mutuel, et c'est tout<sup>117</sup>. »

Contrairement aux affirmations de ce dirigeant de la télévision, les entretiens attestent que les liens de proximité avec le propriétaire (et en général avec les milieux d'affaires) sont réservés

---

<sup>116</sup> Entretien réalisé le 28 décembre 2018 à Istanbul.

<sup>117</sup> *Ibid.*

au sommet de la hiérarchie et ne se construisent pas en fonction de la disponibilité ou de l'humeur du moment. D'ailleurs, bien que les dirigeants « aiment à dire qu'ils sont arrivés au sommet par une combinaison de coups de chance et de hasard<sup>118</sup> », leurs carrières se sont, d'après nos entretiens, construites grâce à l'accumulation d'un certain nombre d'atouts et de choix. L'atout majeur est certainement l'atout relationnel, c'est-à-dire la capacité de mobiliser, d'intégrer, voire parfois de convaincre les élites, les acteurs politiques, les milieux d'affaires. C'est bien donc ces proximités qui déterminent la position des dirigeants dans la hiérarchie de l'institution. Cependant, ces relations revêtent des formes très variables. Bien qu'elles prennent souvent la forme d'une solidarité et puissent servir à protéger leurs positions, elles peuvent être un motif d'hostilité. Ainsi, ce dirigeant de la télévision, qui fut parmi les premières personnes révoquées après le rachat du groupe *Doğan*.

**« Q : Pourquoi avez-vous été licencié ?**

**R :** Pour rien. Le nouveau patron, la nouvelle direction ont voulu travailler avec leur propre personnel. C'est aussi simple que ça.

**Q : Mais on vous a promis de vous donner vos jours de congés ?**

**R :** Oui, d'abord, on m'a dit ça. Après un certain temps, on m'a dit, d'accord, nous mettons fin à votre contrat, on vous licencie en vous accordant vos droits.

**Q : Peut-être ont-ils voulu supprimer les gens qui sont identifiés au groupe Doğan...**

**R :** Oui, peut-être, mais, ils ont peut-être aussi voulu construire quelque chose selon leurs propres termes. Tout est possible. Après, comme je l'ai dit, aujourd'hui, *CNN Türk* n'a pas moins de succès qu'avant. Si on l'évalue en termes de rating, ou de revenus publicitaires... Elle continue sur sa propre voie. La nouvelle direction a voulu fonder sa propre équipe. Ils ont réussi en grande partie. Ça ne veut pas dire qu'ils se disent "Supprimons les traces de Doğan".

**Q : Seriez-vous resté si vous n'aviez pas été licencié ?**

**R :** Non, je ne voulais pas. Je ne voulais pas rester. Cela ne concerne pas les sujets diffusés. Mais, je n'aurais bien sûr pas voulu rester dans un environnement où mes amis étaient virés, licenciés<sup>119</sup>. »

« Le 15 juillet 2016 a changé beaucoup de choses en Turquie, il a changé tout l'équilibre. Par conséquent, il a eu un effet sur toutes les institutions, sur tout. Mais dans les médias... Alors, dans les médias, tout a été bouleversé : la question de la propriété a joué un rôle crucial. L'ancien ordre a complètement changé. Et le 15 juillet a eu un effet destructeur sur les médias. Les médias ont été complètement détruits. Ils n'existent plus. Quelques anciennes institutions n'existent plus<sup>120</sup>. »

---

<sup>118</sup> M. DAGNAUD et D. MEHL, *Patrons de chaînes. Les dirigeants de la télévision française au printemps 1988*, op. cit., p. 109.

<sup>119</sup> Entretien réalisé le 28 décembre 2018 à Istanbul.

<sup>120</sup> *Ibid.*

Les carrières des dirigeants sont, en effet, fortement influencées par les crises politiques et économiques. Ils sont en quelque sorte dépendants des propriétaires, car « l'impact de la politique en effet peut survenir de manière indirecte<sup>121</sup> ». Les dirigeants, plus que tout autre personnel journalistique, sont touchés par ces changements extérieurs. Lors des changements de propriétaire, ils sont les premiers à être révoqués sous prétexte de créer de nouvelles équipes (mais surtout pour placer les amis de la maison) et « pour se débarrasser des profils trop marqués<sup>122</sup> » sous l'ancien propriétaire. Un autre point intéressant est que, selon le dirigeant interviewé, la chaîne *CNN Türk* n'a pas échoué après son rachat alors qu'il suggère que les médias généralistes ont disparu en Turquie après le coup d'État raté. Ceci souligne encore une fois qu'aux yeux des dirigeants, la condition la plus importante du succès est sa rentabilité, contrairement à ce que pensent les autres journalistes de la chaîne. Les dirigeants des médias priorisent, par-dessus tout, la rentabilité et le rating. Pour réussir, les émissions doivent être rentables et toucher la plus large audience possible. Ceci démontre qu'en effet « on est ici en présence d'un système mixte de contraintes où les nouvelles pressions ne se sont pas totalement substituées à la censure politique<sup>123</sup> ». Et que, malgré la forte pression politique, la pression de l'audimat et de la concurrence existe toujours.

---

<sup>121</sup> M. DAGNAUD et D. MEHL, *Patrons de chaînes. Les dirigeants de la télévision française au printemps 1988*, op. cit., p. 102.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 100.

<sup>123</sup> Ivan CHUPIN et Françoise DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? La banalité des bifurcations dans les carrières journalistiques en Russie contemporaine », *Réseaux*, 199-5, 2016, p. 141.

## Conclusion du premier chapitre

Si la concentration des médias n'est pas un phénomène inconnu de l'histoire récente de la Turquie, elle revêt une ampleur sans précédent sous le gouvernement AKP qui a construit sa propre bourgeoisie à travers les appels d'offres, les privatisations des sociétés publiques, les amendements législatifs et les amendes fiscales. Derrière la façade libérale que présentent les privatisations économiques et l'élan décentralisateur stimulé par l'aspiration à l'adhésion à l'Union européenne, le règne de l'AKP dessine « un redéploiement de l'État et de ses modes d'interventions. » Plutôt qu'analyser ce processus en termes de centralisation/décentralisation, nous y voyons la marque d'une rehiérarchisation de l'appareil étatique à travers la reconfiguration des rouages décisionnels<sup>124</sup>. Une reconfiguration profonde du secteur médiatique accompagne cette transformation économique. Sous le gouvernement AKP, la dépendance économique des médias envers le pouvoir ne cesse en effet d'augmenter. C'est ainsi qu'ont émergé des médias de tendance islamiste financés par les nouveaux entrepreneurs bénéficiant du soutien du gouvernement. Ces changements structurels ont conduit à une transformation profonde affectant les acteurs journalistiques et médiatiques des médias généralistes qui se sont efforcés de s'adapter aux nouvelles conditions.

Avant même l'arrivée de l'AKP au pouvoir, le rôle des dirigeants de médias a commencé à se transformer : l'évolution des conditions économiques des groupes de presse a imposé un nouveau type de dirigeant de médias. Les journalistes-vedettes de la période des anciens propriétaires<sup>125</sup> se sont trouvés tenus à l'écart des sommets médiatiques après le rachat des entreprises médiatiques par les propriétaires proches du pouvoir. D'où une « réaffirmation d'un capital de métier<sup>126</sup> ». Les dirigeants de médias constituent désormais un « espace carrefour<sup>127</sup> » où se croisent les différents enjeux et groupes sociaux. La montée en puissance de « managers » traduit la transformation profonde d'un métier qui fait appel à de nouvelles qualités. Le travail des dirigeants ne se limite plus à la direction de l'entreprise médiatique, mais englobe aussi la fonction de conseiller financier des actionnaires. Le personnel de direction est ainsi renouvelé

---

<sup>124</sup> É. MASSICARD, *Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement ?*, *op. cit.*, p. 6.

<sup>125</sup> Pour l'apparition des journalistes vedettes et la transformation des éditorialistes voir Rıfat BALI, « Yeni aristokratlar: Köşe yazarları » [Les nouveaux aristocrates: éditorialistes], *Birikim*, 117, 01/1999.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>127</sup> J. SEDEL, « Les dirigeants de médias », *art. cit.*, p. 13.

au profit d'élites journalistiques moins dotées en capital intellectuel, mais plus armées en compétences managériales et financières.

Le changement des propriétaires des médias sous le gouvernement AKP a engendré une reconfiguration des relations entre journalistes et nouveaux propriétaires. Produit de cette nouvelle donne, l'usage contrasté des mots « patron » et « propriétaire » par les journalistes nous a amenés à procéder à une analyse sémantique : les journalistes ont qualifié les propriétaires de médias qu'ils respectaient, comme Aydın Doğan, de « patron ». À l'inverse, ils ont désigné les nouveaux propriétaires de médias pour lesquels ils n'ont pas d'estime par le terme de « propriétaires ». Cette distinction sémantique est emblématique de l'attitude pragmatique adoptée par les journalistes. D'une part, elle révèle qu'ils attribuent moins de pouvoir aux nouveaux propriétaires de médias, qu'ils considèrent comme des détenteurs « passifs », dépendants du pouvoir politique. D'autre part, elle signale un rapport social distancié qui prive les journalistes des privilèges dont ils jouissaient dans le sillage de « patrons » avec lesquels ils entretenaient des liens d'amitié. Avec cette nouvelle donne, les journalistes se trouvent directement exposés à la violence de l'autorité politique.

Les effets de cette transformation ne concernent pas que le sommet de la hiérarchie. Faisant partie de l'équipe dirigeante, l'élite journalistique constituait une zone tampon entre les propriétaires et les journalistes de base qui n'ont que peu de contacts avec les propriétaires de l'entreprise. Cependant, la restructuration des relations entre employés et employeur a déplacé le centre de gravité des rapports de pouvoir. Assumant en général un poste du rédacteur en chef ou d'éditorialiste — souvent les deux en même temps — qui leur permettait d'entretenir des relations d'amitié avec leur employeur, les élites journalistiques se voient privées, dans la nouvelle configuration, de toute intimité avec le patron. Elles se trouvent de plus en plus souvent écartées des postes à responsabilité situés au sommet de la hiérarchie. Les figures du secteur médiatique qui ont émergé sous le gouvernement AKP ont progressivement « install[é] [leurs] propres collaborateurs et chang[é] les directeurs de l'information<sup>128</sup> » en conformité avec le programme politique du régime. Un nombre considérable des journalistes et dirigeants des médias qui occupaient auparavant des postes de responsabilités ont dû céder leurs postes aux nouvelles élites promues par les propriétaires proches du parti au pouvoir.

---

<sup>128</sup> M. DAGNAUD et D. MEHL, *Patrons de chaînes. Les dirigeants de la télévision française au printemps 1988*, op. cit., p. 100.

Les nouveaux propriétaires proches du pouvoir AKP construisent ainsi leurs propres équipes dirigeantes qui favorisent une couverture progouvernementale de l'information. Les anciens dirigeants, mis à l'écart par les nouveaux propriétaires des médias, préfèrent ne plus travailler, parce qu'ils sont difficilement employables, ou continuent leurs carrières dans les médias alternatifs pour des salaires incomparablement plus bas que dans leur ancienne maison. Ces développements confirment, d'une part, la domination de l'ordre économique sur les entreprises médiatiques, et d'autre part, une reconfiguration des postes décisionnels.

## **Chapitre II : Les producteurs de l'information : les acteurs des salles de rédaction**

- Comment devient-on journaliste en Turquie ?
- Du reporter à l'éditorialiste : hiérarchies journalistiques et mobilité des élites
- Informer depuis la capitale : les divergences entre Istanbul et Ankara
- Conclusion

Le deuxième chapitre sera consacré aux producteurs de l'information et à leur travail dans la salle de rédaction ou sur les plateaux. Nous étudierons d'abord l'insertion des journalistes dans le métier pour ensuite analyser leurs parcours et positions journalistiques face aux changements structurels qui se produisent dans les médias. Ensuite, nous aborderons les différents statuts des journalistes dans les salles de rédaction, leurs conditions de travail et leurs relations les uns avec les autres. Nous terminerons le chapitre par une analyse du « journalisme d'Ankara ». Nous y soulignerons la transformation du travail de correspondant à Ankara (Ankara Temsilcisi en turc) dans un contexte autoritaire, en montrant que ce n'est plus du journalisme au sens strict, mais un métier de négociateur entre le propriétaire et les membres du gouvernement.

## Comment devient-on journaliste en Turquie ?

- La voie de la politique
- La voie indirecte
- Le journalisme de vocation

À la différence d'autres trajectoires professionnelles formées de manière structurée à partir d'un parcours études et débouchant sur un diplôme qui autorise son détenteur à pratiquer le métier, la carrière journalistique, plus souple, implique d'autres facteurs que le passage par l'université : socialisation, hasard et choix limités dans la quête d'un moyen de gagner sa vie. Pour le dire autrement, « on devient médecin à partir du moment où l'on possède un diplôme de médecin. Chez les journalistes, on peut faire l'hypothèse inverse<sup>1</sup> ». Le diplôme seul ne suffit pas pour trouver un emploi dans le secteur journalistique. Seul, il pourrait même faire obstacle à un recrutement. La formation « sur le tas » est le modèle de référence des recruteurs, « si bien que la profession semblait faiblement institutionnalisée en comparaison d'autres professions comme les médecins ou les avocats, dont le titre dépend de l'obtention d'un diplôme spécifique<sup>2</sup> ». Les journalistes apprennent ainsi le métier sur le terrain, ils travaillent en CDD ou effectuent stages pendant leur formation scolaire. Les entretiens attestent que les trajectoires des journalistes sont plutôt instables et sont « marquées par de fréquents changements de rédaction<sup>3</sup> » et parfois par des circulations entre différents types de médias, de la presse écrite à l'audiovisuel ou l'inverse, de la télévision à la presse écrite. Rares sont les journalistes qui restent longtemps dans la même maison.

Mais comment deviennent-ils journalistes ? À travers notre enquête de terrain, nous avons identifié trois types de trajectoires d'accession au métier : les journalistes engagés qui ont choisi le journalisme politique en partie pour mener des luttes partisans sous cette forme, les journalistes qui n'ont pas reçu de formation en journalisme et les journalistes formés au métier et diplômés. Il faut également ajouter que les deux premières catégories, les journalistes engagés et les journalistes sans formation spécifique, ne s'excluent pas l'une l'autre, mais souvent se combinent : les journalistes engagés n'ayant pas de formation en journalisme se sont plutôt formés sur le tas.

---

<sup>1</sup> Samuel BOURON, « Formation des journalistes et déstabilisation du modèle salarial », *La Pensée*, 385-1, 2016, p. 28.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>3</sup> Ivan CHUPIN et Françoise DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? La banalité des bifurcations dans les carrières journalistiques en Russie contemporaine », *Réseaux*, 199-5, 2016, p. 134.



Notre analyse vise à éclairer l'entrée dans cette branche professionnelle des journalistes actifs pendant la période étudiée (2013-2018). Pour le dire autrement, il s'agit des journalistes qui ont débuté leur carrière avant la période AKP, mais sont devenus pleinement actifs dans le métier pendant la période étudiée. Nous analyserons sur plusieurs générations de journalistes « les modes d'entrée dans la vie active des jeunes professionnels<sup>4</sup> » pour saisir les transformations survenues dans l'entrée sur le marché de l'emploi depuis le début des années 1980.

### *La voie de la politique*

Commençons par les journalistes engagés, ceux qui ont instrumentalisé le journalisme au service de leur engagement partisan. Cette catégorie représente 15 % de notre échantillon et concerne les journalistes qui ont acquis leur culture politique dans les années 1970, décennie marquée par des turbulences politiques et s'achevant par le coup d'État de 1980. Il s'agit donc de journalistes qui ont plus de 50 ans aujourd'hui et qui occupent (ou ont occupé) des postes de direction dans les entreprises médiatiques. Le rapport que ces journalistes entretenaient avec le journalisme et la politique « tient à deux facteurs principaux. Le premier consiste en un effet de génération (entendue comme un ensemble de personnes ayant à peu près le même âge et dont le principal critère d'identification réside dans des expériences historiques communes dont elles ont tiré une vision commune du monde)<sup>5</sup> ». Cette génération a vécu une socialisation ainsi qu'une politisation commune qui la distinguent de leurs collègues. Ils ont été formés et socialisés dans un environnement politiquement clivé et caractérisé par un antagonisme entre droite et gauche. Le passage par la presse écrite (souvent dans des revues militantes) s'est concrétisé comme un continuum de l'engagement partisan.

Ces revues, telles *Yol* ou *Yön*, tombent dans la catégorie de la presse politique à forte identité partisane. Dans un tel contexte, les revues politiques constituaient des instruments de lutte, avec lesquelles les militants menaient un débat plus politique que journalistique. Un journaliste vétérinaire, ancien rédacteur en chef du journal *Cumhuriyet*, aujourd'hui éditorialiste du site d'actualité *T24*, définit son passage au journalisme comme une transformation de partisan à défenseur de la démocratie.

---

<sup>4</sup> Dominique MARCHETTI et Denis RUELLAN, *Devenir journalistes. Les conditions d'entrée sur le marché de travail*, Paris, La Documentation Française, 2001, p. 2.

<sup>5</sup> Eugénie SAÏTTA, « Les transformations des rapports entre journalisme et politique. Une comparaison France / Italie depuis les années 1980 », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 38.

« **Q : Diriez-vous que vous faisiez du journalisme pour le magazine *Devrim* ou que vous étiez journaliste ?**

**R :** Notre problème n'était pas le journalisme. Notre problème, c'était que par exemple Deniz Gezmiş<sup>6</sup> et ses amis avaient volé une banque, tout le monde le savait. La semaine suivante, nous avons fait la Une comme ça : "Deniz Gezmiş : il a dit qu'il n'avait rien à voir avec le vol de la banque". Pourquoi ? Parce que nous voulions protéger Deniz Gezmiş et ses amis. Nous disions que c'étaient des gars sympas, qui ne faisaient pas ce genre de choses. Parce qu'un coup d'État se rapprochait, et que s'il y avait un coup d'État, nous en étions sûrs, ils leur feraient vraiment mal. Nous avons fait de nombreuses Unes comme celle-ci. Donc, quand on manipulait des événements... Par exemple, à l'époque, nous avons dénigré Bülent Ecevit, le CHP, le centre gauche et İsmet Paşa. Pourquoi ? Parce qu'ils défendaient le régime multipartite, la démocratie multipartite. Par contre, nous les attaquions, car nous croyions que le renforcement de ce point de vue bloquerait la possibilité du coup d'État<sup>7</sup>. »

Leur passage du militantisme au journalisme s'accomplit par le désenchantement de l'engagement partisan accompagné de la dépolitisation de l'espace public. Les journalistes ont perdu leur foi en l'engagement politique révolutionnaire, « en la capacité de la politique à 'changer le monde', en leur investissement dans un clivage droite/gauche perçu comme porteur de sens et de projets politiques<sup>8</sup> ».

« Je croyais que je pouvais préparer le terrain à la *révolution* à travers un coup d'État militaire en Turquie. À cette fin, après avoir fait mon service militaire en 1969, j'ai commencé à travailler pour l'hebdomadaire *Türkiye için Devrim*. Notre rédacteur en chef et éditorialiste était Doğan Avcıoğlu. En 1969, il avait été nommé pour le Prix Yunus Nadi du journal *Cumhuriyet* pour son livre *Türkiye'nin Düzeni*. Et moi, j'étais un apprenti, diplômé de l'ENA (Mülkiye), autrement dit, journaliste kamikaze à côté d'Avcıoğlu. Je cherchais à créer des conditions favorables à un coup d'État. Après le service militaire, j'ai renoncé à devenir diplomate pour devenir révolutionnaire, j'ai rejoint la conspiration en vue du coup d'État, devenant membre de la junte.

[...]

En 1971, la grande déception que j'ai vécue avec le mémorandum militaire du 12 mars<sup>9</sup>, et l'échec de la tentative de coup d'État du 9 mars organisée par nous ou le magazine *Devrim*, m'a amené au bord du gouffre. Le magazine a été fermé par l'administration militaire. J'étais un nouveau marié avec Necla et Elif était sur le point de naître. Et moi, j'étais au chômage. J'étais seul face aux procès judiciaires. Ma femme prenait soin de notre famille et mon beau-père nous soutenait également. De nombreux révolutionnaires que je connaissais, y compris notamment Doğan Avcıoğlu, ont été

---

<sup>6</sup> Deniz Gezmiş (27 février 1947 - 6 mai 1972) était un révolutionnaire marxiste-léniniste turc, un leader étudiant et un activiste politique en Turquie à la fin des années 1960. Il était l'un des membres fondateurs de THKO (Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu - l'Armée de libération du peuple de Turquie). Il est mort pendu le 6 mai 1972 à la prison centrale d'Ankara avec Hüseyin İnönü et Yusuf Aslan.

<sup>7</sup> Entretien réalisé le 25 avril 2019 à Istanbul.

<sup>8</sup> E. SAÏTTA, « Les transformations des rapports entre journalisme et politique. Une comparaison France / Italie depuis les années 1980 », art. cit, p. 39.

<sup>9</sup> Le mémorandum militaire turc de 1971 (12 Mart Muhtırası), émis le 12 mars de cette année-là, est la deuxième intervention militaire à avoir lieu dans la République de Turquie, ayant lieu 11 ans après son prédécesseur de 1960.

emprisonnés, les jours précédant l'exécution de Deniz Gezmiş et de ses amis. Je ne savais plus quoi faire. Aujourd'hui encore, je ressens parfois la profonde tristesse que j'ai éprouvée à cette époque-là. Il n'y avait plus d'échappatoire. Le putschisme était fini. J'étais à la fois trompé et vaincu. Et ma vie devait prendre un tournant radical, que ferais-je ?

[...]

Avec le coup d'État du 12 mars 1971, je me suis retrouvé à la fois trompé et vaincu. Il était temps pour moi d'avoir une profession, je n'avais plus d'autre choix. J'avais 27 ans. Je n'avais pas d'autre alternative devant moi que le journalisme, que j'avais appris cahin-caha depuis deux ans. J'ai d'abord travaillé, en 1972, à l'agence de presse *ANKA* d'Altan et Örsan Öymen, puis au journal *Günaydın* aux côtés de Necati Zincirkiran. Vers la fin de 1973, c'est *Cumhuriyet* qui m'a mis le pied à l'étrier. Il n'y avait pas d'échappatoire. J'ai choisi le journalisme comme métier et j'ai commencé à me concentrer sur la profession, je m'en sortais pas mal en tant que journaliste, quoique très progressivement<sup>10</sup>. »

À la déception face à l'exécution des révolutionnaires s'ajoutaient les difficultés financières suite à la fermeture de la revue partisane. Pour les journalistes sans formation en journalisme, « dont la socialisation au métier ne s'est pas faite par le biais des écoles de journalisme, l'entrée dans la rédaction, à la faveur de la première expérience<sup>11</sup> » apparaît comme une sortie de l'espace partisan pour une conversion au journalisme et à ses règles. Il s'agit donc d'un désengagement militant, non pas parce qu'ils jugent que l'engagement et le journalisme ne sont pas compatibles, mais parce qu'ils ne sont plus motivés par ce type d'engagement, qui a perdu son sens à leurs yeux. Si ce passage au journalisme résulte d'une perte d'intérêt pour l'engagement partisan, il n'est pas sans tensions ni contraintes. Le journalisme comme métier devient un moyen de gagner sa vie et une issue de secours qui permet de sortir du militantisme. Cependant, si ces journalistes commencent à gagner leur vie grâce à leur métier, ils ne se définissent pas en tant que « journalistes objectifs » pendant leurs premières années professionnelles. La conversion à l'objectivité journalistique ne s'accomplit pas d'un seul coup ; elle s'étale dans le temps, revêtant un caractère dynamique qui évolue au fil des expériences de la vie professionnelle.

**« Q : Et puis, ce que vous définissez comme “journalisme normal” ici...**

**R :** La question était celle-ci : j'avais un grand remords. Je l'ai aussi reconnu. C'est plus clair dans ce livre. Et puis, j'ai commencé à me tourner vers la démocratie pluraliste. Du fait de cette inclination envers la démocratie multipartite, j'ai commencé à me demander où je m'étais trompé. Cependant, je devais aussi me trouver une profession.

<sup>10</sup> Hasan CEMAL, *Hayat İşte Böyle Geçip Gidiyor* [C'est ainsi que la vie s'en va], Istanbul, Everest Yayınları, 2018, p. 110-111, 129.

<sup>11</sup> Marie-Laure SOURP -TAÏLLARDAS, « Un travail de conversion au journalisme. Désengagement militant des journalistes politiques de presse écrite généraliste. Le cas des rubricards Front national », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 82.

Je venais de me marier, Elif était née en 1972. Nous devions gagner notre vie. Je suis entré à l'agence *Anka*. Il y avait Altan Öymen, etc. En 1973, je suis entré à *Cumhuriyet*. Je crois que c'est ensuite que je suis devenu un adepte de la démocratie, du libéralisme politique. Après maints efforts, en pensant, en lisant, j'ai réalisé quelle grave erreur j'avais commise. Le conflit existait aussi au sein de *Cumhuriyet*. Car ce conflit a continué à traverser *Cumhuriyet*. Mon livre *Cumhuriyet'i Çok Sevmiştim* décrit tout ce processus. Donc, ma vision du journalisme contre la vision du journalisme d'İlhan Selçuk, mon point de vue sur la Turquie contre le sien, ma compréhension du monde contre la sienne, et ce qu'est le baasisme, etc. À cette époque, tout ceci divisait profondément *Cumhuriyet*<sup>12</sup>. »

Cette conversion est graduelle « même dans ses formes les plus apparemment volontaristes ». Marie-Laure Sourp-Thaillardas mobilise la théorie de William James pour montrer que la conversion du militantisme au journalisme n'est pas un phénomène instantané, mais « un *déplacement* et une *stabilisation* dans une forme d'activité ou une préférence qui la placent au centre de notre vie et qui du même mouvement relègue à la périphérie les formes d'activité et/ou préférences qui jusqu'alors se trouvaient en son centre<sup>13</sup> ». Ainsi, selon William James, « les habitudes nouvelles s'acquièrent peu à peu ; l'édifice moral se construit pierre à pierre. Il y a néanmoins des moments critiques où le développement paraît beaucoup plus rapide. [...] Même dans une régénération où la volonté s'exerce au plus haut degré, il y a des intervalles d'abandon ou de demi-abandon<sup>14</sup> ». Si l'engagement et le journalisme semblent contradictoires, la conversion se forge, en réalité, par le biais des atouts culturels et relations personnelles acquis grâce au militantisme. Les journalistes-recruteurs préfèrent recruter les journalistes engagés pour leur culture générale et leurs connaissances personnelles. Les compétences obtenues au cours de l'engagement peuvent se transformer en ressources professionnelles.

Mehmet, un éditorialiste pour un journal d'opposition de tendance kémaliste, a occupé le poste de correspondant de *Hürriyet* à Ankara pendant plusieurs années. Journaliste basé à Ankara, il avait été formé en à l'Université technique du Moyen-Orient (Ortadoğu Teknik Üniversitesi – ODTÜ). Marqué à gauche, il a été incarcéré pour cause de militantisme pendant son master en biologie moléculaire et génétique. Chargé de cours dans le même établissement, il a été muté à l'Université Sütçü İmam à Kahramanmaraş, dans le sud-est de la Turquie. Ayant démissionné

---

<sup>12</sup> Entretien réalisé le 25 avril 2019 à Istanbul.

<sup>13</sup> M.-L. SOURP -TAÏLLARDAS, « Un travail de conversion au journalisme. Désengagement militant des journalistes politiques de presse écrite généraliste. Le cas des rubricards Front national », art. cit, p. 79.

<sup>14</sup> William JAMES, *Les formes multiples de l'expérience religieuse*, Paris, Exergue, 2001, p. 217-219 cité par M.-L. SOURP -TAÏLLARDAS, « Un travail de conversion au journalisme. Désengagement militant des journalistes politiques de presse écrite généraliste. Le cas des rubricards Front national », art. cit, p. 79.

de son poste, il s'est tourné vers le journalisme qu'il avait exercé en amateur pendant ses années de licence.

« À l'époque, j'étais assistant à l'ODTÜ (Orta Doğu Teknik Üniversitesi- Université technique du Moyen-Orient), mais il y a eu des problèmes à cause de certains événements politiques. J'ai été emprisonné et je suis sorti. On enquêtait sur moi. Il était clair que je ne pouvais pas rester là-bas. Après ma libération de prison, j'ai subi plusieurs mesures d'éloignement; par exemple, en guise de rotation, ils m'ont affecté à l'Université Sütçü İmam. Je n'ai pas accepté, j'ai démissionné parce que je pensais que comme j'étais étudiant en master, je pouvais devenir enseignant à Ankara. J'ai postulé pour le poste, mais le règlement a changé cette année-là, j'ai été affecté à Eruh. J'ai eu beaucoup de choses et de problèmes comme ça. Par contre, le master continuait et j'avais ma position à l'université.

**Q : Dans quel domaine avez-vous fait votre master ?**

**R :** En Biologie. En biologie moléculaire. J'avais étudié la chimie, et ma discipline de master était la biologie moléculaire et la génétique<sup>15</sup>. »

L'incarcération liée au militantisme apparaît ici comme un tournant important dans la trajectoire de Mehmet. Il a bifurqué vers le journalisme professionnel, alors qu'il envisageait une carrière universitaire. Le métier de journaliste, qu'il exerçait en tant qu'amateur, est devenu son occupation principale. Contrairement au premier exemple, Mehmet ne se détache pas de ses activités partisans pour faire ensuite sa conversion à l'exercice du journalisme objectif. Le désengagement s'accomplit en effet comme une conséquence de l'incarcération et de son exclusion de l'université. Le journalisme, qui exige « une forme de vie à part entière créant les conditions de l'absorption, rend difficile matériellement et normativement les engagements conjoints<sup>16</sup> ». Dans son cas, le journalisme a imposé ses propres conditions et exigé de lui un choix entre sa carrière universitaire, qui se poursuivrait dans des conditions difficiles, et le journalisme. Ayant opté pour ce dernier, il a mobilisé son capital (culturel, social) pour réaliser son intégration professionnelle et consolider sa place dans la salle de rédaction.

« J'ai commencé au journal *Evrensel*. Comme je l'ai dit, je travaillais comme assistant à l'ODTÜ, j'ai eu des problèmes liés à certains événements politiques, j'ai été emprisonné, puis libéré. J'étais sous enquête. Je devais partir. À l'université, on publiait le journal de l'université, j'y écrivais. J'y ai pris goût, j'écrivais des articles pour des magazines culturels et artistiques. Je suis allé au journal *Evrensel*, et j'ai commencé à travailler pour les pages Culture et Art. J'ai commencé à écrire sur le théâtre, les expositions de peinture, le cinéma, etc. En d'autres termes, mon expérience du

---

<sup>15</sup> Entretien réalisé le 12 avril 2017 à Ankara.

<sup>16</sup> M.-L. SOURP -TAILLARDAS, « Un travail de conversion au journalisme. Désengagement militant des journalistes politiques de presse écrite généraliste. Le cas des rubricards Front national », art. cit, p. 81.

journalisme au niveau national a commencé là-bas, donc, au début, j'ai commencé en tant que journaliste aux rubriques Culture-Art du journal *Evrensel*.

**Q : Alors, comment êtes-vous arrivé là, alors que vous avez commencé à la Culture-Art ?**

**R :** À ce moment-là, il s'est produit des événements très intéressants : par exemple, un jour, alors que le gouvernement Refah-Yol était au pouvoir, il y a eu une réception à l'ambassade d'Israël. Ils m'ont envoyé parce qu'aucun anglophone n'était au bureau ce jour-là. J'ai été désigné. J'y suis allé. C'est le Parti Refah qui était au pouvoir à l'époque. Je connaissais un de leurs députés. Lui et un autre député du Parti Refah parlaient avec l'ambassadeur d'Israël à Ankara. Ils m'ont demandé de faire la traduction, parce qu'ils ne pouvaient pas communiquer, et moi, je les ai aidés. Mais une fois mon travail terminé, je me suis rendu compte que c'était le premier contact du parti avec Israël depuis son arrivée au pouvoir ; or c'était un parti qui condamnait le sionisme d'Israël. Et je l'ai rapporté au journal. Par la suite, cette nouvelle a été discutée [dans l'opinion publique] pendant une semaine. Donc, à l'époque, on a beaucoup parlé du "scoop" de la présence de deux députés du Parti Refah à la réception de l'ambassade d'Israël. Plus tard, j'ai commencé à relater les détails du pacte défensif signé entre Erdogan et Israël, ça a été très médiatisé...et pendant tout ce temps-là, j'étais toujours journaliste de culture-art<sup>17</sup>. »

« Donc, ça a continué comme ça jusqu'en 97. Je devais soutenir mon mémoire en 97. Le jour de la présentation, Netanyahu avait donné un rendez-vous pour une interview. À ce moment-là, j'ai demandé à İsmet Berkan si un autre ami pouvait y aller, parce que je devais soutenir mon mémoire. Il m'a répondu qu'il fallait décider si je voulais devenir journaliste ou généticien. Moi, je recevais un salaire régulier de *Radikal* depuis un an. Toute ma vie reposait sur cette activité et je suis allé chez Netanyahu.

**Q : Alors, n'avez-vous pas soutenu votre mémoire ce jour-là ?**

**R :** Je ne l'ai pas soutenu et c'était ma dernière chance. J'ai été expulsé. J'ai ensuite profité de la dérogation<sup>18</sup>. »

Ces situations professionnelles illustrent bien les méthodes de recrutement des journalistes engagés qui n'ont pas été formés au journalisme. Plutôt que d'envoyer un CV et d'aller à un entretien d'embauche, les journalistes engagés sont recrutés par le biais de contacts établis au cours de leurs expériences militantes. Certains ont même commencé leur carrière en créant leurs propres journaux. Ils sont entrés dans le métier non pas au niveau le plus bas, mais en tant que fondateurs de leurs propres journaux (ou revues) partisans. Le désengagement et l'abandon de la posture critique sont provoqués par « la déception, la reconversion et le retrait militants<sup>19</sup> ». Ainsi Ömer, un journaliste chevronné, aujourd'hui éditorialiste au journal *Posta* a commencé sa carrière au journal *Aydınlık*, toujours en activité, qu'il a fondé avec ses amis maoïstes de

---

<sup>17</sup> Entretien réalisé le 12 avril 2017 à Ankara.

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> Cégolène FRISQUE, « Des militants du journalisme ? Les journalistes « critiques » comme militants de l'autonomie professionnelle », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 162.

l'université. Il a abandonné petit à petit la posture militante, voire critique, et a adopté une approche neutre.

« En fait, je n'ai pas choisi la profession de journaliste. J'étudiais les relations internationales à l'université. Donc, si ma vie politique n'y avait pas fait obstacle, je serais diplomate. Mais bien sûr, j'ai participé à des mouvements de jeunesse. J'étais l'un des principaux responsables du mouvement des jeunes de 68. J'ai été arrêté après le coup d'État en 1971. Je suis resté en prison pendant 3 ans et j'ai été libéré grâce à l'amnistie. L'une des accusations qui a conduit à mon arrestation a été d'avoir dirigé le mouvement de la jeunesse, et la deuxième d'avoir été directeur d'une organisation maoïste. J'ai commencé à travailler au sein de cette organisation maoïste. Dans ce contexte, on a décidé de publier un quotidien. Le journal *Aydınlık*. Je suis devenu rédacteur en chef du journal *Aydınlık* fondé en 1978. C'est ainsi que j'ai commencé le journalisme. En d'autres termes, je me suis dirigé vers le journalisme à cause de l'organisation, et non parce que j'ai décidé de devenir journaliste. Mais bien sûr, cela s'est passé ainsi : quand on a réfléchi à qui pouvait être journaliste parmi les membres de l'organisation, qui pouvait faire du journalisme, l'organisation m'a mis en charge du journal parce qu'on a vu que j'avais des aptitudes au journalisme. Après cela, mon aventure journalistique a commencé. Donc, j'ai commencé le journalisme en tant que rédacteur en chef, pas en tant que journaliste<sup>20</sup>. »

Le cas d'Ömer offre une trajectoire exemplaire du passage du militantisme au journalisme. Il est d'autant plus intéressant qu'il montre que le passage au journalisme n'est pas toujours accompagné par un désengagement. Autrement dit, l'expérience journalistique ne doit pas systématiquement être comprise comme un désengagement, puisque la carrière en journalisme peut débuter dans les journaux (ou magazines) engagés. C'est ainsi également le cas de Hakan, qui a bifurqué vers le journalisme partisan alors qu'il était étudiant en ingénierie.

« Quand j'étais étudiant en ingénierie, j'ai participé au mouvement étudiant et j'étais en contact avec des groupes de gauche. En fait, je n'avais pas choisi la discipline que j'étudiais, il y avait eu des problèmes liés au système de concours en Turquie. Ma famille voulait que je devienne ingénieur. J'avais étudié les sciences au lycée, j'aimais beaucoup les sciences en fait, mais, surtout après avoir commencé à me politiser, les sciences sociales m'ont davantage intéressé. Le journal *Evrensel* a commencé à paraître à cette époque-là, en 1996, publié par le cercle de militants étudiants auquel j'appartenais. Peu de temps après, je ne sais pas comment c'est arrivé, mais j'ai commencé à écrire dans le journal. J'avais déjà écrit des manifestes ou des choses similaires. Il y avait [dans l'organisation] un avis partagé selon lequel Hakan est doué pour l'écriture. Ensuite, ils m'ont appelé pour venir travailler avec eux et j'ai commencé. J'ai travaillé chez *Evrensel* pendant plusieurs années, environ 8 ans. Puis, je suis parti au journal *Referans*. Ensuite, au *Radikal*<sup>21</sup>. »

---

<sup>20</sup> Entretien réalisé le 17 avril 2017 à Istanbul.

<sup>21</sup> Entretien réalisé le 13 août 2017 à Istanbul.

Les journalistes engagés ne sont bien évidemment pas que des journalistes de gauche. Les journalistes de *Karar*, majoritairement de droite et conservateurs, sont entrés dans le métier avec des journaux du parti ou des magazines de droite avant de travailler dans les journaux nationaux. Bien qu'ils soient de droite, leur entrée en journalisme n'est guère différente de celle des journalistes de gauche. Un éditorialiste conservateur très connu de *Karar* a débuté sa carrière journalistique dans le journal du MHP (Milliyetçi Hareket Partisi – Parti d'action nationaliste) avant de travailler au journal *Tercüman*, un journal de droite.

« J'ai commencé ma carrière journalistique dans le journal du parti. J'étais avocat à Yozgat, j'étais membre de l'assemblée générale du parti d'action nationaliste. Le parti allait sortir un journal à İstanbul. Le journal *Her gün*. Comme j'étais connu pour mes textes, on m'a offert d'y écrire. Moi je le désirais beaucoup. J'ai déménagé mon bureau d'avocat à Ankara. Et j'ai commencé en journalisme dans le bureau de *Her gün* à Ankara. Mes éditoriaux à *Her gün* ont attiré l'attention de Kemal Ilıcak, Nazlı Ilıcak ou Ahmet Kabak. J'ai été arrêté lors du coup d'État du 12 septembre. Après avoir été libéré, Kemal Ilıcak m'a dit "Travaillez avec nous", j'étais au chômage, j'ai accepté. J'ai commencé à travailler comme directeur des enquêtes ? du journal *Yankı* à Ankara, affilié au journal *Tercüman*. Puis je suis devenu le directeur général de *Tercüman*<sup>22</sup>. »

Si ces cinq journalistes se positionnent aujourd'hui différemment les uns des autres, leurs trajectoires en début de carrière sont similaires. Sans formation en journalisme, ils avaient une certaine proximité avec des partis ou des idéologies politiques et ont travaillé dans des journaux militant pour exprimer leur engagement partisan. Le désengagement militant n'apparaît pas comme la simple conséquence d'une intégration professionnelle journalistique, mais accompagne un changement de leur vision politique, la déception face au contexte politique et le souci de gagner sa vie.

---

<sup>22</sup> Entretien réalisé le 3 octobre 2017 à İstanbul.



## *La voie indirecte*

Une autre catégorie regroupe ceux qui ne sont pas formés initialement au journalisme : c'est celle des journalistes « contre leur formation<sup>23</sup> ». Si dans certains pays, comme la France, il existe des écoles de journalisme dédiées à cette formation professionnelle, tel n'est pas le cas en Turquie où il existe, soit un département de journalisme au sein de la faculté de communication, soit un département de communication où les formations en journalisme, en relations humaines et en cinéma sont proposées en même temps. Cependant, en Turquie comme en France, il n'est pas indispensable « d'être diplômé d'une école agréée pour exercer le métier de journaliste<sup>24</sup> ». Une large majorité des journalistes (82 % de notre échantillon) n'a pas suivi et continue de ne pas suivre une formation en journalisme. Mais s'ils n'ont pas reçu de formation spécifique, ils portent un grand intérêt à la lecture en général et à la lecture de la presse, dès leur plus jeune âge. Diplômée en gestion de l'Université Boğaziçi, Yasemin a ainsi commencé sa carrière par des stages dans la presse écrite (*Cumhuriyet*) pendant sa formation et a opéré une bifurcation pour intégrer la télévision.

« Quand j'étais au lycée, on lisait beaucoup de journaux chez nous. Ma mère et mon père étaient médecins. Ils écrivaient de temps en temps des articles pour les journaux. Chez nous, les journaux étaient lus attentivement. Au lycée, et même dès le collège, je me souviens que je voulais travailler dans la presse écrite. À l'époque où j'ai fait mes études universitaires, la télévision se généralisait et de nouvelles chaînes étaient créées, autres que *TRT* (Türkiye Radyo Televizyon Kurumu- Radio-télévision de Turquie). Après un stage au journal *Cumhuriyet*, j'ai fait un stage à la télévision, sur le conseil d'un collègue que je respectais beaucoup. C'était chez *Star*, la seule chaîne privée à cette époque-là. J'étais étudiante en deuxième année à l'université Boğaziçi. C'était pendant les vacances d'été. [...] Dès le début, je savais que je voulais être journaliste. Je n'ai pas eu de formation spécifique aux médias, mais mon père a dit que ce n'était pas nécessaire ; si je voulais exercer cette profession, je pouvais faire des études en droit, en administration des affaires, ou même, devenir ingénieur. Le seul vœu de la part de la famille était que j'aie une bonne éducation, si possible en anglais : soit ODTÜ, soit Boğaziçi, soit Marmara. Après, je pourrais faire ce métier. J'ai commencé comme ça. J'ai passé la majeure partie de mon enfance à lire et écrire. Je ne jouais pas beaucoup. Moi, j'étais une enfant qui lisait. Donc, je fais ce que j'ai toujours voulu faire<sup>25</sup>. »

Il est intéressant de noter que dans le cas présent, Yasemin n'opte pas pour la formation au journalisme alors qu'elle a l'intention, depuis le début de ses études, d'en faire son métier. Ceci reflète, en effet, les attitudes de la plupart des journalistes qui n'ont pas choisi une formation

---

<sup>23</sup> Nicolas PÉLISSIER et Denis RUELLAN, « Les journalistes contre leur formation ? », *Hermès*, 35-1, 2003, p. 91-98.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>25</sup> Entretien réalisé le 15 octobre 2016 à Istanbul.

en journalisme, souvent considérée comme peu prestigieuse. D'ailleurs, les étudiants recrutés dans les départements de journalisme sont ceux dont le niveau est l'un des plus faibles à l'examen d'entrée à l'université<sup>26</sup>. Ces formations sont considérées comme formatrices de simples techniciens, fournissant un bagage inadapté aux exigences du métier. Ces techniciens manquent de savoir en sciences sociales et humaines, voire de connaissances sur la Turquie dans son ensemble. C'est donc « le triomphe de la formation sur le tas<sup>27</sup> ». Les futurs journalistes comme Yasemin s'orientent donc vers d'autres formations dispensées par les universités, qui offrent un enseignement dans une langue étrangère, souvent l'anglais, pour acquérir des compétences plus adaptées aux exigences du marché.

Un autre cas intéressant est celui de Murat, journaliste à *Milliyet*, diplômé en tourisme et gestion hôtelière. Il s'intéressait au journalisme depuis le début de sa scolarité, mais n'a pas accédé à une formation en journalisme en raison des contraintes de coefficient à l'examen d'entrée à l'université. Après avoir travaillé dans un hôtel pendant deux ans et demi, il a commencé sa carrière journalistique au journal *Sabah*.

**« Q : Comment as-tu commencé le journalisme ?**

**R :** Je voulais faire du journalisme depuis le collège. Mais quand j'ai étudié le commerce international [au lycée] en 1999, les conditions d'inscription à l'université avaient tellement changé que les étudiants de certains départements ne pouvaient pas entrer dans certains départements de bon niveau. Donc, nous sommes entrés dans des départements moins cotés. J'ai fait du management en hôtellerie et tourisme. Après, j'ai même travaillé dans cette branche pendant un ou deux ans.

**Q : Dans des hôtels ?**

**R :** Bah oui, j'ai travaillé dans des hôtels. Plus précisément, j'ai travaillé pendant deux ans, deux ans et demi, au Çınar Hôtel à Yeşilköy. Après j'ai suivi des cours, j'étais chez TEGEV (Türkiye Eğitim Gönüllüleri Vakfı – Fondation des bénévoles de l'éducation de Turquie) à ce moment-là et j'ai créé un site internet de façon quasi professionnelle avec les gens là-bas, mais c'était un site modeste. Puis, avec cette formation, je me suis lancé, les instructeurs là-bas travaillaient à *Habertürk*, etc. Comme Cem Öğretir. Il y avait des cours sur la présentation, la communication, le journalisme, etc. Nous y allions de temps en temps et j'ai commencé à faire quelques stages, notamment chez *Kanal Bir*, la chaîne appartenant au même groupe que *Habertürk*. J'allais intégrer la rédaction quand elle a été fermée, je n'ai pu pas commencer. En revanche, il y avait le magazine *Kıyı* à Ayvalık, j'y suis allé et ai débuté là-bas. Un jour, pendant le festival des olives de la Chambre de Commerce d'Ayvalık, j'ai remarqué qu'Haşmet Babaoğlu était sur la liste des participants. Notre patron était un homme terriblement impatient, auparavant rédacteur en chef du journal *Akşam* et maintenant à la retraite. J'ai parlé avec lui de la liste et proposé un reportage avec Haşmet Babaoğlu, qui était son ami. Il m'a donné son

---

<sup>26</sup> Voir « <https://yokatlas.yok.gov.tr/netler-tablo.php?b=10077> », consulté le 10 mai 2021.

<sup>27</sup> Loïc HERVOUET, Cyril LEMIEUX et Denis RUELLAN, « Former pour un nouveau métier », *Revue Projet*, 290-1, 2006, p. 86.

accord, l'a appelé et nous avons pu faire une interview pendant une heure. Cela s'est très bien passé. Il m'a dit que, s'il trouvait quelque chose à İstanbul, il m'informerait. Puis, il y a eu un poste à *Sabah* : après avoir terminé mon service militaire, j'y ai été engagé. D'abord, j'y suis allé pour l'entretien de recrutement, mais j'avais l'intention de rester à Ayvalık, puis Haşmet Babaoğlu m'a appelé, et j'y suis allé tout de suite<sup>28</sup>. »

Si Murat cite le journal national *Sabah* comme première expérience dans le secteur, il cite cependant le magazine *Kıyı* à Ayvalık (une ville au bord de la mer Égée) où il a fait la connaissance d'un journaliste nommé Haşmet Babaoğlu qui lui a ouvert la voie pour un travail dans un journal national basé à İstanbul, où se trouve la plus grande partie des rédactions. L'espace journalistique turc est ainsi caractérisé par une extrême centralisation à İstanbul, qui explique « les fortes migrations des journalistes de leur région d'origine et d'exercice<sup>29</sup> » vers İstanbul. Les journalistes y exercent leur activité même s'ils sont basés dans d'autres villes comme Ayvalık, voire Ankara, la capitale. Regardant de près les trajectoires d'insertion dans leur métier des journalistes, nous observons le poids des relations et surtout la plasticité du comportement des acteurs. En renonçant à l'idéal-type qui « tend à gommer la dimension historique des groupes professionnels, le processus de formation des structures et des organisations, ce que l'on appelle usuellement la professionnalisation<sup>30</sup> », nous soulignons « l'imprécision, la variation et la fluidité<sup>31</sup> » de la trajectoire des journalistes en vue de trouver leur premier emploi dans le métier. Suivant l'approche interactionniste développée à ce sujet par Bucher et Strauss qui proposent de considérer « les groupes professionnels non comme des entités figées, mais comme des groupes sans cesse en mouvement car constitués 'd'amalgames lâches de segments poursuivant des objectifs différents de manières différentes et se tenant plus ou moins fragilement sous une dénomination commune à une période spécifique de l'histoire'<sup>32</sup> », nous analysons également le flou et la fluidité qui marquent la gestion par les journalistes de leur carrière professionnelle.

Nous pouvons observer le cas de ceux qui se sont réorientés vers le journalisme. Il s'agit de la catégorie de journalistes venus au journalisme après une carrière dans un autre secteur pour lequel ils avaient été formés, contrairement aux journalistes évoqués plus haut. Pour des raisons

---

<sup>28</sup> Entretien réalisé le 9 août 2017 à İstanbul.

<sup>29</sup> D. MARCHETTI et D. RUELLAN, *Devenir journalistes. Les conditions d'entrée sur le marché de travail*, op. cit., p. 5.

<sup>30</sup> Denis RUELLAN, « Groupe professionnel et marché de travail du journalisme », *Réseaux*, 81-1, 1997, p. 138.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> Rue BUCHER et Anselm STRAUSS, « Professions in Process », *American Journal of Sociology*, 66-4, 1961, cité par D. RUELLAN, « Groupe professionnel et marché de travail du journalisme », art. cit., p. 138.

variées, ils ont par la suite abandonné leur métier d'origine pour exercer le journalisme. Aujourd'hui éditorialiste pour le site d'actualité *Journo*, Irmak a étudié la mode à Londres où elle a travaillé en tant que designer avant de rentrer en Turquie. Elle a commencé sa carrière dans un magazine de mode avant de passer au journal *Radikal*.

**« Q : Alors comment es-tu devenue journaliste ? Tu as une formation complètement différente.**

**R :** C'est comme ça en Turquie. Je pense que le journalisme, c'est apprendre en pratiquant. Je ne connais pas la qualité des formations dans les universités turques. Comment suis-je arrivée ici ? Tout d'abord, j'ai trouvé un travail au magazine *Vizyon* et j'y suis devenue rédactrice de mode. Ensuite, *Radikal* a proposé à mon chef un poste de rédacteur en chef du magazine. Et il a voulu prendre une ou deux personnes avec lui. En fait, je n'écrivais pas d'articles dans le magazine. Mais il m'a dit que je savais d'instinct réagir très vite, ce qui est une qualité en journalisme, que par conséquent, je serais une bonne journaliste. Alors, il m'a pris aussi, ça s'est passé comme ça<sup>33</sup>. »

Ces trajectoires mettent en évidence que le journalisme n'est pas « un monde structuré et fondé sur une compétence claire et spécifique ». Au contraire, c'est plutôt un espace où règne la fluidité et des « modes de gestion flous et mouvants », conceptualisé par Denis Ruellan comme un « professionnalisme du flou<sup>34</sup> ». Leurs carrières sont structurées par des relations interpersonnelles où règnent l'imprécision, la fluidité et le hasard. Les journalistes, très mobiles dans leur espace professionnel, sont orientés non seulement par leur compétence, mais aussi, voire davantage, par les relations professionnelles, « les faits, les valeurs, les signes qui permettent aux êtres de constituer des catégories, d'établir des frontières et de justifier des acceptations ou des exclusions<sup>35</sup> ».

Le caractère imprécis des frontières et des trajectoires rend les relations professionnelles plus importantes. Contrairement aux professions où la construction de la carrière se fait avec l'envoi des *curricula vitae* et les entretiens d'embauche, les journalistes construisent eux-mêmes leurs carrières et bougent d'une entreprise à l'autre en fonction de et à travers leurs relations professionnelles. La trajectoire d'Irmak, ainsi que celle de Murat sont marquées par des rencontres professionnelles qui orientent leurs choix et leurs passages d'un espace à l'autre. Il faut, cependant, préciser que c'est surtout en début de carrière que ces relations interpersonnelles jouent un rôle décisif. Le parcours d'un journaliste chevronné, ancien

---

<sup>33</sup> Entretien réalisé le 2 août 2017 à Istanbul.

<sup>34</sup> D. RUELLAN, « Groupe professionnel et marché de travail du journalisme », art. cit, p. 138.

<sup>35</sup> Howard Saul BECKER et Jeanne BOUNIORT, *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1988 cité par D. RUELLAN, « Groupe professionnel et marché de travail du journalisme », art. cit, p. 138.

rédacteur en chef de *Milliyet* est marquant en ce qu'il montre ce poids des relations professionnelles dans la carrière. Recruté par l'agence de presse *Anka* avant le coup d'État de 1980, il a changé trois fois de rédaction en suivant son rédacteur en chef.

« Un jour, Cüneyt Arcayürek m'a vu à l'assemblée, il m'a appelé auprès de lui et il m'a demandé ce que je faisais, où je travaillais. J'ai dit que j'étais chez *Anka*. Il m'a dit de quitter *Anka*. C'est ainsi que les offres d'emploi étaient faites à l'époque. Parce que la profession était vraiment traditionnelle et sui generis. Je n'ai pas compris s'il plaisantait ou s'il était sérieux. C'était un gars très dur, il ne parlait pas beaucoup. Il m'a dit : "Va, démissionne". [...] Madame Müşerref [d'*Anka*] m'a appelé, elle m'a demandé si Cüneyt m'offrait un emploi, "Tu ne pars pas, n'est-ce pas ?". Je lui ai répondu que je partirais probablement. Elle s'est énervée, s'est mise en colère et m'a dit : "Tu ne m'intéresses plus, tu verras, ce n'est pas possible de travailler avec ce type, ce Cüneyt". J'ai immédiatement démissionné, j'ai rejoint *Güneş*. [...] Un jour où nous sortions de l'assemblée avec sa "Coccinelle", il m'a demandé ce que je devenais. J'ai commencé à parler des sujets que j'avais traités. Il a dit qu'il ne parlait pas de l'actualité, mais de *Güneş*, où les choses tournaient mal, qu'il le quitterait bientôt, mais, avant son départ, il voulait me trouver un autre travail. Et il m'a demandé si je travaillerais à *Cumhuriyet*. À cette époque, *Cumhuriyet* était une légende. Je lui ai dit que cela me plairait beaucoup, que j'avais eu un entretien une fois, mais qu'ils me n'accepteraient pas. D'un coup, il a écrasé les freins. Il m'a ordonné de descendre en disant : "Si je vais à *Cumhuriyet*, tu viens aussi. Je vais appeler Hasan (Cemal) demain". Je suis rentré chez moi, j'étais jeune marié. Je me disais que je n'irais pas à *Cumhuriyet*.

**Q : Pourquoi vous ne le vouliez pas ?**

**R :** Je voulais travailler avec Cüneyt Arcayürek. À cette époque *Cumhuriyet* était un bon journal, mais ses règles étaient plus orthodoxes, plus strictes. Il était d'apparence assez austère. Mais ils faisaient un très bon journalisme, par exemple, ils observaient les tribunaux chargés d'appliquer la loi martiale. Ils étaient très démocratiques... C'était un bon journal par rapport aux journaux libéraux comme le nôtre... Mais nous n'étions pas adultes, nous étions jeunes, j'adorais Cüneyt Arcayürek. J'ai compris qu'il fallait changer, je me suis mis au travail chez *Cumhuriyet*. (...) Une vingtaine de jours se sont écoulés. À cette époque, il n'y avait ni téléphones portables ni pagers : il n'y avait que des téléphones fixes. Le téléphone a sonné, c'était Cüneyt Arcayürek. Il m'a demandé où j'en étais. Je le lui ai expliqué. Il m'a dit de patienter quelques jours. Je lui ai dit : "Mais comment ? Je viens d'arriver à ce poste à ta demande". Il m'a répondu qu'il leur expliquerait, et confirmé qu'ils se fâcheraient contre moi, mais qu'il fallait que j'envoie ma lettre de démission à Yalçın, et qu'ainsi nous passerions à *Milliyet*. Je lui ai dit que ce n'était pas possible, que *Cumhuriyet* m'excommunierait. Et, comme prévu, ils m'ont excommunié. En 1983, avec Cüneyt Arcayürek, nous sommes donc passés à *Milliyet*. Il est devenu chef du bureau d'Ankara et j'étais reporter de l'assemblée. (...) Mon fils venait de naître. La vie était belle. Nos salaires ont augmenté, nous avons été promus, quoi. Cüneyt Arcayürek m'a de nouveau appelé pour demander ce que je faisais. Je lui ai répondu que j'étais en vacances. Il a dit : "Il n'est plus possible de continuer chez *Milliyet*, fiston. Je le quitte maintenant, parce que Çetin Emeç a pris la charge du journal.". J'ai demandé : "Çetin Emeç ne vient pas de *Hürriyet* ?". "Si". "Tu ne le connais pas ?". Il m'a répondu que si. À cette époque, Çetin Emeç travaillait chez *Haftasonu*. J'ai dit : "C'est le meilleur collègue avec lequel tu puisses travailler. Laisse tomber. En quoi cela nous touche ? Que Çetin Emeç vienne. Mais que voudra-t-il de

nous ? D'ailleurs, cela ne nous concerne pas, nous travaillons à Ankara, et il est devenu rédacteur en chef à İstanbul". "Non" a dit-il, "attends, j'ai écrit une lettre, je vais aller voir Çetin". Je me suis dit : "Hélas, il va démissionner". Quelques jours plus tard, il m'a dit : "Fiston, je suis sur le départ" et j'ai dit : "C'était évident.". Il m'a dit : "Ne t'inquiète pas, finis tes vacances, quand est-ce que tu rentres à Ankara ?". J'ai répondu : "Dans une semaine". Et il m'a demandé d'aller chez lui. Du coup, j'y suis allé. J'ai demandé : "Qu'est-ce que nous allons faire ?". Il a dit : "Démissionner". "Pourquoi ?". Il a répondu : "Nous allons passer à *Güneş*". J'ai dit : "Nous avons quitté *Güneş* en 1983. Nous sommes en 1986, cela fait 3 ans. Monsieur Çetin n'a aucun problème avec nous, restons ici, ne pars pas". Il a dit : "Non, dis-moi ton dernier mot". C'était comme un remake du moment où il m'avait fait descendre de la "Coccinelle". J'ai dit : "Moi, je t'aime beaucoup, mais je ne veux pas être le sac que tu emmènes partout où tu vas". Il a dit : "On te virera [dès que je serai parti.]". Et j'ai dit : "Peut-être, mais laisse-moi voir ce que je deviendrai sans toi". Donc, je suis resté à *Milliyet*. Quelques années plus tard, je suis devenu chef du bureau. J'ai travaillé comme chef du bureau pendant 6 ou 7 ans<sup>36</sup>. »

Ce cas est exceptionnel par le nombre de mutations d'une entreprise à l'autre (3 fois), mais également par la loyauté du journaliste envers son rédacteur en chef. Il permet également d'observer le pouvoir de certains journalistes dans le recrutement et la mobilité de leurs collègues. Plus que les entreprises, les journalistes attachent de l'importance aux individus, aux collègues et aux relations qu'ils entretiennent avec eux. La notoriété et l'expérience de certains journalistes leur permettent de transférer des confrères d'un média à l'autre, bien que ces derniers soient jeunes et presque inconnus dans d'autres structures de l'espace médiatique. Les jeunes journalistes en début de carrière sont attachés à ceux qu'ils considèrent comme leurs maîtres, des modèles à travers lesquels ils apprennent le métier. Ces exemples montrent qu'ils peuvent quitter les médias dans lesquels ils ont commencé à s'insérer pour pouvoir travailler avec les journalistes auxquels ils sont professionnellement attachés. Cela traduit également l'effet de croyance qu'ont les journalistes quant à la formation sur le tas et au fait qu'ils acquièrent de l'expérience en bougeant entre différentes rédactions.

### *Le journalisme de vocation*

Une dernière catégorie concerne les journalistes formés, diplômés des facultés de communication ou de journalisme. Contrairement aux deux premières, ils exercent le métier pour lequel ils ont été formés initialement. Cependant, quantitativement faibles, ils sont sous-représentés dans notre échantillon puisqu'ils n'en forment que 5 %. Si les écoles de journalisme

---

<sup>36</sup> Entretien réalisé le 14 août 2018 à Istanbul.

et les facultés de communication se proposent de fournir une formation devant déboucher sur un poste dans les entreprises journalistiques, les recruteurs, par contre, ne sont pas demandeurs de collaborateurs diplômés en journalisme. Les journalistes, prenant très tôt conscience de cette politique du recrutement, cherchent des stages dès la première année de leurs études.

Notre interviewée, Sema, a ainsi commencé sa carrière en tant que stagiaire à *Hürriyet* quand elle était déjà étudiante à l'université, puis a continué sa carrière à *CNN Türk* toujours en tant que stagiaire. Selon elle, ces expériences sur le tas sont très importantes dans la mesure où la formation « n'apprend presque rien aux étudiants<sup>37</sup> » :

« Comme je suis quelqu'un qui aime beaucoup lire et écrire, les journalistes que je voyais à la télévision ont commencé à attirer mon attention, je pense que j'ai été un peu sous leur charme. À l'époque, il n'y avait pas beaucoup de chaînes d'information comme c'est le cas aujourd'hui. Ce jour-là, j'ai décidé ça. Après, quand il s'est agi de choisir un département de l'université, je pouvais faire jusqu'à dix-huit choix, mais je n'en ai fait que sept, dont quatre en journalisme. Je suis entrée par volonté et passion.

**Q : Ensuite tu as étudié la Communication, où as-tu commencé à travailler ?**

**R :** Les étudiants en communication comme nous, on commence souvent à travailler [quand on est étudiants] parce que les facultés de communication enseignent généralement des choses sans valeur reconnue. Donc, il faut apprendre par la pratique professionnelle. Pour ma part, j'ai commencé à travailler quand j'étais étudiante. Je suis entrée à *Hürriyet* pour un stage officiel en troisième année [de mes études]. Après, je suis passé à *CNN Türk*. C'était la période la plus brillante de *CNN Türk*, tout juste créée. Il y avait Birand, Çiğdem Anad [des vedettes], etc. Donc je les ai côtoyés et j'ai vécu toute cette période sur place<sup>38</sup>. »

Les discours sur la « profession ouverte » et l'« apprentissage sur le tas<sup>39</sup> » s'imposent tellement aux journalistes, ainsi qu'aux entreprises, qu'ils dévalorisent la formation en journalisme. Ceci renforce la précarisation des journalistes en prolongeant la durée des stages et en multipliant les contrats à durée déterminée. Les journalistes, diplômés ou non, sont souvent contraints à travailler en CDD et sans rémunération. Le diplôme de journalisme ne crée donc aucune différence lors de l'entrée dans le secteur. Cette qualification ne repose pas sur la formation, mais plutôt sur la compétence et l'expérience acquises dans le secteur et sur les relations entretenues avec les collègues.

**« Q : Tu es entrée en tant qu'employée titulaire ?**

---

<sup>37</sup> Entretien réalisé le 22 août 2017 à Istanbul.

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> Dominique MARCHETTI, « Les ajustements du marché scolaire au marché du travail journalistique », *Hermès*, 35-1, 2003, p. 82.

**R :** Je suis entrée en tant que stagiaire, pas en tant que titulaire. J'ai commencé dans l'émission *Soru-Cevap* (Questions-Réponses), où j'ai fait un stage de 6 mois. Je dis stage, mais, en fait, je travaillais. En titre, c'était un stage, mais je travaillais comme assistante de production, comme assistante de rédaction, on faisait tout le travail. Je sortais et faisais des interviews dans la rue.

**Q : Tu n'étais pas payée ?**

**R :** Non, je ne gagnais pas d'argent. Il y avait aussi un stage rémunéré, mais je n'ai pas été incluse. Mais après cela, un poste de titulaire s'est ouvert, et j'avais dû me distinguer [des autres employés], parce qu'on m'a recruté comme assistante. C'est ainsi que tout a commencé<sup>40</sup>. »

La durée des stages peut aller de quelques mois à plusieurs années, comme dans le cas de Mert qui a été stagiaire à *Milliyet* pendant trois ans et demi. Il avait commencé son stage pendant sa formation à l'École de presse et d'édition (Basın ve Yayın Yüksek Okulu, aujourd'hui faculté de communication de l'Université d'Ankara). Après avoir travaillé trois ans et demi sans rémunération, il a rejoint la télévision (ATV) en tant que reporter à Ankara, cette fois en étant rémunéré. C'est grâce à l'obtention d'un poste rémunéré qu'il a décidé de rester dans le métier. Les circulations des journalistes d'un type de média à l'autre, surtout en début de carrière, sont déterminées également par le marché du travail journalistique. Si de nombreux journalistes commencent leur carrière à la télévision, c'est aussi parce que les chaînes de télévision privées récemment fondées en Turquie recrutent davantage que la presse écrite. Ainsi, Mert a commencé sa carrière dans la presse écrite, mais a trouvé son premier poste titulaire dans une chaîne de télévision privée, *ATV*.

« En fait, mon choix vers le journalisme n'était pas volontaire. Au moment d'entrer à l'université, le journalisme était au premier rang des métiers que je pouvais envisager, parce que les domaines dans lesquels je pouvais passer l'examen d'entrée à l'université étaient les lettres et les sciences sociales. J'ai donc choisi ces domaines. Le journalisme était également la meilleure option. Je suis entré à l'université dans le département que je voulais. Pendant que j'étudiais, je ne savais toujours pas si j'allais faire ce métier ou non. Mais ensuite, en troisième année d'études, j'ai eu l'opportunité de faire un stage au journal *Milliyet* à Ankara. J'ai commencé et ce fut un long stage. C'est-à-dire qu'il a continué pendant quelques années. À la fin de cette période, j'ai décidé d'exercer ce métier, mais travailler chez *Milliyet* fut la première étape de ma carrière. La deuxième étape fut le début de ma carrière à la télévision. Lorsque je suis passé de *Milliyet* au bureau d'*ATV* à Ankara en tant que reporter, il était clair pour moi que je ferais ce métier. [...] J'ai reçu une offre d'*ATV* et je suis passé là-bas. C'était mon premier poste titulaire<sup>41</sup>. »

---

<sup>40</sup> Entretien réalisé le 22 août 2017 à Istanbul.

<sup>41</sup> Entretien réalisé le 4 novembre 2016 à Istanbul.



Notre interviewée Funda, diplômée de la même université que Mert a pareillement débuté sa carrière dans une chaîne de télévision privée, *Flash TV*, où elle a appris le métier. Elle souligne que les facultés de communication étant d'un niveau très insuffisant, elle a assimilé le métier grâce à ses propres efforts, en trouvant un poste rémunéré dans une chaîne de télévision.

« J'ai postulé à *Flash TV* en tant que journaliste, reporter... J'ai postulé là-bas parce qu'il est très difficile d'entrer tout de suite dans une grande entreprise médiatique. Il faut se lancer sur une petite chaîne. J'en étais consciente et j'ai donc commencé là-bas, puis pas à pas, j'ai avancé dans le métier et acquis un réseau social. Peu à peu, j'ai également commencé à travailler dans les médias centraux. (...) Tout à coup, je me suis retrouvée devant la caméra. Je leur ai demandé ce que j'allais faire. On m'a dit que j'allais présenter des émissions dans la journée. J'ai entendu le patron dire : "On veut voir ce qu'elle fait, si elle y arrive, c'est bon, mais sinon, on lui dit au revoir." C'était un peu bizarre, quoi. Bref, je me suis lancée, on m'a approuvé. Seulement, j'étais surexcitée. De plus, je n'avais aucune formation en diction, en élocution. Je n'avais aucune maîtrise dans ce domaine, à part quelques éléments appris à l'université. D'ailleurs, la situation des départements de Média-presse était également terrible à cette époque. D'après moi, les facultés de communication ne sont toujours pas au niveau. Elles se sont améliorées, je ne pense pas que cela suffise. (...) ils m'ont dit que j'avais une bonne image, que mon timbre était de bonne qualité. Ce n'est après cela qu'ils m'ont confirmé. J'ai fait mon stage en diffusion en direct. Puis, j'ai commencé<sup>42</sup>. »

Ces journalistes décrivent ainsi leur formation universitaire comme « insuffisante », voire « affreuse ». Ils décrivent leurs premières années comme des périodes d'apprentissage où ils ont non seulement bénéficié d'une expérience sur le tas, mais aussi noué des connaissances qui leur ont servi à circuler dans l'espace journalistique. Par ailleurs, les passages de la presse écrite à la télévision ou l'inverse ne sont pas rares. Si, en début de carrière, ces passages permettent d'acquérir de l'expérience et de trouver un poste permanent et rémunéré, les motifs de ces mobilités évoluent avec le temps. En gros, les journalistes formés ne sont pas dans une position plus avantageuse par rapport aux journalistes sans formation initiale au métier. Ces formations n'étant pas valorisées dans le milieu professionnel, ceux-ci sont obligés d'acquérir de l'expérience sur le tas. Après cette analyse des différentes voies d'accès au métier, il nous est permis d'étudier les salles de rédaction pour comprendre les hiérarchies journalistiques et les mobilités des élites.

---

<sup>42</sup> Entretien réalisé le 21 décembre 2016 à Istanbul.

## Du reporter à l'éditorialiste : hiérarchies journalistiques et mobilité des élites

- Les éditorialistes et les reporters
- Les anciennes élites et leurs remplaçants

La production de l'information, un travail collectif que « les journalistes nouent avec d'autres univers professionnels<sup>43</sup> » ainsi qu'avec d'autres journalistes, oblige à penser que l'information produite est le résultat d'un travail commun « entre les journalistes et un ensemble d'acteurs sociaux qui développent des stratégies d'accès aux médias<sup>44</sup> ». L'analyse du rapport des journalistes non seulement avec d'autres acteurs comme les politiques et les hommes d'affaires, mais aussi avec leurs collègues avec lesquels ils partagent la salle de rédaction est cruciale, notamment pour saisir les frontières du métier et l'autonomie des journalistes « à l'égard d'autres univers sociaux et les ressorts par lesquels les journalistes parviennent toutefois à imposer et à renforcer leur pouvoir symbolique<sup>45</sup> ». L'analyse interactionniste, proposée par l'École de Chicago, nous incite à réfléchir sur « la construction en pratique des frontières du métier, c'est-à-dire comment se joue au concret la différenciation sociale de cette activité<sup>46</sup> ».

Le tournant autoritaire du gouvernement AKP a conduit à une remise en cause de la position des journalistes qui se manifeste notamment à travers la division du travail journalistique. Les contraintes politiques imposées par le gouvernement ont non seulement transformé le travail journalistique, mais aussi la nature des relations sociales et les enjeux sociaux au sein de la salle de rédaction. Comme analysé précédemment, les relations d'interdépendance qu'entretiennent des journalistes et les dirigeants des médias sont devenues plus visibles et les formes d'intervention plus directes. La relation des dirigeants des médias avec les propriétaires des médias et les journalistes a profondément changé. Si les hiérarchies et les enjeux sociaux au sein du métier de journaliste existent depuis toujours, le gouvernement AKP a transformé l'espace journalistique en plaçant les journalistes proches du pouvoir aux cadres clés.

---

<sup>43</sup> Ivan CHUPIN et Jérémie NOLLET (dir.), *Journalisme et dépendances*, Paris, Budapest, Torino [etc.], l'Harmattan, 2006, p. 12.

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>46</sup> Everett Cherrington HUGHES, *Le regard sociologique essais choisis*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1996 cité par I. CHUPIN et J. NOLLET (dir.), *Journalisme et dépendances*, *Ibid.*

## *Les éditorialistes et les reporters*

Afin de bien analyser les différences entre les divers cadres exerçant dans ce milieu, il faut distinguer le journalisme d'opinion et le journalisme d'information. Les éditorialistes, qui font partie des journalistes d'opinion, sont devenus non seulement quantitativement très importants, mais leur poids s'est accru dans l'espace journalistique comme dans l'espace politique. Contrairement aux journalistes d'information, les journalistes d'opinion sont plus libres pour donner leur point de vue. Les deux fonctions sont ainsi distinctes, « elles correspondent à deux approches différentes de l'actualité : l'une qui établit les faits, l'autre qui les juge<sup>47</sup> ». Les deux fonctions sont distinctes en termes de caractérisation du métier ; leurs salaires, leurs conditions de travail et leurs relations avec les autres cadres diffèrent également. Les éditorialistes, considérés comme des cadres à responsabilités et de « grandes signatures<sup>48</sup> » dans l'espace journalistique, disposent d'un bureau personnel dans les rédactions des journaux même s'ils n'y vont jamais ou très peu. Par contre, les journalistes d'information tels les reporters et les journalistes de desk travaillent dans des bureaux ouverts.

Les journalistes d'opinion bénéficient donc de plus d'avantages matériels que les journalistes d'information. Invités aux journaux télévisés pour commenter l'actualité, ils sont davantage connus du grand public et profitent ainsi de leur notoriété. Ces facteurs jouent non seulement un rôle considérable sur les relations dans un espace journalistique assez hétérogène, mais aussi dans l'espace politique. Les journalistes d'opinion se sont vus, de par leurs fonctions, davantage sollicités par les acteurs politiques et sont donc plus visibles que les autres acteurs de leur domaine. Considéré comme une élite médiatique, ce groupe se dissocie des autres acteurs journalistiques par son salaire, son style de vie et ses relations avec les autres élites.

« Ce que je veux dire par “l'élite des journalistes” c'est une élite qui se pavane à l'instar d'un roi, qui a des voitures, des secrétaires, des chauffeurs, qui gagne très bien sa vie. Et cette élite, mais il ne faut pas mettre toutes les élites dans la même boîte, mais cette élite, c'est une élite qui regarde le monde à travers les yeux des patrons, qui se veut la crème de la crème. Qui regarde le monde de la même façon que l'élite du secteur des affaires. Cela existait aussi avant la période AKP<sup>49</sup>. »

---

<sup>47</sup> Thomas FERENCZI, « Le double visage du journalisme politique », in *Que sais-je ?*, Presses Universitaires de France, 2007, vol. 3743/2e éd., p. 27.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 28.

<sup>49</sup> Entretien réalisé le 25 avril 2019 à Istanbul.

On constate cette divergence jusque dans l'utilisation de l'espace dans les salles de rédaction. En plus du bureau mis à leur disposition, les élites journalistiques profitent dans les salles de réunions de places spécifiques qui marquent leur supériorité hiérarchique par rapport à leurs collègues. Lors des réunions de l'équipe éditoriale, le petit groupe des décideurs qui préparent le journal, les cadres s'installent sur des chaises qui leur sont réservées. Ces chaises, disposées autour de la table éditoriale, ne peuvent être occupées même en l'absence de leurs propriétaires. Une jeune journaliste qui a fait partie de l'équipe éditoriale de *Hürriyet* pendant cinq ans observe ainsi la hiérarchisation de l'espace sur le lieu de travail :

« Le système est très hiérarchisé. Par exemple, le département éditorial du premier étage, c'est le "vaisseau amiral" du journalisme turc, parce que la table a la forme d'un vaisseau, qui va en s'élargissant. Une partie de la table est noire, l'autre grise. Près de la partie noire, il y a quatre chaises : c'est la partie où sont installés les dirigeants. Même cette table est soumise à une hiérarchie interne. Après, selon votre position, vous vous rapprochez ou vous éloignez du côté des dirigeants. Plus votre poste est inférieur, plus vous êtes éloigné. Moi, j'étais parmi les gens qui occupaient un poste moins important. Ils n'entendaient même pas ma voix.

**Q : La hiérarchie est même spatiale...**

**R :** Oui, oui, bien sûr, ils créent une hiérarchie même physique. Les chaises des dirigeants ont un support sur lequel vous pouvez vous appuyer, les nôtres n'en ont pas. [...] Quand je me suis assise sur l'une de leurs chaises pour parler de l'information, on m'a dit de respecter la position des gens, de ne pas m'asseoir sur cette chaise. Mais c'était vide, personne ne s'y était assis. On m'a même dit, "Lève-toi, comment tu peux t'asseoir [sur cette chaise] ?". Ils parlent du foot pendant toute la journée. Avant moi, ils disaient de gros mots, mais après mon arrivée, ils m'ont accusée de ne pas pouvoir parler grossièrement. Pour que je n'évoque pas la présence d'une femme à la table<sup>50</sup>. »

Les journalistes les plus chevronnés, souvent des hommes (rédacteur en chef, directeurs éditoriaux) se placent en tête de la table. Tandis que les autres membres du comité éditorial les moins expérimentés, souvent des jeunes et/ou des femmes, se placent derrière, où ils peuvent difficilement faire entendre leurs voix lors des réunions éditoriales. La différenciation entre les cadres s'observe également dans le recrutement ou le licenciement des journalistes. Les journalistes d'information, censés ne pas exposer leurs préférences politiques, peuvent être licenciés parce qu'ils révèlent leurs idées politiques ou la couleur de leur vote<sup>51</sup>. Ce fut ainsi le cas d'un présentateur, İrfan Değirmenci, licencié de la chaîne nationale *Kanal D*, pour avoir

---

<sup>50</sup> Entretien réalisé le 2 août 2017 à Istanbul.

<sup>51</sup> La presse moderne exige une distance entre le commentaire et l'information. Les journalistes d'opinion sont libres d'exposer leur point de vue, tandis que les journalistes d'information sont « censés rapporter les faits sans exprimer leur opinion ». Pour plus d'informations, voir cf. T. FERENCZI, « Le double visage du journalisme politique », art. cit, p. 33.

publié son vote « non » au référendum constitutionnel sur Twitter<sup>52</sup>. Bien que son licenciement ait ému ses proches collègues, il n'a pas eu le même impact parmi les cadres. Comparé aux licenciements de deux éditorialistes très connus, Nuray Mert et Akif Beki, dont le licenciement a créé un effet de choc, celui d'İrfan Değirmenci a été jugé normal. Un éditorialiste de *Hürriyet* souligne cette différence de statut :

**« Q : Qu'est-ce que vous pensez du licenciement d'Akif Beki ?**

**R :** À vrai dire, je ne sais pas pourquoi ils ont pris une telle décision, mais j'en suis vraiment désolé. Parce que c'était une plume qui reflétait un point de vue différent. À mon avis, ce qui faisait *Hürriyet* "*Hürriyet*", c'était l'expression de points de vue différents. Je pense que celui-ci a créé un gros vide. Parce que si vous êtes un journal de masse, il faut que les différentes sensibilités soient représentées proportionnellement à leurs poids. Akif Beki était une de ces représentations. Je suis désolé et à mon avis, ce n'est pas correct.

(...)

**Q : Qu'est-ce que vous pensez du licenciement de Nuray Mert ? Les deux ont eu lieu le même jour.**

**R :** Nuray Mert tenait des rubriques très marginales. Par exemple sur la sanction des mariages par les muftis. Sa rubrique sur Darwin(isme) était aussi très discutée à *Cumhuriyet*. Dans son cas, je ne suis pas très surpris. Pourquoi ? *Cumhuriyet* est un journal très strict, idéologique. Les journaux très stricts et idéologiques ne laissent pas s'exprimer des points de vue autonomes. Auparavant, j'avais également essayé de suivre les discussions entre Uğur Mumcu et Hasan Cemal. À l'époque, Uğur Mumcu et Ali Sirmen avaient été purgés. L'équipe Hasan Cemal était restée. Là aussi, la discussion n'était pas sur le journalisme, mais entièrement idéologique. À mon avis, si *Cumhuriyet* avait pu le tolérer, je pense qu'il aurait gagné encore plus de respect. Parce que vous n'êtes pas ouverts aux points de vue dissidents, mais vous demandez aux autres de vous tolérer. Mais vous ne pouvez pas accepter celui de votre propre éditorialiste. Du coup, vous ne pouvez pas tolérer une rubrique de 10 cm. Ça ne m'étonne pas, mais j'ai trouvé ça vraiment erroné. Ceux qui ne peuvent pas tolérer leur propre éditorialiste, peuvent-ils tolérer d'autres types d'expression ? Comment vont-ils parler d'un monde libre ? Comment vont-ils parler de la liberté d'expression ?

**Q : L'exemple d'İrfan Değirmenci me revient à l'esprit. Lui aussi, il avait déclaré qu'il allait voter "non" au référendum. Est-ce que d'après vous son licenciement est similaire à ceux d'Akif Beki et de Nuray Mert ?**

**R :** Non, ce n'est pas similaire. À vrai dire, je pense que ce qu'il a fait, c'est pour faire sa propre publicité. Je ne le connais pas beaucoup non plus. Les cas de Nuray Mert et d'Akif Beki sont différents. C'est-à-dire, ils sont différents à la fois par leur propre poids et par le processus<sup>53</sup>. »

Les enjeux politiques, leurs répercussions éditoriales et les choix professionnels se traduisent par des conséquences différentes selon les postes occupés. Les journalistes subissent non seulement de fortes disparités en termes de revenu, mais aussi quant aux rapports entretenus

---

<sup>52</sup> Le licenciement d'İrfan Değirmenci et ses répercussions seront analysés dans le chapitre IV.

<sup>53</sup> Entretien réalisé le 17 août 2017 à Ankara.

avec leurs confrères, le public, les élites économiques et politiques. Selon une journaliste de *Hürriyet* qui a fait partie de l'équipe éditoriale du journal pendant cinq ans, l'espace journalistique est nettement clivé. Les journalistes de l'équipe éditoriale bénéficient de salaires élevés, d'avantages matériels (carte bleue payée par l'entreprise, villa, voiture avec chauffeur), mais aussi du soutien de leurs collègues et du public en cas de licenciement ou de conflit avec le gouvernement. En d'autres termes, les journalistes se divisent en deux selon leur notoriété : les journalistes renommés et les journalistes de base. Cette différence se voit à plusieurs niveaux de leur vie quotidienne et professionnelle, des styles de vie aux modalités de recrutement ou de licenciement. D'ailleurs, les élites journalistiques reconnaissent cette opposition entre leur catégorie et leurs autres collègues journalistes.

**« Q : On parle donc d'une différence de pouvoir et de salaire ?**

**R :** Bien sûr. L'élite des journalistes gagnait très bien sa vie. Et moi aussi, j'ai gagné beaucoup d'argent. Je ne peux pas dire le contraire.

**Q : Il y avait une hiérarchie...**

**R :** Tout en fait, les éditorialistes. Parfois, les éditorialistes gagnaient encore plus que le rédacteur en chef. [...] Je n'oublierai jamais : quand j'étais à *Milliyet*, Aydın Doğan avait rassemblé les éditorialistes. Pas tous les éditorialistes, quelques privilégiés parmi eux. Il nous a dit, "Si le tirage tombe en sous les 400 000, je vous retire vos secrétaires, vos voitures, vos chauffeurs". S'il tombe en dessous de 400 000. On était à peu près à 420 000. Et c'est tombé<sup>54</sup>. »

« Non, ce qui compte, c'est qui vous êtes, ce qui crée la différence, c'est qui vous êtes. Combien de personnes entendent votre voix, si l'un des trolls<sup>55</sup> entend accidentellement votre voix ! Un troll peut vous faire licencier. Si vous me demandez, Cem Küçük est un troll aussi et Cem Küçük a le pouvoir de faire licencier les gens. C'est-à-dire qu'il vous cible et il peut faire tout pour qu'on vous licencie. Ce qui compte, ce n'est pas ce que vous dites, mais plutôt qui vous entend et combien de personnes vous entendent<sup>56</sup>. »

La notoriété change également les modalités de recrutement. Lors du recrutement, les journalistes connus ne passent pas par les mêmes étapes que les autres journalistes. Leur recrutement est appelé « transfert », c'est-à-dire que l'entreprise recruteuse leur paie, en plus de leur salaire, une somme que l'on appelle « frais de transfert ». Les journalistes de l'élite sont

---

<sup>54</sup> Entretien réalisé le 25 avril 2019 à Istanbul.

<sup>55</sup> Le troll « est quelqu'un qui, bien que n'ayant aucun intérêt pour le sujet du newsgroup, participe aux débats dans le but de perturber ceux-ci. Il se fait passer pour un participant honnête et en profite pour donner de faux conseils, ou pour se moquer insidieusement des autres membres, à travers des messages provocateurs. Son but est d'être pris au sérieux, pour que des débats se lancent autour de ses interventions. » Anne REVILLARD, « Les interactions sur l'Internet. (note critique) », *Terrains & travaux*, 1-1, 2000, p. 113. Nous montrerons, dans le quatrième chapitre, que les trolls qui soutiennent AKP sur les réseaux sociaux numériques, les *Aktrolls*, peuvent être des professionnels, rémunérés par le parti pour polluer l'espace numérique et discréditer l'opposition.

<sup>56</sup> Entretien réalisé le 2 août 2017 à Istanbul.

donc directement recrutés par les propriétaires des médias sans passer par l'équipe éditoriale ou le rédacteur en chef, encore moins par les ressources humaines. Dans certains cas, ils ne connaissent même pas le rédacteur en chef du journal dans lequel on leur confie une rubrique. Le poste de rédacteur en chef du journal *Sabah* a été offert à un journaliste expérimenté, très connu, lors d'un dîner à New York avec Berat Albayrak, ministre du Trésor et des Finances (2018-2020), gendre de Recep Tayyip Erdoğan, et son frère Serhat Albayrak, CEO du groupe *Turkuaz Medya* proche du gouvernement AKP. Comme il avait refusé cette offre, Turgay Ciner, le propriétaire de l'organe de presse *Habertürk*, lui a proposé une autre rubrique dans son journal :

« Quand j'étais à *Milliyet*, en 2011, on m'a offert le poste de rédacteur en chef à *Sabah*. Nous avons dîné à New York, avec les frères Berat, Serhat [Albayrak]. Après, Turgay Ciner m'a appelé pour le même poste à *Habertürk*.

**Q : Selçuk Tepeli vous a contacté ?**

**R :** Qui est-ce ?

**Q : Le rédacteur en chef de *Habertürk*.**

**R :** Mais non ! Ce type d'approche est fait par les patrons. Je ne parle pas pour tous les journaux bien sûr. J'exclus les journaux comme *Sözcü*, *Aydınlık*, *Cumhuriyet*<sup>57</sup>. »

Joseph Schlesinger, en s'appuyant sur une étude comparée des interactions entre les différents niveaux et types de carrières politiques et les partis politiques propose l'idée selon laquelle les choix des individus sont définis par les partis politiques, qui, étant « seules institutions politiques capables de comptabiliser le nombre de postes électifs ouverts à la compétition, exercent un fort contrôle sur le choix des individus susceptibles de devenir éligibles<sup>58</sup> ». De même, les élites journalistiques ont peu de choix sur leur marché de l'emploi, ce sont les propriétaires des médias eux-mêmes qui leur offrent des positions de cadres supérieurs. Schlesinger montre ainsi que les opportunités et les jeux de pouvoir conditionnent l'individu et définissent ainsi l'ensemble d'une carrière politique<sup>59</sup>. Les élites journalistiques ont par ailleurs des difficultés à trouver de nouveaux postes à responsabilités, une fois quittés leurs postes privilégiés dans les grands groupes médiatiques. Ils se tournent alors vers les sites d'actualité qui diffusent en ligne et écrivent des rubriques sans être payés ou en travaillant pour des sommes symboliques.

---

<sup>57</sup> Entretien réalisé le 25 avril 2019 à Istanbul.

<sup>58</sup> Joseph SCHLESINGER, « Political careers and party leadership », in Lewis J. EDINGER (dir.), *Political leadership in industrial societies*, New York, John Wiley & Sons, 1967, cité par William GENIEYS, *Sociologie politique des élites*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 190.

<sup>59</sup> *Ibid.*

Les éditorialistes, les plumes les plus connues « appartiennent à l'élite des journalistes et entretiennent, de ce fait, des relations privilégiées avec les autres élites du pays<sup>60</sup> ». Le risque est grand d'entretenir « des liens de trop grande cordialité, qui peuvent émousser leur esprit critique<sup>61</sup> ». Leurs relations avec les élites économiques et politiques sont des relations d'amitié qui outrepassent les frontières d'une relation professionnelle. Ils sont d'ailleurs « souvent accusés de diffuser la pensée dominante, qualifiée naguère, à des fins polémiques, de “pensée unique”<sup>62</sup> », quand ce n'est pas la pensée du propriétaire qui ne vise qu'à protéger ses objectifs économiques. Les élites journalistiques appartiennent ainsi à l'élite générale, *general elite*, « qui n'ont pas de positions institutionnelles importantes, mais qui, grâce à leur contact régulier avec la *core elite* (le noyau de l'élite), sont en mesure de leur donner des idées pour les politiques<sup>63</sup> ».

#### *Les anciennes élites et leurs remplaçants*

Cependant la proximité a ses inconvénients. Les journalistes les plus connus, les plus visibles sont les premiers ciblés, les premiers contacts des acteurs politiques, puisqu'ils font partie des interlocuteurs directs des acteurs politiques. Ces derniers téléphonent, prennent contact avec les cadres dirigeants pour transmettre leurs volontés, qui peuvent aller d'une demande de ne pas diffuser ou publier une information, à caviarder ou modifier son contenu. Ils se font ainsi licencier plus facilement que les journalistes de base. Il faut également rappeler que l'élite mentionnée dans les citations ci-dessus a perdu son pouvoir avec l'arrivée de l'AKP au sommet de l'État, surtout après 2013. Si « les relations entre les commentateurs politiques et les ministres ou chefs de partis qui sont leurs interlocuteurs habituels, sont, par nature, ambiguës<sup>64</sup> », elles sont devenues conflictuelles. De 2013 à 2018, de nombreux éditorialistes ont été licenciés (ou ont été contraints de démissionner) dont Can Dündar, Kadri Gürsel, Mehmet Yılmaz, Nuray Mert, Hasan Cemal. Si la contrainte s'applique à tous les niveaux des cadres dans l'espace journalistique, les cadres supérieurs sont encore plus exposés aux pressions politiques. À de nombreuses reprises, les éditorialistes populaires sont devenus la cible de responsables politiques et notamment de Recep Tayyip Erdoğan.

---

<sup>60</sup> T. FERENCZI, « Le double visage du journalisme politique », art. cit, p. 31.

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> *Ibid.*

<sup>63</sup> Ira William ZARTMAN et Maureen R. BERMAN, *The practical negotiator*, New Haven, Yale University Press, 1982., cité par W. GENIEYS, *Sociologie politique des élites*, op. cit, p. 21.

<sup>64</sup> T. FERENCZI, « Le double visage du journalisme politique », art. cit, p. 31.



Parmi les plus connus, Hasan Cemal a été sévèrement critiqué par le président Erdoğan, après avoir écrit deux rubriques qui défendaient la publication (dans son journal) des documents appelés « İmralı Zabıtları » (les procès-verbaux d'İmralı) qui révélaient les détails d'une discussion entre les représentants du gouvernement turc et Abdullah Öcalan, leader de PKK (Partiya Karkerên Kurdistan — Parti des travailleurs du Kurdistan) dans l'île İmralı, située dans le sud de la mer de Marmara où il est détenu. Contrairement au reporter « sans nom » qui avait trouvé les documents « İmralı Zabıtları » et qui était, en effet, le véritable auteur du scoop, Cemal a été ciblé par le président Erdoğan pour avoir défendu dans ses éditoriaux la publication de ces documents :

« Certains spécialistes des médias, les spin-doctors écrivent ceci. Il y a une différence entre gouverner l'État et faire un journal. Si vous aimez ce pays, si vous voulez contribuer au processus de paix, alors ne sortez pas une telle information, ce n'est pas possible. C'est un processus délicat. [...] Si tu fais du journalisme comme ça, ne le fais pas du tout...<sup>65</sup> »

Suite à la critique publique d'Erdoğan, Cemal a reçu du rédacteur en chef l'injonction de ne pas écrire pendant deux semaines, une tactique à laquelle recourent souvent les journalistes en vue pour faire tomber la tension. Au bout de deux semaines, il a démissionné de *Milliyet*, pour lequel il travaillait depuis quinze ans, après avoir appris que sa première rubrique après cette pause ne serait pas publiée parce qu'elle critiquait le propriétaire du journal, Erdoğan Demirören. Il travaille aujourd'hui pour le site d'actualité *T24* où il tient une rubrique.

« Si Tayyip Erdoğan va, disons, à Denizli en avion, il le suit. Là-bas Erdoğan lui dit “Va te faire voir avec ton journalisme”. Il ne dit pas “votre”, il dit “ton”. Après, Erdoğan Demirören appelle Derya [Sazak]. Il se fâche contre lui, il lui dit “Vire ce type”. Il dit : “On ne peut pas le tolérer”. Derya Sazak lui répond “Donnez-moi du temps, une ou deux semaines”. Moi, pendant ce temps-là, j'étais en vacances, mais j'ai écrit ma rubrique, je l'ai envoyée au journal, c'était sur les propos de Tayyip Erdoğan. Derya m'a appelé, je ne l'oublierais jamais, il m'a dit, “Mon frère, donne-moi du temps, une ou deux semaines, n'écrit pas pendant ce temps-là”. Mais il ne m'a pas révélé pourquoi il disait ça. Jusqu'à quand ne devais-je pas écrire ? “Mon frère, n'écris pas pendant un certain temps et on ne publie pas ce papier-ci”. Quand je suis rentré à Istanbul, je lui ai encore envoyé la même rubrique. Et la négociation a commencé. On m'a dit d'enlever ce mot, de changer une phrase, etc. Je lui ai dit, “Écoute-moi, ou bien tu publies cet article, ou bien, moi, je m'en vais”. Le lendemain, mon article n'a pas été publié. Et moi, j'ai démissionné. Cela s'est passé exactement comme ça<sup>66</sup>. »

---

<sup>65</sup> Doğan AKIN, « Hasan Cemal Milliyet'ten ayrılıyor! » [Hasan Cemal quitte Milliyet !], *T24*, publié le 18 mars 2013, consulté le 16 octobre 2020. <https://t24.com.tr/yazarlar/bilinmeyen/hasan-cemal-milliyetten-ayriliyor,6360>

<sup>66</sup> Entretien réalisé le 25 avril 2019 à Istanbul.

L'élite des journalistes, dont les noms sont mentionnés ici, n'occupe plus de postes de cadres supérieurs au sein des entreprises. Ils ont perdu leur poste à partir de 2013 et ont été remplacés par d'autres acteurs journalistiques, proches de l'AKP. N'occupant plus ces postes, ces journalistes ne se considèrent plus comme membres de l'élite, ni même comme des journalistes, du fait qu'ils ne travaillent plus dans les journaux. Ce sentiment est plus fort chez les journalistes de presse écrite qui, hiérarchisant les types de supports (presse écrite, audiovisuelle, internet), considèrent la presse écrite comme le média principal.

**« Q : Par exemple, dans le livre, vous parlez de l'élite des journalistes. Qui est cette élite des journalistes ?**

**R :** Autrefois, moi aussi, je faisais partie de l'élite des journalistes. Maintenant, je ne suis plus journaliste. Je ne possède pas de journal, non plus.

**Q : Mais pourquoi, il y a T24 ?**

**R :** On n'appartient pas être à l'élite si l'on est chez T24<sup>67</sup>. »

Ces élites ayant perdu leur pouvoir et étant remplacées par d'autres élites journalistiques illustrent la théorie de la circulation des élites de Vilfredo Pareto. L'histoire de l'homme, selon Pareto, est « celle du remplacement continu de certaines élites : les unes qui émergent et les autres qui déclinent. Telle est la réalité, même si elle peut nous apparaître sous une autre forme<sup>68</sup> ». Selon lui, les nouveaux hommes de pouvoir remplacent les anciens détenteurs de ce même pouvoir, mais il insiste également sur le processus intraélitair. La théorie parétienne se présente comme un contre-modèle de la théorie marxiste « qui prône un avenir des sociétés plus égalitaires une fois débarrassées des classes sociales<sup>69</sup> ». Les élites seront donc « toujours là parce qu'elles et elles seules ont les clefs de ce processus<sup>70</sup> ». Selon Pareto, « le peuple peut être alternativement le lieu d'où va s'extraire une nouvelle élite qui viendra contester le pouvoir de l'ancienne élite ou encore servir de force d'appoint pour une nouvelle élite qui souhaite remplacer la précédente<sup>71</sup> ». Dans sa théorie sur les élites, il insiste sur la circulation « non seulement en tant qu'une tentative d'explication de ce qui conduit au changement de la nature des élites, mais également comme une analyse des stratégies de conservation ou de conquête de pouvoir déployées par les différentes composantes de la minorité dirigeante<sup>72</sup> ». Les journalistes qui occupent le sommet des entreprises médiatiques sont progressivement

---

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> Vilfredo PARETO, « The rise and fall of the elites: an application of theoretical sociology », *Originally publ. in: Revista Italiana di Sociologia, 1901, pp. 402-456*, Totawa, New Jersey, Bedminster Press, 1968, p. 36.

<sup>69</sup> W. GENIEYS, *Sociologie politique des élites*, *op. cit.*, p. 70.

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 71.

<sup>72</sup> *Ibid.*

remplacés par les nouvelles élites journalistiques proches de l'AKP. Les nouvelles élites occupent les positions de décideurs et ont ainsi transformé le paysage journalistique des médias généralistes. Nous percevons bien ici le caractère transitoire de l'élite. Même si, à première vue, le peuple (les nouveaux dirigeants proches de l'AKP, qui ne font pas partie de l'ancienne élite républicaine) est considéré comme la classe dirigeante, il sera remplacé par une nouvelle élite. Ce sont ainsi les nouvelles et les anciennes élites (directeurs de publication) qui alternent et le peuple, comme le dit Pareto, ne gouverne jamais<sup>73</sup>.

Un journaliste-cadre supérieur interviewé raconte ainsi la transformation de *Radikal*, fermé en 2016. Il explique qu'il a quitté le journal après que celui-ci a été « envahi par des hommes bizarres, sans rapport avec le journalisme<sup>74</sup> ». Par « les hommes bizarres », il désigne les nouvelles élites (dirigeantes journalistiques) qui ont remplacé les anciennes.

« Au bout d'un moment, les hommes étranges ont commencé à fourmiller. Je ne sais pas si je me fais bien comprendre. ... Nous nous disions "Qui sont ces gars-là ?". Alors, disons que de nouveaux gars auxquels je ne pouvais pas m'adapter ont commencé à arriver. Ils avaient des sources peu familières, non identifiées. Et moi, je me disais : "ces informations ne sont pas prêtes. Quelle en est la source ? Il manquait les cinq W (*qui a fait quoi, où, quand et pourquoi* ?). Sans cela, elles ne peuvent pas être diffusées". Et puis, nous avons commencé à ne pas diffuser ce genre de nouvelles. Il y a eu des regroupements dans le journal. Ceux qui travaillaient les samedis, ceux qui préparaient les dimanches et les suppléments... De plus, des fractions ont commencé à se former au sein du journal. Le travail est devenu bizarre. Des querelles interpersonnelles ont commencé à éclater. Et quand ça commence... Tout le monde était constamment énervé... Il y avait un conflit après l'autre dans le journal. Finalement, à un moment donné, je n'ai pas pu plus le supporter et j'ai démissionné<sup>75</sup>. »

Les éditorialistes et les hauts cadres journalistiques ont été ainsi les premiers remplacés par les nouvelles élites. Cependant il faut noter que, contrairement à la théorie parétienne, ces nouvelles élites ne détiennent pas le même pouvoir que les précédentes. Si elles occupent les mêmes postes dans les groupes de médias, elles ne disposent pas du même pouvoir ni du même champ de manœuvre que ceux qu'ils ont remplacés. Il est ainsi utile de réfléchir sur leur statut d'« élite ». Si l'on définit l'élite selon les critères mis en avant par de nombreux chercheurs, dont Putnam, Moore, Field et Higley et Zartman : des « personnes qui sont capables grâce à leur position dans des organisations puissantes d'influencer de façon régulière la vie politique

---

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> Entretien réalisé le 2 août 2017 à Istanbul.

<sup>75</sup> *Ibid.*

nationale<sup>76</sup> ». Les nouveaux venus, subissant de fortes contraintes politiques du gouvernement AKP, ne sont pas considérés comme faisant partie de l'« élite » par l'élite médiatique qu'ils ont remplacée.

« Je ne peux pas qualifier les gens de cette période d'élite. Parce qu'auparavant, c'étaient des journalistes et des éditorialistes très sérieux, sophistiqués et bien informés qui constituaient l'élite<sup>77</sup>. »

La différence principale entre les nouvelles et anciennes élites réside dans leur degré d'autonomie au travail. Après le coup d'État de 1980, pendant les années 1980-1990, l'élite des journalistes disposait d'une large autonomie du fait du faible pouvoir des gouvernements de coalition. Les propriétaires de presse et l'élite journalistique avaient la capacité d'imposer leurs idées au noyau de l'élite qui occupait des positions institutionnelles. La période d'Özal était ainsi connue pour la grande influence des élites journalistiques sur les élites politiques. Si leur pouvoir s'est considérablement affaibli après le coup d'État raté du 15 juillet 2016, il avait duré à peu près 30 ans.

« À cette époque, particulièrement dans les années 1980 et 1990, après le coup d'État du 12 septembre, des gouvernements de coalition faibles étaient au pouvoir. Sous leur administration, les leaders politiques sont devenus fort dépendants des patrons de journaux, des grands patrons des médias. À cause de cette faiblesse, les premiers ministres, les chefs de parti s'inclinaient non seulement devant les patrons de journaux, mais aussi devant des éditorialistes et des rédacteurs en chef tels que nous. Nous jouissions d'un grand pouvoir.

**Q : Combien de temps avez-vous bénéficié de ce pouvoir ?**

**R :** Ce pouvoir a commencé à se former principalement dans les années 1980, parce qu'Özal idolâtrait presque tous les éditorialistes. Plutôt que les journalistes, c'étaient les éditorialistes qui recueillaient des informations. Cela a commencé dans les années 1980 et continué jusqu'aux élections de 2011. Par contre, après les élections de 2011, surtout après 2013 et plus encore après le 15 juillet, Tayyip Erdoğan a fait son coup d'État et assuré son emprise totale sur la société civile. L'influence de cette élite des journalistes a dès lors commencé à s'affaiblir, même si elle existait encore<sup>78</sup>. »

Ces élites occupaient des positions « dans des organisations puissantes<sup>79</sup> » et elles influençaient ainsi de façon régulière la vie politique nationale. En revanche, les nouvelles élites et les entreprises médiatiques ont une influence limitée sur la vie politique, qui est principalement

---

<sup>76</sup> W. GENIEYS, *Sociologie politique des élites*, op. cit, p. 21.

<sup>77</sup> Entretien réalisé le 25 avril 2019 à Istanbul.

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> G. Lowell FIELD et John HIGLEY, *Elitism*, London, Routledge & Kegan Paul, 1980.

animée par le régime autoritaire du président Erdoğan. À titre d'exemple, en 2011, Erdoğan Demirören, le nouveau patron du journal *Milliyet*, a téléphoné à Recep Tayyip Erdoğan, le Premier ministre de l'époque, pour lui demander ses préférences avant l'embauche du nouveau rédacteur en chef<sup>80</sup>. Les dirigeants des organes d'information sont ainsi recrutés par les nouveaux propriétaires des médias qui interviennent dans le fonctionnement des salles de rédaction.

Il faut également ajouter que pour Pareto, « les classes supérieures sont aussi généralement les plus riches. Ces classes représentent une aristocratie (dans le sens étymologique : le pouvoir des meilleurs)<sup>81</sup> ». Selon Renzo Sereno, chez Pareto « l'élite correspond à tout ce que l'on pourrait classer dans l'appellation de *rulers* (dirigeants au sens de gouvernants) car ils sont les seuls à tirer du pouvoir de leur situation et ils en bénéficient parce qu'ils sont les meilleurs, sinon ils n'occuperaient pas les positions qui sont les leurs<sup>82</sup> ». Cependant, contrairement aux propos cités par Pareto, les nouveaux acteurs journalistiques n'occupent pas leur position au sommet de la hiérarchie de la presse parce qu'ils sont les meilleurs, mais parce qu'ils appartiennent à un groupe défini, proche des acteurs politiques du pouvoir AKP. Les nouvelles élites de l'espace journalistique ne font donc pas partie des meilleurs, mais elles appartiennent aux cercles proches des décideurs des grandes entreprises médiatiques. Dans de nombreux cas, les nouveaux dirigeants n'ont ni formation ni expérience dans le journalisme, mais occupent néanmoins des postes de décideurs dans les médias généralistes, comme c'est le cas à *Habertürk*, *NTV* ou le journal *Milliyet*. Ce qui montre la suprématie incontestable des contraintes politiques et économiques sur les excellences professionnelles.

---

<sup>80</sup> Ümit ALAN, *Saray'dan Saray'a Türkiye'de Gazetecilik Masalı* [Du palais au palais. Un conte du journalisme en Turquie], Istanbul, Can Yayınları, 2015, p. 321.

<sup>81</sup> Vilfredo PARETO, *Œuvres complètes : Tome V. Les systèmes socialistes*, Genève, Librairie Droz, 1965, p. 8.

<sup>82</sup> Renzo SERENO, *The rulers*, Leiden, E. J. Brill, 1962, p. 44, cité par W. GENIEYS, *Sociologie politique des élites*, *op. cit.*, p. 61.

## **Informé depuis la capitale : les divergences entre Istanbul et Ankara**

- La manière de s'informer
- Des sources « trop politiques »
- Négocier pour le propriétaire

Si la plus grande partie des journalistes est formée et vit à Istanbul, le journalisme d'Ankara a ses spécificités. Bien que les directions des entreprises médiatiques se trouvent à Istanbul, la majorité des informations politiques provient de la capitale, cœur du journalisme politique. Le journalisme d'Ankara (*Ankara gazeteciliği*) est une tradition qui consiste à couvrir non seulement les partis politiques, mais aussi la bureaucratie et les institutions. Tous les grands groupes médiatiques ont aussi leur bureau à Ankara, dirigé par un journaliste appelé « correspondant à Ankara » (*Ankara Temsilcisi* en turc). Les correspondants à Ankara sont en majorité d'anciens reporters politiques qui connaissent bien le fonctionnement du parlement et les institutions. Cependant, le travail de correspondant ne se limite pas à la transmission de l'information politique au public, il consiste plutôt à superviser les relations entre le pouvoir et les entreprises médiatiques. Ceci dit, la différence entre la pratique du journalisme à Istanbul et à Ankara n'est pas seulement affaire de lieux. Les intérêts et la manière de travailler des journalistes politiques diffèrent considérablement de ceux de leurs collègues à Istanbul. Dans cette partie, en analysant les pratiques journalistiques à Ankara, nous examinerons aussi les mutations du journalisme politique dans un « contexte d'exception ». Pour aborder le journalisme d'Ankara et mieux catégoriser ses spécificités, la catégorisation de Jean-Marie Charon sur les journalistes politiques nous fournit un cadre pertinent : elle porte sur 1) la manière de s'informer, 2) les sources et ressources utilisées, 3) la structure et le fonctionnement des services<sup>83</sup>, autrement dit, la manière de travailler des journalistes d'Ankara (la capitale du pays) et leurs relations avec les membres du gouvernement, leurs collègues à Ankara et les propriétaires des médias.

### *La manière de s'informer*

La manière de s'informer des correspondants à Ankara est assez homogène et n'est pas très différente de celle d'Istanbul, à ceci près que les journalistes d'Ankara mobilisent davantage leurs connaissances du parlement pour s'informer. En majorité, les journalistes d'Ankara

---

<sup>83</sup> Jean-Marie CHARON, « Les journalistes politiques : qui sont-ils ? », *Le Temps des médias*, 7-2, 2006, p. 180.

préfèrent les sites d'information et la télévision, ce dernier média reste allumé continuellement en mode silencieux dans leur bureau. Ils zappent occasionnellement pour voir comment les médias concurrents traitent l'information. Le correspondant de *Hürriyet* à Ankara explique que la recherche d'informations commence dès le réveil avant même l'arrivée au bureau.

« Je me réveille tôt le matin, à 7 heures. Je réveille ma fille, nous sortons vers 7 h 30. Je commence à lire les journaux, je commence déjà à les lire sur internet en chemin. Je lis tous les journaux existants, et si nécessaire, je prends des notes. Après cela, nous faisons une réunion de presse avec les reporters de *Hürriyet*. Nous déterminons notre ordre du jour, ce que nous devons suivre, ce que nous devons voir, comment voir quoi ? Nous quittons cette réunion et organisons une réunion avec la rédaction d'Istanbul. Nous disons qu'en tant que bureau d'Ankara, nous ferons ça et ça. Si le bureau d'Istanbul a des demandes particulières, il nous le fait savoir. Après cela, toute la journée, je m'occupe, d'abord des nouvelles, puis de mes activités de direction. Si je dois rencontrer quelqu'un, je sors, je déjeune, mais, bien sûr, ce sont des déjeuners d'affaires. Soit avec une source d'information, soit avec une personne qui est en rapport avec une affaire. Si je suis invitée quelque part, comme à une conférence de presse spéciale, une conversation, je continue avec eux. S'il y a des infos que je dois rédiger, je les écris. Après ça, je reviens et regarde la version non publiée du journal sur internet. Pendant ce temps, je suis constamment sur les sites internet. Pour cela, je n'ai pas besoin de me mettre devant l'ordinateur. Nous avons des téléphones portables, des groupes Whatsapp. Puis, c'est le soir et je rentre chez moi. Mais bien sûr, il peut se produire les choses suivantes : si j'ai l'émission de Parametre, je la fais à 9 heures et demie du matin. Si on me sollicite comme invitée spéciale [dans une émission], j'y vais pour la diffusion. Quand la nuit est tombée, normalement on devrait rentrer à la maison et dormir, mais, non, ce n'est pas si facile. Je peux continuer à travailler depuis chez moi par téléphone parce le flux d'information est incessant et le travail suit. Pour cette raison, je peux travailler 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 au téléphone. Parce que mon travail consiste à parler, faire des rencontres, obtenir des informations, les transmettre, etc. Parfois, nous restons dans ce bâtiment pendant 24 heures, ou bien 48 heures<sup>84</sup>. »

Il est particulièrement intéressant de noter que l'on attend des journalistes politiques qu'ils soient continûment « en ligne ». C'est-à-dire qu'ils doivent toujours être disponibles via leurs smartphones, qui leur permettent à la fois de suivre et de partager l'information. Rares sont ceux qui ne font leur travail que pendant les horaires officiels. Hormis pour les journalistes de desk, l'activité journalistique, en pratique, n'est pas un travail avec un début et une fin. Il se poursuit tout au long de la journée sans limites temporelles.

Le temps accordé à la lecture des journaux est très court. Elle se fait rapidement, première activité en arrivant au bureau. Comme le décrit Jean-Marie Charon, cette lecture est méthodique

---

<sup>84</sup> Entretien réalisé le 21 avril 2017 à Ankara.

et rapide : « il s'agit de parcourir et de lire leurs pages politiques en se concentrant sur le traitement factuel : est-ce qu'on n'avait rien oublié ? Quels sont les angles et mode de traitement privilégiés par les autres collègues des autres titres ? Les commentaires sont-ils dans les mêmes tonalités que leurs propres commentaires ou des collègues du service ?<sup>85</sup> ».

Cependant, pour les journalistes politiques, la place accordée à l'information télévisée est particulièrement importante. Les journalistes suivent la diffusion et le traitement des autres médias non seulement pour s'informer, mais aussi et surtout, pour décider de diffuser l'information. Ce critère est particulièrement valable pour les informations jugées « critiques », c'est-à-dire celles qui sont plus prédisposées à subir la censure ou l'autocensure. Les journalistes décident du traitement et/ou de l'angle de traitement d'une information critique à partir du traitement des autres pour contourner la contrainte afin de ne pas être la seule cible face au pouvoir politique. La rapidité et l'esprit de compétition ne viennent que dans un second temps.

Dans un dernier temps, les journalistes suivent les médias parce que cette activité fait partie de leur travail. Ils abandonnent la consommation active des médias une fois qu'ils changent de poste ou de travail. La majorité des journalistes que nous avons interrogés ont parlé d'un phénomène d'homologie, c'est-à-dire que, selon eux, tous les médias généralistes traitent la même information de la même manière, les informations télévisées « n'apprennent rien » et « disent tous la même chose ». Les entretiens menés nous permettent de dire que les chaînes d'information en continu diffusent en direct tous les discours du président Erdoğan et de la plupart des membres du parti au pouvoir. Les dirigeants de l'AKP bénéficient d'une couverture médiatique très importante. Les partis d'opposition en bénéficient beaucoup moins et le HDP, le parti prokurde, est complètement absent des écrans des chaînes d'information en continu, notamment depuis l'abandon du processus de paix en 2016.

**« Q : De nos jours, quand le Premier ministre ou le Président prend la parole en public, son discours est diffusé du début à la fin. Mais autrefois, ce n'était pas le cas. Qu'en pensez-vous ?**

**R :** D'après moi, cela ne devrait clairement pas être diffusé intégralement. En Turquie, les chaînes d'information font des émissions assez locales. Autrement dit, elles ne se concentrent que sur la Turquie. Bien sûr, s'il y a une attaque en Espagne, on fait un sujet dessus, mais qu'est-ce que je veux dire par local : tous les discours des politiciens de n'ont pas à être repris de A jusqu'à Z. La logique serait : par exemple, si à l'ordre du

---

<sup>85</sup> J.-M. CHARON, « Les journalistes politiques : qui sont-ils ? », art. cit, p. 180.



jour d'aujourd'hui, il y a une attaque X en Syrie, quand on fait d'émission sur l'attaque, si le Premier ministre en parle, on peut dire qu'on diffuse son intervention et quand c'est fini, on peut continuer l'émission sur l'attaque X. C'est une diffusion plus professionnelle.

**Q : Pourquoi cela ne se fait pas ?**

**R :** Je n'ai aucune idée de pourquoi cela se fait ou non. En tous cas, si tous les discours sont diffusés en direct, c'est un audiovisuel *cheap*. Puisque vous émettez en continu sans sélection, ça simplifie trop les choses<sup>86</sup>. »

« Tout d'abord, si quelque chose se produit, il faut le mettre de côté : il y a un monopole de la diffusion en direct. Donc le Président a la priorité.

**Q : Est-ce que c'était comme ça auparavant ?**

**R :** C'est comme ça depuis très longtemps. Oui, c'est ça ! En d'autres termes, quand il n'y avait pas même d'élections, si le discours du Président, qui était alors le Premier ministre, coïncidait avec une réunion de groupe de Kılıçdaroğlu, les médias préféraient le Président. Seule exception, pour les élections de 2014, nous avons pris une décision : pendant la période électorale, les partis politiques allaient avoir la priorité, c'est-à-dire que lorsque le discours de Kılıçdaroğlu [le leader du CHP] coïnciderait avec le discours du Président, nous diffuserions le discours de Kılıçdaroğlu. Parce que c'était une élection politique, il y avait une compétition, c'était une décision prise avant les élections du 7 juin, pour qu'il n'y ait pas d'injustice.

**Q : Je pose cette question parce que vous savez, en conséquence Demirtaş [le leader du HDP de l'époque] a joué du saz [instrument musical traditionnel] à Tarafsız Bölge. Par contre, pour le moment, les députés du HDP se plaignent de ne pas avoir même un droit de répondre [aux questions qui les intéressent]...**

**R :** C'est vrai. Ils ne sont pas invités aux émissions.

**Q : Donc est-ce que c'est une décision qui est mise en œuvre ?**

**R :** C'est vrai. Nous avons donc des amis qui les invitent, mais ils le font entièrement en prenant des risques personnels. Par exemple, dans la matinée, Emin Çapa reprend des discours d'Ahmet Türk et Sırrı Süreyya Önder dans ses bulletins, mais il ne peut pas les inviter à l'émission en direct. En d'autres termes, il n'y a pas eu d'émissions en direct ni d'interviews exclusives dans les journaux depuis longtemps.

**Q : Eh bien, autre exemple, lorsque le Président Erdoğan parle, on doit attendre qu'il finisse, quel que soit l'ordre du jour.**

**R :** Jusqu'à ce que ce soit fini, oui... Beaucoup d'élections ont eu lieu depuis 201... À l'arrière-plan, la scène était la suivante : les gars du Président, les conseillers du Président exposaient au Président quelle chaîne avait diffusé son discours combien de minutes en direct, et le président nous le répétait à chaque occasion : "Écoutez, vous ne nous avez diffusé que 9 minutes", etc. Il nous disait des trucs comme ça. Je suppose qu'il ne pouvait pas le supporter... Par exemple, nous avons 16 écrans au centre de presse. 12 d'entre eux sont des chaînes d'information, les autres des chaînes étrangères. Quand Tayyip Erdoğan parle, ils se tournent tous vers lui. Il en va de même pour Binali Yıldırım. Alors, quand Binali Yıldırım et Tayyip Erdoğan font un discours en même temps, tous se tournent de nouveau vers Tayyip Erdoğan... Par exemple, s'il est à l'aéroport et part pour quelque part, et fait une conférence de presse, si elle coïncide avec notre émission du matin, on termine l'émission pour la diffusion en direct de sa conférence de presse<sup>87</sup>. »

---

<sup>86</sup> Entretien réalisé le 21 avril 2017 à Ankara.

<sup>87</sup> Entretien réalisé le 14 avril 2017 à Ankara.

La diffusion des discours officiels des dirigeants des partis et du président Erdoğan dans leur intégralité les dévalorise (même si elle facilite le travail des journalistes) et ils sont souvent assimilés à une propagande du parti au pouvoir. Les propos de ce journaliste politique d'Ankara montrent les microstratégies mobilisées sur le lieu de travail. Si l'activité journalistique s'exerce sous une contrainte politique qui ne permet pas de diffuser en direct les discours des dirigeants du parti prokurde, les journalistes créent des microrésistances et diffusent ces discours dans leurs émissions. Ces microstratégies à différents niveaux dégagent des espaces d'autonomie au sein des rédactions et relativisent la dominance de la contrainte politique sur l'activité journalistique. Les journalistes catégorisent les émissions selon le niveau de contrainte politique et retransmettent certaines informations critiques (comme les discours du HDP, le parti prokurde) dans les émissions qui subissent relativement moins de pression du parti au pouvoir (comme les émissions diffusées le soir).

En somme, les journalistes basés à Ankara suivent tous les types de médias en accordant une importance particulière aux chaînes d'information en continu. Cependant, au-delà des raisons informatives, ils les suivent pour prendre la décision finale quant à leur propre traitement informationnel. Le traitement de la même information par les autres médias constitue une source de légitimation pour les journalistes. Ils cherchent donc à minimiser un conflit lié à la publication d'une information jugée « critique » en indiquant que d'autres médias l'ont également publiée.

#### *Des sources « trop politiques »*

Les sources sont les premiers facteurs qui différencient les journalistes d'Ankara de ceux d'Istanbul. Comme nous l'avons expliqué, les correspondants à Ankara sont, en grande partie, des journalistes politiques, et d'ailleurs, ils en possèdent toutes les caractéristiques. Comme l'analyse Jean-Marie Charon, « au premier rang des sources et ressources, figurent les relations directes avec les politiques, avec des confrères, avec des “experts” du domaine, avec des contacts au sein de la société civile<sup>88</sup> ». Pendant les entretiens, les contacts avec les membres du parlement, les députés, les leaders, les politiques ont été les plus cités ; les journalistes rencontrent leurs sources d'une manière aussi bien formelle qu'informelle. Les journalistes à Ankara ont établi des contacts permanents au parlement et dans les institutions administratives.

---

<sup>88</sup> J.-M. CHARON, « Les journalistes politiques : qui sont-ils ? », art. cit, p. 181.

« Les reporters qui couvrent les partis politiques ont une place importante dans le journalisme d'Ankara. Étant donné que le parlement et les sièges des partis politiques se trouvent à Ankara, la politique y tient une place importante. Une telle situation n'existe pas dans les autres villes. Puisque le centre de la politique est Ankara, les reporters chargés des partis politiques sont également employés dans les bureaux d'Ankara. Par exemple, ici, il y existe un reporter pour chacun des partis : l'AKP, le CHP, le MHP... Autrefois, certains médias avaient un reporter pour l'HDP, mais c'est terminé. Ces reporters essaient de suivre toutes les activités du parti. Ils sont responsables de tout, depuis les réunions de l'exécutif central, les réunions d'assemblée du parti, les congrès, jusqu'aux discours du leader du parti<sup>89</sup>. »

Le suivi le plus conventionnel est celui des reporters spécialisés sur un parti politique. Ces reporters, souvent jeunes à l'exception de quelques-uns plus confirmés, suivent les membres et les leaders des partis politiques, participent aux communications officielles et couvrent ainsi les activités politiques. Le journalisme d'Ankara est souvent accusé par les journalistes d'Istanbul, de ne pas être du « vrai journalisme », d'autant qu'il ne consiste qu'en un suivi des réunions et des conférences de presse des officiels.

« Ce que chaque ministre fera ce jour-là nous arrive de toute façon. AA (Anadolu Ajansı - L'agence Anadolu) diffuse cette information. Par exemple, on dit que le ministre rencontrera quelqu'un à 9 heures du matin, qu'il se rendra quelque part à 11 heures et demie, etc. On regarde, bien sûr, on ne va pas vers eux tous, mais si le ministre parle quelque part, on y va, on le suit. Donc on suit son programme. C'est très ennuyeux.

**Q : Ennuyeux, pourquoi c'est ennuyeux ?**

**R :** Pour moi, c'est ennuyeux. Avant que je ne fasse ça, j'allais vers ce qui est explosif, détonant, les faits divers. Là, c'est très stérile, comment dire... Les journalistes d'Ankara se prennent pour... ils pensent qu'ils font le travail le plus important du monde. Mais on ne suit que les conférences de presse. On n'a aucune chance de trouver une nouvelle extraordinaire<sup>90</sup>. »

Cependant, les échanges d'informations ne sont pas toujours formels. Comme le souligne Nicolas Kaciáf, « qualifier une relation ou un échange d'informel' ne sert pas seulement à désigner la forme de la relation. Un échange d'information peut être décrit comme "informel" au regard de son contenu, dès lors qu'une source s'adresse à un journaliste en n'exprimant pas un point de vue officiel et/ou en refusant d'assumer publiquement ses propos<sup>91</sup> ». Ce fut ainsi

---

<sup>89</sup> « Ankara gazeteciliği : Örselense de inatla sürdürülen gelenek » [Le journalisme d'Ankara: une tradition qui persiste obstinément même si elle est rompue], *Journo*, publié le 13 novembre 2019, consulté le 3 décembre 2020. <https://journo.com.tr/ankara-gazeteciligi>

<sup>90</sup> Entretien réalisé le 30 juin 2017 à Istanbul.

<sup>91</sup> Nicolas KACIÁF, « Des dissidences aux confidences. Ce que couvrir un parti veut dire », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 22.

le cas pour certains journalistes d'Ankara, surtout ceux de *Doğan Medya* (aujourd'hui Demirören Medya) avec qui le gouvernement AKP a été en conflit pendant plusieurs années. Soumis à des contraintes matérielles et morales, le groupe *Doğan* n'avait pas de bonnes relations avec l'AKP jusqu'au 15 juillet 2016, date où l'embargo s'est terminé par l'apparition du président Erdoğan sur les écrans de *CNN Türk*. Jusqu'à la fin de l'embargo<sup>92</sup>, les journalistes entretenaient des relations compliquées avec les membres de l'AKP qui ne voulaient pas partager leurs communications officielles ou non officielles avec les journalistes de *Doğan Medya*. Cependant, il serait erroné de dire que l'AKP était complètement absent des chaînes de télévision appartenant au groupe *Doğan*. Les journalistes avaient leurs propres relations de proximité, à titre individuel, avec des membres du parti. Ils créaient ainsi différents niveaux d'interaction selon leur relation sociale avec ces responsables politiques. Comme l'écrit Carole Bachelot, « la proximité sociale des journalistes et des responsables politiques produit ainsi un effet de microcosme fréquemment dénoncé par la sociologie critique. Cette proximité relève par ailleurs d'un effet générationnel chez les *baby-boomers*, qu'elle soit due à des formations parallèles dans les mêmes établissements (...) ou à des expériences militantes communes qui rendent les journalistes particulièrement sensibles à la culture de parti et au jeu politique des coulisses<sup>93</sup> ».

Si l'embargo bloquait la communication officielle de l'AKP, la voie informelle permettait de faire circuler l'information. Les journalistes, surtout confirmés, avaient des relations indépendantes professionnelles avec des membres de l'AKP et entretenaient dès lors des rapports informels. Il s'agissait plutôt de journalistes qui étaient de la même génération et/ou qui avaient fait les mêmes formations et étaient ainsi, à l'origine, du même milieu culturel. Le

---

<sup>92</sup> Les membres de l'AKP ont boycotté les médias issus de groupe *Doğan*, pendant quatre ans, de 2008, après le procès de *Deniz Feneri*, à 2011 jusqu'aux élections qui ont fini par la victoire de l'AKP. En 2009, le groupe *Doğan* a été condamné d'une amende fiscale de 2,5 milliards dollars, presque autant que la valeur de l'entreprise. Le procès *Deniz Feneri* était un procès lancé en Allemagne en réponse aux allégations portées contre l'organisation caritative *Deniz Feneri*. Ces allégations indiquaient qu'une partie des 41 millions d'euros collectés par l'organisme de bienfaisance avait été utilisée en dehors des fins caritatives. Le procès a été vu par la Haute Cour de Francfort le 17 septembre 2008. Les dirigeants de l'association, qui étaient déjà détenus, ont été condamnés à la prison et les biens de l'association ont été transférés à l'État. Cependant, la tension entre Recep Tayyip Erdoğan et *Doğan Medya* remonte au passé. Pendant la seconde moitié des années 1990, le groupe a pris parti du côté de la bureaucratie (militaires) dans le conflit pour le pouvoir entre le mouvement Vision Nationale et la bureaucratie. Le 24 septembre 1998, la Une de *Hürriyet* était « Il [Recep Tayyip Erdoğan] ne peut même être *muhtar* (gouverneur local) » (*Muhtar bile olamaz* en turc) en soulignant que Recep Tayyip Erdoğan ne peut pas être élu, selon la constitution, en raison de son passé carcéral. Toutefois, l'embargo officiel s'est véritablement terminé en 2016 avec l'apparition de Recep Tayyip Erdoğan sur les écrans de *CNN Türk* dans la nuit de 15 juillet.

<sup>93</sup> Carole BACHELOT, « Du brouillage sur la ligne : de l'informel dans les relations entre les dirigeants du Parti socialiste et les médias », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 48.

recours à l'échange informel était donc la seule technique, pendant l'embargo, permettant aux journalistes de *Doğan Medya* d'obtenir des informations sur l'AKP. Nous rejoignons ainsi l'hypothèse développée par Nicolas Kaciaf sur la nature et le contenu des interactions entre journalistes et membres du Parlement : « Les productions journalistiques sont en conséquence affectées par l'identité de ces interlocuteurs, le degré de l'officialité de leur prise de parole et le caractère plus ou moins formel de leurs relations aux journalistes<sup>94</sup> ». Si les membres de l'AKP étaient absents des écrans de *Doğan Medya*, ils étaient présents dans le contenu de l'information traitée à travers les interactions informelles. Ceci étant, les cadres journalistes de *Doğan Medya* ont continué à entretenir des relations professionnelles (et quelques-uns personnelles) avec les membres de l'AKP, même pendant l'embargo.

**« Q : Alors, avez-vous des amis politiques ?**

**R :** J'ai des amis politiques.

**Q : Pensez-vous qu'il devrait y avoir une amitié journaliste-politicien ?**

**R :** C'est comme ça : on ne peut pas l'empêcher, parce que j'ai des amis qui sont diplômés de la même école dont je suis diplômé. L'un est devenu politicien, un autre est devenu soldat, un autre est devenu agent secret. Bien sûr, ils ne pensent pas que "comme il est journaliste, notre amitié doit cesser." Cela ne s'accorde pas aux réalités de la vie. Donc, ce n'est pas ainsi. Mais cela ne veut pas dire que je vais protéger mon ami, que je ne vais pas lui poser une question difficile en faisant du journalisme. Parce qu'il faut savoir que l'amitié est une chose, le travail est une autre chose, c'est pareil pour tous les domaines de la vie.

**Q : Ont-ils des demandes de votre part, du type "Écrivez ceci, n'écrivez pas ceci" ?**

**R :** Non, ils me connaissent depuis des années. Je les connais aussi depuis des années. Il en est de même avec les personnes que j'ai rencontrées plus tard. Généralement, ce genre de choses ne se passe pas entre nous. Parce que je fais ce métier depuis 23 ans. Depuis 23 ans, comme tu peux l'imaginer, en politique, dans d'autres domaines, les gens te connaissent, ils agissent en conséquence, tu connais les gens et tu agis en conséquence. Il s'agit donc de la manière dont vous avez établi cette relation de travail depuis le début. Ou, c'est lié au rapport de confiance que vous établissez, c'est une question de moralité. Tout est lié, en fait.

(...)

Si l'on regarde d'une perspective universelle, il y a des termes comme *on the record*, *off the record*. Je les ai respectés toute ma vie. Parce que, si j'étais [à leur place], je ne reverrais pas la personne qui ne les respecte pas. Ou bien, je mettrais de la distance. Le rapport de confiance mutuelle est très important. Par conséquent, je n'ai pas violé cette règle<sup>95</sup>. »

**« Q : Par exemple, est-ce que le conflit entre *Doğan Medya* et le gouvernement a eu des répercussions sur vous ?**

**R :** Cela ne s'est pas reflété sur le plan personnel. Bien sûr, il y a eu de petites allusions comme ceci : "Tu es reporter de *Hürriyet*, tu penses naturellement comme ça". Mais,

<sup>94</sup> N. KACIAF, « Des dissidences aux confidences. Ce que couvrir un parti veut dire », art. cit, p. 24.

<sup>95</sup> Entretien réalisé le 21 avril 2017 à Ankara.

cela n'a affecté ni mon pouvoir ni mes relations. Ce que je veux dire, c'est que j'avais une réponse par rapport à ça, notre relation ne ressemblait pas beaucoup à une relation subordonné-supérieur. C'était une relation plutôt égalitaire. C'est-à-dire, qu'à certains moments où je posais des questions, je critiquais et discutais vivement. Il n'y a eu aucun problème là-dessus.

**Q : On ne voyait pas les politiciens sur les écrans de *Doğan Medya*, il y avait clairement un boycott.**

**R :** Bien sûr. Mais comme nous avons une relation personnelle, la relation au sein du journal était plus facile. C'est donc une interdiction générale. S'il ordonnait à tous les ministres de ne pas participer pas aux émissions de *CNN*, et ils ne participaient pas, s'il disait qu'ils pouvaient participer pendant 6 mois, tous participaient. Mais à part ça, dans les relations personnelles, nous n'étions pas si restrictifs<sup>96</sup>. »

L'expérience, les heures passées au Parlement et la notoriété jouent un rôle crucial dans la structuration des rapports avec les membres du Parlement. Les journalistes qui sont dans le métier depuis longtemps sont ainsi dans une position plus avantageuse que les jeunes reporters. Toutefois l'informel a ses désavantages spécifiques. Si le mode informel est considéré comme « la plus-value du travail journalistique<sup>97</sup> » pour pouvoir aller au-delà des informations également disponibles dans les autres médias concurrents, il présente des risques inhérents à ce type de relation. De telles pratiques, en effet, fonctionnent sur un double registre : d'un côté, plus la proximité s'établit entre les journalistes et les acteurs politiques, plus la confiance augmente et plus le journaliste a des chances de bénéficier d'informations de l'arrière-scène. De l'autre, plus les rapports s'intensifient, plus la marge de demande des acteurs politiques aux journalistes s'amplifie. Autrement dit, la personnalisation des relations estompe les frontières et déstabilise la nature « professionnelle » de la relation. Les acteurs politiques se permettent ainsi de s'énerver ou de s'indigner contre les journalistes pour avoir publié une information *off*.

« Nous avons aussi un avantage, bien sûr, je suis reporter parlementaire depuis très longtemps. C'est là que les sources d'information passent beaucoup de temps. D'autres, par exemple, les gens qui sont sur le terrain, vont se rencontrer pendant une demi-heure et tourner. Ils vont quelque part pour un rendez-vous de 15 minutes ou bien d'une heure. Moi, je passe 8 heures avec eux. Ce processus les fait mieux me connaître. Ce que je veux dire, c'est qu'on me connaît, on sait que je travaille à *Hürriyet*, que j'ai un parti-pris d'opposant, etc., mais aussi une idée vient s'implanter dans leurs têtes : "Les nouvelles qu'il a publiées ne m'ont pas nuï". Et aussi, ce que j'écris n'est pas mensonge. Qu'ils les aiment ou pas, ce n'est pas mensonge. Dans la mesure où ils voient ces choses, un rapport de confiance se construit. Bien sûr, je dois faire plus d'efforts pour atteindre les informations, je dois faire plus d'efforts pour les convaincre, mais une fois que c'est fait, je veux dire, toutes nos ressources sont membres de l'AKP. Mais ils me font

---

<sup>96</sup> Entretien réalisé le 20 avril 2017 à Ankara.

<sup>97</sup> C. BACHELOT, « Du brouillage sur la ligne : de l'informel dans les relations entre les dirigeants du Parti socialiste et les médias », art. cit, p. 43.

confiance. Ils savent que, s'ils me disent de ne pas publier, je ne publierai pas, et si je publie quelque chose, ce n'est pas mensonge, c'est vrai. Il se peut que tu ne l'acceptes pas, mais c'est la vérité. Par exemple, ils me font ce reproche : "Tu as dévoilé tous les aspects cachés de notre réunion". "Est-ce que c'est faux ?" demandé-je. Bah non, mais si tu n'avais pas tout écrit, ça aurait été mieux.

**Q : Est-ce qu'ils appellent ?**

**R :** Bah, bien sûr. Je passe 8 heures avec eux, si je ne les vois pas aujourd'hui, je les rencontrerai demain dans les coulisses. Les endroits discrets où nous passons notre temps sont des endroits que les politiciens, les ministres et les députés fréquentent constamment. Être reporter parlementaire, c'est donc autre chose. S'ils ne me voient pas un jour, ils me voient le lendemain. Ils se mettent en colère contre moi, se fâchent contre moi, je les blesse, et après nous nous réconcilions, etc. Comme je l'ai dit, même si c'est un équilibre délicat, ils vous respectent, même s'ils sont en colère, tant que vous pouvez rester indépendant et objectif. C'est quelque chose de très important. Donc, il faut préserver ces liens, tu as l'air de perdre à court terme, mais tu gagneras à long terme. Le journalisme est comme ça, peut être qu'il [le politique] ne t'aime pas aujourd'hui, mais quelqu'un d'autre le remplacera demain. Tant que tu restes fort, [les politiques] se défilent devant toi les uns après les autres, et d'autres viendront<sup>98</sup>. »

Les relations entre les acteurs politiques et les journalistes sont, comme nous l'avons analysé, de nature personnelle et dépendent de plusieurs facteurs : le type de média (étatique ou de l'opposition), l'âge, la notoriété, l'expérience, la couleur politique et la proximité personnelle. Les journalistes parlementaires qui ne bénéficient pas de cette proximité personnelle sont obligés de passer par les interactions et communications formelles. Ils constituent ainsi le groupe le plus affecté par l'embargo et par la distance généralisée institués par le gouvernement AKP envers les médias d'opposition. Ils souffrent du nombre limité de leurs informateurs et doivent déployer plus d'efforts que les journalistes des médias proches du gouvernement ou les journalistes confirmés bénéficiant de relations de proximité avec les acteurs politiques. Ils ne peuvent profiter des échanges informels et immédiats et doivent se contenter des informations officielles, ce qui crée une ambiance concurrentielle déséquilibrée.

L'école de Palo Alto et sa conceptualisation de la communication proposent une clef pour saisir ce type d'interactions. Paul Watzlawick avance le concept de *symétrie* et rappelle que les acteurs de toute interaction sont soit dans une relation *symétrique*, soit dans une relation *complémentaire*. Dans le premier cas, c'est un sentiment d'égalité qui régit les comportements. Dans le deuxième, la différence domine les échanges. L'un et l'autre sont alors nécessairement soit dans la position dite « basse », soit dans la position « haute<sup>99</sup> ». Cependant, et comme il le

---

<sup>98</sup> Entretien réalisé le 20 avril 2017 à Ankara.

<sup>99</sup> Paul WATZLAWICK, Janet Beavin BAVELAS et Don De Avila JACKSON, *Une logique de la communication*, Paris, Éditions du Seuil, 1979, p. 65.

rappelle, dans la plupart des relations, ces positionnements évoluent et les acteurs passent de l'une à l'autre. La nature des rapports des journalistes avec les acteurs politiques change continuellement. Les journalistes expérimentés ont plutôt des relations *symétriques*, tandis que les plus jeunes subissent des interactions *complémentaires*. La couleur politique des médias définit également la nature de ces interactions. Les interactions des journalistes des médias d'opposition avec les acteurs politiques sont caractérisées par la dissymétrie et la domination qui entravent les échanges.

Les relations des journalistes avec les acteurs politiques ne sont donc pas homogènes. Ce type de relations de nature inégale renforce la polarisation des médias et consolide leurs positions politiques. Un exemple illustre la différence de nature et de contenu des relations entre les différents types de médias ; médias d'opposition et médias sous contrôle gouvernemental.

« J'étais reporter économique à *Cumhuriyet*. Je fréquentais régulièrement le cabinet du Premier ministre et connaissais toute l'équipe d'Abdüllatif Şener. Il était vice-premier ministre en charge de l'économie. Nous étions tellement à l'aise que tout le monde se sentait détendu. Mais c'était une erreur. Je ne sais pas ce qui a changé, ce qui s'est passé, mais tout à coup l'histoire a pris un tout autre cours. Ils ont commencé à se retourner contre nous. Ils ont d'abord exclu des journaux comme *Cumhuriyet*, en les mettant dans le même sac qu'Ergenekon. Après cela, ils se sont rendu compte qu'ils pouvaient affaiblir n'importe qui en recourant à des accusations comme ça [d'ordre politique et criminel] pour l'exclure de jeu. Puis, l'histoire a pris de l'ampleur. Au fur et à mesure que le pouvoir se renforçait, la pression augmentait également. On nous avait déjà appliqué une énorme pénalité fiscale quand je suis arrivée ici. Petit à petit..., des personnes relativement plus modérées ont été exclues du système. Soudain, des groupes de trolls se sont formés. Avec le changement des propriétaires de *Star*, d'*ATV* et de *Sabah*, leurs lignes éditoriales se sont transformées en quelque chose de complètement différent. Cela s'est achevé étape par étape, mais chaque année était pire que la précédente<sup>100</sup>. »

Il serait abusif de conclure que les effets de l'autoritarisme accru du parti au pouvoir se sont cantonnés aux rapports entre journalistes et responsables politiques de la sphère non publique. L'accroissement des contraintes politiques pèse également sur l'espace public et influence considérablement les réseaux sociaux. Les journalistes sont davantage exposés aux attaques sur les réseaux sociaux et sont ainsi plus vulnérables aux offensives des trolls qui cachent leur véritable identité et harcèlent et menacent les journalistes, voire les acteurs politiques, sur les plateformes en ligne. Ainsi, dans l'espace médiatique, les manœuvres d'intimidation ne se jouent pas uniquement à un niveau politique. La contrainte politique a fait naître et a nourri les

---

<sup>100</sup> Entretien réalisé le 21 avril 2017 à Ankara.



différents types de pressions et d'attaques qui ont lieu sur l'internet. En réponse à ces types d'attaques, les journalistes pratiquent l'autocensure, non seulement pour se protéger, mais aussi pour protéger leurs sources et leur institution médiatique.

« Pour cette raison, nous avons quelquefois subi de grands lynchages [médiatiques]. Nous avons été lynchés de façon concertée. Réfléchissons ensemble : quand et comment ont-ils fait ça ? Ils l'ont fait avant les élections de juin, ils l'ont fait avant les élections de novembre. Par exemple, ils mettent en circulation un tweet posté par quelqu'un, des tweets postés par quelques personnes de notre groupe et ils lui donnent des proportions énormes. C'est déconcertant, ils en parlent dans les rassemblements de masse [pendant les discours]. C'est très épuisant. Donc, même si vous ne faites rien, ils vont vous harasser, mais personne ne veut leur donner de matériaux, à juste titre. Parce que c'est vraiment épuisant. De plus, ils n'ont pas d'esprit, aucun sens de l'équilibre. Tu n'es pas face à un bloc sur lequel tu peux dire que celui-là est comme ça, mais celui-ci n'est pas comme ça. Donc, pour eux, c'est très facile. C'est une ambiance très propice pour nous affronter. C'est pourquoi ils nous ont prévenus bien sûr. Je trouve cet avertissement [de ne pas publier des contenus politiques sur les réseaux sociaux numériques] parfaitement justifié. Parce que c'est comme ça : par exemple, moi, je suis constamment avec des bureaucrates et des ministres de l'AKP. Je ne peux pas poster un tweet les maudissant et les revoir le lendemain. D'une certaine façon, cela affecte ma façon de faire mon travail et cela ne me convient pas. Je fais aussi beaucoup d'observations sur beaucoup de choses, je vois beaucoup de problèmes, il y aurait beaucoup à critiquer, mais la chose la plus décente à faire pendant ces périodes est de garder son sang-froid. Donc, ils m'ont prévenu. Parce que nous avons subi des tas d'événements énormes, je ne sais pas si tu as pu les suivre. Il y avait des problèmes, et nous avons été avertis. (...) En tous cas, ce milieu est problématique. Par exemple, moi, parfois, je n'écris pas, pour ne pas mettre ma source en péril. Parce que je sais qu'ils prennent une chose normale et la transforment en quelque chose de complètement différent, et au final, cela lui coûte très cher. (...) Ils font ces déductions à partir de quelque chose de tout à fait ordinaire. Du coup, comment pourriez-vous expliquer la situation à quiconque dans un milieu où la raison ne règne plus ? »<sup>101</sup>

La disparité des rapports entre les journalistes et les acteurs politiques montre qu'il ne s'agit pas d'un phénomène parallèle à celui observé entre les entreprises médiatiques et les partis politiques. Les journalistes négocient les conditions et les contraintes et développent les relations selon leurs propres termes. Les relations de proximité de certains journalistes des médias généralistes traduisent l'autonomie relative conférée aux journalistes dans un contexte fortement polarisé. Le boycott visant un groupe médiatique n'empêche pas la circulation des informations entre les journalistes et les acteurs politiques ; c'est plutôt la position du journaliste (sa couleur politique, sa proximité sociale, sa notoriété, son âge) qui détermine le degré des relations. Les conditions de transmission de l'information déterminent, dans la plupart des cas,

---

<sup>101</sup> *Ibid.*

la forme et le contenu de la communication. Outre les relations personnelles et les contraintes politiques, la communication sur les réseaux sociaux influence, voire transforme les relations entre monde politique et journalistique. Les journalistes, pour se garder des attaques et des menaces et pour protéger leurs sources, ne partagent pas d'informations susceptibles d'attirer l'attention des trolls<sup>102</sup>.

### *Négocier pour le propriétaire*

La plus grande divergence entre les rédactions d'Istanbul et d'Ankara réside dans la structure et le fonctionnement des services. Contrairement à Istanbul, les journalistes d'Ankara sont spécialisés soit par parti politique soit par ministère. La structure du travail à Ankara repose donc sur une organisation en pôles, les journalistes qui suivent le parlement, les ministères et les partis politiques (AKP, CHP et MHP). Les journalistes d'Ankara ont recours, plus que les autres, à la carte de presse<sup>103</sup> pour pouvoir accéder au parlement. La carte de presse constitue donc un instrument qui ouvre la voie aux sources autorisées et à l'informel, premières conditions pour distinguer l'entreprise médiatique, grâce à sa « valeur ajoutée dans l'univers concurrentiel<sup>104</sup> ». Sans la carte de presse délivrée par le gouvernement, les journalistes n'ont accès ni au parlement ni aux acteurs politiques, bref aux sources qui les différencient du journalisme pratiqué à Istanbul. Toutefois, depuis 2016, les journalistes d'opposition ont vu leur carte de presse supprimée, une décision qui les a écartés de l'activité journalistique à Ankara.

« Si vous n'avez pas de carte de presse, à Ankara, il vous manque certaines choses. Tout d'abord, vous n'avez pas la possibilité de suivre activement tous les travaux de l'Assemblée. Avant même que le système d'accréditation ne soit mis en place, vous n'aviez aucune chance d'entrer dans de nombreux ministères, ou d'accéder à certains événements si vous n'aviez pas de carte de presse. Or, sans un suivi de routine des nouvelles, vous aurez des difficultés à accéder aux sources. Vous aurez du mal à vous tenir au courant de l'actualité. Sans carte de presse, il vous manque près de la moitié de tout cela. En ce sens, une carte de presse est indispensable pour les journalistes d'Ankara. C'est à cause de cela qu'il y a une telle pression sur la carte de presse et qu'on

---

<sup>102</sup> L'influence des trolls sur le journalisme en Turquie sera expliquée d'une manière détaillée dans le chapitre IV.

<sup>103</sup> La Carte Jaune de Presse est une carte délivrée par la Commission des Cartes de Presse aux journalistes qui remplissent certaines conditions, les délais légaux d'attente sont déterminés par la Présidence des Communications de la République de Turquie. Elle atteste que les propriétaires sont des journalistes et elle peut faire office de carte d'identité. Toutes les agences gouvernementales reconnaissent cette carte. Une commission (Commission Carte de Presse Jaune) est convoquée au moins trois fois par an pour les journalistes qui remplissent toutes les conditions. Cf. <https://www.iletisim.gov.tr/turkce/basin-karti>.

<sup>104</sup> C. BACHELOT, « Du brouillage sur la ligne : de l'informel dans les relations entre les dirigeants du Parti socialiste et les médias », art. cit, p. 44.

a mis en place un système d'accréditation. Le palais veut conserver la mainmise sur la carte de presse et a refusé de déléguer aux associations professionnelles la compétence pour délivrer la carte de presse. « Nous la donnons aux personnes que nous voulons, pour qu'ils ne nous irritent pas, qu'ils nous suivent docilement, qu'ils ne posent pas de questions embarrassantes. C'est à cause de l'implantation de [cette] mentalité<sup>105</sup>. »

Les journalistes d'Ankara se distinguent aussi de leurs collègues à Istanbul par leurs relations avec leur patron. Les correspondants à Ankara (Ankara Temsilcileri) sont censés établir des liens avec des acteurs politiques, qui leur permettent de se procurer non seulement l'information nécessaire pour alimenter l'activité journalistique, mais aussi de se constituer un certain capital social au parlement, pouvant servir les investissements de leurs dirigeants ailleurs que dans le secteur médiatique. Appelé « suivi des investissements » (iş takibi) par les acteurs eux-mêmes, ce travail consiste à suivre les activités financières des holdings et à établir avec certains acteurs politiques de bons rapports en vue de promouvoir les investissements du holding dans les autres secteurs. Le lien d'intérêt du groupe *Doğan* avec les acteurs politiques a été porté à la connaissance de la commission des recherches sur les médias du parlement. Une journaliste connue, Nazlı Ilıcak, avait exposé devant le parlement les conflits où s'affrontaient les intérêts du groupe *Doğan* et du groupe *Bilgin* et l'institutionnalisation de pratiques douteuses aussi bien dans les médias que dans les autres secteurs :

« Voilà, ce qu'Aydın Doğan a dit à Dinç Bilgin : “Tu es coupable, Monsieur Bilgin, tu es coupable. Tu es coupable d'avoir dissimulé le rapport de la société anglaise afin de tromper les compagnies d'assurance, coupable d'avoir voulu acheter une banque en vue du blanchiment d'argent. Tu es coupable d'avoir fait entrer en bourse une société que tu nous as achetée, une petite société au chiffre d'affaires de 6 milliards de livres turques, et de l'avoir valorisée pour 425 milliards de livres, en utilisant ton pouvoir médiatique.” Et Dinç Bilgin a répondu à Aydın Doğan : “Qu'est-ce qu'il va se passer maintenant, Monsieur Aydın Doğan, n'auras-tu jamais honte de la situation misérable dans laquelle vous avez mis deux institutions de presse historiques, telle que *Milliyet*, que vous avez achetée lorsque vous étiez concessionnaire automobile à Sirkeci, et *Hürriyet* que vous avez achetés plus tard. Vous avez porté un coup à la dignité de la presse turque. Vous utilisez ces deux journaux bien établis à la fois comme un moyen d'attaque et comme un moyen de profiter des ressources de l'État, comme le montrent les exemples de *Dışbank* et *Ray Sigorta*<sup>106</sup>...” »

Outre la direction des services, les correspondants à Ankara (Ankara Temsilcileri) sont recrutés pour des missions managériales, qui consistent, comme nous l'avons analysé plus haut, à

---

<sup>105</sup> « Ankara gazeteciliği : Örselense de inatla sürdürülen gelenek » [Le journalisme d'Ankara : une tradition qui persiste obstinément même si elle est rompue], *Journos*, art. cit.

<sup>106</sup> Mustafa SÖNMEZ, *Filler ve Çimenler. Medya ve Finans Sektöründe Doğan / Anti-Doğan Savaşı* [Éléphants et herbes. La guerre Doğan - Anti-Doğan dans le secteur des médias et de la finance], Istanbul, İletişim Yayınları, 2003, p. 161.

protéger les intérêts du groupe et de son patron. Les acteurs de la presse que nous avons rencontrés et qui occupent ou ont déjà occupé ce type de poste prennent en effet connaissance de ces missions dès leur recrutement. L'un de ceux-ci définit le travail de correspondant à Ankara comme synonyme de « représentation du patron » et souligne le poids managérial de son poste :

« Être correspondant à Ankara signifie en fait beaucoup de choses. Je ne parle pas que de journalisme, bien sûr. Il y a différents modèles, mais je parle de manière générale : cela signifie la gestion d'un bureau avec des reporters, des photojournalistes, des caméramans, du personnel technique. Cela signifie, donc, de la gestion. Puis, c'est aussi représenter le patron, suivre ses affaires et lui donner des informations, établir un équilibre dans ces activités. Ensuite vient le journalisme. Parce que les journalistes sont en rapport avec des politiciens, avec certaines grandes ONG. C'est combiner tout cela, représenter votre entreprise lors des invitations, cultiver les relations, être informé et agir à la fois en tant que manager et en tant que reporter.

**Q : Cela implique-t-il donc de servir les intérêts du patron ?**

**R :** Bien sûr. Du coup, il en est de même pour tous les métiers, car c'est de là que vient ton salaire. La loyauté joue également un rôle parce que l'institution qui te verse ton salaire t'est précieuse. Alors bien sûr, de nos jours, on est confronté à cette réalité partout dans le monde.

**Q : Pensez-vous que le journaliste devrait toujours protéger les intérêts du patron ?**

**R :** Pourquoi tu poses des questions si difficiles ! Le journalisme procède par catégories. C'est-à-dire, d'abord, il y a des journalistes, puis des administrateurs, ensuite des caméramans. Être correspondant à Ankara signifie principalement être gestionnaire. Le manager protège toujours les intérêts du patron<sup>107</sup>. »

Rares sont les cas de ceux qui ont refusé de faire un travail de « suivi des investissements » et ont imposé leurs propres conditions de recrutement, voire ont démissionné quand on tentait de les y forcer. L'ancien correspondant du journal *Hürriyet* à Ankara a démissionné de son poste pour un motif qu'il juge moral : éviter les tâches de résolution des crises entre les acteurs politiques ou économiques et les journalistes.

**« Q : Bon, vous étiez correspondant à Ankara. Que signifie être correspondant à Ankara pour vous ?**

**R :** Il s'agit de trois tâches, que je ne mentionne pas telles qu'elles devraient être, mais telles qu'on les pratique. Premièrement, il y a la responsabilité administrative du bâtiment. Donc tout ce qui s'y passe est sous la responsabilité du correspondant à Ankara, et il y avait près de 300 personnes là-bas. Donc tout ce qui est nécessaire pour qu'elles travaillent en harmonie. Deuxièmement, il y a un centre d'informations, le bureau d'Ankara. C'est la colonne vertébrale du journal, 60 % des infos en partent. Cela représente 5-6 pages du journal. Cela signifie que [le correspondant à Ankara] se trouve

---

<sup>107</sup> Entretien réalisé le 21 avril 2017 à Ankara.

à la tête de cette circulation des nouvelles. Dans la pratique, chaque matin, une réunion a lieu ici à 9 heures. L'ordre du jour est déterminé lors de cette réunion et le devoir du correspondant à Ankara est d'établir cet ordre du jour et ce qui sera fait avec ses amis chaque matin. Et la troisième tâche, c'est d'aborder les points critiques : les relations avec l'État, les politiciens. Il ne serait pas correct de ne parler que de l'État, car la relation avec le parti d'opposition est également importante. Tout comme, l'administration, l'armée, le renseignement...

**Q : Le Conseil d'État... Donc, les institutions ?**

**R :** Oui, c'est une question de relation institutionnelle. En fait, quand j'ai commencé à travailler, j'ai mis une condition : c'était de ne pas suivre les affaires commerciales. Donc, je ne fais rien d'autre que du journalisme. À titre d'exemple, je ne traitais pas les problèmes de cette entreprise de tourisme avec le ministère du Tourisme...

**Q : Vous avez dit que vous ne vouliez pas faire ce genre de choses ?**

**R :** Oui, je l'ai dit dès le début. Je leur suis reconnaissant, ils ne l'ont jamais exigé. Mais il y a des choses inévitables à propos de *Hürriyet*, par exemple, s'il y a une attaque contre le journal. Dans ce cas, il faut prendre contact, gérer les relations avec le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre, etc. Ou bien, si une nouvelle dans le journal papier, un titre, ou un article du site d'internet soulève des réactions. Il faut gérer la crise que ça provoque. Donc, naturellement, on doit établir de bonnes relations avec les gens d'ici. Autrement dit, on a besoin d'un bon dialogue avec les ministres, le Premier ministre, la présidence, l'État-major, le MİT (Milli İstihbarat Teşkilatı- Organisation nationale du renseignement), etc. C'est l'aspect le plus difficile du travail. Par exemple, quand un conseiller qui travaille à la présidence n'aime pas la Une du journal. De nos jours, cela a, en fait, changé, donc, il contacte directement le patron maintenant. Il peut désormais communiquer directement avec le patron et ignorer le correspondant à Ankara pour dire que le Président n'a pas aimé la Une.

**Q : Bon, et le patron aussi, il communique avec toi ?**

**R :** En quelque sorte, ça peut arriver. Et, parfois, c'est le rédacteur en chef qui s'en occupe. Il y avait donc pas mal de cafouillage, c'est l'une des principales raisons de mon départ<sup>108</sup>. »

Les correspondants à Ankara servent de tampon entre les autorités politiques et les patrons des médias. Leurs responsabilités consistent, comme nous l'observons ci-dessus, non seulement à établir et protéger les liens entre les acteurs politiques et les institutions médiatiques, mais aussi à gérer les crises engendrées par des contenus éditoriaux. Le sociologue François Bourricaud propose le concept d'« associés-rivaux » pour « penser des relations d'acteurs en lutte, pouvant appartenir à des univers professionnels distincts et, en même temps, tenus par la nécessité de construire des compromis<sup>109</sup> ». Cet oxymore « “associé-rival” a l'avantage de mieux nommer et expliquer des types de jeux sociaux à somme non nulle, faits d'entrecroisements et d'intrications. Il rend possible une analyse des interactions entre acteurs appartenant (ou non)

---

<sup>108</sup> Entretien réalisé le 14 avril 2017 à Ankara.

<sup>109</sup> François BOURRICAUD, *Esquisse d'une théorie de l'autorité*, Paris, Plon, 1961, p. 336 cité par Jean-Baptiste LEGAVRE, « Off the record. Nouvelles approches », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 75.

à un même espace social. Il permet de réfléchir, plus que ne le font les acteurs comme les chercheurs, aux relations de “coopération-concurrentielle” ou de “concurrence-coopérative” qui caractérisent certaines relations de pouvoir »<sup>110</sup>. Les acteurs de presse espèrent ainsi construire une relation d’associé avec les acteurs politiques, parce qu’ils savent qu’ils « n’ont d’autre choix que de négocier » surtout dans un contexte autoritaire. La nature des relations des associés-rivaux est bien la négociation.

---

<sup>110</sup> Jean-Baptiste LEGAVRE, « Entre conflit et coopération. Les journalistes et les communicants comme “associés-rivaux” », *Communication & langages*, 169-3, 2011, p. 106.

## Conclusion du deuxième chapitre

À partir de notre échantillon, nous avons construit trois catégories : les journalistes engagés (la voie de la politique) ; les journalistes formés dans une discipline autre que le journalisme (la voie indirecte) ; les journalistes formés au journalisme (le journalisme de vocation). Le premier groupe des journalistes est composé de personnes dont la conscience politique s'est formée dans les années 1970 et 1980, une période marquée par des troubles politiques qui ont abouti au coup d'État de 1980. Il s'agit donc de journalistes confirmés qui ont aujourd'hui plus de 50 ans. Ayant occupé des postes de cadres supérieurs et de direction dans les grandes entreprises médiatiques, ces journalistes constituent l'ancienne élite journalistique qui a progressivement perdu ses postes pour être remplacée par de nouvelles figures des médias proches du gouvernement AKP, phénomène que l'on a étudié dans le premier chapitre. L'initiation au métier des journalistes engagés passe par un réseau dense de sociabilités au sein d'un milieu politique caractérisé par l'antagonisme droite – gauche. Leur entrée dans le métier s'est faite par la presse écrite, par le biais de cercles dont ils partageaient les engagements partisans. Loin d'être la simple conséquence d'une intégration professionnelle réussie dans le journalisme, le désengagement du militantisme résulte chez eux d'attentes politiques déçues. Leur souci de gagner sa vie prévaut désormais sur les sensibilités politiques.

La deuxième catégorie est constituée de journalistes qui ont appris le métier sur le tas, donc sans formation au journalisme. Cette catégorie recoupe pour une large part celle des journalistes engagés en ce qu'ils n'ont pas de formation initiale. Pourtant, leur entrée dans le métier ne se fait pas par l'engagement politique. Elle découle plutôt d'une prédilection pour la lecture de la presse, à laquelle ils s'adonnent dès leur jeunesse, voire dès leur enfance. Malgré cet intérêt précoce, pourquoi n'ont-ils pas choisi de suivre la voie classique ? D'un côté, la plupart d'entre eux n'avaient pas l'intention de devenir journalistes lorsqu'ils ont décidé de leur orientation professionnelle après le baccalauréat. Ils ont opté pour une formation universitaire autre que le journalisme, pour bifurquer ensuite vers cette profession. D'un autre côté, ils ont suivi des formations universitaires, généralement en sciences humaines, qui permettent d'acquérir des compétences voisines de celles que demande un employeur pour exercer le métier de journaliste dans le contexte turc.

Enfin viennent les journalistes qui ont suivi un cursus en journalisme. Numériquement plus faibles, ils constituent la catégorie la moins représentée dans notre échantillon. Les journalistes

formés au journalisme soulignent eux-mêmes la faiblesse de leur formation. Ils s'attardent sur le fait qu'ils ont appris le métier sur le tas et acquis leur expérience en circulant entre différentes rédactions.

Les carrières journalistiques ne présentent donc pas de trajectoires bien définies. Le flou et la fluidité jouent un rôle essentiel dans leur construction dans la mesure où la formation seule s'avère insuffisante pour s'insérer dans la profession. Aucune de ces catégories ne met en avant la formation universitaire au journalisme comme prérequis à l'initiation au métier. Ce sont plutôt les vicissitudes politiques qui gouvernent les carrières, ce qui renforce la mobilité et la discontinuité des trajectoires. Les entretiens attestent également du rôle de la rémunération, des solidarités professionnelles et des amitiés dans l'itinéraire des journalistes en début de carrière.

L'accès et l'évolution des journalistes dans la profession se font ainsi par différentes voies. La formation sur le tas et la constitution d'un réseau professionnel s'avèrent pourtant les plus communes. Cependant, les journalistes « sont engagés dans des jeux complexes qui laissent en permanence ouvertes des possibilités de collaborations ou de ruptures<sup>111</sup> ». S'ils circulent d'une rédaction à l'autre pour des raisons professionnelles (la description de poste ou la rémunération) en début de carrière, ils changent aussi de rédaction et circulent dans l'espace journalistique pour d'autres raisons (licenciement, contraintes politiques) à mesure que les pressions se font plus dures. Les modalités de recrutement et de circulation, largement structurées par les réseaux professionnels, sont devenues encore plus complexes pendant la période AKP. La dimension interpersonnelle et la couleur politique de la rédaction pèsent sur le choix des journalistes d'autant plus lourdement qu'ils progressent dans leur carrière. La crise des médias se répercute sur les carrières journalistiques en intensifiant la fluidité et la discontinuité des trajectoires professionnelles.

L'hétérogénéité constatée lors des débuts dans le métier ne disparaît pas aux stades plus avancés de la carrière. Les journalistes forment par conséquent un groupe hétérogène. Leurs statuts, comme leurs revenus, sont très diversifiés. Les journalistes d'opinion ainsi que les journalistes d'Ankara se distinguent des autres journalistes par le salaire, le style de vie et les relations qu'ils entretiennent avec les autres élites. Ils passent pour l'interlocuteur privilégié des acteurs politiques. Ce qui les rend plus visibles que les autres acteurs journalistiques. Pourtant ces

---

<sup>111</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? », art. cit, p. 149.



avantages pourraient avoir leurs revers : si l'élite des journalistes occupe des positions privilégiées, elle est plus vulnérable face aux contraintes politiques. Elle est ainsi la première cible quand il s'agit de limogeages par les nouveaux propriétaires des médias. Une grande partie des éditorialistes, dirigeants, journalistes-cadres supérieurs, bref, « l'élite des journalistes, » a été révoquée et remplacée par les nouveaux acteurs journalistiques alliés du pouvoir AKP. Pour leur part, les journalistes de base, s'ils ne disposent pas des mêmes avantages que l'élite de leurs collègues, bénéficient en revanche d'un espace moins assujéti aux contraintes politiques. Quant aux nouvelles élites alliées du régime, elles jouissent des mêmes privilèges matériels, sans pour autant disposer du pouvoir autonome que détenaient les anciennes. Occupant une position de cadres à responsabilités, elles assument un rôle de gardien idéologique. Elles s'arrogent le droit d'intervenir dans la production de l'information. Enfin, les salles de rédaction restent des espaces hiérarchisés, qu'elles soient dominées par les journalistes proches du pouvoir ou de l'ancienne élite.

Une dernière différenciation pour ce qui est de la configuration journalistique est d'ordre spatial : bien que relevant des mêmes institutions médiatiques, les conditions du travail à Istanbul et à Ankara divergent considérablement. Si les journaux et les chaînes d'information en continu adossés aux grands groupes médiatiques sont dirigés depuis Istanbul où se trouve le siège de ces holdings, le cœur du journalisme politique bat toujours à Ankara. C'est pour cela que des bureaux, dirigés par des journalistes-managers appelés « Ankara Temsilcisi » (correspondant à Ankara), sont implantés dans la capitale. Ces « journalistes d'Ankara » sont, dans leur grande majorité, des journalistes politiques qui suivent non seulement les affaires parlementaires, les députés, les ministres, mais aussi l'état-major, le service de renseignement, bref toutes les institutions administratives nationales. La relation entre journalistes et acteurs politiques « s'inscrit dans un jeu interactionnel composé de positions évolutives<sup>112</sup> ». La négociation, un concept qui nous semble pertinent pour analyser le métier des acteurs journalistiques à Ankara, éclaire d'un nouveau jour le problème de la contrainte politique dans l'espace médiatique. Les acteurs journalistiques négocient constamment les contours de l'information diffusable dans les médias et gèrent les relations avec les acteurs politiques. Les journalistes s'engagent dans des pratiques plus complexes que « la collecte d'information » : ils prennent en charge le travail managérial des médias, un travail qui institutionnalise l'activité journalistique.

---

<sup>112</sup> J.-B. LEGAVRE, « Off the record. Nouvelles approches », art. cit, p. 76.

La majorité des correspondants à Ankara sont d'anciens reporters politiques qui connaissent bien le fonctionnement du Parlement et les institutions politiques. La gestion des relations avec les membres de Parlement étant un travail délicat, l'expérience dans le métier, la fréquentation assidue du Parlement et la notoriété du journaliste jouent un rôle crucial dans la structuration de ces relations. Les journalistes expérimentés, qui exercent leur métier à Ankara depuis longtemps, sont ainsi plus précieux que les jeunes reporters en début de carrière. Ayant établi des relations informelles avec les acteurs politiques, ils bénéficient en effet d'informations *off the record*. Cependant, leur proximité avec des politiques estompe souvent les frontières, déstabilisant la nature « professionnelle » de la relation. Les acteurs politiques se permettent alors d'exprimer leur colère à l'égard des journalistes ou leur indignation à propos d'informations diffusées. L'intimité des journalistes avec les acteurs politiques est ainsi à double tranchant : d'un côté, les journalistes obtiennent des informations précieuses, qu'ils ne pourraient pas avoir sans cette ambiance informelle. De l'autre côté, l'absence de formalité ouvre la voie à des demandes qui ne sont pas toujours conformes à la déontologie journalistique.

### **Chapitre III : Contrôler les médias : la politique sur le plateau**

- Les débats télévisés et leurs invités
- Les médias en crise : le mouvement *Gezi*
- Corrompre les médias : couvrir l'enquête sur la corruption 17-25 décembre 2013
- Le journalisme post-coup d'État : purges dans les salles de rédaction et changement des équipes
- *Karar* : quand les partisans deviennent des opposants
- Conclusion

Le troisième chapitre se propose d'étudier les rapports entre médias et politique sous le gouvernement AKP. Nous aborderons les dimensions de la censure à travers le traitement médiatique des mouvements sociaux, particulièrement du mouvement *Gezi* survenu en 2013. Cet événement a suscité une discussion à propos de la capacité d'intervention des journalistes et la mise en œuvre de nouveaux dispositifs de régulation des médias. Nous nous intéresserons au phénomène de la corruption et considérerons le scandale comme emblématique d'un événement médiatique qui a lourdement pesé sur la couverture journalistique. Nous nous interrogerons ensuite sur le 15 juillet 2016, le coup d'État raté suivi par l'état d'urgence, comme un tournant pour les médias turcs. Les rapports entre les acteurs journalistiques et politiques seront abordés dans le brouillage entre deux espaces : le médiatique et le politique. Nous aborderons finalement l'espace journalistique à travers le journal *Karar*, créé en 2016, afin de mettre en évidence la multipositionnalité des acteurs et de contrer les descriptions qui tendent souvent à ne voir qu'une opposition homogène, à l'image de la polarisation existant au parlement.

## Les débats télévisés et leurs invités

- Les listes « noires » et « blanches »
- Organiser une « émission débat »
- Conclusion

Les débats télévisés (*tartışma programları* en turc) sont l'une des catégories d'émissions les plus regardées sur les chaînes d'information en continu turques et sont des lieux de rencontres entre des journalistes de différents niveaux et des politiciens, des juristes ou encore des experts. Ce sont des programmes de *prime time*, diffusés après le journal de 18 h, fruit des relations au sein d'une hiérarchie entre journalistes, dirigeants, journalistes de desk, présentateurs et producteurs. Les débats télévisés sont particulièrement intéressants non seulement par les choix des sujets d'actualité traités, mais également par le choix des invités retenus pour s'exprimer sur ces sujets et commenter l'actualité. Dans le sillage de la conceptualisation énoncée par Pierre Bourdieu, ces invités sont définis comme des « techniciens d'opinion » par les chercheurs, dont Can Ertuna et Bahadır Türk, parce qu'ils perdent leurs caractères intellectuels en raison des conditions imposées, et particulièrement de la contrainte de temps<sup>1</sup>. Les débats télévisés, s'ils ne sont pas de purs produits du journalisme, parce qu'ils ne donnent pas de nouvelles, peuvent être considérés comme des émissions d'actualité où sont représentées les tendances et le fonctionnement du journalisme typique de la période traitée. Ainsi, à travers les débats télévisés, nous pouvons observer les thèmes de discussions d'actualité et également les invités récurrents les plus populaires.

### *Les listes « noires » et « blanches »*

Les débats télévisés sont des émissions strictement encadrées qui suivent un format particulier. Il s'agit d'« un dispositif social doté d'un raisonnement de départ, d'un déroulement préparatoire et d'un but : offrir un spectacle politique à différents publics<sup>2</sup> ». Composés de journalistes, d'experts, mais aussi de juristes, d'anciens militaires et de propriétaires d'entreprises de sondage<sup>3</sup>, les invités doivent ainsi respecter les règles qui président à son

---

<sup>1</sup> Can ERTUNA, « Türkiye'de televizyonlarda kanaat üretimi: Haber kanallarındaki tartışma programları ve kanaat teknisyenleri » [La production de l'opinion à la télévision en Turquie: débats télévisés et les techniciens d'opinions sur les chaînes d'information], *İleti-ş-im*, 29, 2018, p. 63.

<sup>2</sup> Gaël VILLENEUVE, *Les débats télévisés en 36 questions-réponses*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2013, p. 15.

<sup>3</sup> Selon l'article d'Ertuna, qui analyse les débats télévisés entre le 4 octobre 2016 et le 24 octobre 2016, dans trois chaînes d'information en continu (NTV, CNN Türk et Habertürk), sur 109 invités, nous avons compté 33 % de journalistes, 19,3 % de juristes, 15,6% de chercheurs, 13% de politiques, 9,2% d'anciens militaires, 7,3% de directeurs d'instituts de sondage et 5% de membres d'ONGs. Cf. C. ERTUNA, « Türkiye'de televizyonlarda kanaat

déroulement. Comment expliquer « le mode d'organisation de ces débats, le choix des invités, la nature des échanges, leur réception ?<sup>4</sup> » Les pratiques médiatiques autoritaires qui ont transformé la production journalistique ont également changé les débats télévisés. Pendant la période sur laquelle porte cette étude (2013-2018), la nature des échanges et surtout le choix des invités ont considérablement changé. Si nous retrouvons systématiquement certains invités dans les émissions de débat, c'est parce qu'il existe de nouveaux critères de choix restreignant à un petit nombre l'éventail des personnes susceptibles d'être invitées. Certains journalistes, éditorialistes ou membres de l'université, régulièrement invités dans la période précédente, ne sont plus conviés et ont été remplacés par d'autres, moins critiques vis-à-vis de l'AKP. Autrement dit, comme analysés antérieurement, les anciens acteurs médiatiques sont remplacés par les nouveaux, y compris dans les débats télévisés. Ancien dirigeant du journal *Yeni Şafak* (proche du pouvoir AKP), commentateur aujourd'hui pour le site d'actualité *Medyascope* (média d'opposition), Eren explique qu'il n'est plus invité aux débats télévisés alors qu'il y apparaissait régulièrement :

**« Q : Avez-vous reçu des offres de chaînes d'information ?**

**R :** Non. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre,<sup>5</sup> rien n'est venu.

**Q : Donc, vous n'avez pas reçu d'offre comme commentateur permanent d'une émission, non plus ?**

**R :** Il n'y a pas eu d'offre d'emploi. On ne m'invite pas non plus en tant que commentateur. On ne m'invite plus à aucun débat télévisé. Rien du tout.

**Q : Mais avant le 1<sup>er</sup> novembre, il y avait des offres ?**

**R :** Oui, en tant que commentateur rémunéré, il y avait des offres. Ils m'invitaient aux débats télévisés. Après le 1<sup>er</sup> novembre, plus rien<sup>6</sup>. »

Les invités des débats télévisés n'étaient plus les mêmes après les élections du 1<sup>er</sup> novembre 2015. Les anciens intervenants, journalistes et commentateurs, expliquent qu'il existe des listes actualisées des *persona grata* et de celles qui sont à éviter. La direction confirme ou refuse ces listes, préparées par les présentateurs des débats télévisés. Ancien reporter de *Cumhuriyet* et ancien député du HDP (Halkların Demokratik Partisi – Parti démocratique des peuples), Ali

---

üretimi: Haber kanallarındaki tartışma programları ve kanaat teknisyenleri » [La production de l'opinion à la télévision en Turquie: débats télévisés et les techniciens d'opinions sur les chaînes d'information], art. cit, p. 74.

<sup>4</sup> Érik NEVEU, « Préface », in *Les débats télévisés en 36 questions-réponses*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2013, p. 9.

<sup>5</sup> 1 novembre 2015 est la date où se sont tenues les élections législatives. Elles ont été organisées suite aux élections du 7 juin 2015 où AKP avait perdu la majorité requise pour constituer un gouvernement. Après l'échec des coalitions notamment entre l'AKP et le MHP (Milliyetçi Hareket Partisi – Parti d'action nationaliste), le Président Recep Tayyip Erdoğan a annoncé la tenue d'élections anticipées le 1<sup>er</sup> novembre 2015. L'AKP a ainsi remporté la majorité parlementaire avec 316 sièges au parlement. L'élection a été décrite comme une énorme victoire du Président Recep Tayyip Erdoğan, qui avait été « puni » par l'électorat lors des élections de juin.

<sup>6</sup> Entretien réalisé le 20 octobre 2016 à Istanbul.

raconte qu'il a appris qu'il était autrefois sur la liste des personnes à éviter, mais a été ôté de cette liste, sous conditions :

« J'ai appelé Funda [la présentatrice de l'émission], je l'ai remerciée de m'avoir invité à l'émission. Elle m'a demandé si j'étais approuvé. J'ai réagi ainsi : "Ça veut dire quoi ?". Elle a dit qu'ils [les journalistes de desk] donnaient la liste des invités aux dirigeants [de la chaîne], si la liste était approuvée, [les invités ainsi approuvés] y participeraient. Elle a ajouté : "Il semble que tu es approuvé. Viens à l'émission.". Je lui ai dit : "Soyons sérieux, Funda ! Vu cette histoire, comment t'attendre à ce que j'y participe !". Elle a dit qu'elle ferait l'émission avec Ruşen et moi. J'ai alors donné mon accord. Nous allions discuter du mouvement Gülen, de ses rapports avec le parti au pouvoir. Cela me donnait une opportunité. Quoi qu'il en soit, après quelque temps, elle m'a appelé. Il y avait un type, ce devait être Melih ou un autre, il soutenait, à l'époque, le gouvernement. J'ai alors dit que j'étais désolé, et que je ne pouvais pas y participer, que je trouvais inacceptable de participer à l'émission en présence des "commissaires" du parti au pouvoir. Je lui ai promis de ne pas la mettre en difficulté. J'annulerais ma participation sous prétexte que je ne n'allais pas bien. Quoi qu'il en soit, c'était İlhan Çelik qui dirigeait la chaîne, il a dit : "OK, alors, on invitera Ruşen, İsmail Saymaz, et toi.". C'est la seule émission à laquelle j'ai pu participer dans les médias généralistes<sup>7</sup>. »

Les invités aussi peuvent poser des conditions avant d'accepter une invitation. Les journalistes d'opposition refusent d'apparaître à l'écran avec les acteurs politiques ou journalistiques proches de l'AKP. Ils demandent à apparaître seuls ou seulement avec d'autres journalistes d'opposition. Selon un autre commentateur, Kemal, ancien éditorialiste du journal *Milliyet* et un des co-animateurs du débat télévisé *Dört Bir Taraf* diffusé entre 2011 et 2014 sur *CNN Türk*, il n'existe plus de listes de « personnes à éviter » (liste noire), mais seulement des listes blanches de « personnes à inviter ». Les organisateurs ne retiennent que les personnes inscrites sur ces listes blanches. Bien qu'il n'ait pas vu ces listes, il assume leur existence parce que comme Eren, il a cessé d'être invité à ces débats télévisés après les élections du 1<sup>er</sup> novembre 2015.

« Moi, je ne suis plus sur la liste blanche. D'abord, j'étais sur la liste noire. Ensuite, la liste noire a été abandonnée. Elle a été remplacée par la liste blanche. Voici ce qu'est la liste blanche : depuis le coup d'État [2016], plus précisément, entre le 1<sup>er</sup> novembre 2015 et la tentative de coup d'État, j'étais sur la liste noire. Après le coup d'État, la liste noire a été supprimée. La liste noire définit les personnes qui sont interdites de participation aux émissions. Elles ne sont invitées ni aux émissions télévisées ni aux programmes d'actualités. Leurs opinions ne sont pas sollicitées. Et la liste blanche est celle qui désigne les *persona grata* à ces émissions.

**Q : Comment connaissez-vous l'existence de ces listes ?**

**R :** C'est une très bonne question. Grâce à une observation empirique. Si je ne regarde pas les débats télévisés, cela ne veut pas dire que je ne sais pas qui participe aux débats télévisés. Je les suis plus ou moins sur Twitter. Je ne veux pas mentionner son nom,

---

<sup>7</sup> Entretien réalisé le 11 août 2019 à Istanbul.

mais il y a un juriste, le type commente n'importe quel sujet sur une chaîne tous les soirs. Par exemple, les rapports avec la Russie. Que connaît-il des rapports avec la Russie ? Ou, je ne sais pas, il commente le contexte en Syrie. C'est un juriste. C'est un type avec lequel le public s'est familiarisé au travers des critiques qu'il émettait sur la manière dont on menait les procès de Balyoz et d'Ergenekon. La plupart des intervenants sont préapprouvés. Si ce n'était pas le cas, ils ne pourraient pas apparaître dans les émissions.

**Q : Est-ce que ça équivaut à une accréditation ?**

**R :** Bien sûr, ils sont accrédités par le palais : les médias généralistes sont désormais proches du pouvoir. Le reste, ce sont les médias progouvernementaux. Mais, en termes d'activité, c'est-à-dire de construction des processus éditoriaux, les chaînes loyales au pouvoir ne diffèrent guère des médias d'État. En revanche, on voit que leurs titres ne sont parfois pas les mêmes que [ceux des médias progouvernementaux]. La différence est mince, franchement. Ce sont toujours les mêmes gens. Je n'ai pas compté, mais ils sont en tout une cinquantaine de personnes<sup>8</sup>. »

Le nombre limité des invités ne signifie pas qu'ils ont forcément des compétences très larges, mais plutôt qu'ils discutent de questions dont ils ne sont pas spécialistes. Il est aussi important d'ajouter que leur présence n'est pas uniquement due à leur modération sur le plan politique. Ils ne sont pas conviés pour leur expertise non plus. Ils sont invités « car ils savent jouer un rôle, celui de l'économiste, de l'historien, du commissaire<sup>9</sup> ». Puisque les invitations ne sont pas faites en fonction de leur expertise sur les sujets d'actualité, les invités se trouvent contraints d'exprimer leurs idées sur des sujets dont ils n'ont pas une connaissance approfondie. Les invités réguliers développent ainsi une illusion selon laquelle ils sont compétents en plusieurs domaines et finissent par penser qu'ils définissent l'agenda de l'actualité<sup>10</sup>. Les journalistes régulièrement invités aux débats télévisés gagnent en notoriété et sont par conséquent de plus en plus sollicités par d'autres médias. Ainsi s'est-il créé un groupe de journalistes très recherchés et régulièrement invités aux débats télévisés.

### *Organiser une « émission débat »*

L'objectif de ces émissions, selon leurs organisateurs, n'est ni d'informer ni d'ouvrir un espace de discussion, mais de consolider les pôles ou idées dominantes sur certains sujets d'actualité. La fréquence et la durée des émissions influent également fortement sur la participation des invités. Peu de personnes acceptent de participer aux émissions qui durent plusieurs heures (3 à 4) et qui sont diffusées trois fois par semaine : cette contrainte permet une présélection des

---

<sup>8</sup> Entretien réalisé le 5 août 2019 à Istanbul.

<sup>9</sup> G. VILLENEUVE, *Les débats télévisés en 36 questions-réponses*, op. cit., p. 41.

<sup>10</sup> P. Eric LOUW, *The media and political process*, Londres, Los Angeles, New Delhi, SAGE, 2010, p. 65.

invités. Les organisateurs donnent la priorité à ceux qui peuvent discuter un sujet sans forcément le connaître et sans avoir un regard très critique à l'égard du gouvernement. Un invité régulier, Mete, explique qu'avant les émissions, il est informé grosso modo des thèmes qui seront abordés pendant le débat et se définit lui-même en tant qu'*editor in large*, quelqu'un qui peut parler sur n'importe quel sujet sur l'actualité.

« En général, des sujets de fond tels que le système présidentiel, la question du Sud-Est ou le problème de la Syrie sont abordés. Il existe un concept qui s'appelle "*editor in large*", ce qui veut dire "rédacteur qui peut parler de tout". Les gens comme nous peuvent balayer tous les sujets, d'où la dénomination d'*editor in large*. On discute "dans les grandes lignes" de sujets bateaux : le système présidentiel, la question du Sud-Est, les relations avec le Parlement européen<sup>11</sup>. »

« Dans quelle mesure un noyau d'une cinquantaine de personnes, toujours les mêmes types parlant toujours des mêmes choses, pourrait-il permettre la production de nouvelles analyses ? C'est une tout autre question. Cela pourrait être envisageable s'il se passait quelque chose et si chacun exprimait une opinion personnelle sur le sujet. Tout le monde fréquente plus ou moins des gens qui partagent des idées semblables aux siennes dans sa vie quotidienne ; mais lorsque vous regardez un débat télévisé le soir, lorsque vous suivez un débat auquel participe une personne qui ne pense pas comme vous et une autre qui pense comme vous [dans ce cas-là] peut-être que vous n'apprenez rien de nouveau ; mais vous comblez des lacunes dans les opinions que vous soutenez, mais dont vous n'êtes pas sûr à 100 %. "Bah, oui, le type dit ce que je pense"... vous êtes plus sûr de ce que vous défendez ; et quand la personne de contre-opinion réfute les idées de celle qui pense comme vous, vous pouvez vous dire "je n'y avais pas pensé, mais certes, il y a aussi cet aspect". Ce n'est donc peut-être pas informatif, mais ce débat peut être utile en ce qu'il permet d'être exposé à des idées à l'opposé de ce que vous croyez ou pensez<sup>12</sup>. »

« Le spectateur n'est pas conscient du fait qu'il s'agit d'un spectacle. Une croyance selon laquelle 'je regarderai et je connaîtrai tous les faits' l'envahit. Mais, c'est impossible. En définitive, nous sommes sur notre lieu de travail. En conséquence, nous devons participer à ces émissions tous les jours. Nous faisons ces émissions, nous parlons des sujets gênants, par exemple, la question kurde, tout en sachant que nous ne pourrions pas la résoudre, tous les jours, pendant des années. Ce n'est pas une chose à laquelle on peut apporter une solution. On peut au mieux la présenter sous un éclairage différent. Mais, tu ne peux pas trouver la solution là-bas, mon ami<sup>13</sup> ! »

« (...) Le débat est basé sur la non-argumentation. Les émissions se font ainsi : "Discutons, parlons de quelque chose, mais sans critiques, sans aller trop loin ; est-ce

---

<sup>11</sup> Entretien réalisé le 14 janvier 2016 à Istanbul.

<sup>12</sup> C. ERTUNA, « Türkiye'de televizyonlarda kanaat üretimi: Haber kanallarındaki tartışma programları ve kanaat teknisyenleri » [La production de l'opinion à la télévision en Turquie: débats télévisés et les techniciens d'opinions sur les chaînes d'information], art. cit, p. 67.

<sup>13</sup> *Ibid.*



que ça va comme ça ? Oui, c'est bon. C'est majoritaire, presque tous les débats sont à peu près comme ça<sup>14</sup>. »

Il faut également noter que les journalistes régulièrement invités appartiennent souvent à des médias généralistes. Rares sont les journalistes indépendants ou des médias d'opposition invités à ces débats télévisés. Les journalistes démissionnés ou révoqués des médias généralistes ne sont jamais invités. Il arrive même que l'émission soit interrompue au moment où les organisateurs apprennent le licenciement de l'invité. Les paroles de l'ancien reporter de *Radikal*, Özcan, en témoignent :

**« Q : Est-ce que les chaînes vous appellent ?**

**R :** Autrefois, elles appelaient souvent. Cela a brusquement cessé. Parfois, j'étais invité à 7-8 endroits par jour, et j'allais au plus à un ou deux. À l'époque, je me limitais à 2 ou 3 émissions par semaine. Surtout, quand il y avait un événement important de politique étrangère, je mettais mon téléphone en mode silencieux ou je l'éteignais. Parce qu'une dizaine de personnes appelaient ; ça n'arrêtait pas. Maintenant, c'est rare. Et il ne s'agit pas des médias généralistes. Je participais aux émissions de *CNN Türk* une ou deux fois par semaine. Le jour où j'ai été viré, je participais à l'émission de *CNN Türk* : quand ils l'ont appris, ils ont tout simplement arrêté.

**Q : Ils ont interrompu l'émission ?**

**R :** Oui. Je faisais l'émission avec Nevşin Mengü. Je vous explique : ils m'ont appelé et m'ont demandé si j'allais à l'émission. J'ai dit que oui. Ensuite, j'ai attendu l'heure de l'émission. Au bout d'une ou deux heures, j'ai appris que j'avais été viré. J'ai donc parlé avec Sedat qui m'a dit que j'étais renvoyé. Je suis sorti une quinzaine de minutes plus tard, j'allais me rendre à l'émission. Pendant ce temps, j'ai dit à mes amis que j'allais prendre un café. Ils m'ont demandé ce qui s'était passé. Je leur ai dit que j'allais participer à l'émission, et qu'à la fin, j'allais expliquer la situation. En entrant dans le studio, j'ai demandé [aux journalistes de desk] de ne pas me désigner comme "éditorialiste de *Hürriyet* ou *Radikal*". Ils m'ont demandé pourquoi. "Il y a quelques minutes, j'ai appris que j'étais viré". Ils ont réagi : "Ah, c'est vrai ?". Normalement, l'émission durait environ une vingtaine de minutes. Au bout de cinq minutes, ils y ont mis fin, et on est partis. Et les spectateurs qui ne savaient rien ont réagi comme ça : "Mais, les gars parlaient, pourquoi vous avez arrêté ?". C'était la dernière [émission à laquelle j'ai participé]. Les appels ont cessé, ils ne m'ont plus invité<sup>15</sup>. »

Les organisateurs ont des difficultés à trouver des invités aux débats télévisés. Plusieurs critères président aux choix des journalistes ; le premier et le plus important, ne pas être sur la liste noire, celle des experts à éviter. Les relations de l'expert avec le propriétaire de la chaîne sont également prises en considération. Les experts qui ont publiquement critiqué le propriétaire de la chaîne ou qui sont en conflit avec lui ne peuvent pas apparaître à l'écran. Le passé d'un expert

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>15</sup> Entretien réalisé le 12 mai 2017 à Paris.

est aussi un critère important. Il constitue « l'un des lieux où l'on peut saisir de façon dynamique un processus légitimant en acte des personnages publics<sup>16</sup>. » Les biographies des invités construisent à la fois la légitimité et la visibilité sociale. Les organisateurs examinent les activités récentes des invités et vérifient leur couleur politique, leurs relations avec le gouvernement ainsi que leurs publications et les réunions (souvent politiques) auxquelles ils ont participé. Les experts qui n'ont pas d'expérience télévisée sont considérés comme « à risques » dans la mesure où ils sont imprévisibles et où la qualité de leur prestation télévisée n'est pas connue. Les chaînes d'information en continu priorisent ainsi ceux qui fidélisent des spectateurs sans toucher aux sujets sensibles.

« L'article qu'il a écrit ce jour-là, l'idée qu'il a exprimée dans une émission à laquelle il avait participé plus tôt, sont des éléments décisifs. Son attitude à l'égard du gouvernement, si l'article qu'il a écrit a dérangé quelqu'un, s'il est académicien, s'il se trouvait dans une réunion qu'ils considèrent comme inappropriée... Tout cela change les équilibres... De plus, nous préférons ceux qui font semblant plutôt que ceux qui s'expriment vraiment. Nous aimons les Tartuffes<sup>17</sup>. »

Certains intervenants sont en effet régulièrement invités parce que « leur remplacement impliquerait un coût trop élevé. Il faudrait d'abord chercher, puis trouver de nouveaux bons invités, avec le coût de recherche que cela implique<sup>18</sup> », puis expliquer aux nouveaux invités le format de l'émission, les règles à respecter, les sujets à éviter. Les organisateurs ne prennent pas le risque d'inviter des personnes inconnues des autres chaînes d'information en continu. Ils préfèrent les invités expérimentés, les plus prévisibles, qui sont régulièrement sur d'autres chaînes d'information en continu. Ils invitent toujours les mêmes parce qu'ils savent ce qu'ils vont raconter et qui ils sont. Ils ont si souvent été invités qu'ils finissent presque par faire partie de l'équipe et du décor<sup>19</sup>.

« Nous ne faisons guère confiance aux personnes peu familières de nos débats. Voilà mon opinion personnelle : on ne sait pas ce qu'une personne peu familière dira lors de la diffusion en direct. Surtout dans la conjoncture politique, on ne peut pas savoir s'il

---

<sup>16</sup> Yves CHEVALIER, *L'expert à la télévision. Traditions électives et légitimité médiatique*, Paris, CNRS éditions, 1999, p. 38.

<sup>17</sup> C. ERTUNA, « Türkiye'de televizyonlarda kanaat üretimi: Haber kanallarındaki tartışma programları ve kanaat teknisyenleri » [La production de l'opinion à la télévision en Turquie: débats télévisés et les techniciens d'opinions sur les chaînes d'information], art. cit, p. 71.

<sup>18</sup> G. VILLENEUVE, *Les débats télévisés en 36 questions-réponses*, op. cit, p. 51-52.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 52.

va déranger quelqu'un... On ne peut assumer une telle responsabilité en fin de compte<sup>20</sup>... »

Les organisateurs des débats télévisés donnent pareillement la priorité aux acteurs non politiques pour discuter les sujets politiques. Autrement dit, rares sont les membres du parlement qui apparaissent sur les plateaux télévisés. Ceci pour plusieurs raisons. D'abord, les membres du parlement, surtout ceux de l'AKP, refusent pour la plupart d'apparaître dans ces émissions de débat. Ensuite, ceux qui acceptent d'y apparaître demandent à être seuls, sans autres invités. Les organisateurs font ainsi des émissions « spéciales » dans lesquelles le présentateur ou la présentatrice posent des questions et l'interlocuteur (membre du parti) répond. Les sujets politiques sont souvent abordés avec des acteurs qui ne sont pas actifs dans la vie politique (journalistes, universitaires ou directeurs d'entreprises de sondage). Cela a favorisé l'émergence d'un groupe de personnes qui circulent régulièrement entre les différentes chaînes d'information en continu pour discuter de toute sorte d'actualités. Leurs apparitions régulières les rendent plus visibles aux yeux d'autres journalistes qui, à leur tour, se mettent à les inviter pour d'autres émissions. Ils se trouvent ainsi dans le « circuit des invitations aux débats<sup>21</sup> ». Les journalistes proches de tel ou tel parti politique sont spécifiquement sollicités pour soutenir les idées et les activités de ces partis politiques. Un ancien éditorialiste du journal *Yeni Şafak*, proche de l'AKP, Mete, explique être régulièrement invité aux débats télévisés parce qu'il représente les idées dominantes du gouvernement AKP.

**« Q : Alors pourquoi pensez-vous qu'ils vous invitent ?**

**R :** Ils ressentent le besoin d'inviter quelqu'un qui reflète les opinions de l'AKP. C'est probablement pour cela qu'ils m'invitent.

**Q : Donc quelqu'un qui est proche de l'AKP ?**

**R :** Bien sûr, je suis un journaliste proche de l'AKP. Ils m'invitent pour comprendre ce qu'est l'opinion de l'AKP, ce que le milieu de l'AKP pense<sup>22</sup>. »

Selon les organisateurs, la liste des invités potentiels change continuellement. Certaines personnalités y entrent et d'autres en sortent. Cependant, les profils des participants et le discours qu'ils produisent restent les mêmes. Le groupe des invités évolue régulièrement en fonction de la donne politique.

---

<sup>20</sup> C. ERTUNA, « Türkiye'de televizyonlarda kanaat üretimi: Haber kanallarındaki tartışma programları ve kanaat teknisyenleri » [La production de l'opinion à la télévision en Turquie: débats télévisés et les techniciens d'opinions sur les chaînes d'information], art. cit, p. 71.

<sup>21</sup> G. VILLENEUVE, *Les débats télévisés en 36 questions-réponses*, op. cit, p. 20.

<sup>22</sup> Entretien réalisé le 14 janvier 2016 à Istanbul.

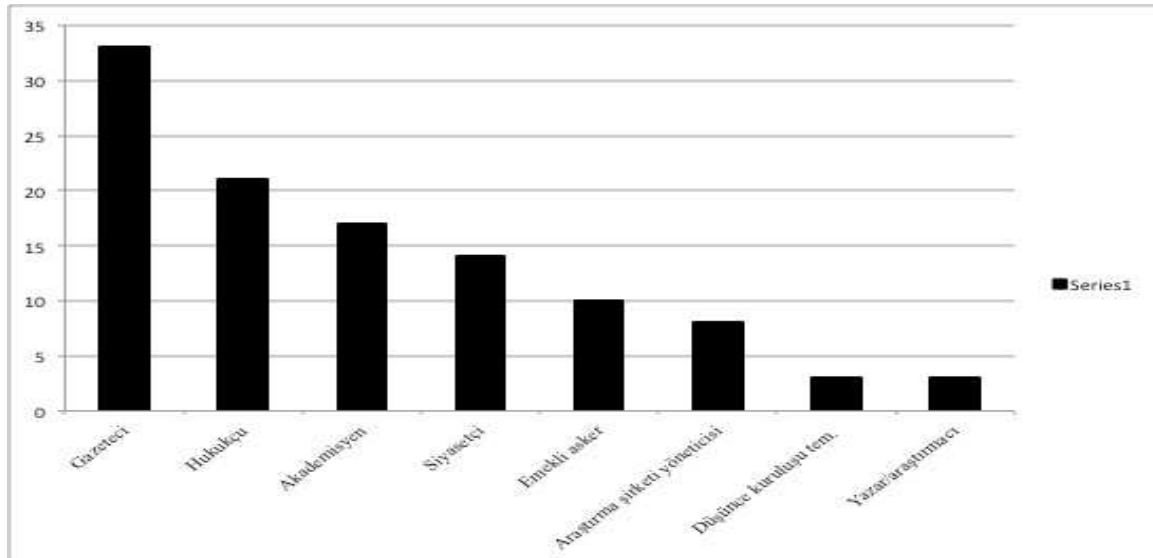


Figure 2 —Les invités les plus fréquemment conviés<sup>23</sup>

« La piscine ne rétrécit pas ni ne s’agrandit. Il y a toujours des gens pour remplacer ceux qui partent. Regardez ceux qui étaient appelés pendant les processus d’Ergenekon, Balyoz et les gens d’aujourd’hui. Quand quelqu’un part, un autre vient prendre sa place. La conjoncture politique pousse certaines personnes à partir. Et cela en attire d’autres dans le système. Pendant le processus de paix [avec le PKK], j’étais également rédacteur en chef d’une chaîne. Maintenant [que le processus de paix a pris fin], je ne peux plus appeler aucun de ceux que j’avais invités sur cette chaîne<sup>24</sup>. »

Gaye Tuchman, dans son travail sur la construction de la réalité dans l’information, propose l’idée selon laquelle les extraits d’analyses ou les citations des experts sont mobilisés par les journalistes dans leurs éditoriaux ou sur la chaîne, pour renforcer le sentiment de la réalité<sup>25</sup>. Les organisateurs invitent ainsi ceux qui représentent le mieux un parti politique ou une idéologie pour renforcer « le sentiment de la réalité ». Chaque invité, dans un débat télévisé, représente une idée ou un parti politique et l’invitation vise à justifier et légitimer ces idées sur les écrans. Selon l’ancien chef du service Économie de *CNN Türk*, Emre, la chaîne a conduit après les élections générales du 7 juin 2015, une politique d’équilibre,<sup>26</sup> et s’est vraiment

<sup>23</sup> Selon l’article d’Ertuna, les invités les plus apparus dans les débats télévisés entre le 24 octobre et le 4 novembre 2016 sont respectivement les journalistes, les avocats, les chercheurs, les politiques, les militaires retraités, les dirigeants des sociétés de sondage, les membres de think tank et les écrivains, Cf. C. ERTUNA, « Türkiye’de televizyonlarda kanaat üretimi: Haber kanallarındaki tartışma programları ve kanaat teknisyenleri » [La production de l’opinion à la télévision en Turquie: débats télévisés et les techniciens d’opinions sur les chaînes d’information], art. cit, p. 64.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>25</sup> Gaye TUCHMAN, *Making news: A study in the construction of reality*, New York: London, Free Press; Collier Macmillan, 1978, p. 95.

<sup>26</sup> Les élections générales de 2015 se sont tenues le 7 juin 2015. L’AKP a perdu sa majorité parlementaire et a remporté 258 sièges avec 40,9 % des voix, manquant clairement la majorité des deux tiers visée pour la mise en

efforcée d'inviter des experts ou des politiciens des deux camps principaux, le gouvernement AKP et le parti prédominant dans l'opposition, le CHP.

« Une séparation entre nous et eux, du sommet de la hiérarchie jusqu'en bas, a commencé. C'est là que la pression s'est fait sentir sur nous. C'est-à-dire que les personnes que nous invitions prenaient de l'importance. À ce moment-là, on a créé un certain équilibre : et ma chaîne, *CNN Türk*, a maintenu cet équilibre pendant les mois qui ont suivi les élections du 7 juin, jusqu'en juillet, août 2015. Il y avait une personne du pouvoir, une personne d'opposition<sup>27</sup>. »

Cependant, après les élections générales du 7 juin 2015, l'aspect des débats télévisés a considérablement changé. La fin des négociations de paix avec le mouvement kurde coïncide avec l'embargo de l'AKP sur le groupe *Doğan Medya* et les organisateurs des débats télévisés ont dû se contenter d'invités proches de l'AKP, mais sans accès direct aux membres de l'AKP, ce qui a rendu difficile la concurrence de *CNN Türk* avec d'autres chaînes d'information, dans la mesure où celles-ci (NTV, Habertürk parmi les plus populaires) pouvaient offrir à leurs téléspectateurs une information prise directement à la source, en interrogeant des membres du parti au pouvoir. Le nombre des invités potentiels a ainsi diminué.

« Ni les ministres, ni le Premier ministre, ni le Président ne venaient sur *CNN Türk*, il y avait un embargo. *CNN Türk* était sur la liste noire. Même les députés ne venaient plus chez nous. Nous avons commencé à inviter des gens que nous appelions partisans de l'AKP entre guillemets. C'est quelque chose qui entrave le fonctionnement d'une chaîne. Nous ne pouvions pas transmettre à nos spectateurs les discours des porte-paroles du pouvoir<sup>28</sup>. »

Non seulement les individus sont écartés, mais un parti politique dans son entier peut aussi figurer sur la liste noire. Depuis la fin du processus de paix avec les Kurdes et plus précisément après les élections du 1<sup>er</sup> novembre 2015, les membres du HDP, un parti d'opposition (Halkların Demokratik Partisi – Parti démocratique des peuples) n'est plus invité aux débats télévisés. Si l'actualité du HDP est toujours discutée sur les plateaux, elle ne l'est pas en présence de membres de ce parti. Aucun membre du HDP ne peut apparaître sur les écrans des chaînes d'information en continu. Le parti est désormais considéré, par le gouvernement AKP, comme une « extension politique d'une organisation terroriste » et ses membres sont qualifiés de

---

œuvre du régime présidentiel. Des tentatives infructueuses pour former un gouvernement de coalition ont abouti à la tenue d'élections générales anticipées en novembre 2015.

<sup>27</sup> Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> octobre 2017 à Istanbul.

<sup>28</sup> *Ibid.*

« terroristes ». Convier des membres du HDP est assimilé à un acte criminel, car c'est considéré comme un soutien au terrorisme.

« Avant les élections du 7 juin [2015], je me disais : “Qui pouvait-on inviter il y a deux ans”. Après le 7 juin, je ne pouvais plus imaginer une émission dans laquelle le gouvernement serait critiqué, le HDP invité, ou la question kurde ainsi que la position de l'armée seraient discutées. [En deux ans, la donne] avait changé à quatre-vingts pour cent. Par rapport au 7 juin, elle a changé à cent pour cent<sup>29</sup>. »

**« Q : Par exemple, pourquoi *CNN Türk* ne donnait pas accès à l'écran aux membres du HDP ?**

**R :** Elle craignait d'être fermée.

**Q : La chaîne, fermée !?**

**R :** Bien sûr. Lisez la loi sur la diffusion radiotélévisée. L'aide, la complicité ou faire de la propagande en faveur du terrorisme peuvent conduire directement à la fermeture d'une chaîne. Avec effet immédiat. Je veux dire, sans procès. Directement. C'est la loi.

**Q : Mais le HDP pouvait être mentionné ?**

**R :** Le HDP pouvait être mentionné, mais des membres du HDP ne pouvaient pas être présents. Inviter des membres du HDP aurait été directement perçu par le RTÜK (Radyo Televizyon Üst Kurulu- Conseil supérieur de l'audiovisuel) comme de la propagande terroriste<sup>30</sup>. »

**« Q : Un embargo [ne pas inviter les membres de HDP] est-il imposé à l'égard du HDP de nos jours ?**

**R :** Je ne suis pas directeur de *CNN Türk*. On ne voit pas le HDP quand on regarde les chaînes turques, c'est certain. Je ne sais pas s'il s'agit d'embargo ou de choix, mais on ne voit de membres du HDP dans aucune chaîne en Turquie<sup>31</sup>. »

Selon le travail de Can Ertuna, les partis les plus représentés par leurs membres dans les débats télévisés sont respectivement le CHP, l'AKP et le MHP. Deux raisons expliquent la plus grande visibilité des membres de CHP par rapport à ceux de l'AKP : d'abord, l'AKP et le MHP ayant une unité de discours sur les sujets d'actualité et le HDP étant absent des écrans, la mission d'exprimer une certaine dissidence revient aux membres du CHP. Ensuite, si les membres de l'AKP sont quantitativement plus faibles sur les écrans, les organisateurs des débats télévisés comblent l'écart en invitant des journalistes, des universitaires, bref des personnalités proches

---

<sup>29</sup> C. ERTUNA, « Türkiye'de televizyonlarda kanaat üretimi: Haber kanallarındaki tartışma programları ve kanaat teknisyenleri » [La production de l'opinion à la télévision en Turquie: débats télévisés et les techniciens d'opinions sur les chaînes d'information], art. cit, p. 70.

<sup>30</sup> Entretien réalisé le 28 décembre 2018 à Istanbul.

<sup>31</sup> Entretien réalisé le 21 avril 2017 à Ankara.

de l'AKP. Bien que les membres de l'AKP n'apparaissent pas beaucoup sur les écrans, le discours du parti y reste le plus dominant et le plus représenté<sup>32</sup>.

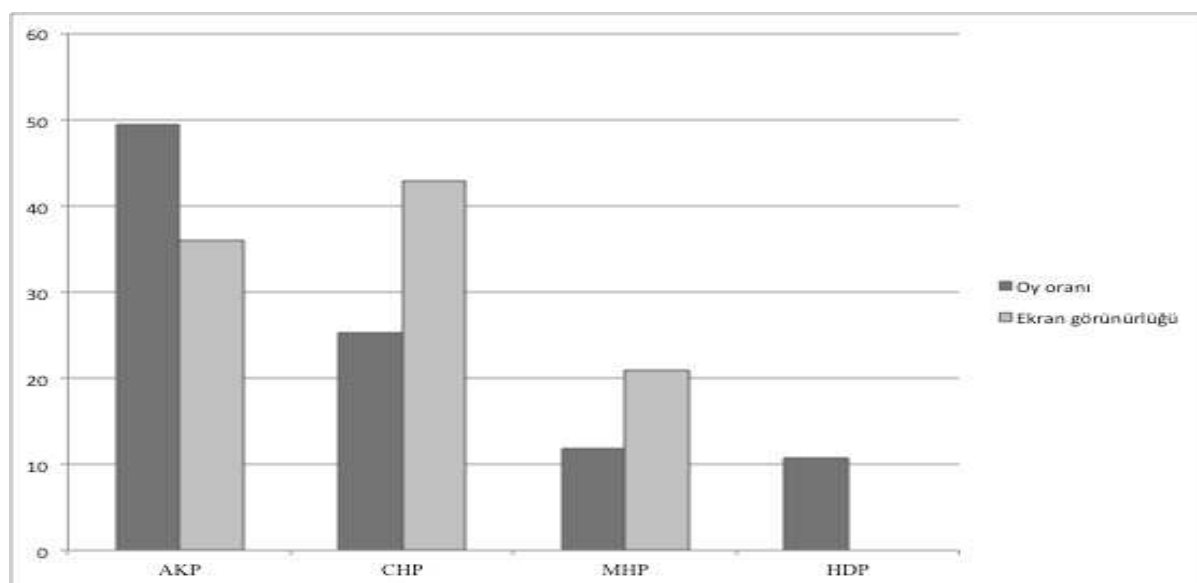


Figure 3 — Les taux de vote et la visibilité sur les écrans des partis politiques<sup>33</sup>

D'après une ancienne journaliste de *CNN Türk*, Ayşe, les organisateurs sélectionnent les invités proches de l'opposition en fonction de certains critères. Ils choisissent ceux qui sont proches de l'opposition, mais qui sont « faciles à battre dans les polémiques ». En d'autres termes, ils préfèrent parmi les membres de l'opposition ceux qui développent une argumentation pauvre face aux invités proches du gouvernement. Par ce biais, les organisateurs équilibrent, sur le papier, les invitations aux membres du parti de l'opposition (CHP) et respectent les règles de l'objectivité journalistique.

« On fait place à certaines personnes à condition qu'elles augmentent les taux d'audience en se battant, élevant la voix, afin de donner une apparence d'impartialité, d'équilibre entre le pouvoir et l'opposition. Par exemple, il y a une députée du CHP, une femme, qui brillait beaucoup pendant le processus référendaire ; maintenant elle n'apparaît plus. Si les gens qui brillent ont une rhétorique qui l'emporte sur les discours des personnes proches du pouvoir, on les élimine et quelqu'un d'autre vient à leur place.

<sup>32</sup> C. ERTUNA, « Türkiye'de televizyonlarda kanaat üretimi: Haber kanallarındaki tartışma programları ve kanaat teknisyenleri » [La production de l'opinion à la télévision en Turquie: débats télévisés et les techniciens d'opinions sur les chaînes d'information], art. cit, p. 76.

<sup>33</sup> D'après les statistiques dans l'étude de Can Ertuna, nous pouvons voir les proportions des votes et la visibilité des partis (AKP, CHP, MHP et HDP) sur les écrans (NTV, CNN Türk et Habertürk) entre 24 octobre et 4 novembre 2016. Dans le tableau, le gris foncé montre le taux du vote et le gris clair montre la visibilité sur les écrans. *Ibid.*

La circulation se fait comme ça. Ainsi, ils donnent une apparence d'impartialité. Mais, c'est totalement irréal<sup>34</sup>. »

Pourquoi alors un petit groupe accepte-t-il régulièrement de se succéder sur les plateaux des débats ? Autrement formulé, « les invités récurrents des débats sont-ils rétribués pour leur présence<sup>35</sup> ? ». S'ils ne sont pas rétribués « en espèces sonnantes et trébuchantes<sup>36</sup> », leur présence dans les débats télévisés fait appel à d'autres motivations. Certaines émissions sont très populaires et très en vue « et les places y sont chères ; l'apparition dans une émission vaut déjà notoriété<sup>37</sup> ». Ayşe explique également que certains de leurs invités ont obtenu des promotions au sein de leur université, « des portefeuilles ministériels ou des responsabilités dans leur parti<sup>38</sup> » à la suite d'invitations régulières dans les débats télévisés populaires. L'apparition régulière leur apporte une visibilité et par conséquent un pouvoir symbolique.

« Certains d'entre eux y participent seulement pour entrer en politique. Pour se montrer sur l'écran. Parce qu'ils veulent faire de la politique. Les membres du CHP ne font pas ça souvent, contrairement aux membres de l'AKP, qui appartiennent au front conservateur. Ils voient la télévision comme un tremplin pour entrer en politique<sup>39</sup>. »

D'une certaine manière, la rétribution des intervenants dans les débats télévisés consiste à assurer la promotion de leurs idées et de leur personnalité pour construire leur notoriété. Le débat les rend non seulement plus visibles, mais leur parole devient aussi plus légitime. Les organisateurs sont sélectifs, « ne vient pas y parler qui veut<sup>40</sup> ». C'est en ce sens que « le débat permet une certaine forme de représentation politique : contrairement aux *talk-shows*, les invités de ces débats sont légitimes pour parler des problèmes publics, au nom de ceux qui produisent l'émission et au nom de ceux qui la regardent<sup>41</sup> ». La légitimité, elle se construit également à travers l'invitation des autres chaînes d'information en continu. Les personnalités régulièrement invitées sur les autres chaînes d'information en continu deviennent légitimes, et entrent ainsi dans la liste « blanche ». Selon Ben Bagdikian, la concurrence entre les grands groupes médiatiques internationaux les amène à imiter et non à se différencier<sup>42</sup>. Afin de se garder des accusations potentielles du gouvernement, les organisateurs des débats télévisés

---

<sup>34</sup> Entretien réalisé le 31 juillet 2017 à Istanbul.

<sup>35</sup> G. VILLENEUVE, *Les débats télévisés en 36 questions-réponses*, op. cit, p. 19.

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>39</sup> Entretien réalisé le 15 octobre 2016 à Istanbul.

<sup>40</sup> G. VILLENEUVE, *Les débats télévisés en 36 questions-réponses*, op. cit, p. 21.

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> Ben H. BAGDIKIAN, *The new media monopoly*, Boston, Beacon Press, 2004, p. 6.



privilégient les invités qui apparaissent déjà sur les chaînes d'information en continu. Les contraintes politiques conduisent ainsi à l'uniformisation des chaînes et à la réduction de la concurrence.

## Les médias en crise : le mouvement Gezi

- Une crise médiatique
- La (non) médiatisation du mouvement
- Un média de combat ? : *Çapul TV*
- Conclusion

Nous étudierons dans cette partie les médias pendant le mouvement *Gezi* de 2013, période marquée par le mouvement lui-même et ses répercussions. Faisons d'abord un bref rappel de l'événement : les manifestations *Gezi* tirent leur nom du parc du centre d'Istanbul qui longe au nord la place Taksim, où un projet immobilier devait remplacer la caserne d'artillerie historique *Taksim* (Taksim Topçu Kışlası). Malgré l'objection d'un certain nombre de chambres professionnelles (de commerce, des architectes), à l'été 2013, un bulldozer a commencé à abattre des arbres du parc. En réponse, un petit groupe de manifestants y a organisé un *sit-in*. Quand la police a répondu à cette occupation pacifique par des gaz lacrymogènes et a mis le feu aux tentes des manifestants, ces *sit-in* isolés se sont transformés en une mobilisation de masse. La répression violente de la manifestation a choqué le grand public et l'a incité à rejoindre les premiers manifestants du parc *Gezi*<sup>43</sup>.

L'objectif est d'exposer comment la contrainte exercée par le pouvoir a provoqué une « crise médiatique » en termes d'hégémonie, ainsi que le soulignent plusieurs chercheurs dont Vahdet Mesut Ayan<sup>44</sup>. Pendant la période qui suit le mouvement *Gezi*, le pouvoir intervient de manière croissante dans les médias généralistes. Nous montrerons que la contrainte exercée sur les médias devient plus manifeste et favorise en retour « l'émergence d'une nouvelle conscience critique<sup>45</sup> » qui culmine avec le mouvement *Gezi*.

À la différence de nombre d'études consacrées surtout à l'utilisation des réseaux sociaux pendant le mouvement et à l'échec des médias généralistes à couvrir les manifestations<sup>46</sup>, nous nous pencherons sur les pratiques journalistiques pendant et après le mouvement et sur leurs

---

<sup>43</sup> Nilüfer GÖLE, « Gezi: Anatomy of a public square movement. », *Insight Turkey*, 15-3, 2013, p. 7.

<sup>44</sup> Vahdet Mesut AYAN, *AKP Devrinde Medya Âlemi* [Le monde des médias pendant la période AKP], Istanbul, Yordam Kitap, 2019, p. 177.

<sup>45</sup> NILÜFER GÖLE, « Démocratie de la place publique : l'anatomie du mouvement Gezi », *Socio*, 3-3, 2014.

<sup>46</sup> Cf. Kamil DEMIRHAN, « Social media effects on the Gezi Park movement in Turkey: Politics under hashtags », in Bogdan PĂTRUȚ et Monica PĂTRUȚ (dir.), *Social Media in Politics. Case Studies on the Political Power of Social Media*, Cham ; New York, Springer, 2014. ; Olu JENZEN, Itir ERHART, Hande EŞLEN-ZIYA, Umut KORKUT et Aidan MCGARRY, « The symbol of social media in contemporary protest: Twitter and the Gezi Park movement », *Convergence*, 27-2, 2021. ; Stavroula CHRONA et Cristiano BEE, « Right to public space and right to democracy: The role of social media in Gezi Park », *Research and policy on Turkey*, 2-1, 2017.

effets ultérieurs sur l'espace journalistique. Nous souhaitons ici plutôt comprendre les réactions des journalistes, pendant et après l'apparition du mouvement, et le conflit entre journalistes et directions de rédactions que celui-ci suscite. Cette partie vise également à explorer les motivations et les stratégies des journalistes qui cherchent (ou non) à lutter contre les politiques qui font primer les intérêts des entreprises sur l'intérêt commun et contre un pouvoir oppressif, en combinant activisme et professionnalisme. Elle a ainsi pour objectif de discuter de la ligne de démarcation entre journalisme et activisme et de mettre en évidence la naissance d'un journalisme militant, en particulier dans un contexte où la liberté d'expression est sous pression. À ce titre, Ceren Sözeri signale l'imprécision qui règne quant à la délimitation de ce domaine nouveau : « Le journalisme militant (*activist journalism*) étant considéré comme une conséquence de la censure et de l'autocensure dans les médias et aussi comme un moyen alternatif de diffuser des informations lors des manifestations en Turquie, ses frontières et ses divergences par rapport aux normes professionnelles n'ont pas encore été discutées<sup>47</sup> ». C'est pour tenir compte de cette fluidité que l'on doit procéder à la mise en perspective des pratiques journalistiques en question.

Les protestations, initialement menées par les écologistes, ont débouché sur des revendications antigouvernementales à la suite des violences policières commises pour déloger les occupants du parc. N'ayant pas couvert ces manifestations, les médias généralistes ont subi critiques et moqueries sur Twitter<sup>48</sup> et sur les réseaux sociaux<sup>49</sup>, de la part de citoyens peu dupes de la censure et de l'euphémisation des événements. La confiance du public dans les médias généralistes, déjà érodée, a encore reculé. Alors que les manifestations avaient pris de l'ampleur, *CNN Türk* a diffusé un documentaire sur les manchots, ce qui a provoqué une pétition en ligne exhortant *CNN International* à résilier sa franchise turque. Le manchot est ensuite devenu le symbole des pressions sur la liberté d'expression en Turquie. Les médias généralistes sont désormais dénommés « penguen medyası » (les médias de manchot).

---

<sup>47</sup> CEREN SÖZERI, « Rethinking activist journalism when freedom of press is under threat », *Athens Journal of Mass Media and Communications*, 2-2, 2016, p. 84.

<sup>48</sup> Burcu BAYKURT, « We are Turkey's Generation Y – not a robot lobby », *The Guardian*, publié le 19 mars 2014, consulté le 30 octobre 2019. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/mar/19/turkey-generation-y-robot-lobby>

<sup>49</sup> Olu JENZEN, İtir ERHART, Hande EŞLEN-ZIYA, Umut KORKUT et Aidan MCGARRY, « The symbol of social media in contemporary protest: Twitter and the Gezi Park movement », *Convergence*, 27-2, 2021.

## *Une crise médiatique*

Comment se fait-il que l'information n'ait pas été diffusée, alors même que tous les grands médias généralistes disposaient sur le terrain de véhicules de transmission en direct et que les journalistes étaient à pied d'œuvre ? Comme l'écrit Sandrine Lévêque à propos des événements de 1995 en France, « le traitement médiatique d'un mouvement social a créé dans les rédactions des principaux quotidiens nationaux des tensions importantes en bouleversant pour un temps les hiérarchies implicites de l'espace journalistique<sup>50</sup> ». La même logique semble s'appliquer à l'événement turc : il crée au sein des catégories habituelles du travail journalistique une fracture qui bouleverse l'organisation de ce dernier. Les événements de *Gezi* deviennent donc le point nodal de la crise qui travaille les médias généralistes depuis un certain temps. Selon Michel Dobry, les contextes de crise « représentent sans doute les meilleures situations « expérimentales » pour l'observation des schèmes pratiques intériorisés par les individus et surtout pour celle de la mobilité de ces schèmes<sup>51</sup> ». La situation particulière que crée le mouvement *Gezi* relève à la fois d'une crise « politique » au sens commun du terme et — surtout — d'une « crise médiatique<sup>52</sup> », et c'est cette dimension que nous nous attacherons à décrire.

Le mouvement *Gezi* étant un événement « intotalisable<sup>53</sup> », selon la catégorisation de Patrick Champagne sur les manifestations, il fait partie des événements dont « on ne peut pas ne pas traiter dans les journaux<sup>54</sup> » mais aussi, et peut-être surtout, dans les chaînes d'information. Cependant, selon Robert Entman, les médias généralistes ont tendance soit à souligner, soit à exclure certains aspects des mouvements sociaux. Selon lui, encadrer, c'est sélectionner un aspect de la réalité perçue et la rendre plus saillante dans une communication ou dans une émission, de manière à favoriser la définition d'un problème particulier<sup>55</sup>. Pour faire une brève description de la situation médiatique pendant le mouvement *Gezi*, nous pouvons dire que rares sont les chaînes de télévision à avoir couvert les événements en direct, à l'exception notable de

---

<sup>50</sup> Sandrine LÉVÊQUE, « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique », *Réseaux*, 98-7, 1999, p. 87.

<sup>51</sup> Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986, p. 287.

<sup>52</sup> S. LÉVÊQUE, « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique », art. cit, p. 90.

<sup>53</sup> Patrick CHAMPAGNE, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1984.

<sup>54</sup> S. LÉVÊQUE, « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique », art. cit, p. 90.

<sup>55</sup> Robert ENTMAN, « Framing: Toward clarification of a fractured paradigm », *Journal of Communication*, 4-43, 1993.

*Halk TV*, une chaîne d'information proche du CHP. Si certains des principaux médias, notamment les « havuz medyası », médias progouvernementaux qui sont explicitement alignés sur l'AKP, ont fait un traitement défavorable aux manifestants, la plupart des médias généralistes, tels que les chaînes d'information *CNN Türk*, *Habertürk* et *NTV*, ont évité de couvrir les manifestations dans leur instantanéité. Comme nous l'avons déjà souligné, ces groupes de médias prépondérants sur la scène médiatique font aujourd'hui partie de grandes entreprises aux intérêts diversifiés, allant du secteur bancaire au secteur hôtelier : ils dépendent de contrats gouvernementaux et sont donc sensibles aux pressions. Ils veillent à ne pas entrer en conflit avec les intérêts politiques du gouvernement.

Pendant l'après-midi du vendredi 31 mai 2013, soit deux jours après le début des manifestations, *CNN Türk* a diffusé une émission culinaire sur les « saveurs de Niğde ». Les autres grandes chaînes d'information turques présentaient un concours de danse et une table ronde sur les possibilités d'études à l'étranger. Si le sens à donner au mouvement a fait l'objet de larges débats au sein des rédactions, ces débats portaient souvent sur la décision de montrer ou pas ces mouvements en direct, plutôt que sur l'interprétation du mouvement. Pourtant, selon un journaliste, Yağız, qui a travaillé de longues années au sein de la rédaction d'une des principales chaînes d'information en continu, la diffusion d'un documentaire sur les manchots pendant les manifestations ne relevait pas seulement de la censure ou de l'autocensure. Ce fut aussi la conséquence d'une activité journalistique de plus en plus instrumentalisée au service de la parole officielle :

« Je pense que c'est une bêtise [de ne pas avoir diffusé les protestations de Gezi]. C'est-à-dire que je pense que ce n'était pas exprès, mais que c'était une bêtise.

**Q : Qu'est-ce que vous voulez dire ?**

**R :** Je veux dire, ils ont dit, «Ça, c'est le travail de X, ça, c'est le travail de Y» et finalement ils n'ont pu rien diffuser. Ils se sont dit, est-ce qu'on diffuse ou est-ce qu'on attend encore ? ». Tu vois, ils ignoraient la portée de l'événement qu'ils ne diffusaient pas. Ils n'étaient pas intéressés par ce que diffusait la chaîne. Ils étaient très occupés par «Mais attends, comment allons-nous diffuser ces protestations ? ». Pendant ce temps-là, la chaîne passait un documentaire. Est-ce que je suis clair ? Imagine : toi, tu diriges une chaîne de télévision. Quelque chose de ce genre m'est arrivé, avec Reha Muhtar... Pendant la diffusion, un événement se produit. On t'explique l'événement. Après, c'est ta responsabilité. Qu'est-ce que tu vas faire ? Le dirigeant a pensé : attendons un peu, ne modifions pas notre diffusion normale. Parce que derrière cela, ils ne savaient pas ce qu'il y avait. Ils se sont dit «On ne va pas se fâcher avec eux pour ça». Et cela a continué pendant un certain temps. Et pendant ce temps, la diffusion du documentaire se poursuivait sur la chaîne, bien sûr. Ils ne se sont pas dits, «Mais attendez, qu'est-ce qu'on diffuse en ce moment ? Il faut changer ça». Ils ne se sont pas dits, «Mais regardez,

on diffuse un documentaire animalier, on va se moquer de nous”. Il était très focalisé sur “Comment diffuser cela ? Le patron se fâcherait-il ? Que pense le gouvernement de tout ça ?”. Et le programme sur les manchots a continué, c’est seulement après qu’ils ont retransmis les informations sur les protestations, mais c’était trop tard. Moi, je pense que c’est une bêtise.

**Q : Vous voulez dire un manque de réflexe ?**

**R :** Non, une bêtise ! “Mais attendez, qu’est-ce qui se passe là-bas ? Diffusons quand même un peu d’informations sur ces protestations et après on décidera de ce qu’on va faire”. Ils n’ont pas dit ça ! S’ils avaient dit cela, tout aurait changé. Ils n’ont pas l’esprit vif, ils n’ont pas réalisé. Après, ils ont retransmis des informations sur Gezi, ils ont mis en place une réflexion sur les protestations, mais c’était trop tard, le documentaire ne sera jamais oublié<sup>56</sup>. »

Il est intéressant pour ce journaliste de dire que c’est une « stupidité » de ne pas couvrir en temps réel les événements de *Gezi*. Yağız accuse les dirigeants de la chaîne qui, selon son expérience, font en sorte de ne pas fâcher le propriétaire du groupe, voire les membres du gouvernement. Les dirigeants, les responsables de l’information donnent la priorité aux tractations avec le gouvernement en vue de maintenir l’équilibre existant entre la chaîne et le pouvoir, plutôt qu’au traitement de l’information. Les décideurs dans ces chaînes sont forcés d’anticiper constamment les conséquences de leur traitement télévisé. « On ne sait pas ce qui en résultera » démontre clairement l’intériorisation des contraintes et l’effort d’anticipation des dirigeants face à d’éventuelles réactions des membres du gouvernement. Afin de réduire cet effort d’anticipation, ils minorent les informations venant des reporters et publient plutôt les discours en direct des politiques, d’autant que ce type de diffusion facilite leur travail et réduit leur responsabilité.

Benjamin Ferron, quant à lui, emploie le mot « anticipation » pour les journalistes engagés qui « anticipent un traitement journalistique défavorable<sup>57</sup> » et mettent en place des stratégies de médiatisation des manifestations qui consistent à s’exprimer via Twitter, Facebook, des blogs personnels, etc., en vue de favoriser la couverture du mouvement de première main impossible à faire dans les médias où ils travaillent. Pour ces journalistes critiques « appartenant aux médias grand public, l’entreprise de presse constitue plutôt un cadre contraignant, relayant en grande partie les pressions externes sur les sources, et surtout dans lequel s’exerce un rapport salarial de subordination ». Ils gèrent ainsi « une tension permanente, entre la volonté d’affirmer

---

<sup>56</sup> Entretien réalisé le 21 août 2017 à Istanbul.

<sup>57</sup> Benjamin FERRON, « Le journalisme alternatif entre engagement et distanciation. Les stratégies médiatiques des mouvements sociaux dans la « bataille de Cancún » contre l’OMC (2003) », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 113.

des choix rédactionnels propres et les contraintes et attentes des directions, en mesurant les limites des déplacements, voire des transgressions qui peuvent être opérées, et en tentant d'infléchir les rapports de force au sein du journal<sup>58</sup> ». Ces journalistes critiques se voient souvent reprocher par la direction d'être des militants contestataires. Ils se retrouvent sous le feu des critiques de leurs directeurs non seulement pour leur activité strictement professionnelle, mais également pour leurs partages sur les réseaux sociaux, notamment Twitter. Certains reçoivent des avertissements du service des ressources humaines. C'est le cas d'un journaliste du journal progouvernemental *Sabah*, Murat, licencié à la suite de ses publications sur Twitter :

**« Q : On t'a licencié de *Sabah*, comment tu l'as appris ?**

**R :** On m'a appelé à 17 h 45, je ne savais pas qu'ils avaient lu mes tweets. Il a demandé, "Murat, est-ce que tu as publié quelque chose ?". Mais il avait l'air déprimé... Je lui ai répondu "Oui". Alors il a dit, "Oui ? Alors, cela a créé un problème". Après, je suis retourné à mon bureau, puis on m'a téléphoné. Un journaliste de desk du département d'économie, a dit, "C'est un appel d'en haut, je pense qu'ils vont te virer". On a fait ce genre de blagues. Et on m'a licencié. Mais, le motif avancé était le sureffectif. Pourtant, ils ont recruté deux personnes à ma place<sup>59</sup>. »

La contrainte qui pèse sur les journalistes travaillant dans les médias généralistes les incite à être de plus en plus actifs sur les réseaux sociaux. Un sondage mené par *Konda* montre que parmi les participants aux manifestations, 69 % ont suivi les événements à partir des réseaux sociaux, et seulement 7 % à partir de la télévision<sup>60</sup>. Les manifestants qui se sont rassemblés dans le parc *Gezi* et les personnes vivant dans différentes parties d'Istanbul ou de la Turquie ont fait massivement le choix des médias sociaux pour suivre les développements<sup>61</sup>.

Bien que la confiance dans les journalistes soit en déclin, comme le relève le rapport de *Freedom House* cité dans le travail de Ceren Sözeri, le mouvement *Gezi* a montré qu'il existait dans le public une forte demande d'information émanant de professionnels et une motivation des journalistes pour publier des informations sur le mouvement. Face à cette demande d'une

---

<sup>58</sup> Cégolène FRISQUE, « Des militants du journalisme ? Les journalistes « critiques » comme militants de l'autonomie professionnelle », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 153.

<sup>59</sup> Entretien réalisé le 21 août 2017 à Istanbul.

<sup>60</sup> *Gezi report: Public perception of the "Gezi protests."* *Who were the people at Gezi Park*, KONDA, 2014, p. 74, publié le 5 juin 2014, consulté le 11 mai 2021. [https://konda.com.tr/wp-content/uploads/2017/03/KONDA\\_Gezi\\_Report.pdf](https://konda.com.tr/wp-content/uploads/2017/03/KONDA_Gezi_Report.pdf).

<sup>61</sup> Pantelis VATIKIOTIS et Zafer YÖRÜK, « Gezi movement and the networked public sphere: A comparative analysis in global context », *Social media + society*, 2-3, 2016, p. 7.

information fiable, les journalistes ont créé des sites d'information alternatifs et utilisent les réseaux sociaux vers lesquels se tourne une partie du public. Certains journalistes travaillant dans les médias généralistes ont publié anonymement des informations sur le mouvement sur leur compte *Twitter*<sup>62</sup>.

Le mouvement *Gezi* a également soulevé des questionnements plus réflexifs sur l'engagement des journalistes, l'objectivité, la déontologie. Pour certains professionnels, le journaliste ne peut et ne doit pas être engagé. Pour d'autres, l'engagement du journaliste est nécessaire pour « créer des moments de rupture et de transformation<sup>63</sup> », surtout dans les contextes où la liberté d'expression est menacée. Parmi les journalistes interviewés, nous avons observé que les journalistes « critiques » sont plus enclins à l'engagement. Un reporter chevronné, Ali, connu pour son opposition au pouvoir AKP, rejette d'ailleurs l'objectivité journalistique, à condition de ne pas altérer la vérité, et s'engage aux côtés de l'opposition malgré les risques que cela comporte :

« Vous avez la responsabilité de leur transmettre la vérité. Est-ce que je suis clair ? Et moi, je considère que mon métier est très idéologique. Tout métier, qui que soit celui qui l'exerce, est idéologique. Particulièrement dans le journalisme, il y a une exigence absurde d'objectivité qui vient de l'école américaine. Le journaliste ne peut pas être objectif, le journaliste est partial. L'important est de montrer cette partialité tout en n'altérant pas la vérité. Moi, bien sûr que je suis partial. Il y a le dominant et il y a le dominé. Mon parti-pris est clair. Il y a ceux qui tuent et qui sont tués. Il y a ceux qui ont raison, ceux qui ont tort. Mais moi, je n'ai jamais altéré la vérité. Je ne l'altérerai pas. Parce que j'ai une responsabilité envers les gens<sup>64</sup>. »

Ce reporter souligne l'importance de la vérité et met en exergue la responsabilité envers les lecteurs. Il construit ainsi sa propre déontologie journalistique, qu'il ne trouve nulle part ailleurs. Pendant la médiatisation du mouvement, les journalistes des médias généralistes se sont situés entre le « journalisme de propagande » relayant la parole officielle, comme « *havuz medyası* », et le « journalisme d'opposition » diffusant en direct les informations sur le mouvement. Si la plupart des chaînes d'information en continu ont échoué à diffuser les informations sur les premières phases du mouvement de contestation, elles ont retransmis les événements qui ont suivi. Pourtant, ni l'assujettissement complet, ni une entière liberté

---

<sup>62</sup> CEREN SÖZERI, « Rethinking Activist Journalism when Freedom of Press is Under Threat », art. cit, p. 87.

<sup>63</sup> Mitzi WALTZ, *Alternative and activist media*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2005.

<sup>64</sup> Entretien réalisé le 11 août 2019 à Istanbul.



n'expliquent totalement ce qui se passe dans les rédactions<sup>65</sup>. Comme l'écrit Françoise Daucé, les journalistes se sont assigné un travail très délicat, « au regard des tensions professionnelles et des risques politiques susceptibles de surgir, les journalistes investissent des lieux communs partagés pour élaborer leur angle rédactionnel<sup>66</sup> ». Ancien rédacteur en chef du journal *Habertürk*, Celal, critiqué sur les réseaux sociaux à la fois par les opposants et par les partisans du gouvernement pour son émission dans laquelle il avait réalisé un entretien avec le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, explique la situation en salle de rédaction et le dilemme entre déontologie journalistique et responsabilités présumées des journalistes envers la société :

« Je demande aux gens de revoir ce reportage. On m'a critiqué ce jour-là et je trouve ça normal. On ne peut pas refuser la critique, mais je demande aux gens de me dire : "Tu n'as pas posé cette question à Tayyip Erdoğan". Celles qui pouvaient être posées ont été posées. J'ai regardé l'émission maintes fois. D'abord, c'est le dernier reportage dans lequel a été posée une question [véritable] à Tayyip Erdoğan. Après ce reportage, personne ne lui a plus posé de questions. Ce jour-là, tous les sujets qui concernaient la société ont été abordés. Ce ne sont pas mes questions qui ont créé le problème mais mon attitude. Ce jour-là, il y avait à la fois des manifestations dehors et un homme en colère à l'intérieur. Mon travail consistait-il à alimenter [la colère] ou à essayer de trouver le juste milieu ? Ou à essayer de l'adoucir ? On aurait pu rendre fou le Premier ministre, le faire changer de ton, et les gens auraient pu mourir dans la rue, mais moi j'ai posé toutes les questions nécessaires dans le cadre d'un échange poli. Ce n'est pas le rôle d'un journaliste de dire à un Premier ministre : "Non, tu ne peux pas faire ça !". Moi, je lui ai demandé : "Pourquoi faites-vous ça ?". Je lui ai dit : "Vous êtes un leader qui a confiance dans son peuple, vous pouvez faire un référendum et demander l'avis du peuple, vous aimez interroger le peuple sur n'importe quel sujet, pourquoi ne pas demander l'avis du peuple sur ce sujet ?" Vous connaissez sa réponse. Aujourd'hui également, les critiques contre lui portent sur les réponses qu'il a données pendant l'émission. Sur ce que je lui ai fait dire. Il a dit pendant cette émission : "Les garçons et les filles descendent du bateau ensemble, je les vois depuis ma fenêtre", je lui ai également posé une question sur AKM (Atatürk Kültür Merkezi, Centre culturel Atatürk). Qui lui a posé la question "Êtes-vous si mal à l'aise avec le nom d'Atatürk, que vous vouliez débaptiser l'aéroport Atatürk [à Istanbul] ?". Vous voyez d'autres personnes capables de poser de telles questions à Erdoğan ? Je suis un des rares journalistes à l'avoir fait. Personne d'autre ne pouvait le faire. Nous avons eu une longue discussion ; est-ce moi ou quelqu'un d'autre qui lui a dit : "Vous ne pouvez pas traiter tout le monde d'alcoolique" ? Est-ce moi ou quelqu'un d'autre qui lui a dit : "Tous les buveurs ne sont pas des alcooliques". Mais les gens voulaient que je ridiculise Erdoğan. Qu'est-ce qui aurait changé si je l'avais fait ? Pensez-vous que quelque chose aurait changé ? Si, dans cette émission, j'avais rendu Erdoğan fou et s'il avait dit : "Détruisez le parc Taksim" et si 50 personnes avaient trouvé la mort. Qu'aurait-on dit ? Que le Premier ministre, provoqué par un journaliste, avait donné ces ordres ! Donc, il n'y avait

---

<sup>65</sup> Cyril LEMIEUX (dir.), *La subjectivité journalistique. Onze leçons sur le rôle de l'individualité dans la production de l'information*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2010.

<sup>66</sup> Françoise DAUCÉ, « Éprouver le politique dans un média russe. La Délicate élaboration des nouvelles en conférence de rédaction », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 48-3-4, 2017, p. 170.

aucune chance de s’attirer les faveurs du public. Quoi que vous fassiez, vous devenez la cible des critiques. Après cette émission, j’ai été la cible à la fois des partisans et des opposants à Erdoğan. Les questions que j’ai posées ont dérangé les partisans d’Erdoğan, le fait que je les ai posées avec politesse a dérangé ses opposants. Je m’en fiche. Je sais, dans mon for intérieur, que j’ai bien fait. Je m’en fichais ce jour-là, je m’en fichais le lendemain aussi, je ne pense pas que je m’en soucierai davantage à partir d’aujourd’hui. Parce que nous, nous ne faisons pas notre travail pour avoir une partie du public avec nous et pour leur faire plaisir<sup>67</sup>. »

« Moi, je pense que j’ai posé toutes les questions qui pouvaient être posées dans cette émission. D’ailleurs, personne ne m’a dit : “Mais tu aurais dû poser celle-ci aussi !”. Nous avons appris beaucoup de choses sur Erdoğan dans cette émission, par exemple le fait qu’il surveille les gens qui descendent du bateau, qu’il traite d’alcoolique toute personne qui boit de l’alcool ; le fait de boire de l’alcool fait de toi un “alcoolique” sauf si tu votes pour l’AKP ! Nous avons eu la possibilité de mieux le connaître. Mon attitude aurait-elle pu être plus sévère ? Oui, elle aurait pu. Mais parfois, vous ne pouvez pas vous détacher des conditions de l’entretien. Quand Erdoğan s’est assis devant moi, j’étais déjà nerveux, parce qu’il était très différent de l’Erdoğan que j’avais vu maintes fois et avec lequel j’avais fait une émission. Il était dans un état de rage incroyable. C’est pour cela que j’ai opté pour une attitude douce. Face à un homme qui est sur le point de se suicider sur un pont, quelle attitude devrait-on adopter pour l’apaiser ? Une attitude dure ou douce ? J’ai préféré la douce. Parce qu’il était si furieux qu’il pouvait nous faire jeter du pont. J’ai essayé de l’apaiser. Et bien sûr, on était entourés d’une vingtaine de conseillers, de membres de son parti, de sa fille, tous lui soufflaient son texte.

**Q : Est-ce qu’il incombe au journaliste d’apaiser le Premier ministre ?**

**R :** C’est vrai. Je suis journaliste. Ce jour-là, ce que j’ai vu, c’était un homme rempli de haine. Je n’ai pas voulu le provoquer. J’ai eu peur qu’il fasse quelque chose de fou, si je le poussais trop et le coinçais aux yeux de l’opinion publique. Franchement, je craignais qu’il n’ordonne une intervention policière dans *Gezi Parkı*. Parce que l’homme que j’ai vu ce soir-là, il était capable de le faire. S’il était arrivé un incident causant la mort ou des blessures à une quarantaine, une cinquantaine de personnes, l’histoire aurait retenu que c’était à cause des provocations d’un journaliste qui s’appelle... Et vous, vous m’auriez posé cette question — si, bien sûr, j’avais survécu — “Comment pouvez-vous dormir, Monsieur, en portant la responsabilité des morts que vous avez provoquées en voulant jouer les héros ?”<sup>68</sup> »

Dans cet extrait, les exigences journalistiques se manifestent. Le déroulement de l’émission est déterminé par l’humeur du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan et la relation entre lui et le journaliste. La délicatesse de la situation tient ici à la tension qui règne entre le journaliste et le Premier ministre, les responsables politiques qui l’entourent, et à la possibilité constante que le journaliste décide de faire un scoop, « un fait ayant une forte valeur dans l’univers

---

<sup>67</sup> Entretien réalisé le 12 février 2016 à Istanbul.

<sup>68</sup> Fatih ALTAYLI, « 30-40 bin lira civarı maaş alıyorum ; yarısı hayatımızın içine sığılmasının karşılığı » [Je touche environ 30K-40K de salaire dont la moitié est en récompense de notre vie abimée], in Hazal ÖZVARIŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler 2012-2018* [À la recherche du média perdu: Entretiens 2012-2018], P24 Medya Kitaplığı, 2018.

journalistique<sup>69</sup> ». Nous appuyant sur les travaux de Cyril Lemieux, nous constatons que l'activité journalistique constitue une menace pour les liens d'intimité et de confiance qui relèvent de la « grammaire naturelle ». Le journaliste tente de respecter la « grammaire publique » en posant des questions sur les sujets les plus controversés tout en s'efforçant de ne pas augmenter la tension pour ne pas aggraver la situation dans le parc. Il honore ainsi la « grammaire de la réalisation » qui implique un traitement stratégique des choses et des personnes<sup>70</sup>. Dans cet extrait, le journaliste Celal présente également les justifications qui expliquent les difficultés à respecter la grammaire publique dans un contexte difficile marqué par de fortes tensions. L'exigence de crédibilité journalistique ne vient que dans un second temps, après avoir respecté la grammaire naturelle. Il importe, cependant, de souligner la spécificité de la situation. Celal fait un effort pour « préserver une relation positive<sup>71</sup> » avec le Premier ministre tout en essayant d'honorer la grammaire publique. Toutefois, il emploie la grammaire de la réalisation, non pas pour garder des relations positives et « fructueuses avec ses sources<sup>72</sup> », mais plutôt pour éviter un conflit susceptible d'avoir de graves conséquences avec son interlocuteur. Pour ne pas être considéré comme un « manipulateur », Celal s'est placé dans une position de « négociateur » entre le public et le Premier ministre :

**« Q : Comment la haine d'Erdoğan s'est-elle reflétée sur vous ? Qu'est-ce qui s'est passé dans les coulisses ?**

**R :** Beaucoup de choses. C'était probablement à la vingtième minute de l'émission ; on m'a demandé de faire une pause publicitaire alors qu'il n'y avait pas de publicité dans l'émission. J'ai dit : « Mais il n'y a pas de publicité ». Lütfullah Göktaş m'a montré une feuille disant « Le Premier ministre la veut ». Et j'ai fait cette pause. Le Premier ministre s'est levé et a dit : « Cette émission est terminée pour moi ». Je lui ai répondu « Pourquoi ? ». Il a dit « Aujourd'hui, on ne va pas pouvoir s'entendre avec vous. Nous ne pouvons même pas nous accorder sur la définition la plus simple. Il est vain de continuer ». Parlant de « définition », il se référait à la question sur les alcooliques. J'ai regardé sur internet, je lui ai lu la définition d'alcoolique. Sa fille était présente aussi. Il a dit : « Non ». Cette fois-ci, ses conseillers sont intervenus. Le Premier ministre Erdoğan

<sup>69</sup> Camille AUBRET, « Les journalistes politiques libanais, entre engagements professionnels et militants. Quelques usages des convictions politiques chez les journalistes de presse au Liban », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 139.

<sup>70</sup> Cyril Lemieux définit la grammaire comme « l'ensemble des règles auxquelles il faut rapporter une certaine action que l'on observe, pour que celle-ci reçoive un sens positif ». Dans sa thèse de doctorat basée sur un terrain auprès de journalistes de presse et de télévision, il a identifié trois grammaires distinctes : *la grammaire publique* (ou de la distanciation), qui s'appuie sur « les situations les plus publiques, les journalistes et leurs interlocuteurs tendent à faire preuve de distanciation », *la grammaire naturelle* (ou de l'engagement) consiste dans « les situations les plus privées où les uns et les autres s'appuient alors sur des raisons personnelles de s'engager vers autrui » comme les amitiés ou l'échange de services et finalement *la grammaire de la réalisation* (ou principe de réalisme) qui est « la capacité à ne pas se rendre coupable de collusion, tout en préservant une relation positive et fructueuse avec ses sources ». Cyril LEMIEUX, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Éditions Métailié, 2000, p. 139-140.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 140.

<sup>72</sup> *Ibid.*

a dit : “Dans ce cas-là, rouvrez le sujet après les publicités et je vais m’excuser”. J’étais étonné. Après la pause publicitaire, il a dit : “Si j’ai créé un malentendu, je dois peut-être m’en excuser”. Il était déjà très en colère dès son arrivée. Très nerveux. Et moi, comme première question, je lui ai posé : “Ne pourrait-on pas faire un référendum sur la caserne ? Vous faites tout en fonction des sondages, pourquoi ne pas aussi faire des enquêtes dans ce cas ? Il n’est pas trop tard”. Très en colère, il a dit : “Dois-je demander au peuple l’autorisation de reconstruire l’œuvre de mes ancêtres ?”. Et moi, je me suis dit : “Je suis fini”. J’étais persuadé que cette phrase mettrait fin à l’émission.

**Q : Pourriez-vous nous donner plus de détails sur l’environnement de l’émission avec Erdoğan ? Qu’est-ce que faisait sa fille ? Comment ses conseillers lui parlaient-ils ? Quelles étaient les discussions pendant les pauses publicitaires ? À la fin, qu’a dit Erdoğan sur l’émission ?**

**R :** Ce jour-là, l’ambiance était beaucoup plus tendue que d’habitude. Normalement, il y a un ou deux conseillers et le conseiller presse. Ils font des rappels au Premier ministre en écrivant sur des feuilles. Ce jour-là, ils ont voulu faire l’émission à la direction provinciale de l’AKP à Istanbul. C’était dans un grand salon. Il y avait des dizaines de conseillers, sa fille, les dirigeants du parti, bref, il y avait du monde. Le conseiller en charge du sujet [Gezi] faisait des rappels au Premier ministre dans mon dos. Tout le monde était très tendu. D’après ce que j’ai vu, l’équipe du Premier ministre pensait aussi que le Premier ministre enverrait un message d’apaisement. Ils ont également été surpris quand ils ont compris que ce ne serait pas le cas. Après l’émission, un conseiller s’est dit : “Maintenant nous sommes finis<sup>73</sup>”. »

Lors de notre entretien, Celal a souligné que ce n’était pas lui qui avait demandé la réalisation de cet entretien qui était, selon lui, une opération de communication visant à redorer l’image du Premier ministre Erdoğan. Il a ajouté que c’était le service presse du Premier ministre qui avait suggéré cet entretien et qu’il n’avait pas pu dire « non », en raison de la pression exercée par les conseillers de presse du Premier ministre et par le propriétaire de la chaîne. Celui-ci insistait pour qu’il fasse une émission avec le Premier ministre. Peu après notre entretien, Celal a déclaré qu’il était l’incarnation des contraintes qui s’exercent sur les médias<sup>74</sup>.

« Moi, ce jour-là, je n’avais pas l’intention d’inviter Erdoğan à l’émission. D’ailleurs, ce jour-là, je n’avais pas d’émission. J’étais à table, mon téléphone a sonné, c’était un samedi. Le conseiller presse du Premier ministre, Lütfullah Göktaş, que je connais depuis dix ans, m’a dit : “Mon frère, comment vas-tu ?”. J’ai répondu que j’allais bien. Il a dit “Mon frère, demain on va chez toi”. Quand il a dit ça, comme mon beau-frère venait de décéder, j’ai pensé qu’ils allaient venir pour les condoléances. J’étais totalement hors sujet. Je lui ai dit : “Cher Lütfullah, Hande n’est pas là”. Il m’a dit “Mais quel rapport avec Hande ? Nous venons à ton émission”. Je lui ai dit : “Mais Lütfullah, vous vous trompez, je n’ai pas d’émission demain. Demain, c’est dimanche, je n’ai pas non plus invité Monsieur Tayyip”. Il m’a répondu : “Mon frère, toi, peut-être pas, mais

<sup>73</sup> F. ALTAYLI, « 30-40 bin lira civarı maaş alıyorum; yarısı hayatımızın içine sığılmasının karşılığı » [Je touche environ 30K-40K de salaire dont la moitié est en récompense de notre vie abimée], art. cit.

<sup>74</sup> Murat YETKİN, « Increasing political pressure on Turkish media », *Hürriyet Daily News*, publié le 12 février 2014, consulté le 28 novembre 2019. <https://www.hurriyetdailynews.com/opinion/murat-yetkin/increasing-political-pressure-on-turkish-media-62329>

ta chaîne nous a invité”. Ils l’avaient invité. Je lui ai dit : “Mais mon frère, c’est sûrement quelqu’un d’autre, je ne sais rien, ça ne se fait pas ça”. Il a insisté. Apparemment, Monsieur Tayyip lui avait dit : “Nous devons parler à la télé”. Ils lui ont préparé une liste. Il a regardé la liste et il a dit : “Intervenons sur *Habertürk*. Qui fait une émission à *Habertürk*?”. Ils lui ont donné des noms, mais il a dit : “Non, faisons ça avec Celal”. [...] J’ai dit à Lütfullah que je devais voir cela avec mon patron. Et j’ai appelé Monsieur Turgay [Ciner]. Je lui ai dit : “Monsieur Turgay, on me propose cette émission, mais je ne veux pas la faire ». Il a dit “Comment ça tu ne veux pas ? Le Premier ministre arrive, bien sûr que tu vas faire cette émission”. J’ai dit : “Bon, OK”<sup>75</sup>. »

Les journalistes des médias généralistes, moins critiques envers le gouvernement ont souvent tendance à minimiser les critiques sur la couverture des manifestations *Gezi*. Selon eux, le contexte était déjà défavorable à l’expression de toute critique. Cependant, malgré les contraintes de plus en plus fortes qui enserrant le travail des journalistes — à l’exception de quelques individualités bénéficiant de certaines latitudes, les chaînes d’information en continu ont réussi à couvrir les événements. Ils partagent souvent l’idée selon laquelle la marginalisation croissante du modèle critique dans la presse généraliste rend la couverture de ce type d’événements impossible. Autrement dit, selon ces journalistes, les médias généralistes ne traitent plus des événements pouvant inquiéter le pouvoir en place depuis longtemps. Cependant la faible couverture du mouvement *Gezi* a suscité l’indignation du public pour deux raisons : le positionnement géographique du parc et la notoriété de ces chaînes d’information. Les chaînes d’information en continu sont devenues les cibles de la réprobation quasi générale parce que d’une part, les manifestations ont pris place à Istanbul, capitale culturelle et économique du pays, et d’autre part, le public avait des attentes élevées vis-à-vis de ces chaînes d’information. Un journaliste de desk de *CNN Türk*, Serkan, explique ainsi le positionnement de la chaîne pendant et après le mouvement :

**« Q : Toi, pendant les manifestations de *Gezi*...**

**R :** J’étais là.

**Q : Le documentaire sur les manchots a été beaucoup critiqué. Qu’est-ce que tu en penses ? Pourquoi a-t-on diffusé un documentaire sur les manchots ? Qu’est-ce que vous auriez pu faire d’autre ?**

**R :** D’abord c’était très tard dans la nuit. La nuit... Moi je n’étais pas en service cette nuit-là. *Gezi*, bien sûr, c’est un événement important, c’est historique, je ne le nie pas. Mais je suis désolé, *Cizre* et *Sur*<sup>76</sup>, c’est tout aussi important. Ici, je vois vraiment un biais orientaliste, on analyse *Gezi*, mais on ignore le sud-ouest... Parce que c’est “bon

---

<sup>75</sup> Entretien réalisé le 12 février 2016 à Istanbul.

<sup>76</sup> Les affrontements de Şırnak de 2015-2016 étaient une série d'affrontements armés dans le sud-est de la province de Şırnak, entre les forces gouvernementales turques et les groupes armés kurdes, dans le cadre du conflit turco-kurde. Les affrontements ont principalement eu lieu dans les districts de Sur, province de Diyarbakır et de Cizre province de Şırnak.

pour l'orient ». C'est acceptable si tu diffuses juste 30 secondes sur le sud-ouest, mais tu dois diffuser Gezi dans son intégralité ?! Ah bon ? Je suis vraiment désolé !

**Q : Mais ce ne sont pas les mêmes choses...**

**R :** Mais regarde, là-bas, il y a plus de morts, il y a un déplacement massif de population. Vous dites qu'il y a 81 provinces n'est-ce pas, comme l'a rappelé Selahattin Demirtaş, à la dernière réunion du parti ; mais non, désormais il y a 80 provinces. Şırnak n'existe plus. C'est-à-dire qu'en Turquie, une des provinces n'existe plus, elle a été complètement détruite.

**Q : L'idéal n'est-il pas de couvrir les deux ?**

**R :** Normalement, l'idéal c'est ça. Ce que je critique, c'est d'amplifier l'événement de Gezi, de façon disproportionnée... Je ne le dis pas pour sous-estimer les pertes en vies humaines à Gezi, mais plutôt pour faire comprendre aux gens la situation : À Istanbul, personne n'a eu à prendre ses affaires sur son dos et à quitter sa ville. Mais à Sur, si ! C'est comme si on vidait Eminönü [quartier d'Istanbul] de ses habitants. On a désertifié le district de Sur...

**Q : Mais il fallait quand même couvrir les manifestations de Gezi, n'est-ce pas ?**

**R :** Oui, il fallait les couvrir. Mon problème, c'est qu'on n'a pas traité Sur [dans notre couverture] mais Gezi. Sur est plus important pour moi.

**Q : Pourquoi n'avez-vous pas couvert ce qui se passait à Sur ?**

**R :** Là-bas, il y a une guerre. Peu d'informations te parviennent, tu couvres ce que tu peux. Mais tu couvres peu. Le problème de Gezi, ce n'est pas le documentaire sur les manchots. Toutes les chaînes d'information en continu diffusaient des documentaires. Il y avait un documentaire sur NTV : nous avons été beaucoup critiqués parce que c'était sur les manchots. On ne peut pas dire que NTV ou Habertürk aient couvert entièrement les manifestations. Les manifestations se déroulaient à proximité de la rédaction de Habertürk, c'était l'enfer à 100 mètres, mais Habertürk n'a rien couvert. L'une des raisons pour lesquelles CNN Türk est tant critiqué, c'est que les gens attendent beaucoup trop de CNN Türk. Avant, c'était également comme ça<sup>77</sup>. »

Si le contexte du mouvement a sans nul doute pesé sur la prise en charge effective des manifestations par les chaînes d'information, c'est aussi parce que « les prises de chacun d'eux sur la manifestation renvoie à leur position "objective" dans l'espace médiatique<sup>78</sup> ». De plus en plus souvent, les journalistes des chaînes d'information en continu se conforment au modèle qui s'est imposé au fil du temps dans les chaînes d'information turques : celui du journaliste technicien<sup>79</sup>. Selon Sandrine Lévêque, « le spécialiste du social dans les journaux devient aujourd'hui un journaliste technicien, finalement peu différent de ses confrères<sup>80</sup> ». Dans ce sens-là, l'auteure situe le journaliste technicien à l'opposé du journaliste qui se spécialise sur les questions de société, très pointu dans certains domaines, tels que les mouvements sociaux. En quête d'objectivité et afin de ne pas commettre de « faute journalistique », les journalistes

---

<sup>77</sup> Entretien réalisé le 15 avril 2017 à Istanbul.

<sup>78</sup> S. LÉVÊQUE, « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique », art. cit, p. 109.

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 112.

<sup>80</sup> Sandrine LÉVÊQUE, *Les journalistes sociaux histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2000.

des médias généralistes préfèrent s'inscrire dans un registre où ils ne couvrent un événement que s'il est relayé par la parole officielle. Ainsi apparaît une des raisons pour lesquelles les journalistes n'ont pas couvert les manifestations en direct. La direction de la chaîne s'est gardée de publier un contenu, pour ne pas donner l'impression d'être « pro-mouvement ». Par ailleurs, les journalistes insistent sur la non-spécificité de leur chaîne d'information. Autrement dit, ils donnent pour exemples des chaînes d'information étrangères qui n'ont pas davantage couvert ce type de mouvement :

« Quand il y a eu des manifestations comme celles de *Gezi* en France, ils ne les ont pas couvertes non plus. Quand Sarkozy a utilisé le mot “racaille” pour qualifier des Français d'origine africaine, ce n'était pas couvert non plus par les chaînes d'information en continu françaises. Tu parles des manchots, mais ils ne retransmettent pas non plus quand il se passe quelque chose au centre de Paris. Nous, nous avons couvert les manifestations de *Gezi*, personne ne peut dire qu'on n'a rien couvert. *A Haber* a couvert les manifestations [de *Gezi*] et titré “Les vandales détruisent Taksim”. Il faut voir aussi comment ils couvrent. Même chose aux États-Unis, pour les manifestations à la nouvelle Orléans... Nulle part au monde, on ne couvre de manifestations comme *Gezi* dès le tout début. Ils ne couvrent jamais sur le mode “Flash ! La police intervient !”. Non ! L'idéal, ce serait de le faire, mais ils ne le font pas non plus<sup>81</sup>. »

Une autre journaliste, Ayşe, fait valoir que les journalistes ont dû faire un choix entre couvrir les événements en direct et ne les couvrir que dans les bulletins d'informations émis toutes les heures. Elle ajoute que de peur d'aggraver la situation, comme l'évoque Celal plus haut, la rédaction a choisi la deuxième option (faire un résumé des événements dans les bulletins d'informations) et n'a pas traité les manifestations en temps réel. Si elle ne cache être en léger désaccord sur la décision éditoriale, elle a évité de l'exprimer frontalement au comité éditorial. Cependant, ses propos sur la différence de ligne éditoriale entre *CNN International* (qui a fait une diffusion en direct du parc) et *CNN Türk*, illustrent clairement non seulement les contraintes qui pèsent sur les journalistes de *CNN Türk*, mais aussi les stratégies adoptées par les journalistes pour faire couvrir par d'autres médias l'information qu'ils ne peuvent pas faire passer dans l'entreprise médiatique où ils travaillent. Elle souligne qu'à l'insu de leur rédacteur en chef, des journalistes de *CNN Türk* ont orienté leurs collègues vers *CNN International* pour qu'ils couvrent l'actualité du parc *Gezi*. Ils ont ainsi fait le maximum pour inciter leurs collègues américains à couvrir les manifestations.

**« Q : Comment avez-vous traité les manifestations de *Gezi* ?**

**R :** Alors sur ce sujet, il faut être nuancé : nous avons dû faire un choix entre faire une couverture entièrement en direct ou résumer la situation générale au début de chaque

---

<sup>81</sup> Entretien réalisé le 15 avril 2017 à Istanbul.

bulletin. Nous avons choisi la deuxième option. On nous a dit que si nous diffusions les événements en direct, nous risquions de les aggraver. Nous avons reçu instruction de suivre les événements, mais de ne pas les diffuser en direct. *CNN International* applique aussi cette règle de temps à autre. Faire une couverture en direct de certains événements suscite parfois une plus grande réaction. À mon avis, les manifestations de *Gezi* auraient pu être couvertes plus largement, plus objectivement. Mais la décision a été prise ainsi. Nous avons essayé de couvrir autant que nous le pouvions. Nous avons essayé de couvrir non seulement les conflits, mais aussi quand ils ont fait du yoga ou quand ils ont déjeuné ensemble dans le parc pendant le ramadan. De temps en temps les manifestants du parc se sont fâchés contre nous, nos reporters n'ont pas pu entrer dans le parc. Pourtant, nous avons essayé de tout couvrir.

**Q : Le premier soir des manifestations, quand vous avez diffusé le documentaire sur les manchots... La perception de *CNN Türk* était très mauvaise...**

**R :** Oui, on en a beaucoup parlé. Les autres chaînes étaient pires que nous, elles ne couvraient pas du tout, mais d'après ce que j'ai compris, les téléspectateurs s'attendaient à ce que nous couvrions les événements. C'était la décision de la direction [de ne pas faire une diffusion en direct]. Notre chance — peut-être notre malchance — mais à mon avis notre chance — c'est que nous subissions la pression internationale. Eux [*CNN International*], ils ont couvert ce que l'on ne pouvait pas traiter, pour ne pas nuire à l'image de la marque. Cependant, ils ont vécu les mêmes difficultés sur la décision de couverture. Le correspondant de *CNN International* à Istanbul regarde les quatre chaînes d'information en continu turques, mais ne voit aucune couverture. Il s'informe sur Twitter, grâce aux tweets en turc. Alors nous, après un certain temps, nous avons appelé nos connaissances personnelles pour les faire bouger. Nous avons fait bouger la presse étrangère. Et après cela, les événements ont commencé à être retransmis dans le monde. À mon avis, c'était bien que cela prenne une dimension internationale, cela a empêché les protestataires de se radicaliser et de se marginaliser. Ils ont pris conscience qu'ils étaient relayés à l'international et ils ont exercé un meilleur contrôle sur leurs protestations. Les événements se sont davantage développés sous forme de désobéissance civile ou de résistance. Leurs attaques contre la police sont restées très limitées. Les événements de *Gezi* auraient-ils pu être résolus plus tôt et pacifiquement ? À mon avis oui, c'est le sentiment que nous avons eu à la fin de la première semaine. Mais le Premier ministre a ressenti ces manifestations comme une attaque contre lui-même et après cela, les événements sont devenus incontrôlables<sup>82</sup>. »

Les journalistes ont ainsi développé des stratégies pour desserrer les contraintes qui pèsent sur eux. Ces stratégies, qui ont pour objectif de publier l'information, peuvent s'effectuer de deux manières différentes : via les réseaux sociaux, qui offrent un environnement plus autonome, ou à travers d'autres médias (étrangers, tels que *CNN International* pendant les manifestations de *Gezi*) qui jouissent de plus de liberté que les chaînes d'information turques. Ainsi, ce n'est pas seulement l'aveuglement journalistique qui explique l'absence d'enquêtes sur le terrain et de reportages auprès d'interlocuteurs qui leur fourniraient de l'information préalable (dont les manifestants du parc), mais, ce sont aussi les contraintes politiques pesant sur les rédacteurs en

---

<sup>82</sup> Entretien réalisé le 15 octobre 2016 à Istanbul.



chefs et sur les journalistes et les réactions intransigeantes des manifestants face aux reporters de ces chaînes généralistes qui ont privé les reporters de la couverture des événements dans les jours qui ont suivi.

### *La (non) médiatisation du mouvement*

Les témoignages des journalistes sur la couverture des événements nous invitent aussi à réfléchir sur l'idée de la responsabilité et la non-responsabilité des journalistes. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'approche d'Alain Accardo qui évoque l'obligation « de montrer... la nécessité de fonder plus objectivement l'idée qu'on se fait de la responsabilité ou de la non-responsabilité des agents/acteurs dans le surgissement des situations et l'évolution des processus, en ne se contentant pas d'appréhender leurs actions à travers les catégories intellectualistes, volontaristes et manichéennes du langage usuel, mais en examinant les tenants et les aboutissants de leurs initiatives dans l'optique d'une théorie de l'action sociologiquement fondée<sup>83</sup> ». Les journalistes ont examiné les conséquences de leur couverture des manifestations en les rapportant à l'idée selon laquelle, comme le formule Todd Gitlin dans son ouvrage paru en 1980 sous le titre « *The Whole World is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left* » (Le monde entier vous regarde : comment les médias ont fait et défait la nouvelle gauche), « les diverses formes de couverture médiatique fixent un cadre qui, en s'épaississant, déterminera l'avenir du mouvement<sup>84</sup> ». Leur méfiance repose ainsi sur l'idée selon laquelle la médiatisation d'un mouvement peut influencer les décisions politiques, « prises en réaction non pas au mouvement lui-même, mais aux représentations que les médias en donnent. Toute action ne prendra du sens qu'à travers le prisme des médias, et n'en trouvera aucun si ces derniers éludent son existence. Les images médiatiques interviennent aussi dans la perception que le mouvement aura de lui-même ; elles confortent les dirigeants habilités à s'exprimer et les « personnalités » jugées dignes d'être citées ; elles ont le pouvoir de transformer un porte-parole en célébrité, c'est-à-dire en quelque chose de tout à fait différent<sup>85</sup> ». Or, nous observons le contraire dans le mouvement *Gezi*. Si la médiatisation du mouvement a influencé les décisions politiques, son escamotage relatif par les médias traditionnels a plutôt renforcé son pouvoir et son influence dans l'espace public. En réalité, nous pouvons dire que

---

<sup>83</sup> Alain ACCARDO, « Pour une socioanalyse des pratiques journalistiques », in *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007, p. 13.

<sup>84</sup> Todd GITLIN, « La contestation face aux médias », *Le Monde Diplomatique*, 146, 2016.

<sup>85</sup> *Ibid.*

la faible couverture du mouvement par les chaînes d'information en continu est devenue un des objets mêmes des manifestations. Le mouvement, qui a commencé pour contester une construction urbaine dans le parc *Gezi* à Taksim, s'est propagé dans tout le pays, étendant les protestations à un large éventail de préoccupations portant notamment sur la liberté de la presse et l'intrusion du gouvernement AKP dans un mode de vie séculaire en Turquie. En l'absence d'un leadership centralisé, en dehors de la petite assemblée qui avait organisé la manifestation environnementale initiale, les manifestations ont été comparées au mouvement *Occupy* et aux événements de mai 1968. La non-retransmission en direct des informations sur les manifestations par les chaînes d'information en continu a amplifié et intensifié son impact ; le mouvement s'est transformé en une protestation contre l'attitude hégémonique du parti au pouvoir, la violation des droits démocratiques, la censure et la désinformation dans les médias, l'usage excessif de la force par la police et la volonté de l'AKP d'imposer un certain mode de vie conservateur. En d'autres termes, nous pouvons dire que d'une certaine manière, les manifestations ont pris leur sens grâce à leur invisibilité dans les médias généralistes.

Les manifestants ont fait la satire de la diffusion sur *CNN Türk* d'un documentaire sur les manchots pendant que des manifestations massives se déroulaient dans les rues. Les manchots sont ainsi devenus le symbole de la censure et de la faible couverture des événements par les médias généralistes. Transformant de manière créative le déficit démocratique des médias traditionnels en un outil de protestation, les contestataires se sont tournés vers les réseaux sociaux pour partager des dessins satiriques sur le thème des manchots. Dans une représentation poignante, un manchot sur un iceberg en train de fondre regarde sur *CNN International* Istanbul envahi de gaz lacrymogènes, tandis qu'un Turc regarde dans son appartement un documentaire sur les manchots diffusé par *CNN Türk*. Enfin, l'acteur Sermiyan Midyat a fait sensation en enlevant sa chemise pour révéler un t-shirt représentant un manchot, devant un présentateur de *CNN Türk* lors d'une émission en direct<sup>86</sup>.

« On a diffusé les événements... mais pas en direct ! »

De nombreuses critiques sur la couverture des manifestations de *Gezi* ont donc été adressées à la chaîne. Les journalistes et les responsables de l'information à *CNN Türk* ont contesté ces

---

<sup>86</sup> Lisel HINTZ, « The might of the pen(guin) in Turkey's protests », *Foreign Policy*, 2013, publié le 10 juin 2013, consulté le 18 novembre 2019. <https://foreignpolicy.com/2013/06/10/the-might-of-the-penguin-in-turkeys-protests/>.

critiques en disant qu'ils avaient, en effet, couvert les manifestations, mais pas en direct. Ce choix a été fait pour ne pas aggraver la situation dans le parc et pour protéger ainsi le public de la violence. Ils ont, selon eux, agi de manière responsable et ont organisé une diffusion qui visait à réduire la tension dans le parc. Ancien rédacteur en chef de *CNN Türk*, Firat, en poste pendant les manifestations de *Gezi*, explique leur choix :

**« Q : *CNN Türk* a été très critiquée pendant les manifestations de *Gezi*. Pourquoi avez-vous diffusé un documentaire sur les manchots ?**

**R :** D'abord, on ne peut définir correctement ce qu'on a fait par "la diffusion d'un documentaire". Nous avons juste choisi de ne pas faire une diffusion entièrement en direct ce soir-là.

**Q : Pourquoi ?**

**R :** Quand les instructions de non-diffusion entièrement en direct ont été transmises par le rédacteur en chef, ils ont diffusé ce qui était disponible.

**Q : Qui a donné cette instruction ?**

**R :** Nous. Ils disposaient d'un documentaire sur les manchots. Nous aussi, nous avons réalisé plus tard ce que nous avons diffusé. Je veux dire, nous avons remarqué plus tard que ce que nous avons diffusé allait créer des problèmes. Pourquoi avoir donné ces instructions, c'est une toute autre histoire. D'abord, il y avait une situation dont on ne comprenait pas bien la portée, et avec nos diffusions, on risquait d'aggraver son ampleur. Nous l'avons remarqué à partir des réactions et des messages que nous avons reçus. Les gens voulaient légitimer les manifestations à travers leur diffusion sur les écrans. Et nous voyions que plus nous les légitimerions, plus elles gagneraient de l'ampleur. Cela conduirait probablement à une situation plus conflictuelle. C'est pour cela que nous avons la responsabilité de calmer le jeu et de nous retenir<sup>87</sup>. »

Il s'ensuit que le rédacteur en chef et l'équipe éditoriale présente ce jour-là ont honoré la grammaire de la réalisation (évoquée plus haut) et se sont efforcés non seulement de ne pas aggraver la tension dans le parc, mais aussi de ne pas créer de nouvelles tensions avec le Premier ministre Erdoğan. Cependant, le directeur de l'information a avoué que ce n'était pas la seule raison. Selon lui, la fin de *CNN Türk* (sa vente au groupe *Demirören*) se serait produite beaucoup plus tôt s'ils avaient diffusé les événements en direct.

**« Si nous avions fait une diffusion entièrement en direct ce soir-là, *CNN Türk* aurait atteint le point atteint en 2019 beaucoup plus tôt.**

**Q : Pourquoi ?**

**R :** C'était notre prévision. *CNN Türk* aurait été détruit beaucoup plus tôt<sup>88</sup>. »

Les journalistes, en accord avec la direction de la chaîne, ont ainsi mis en place des stratégies visant à repousser, selon leurs propres termes, « la destruction de la chaîne ». Ils ont négocié

---

<sup>87</sup> Entretien réalisé le 28 décembre 2018 à Istanbul.

<sup>88</sup> *Ibid.*

sur le contenu et le moment de la diffusion et ont réagi en sorte qu'ils ne s'attirent pas les foudres du Premier ministre. Toutefois, comme indiqué plus haut, le public a considéré l'absence de diffusion en direct comme une censure et reproché à la chaîne de ne pas faire du journalisme. Le manchot en plus de devenir le symbole de la censure dans les médias en général, est aussi devenu symbole de *CNN Türk*. Ceci a également accéléré la rupture entre le jeune public et les chaînes d'information en continu. Il a, d'ailleurs, manifesté sa réaction en boycottant la chaîne et en la critiquant sur les réseaux sociaux<sup>89</sup>.

### *Un média de combat ? : Çapul TV*

Les protestations contre la censure ne se sont pas limitées à la satire. Le 3 juin, des milliers de cols blancs travaillant dans les quartiers financiers de Maslak et de Levent, à Istanbul, se sont rassemblés devant la rédaction des médias du groupe *Doğuş* pour protester contre la couverture de *NTV*, l'une des principales chaînes d'information de *Doğuş Holding*. *NTV* a été obligée de continuer à diffuser ses programmes pendant que les manifestants scandaient : « Nous ne voulons pas de médias vendus » (*Satılmış medya istemiyoruz*), « Tayyip démission » (*Tayyip İstifa*) « partout Taksim, partout résistance » (*Her yer Taksim her yer direniş*)<sup>90</sup>. Certains journalistes de cet organe ont démissionné afin de protester contre le manque de couverture. Le directeur général du groupe *Doğuş Media*, Cem Aydın, a reconnu que les critiques étaient « plutôt justes », et il a ajouté que le public avait eu l'impression d'avoir été trahi. Peu après ses commentaires, Cem Aydın a été forcé à quitter *Doğuş Media*<sup>91</sup>. Cette situation montre, une fois de plus, que les journalistes, y compris les dirigeants, ne sont pas satisfaits de ce genre de journalisme.

« La foule a voulu faire une déclaration et a exigé que le discours soit diffusé en direct. La direction de la chaîne a accepté et il y a eu une diffusion. Le présentateur de *NTV*, Erhan Ertürk a dit "L'attitude des médias est contestée. Nous sommes également critiqués". En fait, quelque chose qui ne s'était jamais produit est arrivé. Dans les émissions en direct, le microphone de *NTV* est toujours entre les mains du journaliste et non de l'orateur. Cette fois, le micro a été remis aux représentants des manifestants. Mais la voix de l'orateur n'était pas audible à l'écran. Il y avait en effet un

---

<sup>89</sup> « Censorship in the Park-Gezi: A picture of self-censorship », *Ethical Journalism Network*. <https://ethicaljournalismnetwork.org/gezi-a-picture-of-self-censorship>

<sup>90</sup> « *NTV haber burnunun dibinde* » [*NTV est si proche*], *Sol Haber Portalı*, publié le 3 juin 2013, consulté le 19 novembre 2019. <https://haber.sol.org.tr/medya/ntv-haber-burnunun-dibinde-haberi-74030>

<sup>91</sup> « *Doğuş Media CEO takes leave amid media criticism* », *Hurriyet Daily News*, publié le 13 juin 2013, consulté le 19 novembre 2019. <https://www.hurriyetaidailynews.com/dogus-media-ceo-takes-leave-amid-media-criticism--48753>

dysfonctionnement dans le système audio. L'émission en direct a donc été rediffusée. Les employés de *NTV* ont également apporté leur soutien aux manifestants. Certains cadres proches de Cem [Aydın, dirigeant de la chaîne] sont même montés sur des chaises pour applaudir la foule. Ce dernier incident indique qu'il y avait un grand malaise non seulement chez les employés, mais aussi dans la gestion des canaux de communication. Ils ont vu que la ligne de diffusion qu'ils avaient choisie jusqu'alors ne pouvait être maintenue<sup>92</sup>. »

Dans un article sur la relation entre les manifestations et les médias, Todd Gitlin évoque la faiblesse des manifestants à faire couvrir leurs engagements par les médias : « Créer du sens dans un monde de culture commerciale centralisée est un processus non moins épineux que celui qui consiste à créer de la valeur à partir du travail. De même que les travailleurs n'exercent aucun contrôle sur les biens qu'ils produisent, ni sur la manière de les produire, ni sur leur distribution et leur usage, les militants, en tant que producteurs de sens, n'ont jamais leur mot à dire sur le traitement que les médias réservent à ce qu'ils disent ou font, ni sur le contexte dans lequel s'effectue leur incorporation au calendrier médiatique<sup>93</sup> ». Bien que Todd Gitlin ne précise pas le type de médias qu'il évoque, nous comprenons qu'il s'agit des médias traditionnels. Faisant une analogie entre les travailleurs et les militants, Todd Gitlin soutient l'idée selon laquelle les militants n'ont aucune influence sur la production de l'information dans les médias traditionnels. Or, la manière dont les manifestants se mobilisent en utilisant les réseaux sociaux pour soutenir les nouveaux mouvements sociaux démontre le contraire. S'ils n'ont pas eu d'influence sur la couverture des manifestations en direct, ils ont en revanche eu une grande influence sur la retransmission, par les médias généralistes, de leurs protestations contre les médias qui ne couvraient pas correctement leurs manifestations. *NTV*, *CNN Türk* ainsi que *Haber Türk*, les principales chaînes d'information du pays, ont dû couvrir dans les jours qui ont suivi non seulement les manifestations de *Gezi*, mais aussi les protestations contre les médias généralistes. Cela n'est sans doute pas l'apanage du mouvement *Gezi*. Plusieurs recherches sur le rôle des réseaux sociaux numériques dans les mouvements sociaux ont montré qu'au cours des dernières années, ce type de médias avait été, avec d'autres, un outil puissant permettant de mobiliser avec succès un grand nombre de personnes dans le mouvement *Occupy Wall Street*, les soulèvements du Printemps arabe, le mouvement *Gezi* et d'innombrables autres<sup>94</sup>. Les manifestants, en plus de mobiliser à travers les réseaux sociaux, ont imposé et créé

---

<sup>92</sup> Yavuz BAYDAR, *Bir Açık Hava Hapishanesi Olarak Haber Merkezi: Türkiye Medyasında Yozlaşma ve Sansür*, [La salle de rédaction, une prison à ciel ouvert: Corruption et autocensure dans le journalisme turc], P24 Medya Kitaplığı, 2015, p. 46.

<sup>93</sup> Todd GITLIN, « La contestation face aux médias », *Le Monde Diplomatique*, 146, 2016.

<sup>94</sup> Meltem ODABAŞ et Heidi REYNOLDS-STENSON, « Tweeting from Gezi Park: Social media and repression backfire », *Social Currents*, 5-4, 2018, p. 401.

leurs propres médias pour contourner l'agenda médiatique des médias traditionnels. En cela, les manifestants ont non seulement exercé leur influence sur l'information produite, mais c'est bien eux qui ont produit l'information.

Ainsi a été créée *Çapul TV*, une chaîne d'information en continu diffusant sur internet, qui tire son nom du qualificatif méprisant utilisé par Erdoğan, « çapulcu » (littéralement maraudeur, vandale, racaille), pour désigner les participants au mouvement. Les manifestants ont rapidement décidé de s'approprier le terme et ont commencé à se qualifier de « çapulcu ». En quelques jours, ce terme généralement négatif a été recyclé en terme positif d'auto-identification. À l'étranger, des partisans des événements du parc *Gezi* ont publié des photos sur leurs réseaux sociaux portant le message « Je suis aussi un chapelleur », dans leur propre langue. Ce « renversement du stigmate » a donc été repris avec humour par les activistes pour leur construction identitaire<sup>95</sup>. *Çapul TV* a ainsi commencé sa diffusion le 6 juin 2013 :

« Nous avons décidé de créer *Çapul TV* à *Gezi Park* dans la nuit de 3 juin. Avec quelques amis, on se promenait dans le parc, nous parlions du besoin d'une chaîne de télévision qui pourrait transmettre la vérité à partir des gens présents dans le parc, sans intermédiaire. Nous avons l'expérience d'une diffusion en direct en ligne à travers "Sendika.tv". Les voitures de diffusion en direct avaient brûlé, les connexions 3G étaient devenues inutiles en raison de l'utilisation intense des téléphones portables dans le parc. Nous avons décidé de faire une diffusion par satellite pour assurer une meilleure connexion. Nous avons utilisé Ustream. Un de nos amis a loué un générateur en cas de coupure de courant. Nous avons un mixeur, un Mac, deux-trois ordinateurs portables, deux caméras, quelques lampes professionnelles et des microphones. Nous étions en direct le 6 juin. Avec le temps, nous avons rencontré de nouveaux çapulcu et nous avons grandi<sup>96</sup>. »

Le 6 juin 2013, *Çapul TV* a commencé à couvrir les événements jusqu'à la fin du mois de juin et a utilisé *Ustream* pendant neuf jours pour ses diffusions depuis le cœur même du parc *Gezi*. Dix jours après ses débuts, les fondateurs de la chaîne ont découvert qu'elle était suivie par 1,5 million de personnes. Plus important encore, huit chaînes de télévision retransmettaient les émissions internet de *Çapul TV* sur leurs propres écrans, multipliant ainsi l'impact et la portée de la chaîne. Le 24 octobre 2014, elle a déménagé dans ses studios à Istanbul et a ouvert un bureau à Ankara. Depuis sa création, *Çapul TV* opérait en ligne et privilégiait la diffusion en direct comme service principal. Tout en utilisant *Ustream* pour les directs dans le parc en raison de l'urgence, ils ont ensuite créé leur site internet en utilisant leurs propres serveurs. Depuis,

---

<sup>95</sup> Voir Michel WIEVIORKA, *La différence. Identités culturelles enjeux, débats et politiques*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2005.

<sup>96</sup> Ali ERGİN, « Çapulcu Meydanı formatı geliştirildi! » [Le format "La place des Çapulcu" a été amélioré !], publié le 17 juin 2014, consulté le 21 novembre 2019. <https://www.hurriyet.com.tr/kelebek/hayat/capulcu-meydani-formati-gelistirildi-26606002>

*Çapul TV* a eu recours à Twitter pour diffuser son contenu et communiquer avec les manifestants, attirant ainsi 145 000 abonnés en l'espace d'un an (180 000 abonnés aujourd'hui). À l'heure actuelle, *Çapul TV* utilise Periscope pour la diffusion en direct, YouTube pour archiver ses vidéos et continue à utiliser Twitter pour sa diffusion<sup>97</sup>.

La naissance de *Çapul TV* a eu un impact important sur l'espace médiatique : la chaîne offre non seulement de nouveaux moyens de mobilisation par le biais des médias, mais elle est devenue une source vitale d'informations sur laquelle des chaînes d'opposition mieux établies, telles que *Halk TV* ou *Hayat TV*, s'appuient. Plus important encore, elle a brisé la structure hiérarchique des médias traditionnels en transformant les citoyens d'auditoire passif en producteurs de médias<sup>98</sup>. Les propos d'un de ses fondateurs le confirment :

« Nous avons retransmis depuis *Gezi Park* entre le 6 et le 15 juin. Après le 15 juin, pendant l'été, nous étions présents sur les forums des parcs, sur les barricades des protestataires. Nous avons développé un format intitulé "Çapulcu Meydanı" (La place de çapulcu). Nous avons commencé à réaliser les diffusions en studio le 24 octobre. Nous n'avons eu ni à franchir l'obstacle du RTÜK ni à subir de préoccupations commerciales. Nous créons des émissions avec des contenus que vous ne trouverez nulle part ailleurs. [...] Nous essayons de ne pas imiter les formats des chaînes standards. Nous supprimons la barrière du professionnalisme. Nous essayons de créer un format de journalisme que tout le monde peut faire. Tous ceux qui enregistrent un incident avec leur téléphone portable sont des reporters, tous ceux qui peuvent s'exprimer devant les caméras sont des présentateurs. Notre organisation est basée sur la motivation idéologico-politique et non pas sur le profit. Nous sommes un média de combat<sup>99</sup>. »

*Çapul TV* est un exemple de « l'investissement militant dans les arènes médiatiques<sup>100</sup> » qui va « au-delà du constat d'une croissante dimension médiatique de l'action des mouvements sociaux, au-delà aussi de l'appréciation des stratégies militantes qui visent à créer des espaces autonomes d'information, il s'agit ici de comprendre comment les militants articulent un double registre, celui de la critique des médias et celui de la production alternative au sein de ceux-ci<sup>101</sup> ». Créée par les manifestants du mouvement *Gezi*, *Çapul TV* montre que les frontières entre espaces médiatiques professionnels et espaces militants, ainsi qu'entre les médias comme

---

<sup>97</sup> Engin BULUT et Haluk Mert BAL, « Disrupting the spectacle: The case of *Çapul TV* during and after Turkey's Gezi uprising », in Marco BRIZIALI et Emiliana ARMANO (dir.), *The spectacle 2.0. Reading debord in the context of digital capitalism*, University of Westminster Press, p. 210.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 212.

<sup>99</sup> A. ERGİN, « Çapulcu Meydanı formatı geliştirildi! » [Le format "La place des Çapulcu" a été amélioré !], *op. cit.*

<sup>100</sup> Sandrine LÉVÊQUE, « Introduction », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 15.

<sup>101</sup> *Ibid.*

producteurs d'information et comme sources, sont poreuses. Les journalistes de *Çapul TV* se revendiquent comme des « militants » et non comme des « journalistes professionnels », ils privilégient l'engagement sur la distanciation, en s'opposant ainsi aux journalistes qui privilégieraient la distanciation sur l'engagement<sup>102</sup>. Ils sont donc à la fois des informateurs et des sources d'informations qui se sont faites « journalistes » pour critiquer le journalisme. Ces médias sont « positionnés entre mouvements sociaux et journalisme » et ils « apparaissent polarisés entre des pratiques de communication militante au service du mouvement social et des pratiques d'information journalistique sur le mouvement social<sup>103</sup> ». La couverture des événements *Gezi* par la chaîne *Çapul TV* est ainsi le produit d'une critique des médias généralistes qui vise à offrir une couverture journalistique (et militante) alternative de l'événement.

---

<sup>102</sup> Norbert ELIAS, *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris, Pocket, 1999, p. 63-64.

<sup>103</sup> B. FERRON, « Le journalisme alternatif entre engagement et distanciation. Les stratégies médiatiques des mouvements sociaux dans la « bataille de Cancún » contre l'OMC (2003) », art. cit, p. 120.



## Corrompre les médias : couvrir l'enquête sur la corruption 17-25 décembre

- La manipulation par les médias
- Le journalisme bloqué
- Conclusion

Six mois après les manifestations de *Gezi*, un autre coup a été porté à la légitimité morale du pouvoir, cette fois en raison d'une enquête pour des faits de corruption massive. Le matin du 17 décembre 2013, près de cinquante personnes proches du pouvoir ont été arrêtées lors de descentes de police. Les procureurs ont accusé 14 personnes — dont Süleyman Aslan, directeur de la société publique *Halkbank*, l'homme d'affaires iranien Reza Zarrab et plusieurs membres de la famille de ministres du cabinet — de corruption, de fraude, de blanchiment d'argent et de contrebande d'or<sup>104</sup>. Les accusations portaient notamment sur des actes de corruption et des pots-de-vin, atteignant même le cercle restreint autour du Premier ministre Erdoğan et de son fils. Les accusations, concernant en particulier 4,5 millions de dollars cachés dans des boîtes à chaussures chez le directeur général de *Halkbank*, des compteurs de billets trouvés dans la maison du fils d'un ministre et des documents judiciaires convoquant le fils de Recep Tayyip Erdoğan, ont créé une vague d'indignation dans l'opinion. Des détails encore plus choquants ont été révélés lorsque des enregistrements sonores de conversations entre Recep Tayyip Erdoğan, ses proches collaborateurs et des hommes d'affaires pro-AKP ont commencé à circuler sur les réseaux sociaux.

Selon Bilge Yeşil, l'enquête sur la corruption a constitué un nouveau tournant décisif dans la politique turque, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, elle a mis en évidence la rivalité qui régnait entre l'AKP et la communauté Gülen, qui a finalement conduit à l'effondrement de leur alliance qui durait depuis une décennie. Deuxièmement, elle a exposé la corruption généralisée, le copinage et la recherche d'enrichissement, en particulier dans les secteurs de la construction et de l'énergie où des hommes d'affaires conservateurs avaient fait fortune. Troisièmement, et plus particulièrement en lien avec ce chapitre, elle a conduit à une révision de la politique à l'égard des médias, révélant l'étendue du contrôle de l'AKP sur les médias et sa répression croissante sur ceux qui diffusent en ligne<sup>105</sup>. Ces conversations, divulguées par des

---

<sup>104</sup> Berivan ORUÇOĞLU, « Why Turkey's mother of all corruption scandals refuses to go away? », *Foreign Policy*, 2015, publié le 6 janvier 2015, consulté le 26 novembre 2019. <https://foreignpolicy.com/2015/01/06/why-turkeys-mother-of-all-corruption-scandals-refuses-to-go-away/>

<sup>105</sup> Bilge YEŞİL, *Media in new Turkey: The origins of an authoritarian neoliberal state*, Urbana ; Chicago ; Springfield, University of Illinois Press, 2016, p. 116.

officiers de police gülenistes qui écoutaient Recep Tayyip Erdoğan et ses proches collaborateurs avec un microcaché depuis longtemps, ont sans doute servi à dévoiler la corruption massive qui sévissait parmi les cadres de l'AKP. Mais elles ont aussi clairement mis en évidence la contrainte qu'exerçait Recep Tayyip Erdoğan sur les propriétaires et les dirigeants des médias. Nous pouvons ainsi mentionner une double conséquence de la divulgation de ces enregistrements : d'un côté, à travers les enregistrements, elle a révélé les mécanismes de censure et de manipulation existant au sein même des médias. D'un autre côté, elle est devenue elle-même un facteur de contrainte supplémentaire sur les journalistes. L'enquête sur la corruption et les enregistrements sont devenus des sujets à éviter, surtout pour les médias généralistes. Réticents à couvrir l'enquête et ses conséquences judiciaires, les dirigeants des chaînes mentionnés dans les enregistrements ont choisi de rester silencieux.

Pour résumer brièvement, une cassette a été diffusée à la suite de l'enquête sur la corruption de décembre 2013, révélant que Recep Tayyip Erdoğan était intervenu directement auprès des responsables des émissions de la chaîne d'information en continu *Habertürk*, appartenant au groupe *Ciner*, pour ordonner à Fatih Saraç (homme d'affaires et cadre dirigeant de la chaîne, diplômé de l'Université de la Mecque, sans aucune expérience en journalisme) de cesser de diffuser les discours du chef du parti d'action nationaliste (MHP—*Milliyetçi Hareket Partisi*) Devlet Bahçeli, trop critique envers le gouvernement. Dans la reproduction de la conversation téléphonique, Fatih Saraç s'excuse et fait ordonner le retrait immédiat du bandeau déroulant.

### *La manipulation par les médias*

L'intervention directe ou indirecte du pouvoir ne se limite pas à la censure. Elle peut aller jusqu'à l'usage de faux, en manipulant l'information obtenue. Dans un autre enregistrement, Fatih Saraç et Celal discutent d'un sondage d'opinion qu'ils ont commandé à l'entreprise de sondage *Konsensus*. Ils pensent que les intentions de vote en faveur du MHP sont suffisamment élevées pour tracasser le gouvernement. Ils décident donc de contacter *Konsensus* afin de prendre 2 % des intentions de vote attribuées au MHP (Parti d'action nationaliste — *Milliyetçi Hareket Partisi*) et de les ajouter au taux du BDP (Parti de la paix et de la démocratie — *Barış ve Demokrasi Partisi*), le parti centré sur le problème kurde qui participe aux négociations gouvernementales visant à apporter une solution politique au problème chronique kurde auquel fait face la Turquie. Plus tard, Fatih Saraç appelle Bilal Erdoğan, le fils du Premier ministre, pour lui parler de la solution trouvée et le prie de bien vouloir transmettre cette information au

Premier ministre. Au cours d'un entretien à *CNN Türk*, l'animateur Cüneyt Özdemir lui pose des questions à propos de cet enregistrement, dont Celal confirme l'authenticité<sup>106</sup>. Il ajoute : « Les gouvernements ont toujours essayé de faire pression sur les médias et de (les) manipuler. Pourtant, il n'y a jamais eu autant de pression qu'aujourd'hui<sup>107</sup> ». Cependant, Celal nie avoir manipulé les résultats du sondage. Il affirme qu'il a juste négligé les instructions de Fatih Saraç et lui a dit « oui, oui » au téléphone pour éviter de discuter avec lui.

« Mon frère, je t'appelle, on arrangera ça », ai-je dit pour l'éviter. Nous recevons d'innombrables demandes en tant que rédacteur en chef et animateur de programmes télévisés. Par exemple, une des demandes a été discutée dans les médias, il s'agit des enregistrements (*tapeler*), de l'appel de Fatih Saraç qui essaie de manipuler les résultats d'une enquête [concernant les élections générales]. On dit « on va arranger ça, pas de souci », comme échappatoire. Ce boulot... Maintenant si vous m'appeliez et demandiez de faire une interview avec moi, je ne dirais pas que je ne vous connais pas : je dirais plutôt que je suis occupé ces jours-ci, mais restons en contact et je raccrocherais. Alors, Fatih Saraç m'a appelé : « Le taux des votes pour l'AKP décroît sensiblement, alors que celui du MHP s'accroît. Celui du HDP étant également en déclin... Je te demanderais un service : pour ne pas mettre en danger les négociations de paix (Barış süreci), ne reflétons pas la baisse du taux du BDP [HDP] ». [En réponse] « OK, mon frère, on va s'arranger. » (...) Pourtant, on a publié le journal sans changement, sans prendre en considération la demande de Fatih Saraç. Bien sûr, ensuite, ici, il y a eu des désagréments, des scènes... mais malgré tout, on n'a pas exécuté ses instructions, je veux dire, celles de son appel. Si, maintenant, quelqu'un m'appelait en me demandant quelque chose... assumons que cette conversation soit enregistrée... « Fatih, il y a une information, pourrais-tu ne pas la publier ? » et je répondrais que « Entendu, mon frère, on va arranger ça. » Et la nouvelle serait quand même publiée dans le journal. Dans ce cas-là, la conversation prouverait-elle que je me sois soumis à cette demande<sup>108</sup> ? »

Cet extrait de l'interview d'un dirigeant et éditorialiste de *Habertürk* montre le poids important de la nature des relations dans les médias et leur complexité. Si les journalistes subissent des pressions, ils développent des microémancipations dans le travail en vue d'esquiver cette contrainte. Ils mobilisent ainsi des stratégies de déviation et créent un espace autonome qui leur permet de faire leur travail. Ainsi, il serait erroné de conclure que chaque pression sur les journalistes donne des résultats. Si ces microrésistances ne prouvent pas que les pressions peuvent être complètement éludées, elles montrent la capacité de résistance des élites.

Pierre Lascoumes et Carla Nagels, dans leurs ouvrages sur la corruption, citent Charles Wright Mills et son ouvrage *The Power Elite* qui « met en évidence un des traits spécifiques des élites,

---

<sup>106</sup> M. YETKIN, « Increasing political pressure on Turkish media », art. cit.

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> Entretien réalisé le 12 février 2016 à Istanbul.

leur rapport distant aux normes générales et leur capacité de résistance à la stigmatisation ». Selon Mills, le trait amoral (la corruption dans notre cas) « est un fait structurel, organisationnel et non un fait individuel. Cela se traduit par un rapport spécifique aux règles. Une des marques du pouvoir des élites réside dans leur capacité, quand cela leur est utile, à tenir à distance les normes communes, c'est-à-dire à se référer à des normes endogènes qu'elles maîtrisent<sup>109</sup> ». Elles disposent de la liberté de ne pas se sentir « tenues par les normes générales et elles (les élites) font souvent preuve de cynisme “à l'égard de la loi, des législateurs et des échelons moyens de pouvoir”<sup>110</sup> ».

Dans l'enquête sur la corruption et les événements qui ont suivi sa médiatisation, deux types d'élites s'écartent des normes : les élites politiques et les élites journalistiques. Naturellement, parmi les premières, on trouve les agents publics à différents niveaux, les ministres, les membres du parlement de l'époque tels que Muammer Güler, le ministre de l'Intérieur, Zafer Çağlayan, le ministre de l'Économie, Erdoğan Bayraktar, le ministre de l'Environnement, des Travaux publics et de l'urbanisme et parmi les seconds, des journalistes tels que Celal, ancien dirigeant du journal *Habertürk*. La manière dont les élites politiques ont dévié de la norme est évidente : à travers une organisation complexe, ses membres ont exporté près de 13 milliards de dollars d'or directement en provenance d'Iran ou à travers les Émirats arabes, entre mars 2012 et juillet 2013. En retour, l'équipe turque a reçu du gaz naturel et du pétrole iranien. Les transactions ont été effectuées par l'intermédiaire de la banque publique turque, *Halkbank*<sup>111</sup>. Pour les élites journalistiques, cependant le contournement est plus subtil. Celal, en refusant, ou en négligeant les instructions de Fatih Saraç, son supérieur dans l'entreprise, a fait montre de résistance et s'est affranchi de la norme. Il a réussi à ne pas faire publier l'enquête manipulée dans le journal. Il est évidemment important de distinguer ici les deux types de normes. Les élites politiques s'écartent de la norme juridique (ils enfreignent la loi). Tandis que les élites journalistiques (Celal dans notre exemple) s'écartent de la norme hiérarchique ; il refuse simplement d'exécuter un ordre de son supérieur hiérarchique en vue de respecter le code de déontologie journalistique. Néanmoins, les deux types d'élites se décalent de la norme, l'une de la norme juridique et l'autre de la norme hiérarchique (professionnelle).

---

<sup>109</sup> Pierre LASCOUMES et Carla NAGELS, « Introduction. À la recherche d'une définition », in *Sociologie des élites délinquantes*, Paris, Armand Colin, 2018, p. 22.

<sup>110</sup> Charles Wright MILLS, *L'élite du pouvoir*, Paris, François Maspero, 1969, p. 292 cité par P. LASCOUMES et C. NAGELS, « Introduction. À la recherche d'une définition », art. cit, p. 22.

<sup>111</sup> « Recap of corruption scandal in Turkey », *Business Insider*, publié le 27 décembre 2013, consulté le 10 mars 2020. <https://www.businessinsider.com/recap-of-corruption-scandal-in-turkey-2013-12?IR=T>

Il faut se rappeler également que ce type de déviance est presque exclusivement réservé aux dirigeants médiatiques qui bénéficient d'un certain statut sur les plans professionnel et financier. Si d'autres journalistes peuvent aussi recourir à des stratégies pour contourner la contrainte, elles sont moins directes que celles des dirigeants de médias. La résistance aux règles et la déviance par rapport à la norme restent encore relationnelles, réservées aux élites journalistiques qui disposent d'une certaine liberté face à leurs supérieurs et trouvent ainsi une possibilité de « résister » grâce à leurs relations avec d'autres membres des élites.

Un troisième enregistrement révélait l'implication directe de Recep Tayyip Erdoğan dans la vente de *Sabah/ATV*. Le groupe pro-Erdoğan Çalık avait acquis cette entreprise de presse/télévision en 2011. Lorsque Çalık l'a mise en vente en 2013, des investisseurs étrangers tels que *Time Warner* et *NewsCorp* ont manifesté leur intérêt pour cette entreprise, mais, comme le révélait l'enregistrement divulgué, Recep Tayyip Erdoğan et l'un de ses ministres sont intervenus personnellement et ont pris des mesures pour que *Sabah/ATV* reste aux mains de cercles proches du pouvoir. Sur l'enregistrement, Recep Tayyip Erdoğan, le ministre et trois hommes d'affaires proches de l'AKP s'entendent pour faire le nécessaire en vue de réunir des fonds pour cofinancer l'achat, en promettant des marchés publics qui couvriront les pertes financières des hommes d'affaires si *Sabah/ATV* ne faisait pas de profit<sup>112</sup>.

Une des conséquences importantes mises au jour par le scandale de la corruption a été la révélation des conflits internes au sein des médias de type religieux-conservateur, qui semblaient jusqu'alors homogènes. Les alliés d'autrefois sont devenus ennemis, les journaux et les chaînes de télévision appartenant au mouvement *Gülen* ont suivi celui-ci. Les médias gülenistes (*Zaman*, *Today's Zaman*, *Bugün*, *Samanyolu TV*, *Kanaltürk*, *Bugün TV*, *Samanyolu Haber*) qui soutenaient le pouvoir sans équivoque au cours des années précédentes sont devenus de féroces critiques de l'AKP et d'Erdoğan. Ils ont couvert sans répit les moindres détails de la corruption et les rapports de copinage dans les échelons supérieurs du parti et au gouvernement. Anciens partisans de l'AKP, ils ont fait partie de la coalition anti-*AKP* et ont rejoint leurs homologues critiques du pouvoir. Les médias loyaux à l'AKP (*Star*, *Yeni Şafak*, *Akşam*, *Sabah*, *Akit*, *Türkiye*, *Takvim*, *ATV*, *A Haber*, *Kanal 24*, *Sky360*, *Kanal 7*, *Ülke TV*) quant à eux, ont

---

<sup>112</sup> Mehul SRIVASTAVA, Benjamin HARVEY et Ercan ERSOY, « Erdoğan's media grab stymies expansion by Murdoch, Time Warner », *Bloomberg*, publié le 4 mars 2014, consulté le 28 novembre 2019. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2014-03-03/erdogan-thwarts-murdoch-as-graft-probe-reveals-turkey-media-grab>

assumé le rôle de porte-parole du gouvernement et publié des articles soutenant l'idée selon laquelle l'enquête sur la corruption était une tentative de coup d'État de la part de la communauté *Gülen*, désormais qualifiée « d'État parallèle » par les cercles gouvernementaux, parce que c'est selon eux « un système qui utilise les institutions de l'État d'une façon illégitime<sup>113</sup> » et que les adeptes de *Gülen* dans la police, la justice, la bureaucratie et les médias conspiraient avec le « lobby juif<sup>114</sup> ».

### *Le journalisme bloqué*

L'enquête sur la corruption a non seulement eu un impact sur les médias gülenistes et pro-AKP, mais aussi sur les médias généralistes. Selon l'enquête menée par Mahmut Hamsici pour la BBC, les journalistes couvrant l'enquête sur la corruption ont été accusés d'être « gülenistes » par leurs collègues, voire par leurs familles. De plus, un reporter a été taxé de sympathies pour le groupe des communautés du Kurdistan (KCK, *Koma Civakên Kurdistan*) par d'autres reporters pro-AKP. Ces reporters ont ensuite préparé des listes de journalistes qui couvraient la corruption pour les livrer aux procureurs qui venaient d'être nommés. Ainsi non seulement le travail des reporters dont les noms avaient été donnés aux procureurs a été entravé, mais d'autres reporters ont aussi pris conscience des risques de couvrir l'actualité sur la corruption. Le journaliste Fatih Yağmur a ainsi été licencié du journal *Radikal*, propriété du groupe *Doğan*, pour sa couverture de la corruption. La pression sur les médias s'est encore accrue avec l'information publiée sur les camions des services secrets turcs le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

« La direction du journal m'a déclaré qu'elle se voyait contrainte, contre son gré, de me licencier. Et que mon licenciement avait été plusieurs fois demandé, mais qu'elle y avait jusqu'alors résisté. Cette décision a été légitimée par référence au "nécessaire bon fonctionnement de la société"<sup>115</sup>. »

Selon le journaliste Fatih Yağmur, les autres reporters n'ont pas pu non plus publier l'information sur la corruption. Ils ont développé une stratégie couramment utilisée désormais : citer la nouvelle d'une autre institution médiatique pour ne pas être la cible du pouvoir, à travers

---

<sup>113</sup> Emma DONADA, « Qu'est-ce que « l'État parallèle », contre lequel 150.000 roumains ont défilé ? », *Libération*, publié le 21 juin 2018, consulté le 29 novembre 2019. [https://www.liberation.fr/checknews/2018/06/21/qu-est-ce-que-l-etat-parallele-contre-lequel-150-000-roumains-ont-defile\\_1660589/](https://www.liberation.fr/checknews/2018/06/21/qu-est-ce-que-l-etat-parallele-contre-lequel-150-000-roumains-ont-defile_1660589/)

<sup>114</sup> B. YESIL, *Media in New Turkey: The Origins of an Authoritarian Neoliberal State*, op. cit, p. 116.

<sup>115</sup> Mahmut HAMSİCİ, « 17-25 Aralık süreci medyayı nasıl etkiledi? » [Comment l'enquête pour la corruption 17-25 décembre a influencé les médias?], *BBC Türkçe*, publié le 16 décembre 2014, consulté le 29 novembre 2019. [https://www.bbc.com/turkce/haberler/2014/12/141215\\_17\\_25\\_aralik\\_medya](https://www.bbc.com/turkce/haberler/2014/12/141215_17_25_aralik_medya)

un même procédé discursif : « Selon la nouvelle publiée sur tel journal... ». Les journalistes recourent à de tels éléments de discours afin d'entrer dans une stratégie de mise à distance. L'enquête sur la corruption a non seulement transformé profondément la politique turque, mais elle a aussi accru la pression du pouvoir sur les médias. Au fur et à mesure que les nouvelles sur la corruption étaient publiées et se propageaient, le pouvoir est devenu plus agressif et a ciblé les journalistes, qui ont été ouvertement menacés. Les propos du journaliste Fatih Yağmur témoignent du changement qui s'est produit dans les médias pendant la période post 17-25 décembre :

« Après le 17-25 Décembre, les correspondants se sont abstenus de diffuser des informations, de peur qu'il ne leur arrive des problèmes. Les pressions ont conduit à un mécanisme d'autocensure : "On a dit aux correspondants de ne pas publier une telle information avant qu'une autre chaîne ne la publie, et que l'on puisse la citer. C'est ainsi qu'ils essayaient d'éviter d'être la cible du gouvernement. Si, aujourd'hui, vous voyez sortir ces informations, c'est parce que ce sont des citations, déjà diffusées par d'autres chaînes d'information. De plus, quelques journalistes ont été poursuivis à cause des nouvelles qu'ils ont publiées sur la corruption. Je n'avais plus la force de me défendre. J'ai eu parfois regretté de faire ce métier. Le journalisme n'est pas un métier à exercer dans un tel pays<sup>116</sup>. »

Des journalistes de journaux proches du gouvernement figuraient parmi ceux qui ont été licenciés pour avoir critiqué le gouvernement pour ses réactions quant au traitement de l'enquête sur la corruption. Murat Aksoy de *Yeni Şafak* a été licencié de son journal après avoir fait des commentaires critiques sur l'enquête dans une émission à *CNN Türk* :

« Pendant et après l'émission, j'ai compris d'après les messages sur les réseaux sociaux que ce que je disais dans l'émission dérangeait l'administration du journal et son entourage. En fait, un responsable du journal a dit : "Ça aurait été bien, au moins, si vous n'aviez pas mentionné le nom *Yeni Şafak* dans votre titre " dans un message qu'il a écrit sur Twitter. Plus intéressant encore, un éditorialiste de *Sabah*, que je connaissais avant de devenir éditorialiste et commentateur de télévision, mais que je n'avais plus rencontré depuis 6 ans, m'a appelé et m'a dit qu'il regardait l'émission avec des membres éminents de l'AKP, qu'il ne doutait pas de mes convictions démocrates, mais que ce que j'avais dit dans l'émission était faux. (...) Je lui ai dit que j'avais déjà écrit cela et que j'étais à l'aise avec ma conscience. (...) Je suis allé au journal le 26 décembre. J'ai écrit mon article et je l'ai envoyé. Le responsable éditorial m'a appelé et m'a dit que mon éditorial ne serait pas utilisé. Il a déclaré que la raison était l'émission de télévision à laquelle j'avais participé. Puis, le 13 janvier, mon contrat de travail a été officiellement résilié. (...) Comme j'ai essayé de l'exposer brièvement, il n'y avait plus aucune tolérance pour des voix dissonantes dans le journal<sup>117</sup>. »

---

<sup>116</sup> *Ibid.*

<sup>117</sup> Y. BAYDAR, *Bir Açık Hava Hapishanesi Olarak Haber Merkezi: Türkiye Medyasında Yozlaşma ve Sansür* [La salle de rédaction, une prison à ciel ouvert: Corruption et autocensure dans le journalisme turc], *op. cit.*, p. 88-89.

Cependant, l'autocensure et les procès contre les journalistes n'ont pas empêché la propagation des enregistrements, surtout sur les réseaux sociaux. Les médias de gauche qui se positionnent contre le gouvernement ont également publié le contenu de ces enregistrements. Ceci a renforcé la polarisation dans les médias, qui se sont divisés en deux : ceux qui couvraient l'actualité de l'enquête sur la corruption et ceux qui ne la couvraient pas. Le poids de l'autocensure dans le monde médiatique a également été mis en évidence. Les journalistes travaillant dans les grands groupes médiatiques subissent l'autocensure d'autant plus lourdement que le désir du patron de préserver ses relations avec le gouvernement s'intensifie et l'écart entre la position idéologique des journalistes et l'information produite se creuse. C'est ce qui les rapproche des médias aux mains du pouvoir.



## **Le journalisme post-coup d'État : purges et changement des équipes dans les salles de rédaction**

- L'opposition en question
- Fragilité des journalistes
- Conclusion

La tentative de coup d'État survenue le 15 juillet 2016 constitue le point de départ d'une série de crises dans les médias qui se sont accumulées au cours des années suivantes. Cet événement, selon Yohanan Benhaim, Uğur Kaya et Dilek Yankaya, « après le mouvement de Gezi et la confrontation entre AKP et la communauté (*cemaat*) de Fethullah Gülen, constitue une nouvelle étape dans la légitimation et l'accélération de dynamiques de centralisation autoritaires du système politique que le passage au régime présidentiel confirme et institutionnalise<sup>118</sup> ». Les médias, déjà ébranlés par le mouvement *Gezi* et l'enquête sur la corruption en 2013, ont été profondément transformés après les événements de la nuit du 15 juillet 2016. S'il est possible de trouver le tracé de lignes de continuité avec d'autres périodes telles que le régime militaire (1980-1982) et les politiques de néolibéralisation menées sous le gouvernement Özal, la période post 15 juillet est, pour certains, sans précédent.

Après la tentative de coup d'État de juillet 2016, les purges autoritaires, menées à un rythme effréné, ont pris une ampleur sans précédent en Turquie. Les transformations qui ont suivi le coup d'État raté ont eu lieu dans de nombreux domaines, touchant notamment les institutions juridiques. Ces événements du 15 juillet rappellent aussi à quel point les journalistes ont été fragilisés, puisque les médias généralistes ont été un des secteurs les plus touchés par la contrainte politique, dans un contexte marqué par l'instauration de l'état d'urgence après le coup d'État raté. Premièrement, nous avons observé de nombreuses purges au sein des médias, le gouvernement a fermé les entreprises de presse liées à la communauté de Fethullah Gülen, prédicateur turc habitant aux États-Unis, et à son mouvement *Hizmet* (service). Le gouvernement a intensifié ses attaques contre les médias et selon les chiffres, des centaines d'accréditations de presse délivrées par le gouvernement ont été annulées et 100 journalistes ont été arrêtés dans le cadre d'une enquête sur un complot potentiel. Trois mois après la proclamation de l'état d'urgence dans le pays, le nombre de médias fermés s'élevait à 102, dont

---

<sup>118</sup> Yohanan BENHAIM, Uğur KAYA et Dilek YANKAYA, « La Turquie post-coup d'État : une présidentialisation autoritaire », *Confluences Méditerranée*, 107-4, 2018, p. 9.

45 journaux, 16 chaînes de télévision, 3 agences de presse, 23 stations de radio, 15 magazines et 29 maisons d'édition<sup>119</sup>.

Au total, plus de 2 300 personnels des médias et journalistes, dont certains étaient employés par des entreprises ayant des liens présumés avec le réseau güleniste, ont perdu leur emploi. Un nombre inconnu de journalistes ont vu leurs passeports révoqués, ce qui leur interdit de voyager à l'étranger. Un grand nombre de rédactions ont été épurées ; des nominations et des recrutements de proches du pouvoir ont suivi, notamment dans les médias généralistes. Ces mouvements, comme l'ont constaté Yohanan Benhaim, Uğur Kaya et Dilek Yankaya, « ont créé une opportunité inédite pour la pénétration intensive de l'État par des acteurs proches d'Erdoğan<sup>120</sup> ».

La crise du système politique, qui s'est approfondie après la tentative de coup d'État, a eu des conséquences sur l'espace médiatique, telles que la purge de professionnels des médias et le changement des équipes de rédactions et de direction des grands groupes médiatiques. Nous nous interrogerons sur la transformation du paysage médiatique qui a accompagné cette crise du système politique et sur le « processus de déconstitutionnalisation du système politique turc<sup>121</sup> » tel que défini par İbrahim Kaboğlu.

### *L'opposition en question*

Après le mouvement *Gezi* et la révélation des affaires de corruption touchant le gouvernement AKP en décembre 2013, la tentative de coup d'État a marqué une nouvelle étape dans le processus de légitimation des contraintes au sein des médias turcs. Paradoxalement, *CNN Türk*, boycottée pendant longtemps par le gouvernement AKP, s'est trouvée encore plus assujettie au pouvoir gouvernemental lorsque Recep Tayyip Erdoğan est finalement apparu sur ses écrans<sup>122</sup>.

---

<sup>119</sup> « Brothers critical of Turkish government arrested after TV programme », *The Guardian*, publié le 11 septembre 2016, consulté le 14 mars 2019. <https://www.theguardian.com/world/2016/sep/11/brothers-critical-turkish-regime-arrested-after-tv-programme>

<sup>120</sup> Y. BENHAIM, U. KAYA et D. YANKAYA, « La Turquie post-coup d'Etat : une présidentialisation autoritaire », art. cit, p. 12.

<sup>121</sup> Uğur KAYA, « Entretien avec İbrahim Kaboğlu. La déconstitutionnalisation de la Turquie », *Confluences Méditerranée*, 107-4, 2018.

<sup>122</sup> Pendant la nuit de la tentative du coup d'État (16 juillet 2016), Recep Tayyip Erdoğan est intervenu sur les écrans de *CNN Türk* à travers l'application *Facetime* dans un entretien réalisé par Hande Firat, correspondant de *Hürriyet* à Ankara. Dans cette intervention, il a appelé ses partisans à descendre dans la rue pour défier le couvre-feu imposé par l'armée. Plus tard dans la nuit, des soldats sont entrés dans la rédaction de *CNN Türk* et l'ont forcé à arrêter la diffusion. Après une heure d'interruption de la diffusion par les soldats pro-coup d'État, la chaîne a

Le groupe *Doğan*, auquel appartient *CNN Türk*, était depuis longtemps harcelé par le gouvernement AKP, par le biais d'amendes fiscales astronomiques ou d'attaques verbales violentes envers son propriétaire, Aydın Doğan, et ses journalistes. Par ailleurs, un des éditorialistes les plus influents du journal *Hürriyet*, Ahmet Hakan Coşkun, a été violemment battu devant son domicile, par des membres de l'AKP<sup>123</sup>. Les agressions contre les journalistes, surtout verbales, se sont intensifiées au moment où le pouvoir menait des attaques contre les rebelles kurdes dans l'est de la Turquie, à la fin du mois de juillet 2015. Les locaux du quotidien à Istanbul ont été attaqués à deux reprises par des manifestants progouvernementaux qui l'ont accusé « d'avoir déformé des propos du président Recep Tayyip Erdoğan<sup>124</sup> ». Le groupe était ainsi devenu la cible du pouvoir AKP, en ce que ces attaques financières et verbales visaient exclusivement le groupe *Doğan*. En 2009, le groupe *Doğan* avait été condamné à une amende astronomique<sup>125</sup> pour infractions fiscales, ce que certains avaient perçu comme des représailles pour les reportages publiés par ses journaux et diffusés par ses chaînes de télévision.

D'une part, *CNN Türk*, que détenait le groupe *Doğan*, en conflit avec le gouvernement qui le considérait comme un acteur principal du renversement du gouvernement *Refah-Yol* (RP-DYP) depuis le mémorandum de 28 février 1997, s'est précipité pour entamer « un processus de paix » avec le gouvernement AKP. D'autre part, les ministres de l'AKP ont recommencé à communiquer sur *CNN Türk*, alors que ce n'était plus le cas depuis 2010. La fin du boycott par les politiques au pouvoir a été accueillie très positivement par la direction de la chaîne et nous avons vu que de nombreux politiques de l'AKP étaient apparus sur les écrans de *CNN Türk*. La chaîne était soudain devenue une sorte d'« héroïne de la démocratie » qui avait joué un grand rôle dans l'échec du coup d'État raté.

---

repris ses émissions. Pour plus d'informations sur le déroulement des événements pendant la nuit de 15-16 juillet 2016, Cf. Alan YUHAS, Jamie GRIERSON, Claire PHIPPS, Sam LEVIN et Kevin RAWLINSON, « Turkey coup attempt: Erdoğan demands US arrest exiled cleric Gülen amid crackdown on army - as it happened », *The Guardian*, publié le 16 juillet 2016, consulté le 15 août 2021. <https://www.theguardian.com/world/live/2016/jul/15/turkey-coup-attempt-military-gunfire-ankara>

<sup>123</sup> « Agression violente d'un journaliste turc connu pour ses critiques contre Erdoğan », *France 24*, publié le 1<sup>er</sup> octobre 2015, consulté le 5 octobre 2021. <https://www.france24.com/fr/20151001-ahmet-hakan-turquie-celebre-journaliste-turc-agresse-hurriyet-erdogan>

<sup>124</sup> « Le quotidien turc Hurriyet affirme avoir été attaqué par un groupe pro-Erdogan », *L'Express*, publié le 7 septembre 2015, consulté le 10 juillet 2020. [https://lexpansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/le-quotidien-turc-hurriyet-affirme-avoir-ete-attaque-par-un-groupe-pro-erdogan\\_1713047.html](https://lexpansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/le-quotidien-turc-hurriyet-affirme-avoir-ete-attaque-par-un-groupe-pro-erdogan_1713047.html)

<sup>125</sup> « Doğan Holding'e rekor ceza » [La condamnation du groupe Doğan à une amende astronomique], *CNN Türk*, publié le 18 février 2009, consulté le 5 octobre 2021. <https://www.cnnturk.com/2009/ekonomi/sirketler/02/18/dogan.holdinge.rekor.ceza/514295.0/index.html>

Dans un pays où « l'opposition est vue comme l'antichambre de la trahison, voire comme la trahison incarnée », il n'est pas invraisemblable que le groupe *Doğan* ait désiré faire la paix avec le gouvernement, pour préserver non seulement sa liberté éditoriale mais aussi sa liberté financière. D'ailleurs, les éditorialistes du groupe, comme Ertuğrul Özkök, ont adressé plusieurs appels au gouvernement affirmant leur volonté de pacifier les relations entre le groupe *Doğan* et le gouvernement<sup>126</sup>. Un appel, lancé par un éditorialiste connu qui se considère comme le porte-parole du groupe *Doğan*, montre que les négociations n'étaient pas secrètes, mais se faisaient publiquement, pour associer le public à leurs appels à la « paix ». De nombreux licenciements de journalistes « opposés au gouvernement » montrent que *CNN Türk* semblait respecter pour sa part « les règles du jeu » pour construire la paix, ce qui amène en quelque sorte à « l'homogénéisation de la réalité [objective avec celle du] pouvoir<sup>127</sup> ». Acculée depuis longtemps par le gouvernement, la chaîne a considéré la tentative de coup d'État et ses répercussions comme une occasion de se débarrasser des contraintes gouvernementales. Cependant, la fin du boycott de la chaîne par les membres du gouvernement et la prétendue paix entre la chaîne et le gouvernement AKP ne se sont pas déroulées comme prévu. « L'héroïsme démocratique » a pris fin avec la dissolution de la chaîne dans l'AKP. En d'autres termes, les ordres du pouvoir AKP et la production journalistique de *CNN Türk* se croisent désormais à tel point que la réalité dont la chaîne est censée informer le public n'est plus que le reflet du discours officiel du parti au pouvoir. D'ailleurs, selon l'ancien directeur de l'information de la chaîne, Fırat, cette paix a été de courte durée et la tentative de coup d'État de 15 juillet 2016 n'a préparé que la fin de *CNN Türk*.

**« Q : Il y avait un problème entre le groupe *Doğan* et le gouvernement... »**

**R :** Il n'y a pas eu de querelle entre le groupe *Doğan* et l'AKP. L'AKP avait un problème avec le groupe *Doğan*. En tant que *CNN Türk*, nous ne pouvions pas avoir de problème avec l'AKP. Nous n'avions aucun problème. Eux non plus, ils ne nous ont pas signalé de problèmes particuliers avec nous. Mais il y avait bien un problème avec nous, aujourd'hui c'est encore plus clair. Pas seulement avec le groupe *Doğan* : avec tous les médias indépendants. Aujourd'hui, c'est devenu très clair.

**Q : Pensez-vous que quelque chose a changé un peu pour *CNN Türk* après le 15 juillet ?**

**R :** Pendant un temps très court. Ce n'était pas comme si les gens pensaient : « Il est apparu sur les écrans de *CNN Türk* et tout va bien maintenant ». Non ! Rien de tel ne s'est jamais produit. Oui, pendant un temps très court...

**Q : Peut-être grâce à la fin du boycott ?**

---

<sup>126</sup> Levent GÜLTEKİN, « Doğan Grubu ve iktidarla barış » [Le groupe Doğan et la paix avec le pouvoir], *Diken*, publié le 11 juillet 2016, consulté le 5 octobre 2021. <https://www.diken.com.tr/dogan-grubu-ve-iktidarla-baris/>

<sup>127</sup> Yetvart DANZİKİYAN, « Hükümet-medya ilişkileri: Patrona sesleniş... » [Les relations entre le pouvoir et les médias : appel au patron...], *Birikim*, 283, 2012, p. 91.

**R** : Oui, mais très brièvement. Je ne pense pas qu'il y ait eu un effet durable.

**Q** : **Est-ce qu'il y a eu des effets négatifs après son apparition sur vos écrans la nuit du 15 juillet ? La pression a-t-elle augmenté ? Peut-être avez-vous dit "Nous nous entendons bien pour l'instant, il ne faut pas gâcher ça"...**

**R** : Non, cela ne s'est pas produit ! Nous n'avons jamais eu l'impression de bien nous entendre avec le gouvernement<sup>128</sup>. »

Ces derniers événements ont provoqué une réflexion sur la prise de position progouvernementale de ces instituts médiatiques qui se qualifiaient auparavant d'« objectifs » et de « neutres, » voire de « critiques » parce qu'ils s'adressaient, selon les journalistes qui y travaillaient, à « une audience urbaine et laïque ». Selon une présentatrice de débat télévisé à *CNN Türk*, Ayşe, la chaîne s'adressait plutôt à un public éduqué s'intéressant à la situation des minorités, aux droits de l'homme. Cependant, selon elle, son audience s'est élargie après les événements de *Gezi* :

« *CNN Türk* avait vraiment une ligne éditoriale de centre gauche, proche, disons, de la ligne politique des électeurs du CHP, HDP, mais toujours au centre gauche. Après les manifestations *Gezi*... De nos jours, nous nous adressons à un public plus large. Nous avons des présentateurs reflétant chaque opinion politique sur notre écran. Mais malgré tout, le public qui nous suit est un public diplômé de l'université ou de niveau master, sensible aux sujets comme les droits des femmes, des minorités, des enfants<sup>129</sup>. »

Pourtant, la nuit du 15 juillet 2016 a transformé le paysage médiatique, la presse d'information générale n'a pas su garder ses distances à l'égard de l'AKP, au sens où les rédactions qui visaient auparavant à se comporter comme des « observateurs neutres, » sinon impartiaux, se sont davantage engagées vis-à-vis du pouvoir. Cette transformation, liée en partie à la peur d'être stigmatisé en tant que « güleniste », ne s'est évidemment pas présentée de façon linéaire et soudaine. La fin du boycott a permis aux politiques du gouvernement AKP d'être plus visibles et a ainsi transformé l'identité singulière de la chaîne *CNN Türk* et du journal *Hürriyet*. Leur ligne rédactionnelle, fortement influencée par ces événements et ces répercussions, s'est éloignée des convictions de leur lectorat, qui a commencé à leur adresser de vives critiques<sup>130</sup>. Les rédactions ont choisi de privilégier « une attitude de bienveillance à l'égard du

---

<sup>128</sup> Entretien réalisé le 28 décembre 2018 à Istanbul.

<sup>129</sup> Entretien réalisé le 15 octobre 2016 à Istanbul.

<sup>130</sup> L. GÜLTEKİN, « Doğan Grubu ve iktidarla barış » [Le groupe Doğan et la paix avec le pouvoir], art. cit.

gouvernement<sup>131</sup> » pour établir « la paix<sup>132</sup> » perdue surtout après le mémorandum du 28 février 1997<sup>133</sup>.

Ces préférences rédactionnelles, le soutien ou du moins l'absence de critiques à l'égard du pouvoir AKP, malgré l'antagonisme entre les journalistes et les choix rédactionnels de la direction, avaient pour objectif de se faire des alliés politiques au gouvernement, voire de « satisfaire les intérêts industriels des propriétaires des journaux<sup>134</sup> ». La nouvelle ligne progouvernementale a assimilé la chaîne et les journaux des médias généralistes aux organes « officiels » du gouvernement et a fait voler en éclats l'autonomie des choix rédactionnels. Pourtant, malgré les efforts des dirigeants médiatiques, les journalistes de la chaîne s'accordent sur le fait que « le processus de paix » n'était qu'une illusion et que le passé conflictuel entre le groupe *Doğan* et le gouvernement AKP ne permettra jamais la paix. D'ailleurs malgré une stratégie de bienveillance à l'égard du pouvoir AKP, la paix recherchée entre le président Erdoğan et le groupe *Doğan* ne s'est jamais établie. Erdoğan a continué ses violentes attaques verbales, qui ont provoqué le licenciement de plusieurs journalistes connus pour leur opposition à son pouvoir. Selon un ancien dirigeant du groupe *Doğan*, Celal, le groupe *Doğan* restera l'ennemi perpétuel de Recep Tayyip Erdoğan, qui a toujours besoin de mener un combat, quel qu'il soit, pour afficher son pouvoir aux yeux de ses électeurs. Ce conflit, selon Celal, ne vise à rapporter aucun bénéfice particulier. Il relève de l'hostilité purement personnelle de Recep Tayyip Erdoğan envers le groupe *Doğan*. Si cette hostilité ne s'est pas tournée vers d'autres chaînes d'information comme *Habertürk*, c'est parce que celles-ci étaient déjà fortement soumises à la contrainte.

« Si vous connaissez bien Tayyip Erdoğan, vous comprenez qu'une telle paix ne peut exister. Comment devinez-vous que quelqu'un fait de la boxe ? À son apparence physique et au fait qu'il monte sur un ring et bat un adversaire. Pour montrer qu'il est

---

<sup>131</sup> Nicolas KACIAF, « Engagement journalistique et bipolarisation de l'espace partisan. Le cas des services Politique de la presse écrite française (1968 – 1981) », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 70.

<sup>132</sup> « La paix avec le gouvernement » étant un vocable polémique, car utilisé par les éditorialistes du groupe *Doğan* à plusieurs reprises, nous avons préféré l'utiliser entre des guillemets. Dorénavant, nous utiliserons le mot « réconciliation » en tant qu'une catégorie éthique.

<sup>133</sup> Le mémorandum militaire de 1997 (également appelé « darbe post-moderne », « coup d'État post-moderne », ou « 28 Şubat », « 28 février ») désigne les décisions prises par les dirigeants militaires turcs lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale le 28 février 1997. Ce mémorandum a initié le processus qui a précipité la démission du premier ministre Necmettin Erbakan, du Parti de la prospérité (Refah Partisi), et la fin de son gouvernement de coalition. Pour plus d'informations, Cf. Ali BAYRAMOĞLU, *28 Şubat. Bir Müdahalenin Günceci* [28 février. Le journal d'une intervention], Istanbul, İletişim Yayınları, 2007.

<sup>134</sup> N. KACIAF, « Engagement journalistique et bipolarisation de l'espace partisan. Le cas des services Politique de la presse écrite française (1968 – 1981) », art. cit, p. 70.

un bon boxeur, il lui faut un rival. Erdoğan n'a plus aucun rival aujourd'hui. Alors Erdoğan est obligé de se créer des rivaux. Il doit faire sentir sa force. Il doit battre quelqu'un. Il a besoin d'un adversaire. À mesure que le nombre d'hommes à battre diminue, sa capacité à montrer sa force diminue. C'est pour ça qu'il s'affronte à TÜSIAD (Türk Sanayicileri ve İş Adamları Derneği - Association turque de l'industrie et des entreprises) et au groupe *Doğan*... Il peut très bien battre également *Habertürk*. Mais *Habertürk* n'est qu'une mouche pour lui. Il doit avoir un rival d'une force équivalente. Il est obligé d'attaquer le groupe *Doğan*. Il doit combattre quelqu'un que le public déteste, quelqu'un que ceux qui votent pour lui détestent<sup>135</sup>. »

L'augmentation sensible des pressions du pouvoir a finalement conduit le 21 mars 2018 à la vente du groupe médiatique *Doğan* au conglomérat progouvernemental *Demirören*, qui détient les journaux *Milliyet* et *Vatan*, vendus également par le groupe *Doğan* en 2011. Ces deux journaux, jusque-là prestigieux, ont subi une transformation rédactionnelle. Après une redéfinition de leurs orientations éditoriales, ils font désormais partie intégrante de l'appareil de propagande du gouvernement. Quant à la vente de 2018, de nombreux arguments peuvent être cités sur les raisons de celle-ci. Parmi elles, deux hypothèses ont les faveurs des journalistes du groupe *Doğan* de notre échantillon : d'abord et évidemment, les pressions politiques de l'AKP sur les médias et spécifiquement sur le groupe *Doğan* ; deuxièmement, les difficultés financières liées aux contraintes politiques. Éditorialement très fragilisé après le coup d'État de 2016, le groupe médiatique a vu son audience et son lectorat chuter considérablement<sup>136</sup>, et par conséquent, il s'est affaibli économiquement. Selon les journalistes qui travaillent ou ont travaillé dans le groupe, les raisons de la vente, et donc la sortie du propriétaire Aydın Doğan du secteur médiatique, sont multiples. Le récit de cet éditorialiste de *Habertürk*, ancien rédacteur en chef de la chaîne *Kanal D*, Celal, est, à ce titre, exemplaire :

« Tout le monde cherche une réponse à la question : "Pourquoi Doğan a-t-il vendu ?". Je ne pense pas qu'il ait vendu pour un seul motif. Certains disent qu'il n'a pas pu résister à la pression politique. Bien sûr, ça peut être un facteur, mais je ne pense pas que ça soit le seul ou le principal facteur. Je pense que le facteur principal est le fait que le groupe a perdu son caractère de groupe. D'abord, Mehmet Ali Yalçındağ est devenu directeur du groupe, mais il a dû le quitter à cause de disputes familiales. Une direction à plusieurs têtes a été mise en place. La perte d'une société de marketing et de publicité achetée il y a longtemps a aggravé la situation financière de *Hürriyet*. *Kanal D*, qui avait perdu des parts de marché après la vente de *Star TV* et qui était mal dirigé, ne faisait plus que des pertes, alors que c'était une chaîne qui réalisait auparavant de grands profits. Le groupe n'avait plus de sociétés profitables en dehors du journal *Posta*. Aydın Doğan était trop âgé, il n'avait pas non plus le dynamisme nécessaire pour contrôler et diriger un groupe qui s'effondre. Le groupe avait perdu sa cohérence et il ne subsistait

---

<sup>135</sup> Entretien réalisé le 12 février 2016 à Istanbul.

<sup>136</sup> *Televizyon İzleme Araştırmaları 2016* [La recherche sur la consommation de télévision 2016], TİAK, 2016, consulté le 11 mai 2021. <https://tiak.com.tr/tablolalar>

que des ambitions individuelles. La seule solution était le vendre et il a vendu. C'est évident qu'ils ont tardé à le vendre ; parce qu'il y a 5 ans, ils avaient reçu une offre de 2,2 milliards de dollars, alors qu'aujourd'hui ils ont vendu à 890 millions dollars [abstraction faite des dettes]. Parce qu'en effet, sa valeur boursière était bien inférieure<sup>137</sup>. »

Les motifs cités reflètent la complexité des rapports entre enjeux économiques et enjeux journalistiques. Comme le dit Nicolas Kaciaf, « cette complexité [causée par les problèmes financiers qui influencent, sans doute, la ligne éditoriale] résulte du caractère collectif et souvent conflictuel de la production journalistique<sup>138</sup> ». Si de nombreux indices tendent à révéler la porosité des frontières politico-journalistiques entre les médias et le pouvoir AKP, nous observons d'autres facteurs qui peuvent jouer sur la mutation du paysage journalistique, en soulignant que ces facteurs sont en interaction. Et comme l'a souligné Nicolas Kaciaf, « les modalités d'engagement des journaux ne peuvent-elles se comprendre qu'en tenant compte de l'articulation de trois dynamiques aux temporalités disjointes : l'évolution de la conjoncture politique ; les mutations des intérêts commerciaux et industriels des entreprises de presse ; le renouvellement du personnel journalistique, de ses ressources et de ses représentations du métier<sup>139</sup> ». Nous ajoutons à ces remarques que toutes ces dynamiques peuvent être concomitantes ou disjointes, chacune affectant plus ou moins les autres. La transformation de la conjoncture politique a un effet sur la situation financière et sur les intérêts économiques des sociétés de médias, obligées de s'ajuster aux nouvelles conditions. Cette adaptation peut évidemment aller jusqu'au renouvellement du personnel journalistique et au changement de la ligne éditoriale.

### *Fragilité des journalistes*

Le rachat du groupe *Doğan* par le groupe progouvernemental *Demirören* est exemplaire pour comprendre la perméabilité des frontières entre politique et journalisme et la fragilité de ce dernier. Le changement de propriétaire a suscité des inquiétudes chez les journalistes, liées à l'incertitude de leur maintien en poste et à une possible surveillance accrue du contenu de leurs pages et de leurs émissions télévisées. Et ce n'était pas sans raison. Avec ce rachat sans

---

<sup>137</sup> Fatih ALTAYLI, « Grup olamayınca satıldı » [Il a été vendu parce qu'il n'était pas un véritable groupe], *Habertürk*, publié le 23 mars 2018, consulté le 5 octobre 2021. <https://www.haberturk.com/yazarlar/fatih-altayli-1001/1887723-grup-olamayinca-satildi>

<sup>138</sup> N. KACIAF, « Engagement journalistique et bipolarisation de l'espace partisan. Le cas des services Politique de la presse écrite française (1968 – 1981) », art. cit, p. 57.

<sup>139</sup> *Ibid.*



précédent dans l'histoire de la Turquie, les médias généralistes sont désormais sous le contrôle indirect du Président Erdoğan<sup>140</sup>. Se succèdent alors des purges et des changements d'équipe rédactionnelle. Le manque de motivation dû à l'incertitude s'installe chez ceux qui restent dans le groupe.

« En ce moment il y a beaucoup de cartons dans les corridors parce que *Vatan* et *Milliyet* déménagent dans le bâtiment que nous occupons. Ceci rend la situation plus pesante. Disons que nous essayons de supporter la situation jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée, à une date indéfinie<sup>141</sup>. »

Parmi les journalistes qui n'ont pas été « purgés », certains se sentent condamnés à travailler dans le groupe de la famille *Demirören*. Ceci est dû au décalage entre l'engagement politique des journalistes du groupe *Doğan* et les propriétaires et les directeurs du groupe *Demirören* connus pour leur proximité avec le pouvoir AKP et le Président Erdoğan. Il faut se rappeler que malgré les efforts des directeurs du groupe *Doğan* pour faire la paix avec l'AKP pour des raisons économiques, le groupe était connu pour son opposition au pouvoir, ce qui a donné lieu à des tensions entre le groupe et le président Erdoğan. Le groupe *Doğan* avait pris une position politique d'opposition, surtout pendant les premières années au pouvoir de l'AKP, et s'était positionné comme opposant au pouvoir dit conservateur. Les journalistes, les dirigeants et les lecteurs du groupe *Doğan* sont politiquement proches de l'opposition, ce qui explique la grande inquiétude et la déception des journalistes après le rachat du groupe *Doğan*. Ils sont non seulement inquiets pour leur avenir dans le métier, mais aussi quant au maintien de l'objectivité et de l'indépendance journalistique dans le groupe *Demirören*.

« Quand j'ai entendu parler de la vente pour la première fois, je me suis dit : "J'espère que la famille Doğan proposera une solution à ceux qui ne veulent pas travailler avec le nouveau propriétaire". Mais ils n'en ont rien fait. Beaucoup d'entre nous se sont sentis comme des esclaves vendus avec la ferme<sup>142</sup>. »

Le manque de motivation se reflète sur le travail des journalistes qui deviennent « des salariés comme les autres<sup>143</sup> », qui tuent le temps parce qu'ils estiment le métier vidé de son sens. Le

---

<sup>140</sup> Le groupe *Demirören* a acheté *Doğan Medya* avec un prêt (675 000 000 dollars) de la Ziraat Bank (Banque de l'agriculture), une banque d'État. Le groupe *Demirören*, proche du gouvernement favorise une diffusion pro-gouvernementale.

<sup>141</sup> « Belirsiz bir tarihe ve sonuca kadar idare ediyoruz » [Nous essayons de gérer la situation jusqu'à une date inconnue et un résultat imprécis], *taz.gazete*, publié le 12 juillet 2017, consulté le 5 octobre 2021. <https://gazete.taz.de/tr/article/index.html%3Farticle=!5519498.html>

<sup>142</sup> *Ibid.*

<sup>143</sup> Camille DUPUY, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser.*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.

travail et la parole journalistique se banalisent et sont dévalorisés aux yeux mêmes des journalistes. Il ressort de nos entretiens que ceux-ci, en proie à une forme d'atonie, suivent d'autres médias, et surtout les médias d'opposition comme *Evrensel* ou *Birgün*, bien qu'ils soient en principe au cœur même de l'information. Les témoignages d'un journaliste de desk expérimenté de *Hürriyet* résument bien la déception post-rachat que ressentent les journalistes :

« Tout le monde essaie de tuer le temps jusqu'à la fin de la journée. Nous nous sentons comme les fonctionnaires qui "font leurs heures" de 9 h du matin à 6 h du soir. Même si je continue à travailler, parfois, je regarde des séries télévisées, je joue à des jeux sur mon ordinateur pendant mes heures de travail. Je pense que c'est fini [le journalisme], ça n'a plus de sens même si je travaille beaucoup<sup>144</sup>. »

Bien que la presse écrite n'ait pas été aussi censurée que la télévision, les journalistes et les journalistes de desk de *Hürriyet* sont prudents. Pour eux, le journalisme avant *Demirören* n'était pas non plus idéal, mais le rachat marque la fin des médias généralistes (*ana akım medya*), qui deviennent des médias de propagande sous le contrôle du pouvoir. Dorénavant, tous les titres des informations du journal sans exception peuvent être modifiés pendant la nuit, à l'insu des journalistes, par l'équipe dirigeante recrutée par le groupe *Demirören*. Pour contourner la contrainte, les journalistes développent des formes variées de résistance. Ils refusent de signer les informations modifiées ou censurées. La censure, qui était plutôt indirecte pendant la période *Doğan*, est devenue plus manifeste et les journalistes, prévoyant la censure, ne collectent et ne traitent même plus certaines informations de crainte qu'elles ne soient publiées. La répression devient donc plus visible et normalisée et par l'autocensure, le journaliste en devient le complice. La censure est totalement intériorisée, prenant « la forme accomplie de l'autocensure<sup>145</sup> ». Les rares journalistes qui ne se soumettent pas complètement à la censure trouvent alors des moyens détournés pour publier l'information telle qu'elle est. Ces actes de microrésistance sont le résultat d'une censure qui cible de façon récurrente les mêmes sujets, et les journalistes font en sorte que l'information ne soit pas totalement censurée, mais qu'elle soit moins visible.

« Au moins, j'écris ce que je considère comme la vérité dans les nouvelles que je publie. Même si elle n'apparaît pas en Une ou dans les premières pages, ceux qui lisent mon information vont lire la vérité. Si elle n'apparaît pas à la Une, je propose de la mettre dans les pages suivantes, au lieu de changer son contenu. Les collègues plus jeunes pratiquent une autocensure totale. Ils ne préparent même pas l'information de crainte

---

<sup>144</sup> « Belirsiz bir tarihe ve sonuca kadar idare ediyoruz » [Nous essayons de gérer la situation jusqu'à une date inconnue et un résultat imprécis], *taz.gazete*, art. cit.

<sup>145</sup> Graça DOS SANTOS, « La scène sous surveillance », *Ethnologie française*, 36-1, 2006, p. 13.

qu'elle ne soit publiée. Moi aussi j'ai appris, après quelques incidents, qu'il y a des zones "intouchables". C'est tellement intériorisé qu'en effet, parfois, je ne suis même pas au courant que je m'autocensure<sup>146</sup>. »

Les inquiétudes ne concernent pas seulement le contrat de travail ou la liberté d'expression. Tous les types de personnel, y compris administratif, craignent l'imposition d'un certain mode de vie sur le lieu de travail. Quand certains boivent un verre au bar dans les locaux du groupe, ils pensent que c'est le dernier verre qu'ils prennent ensemble parce que les nouveaux directeurs fermeront certainement le bar<sup>147</sup>. De tout cela, il résulte pour les journalistes une situation de « stress » et « d'inquiétude » permanents non seulement pour leur travail et leur avenir dans le métier mais aussi pour leur mode de vie. Entre la peur d'être licencié et le sentiment d'insatisfaction au travail, ils essaient de faire leur métier, anticipant la censure, participant parfois à sa réalisation, mais tentant également de la contourner.

Après le rachat du groupe *Doğan*, la télévision a été davantage touchée par la censure et les purges que la presse écrite. La chaîne *Kanal D*, une chaîne généraliste nationale privée a été la première chaîne épurée après le rachat. Süleyman Sarılar, rédacteur en chef des informations de la chaîne a été licencié et remplacé par Mehmet Soysal, journaliste proche du pouvoir AKP. L'équipe rédactionnelle a été complètement balayée, à l'exception du personnel technique qui n'est pas impliqué dans le contenu des informations.

« Nous avons réalisé le dernier bulletin d'information le premier mai, même s'ils nous avaient dit de continuer jusqu'au 15 mai. Après, ils nous ont mis au congé. Après moi, mes collègues de l'équipe, les journalistes de desk, les reporters ont été révoqués aussi. Tout le monde a été licencié sauf l'équipe technique<sup>148</sup>. »

À l'annonce du rachat par le groupe *Demirören*, de nouvelles inquiétudes ont surgi chez les journalistes du groupe *Doğan* et se sont propagées parmi les salariés. Mobilisés par la rumeur de la vente, les journalistes ont commencé à adhérer aux syndicats, par crainte des licenciements. Cette démarche n'était ni isolée ni très organisée. Comme c'est le cas pour tout événement incertain, le bouche-à-oreille sur le rachat a fonctionné, et les journalistes se sont influencés les uns les autres, un phénomène qui a incité les journalistes à agir. L'un d'eux en témoigne par ces mots :

---

<sup>146</sup> « Belirsiz bir tarihe ve sonuca kadar idare ediyoruz » [Nous essayons de gérer la situation jusqu'à une date inconnue et un résultat imprécis], *taz.gazete*, art. cit.

<sup>147</sup> *Ibid.*

<sup>148</sup> *Ibid.*

« Pendant les pauses café-thé et déjeuner, nous cliquions *e-devlet* pour nous inscrire au syndicat des journalistes de Turquie (Türkiye Gazeteciler Sendikası – TGS), pour bénéficier d'un soutien juridique. Le nombre des syndiqués a augmenté, notamment à l'Agence d'information *Doğan*, et chez *Hürriyet*, *Posta* et *Fanatik*. Tout le monde invitait sur Whatsapp les uns et les autres à s'inscrire au syndicat<sup>149</sup>. »

Les purges, qui étaient censées ne viser que des personnes liées au mouvement Gülen, ont pris de l'ampleur, et les médias critiques, prokurdes, ainsi que les ONG ont aussi subi des purges, malgré la fin de l'état d'urgence. Puis, par le biais de mutations de journalistes à d'autres postes, le profil des journalistes s'est aussi transformé. Ce sont désormais les anciens journalistes des médias progouvernementaux comme *A Haber* ou des proches du patron de *Demirören* qui occupent ces postes. Eu égard aux pressions qui s'exercent sur les médias, ces nouveaux venus ont particulièrement intérêt à suivre le pouvoir, qui leur enjoint de « façonner le débat public, de définir les lignes rouges vis-à-vis de ses détracteurs et d'imposer ses propres modèles sociaux<sup>150</sup> ». Le nouveau profil des journalistes a sans aucun doute pour but la domestication des médias privés au service de l'AKP et « de mettre en place un empire médiatique au service de ses intérêts en récoltant, pour permettre le rachat des groupes des médias, des dons auprès d'hommes d'affaires ». Mais les purges, ont-elles pour seul intérêt le limogeage de journalistes critiques pour en recruter de nouveaux au service du pouvoir Erdoğan ? D'après les récits des journalistes, nous pouvons constater qu'elles ne visent pas uniquement à museler les voix dissidentes, mais aussi à faire disparaître la mémoire du groupe *Doğan*.

Comme l'analyse Emre Demir « la nouvelle Turquie se caractérise par une forte tendance de personnalisation de l'activité politique, qui dépend de l'arbitraire du président et des relations interpersonnelles qu'il entretient avec son entourage<sup>151</sup> ». Le groupe *Doğan* qui a un passé turbulent avec le pouvoir n'a jamais entretenu de bonnes relations avec le Président Erdoğan. Aux yeux de l'AKP, il est le symbole de « l'ancienne Turquie » où régnait le kémalisme et la « domination militaire ». Le nouveau propriétaire, Yıldırım Demirören, connu pour sa proximité personnelle avec Recep Tayyip Erdoğan, était le président de la Fédération turque de football, élu « grâce au soutien à peine voilé d'Erdoğan<sup>152</sup> ». Erdoğan Demirören, père de Yıldırım Demirören et patron du groupe, est aussi l'actionnaire majoritaire du conglomérat « Demirören Holding A.Ş. » qui détient la majorité des actions des sociétés qui publient les

---

<sup>149</sup> Entretien réalisé le 10 juin 2018 à Paris.

<sup>150</sup> Emre DEMİR, « La fabrique de l'information : comment Erdoğan a transformé le paysage médiatique en dix ans », *Les Cahiers de l'Orient*, 127-3, 2017, p. 113.

<sup>151</sup> *Ibid.*

<sup>152</sup> *Ibid.*

journaux *Milliyet* et *Vatan*, auparavant détenus par le groupe *Doğan*. Les enregistrements de conversations téléphoniques présumées entre lui et le Premier ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan, ont été divulgués en mai 2014, le Premier ministre reprochant à Erdoğan Demirören la publication d'une information et demandant que les responsables soient licenciés. On y entend Erdoğan Demirören pleurer<sup>153</sup>.

Alors que le groupe *Doğan* et ses dirigeants sont diabolisés comme appartenant à l'« ancienne Turquie », selon les mots de Recep Tayyip Erdoğan, le groupe *Demirören* occupe désormais l'essentiel du paysage médiatique. Les purges ont touché d'abord et surtout la télévision, toujours plus censurée que la presse écrite parce qu'elle est la plupart du temps la source d'information dominante en Turquie.<sup>154</sup> Le pouvoir AKP a visé à « effacer tout et recommencer depuis le début », à l'image de l'armée turque après la tentative de coup d'État. Les journalistes les plus liés au groupe *Doğan* ont été les premiers limogés. Ces journalistes ont perdu leur travail non seulement parce qu'ils étaient des voix dissidentes, mais aussi et surtout, parce que leurs noms étaient associés dans l'esprit du public au groupe *Doğan*.

Les nombreux limogeages ont entraîné une baisse de qualité du personnel journalistique. Les salles de rédaction se sont vidées ; l'état d'urgence « permet d'effectuer des purges en recourant simplement à des décrets lois, sans aucune décision de justice<sup>155</sup> ». Les journalistes ont donc perdu leur travail sans aucune explication. Au centre de ces limogeages se trouve une nouvelle pratique de recrutement. Les journalistes purgés sont remplacés, soit par de jeunes journalistes peu connus du public, afin d'effacer des mémoires le groupe *Doğan* et de recommencer de zéro en tant que groupe *Demirören*, soit par des journalistes connus pour leur soutien au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan. Ajoutons qu'en plus de perdre leur travail, ils ont été stigmatisés comme « opposant » au pouvoir AKP, ce qui rend difficile leur recrutement par d'autres médias généralistes. L'exemple de la suppression du *talk-show* de Beyazıt Öztürk illustre très bien cette

---

<sup>153</sup> « Başbakan « rezillik » dedi, Demirören telefonda ağladı! » [Le Premier ministre a jugé "infâme", Demirören a pleuré au téléphone !], *P24*, publié le 6 mars 2014, consulté le 5 octobre 2021. <https://t24.com.tr/haber/basbakan-rezillik-namussuzluk-dedi-milliyetin-patronu-telefonda-agladi,252758>

<sup>154</sup> La télévision prend la part du lion dans les dépenses publicitaires. En 2013, 57 % des dépenses publicitaires allaient aux chaînes de télévision, alors que les journaux n'en recevaient que 20 %. Voir Peyami ÇELİKCAN, *2013 Yılı Reklam Verileriyle Türkiye Radyo ve Televizyon Yayıncılığı Sektör Raporu* [Le rapport sur le secteur de la radiodiffusion et de la télévision en Turquie avec les données publicitaires de 2013], RATEM, 2013. Le rapport AdEx de *Nielsen* a également révélé qu'au cours du premier semestre 2014, les trois principaux journaux (sur un total de dix-huit) ayant reçu le plus de publicité des sociétés d'État étaient *Sabah*, *Star* et *Milliyet*, connus pour leur position pro-AKP.

<sup>155</sup> Sümül KAYA, « Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'État du 15 juillet 2016 », *Mouvements*, 90-2, 2017, p. 23.

volonté d’effacer la mémoire et de recommencer de zéro : le *Beyaz Show*, une émission de divertissement identifiée au groupe *Doğan*, a été supprimé de la chaîne *Kanal D* après le rachat du groupe *Demirören*. Autrement dit, les purges ne visent pas seulement des journalistes connus pour leur opposition au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan, mais elles visent également à éradiquer des mémoires le groupe *Doğan* en tant que tel.

Sont restés les journalistes qui se sentaient contraints de travailler dans les médias contrôlés par le gouvernement sans pour autant le soutenir. En d’autres termes, ceux qui n’avaient pas été licenciés après le rachat. Certains des journalistes travaillant dans ces journaux se trouvent en situation de résistance passive et certains participent à une lutte plus active. Autrement dit, les journalistes qui restent essaient de s’adapter aux nouvelles conditions apparues après le rachat, ce qui n’empêche pas les divergences entre les journalistes et les propriétaires du groupe sur le plan politique et idéologique. La situation est donc d’autant plus complexe que les journalistes qui travaillent au sein de médias connus pour leur proximité avec le pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan s’engagent de plus en plus, à titre personnel, dans l’opposition et tendent davantage à négocier avec le directeur.

Il ne faut pas oublier qu’une des raisons principales pour laquelle ce rachat est considéré comme « la fin d’une époque » dans l’histoire de la presse turque, est la différence entre ce type de médias et les médias progouvernementaux appelés par leurs opposants « les médias de bassin » (*havuz medyası*). Les journalistes ainsi que le public ont souvent exprimé leur déception pendant la période post-rachat. L’ampleur de la déception démontre que les médias issus du groupe *Doğan* étaient les seuls médias toujours considérés comme fiables parmi les médias généralistes, malgré les réorganisations au sein du groupe. Les journaux et les chaînes de télévision issus du groupe *Doğan* étaient considérés par les journalistes, malgré les critiques, comme des médias de qualité, consommés principalement par un public éduqué. On peut même affirmer que le groupe *Doğan* était assimilé à l’opposition au pouvoir AKP. Selon Ayşenur Arslan, journaliste chevronnée, la transformation des médias généralistes s’est accélérée au moment des élections législatives de 2018 :

« Le pouvoir a consolidé son emprise sur les médias avec cette opération avant les élections. Doğan Media a été vendu à un prix inférieur à sa valeur à cause de la pression et de la peur. Aydın Doğan risquait la prison lors du procès du 28 février, s’il n’acceptait pas de se retirer du secteur des médias. Ils ont menacé de l’accuser d’être complice du “coup du 28 février” et Aydın Doğan a compris le message. *Kanal D* est une des chaînes

les plus importantes de Turquie. Elle a un poids énorme. *CNN Türk*, *Hürriyet* sont les produits phares du groupe. *Posta* est un des journaux les plus vendus. *D Smart*, *TV2*, *Dream TV*, *Yaysat*... Le fait que tout ça soit vendu 890 millions dollars montre que Aydın Doğan n'avait le choix qu'entre mourir en prison ou se retirer. *Hürriyet* et *Posta* valaient à eux seuls 890 millions dollars. Ils ont été vendus pour un prix ridiculement bas.

**Q : Le groupe Doğan n'était pas déjà proche du pouvoir ?**

**R :** Il n'est pas très correct de dire ça. Les habitudes qui venaient du passé, les gènes du journalisme leur faisaient parfois faire encore du (vrai) journalisme. Même Ahmet Hakan ou Ertuğrul Özkök faisaient parfois du journalisme "inconsciemment". C'est pour cela que nous savons que le pouvoir n'était pas satisfait<sup>156</sup>. »

Selon elle, la crainte du procès a tellement influé sur le contenu de l'information, sur son traitement et sur les rédactions que finalement, le propriétaire du groupe, Aydın Doğan s'est résigné à vendre ses chaînes et ses journaux à un prix moins élevé que le prix du marché. La condamnation à une amende de 3,3 milliards de dollars pour des taxes impayées en 2009 s'est ajoutée au risque d'emprisonnement et finalement le propriétaire a décidé de brader son empire.

Le rachat du groupe *Doğan* par un groupe progouvernemental a pour conséquence la transformation du statut des autres médias, surtout d'opposition, et la perception qu'en avait le public. Considérés auparavant comme « alternatifs » ou « marginaux » par les journalistes des médias généralistes ou par le public consommateur de ce type des médias, les médias d'opposition en ligne sont devenus plus populaires auprès des journalistes. Plusieurs journalistes, y compris parmi ceux qui avaient occupé des postes d'encadrement dans le groupe *Doğan* pendant de longues années, sont passés aux médias d'opposition, où les budgets sont limités, mais qui offrent en revanche une plus grande liberté d'expression. Le changement de la perception des médias d'opposition au sein du public est notamment grâce à ces journalistes licenciés ou démissionnés du groupe *Demirören* qui continuent à exercer leur métier dans les médias d'opposition comme *HalkTV*, *Medyascope* ou *T24*. La purge des journalistes qui visait à étouffer les médias généralistes pour renforcer les socles du régime autoritaire a pour effet un dynamisme accrue chez les médias d'opposition.

---

<sup>156</sup> Ayşenur ARSLAN, « Doğan Medya açıklaması : Baskı ve korku yüzünden ucuza gitti » [Déclaration sur le média Doğan: il a été vendu à bas prix en raison de la pression et de la peur], *Cumhuriyet*, publié le 22 mars 2018, consulté le 5 octobre 2021. <https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/ayşenur-arslan-dogan-medya-aciklamasi-baski-ve-korku-yuzunden-ucuza-gitti-947073>.

## **Karar : quand les partisans deviennent des opposants**

- Les trajectoires de l'équipe fondatrice
- Contraintes indirectes et conditions asymétriques
- Un journal sans journalistes
- Conclusion

L'opposition au gouvernement AKP ne se limite pas aux cercles de gauche. Le journal *Karar* a été créé en 2015, d'abord sous format numérique puis en version papier en 2016, par Ege, Melih et Yiğit, journalistes et éditorialistes conservateurs initialement proches du pouvoir AKP. Membres de l'ancienne équipe de *Yeni Şafak* puis de *Star*, journaux de tendance islamiste, ils ont été licenciés de leurs postes avant de créer *Karar* à Istanbul. Les journalistes de *Karar* présentent également un intérêt si on leur applique la catégorisation d'Albert Hirschman<sup>157</sup>. Anciennement affiliés loyaux du pouvoir, ils relèvent désormais de la catégorie de *voice*<sup>158</sup>. Ces journalistes, anciens partisans du gouvernement AKP, n'ont pas quitté le métier de journaliste après leur licenciement de médias proches du pouvoir. Au lieu de cela, ils ont créé leur propre journal.

À travers quatre entretiens réalisés avec les créateurs et dirigeants du journal *Karar*, nous analyserons les motivations de sa création, les conditions du travail de ces journalistes opposants ainsi que le rapport qu'entretient le journal avec les partis politiques.

### *Les trajectoires de l'équipe fondatrice*

Ce journal est le fruit du travail d'une équipe réduite. Il nous paraît nécessaire de présenter les trajectoires de nos interviewés afin de connaître non seulement les conditions politiques et sociales qui ont présidé à sa création, mais aussi de comprendre les difficultés qui ont jalonné leurs parcours et qui ont accompagné la transformation de ses fondateurs. À l'instar des cadres ou des dirigeants du journal *Libération*, force est de constater que la compétence des membres de l'équipe fondatrice et dirigeante de *Karar* « apparaît dans ces témoignages d'un

---

<sup>157</sup> Selon Albert Hirschman, « l'option *voice* est le seul moyen pour les clients ou les membres mécontents [du produit ou du service] de réagir, lorsque l'option *exit* n'est pas disponible ». Albert O. HIRSCHMAN, *Exit, voice, and loyalty: responses to decline in firms, organizations, and states*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970, p. 33.

<sup>158</sup> Albert O. HIRSCHMAN, *Exit, voice, and loyalty: responses to decline in firms, organizations, and states*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970.



certain “flou”<sup>159</sup> »<sup>160</sup>. Plus précisément, leurs descriptions de postes et leurs limites ne sont pas bien tracées. Comme ils ne rejoignent pas une institution établie, mais ont créé eux-mêmes le journal, ils ont également défini les postes selon leur propre volonté. En d’autres termes, ils déterminent eux-mêmes leur « sphère organisationnelle et institutionnelle », c’est-à-dire, « les objectifs de l’entreprise, l’organisation de la rédaction et les pratiques réelles<sup>161</sup> ».

Notre premier interviewé est le correspondant du journal à Ankara, Ege. Issu d’un milieu conservateur tant sur le plan professionnel que familial, il a travaillé dans sa jeunesse pour les revues conservatrices *Nehir* et *İzlenim* et le journal *Zaman* avant d’être recruté par *Yeni Şafak* lors de sa création en 1995. Après avoir occupé plusieurs postes tels que secrétaire de rédaction, éditorialiste et finalement rédacteur en chef en 2005, il a démissionné du journal en 2012 pour raisons de santé.

Cependant, un jour après sa démission, il a été contacté par un ancien ami, Yiğit, à l’époque rédacteur en chef du journal *Star*, qui envisageait son recrutement en tant qu’éditorialiste. Comme à *Yeni Şafak*, il a occupé des postes de direction à *Star* jusqu’à son licenciement en 2014. Bien que les deux journaux soient proches du gouvernement, il s’avère que *Star* est plus dépendant du gouvernement, tandis que les journalistes de *Yeni Şafak* sont plus indépendants tout en demeurant « dévoués au gouvernement ».

**« Q : Comment étaient *Star* et *Yeni Şafak* ? Est-ce qu’ils avaient des lignes éditoriales différentes ?**

**R :** Nous étions plus libres à *Yeni Şafak*. À *Star*, nous étions plus proches du gouvernement. Les deux avaient un lien affectif avec le gouvernement, ils en étaient proches, mais chez *Star*, c’était comme si le patron était directement l’État. À *Yeni Şafak* par exemple, le Premier ministre ou le Président de la République ne devaient pas faire la Une tous les jours. Nous traitions d’autres choses aussi. Mais chez *Star* nous étions plus proches du gouvernement. C’était la marque du journal<sup>162</sup>. »

Son licenciement du journal *Star*, avec son collègue et ami Yiğit, met fin, dans une certaine mesure, à la période de proximité avec le gouvernement même si les conflits avec le patron du

---

<sup>159</sup> Frédéric BLIN, « Les secrétaires de rédaction et les éditeurs de Libération. Des journalistes spécialisés dans le journal », *Réseaux*, 111-1, 2002, p. 168.

<sup>160</sup> Sur le flou des compétences des journalistes, voir Denis RUELLAN, « Le professionnalisme du flou », *Réseaux*, 51-1, 1992, p. 25-37.

<sup>161</sup> Rémy RIEFFEL, « Pour une approche sociologique des journalistes de télévision », *Sociologie du travail*, 1993am, p. 375.

<sup>162</sup> Entretien réalisé le 24 août 2019 à Istanbul.

journal sont bien antérieurs. Les désaccords éditoriaux avec le patron permettent aux journalistes de faire une différence sémantique entre le patron et le propriétaire, expliquée d'une manière détaillée dans le premier chapitre, qui décrit comment le propriétaire du journal *Star* a été forcé par le gouvernement à acheter le journal.

**« Q : Comment avez-vous quitté *Star* ?**

**R :** Nous avons été licenciés de *Star*. Un jour, le neveu du patron de l'époque, Murat Sancak, nous a appelés, Yiğit et moi. Il nous a dit que nos chemins se séparaient et c'est comme cela que nous avons quitté *Star*. C'était soudain, très soudain, mais bien sûr il y avait un arrière-plan. Le patron était un proche du gouvernement. Il n'avait pas acheté le journal avec son propre argent. Il avait été nommé par le gouvernement<sup>163</sup>. »

Néanmoins, le licenciement a eu lieu après la publication d'une information spécifique publiée à la Une du journal *Akşam* — appartenant même groupe et dirigé par un autre journaliste de *Karar*, Melih — et intitulée « Karargah'ta 40 paralel paşa<sup>164</sup> » (40 généraux gülenistes dans les quartiers militaires) indiquant qu'il y avait 40 hauts responsables militaires gülenistes dans l'armée turque. Démentie par l'état-major et le gouvernement, cette Une a attiré sur eux la foudre. *Akşam* faisant partie du groupe *Star Media*, les dirigeants de *Star* en ont également été tenus pour responsables. La voie à leur licenciement collectif était ainsi ouverte.

« Melih était rédacteur en chef du journal *Akşam*. Le journal *Akşam* a fait la Une "40 généraux gülenistes dans les quartiers militaires". À l'époque l'État a démenti. (...) Le patron nous a rassemblés. Il nous a dit "Comment pouvez-vous publier ça?". Comment pouvez-vous donner une nouvelle infirmée par l'état-major ? (...) Moi j'ai dit que l'information était correcte. Peut-être que quelques détails étaient à revoir, mais en général, la nouvelle était correcte et nécessaire. Personne n'avait encore parlé de la présence des gülenistes dans les Forces armées turques, mais il fallait en parler. J'ai dit que la nouvelle était correcte<sup>165</sup>. »

Il faut ici souligner le fait que le patron a tenu pour responsables de la Une non seulement Melih, dirigeant d'*Akşam*, mais les deux autres, Ege et Yiğit, deux journalistes qui ne travaillaient pas à *Akşam*. Ces journalistes, qui ont fait l'essentiel de leur carrière ensemble, sont considérés comme une équipe par leur entourage. Nous avons observé que, contrairement

---

<sup>163</sup> *Ibid.*

<sup>164</sup> La nouvelle est effacée de l'archive électronique du journal. Nous en avons mis une copie dans l'annexe de la thèse. Pour les répercussions de la nouvelle dans les cercles politiques et l'administration, voir par exemple « "Paralel paşa" iddiasına yalanlama üstüne yalanlama [De nombreux démentis apportés à la réclamation selon laquelle il y a des généraux gülenistes dans le quartier militaire] », *Radikal*, publié le 28 juin 2014, consulté le 5 octobre 2021. <http://www.radikal.com.tr/politika/paralel-pasalar-iddiasina-yanlanlama-ustune-yanlanlama-1199241/>

<sup>165</sup> *Ibid.*

aux autres journalistes interrogés dans notre échantillon, les journalistes de *Karar* avaient une particularité que nous pouvons identifier comme l'appartenance à une communauté amicale caractérisée par des liens « symétriques et positifs », « chargés d'une symbolique de l'islam<sup>166</sup> » et des valeurs de droite. Leur relation ne se limitait pas à une relation professionnelle, c'était une relation d'amitié et de fraternité allant bien au-delà de la salle de rédaction.

Nous menons notre deuxième entretien avec Yiğit, éditorialiste du journal *Karar*. Si sa trajectoire professionnelle est parallèle à celle de ses collègues, son expérience permet de mieux analyser le rôle de la presse conservatrice. Occupant des postes de dirigeant de médias à *Yeni Şafak* et *Star*, Yiğit souligne les difficultés de ces positions, surtout à partir de 2014, lorsque les journalistes « ne peuvent plus satisfaire les demandes sans limites du gouvernement ». Selon lui, cette tâche est particulièrement difficile et délicate lorsque le journaliste travaille pour un journal proche du gouvernement et se situe dans l'entourage immédiat du pouvoir.

« Travailler dans la mouvance du gouvernement... Ses attentes sont illimitées. Le gouvernement se fiche de tes préoccupations journalistiques. Il dit "Fais la Une, frappe un grand coup". Mais toi, tu essaies de travailler selon des critères journalistiques. Nous avons eu beaucoup de problèmes sur ces questions-là. Beaucoup de nos Unes... Il y avait aussi la télévision, notre chaîne a été beaucoup critiquée par le gouvernement... Il était difficile d'assurer un équilibre. Mais nous, nous avons bien sûr gardé nos valeurs de base, telles que le droit, la démocratie, les droits de l'homme, le pluralisme, les droits des minorités, les droits des femmes... Nous avons essayé de garder les valeurs que nous jugeons indispensables dans une société moderne. Parfois ces valeurs devaient être ignorées. Le pouvoir a des priorités. Quand le gouvernement subissait une attaque très violente, ce langage journalistique se transformait en un langage politique. (...)

**Q : Quand les conflits ont-ils commencé ?**

**R :** Avec le processus *Gezi*, bien sûr... En effet, le conflit a revêtu différents aspects...

**Q : Vous voulez dire qu'il y a eu des dimensions personnelles ?**

**R :** Je veux dire liées au pouvoir dans les médias... Parce qu'ailleurs, d'autres personnes sont encore plus liées au gouvernement et il y a des gens qui veulent une presse soumise. Moi je n'étais pas parmi ceux-là, je voulais travailler selon mes propres critères, avec mes amis. C'est pour cela que notre équipe est devenue la cible du gouvernement. Puis ont commencé les allégations. Ils ont commencé à nous accuser sous de faux prétextes.

**Q : Comme quoi ?**

**R :** Un nouveau patron est arrivé. Nous ne pouvions pas nous entendre avec lui. C'est pourquoi nous avons été renvoyés. Mais ce n'était pas la vraie raison, c'était un prétexte. Une équipe plus puissante que la nôtre, plus proche du gouvernement que la nôtre, a réussi à organiser la purge, mais cela ne s'est pas accompli en deux ou trois mois. À mon avis, cela a pris au moins trois ans.

(...)

---

<sup>166</sup> Dilek YANKAYA-PEAN, « L'intégration de la bourgeoisie islamique à l'élite », in Dilek YANKAYA-PEAN (dir.), *La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc*, Presses Universitaires de France, 2013, p. 129.

C'était également une décision politique, prise au regard de nos opinions politiques. Notre type de journalisme ne satisfaisait plus le gouvernement. Ils voulaient quelque chose de plus agressif, un rôle de meneur de jeu, plus partisan. C'était évident qu'on ne pouvait pas le faire. Et on a bien montré qu'on ne pouvait pas le faire. Il y a eu des divergences sur des sujets importants. Sur des sujets politiques... Ce n'était pas acceptable.

**Q : Pourriez-vous donner des exemples ? Est-ce qu'ils vous disaient "Vous avez fait cette Une, mais c'est quoi ça ?", etc. ?**

**R :** Oui, oui, bien sûr. Ils disaient ce genre de choses. Je ne peux pas donner d'exemples, mais les divergences d'opinions sur l'actualité turque étaient devenues manifestes. Et c'était devenu une guerre psychologique entre nous. En termes de pratiques démocratiques, ces conflits ont été traités en fonction du parti que vous preniez<sup>167</sup>. »

Il est intéressant de noter que les journalistes considèrent qu'ils ont été licenciés par le Président de la République Recep Tayyip Erdoğan et non par le patron du journal, Ethem Sancak, ce dernier étant considéré comme sans pouvoir réel sur les décisions concernant le journal. Leur licenciement est ainsi considéré comme une circonstance politique qui n'est pas seulement liée à leur métier, mais aussi à leur personnalité et à leur proximité avec les cercles du pouvoir. En d'autres termes, leur licenciement collectif ne traduit pas uniquement une rupture professionnelle au sein d'un journal proche du pouvoir, mais implique également une rupture avec un cercle proche du pouvoir auquel les rattachaient des liens privés, notamment à travers leur vie sociale et familiale. Dans un tel contexte, un recrutement par d'autres journaux proches du gouvernement n'étant pas possible, l'équipe licenciée a dû créer son propre journal, *Karar*.

« Nous savons que notre licenciement par le patron n'est pas vraiment un licenciement par le patron. Ni notre recrutement ni notre licenciement par le patron n'ont été décidés par lui<sup>168</sup>. »

« Si on me demande "Qui t'a licencié ?", je répondrai "Monsieur Tayyip". Si Monsieur Tayyip me pose cette question, je répondrais "C'était toi".

**Q : Et si on lui demande, "Qui a licencié Ege ?" ?**

**R :** Lui, il a déclaré à au moins cinq ou six personnes : "Je ne comprends pas pourquoi Ege a démissionné". Il ment. Il ne pourrait pas me tenir les mêmes propos. Nous l'avons rencontré plusieurs fois, nous avons également voyagé ensemble. En Chine. Imagine, le voyage dure 20-30 heures, aller-retour. Il a discuté avec tout le monde. Je n'ai pas demandé de rendez-vous. Parfois on nous demande si on veut dire quelque chose au *Reis*<sup>169</sup>. Moi, je dis que c'est lui qui doit me donner une explication. Parce que c'est son comportement qui doit être expliqué. Après cela, j'ai été renvoyé<sup>170</sup>. »

---

<sup>167</sup> Entretien réalisé le 24 août 2019 à Istanbul.

<sup>168</sup> *Ibid.*

<sup>169</sup> Littéralement Chef, c'est une épithète pour désigner Recep Tayyip Erdoğan, généralement par des cercles proches du gouvernement.

<sup>170</sup> Entretien réalisé le 24 août 2019 à Istanbul.

« C'est Recep Tayyip Erdoğan qui a décidé de notre licenciement. S'il n'avait pas fait un tel choix... Parce qu'une fois, au cours d'une de nos disputes le patron m'a dit : "C'est une seule et même volonté qui m'a mis ici et qui te recrute ici. C'est pourquoi je ne peux pas décider seul". Et quand j'ai répliqué : "Si tu ne veux pas, tu es libre de ne pas travailler avec moi"... Finalement, ils ont pris une décision et ils ont décidé de ne plus travailler avec moi<sup>171</sup>. »

Notre troisième rencontre est le journaliste Melih, un autre éditorialiste du journal. Melih, après avoir travaillé à *Yeni Şafak* comme ses collègues, en tant que rédacteur en chef, correspondant à Ankara et éditorialiste, a fait une pause dans sa carrière journalistique après avoir été élu député de Bursa sur les listes de l'AKP lors des élections générales du 22 juillet 2007. Bien que n'étant pas initialement un journaliste politisé, il explique sa carrière politique par l'« enthousiasme » qu'avait suscité en lui son travail de correspondant de *Yeni Şafak* à Ankara. Quoique déjà connu à ce moment-là pour sa proximité avec les cercles du pouvoir, il avait choisi d'arrêter son travail journalistique pendant la durée de son mandat.

« Quand vous êtes le correspondant de *Yeni Şafak* à Ankara, vous êtes beaucoup plus proches du monde politique. Dans un tel climat, franchement, devenir député m'enthousiasmait. J'ai été député pendant quatre ans, mais être député... C'est vraiment un travail différent. Puis je suis retourné au journalisme.

**Q : À ce moment-là, avez-vous fait une pause dans vos activités journalistiques ?**

**R :** Le journalisme... Oui, naturellement. J'aurais pu être éditorialiste. Il y a des éditorialistes députés. Mais franchement, ce n'est pas ce que j'ai choisi. Si on fait de la politique, on s'abstient de ce genre de choses. Alors, j'ai fait une pause<sup>172</sup>. »

Après avoir travaillé au journal *Star* pendant une courte période en tant que coordinateur de publication, Melih est passé au journal *Akşam*, sa dernière étape avant la création du journal *Karar*. Il rejoint ses collègues sur les motifs de leur licenciement collectif et soutient l'idée selon laquelle leur journalisme progouvernemental était devenu insuffisant pour le gouvernement qui exigeait un discours journalistique plus agressif consistant à insulter et menacer l'opposition. Ne pouvant plus répondre aux demandes de gouvernement sur l'adoption d'un langage provocateur ils ont fait face à des conflits avec le patron et l'équipe de direction, qui les a menés au licenciement collectif qui aboutira à la création de *Karar*.

« Notre style était un peu... Oui, vous pouvez soutenir un gouvernement, normalement nous soutenions le gouvernement, à *Yeni Şafak* comme à *Star*. Mais le journalisme a ses propres règles. Je veux dire, vous pouvez soutenir un gouvernement, vous pouvez être proche d'un gouvernement. Mais vous n'êtes pas nécessairement hostiles aux autres

---

<sup>171</sup> Entretien réalisé le 16 septembre 2020 à Istanbul.

<sup>172</sup> *Ibid.*

partis pour autant. La tâche du journaliste est d'être aussi objectif que possible concernant les informations sur les opinions politiques, les déclarations des partis, les informations sur les autres partis politiques. Je pense que quand ils ont licencié Ege et Yiğit de *Star* et moi de *Akşam*, ils voulaient mettre en place un journalisme directement lié au pouvoir. Nous n'étions pas aptes à réaliser ce projet. Par exemple, les politiciens ont un langage parfois très dur l'un envers l'autre. Disons que M. le Président appelle Kemal Kılıçdaroğlu Monsieur Kemal (Bay Kemal) [pour l'humilier]. Un journaliste ne peut pas utiliser cette expression. Nous voyons à la Une des journaux l'expression "Monsieur Kemal". Un politicien peut utiliser ce type de discours, que cela plaise ou non. Mais, ce n'est pas la tâche des journalistes d'utiliser ces expressions. Le travail du journaliste est de transmettre correctement l'information. Récemment, les journaux de bassin [havuz medyası], proches du gouvernement, sont devenus des journaux de propagande. Mais ils n'ont pas pu faire cela avec nous. C'est pourquoi, je pense, ils nous ont dit : "Nous ne pouvons pas travailler avec vous"<sup>173</sup>. »

Il faut également souligner qu'il existe des nuances entre le licenciement de ces journalistes conservateurs et celui d'autres journalistes qui n'ont jamais été proches du pouvoir. La rupture entre ces journalistes et leurs journaux, amis du pouvoir, se différencie des autres ruptures professionnelles journalistiques. En d'autres termes, leur licenciement n'est pas impersonnel, lié à un conflit qui serait provoqué par un seul incident — c'est-à-dire la Une sur les militaires gülenistes — mais il a des dimensions affectives et prend ses racines dans un processus long, ponctué de discordes avec le propriétaire et l'équipe dirigeante.

« Des désaccords se produisaient sûrement. Sur certaines questions. Ils faisaient des demandes comme "Pourquoi ce type est-il passé à la télé ? Pourquoi cet homme écrit-il dans le journal ? Ne peut-il pas ne pas écrire ? Et si vous ne le publiez pas ? Et si vous licenciez cet homme ? Et si vous supprimez cet homme des écrans ?". Tout cela s'est accumulé. Et ils ont compris qu'ils ne pouvaient pas résoudre ce type de problèmes avec nous. Quand ils ont compris que c'était une équipe qui ne répondrait pas à ce genre de demandes, ils se sont sûrement dit qu'il fallait changer d'équipe"<sup>174</sup>. »

La cessation soudaine des invitations du gouvernement lors de déplacements nationaux et internationaux a été un signe que les problèmes avaient commencé, bien avant leur licenciement :

« Jusqu'à mon éditorial sur les événements de *Gezi*, c'est-à-dire jusqu'au moment où j'ai critiqué le gouvernement pour sa réaction à *Gezi*, j'étais invité à tous les programmes de Recep Tayyip Erdoğan, national ou international. J'étais invité à le suivre à l'étranger au moins une fois par mois. Après mon éditorial sur *Gezi* et jusqu'à ma démission, je n'ai plus été invité à un seul de ses voyages. Après mon éditorial sur

---

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> Entretien réalisé le 16 septembre 2020 à Istanbul.

*Gezi*... Je sais que mes éditoriaux sur *Gezi* ont fortement déplu. Je veux dire, je sais qu'il y a eu un problème, un malaise provenant du centre du pouvoir politique<sup>175</sup>. »

Ces conflits se créent également en raison de leur relation avec le propriétaire Ethem Sancak. Le considérant comme sans pouvoir effectif, ils sont entrés en confrontation avec lui et l'équipe de direction, un processus qui a accéléré leur purge. Écartant le lien hiérarchique inhérent à leurs postes, ils se sont inscrits dans les jeux de pouvoir et les luttes avec les propriétaires.

Notre dernière rencontre, le rédacteur en chef, Hasan, est le plus jeune de l'équipe. Comme ses collègues, il a travaillé à *Yeni Şafak* et à *Star* avant de rejoindre le journal *Vatan* en tant qu'éditorialiste pendant un an. En 2016, il est devenu rédacteur en chef de *Karar* lorsque l'équipe a décidé de publier le journal également en version papier. Contrairement au reste de l'équipe, il a démissionné du journal *Star* en réaction aux licenciements de ces collègues.

Il est à noter que les journalistes de *Karar* caractérisent leur journalisme avant la création de *Karar* non pas comme « pro-gouvernemental » (en turc, le mot employé est « yandaş », journalisme partisan), soulignant que cette qualification a été inventée par « l'intelligentsia de gauche qui ne veut pas que l'AKP soit soutenu dans les médias ». En d'autres termes, ils se qualifient de journalistes travaillant dans les médias proches du gouvernement et non pas de journalistes au service du pouvoir en échange « d'argent ou de pouvoir ».

« Que ce soit le patron ou les gens qui y travaillaient, *Star* était un journal proche du gouvernement. C'était un endroit où travaillaient les intellectuels qui soutenaient le gouvernement AKP. Les gens qui travaillent dans d'autres médias avaient la même ligne politique ; mais ce n'était pas du tout comme aujourd'hui. Je veux le souligner. L'expression "yandaş medya" (médias partisans)... est apparue à l'époque et peut-être a-t-elle aussi été utilisée pour désigner les médias où nous travaillions. Je veux dire par là que les journaux et les télévisions de l'intelligentsia de gauche n'acceptaient pas que des intellectuels soutiennent le pouvoir et ils ont inventé ce concept de "yandaş medya". Mais je pense qu'il est désormais clair que ces accusations de "yandaş" étaient très injustes quand on compare avec les médias d'aujourd'hui. Parce que ceux qui nous ont accusés à l'époque d'être partisans sont encore plus sectaires aujourd'hui. Deuxièmement, et encore plus important, à l'époque, le soutien était intellectuel. Ce n'était pas un soutien professionnel intéressé comme aujourd'hui. Pour être plus clair, ce n'était pas un soutien en échange d'argent, de profit, en sacrifiant votre personnalité, votre dignité<sup>176</sup>. »

---

<sup>175</sup> *Ibid.*

<sup>176</sup> Entretien réalisé le 16 septembre 2020 à Istanbul.

Les entretiens réalisés avec les journalistes de *Karar* montrent à quel point la fabrication de l'information s'effectue dans des conditions hétérogènes. La création d'un journal, le recrutement de son équipe ainsi que la production des informations ne dépendent pas, en effet, du seul travail d'organisation des acteurs journalistiques, mais plutôt d'instances extérieures telles que les relations avec les acteurs politiques et le monde économique. Ces acteurs non journalistiques ne sont donc pas simplement des sources d'informations, ils influent également sur le discours et le travail journalistiques à travers différentes méthodes ; d'une part en entravant l'accès aux sources du pouvoir politique, mais également en organisant l'assèchement des revenus publicitaires. De fait, « le journalisme est historiquement et structurellement inscrit dans des rapports de pouvoir et de domination qui délimitent les frontières du dicible et de l'indicible<sup>177</sup> » et déterminent également les conditions du travail journalistique.

### *Contraintes directes, indirectes et conditions asymétriques*

Dans la période en question, même la vie des journalistes est en danger quand la contrainte politique est poussée à l'extrême. Reconnu par la justice coupable d'avoir dirigé une organisation mafieuse, pourtant libéré à la fin des multiples entreprises du leader du MHP et nouvel allié du gouvernement, Devlet Bahçeli<sup>178</sup>, auprès de Recep Tayyip Erdoğan pour un accord de la grâce amnistiant taillée sur mesure, Alaattin Çakıcı, a menacé de mort le propriétaire du journal, Mehmet Aydın, ainsi que six éditorialistes à cause de la Une du journal « Propos insolents de Çakıcı contre Erdoğan<sup>179</sup> ». Dans un message signé sur son compte *Instagram* appelé « alaattincakicofficial », Çakıcı a déclaré : « Dans ma vie, j'ai toujours informé à l'avance l'homme à qui je ferais du mal ! » et il a menacé les journalistes en affichant leurs noms. À la suite de cette menace, les journalistes ont été protégés par des gardes du corps et la police a assuré une protection pendant un certain temps devant la rédaction du journal à

---

<sup>177</sup> Nicolas KACIAF et Jérémie NOLLET, « Présentation du dossier. Journalisme : retour aux sources », *Politiques de communication*, 1-1, 2013, p. 15.

<sup>178</sup> « Bahçeli'den af çağrısı: Alaattin Çakıcı ve Kürşat Yılmaz gibi kardeşlerimizi çürümeye terk etmek ne kadar adildir? [L'appel à l'amnistie par Bahçeli : il n'est pas juste de laisser nos frères tels Alaattin Çakıcı et Kürşat Yılmaz sombrer dans les oubliettes.] », *BBC Türkçe*, publié le 12 mai/2018, consulté le 5 octobre 2021. <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-44093381> « Devlet Bahçeli: Alaattin Çakıcı dava arkadaşımıdır [Devlet Bahçeli : Alaattin Çakıcı est mon frère d'armes] », *Birgün*, publié le 18 novembre 2018, consulté le 5 octobre 2021. <https://www.birgun.net/haber/devlet-bahceli-alaattin-cakici-dava-arkadasimdir-323397> « Bahçeli'den af istediği Alaattin Çakıcı'ya geçmiş olsun ziyareti [Bahçeli a rendu visite à Çakıcı dans l'hôpital pour qui il demandait l'amnistie] », *Evensel*, publié le 23 mai 2018, consulté le 5 octobre 2021. <https://www.evrensel.net/haber/353193/bahceliden-af-istedigi-alaattin-cakiciya-gecmis-olsun-ziyareti>.

<sup>179</sup> « Çakıcı'dan Karar yazarlarına ölüm tehdidi [Menace de mort de Çakıcı contre les éditorialistes de Karar] », *T24*, publié le 29 juin 2018, consulté le 5 octobre 2021. Le lien de la Une du journal Karar n'existe plus en ligne. Il se peut qu'il soit retiré après la menace de mort.



Istanbul<sup>180</sup>. Inimaginable il y a quelques années lorsque l’alliance des journalistes en question n’était pas rompue avec le gouvernement, une telle menace déclarée en ligne signale le fait que les journalistes sont presque complètement exposés aux aléas des jeux politiques. Face à cette menace, deux éditorialistes ont gelé l’activité d’éditorialiste temporairement, dont l’une l’a reprise ultérieurement, alors que l’autre a définitivement quitté le journal<sup>181</sup>. Cet exemple révèle, entre autres, la contrainte politique poussée à l’extrême dans une période où le jeu politique est bien entrelacé avec les organisations mafieuses.

Moins dur est la rupture sociale que les journalistes ont connue après la fondation du journal. Les origines « conservatrices » de ces journalistes, qui avaient travaillé dans les journaux conservateurs, de tendance islamiste, pendant toute leur carrière, y compris avant l’arrivée au pouvoir de l’AKP, ont joué un grand rôle dans l’intensification des conflits avec le pouvoir. À quoi s’ajoute le profil de leurs lecteurs, dont un grand nombre sont des électeurs de l’AKP. Les journalistes de *Karar* s’accordent sur le fait que le pouvoir a exercé une contrainte excessive et disproportionnée sur le journal du seul fait qu’ils étaient d’anciens partisans du pouvoir AKP. Contrairement à d’autres journaux d’opposition tels que *Evrensel* ou *Birgün*, leur journalisme d’opposition est ainsi considéré comme une trahison envers les membres et les valeurs du parti. Ceci a transformé leur vie tant professionnelle que privée. Ils soulignent qu’ils se sont éloignés de certains de leurs amis après la création du journal :

« Nous ne rencontrons plus certains de nos amis. Ils ne nous parlent plus. Mais ce n’est pas pour des raisons purement personnelles. Les amis que nous fréquentions avant ne veulent plus nous voir parce *Karar* est un journal sans précédent<sup>182</sup>. »

Un autre facteur tout aussi important que le premier est l’impact du journal. Selon les journalistes, il est également lu par les électeurs de l’AKP, puisque l’équipe fondatrice de *Karar* ainsi que ses éditorialistes sont connus et appréciés par la population conservatrice.

« Être indépendant, c’est-à-dire pouvoir survivre de façon indépendante, sans être sous la coupe d’un parti ou d’un groupe, a un prix en Turquie. Avec le soutien de nos lecteurs,

---

<sup>180</sup> « Çakıcı ölümle tehdit etti: Karar yazarlarına koruma verildi, kapıda polis bekliyor » [Çakıcı a menacé de mort: les journalistes de Karar ont été protégés, la police attend à la porte, *Diken*, publié le 29 juin 2018, consulté le 11 mai 2021. <https://www.diken.com.tr/cakici-olumle-tehdit-etti-karar-yazarlarina-koruma-verildi-kapida-polis-bekliyor/>

<sup>181</sup> « Mahçupyan ve Çakır yazarlığı dondurdu » [Mahçupyan et Çakır ont décidé de geler l’activité d’éditorialiste temporairement], *Gazeteduvar*, publié le 29 juin 2018 consulté le 5 octobre 2021. <https://www.gazeteduvar.com.tr/gundem/2018/06/29/mahcupyan-vecakiryazarligidondurdu%20%5bMahcupyan>

<sup>182</sup> Entretien réalisé le 16 septembre 2020 à Istanbul.

qui ont embrassé *Karar* et son désir de journalisme indépendant dès le premier jour, nous avons effectué un travail acharné. Cependant, il n'était pas toléré qu'un journal, dont les éditorialistes étaient issus d'une certaine tradition, ait une structure indépendante. Calomnies, insultes, menaces, contrôles fiscaux... et embargo publicitaire<sup>183</sup>... »

« Ce n'est pas une simple pression sur un journal d'opposition. Les gens qui travaillent ici sont des leaders d'opinion respectés par la population qui vote pour l'AKP. Les dirigeants de ce journal et le public auquel ils s'adressent sont des gens qui ont été auparavant des électeurs de l'AKP. C'est bien cela qui les chiffonne. Par exemple, si on était de gauche, et si on disait qu'on allait s'adresser aux intellectuels de gauche ou aux femmes féministes, ils s'en ficheraient. Les journaux comme *Evrensel* ou *Birgün* [n'ont pas le même impact]<sup>184</sup>... »

« Les stratégies d'influence du pouvoir passent également par des pressions économiques<sup>185</sup> ». L'assèchement publicitaire constitue le plus grand problème du journal, qui met en danger son équilibre financier. Le pouvoir exerce ainsi une pression indirecte sur lui. Cette pression, qui a toujours existé, s'est aggravée au fur et à mesure que le journal gagnait en audience et notoriété auprès de son lectorat. Les journalistes ont raconté que les premiers mois suivant la création étaient plus faciles, les annonceurs étant beaucoup plus désireux d'acheter des espaces publicitaires, avant de résilier leurs contrats suite aux menaces implicites — et parfois explicites — du gouvernement.

« Quand on a créé ce journal, il y avait une équipe de 10-12 personnes au département publicité. On avait recruté des personnes expérimentées dans ce domaine. Et notre département collectait des publicités grâce à une politique très agressive. Nous avons engrangé les commandes de plusieurs sociétés, de plusieurs marques parce qu'en fin de compte, le journal était très lu. Il bénéficiait d'un contenu journalistique très riche et d'une équipe forte. C'est pourquoi c'était un média où les annonceurs souhaitaient faire de la publicité. Et dans les deux premiers mois, nous avons "cartonné". Mais après, cela s'est arrêté, progressivement. Par exemple, je ne l'oublierais pas, une chaîne de supermarché diffusait des publicités dans tous les journaux, une ou deux fois par semaine. Nous les avons également contactés et avons fait un contrat d'un an. La première publicité a été publiée et le jour même ils ont apparemment reçu un appel téléphonique, parce qu'ils nous ont dit qu'ils annulaient le contrat. Et nos détracteurs ont appelé tout le monde. Je veux dire qu'ils n'ont pas seulement appelé les petites entreprises. Les plus grands holdings du secteur de la construction de Turquie. Parce que les entreprises de construction réalisaient beaucoup d'investissements publicitaires à l'époque. Ils ont appelé toutes les entreprises susceptibles de nous confier des publicités pour leur dire : "Ne leur donnez pas de publicités ou ça ira mal pour vous",

---

<sup>183</sup> İbrahim KIRAS, « KARAR 4 yaşında : Zor zamanda gazetecilik » [KARAR a 4 ans: Journalism aux temps difficiles], *Karar*, publié le 7 mars 2020, consulté le 2 avril 2021. <https://www.karar.com/yazarlar/ibrahim-kiras/karar-4-yasinda-zor-zamanda-gazetecilik-1548134>

<sup>184</sup> Entretien réalisé le 16 septembre 2020 à Istanbul.

<sup>185</sup> Ivan CHUPIN, « Des médias aux ordres de Poutine ? L'émergence de médias d'opposition en Russie », *Savoir/Agir*, 28-2, 2014, p. 38.

je ne sais pas... Ou ils disaient autre chose. Ils disaient peut-être : “Cela dérangerait le Monsieur” [Président de la République, Recep Tayyip Erdoğan]. Les entreprises ont reçu le message. Ceux qui ont effectué ces appels téléphoniques sont des gens sérieux. Pas des enfants. Je veux dire, ils ont le statut de ministres, les gens qui ont fait ces appels téléphoniques<sup>186</sup>. »

Comment *Karar* a-t-il alors survécu sans revenu publicitaire ? Le journal a bénéficié des annonces des municipalités d’opposition, principalement du CHP, surtout à l’occasion des fêtes nationales. En outre, il touchait un revenu publicitaire officiel, octroyé par Basın İlan Kurumu (l’agence responsable de la répartition du budget publicitaire de l’État). Cependant, un éditorialiste du journal explique qu’il fallait pour cela répondre à certaines conditions : l’âge du journal, les recettes de vente ainsi que le nombre des copies vendues devaient atteindre un certain nombre. Par conséquent, ils ont dû attendre un certain temps avant de bénéficier des annonces de l’agence, une durée pendant laquelle ils ont été obligés de resserrer leurs budgets, de licencier certains journalistes, voire de fermer certains départements comme le département publicitaire.

Si le journal fait face aujourd’hui à de sérieux problèmes financiers, le rédacteur en chef explique qu’avant le passage à la presse écrite, ils se sont vu offrir, par des hommes d’affaires proches du pouvoir, des sommes généreuses pour ne pas diffuser le journal en édition papier et ne garder que la version numérique.

« L’apparition du journal *Karar* a créé une vive réaction. Il y a eu énormément de pression pour que le journal papier ne sorte pas. Des contraintes matérielles et non matérielles. Des menaces comme “Ne publiez pas ce journal, sinon il vous arrivera des choses désagréables” et aussi des promesses comme “Ne publiez pas ce journal et nous vous procurerons telle ou telle possibilité”. C’est-à-dire, une double contrainte pour empêcher la parution. Nous avons vécu une période de contrainte sérieuse avant la sortie de la version papier. C’était la carotte et le bâton. “Si vous sortez le journal, on fera cela, ceci, on fera des choses très méchantes”.

**Q : Qui a dit cela ?**

**R :** Le pouvoir et les gens qui sont liés au pouvoir. Des menaces et des promesses... il y a eu aussi des choses du genre “Si vous ne sortez pas le journal, nous inonderons d’argent votre site internet”.

**Q : Que ça ne sorte pas sous forme de papier...**

**R :** Oui, oui, bien sûr. Il a existé d’abord sur internet, un an avant la sortie du journal en papier. Moi, je travaillais à *Vatan* à l’époque. Après avoir quitté *Vatan*, j’ai été intégré à l’équipe. On avait le projet de le sortir en papier. Les collègues ont voulu que j’en sois le rédacteur en chef. Donc il y avait le site internet, qui avait également créé une réaction, mais beaucoup moins importante<sup>187</sup>. »

---

<sup>186</sup> Entretien réalisé le 16 septembre 2020 à Istanbul.

<sup>187</sup> *Ibid.*

Ceci nous offre certaines réflexions sur le statut de la presse écrite face au défi numérique. Nous observons en effet que l'édition papier n'est pas morte. Au contraire, elle offre un poids de contre-pouvoir qui a « toujours une influence importante sur l'image des politiques<sup>188</sup> ». Elle contribue donc « au jugement du citoyen et lui permet d'exercer ses responsabilités en toute connaissance de cause. Les médias, dont la presse écrite, jouent donc le rôle de construction de valeurs sociales, comme la démocratie<sup>189</sup> ». Il nous semble important d'ajouter que cette influence est encore plus forte si l'on considère que le journal *Karar* est largement lu par des politiques et des électeurs de l'AKP. Mais le pouvoir de l'édition papier ne découle pas d'une forte consommation. Au contraire, les tirages indiquent que l'édition papier de *Karar* est faiblement consommée, autour de 50 000 exemplaires par semaine, précisément 51 509 dans la semaine de 29 mars au 4 avril 2021<sup>190</sup>. Le journal est donc davantage lu sur internet. Le pouvoir de l'édition papier étant symbolique, les journalistes supposent qu'un journal n'a un poids d'influence et de contre-pouvoir que s'il existe également en version papier.

Encore faut-il ajouter que les journalistes de *Karar* eux-mêmes préféreraient que le journal ne soit pas vendu en très grand nombre en raison des difficultés financières :

« Nous ne donnons pas d'importance à la vente. Je veux dire, nous ne voulons pas qu'il se vende trop. Lorsque vous vendez trop, vous dépensez du papier et le papier est payé en dollar. Par conséquent, vous ne pouvez pas gérer ce fardeau, vous risquez la faillite. Nous voulons que ça soit le minimum, dans des endroits centraux, pour qu'il soit visible, mais vendions peu, parce qu'on ne pouvait payer le papier qu'avec la publicité, on ne gagnait rien de la vente. Ce n'était pas un revenu. La société de distribution prenait de toute façon une partie du fruit de la vente. Celle-ci ne couvrait même pas la part de la société de distribution, on devait la payer avec une partie de la publicité officielle<sup>191</sup>. »

Le revenu lié à la vente au numéro étant très faible, ils craignaient de faire faillite en raison de la chute de valeur de la livre turque et du prix du papier en dollar. Cela montre encore une fois le poids symbolique de l'édition papier.

---

<sup>188</sup> Jérôme CLÉMENT, « Une influence plutôt indirecte sur la politique », *Revue internationale et stratégique*, 78-2, 2010, p. 77.

<sup>189</sup> Patrick LE FLOCH et Nathalie SONNAC, « Les caractéristiques économiques d'une publication de presse », in *Économie de la presse à l'ère numérique*, Paris, La Découverte, 2013, p. 14.

<sup>190</sup> « Gazetelerin en son güncel tirajları » [Les tirages actuels des journaux], *gazetetirajlari.com*, consulté le 6 avril 2021. <http://gazetetirajlari.com/HaftalikTirajlar.aspx>

<sup>191</sup> Entretien réalisé le 16 septembre 2020 à Istanbul.

Les pressions économiques provoquent assurément une réduction des effectifs du journal. Plusieurs départements, y compris le département publicité ont été fermés après l’embargo publicitaire. Les journalistes ont également déclaré qu’ils avaient dû fermer leur bureau à Ankara, mettant un terme aux contrats de plusieurs reporters spécialistes de l’administration de la capitale. Le correspondant du journal à Ankara, Ege raconte qu’il est basé à Istanbul en raison de l’assèchement des ressources provoqué par l’attitude des fonctionnaires et des politiques d’Ankara, qui ne veulent pas prendre le risque de communiquer une information à un journaliste d’opposition. Cependant il souligne que si le nombre des réunions auxquelles ils sont invités a considérablement diminué, ils bénéficient encore des informations *off* provenant de vieilles connaissances. L’ampleur des interactions et de la distance objective établie entre acteurs journalistiques et politiques évolue donc constamment en fonction de relations et d’interactions personnelles.

**« Q : Vous êtes le correspondant du journal à Ankara, mais vous vivez à Istanbul.**

**R :** Comment dire ? Je n’ai pas voulu quitter Istanbul. Je l’ai expliqué aux collègues. Ils ont dit : “OK, on mettra ta signature en tant que correspondant du journal à Ankara”.

**Q : Avez-vous des sources à Ankara ?**

**R :** Oui, beaucoup de monde. Bien sûr, les gens se méfient, hésitent à parler avec nous parce que nous sommes des opposants. Ils ont peur de donner des entretiens, de faire des déclarations à notre journal, mais il n’y a pas une seule information à Ankara que nous ne puissions obtenir. Tout le monde nous connaît, nous avons accès à tout le monde. En termes de sources à Ankara, nous n’avons aucun retard par rapport aux autres journaux.

**Q : Traitez-vous des informations provenant des coulisses d’Ankara ?**

**R :** Non, je ne m’occupe pas de ces choses-là. Ce n’est que lorsque je suis en réunion à Ankara que je traite cet aspect dans le journal.

**Q : Vous participez à des réunions à Ankara ?**

**R :** J’y vais quand je suis invité à quelque chose au niveau du président de la République, mais je ne vais pas à chaque réunion ou je ne suis pas invité à chaque réunion.

**Q : N’y a-t-il pas eu une diminution de ces invitations ?**

**R :** Si si. Par exemple, récemment, j’ai assisté à une réunion du ministre de l’Intérieur. J’ai dit que la société n’était pas bien informée sur l’immigration. J’ai dit que, depuis que vous êtes devenu ministre, c’est la première fois que j’assiste à une telle réunion. J’ai dit “Je ne sais pas, peut-être que c’est parce que je ne suis pas accrédité”<sup>192</sup>. »

Si Ege compte sur les sources informelles, le rédacteur en chef du journal, Hasan souligne cependant qu’il n’y a aucun représentant du journal à Ankara susceptible de traiter des

---

<sup>192</sup> Entretien réalisé le 24 août 2019 à Istanbul.

informations *on* ou *off* provenant des sources officielles. Les informations concernant les coulisses d'Ankara sont traitées ainsi exclusivement par les éditorialistes dans leurs articles d'opinion.

« Ege apparaît comme le correspondant du journal à Ankara mais... Nous avons un bureau à Ankara, 3-4 personnes y travaillaient. Monsieur Ege n'était pas toujours là, mais il faisait des allers-retours de temps en temps. Il dirigeait à distance. Il y avait un responsable des actualités d'Ankara, mais on a fermé le bureau. On a dû licencier les collègues là-bas. (...) C'était donc possible avant, quand on avait un bureau là-bas et quand on avait des reporters... Ils suivaient l'état-major, le renseignement, le ministère de l'Éducation nationale, le ministère du Trésor public et des Finances... Ils traitaient bien sûr des informations institutionnelles à Ankara. Et ils traitaient des informations informelles. On en avait avant, mais quand il n'y a pas de reporter, comment on peut le faire<sup>193</sup> ? »

La fermeture de certains départements se répercute ainsi sur la production journalistique. N'ayant plus de surface financière suffisante pour payer les salaires des reporters, les dirigeants du journal ont donné plus d'importance à des éditorialistes qui acceptaient de travailler gratuitement ou pour des salaires symboliques. *Karar* est ainsi devenu un journal d'opinion rassemblant des éditorialistes majoritairement conservateurs, mais opposants, licenciés d'autres journaux généralistes tels que *Hürriyet* ou *Vatan*. Lors de notre rencontre, le rédacteur en chef a attiré notre attention sur les bureaux vides du journal, soulignant que, d'habitude, il n'y avait que très peu de monde dans la salle de rédaction. La salle de rédaction ne donne ainsi pas l'impression d'animation à laquelle nous sommes habitués, mais plutôt d'un endroit calme, simplement fréquenté par les créateurs du journal.

« Vous voyez, il n'y a personne dans le journal. Les bureaux sont vides. Nous avons un département publicité, nous l'avons fermé au bout de deux mois. 10-12 personnes sont parties. Après, nous avons une équipe de reporter, ils sont tous partis avec le temps. Nous avons réalisé toutes sortes d'économie. Nous ne donnons pas d'argent à certains de nos éditorialistes, certains d'entre eux touchent des salaires symboliques ou dérisoires, ils touchent à une somme qu'on ne peut pas qualifier de salaire. (...) Tu dis [aux éditorialistes], "Écris ici 3 fois par semaine mais sans salaire", etc. Il est déjà en retraite. Il a une pension de retraite, etc. Il dit : "D'accord, c'est mieux que ne rien faire". Ou encore on leur dit : "On peut te payer un montant qui couvrira ton loyer". C'est malheureusement comme ça. Un peu gênant. Lors des entretiens d'embauche, je disais des choses comme cela, à ma grande honte, aux éditorialistes. On parle et on reparle de l'organisation du travail, etc., et à la fin il dit : "Et le salaire..." et j'ai honte. Cela ne devrait pas être mon travail, le patron devrait lui parler, négocier, etc. Mais je suis obligé

---

<sup>193</sup> Entretien réalisé le 16 septembre 2020 à Istanbul.

de le faire. Nous en plaisantons maintenant. Nous disons : “Tu es notre ami, c’est pourquoi ce sera toi qui nous paies.”<sup>194</sup>. »

L’assèchement publicitaire frappe également les revenus des dirigeants. Ege, correspondant du journal à Ankara, raconte que ses revenus ont considérablement baissé depuis son licenciement de *Star*. Depuis *Karar*, ils sont, en effet, dépourvus des revenus complémentaires qu’ils tiraient des débats télévisés.

« Financièrement, nous devons donc vivre beaucoup plus modestement. À l’époque, on était à la fois directeur de la rédaction et éditorialiste. On créait des émissions pour plusieurs chaînes de télévision. Maintenant, aucune d’entre elles n’existe plus. Nous avons aussi un revenu provenant des émissions auxquelles nous participions. Aucun [de ces revenus] n’existe plus. Vous devez donc réduire sérieusement votre niveau de vie<sup>195</sup>. »

Être dans l’opposition provoque ainsi des difficultés supplémentaires. Si les journalistes se trouvent contraints de réduire leur niveau de vie, ils ont aussi à faire face à une transformation de leur rythme de vie, ainsi que de leurs cercles professionnels et amicaux. Il est donc important de souligner que dans un tel environnement politique, changer de travail n’est jamais une simple rupture professionnelle, mais constitue une rupture idéologique et privée qui s’étend à d’autres sphères de la vie du journaliste. De ce fait, les journalistes ne sont pas des « salariés comme les autres<sup>196</sup> », mais constituent un groupe professionnel à part dont les conditions de vie et travail demandent une analyse particulière. Aussi l’activité journalistique se distingue-t-elle d’autres activités professionnelles par les exigences propres au métier qui agissent sur l’ensemble de la réalité sociale dont l’entourage et la vie privée.

---

<sup>194</sup> *Ibid.*

<sup>195</sup> Entretien réalisé le 24 août 2019 à Istanbul.

<sup>196</sup> C. DUPUY, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser*, op. cit.

## Conclusion du troisième chapitre

Apparus dans les années 1990 avec la création des chaînes privées, les débats télévisés proposent aux téléspectateurs une émission où se rencontrent différents profils de journalistes et des experts autour d'une discussion sur l'actualité, pendant 3 à 4 heures. Peu coûteux à produire, ils ont pris de l'ampleur sous le pouvoir AKP dans la mesure où la concurrence pour la recherche d'informations a diminué sous la contrainte politique. Le mécanisme de contrôle sur les débats télévisés repose sur la sélection des invités qui animent le débat ainsi que sur le choix des sujets abordés. Des intervenants régulièrement sollicités jusqu'aux élections législatives du 1<sup>er</sup> novembre 2015 n'y ont plus été conviés depuis. De nouveaux visages de proches du régime sont venus les remplacer. Les organisateurs se sont ensuite mis à inviter toujours les mêmes débatteurs accrédités par le gouvernement. Une grande asymétrie peut être observée parmi ces invités : certains partis politiques, comme le HDP, ne sont pas du tout représentés. Cette soumission de la programmation à la volonté du pouvoir permet de tenir la chaîne à l'abri de la répression politique. Car tout conflit avec le pouvoir menacerait de licencier le présentateur et mènerait à la suppression de l'émission.

Les événements de *Gezi* en 2013 marquent un tournant décisif dans la politique du gouvernement AKP à l'égard des médias. D'une manière plus transparente, elle affiche son caractère beaucoup plus restrictif et répressif. Ce durcissement devient visible à travers l'élan censorial du gouvernement. Toutefois, ce n'est pas la censure seule qui pèse sur les journalistes : une tension entre leurs engagements institutionnels, leurs règles déontologiques et les responsabilités qu'ils s'attribuent envers l'opinion publique apparaît clairement. Assumer cette charge s'avère souvent délicat. Pourtant, les journalistes sont d'autant moins désespérés qu'ils parviennent à développer des stratégies pour contourner la contrainte politique : dévoiler sur les réseaux sociaux, Twitter, Facebook ou encore leurs blogs personnels ce qui est censuré par les médias traditionalistes, trouver d'autres débouchés moins assujettis à la contrainte politique ou hors de portée du pouvoir, dans les médias traditionnels locaux et internationaux, organiser la diffusion différée dans un créneau horaire où la présence de l'information sera plus discrète, afficher un comportement faussement docile devant l'autorité pour rester fidèle à la véracité d'une nouvelle, citer une autre institution médiatique pour relater une information afin de ne pas devenir la cible du pouvoir, même si la source en est ouverte.



L'information, selon qu'elle est produite par des médias généralistes ou par des médias alternatifs, repose sur des stratégies qui révèlent leur positionnement : les médias généralistes qui s'accommodent des contraintes politiques et les médias alternatifs qui profitent d'une autonomie relative. Les manifestations de *Gezi* ont cependant permis de constater que les frontières entre les médias généralistes et les médias alternatifs étaient perméables et que les informations circulaient entre eux. Ce même phénomène conduit à la remise en cause des frontières entre journalisme et militantisme. Le cas de *Çapul TV* offre un exemple de journalisme militant. Fruit des événements de *Gezi*, cette chaîne emprunte ses formats de diffusion au journalisme traditionnel, mais s'en distingue par son positionnement vis-à-vis du mouvement, en ciblant la maximisation de son impact auprès de l'opinion publique. En somme, la non-diffusion en direct des événements de *Gezi* a paradoxalement contribué à leur médiatisation auprès d'un public plus large et a marqué profondément le paysage médiatique du pays.

Les opérations policières et judiciaires menées contre les médias gülenistes, qui se sont soldées par leur suppression complète, ne sont pas restées dans les limites des objectifs initialement déclarés. Elles ont eu pour effet la détérioration des conditions d'exercice du journalisme dans son ensemble. La divulgation dans les médias de pactes de corruption, à travers les enregistrements de conversations téléphoniques, a conduit à un contrôle plus sévère sur les salles de rédaction. Persistant à couvrir les enquêtes policières, certains journalistes ont perdu leur travail. Les dirigeants ainsi que les journalistes des médias généralistes ont commencé à davantage recourir à la manipulation de l'information et à l'autocensure. D'un côté, ces enregistrements n'ont rien révélé de neuf sur l'environnement médiatique et n'ont mis en évidence que ce qui était déjà connu, sans apporter de preuve concrète. De l'autre, bien que le public ait été informé de la corruption qui règne en Turquie, les enregistrements ont créé une onde de choc, tant dans le public que dans les cercles du pouvoir. Les mesures prises par le gouvernement pour prévenir la propagation des enregistrements en ont accéléré la dissémination massive. Les réseaux sociaux ont été les principaux artisans de leur diffusion. Ce qui a conduit le pouvoir à amplifier son contrôle sur ces réseaux, une stratégie autoritaire classiquement employée pour empêcher la circulation de l'information. L'accès à Twitter et à YouTube a été bloqué quelques semaines avant les élections locales du 30 mars 2014.

L'approche du pouvoir pour contrôler la sphère publique en ligne rappelle la thèse de la « persistance autoritaire » que Marc Lynch mobilise pour expliquer comment les États

s'adaptent aux changements induits par les nouvelles technologies de la communication et apprennent à utiliser les nouveaux pouvoirs d'internet<sup>197</sup>. Cependant, l'interdiction d'accès aux réseaux sociaux ne peut être guère considérée comme une adaptation aux changements déclenchés par les nouvelles technologies de la communication. L'interdiction d'accès n'empêchant pas l'accès effectif au site, elle a au contraire provoqué la curiosité du public qui a recouru à des moyens pirates pour y accéder. De plus, loin d'être perçue comme une adaptation aux changements, elle a au contraire aggravé la crise de légitimité à laquelle faisait face le pouvoir depuis les manifestations de *Gezi* et le scandale de la corruption. Les réactions du pouvoir AKP aux enquêtes judiciaires sur la corruption des 17-25 décembre 2013 ont représenté le premier coup porté, non seulement à la communauté *Gülen* et aux journaux qui lui étaient associés, mais aussi aux médias dans leur ensemble. Trois ans plus tard, le coup d'État raté, également considéré comme lié à la communauté *Gülen*, a constitué, quant à lui, un autre épisode de la crise des médias, qui s'est conclu par la fermeture définitive non seulement des médias locaux gülenistes, mais aussi d'autres médias d'opposition.

Le journalisme se révèle donc comme l'un des domaines « où les luttes politiques ont été menées de la manière la plus intense<sup>198</sup> ». Les crises journalistiques successives — le mouvement *Gezi*, l'enquête sur la corruption des 17-25 décembre, le coup d'État raté de 2016 — ont accéléré la fermeture de médias. De ce fait, les mobilités de journalistes d'un type de média à un autre se sont intensifiées. Le dernier épisode de ces crises, la tentative de coup d'État, a enclenché un processus qui s'est terminé par le rachat de *Doğan Medya*. Ce rachat par un propriétaire proche du pouvoir a engendré l'intensification des purges et des circulations professionnelles au sein d'un espace médiatique déjà fortement clivé.

Au-delà du cercle restreint des journalistes, un sentiment d'incertitude et de précarité s'est emparé de tous les professionnels des médias. Cet état de méfiance constante a eu des répercussions à la fois dans le domaine de l'information et dans la circulation des journalistes au sein de l'espace médiatique. Un grand nombre d'entre eux ont dû chercher refuge dans d'autres types de médias. Certains ont tenté une reconversion professionnelle. Face au chômage, un dernier groupe a recherché de nouveaux débouchés dans les médias internationaux. Les possibilités ne se limitant pas aux mobilités entre les médias existants, de

---

<sup>197</sup> B. YESIL, *Media in New Turkey: The Origins of an Authoritarian Neoliberal State*, op. cit, p. 126.

<sup>198</sup> Mustafa KEMAL COŞKUN et Dilek YANKAYA, « National education as a battlefield. A restructuring of Imam-Hatip schools after the July 15th », *Confluences Méditerranée*, 107-4, 2018, p. 80.

nouveaux supports tels que le journal *GazeteDuvur* et *Karar* ont vu le jour. Si la tentative du coup d'État a eu pour effet primaire la fermeture de certains médias, elle a certainement favorisé l'apparition d'autres supports.

Fondé par un groupe de journalistes ayant d'abord été employés dans les médias de tendance islamiste, puis transférés dans les médias progouvernementaux, *Karar* constitue un exemple intéressant et emblématique qui montre à quel point la contrainte politique a pu peser, tant sur les médias d'opposition de gauche ou de tendance kémaliste que de l'opposition conservatrice. Le passage de *loyalty* à *voice*, c'est-à-dire l'opposition vocale d'anciens partisans de l'AKP, suscite des réactions particulièrement brutales de la part du pouvoir politique, dans la mesure où cet acte est susceptible d'être considéré comme la « trahison » de « compagnons » jusqu'alors animés par une idéologie commune. Si le pouvoir accuse les fondateurs de *Karar* d'avoir trahi l'idéologie et les valeurs qu'il défend, ceux-ci récusent ces accusations. Ils avancent qu'ils pratiquent le même journalisme aujourd'hui qu'auparavant, lorsqu'ils travaillaient dans les médias proches du gouvernement : c'est le gouvernement qui a changé. Pour les journalistes de *Karar*, à la contrainte politique s'ajoute la pression sociale. L'abandon de l'ancienne ligne éditoriale implique aussi une certaine rupture avec leurs réseaux de sociabilité. De crainte de représailles de la part du régime, les anciens amis ne veulent plus s'afficher avec eux. Mis à l'index par le pouvoir, *Karar* subit un embargo publicitaire encore plus violent que les autres médias d'opposition. Le journal est privé de recettes publicitaires. Fait paradoxal, il ne peut pas non plus s'appuyer sur le revenu tiré des ventes. L'effondrement de la livre turque a rendu le prix du papier importé si élevé que la vente d'une copie ne couvre pas son coût de production. Le journal est pris en tenailles : d'une part, il doit se vendre autant que possible pour propager ses idées. D'autre part, le nombre de copies vendues doit être limité, pour éviter la faillite. Les difficultés financières se font sentir dans la politique des ressources humaines, débouchant sur un journal sans journalistes : faute de reporters sur place, il essaie de toucher l'opinion publique en s'appuyant sur un nombre considérable d'éditorialistes qui rédigent leurs articles moyennant un salaire symbolique. Des éditorialistes récemment limogés d'autres journaux comptent parmi ceux de *Karar*. Ces différents constats amènent à la conclusion que « le contenu du journal est loin d'être le résultat de la somme des intentions ou même des participations des journalistes<sup>199</sup> ». La configuration du journal est façonnée par le travail des journalistes, combiné à plusieurs facteurs extérieurs, dont la détérioration des

---

<sup>199</sup> F. BLIN, « Les secrétaires de rédaction et les éditeurs de Libération », art. cit, p. 187.

relations avec le pouvoir politique, qui s'est concrétisée notamment par l'assèchement des recettes publicitaires.

## **Chapitre IV : Comprendre le travail des journalistes**

- Censure et journalisme du « tout se passe bien »
- Négociation en permanence : autocensure et routines installées
- Surpolitisation de l'espace public, dépolitisation des médias
- Conclusion

Notre quatrième chapitre sera consacré, d'une part au travail des journalistes face à la censure ou à l'autocensure et, d'autre part, à la transformation de la scène médiatique. Nous commencerons par la censure dans ses différentes modalités et par les stratégies qu'adoptent les journalistes pour la contourner, et les limites de ces stratégies. Nous continuerons par le processus de propagation de l'autocensure au sein des salles de rédaction et la négociation permanente entre les responsables éditoriaux, les journalistes et les dirigeants des médias. Nous terminerons le chapitre par la surpolitisation des médias comme conséquence de l'hyperpolitisation de l'espace public dans le contexte autoritaire et la dépolitisation des journalistes qui quittent les services politiques pour traiter de l'information non politique, moins exposée aux contraintes gouvernementales.

## Censure et journalisme du « tout se passe bien »

- Interdictions de diffusion
- Le journalisme de « déclarations officielles »
- Le journalisme du « tout se va bien »
- Faire taire les reporters

La censure s'applique de manière assez variée d'un type de média à l'autre. Elle change même de forme et de nature dans un même type de média, d'une colonne d'information à une rubrique. Le journaliste Michel Polac, dans un entretien avec Isabelle Veyrat-Masson, définit ainsi la censure : « La censure, une interdiction qui vient de la direction, elle-même saisie par le gouvernement ou par un ministre, ou alors, cas plus compliqué, par un groupe financier qui a des moyens de pression sur une radio ou une télévision ; situation finalement plus rare qu'on ne le croit. Car le mécanisme est plus subtil que cela<sup>1</sup> ». L'autocensure, quant à elle, est devenue une pratique générale dans les médias turcs. Le plus souvent, les dirigeants des médias « n'attendent pas de recevoir des directives [d'Ankara] pour édulcorer les informations qu'ils émettent<sup>2</sup> ». Dans ce contexte, les journalistes « négocient en permanence leur marge de manœuvre, entre des formes de censure directe qui émanent de l'appareil politique, des pressions indirectes qui visent à générer l'autocensure dans les rédactions, mais aussi au sein de routines professionnelles bien installées<sup>3</sup> », dans les chaînes d'information en continu comme dans la presse écrite. Nous aborderons aussi bien la censure dans ses différentes modalités et dans ces usages variés que les stratégies de contournement des journalistes.

### *Les interdictions de diffusion (yayın yasakları)*

Dans le secteur audiovisuel, surtout dans les chaînes d'information, le pouvoir en place développe des moyens et des stratégies aussi bien formels qu'informels pour empêcher la diffusion de ce qui lui semble « indésirable ». Les plus formels et les plus courants sont sans doute les « interdictions de diffusion ». Cependant, il faut faire preuve de prudence : il s'agit de deux différentes sortes de l'interdiction. La première, à laquelle on a recours plus souvent,

---

<sup>1</sup> Isabelle VEYRAT-MASSON, « Censure, autocensure : maladies des médias ? Entretien avec Michel Polac », *Le Temps des médias*, 1-1, 2003, p. 213.

<sup>2</sup> Floriana FOSSATO, « La télévision, média du pouvoir », *Pouvoirs*, 112-1, 2005, p. 57.

<sup>3</sup> Marie-Soleil FRÈRE, « Censure de l'information en Afrique subsaharienne francophone : la censure dans les régimes semi-autoritaires », in Laurent MARTIN (dir.), *Les censures dans le monde. XIXe - XXIe siècle*, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 341.

relève du pouvoir judiciaire en vertu de la loi de procédure pénale<sup>4</sup>. Le procès *Deniz Feneri* en 2008, le procès du trucage dans la première ligue du Football en 2011, la deuxième vague d'enquête pour corruption en 2013, le raid du Daech sur le consulat turc à Mosul en 2014<sup>5</sup>, l'enquête sur les camions qui appartiennent prétendument au MİT (Organisation nationale du renseignement — Milli İstihbarat Teşkilatı) en 2014 et qui impliqueraient plus tard les journalistes Can Dündar et Erdem Gül accusés d'espionnage et de divulgation des secrets de l'État sont, entre autres, des événements à la suite desquels des interdictions de diffusion sont imposées<sup>6</sup>. Largement débattus dans les débats télévisés, tous ces procès clivaient l'opinion publique. Le principal motif commun à ces décisions judiciaires est donc d'obscurcir le débat public. À titre illustratif, voyons de plus près une décision judiciaire de l'interdiction que l'on tire du procès *Karaman*, connu sous le nom de la ville où l'événement, de multiples viols commis par un professeur de lycée contre des personnes mineures, s'est accompli. Les motifs de cette décision cités de ce communiqué de presse sont la présomption d'innocence et la protection des mineurs<sup>7</sup>. Derrière cette terminologie juridique se trouve pourtant un autre motif, latent, que l'on peut déduire de la première phrase du communiqué : « Certaines institutions des médias propagent des informations fausses et trompeuses dans leurs couvertures de l'information intitulées "l'abus sexuel à Karaman." » Et le communiqué finit par un avertissement en guise d'un vœu : Nous croyons de toutes nos forces que les institutions des médias l'appliqueront désormais avec toute la diligence nécessaire. » Ce court communiqué permet de comprendre le rapport hiérarchisé des médias avec le pouvoir judiciaire. Le parquet du tribunal se prend pour l'instance supérieure compétente qui tranche de la véracité des nouvelles, s'immisçant ainsi sans réserve dans le domaine des médias. Donc, les interdictions de diffusion de cette sorte servent à étouffer le débat pour minimiser les effets néfastes provoqués par un vaste scandale retentissant.

---

<sup>4</sup> La loi de procédure pénale n°5271-187 du 17 décembre 2004, consulté le 14 octobre 2021. <https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuatmetin/1.5.5271.pdf>, p. 9152.

<sup>5</sup> Hilmi HACALOĞLU, « IŞİD Baskını Haberlerine Yayın Yasağı » [L'interdiction de diffusion sur les nouvelles relatives au raid du Daech sur le consulat turc à Mousul] », *Voice of America (VOX)*, publié le 17 juin 2014, consulté le 7 octobre 2021. <https://www.amerikaninsesi.com/a/işid-baskını-haberlerine-yayın-yasağı/1938556.html>

<sup>6</sup> Sinan ONUS, « 10 Soruda Yayın Yasakları [Les interdictions de diffusion en 10 questions] », *BBC Türkçe*, publié le 27 novembre 2014, consulté le 7 octobre 2021. [https://www.bbc.com/turkce/haberler/2014/11/141127\\_yayın\\_yasaklari](https://www.bbc.com/turkce/haberler/2014/11/141127_yayın_yasaklari).

<sup>7</sup> « Ensar Vakfı'yla anılan tecavüz skandalına yayın yasağı [L'interdiction de diffusion sur le scandale des viols sexuels impliquant la fondation Ensar] », *Cumhuriyet*, publié le 15 mars 2015, consulté le 7 octobre 2021 <https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/ensar-vakfiyla-anilan-tecavuz-skandalina-yayin-yasagi-498611>. Voir l'annexe de ce travail pour l'intégralité de la traduction française du communiqué.

Pour ce qui est de la deuxième sorte de l'interdiction, conçue à l'origine en vue de maintien de l'ordre public en cas de désordre<sup>8</sup>, elle vise la suspension de toute diffusion sur un événement donné. Elle relève, quant à elle, du pouvoir exécutif. Vaguement définie, elle reconnaît au pouvoir une grande marge de discrétion. Son domaine d'application est étendu dans la mesure de la précipitation du cours des choses, finissant par ne pas distinguer la nature des événements. Décisions hâtivement prises notamment après des attaques terroristes, elles ont plutôt pour but d'empêcher une réaction virulente populaire. L'interdiction de diffusion émise à la suite de l'attentat terroriste survenu la nuit du Nouvel An de 2017 à *Reina*, une boîte de nuit connue d'Istanbul, perpétré par un membre du Daech, en fait office d'exemple<sup>9</sup>. En cas de non-respect de l'interdiction prononcée, le RTÜK (Radyo ve Televizyon Üst Kurulu — Conseil supérieur de l'audiovisuel) peut imposer des sanctions telles que l'interdiction de diffusion, des amendes, ou encore, dans le cas extrême, la révocation de licence pour des organismes privés de radiodiffusion. Quelques chaînes, plutôt d'opposition, comme *Fox TV*, *Halk TV* et *Haber Global* ont fait l'objet de sanctions comme l'arrêt de leur diffusion pour « incitation du peuple à la haine et à l'hostilité<sup>10</sup> ». Le tableau ci-dessous de *Deutsche Welle* sur les interdictions de diffusion prononcées par les tribunaux turcs montre leur forte croissance à partir de 2017, ce qui traduit l'emprise accrue du régime autoritaire sur les médias.

---

<sup>8</sup> Voir la loi sur l'institution des radios et des chaînes télévisées et ses services de diffusion n°6112-7 du 3 mars 2011, consulté le 14 octobre 2021. <https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.5.6112.pdf>, p. 11384. « Ancak, millî güvenliğin açıkça gerekli kıldığı hâllerde yahut kamu düzeninin ciddi şekilde bozulmasının kuvvetle muhtemel olduğu durumlarda, Cumhurbaşkanı veya görevlendireceği Cumhurbaşkanı yardımcısı veya bakan geçici yayın yasağı getirebilir. » « Pourtant, dans les cas où la sécurité nationale l'exige clairement ou dans les cas où l'ordre public risque d'être troublé sérieusement, le président du République ou le vice-président ou le ministre qu'il en charge peut imposer l'interdiction de diffusion temporaire. »

<sup>9</sup> « Reina'daki silahlı saldırıya yayın yasağı » [Interdiction de diffusion sur l'attentat à Reina], *T24*, publié le 1<sup>er</sup> janvier 2017, consulté le 7 octobre 2021. <https://t24.com.tr/haber/reinadaki-silahlı-saldırıya-yayın-yasagi,380442>

<sup>10</sup> « Verilerle Türkiye'de Yayın ve Erişim Yasakları » [Interdictions de diffusion en Turquie avec les données], *Deutsche Welle Türkiye*, publié le 5 mars 2020, consulté le 21 octobre 2020. <https://www.dw.com/tr/verilerle-türkiyede-yayın-ve-erişim-yasakları/a-53307444>





Figure 4 — Interdictions de diffusion par voie judiciaire, 2010-2019

Un ancien dirigeant de *CNN Türk* relate comment ces interdictions de diffusion influent sur les activités journalistiques de la chaîne et empêchent tout traitement approfondi de l'information :

« **Q : Il existe aussi un enjeu d'interdiction de diffuser, qui n'existait pas avant...**  
**R :** Mais oui ! C'est l'un des grands problèmes du secteur télévisuel en Turquie. Parce que c'est très arbitraire et ces interdictions sont décidées par des tribunaux qui ne sont en aucun cas des experts du sujet. Et vous ne pouvez pas enfreindre une interdiction de diffusion, car la sanction pour cela est très lourde. C'est un très grand problème. Alors même qu'un événement très important se produit, nous ne pouvons l'évoquer autrement que par la mention "tel événement s'est passé"<sup>11</sup>. »

Faute de remontées du terrain collectées par les reporters, les chaînes se contentent de diffuser des déclarations officielles. Ces interdictions constituent non seulement un obstacle aux investigations, mais rendent aussi le travail des reporters vide de sens. Ne pouvant plus se rendre sur le terrain, les reporters restent en plateau pour simplement transférer l'information émanant des sources officielles. Aux interdictions de diffusion s'ajoutent les arrêts de diffusion. Alors que les chaînes d'information en continu sont davantage touchées par les interdictions de diffusion, les sites d'actualité sont, quant à eux, touchés par la suppression de l'information ou le blocage de sa diffusion. Sur une période de quatre ans, entre 2014 et 2018, des centaines de nouvelles ont été bloquées. En d'autres termes, des centaines d'informations publiées ont été supprimées des sites d'actualité à la suite de décisions judiciaires. Selon le rapport de la İFÖD (l'Association pour la liberté d'expression — İfade Özgürlüğü Derneği) publié en 2018, les

<sup>11</sup> Entretien réalisé le 28 décembre 2018 à Istanbul.

sites d'actualité dont les nouvelles sont les plus bloquées sont respectivement *Sözcü*, *Cumhuriyet* et *Hürriyet*<sup>12</sup>.

Divers dispositifs judiciaires permettent ainsi au pouvoir d'exercer un contrôle sur les médias en vue de les empêcher de se pencher sur des sujets sensibles. La presse en ligne, davantage régulée par les dispositifs formels, se trouve donc obligée de supprimer des informations ordinaires qui concernent le grand public. À titre d'exemple, un nombre considérable d'articles des sites d'actualité, y compris ceux de *Diken*, ou de contenus sur les réseaux sociaux numériques, au sujet du directeur d'un lycée d'Istanbul ayant obtenu une ordonnance du tribunal pour saisir de l'argent de poche des élèves, ont été bloqués par le premier juge pénal de Kahramanmaraş<sup>13</sup>. La presse en ligne est ainsi exposée aux décisions des instances de régulation qui peuvent aller jusqu'au blocage de l'accès au site. Les chaînes d'information en continu, quant à elles, sont soumises plus directement à la censure formelle, vu leurs pratiques de diffusion directe. Elles sont concernées par les ordonnances qui imposent les interdictions de diffusion et ne peuvent pas traiter les contenus jugés « sensibles ». Sans pouvoir traiter le sujet, elles se limitent à en faire une brève mention.

Le tableau de l'Association pour la liberté d'expression (İFÖD) ci-dessous montre le nombre de nouvelles dont la publication a ainsi été empêchée sur les sites d'actualité entre 2014 et 2018 : les cas de blocage de l'accès sont en bleu foncé, les cas de suppression en bleu clair<sup>14</sup>.

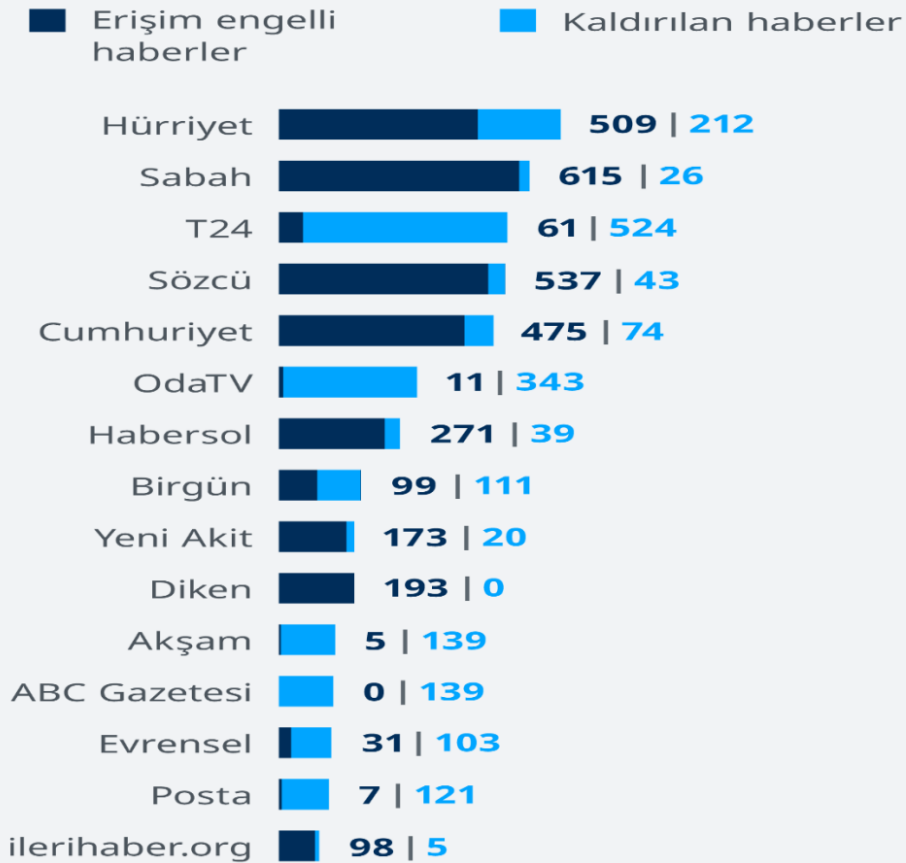
---

<sup>12</sup> « Verilerle Türkiye'de Yayın ve Erişim Yasakları » [Interdictions de diffusion en Turquie avec les données], art. cit.

<sup>13</sup> Yaman AKDENİZ et Ozan GÜVEN, *EngelliWeb. An iceberg of unseen internet censorship in Turkey*, İfade Özgürlüğü Derneği, 2020, p. 29.

<sup>14</sup> « Verilerle Türkiye'de Yayın ve Erişim Yasakları » [Interdictions de diffusion en Turquie avec les données], art. cit.

## Türkiye'den erişime engellenen ve kaldırılan haberler (URL) (2014-2018)



Kaynak: Ifade Özgürlüğü Derneği (İFÖD) Türkiye Raporu, 2019

Figure 5 —Les interdictions de diffusion en Turquie (2014-2018)

### Le journalisme de « déclarations officielles »

Cependant, il serait erroné de conclure que le seul obstacle à la diffusion des informations est l'interdiction de diffusion. Les journalistes peuvent ne pas être en mesure de diffuser l'information en direct même sans une interdiction formelle de diffuser. Les directions des chaînes d'informations en continu ont, en général, tendance à ne pas diffuser les événements en direct, comme les événements de *Gezi*, mais à ne diffuser que les déclarations officielles provenant des sources gouvernementales. Ils se contentent ainsi « de diffuser une information

brute, axée sur la réécriture de dépêches d'agences<sup>15</sup> », voire de diffuser une information émanant seulement de l'agence de presse gouvernementale Anadolu (Anadolu Ajansı). Ce fut le cas pour le bombardement à *Roboski* qui s'est produit le 28 décembre 2011<sup>16</sup>. Lorsque Ayşenur Arslan, journaliste qui travaillait à l'époque à *CNN Türk*, a voulu la traiter en direct pendant son émission, elle s'est heurtée à l'opposition du directeur de la chaîne, qui voulait attendre la déclaration officielle des Forces armées turques avant de traiter l'information. Le documentariste Can Dündar, son invité du jour dans l'émission, lui proposa d'introduire le sujet pour en laisser la responsabilité à quelqu'un d'extérieur à la rédaction de la chaîne. Faire passer l'information à travers l'invité est, en effet, une stratégie souvent utilisée par les journalistes de télévision pour contourner les injonctions d'escamotage d'un sujet. Tirée de l'ouvrage de Mustafa Alp Dağıştanlı, la conversation avec le dirigeant de la chaîne, selon le témoignage d'Ayşenur Arslan, s'est déroulée comme suit :

- « On n'allait pas diffuser sans avoir une déclaration officielle.
  - Mais Ferhat, il y a une déclaration officielle...
  - Ça ne compte pas.
  - Comment ça, "ça ne compte pas" ?
  - Le gouverneur local de Şırnak est allé là-bas, est-ce qu'il a vu l'incident ? Non ! Il a été informé par quelqu'un.
  - Donc, d'où est-ce qu'on attend l'information ?
  - De l'État-major.
  - Je suis désolée, mais depuis quand dédaignons-nous le gouverneur local et attendons-nous l'État-major ?
  - C'est un sujet très sensible. Tu ne peux pas procéder comme ça !
  - Écoute-moi Ferhat, ne m'apprends pas mon métier ! Tu dois m'expliquer ceci : pourquoi ce que je fais est faux, quelle est ta raison ?
  - Parce que je le dis ! Je suis ton supérieur.
  - Non ! Le journalisme, c'est autre chose. Tu n'as pas le droit de me dire ça. Moi, je fais une émission. Je ne suis pas présentatrice des nouvelles<sup>17</sup>. »

Le fait que des événements ne soient pas diffusés en direct ne suscite pas seulement une réaction chez les journalistes de la chaîne. Par exemple, concernant les événements de *Gezi*, les

<sup>15</sup> Philippe RIUTORT, « L'informel superflu ? Les journalistes de 20 minutes et leurs sources », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources.*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 81.

<sup>16</sup> L'attaque aérienne à Roboski, également connue sous le nom d'Uludere a eu lieu à Uludere, Şırnak au sud-est de la Turquie, le 28 décembre 2011, près de la frontière Irak – Turquie. L'armée de l'air turque a bombardé un groupe de civils (dont des enfants) tuant 34 personnes. Ils passaient en contrebande en Turquie des cigarettes, du diesel et d'autres marchandises, emballés sur des mulets. Selon les sources journalistiques, les forces armées turques ont reçu des informations sur les activités dans la région dans la nuit du 28 décembre et ont conclu que les passeurs étaient des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste par la Turquie.

<sup>17</sup> Mustafa Alp DAĞIŞTANLI, *5 Ne 1 Kim* [5 Quoi 1 Qui ?], Istanbul, Postacı Yayınları, 2014, p. 59.

journalistes qui se sont rendus sur place par la suite ont été confrontés à une forte réaction des occupants du parc, qui les ont accusés d'ignorer les faits. C'est ainsi que l'on peut observer l'écart entre la manière dont le journaliste voudrait faire son métier et la façon dont il a effectivement travaillé dans sa chaîne. L'un d'eux explique :

« Les gens appellent, ils ont raison d'appeler, ils disent : “C'est partout sur internet, pourquoi ne diffusez-vous pas ces informations ?”. Nous attendons *CNN Türk*, *CNN Türk* nous attend, *Habertürk* attend une autre réaction, *Skytürk* en attend encore une autre. Chacun attend l'autre. Mais que quelqu'un diffuse les nouvelles ! Je ne sais pas s'ils ont reçu un appel demandant : “Pas de diffusion”, mais tout le monde s'est arrêté. Personne ne retransmet l'information et les gens appellent la chaîne pour nous injurier. Ils disent qu'ils ne regarderont plus notre chaîne. Ils ont raison. Cela fait des heures que les faits se sont produits ! Tout le monde est mécontent dans la salle de rédaction, mais en même temps, ils doivent continuer à travailler, parce qu'ils ont besoin de leur salaire<sup>18</sup>... »

Un autre journaliste d'origine kurde souligne qu'il a durement ressenti les critiques des téléspectateurs, surtout après la (non) diffusion de l'information concernant *Roboski*, une région majoritairement peuplée de Kurdes. Lorsqu'il s'est rendu dans la région quelques jours après l'événement pour recueillir des informations, les habitants lui ont exprimé leur violent désaccord sur ces méthodes.

« C'est vraiment embarrassant d'être kurde et de travailler dans les médias généralistes surtout dans de telles situations. Tu essaies tout le temps de t'expliquer, de légitimer la situation. “Après tout, nous ne décidons pas de la diffusion, de la façon dont les nouvelles sont diffusées...” Mais les gens endurent de grandes souffrances et ils disent : “Comment tu peux venir ici ?”. Ils ont raison<sup>19</sup>. »

Si les journalistes développent des stratégies en vue de diffuser une information jugée « répréhensible » selon le pouvoir politique, les directions des chaînes d'informations en font de même pour partager la responsabilité avec les autres chaînes. En d'autres termes, elles s'influencent continuellement les unes sur les autres, surtout pour les événements « intotalisables<sup>20</sup> », les événements dont « on ne peut pas ne pas traiter dans les journaux<sup>21</sup> » comme dans les cas de *Gezi* ou de *Roboski*, en vue de décider de diffuser (ou non) les événements. Pour sortir du silence et pouvoir traiter l'information, il leur faut un point de référence et un premier pas d'une chaîne concurrente qui légitime leur activité et diminue leur

---

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 60.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 61.

<sup>20</sup> Patrick CHAMPAGNE, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1984.

<sup>21</sup> *Ibid.*

part de responsabilité. Elles s'influencent réciproquement, leur travail étant « constamment créé et recréé par les interactions à travers des interprétations mutuelles suscitant un ajustement des acteurs les uns par rapport aux autres<sup>22</sup> ». L'ancien dirigeant de *CNN Türk* souligne lui aussi qu'il importe désormais, pour ne pas être attaqué, de ne pas donner la priorité à la vitesse, mais plutôt d'attendre la déclaration officielle avant de diffuser une information.

**« Q : Est-ce que vous suivez la diffusion des autres chaînes d'informations en continu ?**

**R :** Bien sûr.

**Q : Est-ce que vous dites : “S'ils diffusent cette information, nous pourrions la diffuser aussi.” ?**

**R :** Oui, bien sûr. Ça arrive souvent. Mais à l'époque, c'était valable pour toutes les chaînes d'information en continu. Dans un contexte incertain, nous avons voulu comprendre la situation, nous avons cherché un point qui déterminera la décision à prendre. (...) C'est pour cela que faire de la diffusion dans une chaîne comme *CNN Türk* nécessite de ne pas être très rapide. (...) Être rapide n'est pas une bonne chose pour un dirigeant de *CNN Türk*. Parce que vous avez une marque, un nom à protéger. Je ne le dis pas seulement pour *CNN Türk*. Je le dis également pour quelques autres institutions en Turquie. Vous ne devez pas être rapide<sup>23</sup>. »

Si les chaînes d'information en continu ne traitent aucune information sur des événements critiques avant de connaître la position officielle, elles diffusent intégralement les déclarations du Premier ministre Erdoğan et occasionnellement celles des ministres du gouvernement AKP. L'ancien coordinateur d'actualités (haber koordinatörü) de *CNN Türk* raconte comment les membres du pouvoir faisaient pression pour la diffusion totale des discours de Recep Tayyip Erdoğan, même s'il faisait le même discours qu'en une occasion précédente :

« Le Premier ministre était en tournée électorale dans le Sud-ouest, dans 3-4 villes. Nabi Avcı, aujourd'hui ministre de la Culture, était conseiller [du Premier ministre] à l'époque et moi, j'étais parmi des journalistes invités [à la tournée électorale du Premier ministre]. Nous étions à Bitlis, et disons qu'à Bitlis, le Premier ministre [aujourd'hui président de la République] a fait un discours, que j'ai diffusé sur *CNN Türk*. Le deuxième discours, c'était le même. Les chaînes telles que *TGRT*, *A Haber*, ont diffusé tous les discours identiques. Moi, je ne l'ai pas diffusé et je n'ai pas diffusé non plus son troisième ni son quatrième discours. Il a fait des discours dans 4 villes. J'ai diffusé le premier discours et pour les autres, je les ai juste annoncés comme une information. Nabi Avcı m'a dit : “Monsieur Yavuz, vous ne diffusez pas les discours du Premier ministre”. J'ai dit, “Mais si bien sûr, nous avons diffusé le premier !”. Il a dit “Non, regardez, *TGRT* a diffusé 3 fois, *TRT* aussi, mais toi, *CNN Türk*, seulement une fois. Et

---

<sup>22</sup> Georg SIMMEL, *Sociologie et épistémologie*, 2e éd., Paris, Presses universitaires de France, 1991, p. 95.

<sup>23</sup> Entretien réalisé le 28 décembre 2018 à Istanbul.

après tu te dis : ‘Pourquoi le Premier ministre ne vient pas sur notre chaîne ?’. Mais bien sûr qu’il n’y viendra pas<sup>24</sup> !’ »

Selon les dirigeants des chaînes d’information en continu, il existe au sein du gouvernement une unité qui s’occupe des médias et qui, parmi diverses tâches, compte les minutes consacrées aux membres de l’AKP à la télévision. Si la chaîne décide de ne pas diffuser leurs discours dans leur intégralité, ils reçoivent des appels téléphoniques des membres du gouvernement qui ont pour objectif d’« avertir » la chaîne. Il importe ainsi de souligner que la pression sur les journalistes ne concerne pas seulement ce qu’ils ne doivent pas diffuser, mais aussi ce qu’ils devraient diffuser. La diffusion intégrale par les autres chaînes d’information en continu exerce une pression sur les dirigeants des chaînes qui ne s’y plierait pas de leur plein gré.

« Moi je considère ça comme un mécanisme de bannissement. C’est-à-dire, si on ne les diffuse pas, nous aurons des difficultés [avec le gouvernement], le mieux, c’est de les diffuser. Écoutez, la mère de Tayyip Erdoğan est décédée, il y a eu des funérailles, elles ont été diffusées en direct par toutes les chaînes d’information en continu de Turquie. Après ces diffusions, au cours d’une quelconque rencontre, il nous a dit qu’on n’avait diffusé les funérailles de Madame Tenzile que pendant une durée très brève. Ils comptent les minutes. C’est pour cela que, oui, les chaînes de télévision diffusent ces discours. Ceux qui font ces discours savent très bien que ces discours n’ont pas d’effet sur les gens. Mais pour éviter des ennuis [avec le gouvernement], on diffuse ces discours dans leur intégralité. Moi, je conseille aux novateurs dans ce métier de ne pas diffuser ces discours dans leur intégralité, mais de faire un résumé, les mardis, avec un titre “Aujourd’hui au parlement”. S’ils font seulement ça, ils créeront une différence avec les autres chaînes d’information en continu en Turquie.

**Q : Pourquoi ça ne se fait pas à CNN Türk ?**

**R :** Oubliez *CNN Türk*, même les chaînes d’informations en continu fondées après *CNN Türk* ne font pas ça. Comme je dis, compte tenu de la réaction [du gouvernement], il ne vaut mieux pas<sup>25</sup>. »

Les pressions opérées par le gouvernement ainsi que la dépendance des médias généralistes à l’égard du gouvernement impriment leur marque sur le discours et les activités des journalistes. De plus, « l’attention aux fondements des arguments développés par les journalistes nous permet de faire le lien entre la façon dont ils donnent sens à leur travail<sup>26</sup> » et leur fonctionnement réel. La réaction des journalistes face à la pression directe du gouvernement pour imposer la diffusion des discours des membres de l’AKP illustre la divergence entre leur travail réel et leur idéal professionnel.

---

<sup>24</sup> Entretien réalisé le 17 janvier 2017 à Istanbul.

<sup>25</sup> Entretien réalisé le 28 décembre 2018 à Istanbul.

<sup>26</sup> Ivan CHUPIN et Jérémie NOLLET (dir.), *Journalisme et dépendances*, Paris ; Budapest ; Torino, l’Harmattan, 2006, p. 57.

## *Le journalisme du « tout se passe bien »*

Il importe d'ajouter que la censure ne provient pas toujours de la direction ou du pouvoir politique. Elle peut également peser sur les sources des journalistes, auxquelles on conseille de garder le silence. Le sentiment de peur et d'impuissance qu'engendre la censure officielle influence également les sources des journalistes, surtout au niveau politique et économique. Les journalistes ont des difficultés à rencontrer les sources susceptibles de leur procurer de l'information, surtout dans le secteur économique. Les hommes d'affaires, inquiets pour leurs investissements et des conditions générales prévalant dans le secteur, évitent, surtout pendant les crises économiques, de parler aux médias. Ayant occupé le poste de dirigeant du service économie dans une chaîne d'information en continu pendant 19 ans, de 1999 à 2018, Emre raconte la difficulté d'obtenir des informations des hommes d'affaires, surtout depuis 2015 :

« Quand les chiffres concernant la croissance économique ou l'inflation sont annoncés, les journalistes, en général, demandent un commentaire aux hommes d'affaires. Les hommes d'affaires donnent leurs avis sur l'économie si les chiffres des cinq dernières années sont bons. Si les chiffres ne sont pas bons, personne n'en parle. Ils ont peur.

**Q : C'est-à-dire, vous voulez parler avec des hommes d'affaires, mais ils refusent ?**

**R :** Non ! Je parle avec des hommes d'affaires, mais ils refusent que je diffuse leurs propos à la télévision. Mes relations avec le monde des affaires sont très proches. Parce que j'ai travaillé à TÜSİAD (Association turque de l'industrie et du commerce — Türk Sanayicileri ve İş İnsanları Derneği)... J'ai développé un dialogue avec eux, je dîne avec eux chaque année. Un journaliste et un homme d'affaires ne peuvent pas être amis, mais ils me respectent, je fais des discours dans leurs réunions, je suis invité en tant qu'intervenant à leurs réunions, j'explique mes analyses économiques. Quand les chiffres ne sont pas bons, ils te disent "Je ne veux pas parler de ces sujets".

**Q : Comment vous répondez ?**

**R :** Qu'est-ce que tu peux dire ? Je sais pourquoi ils ne parlent pas. Celui qui parle et dit quelque chose de négatif sur l'économie, il sera lynché. L'une des plus grandes armes du gouvernement en Turquie est le trésor public, voire l'administration fiscale<sup>27</sup>. »

La censure est, en effet, pour les journalistes « une intervention illégitime et insupportable de la part de pouvoirs externes au milieu professionnel — surtout le pouvoir politique et le pouvoir économique — parce qu'elle porterait atteinte à la libre expression et à la libre circulation des faits, des idées ou des œuvres relevant de la création artistique<sup>28</sup> ». Apparaissant sous une forme moins directe, et même invisible ici, elle restreint la diffusion des informations journalistiques relatives à l'économie. Le fait de ne pas s'exprimer sur la détérioration de la situation

---

<sup>27</sup> Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> octobre 2017 à Istanbul.

<sup>28</sup> Patrick CHAMPAGNE et Dominique MARCHETTI, « Censures visibles, censures invisibles », *Dossiers de l'audiovisuel*, 106-11/12, 2002.



économique ne concerne ainsi pas que les hommes d'affaires. Accusé de « sabotage économique » par le président Erdoğan parce qu'il avait traité sur les écrans d'une chaîne d'information en continu de la détérioration de l'économie, de la baisse de valeur de la livre turque et de l'appauvrissement de la population, Emre a essayé de trouver des voies de contournement pour évoquer ces sujets. Pour aborder ces sujets sensibles sur les écrans, il faut les édulcorer de manière à ne pas « démoraliser le peuple ». Emre se réfugie donc dans le flou, en donnant l'impression qu'une mauvaise situation économique règne partout dans le monde et que le cas turc n'est pas une exception.

« Maintenant donc, il ne faut pas dire que l'économie ne va pas bien. Il faut absolument conclure l'analyse par une information positive.

**Q : Donc la Livre turque perd de la valeur, mais...**

**R :** D'autres devises perdent également de la valeur.

**Q : Faut-il ajouter ce genre de choses ?**

**R :** Oui. Par exemple, il ne faut pas dire ça : "D'autres devises perdent également de valeur, mais la nôtre est la pire". Avec le Mexique, la nôtre est bien la pire, sauf que le Mexique est la cible directe de [Donald] Trump. Il dit qu'il va construire un mur et qu'il va arrêter le commerce. Toi, tu ne dois pas dire que le Mexique est la cible directe de [Donald] Trump et qu'il est normal que leur devise perde de sa valeur. Tu ne dois pas dire : mais [Donald] Trump ne fait rien contre nous [la Turquie]. Pourquoi notre économie va-t-elle si mal ? Tu ne dois pas dire que le nombre des chômeurs s'accroît. Il faut dire "Le chômage s'accroît, mais<sup>29</sup>..." »

La situation d'Emre traduit le poids de deux contraintes complémentaires qui compromettent la qualité de l'information. D'une part, ses sources, les hommes d'affaires, s'autocensurent et cette autocensure, en limitant le traitement qu'il peut envisager, renforce une censure indirecte de la parole journalistique. D'autre part, indépendamment de l'autocensure de ses sources, la parole journalistique est censurée du fait que l'information économique ne doit pas être présentée telle qu'elle est, mais doit être aménagée et relativisée afin de ne pas communiquer une mauvaise image de l'économie turque. Ce type de contrainte, quant à lui, est non seulement exercé par les directions des chaînes ou par le pouvoir politique, mais aussi par le public, principalement proche de l'AKP, qui exerce des pressions à travers les réseaux sociaux numériques. Pour ne pas devenir la cible de harcèlement et de dénigrement sur les réseaux sociaux numériques, les journalistes filtrent leur propos et évitent de brosser un tableau trop pessimiste de la Turquie sur les écrans.

---

<sup>29</sup> Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> octobre 2017 à Istanbul.

« Quand tu critiques le gouvernement, les interventions des militaires dans le Sud-est, ou la pression de la police sur les citoyens, tu es lynché [sous prétexte que tu es un “diviseur” [du pays]. Des milliers de personnes se rassemblent devant la chaîne, tu es harcelé sur les réseaux sociaux numériques, tu es lynché par les ministres. Cela a des effets très forts. Cela a des effets très forts sur les gens. Cela change tout en effet. (...) Moi, par exemple, je dis que l'économie va mal, le Président de la République m'accuse de faire du sabotage économique ; après cette accusation, j'ai été cloué au pilori. Je ne suis pas membre d'une organisation terroriste, mais quand je dis que l'économie va mal, je suis considéré comme quelqu'un qui mène une attaque terroriste contre la Turquie. Parce qu'en disant que l'économie va mal, je démoralise le public<sup>30</sup>. »

Les trolls qui s'activent sur les réseaux sociaux numériques ont donc un effet considérable sur la production journalistique. L'activité consiste en effet à « polluer des espaces de discussion en ligne par des propos injurieux, malveillants ou tout simplement hors sujet, dans le but de rompre les échanges et de dévier ainsi les flux des informations<sup>31</sup> ». En Russie, l'activité du troll vise à « rompre avec le discours dominant ou hégémonique en y confrontant un discours de type hérétique<sup>32</sup> » et qui a pour objectif de « rompre avec les éléments de langage émis par les acteurs et instances internationaux dont la légitimité apparaît comme étant naturelle dans l'espace informationnel mondial » et donc ne comporte pas de connotation péjorative. L'activité du troll consiste en « une stratégie défensive dans la mesure où elle s'appuie sur le constat que les intérêts nationaux russes sont menacés, notamment par de “l'image tronquée de la politique intérieure russe retransmise dans les médias occidentaux”<sup>33</sup> ». Il est permis de dire que les trolls du régime russe se distinguent des trolls du régime AKP par leur fonction dans la scène internationale. Autrement dit, les tâches des trolls en Turquie se cantonnent à la promotion de l'agenda du régime dans la politique intérieure et la pollution du débat public, alors que les trolls de la Russie agissent aussi au niveau international pour servir les intérêts du régime.

En Turquie, les trolls fracturent violemment l'espace journalistique et font obstacle à l'exercice du métier. Le *trolling*, loin de rompre avec le discours dominant ou hégémonique du gouvernement, crée un effet de renforcement de ce discours et d'assujettissement de l'activité journalistique. L'activité de troll ne se borne ainsi pas à polluer les espaces de discussion, elle constitue, de plus, un danger pour l'activité journalistique, surtout de l'opposition. Les

---

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> Roman VOLKOV, « La stratégie du troll : que visent les objectifs de la lutte informationnelle russe ? », *Revue Défense Nationale*, 810-5, 2018, p. 130.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 131.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 130.

journalistes d'opposition limitent leurs propos tant sur les écrans que sur leurs comptes de réseaux sociaux numériques, afin de ne pas être attaqués et harcelés par les trolls, qui sont pour la plupart pro-AKP. Loin de toute stratégie défensive, les trolls sont résolument offensifs et exercent une véritable violence sur le journalisme et les journalistes en adoptant un discours « chauvin, raciste et misogyne<sup>34</sup> ». Selon Asli Peker, dans de nombreux pays où des régimes autoritaires ou semi-autoritaires sont au pouvoir, les trolls commencent également à être utilisés (au moins en partie) comme des « pions » progouvernementaux recrutés par le gouvernement et gérés au niveau central. Cependant, il est important de rappeler que les internautes agressifs que nous dénommons trolls (ou Aktrolls) ne sont pas nécessairement des agents du gouvernement et/ou rétribués pour cette activité<sup>35</sup>.

L'appellation de « troll » n'est, en effet, pas déterminée par la rémunération. C'est la prévalence et l'accroissement exponentiel de leur activité sur les réseaux qui définissent cette qualification, fondée sur la constatation que les médias sociaux sont devenus un front actif dans la lutte politique et interfèrent également avec l'activité journalistique. Les responsables des chaînes s'attendent à ce que les journalistes maintiennent le silence sur les réseaux sociaux numériques et les journalistes, pour leur part, restreignent leur parole en vue d'échapper au lynchage par les trolls.

« Parce que nous, nous avons été harcelés à cause de ça. Notre groupe [Doğan] a subi un véritable lynchage médiatique. Réfléchissons. Quand est-ce qu'ils ont fait ça ? Avant les élections de juin, avant les élections de novembre. Ils [les trolls] propagent les tweets diffusés par tel ou tel journaliste de notre groupe et ils créent un événement à partir de ça. Ils parlent de ces tweets sur l'espace public, dans les congrès du parti... C'est très abrasif. Ce que je veux dire, c'est que même si vous ne faites rien, ils vont chercher à vous épuiser ; mais les gens sont prudents pour ne pas leur donner d'éléments qu'ils pourraient utiliser contre eux. Ils ont raison. D'un autre côté, les trolls n'ont pas de jugeote, aucun sens de la mesure. Tu ne peux pas leur expliquer les choses. Nous sommes très fragiles face à eux. Autrement dit, c'est l'environnement idéal pour nous combattre. (...) Moi aussi, j'ai des observations à faire sur beaucoup de choses, j'ai beaucoup de problèmes, mais ce qu'il faut faire dans les périodes comme ça, c'est rester calme. C'est pour cela que la direction nous a avertis [au sujet de nos publications sur les réseaux sociaux numériques]. Parce que ces publications nous ont créé beaucoup de problèmes<sup>36</sup>. »

---

<sup>34</sup> Asli PEKER, « Troller, botlar, astroturf: Sosyal medyanın anti-sosyal yüzüyle baş etme rehberi » [Les trolls, les bots, le gazon artificiel: Un guide pour gérer le côté antisocial des réseaux sociaux numériques], *Birikim*, 322, 2016, Février/2016, consulté le 30 octobre 2020. <https://birikimdergisi.com/dergiler/birikim/1/sayi-322-subat-2016/7489/troller-botlar-astroturf-sosyal-medyanin-anti-sosyal-yuzuyle-bas-etme-rehberi/7501>.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Entretien réalisé le 21 avril 2017 à Ankara.

La censure des journalistes concernant leurs partages sur les réseaux sociaux numériques ne restreint pas seulement leur liberté d'expression. L'activité des trolls ne se limitant pas aux attaques sur les réseaux sociaux numériques, les journalistes craignent aussi d'être physiquement attaqués. L'ancien directeur du service économie de *CNN Türk* donne l'exemple de ses collègues molestés dans la rue par les partisans de l'AKP et raconte pourquoi il a arrêté d'utiliser *Twitter*.

« Par conséquent, j'ai abandonné Twitter. Pourquoi ? À cause du lynchage. Après que le Président de la République m'a désigné comme cible... L'incarcération, c'est autre chose. Moi, je n'ai pas de voiture. Il y a le chauffeur du bureau, mais en général, je prends les transports publics. Un homme montre ma photo en disant qu'il cherche quelqu'un qui pourrait me tabasser. Nous savons très bien qu'en Turquie, il y a des gens pour utiliser ces méthodes. On me qualifie de "traître". Et il y a plein de gens pour agir comme ça en Turquie. Si quelqu'un me barre le chemin, me frappe... ou me poignarde... Il restera libre. Personne ne lui fera rien. En plus, je n'écris rien sur Twitter sans preuve. J'ai dit aux dirigeants de la chaîne : "Tout ce que je peux dire sur les écrans, je pourrais également l'écrire sur Twitter si nous étions un pays où la presse est libre."<sup>37</sup>. »

Les journalistes sont ainsi enjoins par les directions des chaînes à limiter leur propos sur les écrans et également sur les réseaux sociaux numériques, non seulement de crainte de créer un conflit avec le pouvoir politique, mais aussi en vue de se garder des attaques verbales et physiques. Le travail journalistique est restreint aussi bien par le pouvoir politique que par les dérives et les menaces des trolls, qui visent, selon Aslı Peker, d'une part, à influencer l'opinion publique et à faire la propagande du pouvoir, de l'autre, à effrayer les opposants, faire taire leurs voix, perturber les réseaux de communication, épuiser les rivaux politiques, détourner l'attention des questions politiques par des attaques personnelles<sup>38</sup>. La censure se manifeste donc de manière directe, formelle et institutionnalisée, ainsi que de manière indirecte, informelle et ciblant les individus.

Il serait erroné, toutefois, de penser que la censure touche uniquement l'information télévisée et pas les émissions d'opinion. Si elle vise principalement l'information, considérée comme exprimant le point de vue de la chaîne, elle concerne également les émissions où les journalistes ou éditorialistes discutent de sujets d'actualité avec des invités qui sont, la plupart des temps, des journalistes comme eux. Journaliste expérimentée, Ebru explique que la direction de la

---

<sup>37</sup> Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> octobre 2017 à Istanbul.

<sup>38</sup> A. PEKER, « Troller, botlar, astroturf: Sosyal medyanın anti-sosyal yüzüyle baş etme rehberi » [Les trolls, les bots, le gazon artificiel: Un guide pour gérer le côté antisocial des réseaux sociaux numériques], art. cit.

chaîne de *CNN Türk* a souhaité, à plusieurs reprises, s'ingérer dans son émission pour décider des sujets à traiter ou à ne pas traiter et du choix des invités.

« Je lui ai dit : “Même Aydın Doğan [le patron du groupe Doğan] ne peut pas me dire ce que j'ai à faire”. Ça lui a ouvert les yeux. Il a dit : “Comment ça ?”. Je lui ai dit : “Écoute, d'abord, je suis journaliste. Ensuite, je ne suis pas une journaliste ordinaire, je suis une journaliste qui fait une émission, qui fait une émission en direct. Vous ne pouvez pas me dire : ‘Ne fais pas ceci, ne fais pas cela’ après m'avoir confié une émission en direct”. Ce n'est pas le mécanisme d'une émission, ce n'est pas du journalisme. J'ai dit que c'est seulement Aydın Doğan qui a le droit de choisir de ne pas travailler avec moi. Six mois plus tard, Aydın Doğan a utilisé ce droit et il a choisi de ne plus travailler avec moi<sup>39</sup>. »

Quelque temps après le démarrage de l'émission, la direction avait recruté un autre commentateur. Selon Ebru, l'objectif était de contrôler ses propos, compte tenu du fait qu'elle risquait de traiter des sujets sensibles et défavorables au pouvoir pendant la diffusion en direct.

**« Q : Ersoy a été recruté [pour l'émission].**

**R : Oui !**

**Q : Pourquoi a-t-il été recruté à votre avis ?**

**R :** Ils l'ont dit clairement, c'est pour pouvoir me bloquer. Pour avoir une voix différente. Ils m'ont même dit : “Tu es allée trop loin ! L'équilibre politique a changé, l'équilibre politique en Turquie a changé. Tu n'as pas respecté ce nouvel équilibre et tu es allée trop loin”.

**Q : Qui a dit ça ? Aydın Doğan ?**

**R :** Tout le monde m'a dit ça. Aydın Doğan [le patron], Barış Tümay et Ferhat Boratav [les dirigeants de la chaîne]. Ils disaient la même chose avec des mots différents. Et moi, je disais : “Non, je ne suis pas allée trop loin. Depuis que tout le monde a reculé, je me suis retrouvée seule à l'avant. En apparence, je suis allée trop loin. Mais, en vérité, je ne suis allée nulle part. C'est vous qui avez reculé. Vous avez fait des compromis et vous avez reculé”. Pendant ce temps-là, de grandes discussions avaient lieu dans la salle de rédaction, parce que c'était la période de Balyoz<sup>40</sup> et des procès d'Ergenekon<sup>41</sup>, d'Odatv<sup>42</sup>. Maintenant, ils disent que tout ça, c'était des complots, mais ils se sont fâchés contre moi tous les jours à cause de tout ce que je disais à ce moment-là.

**Q : Qui se fâchait contre vous ?**

**R :** Les dirigeants de la chaîne. Ferhat Boratav et puis les autres dirigeants, le patron, etc. Ensuite il me disait : “Je regarde ton émission le cœur serré en m'inquiétant de ce que tu vas dire en direct !”<sup>43</sup>. »

---

<sup>39</sup> Entretien réalisé le 8 décembre 2016 à Istanbul.

<sup>40</sup> *Balyoz* est le nom d'un prétendu plan de coup d'État militaire laïc turc datant de 2003 en réponse à l'accession au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP).

<sup>41</sup> *Ergenekon* est une prétendue organisation ultranationaliste et laïque ayant des liens possibles avec des membres de l'armée et des forces de sécurité du pays. Le groupe était accusé de terrorisme en Turquie.

<sup>42</sup> *Odatv* est un site d'information créé en 2007. Dans le cadre des procès d'*Ergenekon*, les journalistes travaillant dans *Odatv* ont été accusés d'appartenance à l'organisation *Ergenekon*.

<sup>43</sup> Entretien réalisé le 8 décembre 2016 à Istanbul.

Si le recrutement d'un autre commentateur apaise les dirigeants et permet à l'émission de continuer pendant un certain temps, Ebru est licenciée de la chaîne peu de temps après au motif qu'elle ne suivait pas une ligne conforme à celle des autorités politiques<sup>44</sup>. Cependant, l'émission continue à être diffusée avec deux commentateurs proches du pouvoir. Cet exemple est emblématique en ce qu'il montre à la fois la dépendance des journalistes face aux hiérarchies internes et la persévérance des journalistes s'efforçant de maintenir le bon fonctionnement de leurs émissions, aussi longtemps que possible, dans les chaînes d'information en continu généralistes. La présence d'invités de l'AKP dans les émissions nocturnes offre à l'entreprise et aux journalistes une certaine protection. Elle assure, en effet, la prolongation de la vie de l'émission et garantit une certaine dose de tolérance aux journalistes et invités d'opposition.

### *Faire taire les reporters*

À l'image du milieu des journalistes, les médias ne constituent pas des entités homogènes. Comme l'écrit Dominique Marchetti, « les différents types de journalistes — il y a des variations suivant le statut, la rubrique, etc. — n'ont bien évidemment pas le même poids dans les rapports de force internes au champ journalistique<sup>45</sup> ». Compte tenu de ces multiples hiérarchisations et de la division du travail au sein de la salle de rédaction, les journalistes disposent d'espaces de liberté différents, en fonction de leur statut. La pression ne s'impose pas de manière uniforme sur le travail journalistique et l'action des journalistes. Au sein d'une salle de rédaction, les reporters constituent le groupe dont le travail est le plus exposé à l'ingérence des dirigeants de l'entreprise de presse. Constituant la production journalistique la plus sensible, l'information de reportage est souvent sujette à des retouches, voire à la suppression totale. Les reporters interviewés ont rapporté le fait que les informations qu'ils préparent sont de plus en plus gommées lors des conférences de rédaction, surtout depuis 2013 :

« On m'a dit que ma performance était faible, etc. Ma performance était faible et il y avait des raisons à cela. Je prépare l'information, mais ils ne la publient pas. Quand ça se répète, naturellement, ma performance baisse. Tu ne voyages pas, par exemple, pour collecter et préparer l'information. Au bout d'un moment, en travaillant dans un journal qui ne donne pas d'importance à l'information, tu t'ennuies beaucoup et le travail devient une corvée. (...)

**Q : Comment ça, ils ne publient pas l'information ? Je n'ai pas très bien compris...**

---

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> Dominique MARCHETTI, « La division du travail journalistique et ses effets sur le traitement de l'"événement". L'exemple du "scandale du sang contaminé". », in Jérémie NOLET et Ivan CHUPIN (dir.), *Journalisme et dépendances*, l'Harmattan, p. 142.

**R :** Par exemple, les élections du 7 juin ont tout changé. Le mouvement *Gezi* et les élections du 7 juin, ce sont des points de rupture. Par la suite, par exemple, la détention de membres du HDP (Parti démocratique des peuples — Halkların Demokratik Partisi) a commencé. J'ai appelé les avocats, j'ai sorti une nouvelle sur les détentions, ils ne l'ont pas diffusée. Ça m'est arrivé plusieurs fois.

**Q :** **Qui écarte [ces nouvelles] ?**

**R :** Ça se fait en conférence de rédaction. Le rédacteur en chef ou quelqu'un d'autre... Je ne connais pas exactement le processus. Ils décrivent au secrétaire de rédaction le type de nouvelle qu'ils veulent publier. À cause de ça, il y avait chez moi un manque de motivation sérieux. Comment l'expliquer ? Il y avait encore ce genre de choses : Tu penses qu'ils consacreront un grand espace à ta nouvelle [sur la page], mais ils ne lui consacrent qu'une place dérisoire. Quand ça se répète plusieurs fois, tu te dis "Qu'est-ce que je fais ici ?". Sérieusement, moi, je me demandais ce que je faisais dans ce journal<sup>46</sup> ? »

Les reporters qui sont dans le métier depuis un certain temps et qui ont des spécialisations (en droit, scientifiques, politiques, économiques) ne veulent pas couvrir des sujets qu'ils qualifient de « généralistes », ils cherchent plutôt à mettre en avant leurs qualités journalistiques, à sortir un scoop. Cependant, quand un(e) journaliste est en désaccord avec ce qui lui est demandé — le choix d'un sujet, sa place dans le journal — ce conflit se solde dans la plupart des cas par la demande des dirigeants d'une « adhésion à la logique dominante de l'institution<sup>47</sup> ». Ainsi commence un processus de négociation, avec les directeurs de publication sur les sujets à traiter ou à publier.

L'analyse de la division du travail dans les différentes salles de rédaction permet de mieux repérer les différents degrés de censure et les différentes manières de les contourner. Si la télévision et le journalisme sur internet sont plus directement touchés par les interdictions de diffusion et les attaques quasi instantanées des trolls sur les réseaux sociaux numériques, la presse écrite, quant à elle, est plutôt touchée par les interventions des dirigeants des médias demandant de ne pas publier telle ou telle information. Les dirigeants des journaux préfèrent publier une information venant directement des agences de presse, en particulier de l'Agence Anadolu (Anadolu Ajansı — AA), agence de presse officielle du gouvernement, plutôt que de les produire eux-mêmes. Transférer la nouvelle telle qu'elle provient de cette agence étant le moyen le moins risqué, les reporters ne quittent leurs locaux que pour couvrir les déclarations officielles.

---

<sup>46</sup> Entretien réalisé le 30 juin 2017 à Istanbul.

<sup>47</sup> Alain ACCARDO, « Pour une socioanalyse des pratiques journalistiques », in *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007, p. 58.

Cependant, ceci a eu une conséquence sur la concurrence. C'est ainsi qu'on observe une ressemblance de plus en plus marquée entre les journaux. Un nombre considérable de journaux, surtout ceux proches du gouvernement, mais aussi des organes généralistes, sortent avec le même titre, le plus souvent une déclaration du président Erdoğan. Un journaliste de desk raconte comment les dirigeants de son journal lui ont demandé d'accorder à une nouvelle concernant le Premier ministre (de l'époque) Erdoğan une couverture plus grande que toute autre information :

« Nous consacrerons beaucoup d'espace aux nouvelles sur Tayyip. Quand il y a une actualité sur Tayyip, ça sera l'article principal du journal. Quand il y a des nouvelles sur le Président de la République [à l'époque Abdullah Gül] et sur Tayyip, nous les diffuserons sur des pages différentes. Si ce n'est pas possible, elles seront traitées côte à côte, sur la même page, mais les informations sur Tayyip ne devront jamais jamais être traitées de manière réduite<sup>48</sup>. »

Un autre journaliste de *Sabah* relate qu'au-delà de la publication des nouvelles provenant des agences de presse, les journalistes des quotidiens reçoivent des informations déjà rédigées, prêtes pour publication.

« Un jour, ils ont remis un texte aux journalistes. Le titre en était "Note de presse". Tu sais ce que c'était ? Une nouvelle déjà écrite. Il y avait même les intertitres. Je ne pouvais pas y croire. C'était irréel ! Cette nouvelle est parue à l'identique dans le journal *Zaman*. J'ai comparé la nouvelle publiée dans ce journal avec la "Note de presse" que nous avait procurée la Direction générale de la sécurité ; aucune différence sauf quelques révisions. Exactement la même. Le journaliste est l'homme qui reçoit cette note, et rien d'autre. On l'a publié exactement telle que la police l'avait écrite. J'ai donné cette note et le journal *Zaman* à un collègue qui travaille à *Birgün*, pour qu'ils publient ensemble la note et la nouvelle publiée. Ils ont fait une info là-dessus<sup>49</sup>. »

Ce cas illustre bien comment les journalistes trouvent les moyens de publier les informations qu'ils jugent nécessaires lorsqu'ils ne peuvent pas les publier dans le support pour lequel ils travaillent. Appeler des collègues des autres médias et leur demander de publier l'information n'est pas rare, mais les journalistes recourent également à d'autres solutions pour « sortir » une information. Si le reporter ne peut pas publier telle ou telle information, parce qu'elle n'est pas choisie lors de la conférence de rédaction, il recourt à ses collègues éditorialistes pour qu'ils la mentionnent dans leur éditorial. La division du travail journalistique permet ainsi de créer des espaces pour les journalistes qui ne peuvent pas publier une information en tant qu'information

---

<sup>48</sup> M. A. DAGISTANLI, *5 Ne 1 Kim* [5 Quoi 1 Qui ?], *op. cit.*, p. 106.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 109.



factuelle dans leur rubrique. Exemptés de certaines contraintes imposées par la direction du journal et par le pouvoir lui-même du fait que leur travail est considéré comme relevant de la catégorie des « opinions », les éditorialistes subissent moins de pressions. La liberté relative des éditorialistes est due, en partie, à leur fonction spécifique dans l’imaginaire collectif et individuel. Vus comme des intellectuels plus que comme des journalistes, leurs contributions sont considérées comme une opinion personnelle. Une reporter explique ainsi comment elle utilise l’éditorial de ses collègues du même journal pour faire publier des informations censurées, parce que jugées sensibles :

« Disons qu’il y a une nouvelle que j’ai préparée. Ils ne la publient pas dans le journal, mais disons que si X évoque ce sujet dans son éditorial, ils le publient. Être éditorialiste offre un espace où tu possèdes plus de liberté. Mais quand c’est une nouvelle, tu ne peux pas insister, ils ne la publient pas s’ils ne veulent pas. (...) Moi, quand je veux qu’elle soit publiée, je donne ma nouvelle à un éditorialiste pour qu’il en fasse état dans son éditorial<sup>50</sup>. »

Si l’information est publiée par un éditorialiste qui la traite dans son éditorial « opinion », elle n’est pas signée par le reporter qui en est le véritable auteur. Cela traduit l’habileté organisationnelle déployée dans les stratégies de contournement mises en œuvre pour faire sortir une information, par vocation professionnelle à la faire exister même si cela ne rapporte rien en termes de carrière.

Il serait erroné, cependant, de penser que les éditorialistes peuvent, pour leur part, traiter n’importe quel sujet librement dans leurs éditoriaux. Ils préparent des « éditoriaux de rechange » au cas où leurs éditoriaux ne sortiraient pas. Hasan Pular est l’un des éditorialistes, parmi d’autres, qui ont été licenciés à cause d’un de leurs articles :

« Samedi, la semaine dernière, le coordinateur de publication m’a téléphoné pour me dire qu’il y avait des difficultés avec mon éditorial. Je lui ai demandé “De quelle nature?”, mais j’ai compris que le patron ne voulait pas qu’on traite ce sujet dans son journal; il avait reçu un ordre du gouvernement sur la restriction des nouvelles concernant “İmralı Zabitleri”. Mon éditorial avait pour titre “La paix, mais la paix a aussi ses conditions”. C’était sur l’attitude d’Apo. Il dit : “C’est moi qui ai donné le pouvoir à Tayyip Erdoğan et c’est moi qui peux lui retirer ce pouvoir”; moi, j’ai écrit “C’est cet homme, votre interlocuteur”. Ce type, il va presque tenir un conseil des ministres à Qandil! J’ai dit : “Je ne vois pas de problème avec cet éditorial. Puisque vous ne le trouvez pas assez conforme, la solution est de ne pas le publier du tout. Moi, je ne peux pas modifier mon éditorial, mais vous êtes libre de ne pas le publier”. Tahir

---

<sup>50</sup> Entretien réalisé le 30 juin 2017 à Istanbul.

m'a dit : "Est-ce que vous avez un texte de rechange ? La famille [Demirören, propriétaire du groupe des médias] est très triste, peinée". Et moi, je lui ai répondu : "Si la famille est triste, moi aussi, je suis triste, on ne peut rien faire". Je leur ai donné mon texte de rechange, mais ils ne l'ont pas publié non plus<sup>51</sup>. »

Comme nous le voyons dans le cas de l'éditorialiste Hasan Pular, toutes les stratégies n'aboutissent pas à la publication. Les journalistes recourent également à des microstratégies qui ne visent pas toujours à la publication de l'information, mais plutôt à une préservation de leur éthique, au refus de pratiquer un journalisme qui ne correspondrait pas à leurs critères du métier. Il arrive aux journalistes de retirer d'eux-mêmes leur production, lorsqu'elle est modifiée, retouchée ou raccourcie par les responsables de la rédaction contre leur gré. Le retrait de l'information est souvent mobilisé dans les situations qui impliquent le changement d'un mot spécifique que le journaliste utilise intentionnellement pour décrire un groupe ou un événement. Par exemple, Mustafa Alp Dağistanlı, ancien journaliste de la chaîne d'information en continu *NTV* décrit comment il n'a pas permis la diffusion d'une information altérée concernant le cessez-le-feu du PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie.

« Nous avons préparé l'information. Nous étions en route pour le montage, Alper m'a dit "Mon frère, Yeto [Yetvart Danzikyan, directeur de l'information] a retravaillé une information ancienne, il l'a réécrite". J'ai dit "D'accord, je vais parler à Yeto ; tu t'occupes du montage". (...) Le soir, nous sommes sortis [du travail] avec Alper ; nous allions rentrer chez nous avec ma voiture. Juste avant l'entrée du pont, Alper m'a dit "Yeto a révisé notre nouvelle. Il a remplacé 'PKK' par 'organisation terroriste'. Je suis devenu fou. J'étais sur le point de rentrer du travail. Dès que je suis rentré à la maison, j'ai appelé Volkan (Geyik) : "Lis-moi cette information". Il me l'a lue, la nouvelle. Il n'y avait que des mots comme "organisation terroriste" ou "terroristes". Je lui ai dit "Volkan, retrouve notre information originale et fais-la paraître". Ensuite, j'ai voulu parler avec Özcan (Sert), journaliste du desk de nuit. Özcan m'a dit que Yeto voulait diffuser la nouvelle avec ses modifications. Je suis devenu vraiment fou. J'ai dit : "On retire l'information. Fais comme si cette nouvelle n'existait pas". Il a dit : "D'accord" et il a raccroché<sup>52</sup>. »

Contrairement à la stratégie consistant à faire passer une information factuelle par un éditorialiste qui n'en est pas l'auteur véritable, il s'agit ici de la reconnaissance de l'existence de la contrainte et d'un refus complet de diffuser un travail journalistique qui ne correspond pas

---

<sup>51</sup> Hasan PULUR, « Milliyet, 80 yaşında üç kuruluşluk arabamı aldı; kovacaklarsa kovsunlar. » [Milliyet a pris ma voiture de misère à 80 ans ; s'ils veulent me licencier, laissez-le], in Hazal ÖZVARIŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler 2012-2018* [À la recherche d'un média perdu : Entretiens 2012-2018], P24 Medya Kitaplığı, 2018, p. 197.

<sup>52</sup> M. A. DAGISTANLI, *5 Ne 1 Kim* [5 Quoi 1 Qui ?], *op. cit.*, p. 202.

aux critères de déontologie journalistique. De temps à autre, les journalistes recourent ainsi au retrait de leur information lorsqu'ils jugent que sa dernière version, réécrite par la direction, ne répond pas à leurs critères d'excellence journalistique ni à la manière appropriée d'exercer leur métier.

Une stratégie assez proche, de prise de distance avec les responsables de la rédaction, est utilisée quand les journalistes ne parviennent pas à obtenir la suppression de l'information qu'ils jugent en rupture avec leur déontologie. Ils demandent alors le retrait de leur signature afin de ne pas cautionner le contenu tel qu'il est édité sans leur consentement. C'est notamment le cas face à des modifications ou retouches qu'ils n'approuvent pas sur des sujets sensibles. Par exemple, de nouveau en lien avec l'identification de l'organisation PKK, un reporter du journal *Sabah* explique qu'il a demandé le retrait de sa signature d'un article lorsqu'il a appris que le directeur de l'information avait ajouté le terme « organisation terroriste, » alors qu'il souhaitait conserver le nom PKK dans toute sa neutralité non seulement par souci journalistique, mais aussi par volonté de sécuriser sa relation avec ses sources et son terrain de reportage.

« J'ai dit : "Si tu mets 'organisation terroriste' dans cette nouvelle, je retire ma signature". Leurs doigts sont habitués. Dès qu'ils voient le PKK, ils écrivent "organisation terroriste". Moi, je vais dans leurs camps, je parle avec leurs dirigeants, je discute avec les sympathisants du PKK... Quand la rédaction éditoriale écrit "organisation terroriste", non seulement ça limite mes démarches journalistiques, mais aussi ils mettent en péril ma sécurité, si c'est bien une organisation terroriste comme ils le disent<sup>53</sup>. »

Les reporters qui ont moins de pouvoir que les dirigeants mobilisent des stratégies qui, comme nous l'avons expliqué, n'ont pas pour objectif ultime la publication de l'information. Ils adoptent certaines stratégies pour ne pas signer les informations en rupture avec leur déontologie journalistique. Cependant, elles illustrent l'écart entre les journalistes et la direction de leurs entreprises médiatiques en termes de pratiques professionnelles et d'application des critères de déontologie journalistique. La majorité des journalistes de notre échantillon ne peut pas faire le journalisme qu'elle désire, ce qui amène à poser que c'est une très large partie des professionnels de l'information qui porte un regard de plus en plus critique sur le contexte politique produit par l'AKP, ses élus et sa base militante auquel elle se trouve confrontée.

---

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 210.

## Négocier en permanence : autocensure et routines installées

- Le journalisme du « Ne m'obligez pas à m'occuper de ces gens-là »
- Le journalisme du « Si nous traitons ceci, le gouvernement n'aimera pas »
- Une autocensure préconfigurée

Si la censure s'exerce d'une manière ou d'une autre sur les journalistes, par leurs dirigeants des médias ou par le pouvoir politique, l'autocensure n'est pas moins présente au sein des journalistes travaillant dans les médias généralistes. Définie comme une censure appliquée par soi-même sur ses propos ou ses écrits, sans attendre les instructions des dirigeants, elle est, selon les enquêtés, abondamment pratiquée et beaucoup plus répandue que la censure. Dans un contexte politique caractérisé par un système de domination autoritaire, les journalistes n'attendent pas les consignes de leur direction ou des politiques pour éliminer les informations défavorables ou adoucir celles qu'ils diffusent. L'autocensure, selon nos enquêtés, est tellement intériorisée que les journalistes ne se rendent plus compte qu'ils édulcorent les informations avant de les diffuser. Devenue mécanique, elle est intériorisée par les journalistes au cours de leur carrière, suite aux interventions répétitives de leurs dirigeants et du pouvoir politique. Les journalistes soulignent qu'il existe plus d'autocensure que de censure. Ancien éditorialiste du journal *Star*, Mehmet Altan rappelle qu'il existe des sujets tabous :

« D'abord, il y a l'autocensure. On sait que certains sujets peuvent être traités par les journalistes et d'autres, non. Comme je l'ai mentionné tout à l'heure, certains sujets ne sont jamais traités. Par exemple, quand vous trouvez dans la presse un article sur l'affaire Deniz Feneri, c'est à coup sûr un article à décharge, ça ne sera jamais une reprise objective des faits. C'est un sujet tabou, comme Uludere (Roboski avec le trucage des matchs [dans le football turc]). L'autocensure apparaît dès qu'il y a un sujet qui risque de déranger le gouvernement. Au lieu d'appliquer la déontologie journalistique, ils se plient aux souhaits supposés du gouvernement<sup>54</sup>. »

« Ce qui se passe actuellement, c'est l'autocensure généralisée. Nous pratiquons une autocensure effrayante. Il n'y a plus de presse en Turquie, désormais.

**Q : D'après vous, CNN Türk fait-il un journalisme qui dépasse la reprise des sources officielles ?**

**R :** Non<sup>55</sup>. »

---

<sup>54</sup> Mehmet ALTAN, « AKP'ye yakın gazeteler siyasi baskıyla ilan topluyor » [Les journaux proches d'AKP collectent des publicités avec la pression politique], in Hazal ÖZVARIŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler (2012-2018)* [À la recherche du média perdu: Entretiens 2012-2018], P24 Medya Kitaplığı, 2018, p. 24.

<sup>55</sup> Entretien réalisé le 1<sup>er</sup> octobre 2017 à Istanbul.

Évidemment l'autocensure ne s'est pas installée en une seule fois. Elle est la conséquence d'une censure qui s'est progressivement enracinée, de pressions régulières. Les journalistes ont graduellement développé une autocensure, au fur et à mesure que les dirigeants leur demandaient d'édulcorer les informations ou de ne pas les traiter du tout. Ils ont ainsi développé une sorte d'automatisme et n'attendent plus, désormais, les directives de leurs dirigeants sur le type d'informations qui doit être traité (ou pas) ou la façon de les traiter.

Un événement spécifique a toutefois servi d'accélérateur au processus d'autocensure qui s'est installé dans les rédactions. Le 20 octobre 2011, Recep Tayyip Erdoğan, alors Premier ministre, a organisé dans sa résidence officielle, une réunion avec les dirigeants et les patrons de presse sur les informations concernant le PKK et le mouvement kurde. Cette réunion a été considérée par certains journalistes comme une incitation à l'autocensure. Hasan Cemal, qui y a participé, a mentionné cette réunion dans un éditorial à *Milliyet*, en soulignant que ce sont les journalistes qui doivent décider des sujets à couvrir et que les acteurs politiques ne devraient pas intervenir dans la sélection des personnalités interviewées.

« [Dans une réunion] Un dirigeant d'une chaîne d'information en continu prend la parole et formule trois points :

1. Ne traitons pas les incidents terroristes en direct dans les journaux télévisés. Prenons une décision et limitons la diffusion en direct.
2. N'invitons pas celles et ceux qui ne qualifient pas le PKK d'organisation terroriste.
3. De nos jours, il y a à nouveau des entretiens journalistiques avec Murat Karayılan [un des dirigeants de PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, Partiya Karkerên Kurdistan)]. Monsieur le Premier ministre, n'allez-vous vous exprimer sur ces entretiens à Qandil ? Les entretiens avec Murat Karayılan ne devraient-ils pas être interdits ?

(...)

Le journaliste choisit à qui il parle. S'il croit utile de rencontrer un dirigeant du PKK, il le fait<sup>56</sup>. »

Les dirigeants des grands groupes médiatiques coopèrent ainsi avec le gouvernement au sujet de l'orientation de leurs décisions éditoriales. Ce qui constitue le premier échelon de l'autocensure, surtout dans les médias généralistes dont les hauts responsables ont noué des liens de proximité avec les acteurs politiques. Même si les autres journalistes, ceux qui produisent l'information, mettent en œuvre des microstratégies de contournement, les

---

<sup>56</sup> Hasan CEMAL, « Başbakan'a kırılmak ya da kırılmamak! » [Être offensé ou ne pas être offensé par le Premier ministre], *Milliyet*, publié le 16 décembre 2011, consulté le 16 février 2021. <https://www.milliyet.com.tr/yazarlar/hasan-cemal/basbakan-a-kirilmak-ya-da-kirilmamak-1476079>

dirigeants des groupes de presse apparaissent en général comme des acteurs décisifs qui pèsent lourdement sur les choix rédactionnels.

*Le journalisme du « Ne m'obligez pas de m'occuper de ces gens-là »*

Les dirigeants des médias sont ainsi les premiers contacts des autorités politiques et ils se positionnent, comme nous l'avons expliqué, comme des médiateurs entre le pouvoir politique et les journalistes. Sous la pression, ils se trouvent dans des positions où ils sont obligés d'expliquer et de justifier les informations qui paraissent dans leur média. Souvent sollicités par des appels téléphoniques de membres du gouvernement, les directeurs de publication répercutent ces pressions sur les journalistes, chargés de produire le premier matériau de l'information avant son édition. Soucieux de ne pas provoquer d'appels téléphoniques de la part de membres du gouvernement leur reprochant les informations diffusées dans leurs journaux ou sur les chaînes d'informations en continu, les responsables anticipent le contrôle éditorial qu'il convient d'exercer et donnent donc des directives aux journalistes qui préparent les programmes d'information. Si la réunion du Premier ministre avec les dirigeants des médias en 2011 marque la date de l'enracinement profond de l'autocensure dans les salles des rédactions, selon un ancien journaliste de desk de la chaîne d'information en continu *NTV*, l'autocensure avait commencé à s'y installer petit à petit à partir de la non-diffusion de l'accident de train de Pamukova en 2004<sup>57</sup>. Il souligne qu'ils ont dû supprimer leurs informations sur l'accident et modifier leur diffusion après avoir reçu un appel téléphonique du bureau du Premier ministre.

« Par exemple, quand 20 personnes sont mortes au cours de la première tentative de lancement du train à grande vitesse, nous avons envisagé de supprimer notre programme habituel [dans la chaîne] et de ne traiter que cet accident. J'ai reçu un appel téléphonique du cabinet du Premier ministre, et pas seulement d'un ministère, pour que nous continuions notre programme habituel. Nous avons beaucoup ferraillé entre nous. Nous nous sommes disputés avec le rédacteur en chef, finalement le patron est arrivé. Il a essayé de nous calmer... mais après tout, vous ne pouvez être en colère contre personne en particulier. Parce que... prenons par exemple, le propriétaire de *NTV*, Ferit Şahenk. Il est aussi à la tête de Doğuş Holdings, gigantesque conglomérat. Si vous êtes dans les médias, vous ne devriez pas être impliqué dans d'autres activités. Quand c'est le cas, le pouvoir prend le dessus sur vos intérêts<sup>58</sup>.

---

<sup>57</sup> Le déraillement du train de Pamukova est un accident ferroviaire mortel qui s'est produit en 2004 dans le district de Pamukova, dans la province de Sakarya, au nord-ouest de la Turquie, lorsqu'un train à grande vitesse a déraillé, faisant 41 morts et 80 blessés.

<sup>58</sup> Entretien réalisé le 20 août 2018 à Çanakkale.

Les dirigeants, lassés de donner des explications et des justifications sur leurs choix de diffusion aux membres du gouvernement, optent ainsi pour une politique éditoriale moins critique, favorable aux logiques du pouvoir politique. Si l'accident de train est un exemple clair de censure, il est aussi emblématique des processus qui stimulent l'inclination des dirigeants de médias à sécuriser leur relation avec le pouvoir par l'autocensure plutôt qu'au moyen de négociations permanentes, aussi risquées qu'incertaines.

Cela dit, ils sont constamment en interaction avec les dirigeants aussi bien qu'avec les journalistes sur les façons de traiter l'information. À chaque instant, leur travail et donc la production journalistique évoluent en fonction des circonstances et ils se positionnent les uns par rapport aux autres en tenant compte de ces nouvelles conditions. Le comportement et la présence des autres s'imposent sur le journalisme. Le spectre et la temporalité des informations varient ainsi à chaque instant selon l'interprétation du comportement des collègues. Un ancien directeur de l'information de *NTV* explique comment ils diffusaient une nouvelle sans s'attirer les foudres de leur hiérarchie :

« Nous essayons de diffuser la nouvelle jusqu'au deuxième appel téléphonique... C'est-à-dire, disons que nous l'avons diffusé à 10 h, nous recevons un appel qui nous dit qu'on ne doit pas la diffuser à 11 h, nous ne la diffusons pas à 11 h, mais nous la diffusons à 11 h 30 et 12 h. Jusqu'au deuxième appel... Vous essayez de trouver des petites stratégies comme ça pour diffuser la nouvelle<sup>59</sup>. »

Cet extrait de l'entretien est d'autant plus intéressant qu'il révèle le caractère singulier du travail journalistique, qui est susceptible d'être affecté par des circonstances apparemment anodines. Par exemple, des journalistes guettent les moments d'absence des responsables de la rédaction dans la journée et en profitent pour diffuser une information dont ils savent qu'elle ne serait pas validée. Ou encore, ils retirent l'information pendant les horaires de plus grande écoute pour éviter les appels téléphoniques aussi bien de la part des membres du gouvernement que, parfois, de leur propre hiérarchie. Il arrive même que les journalistes utilisent des termes différents dans un même texte. Un ancien journaliste de desk de *NTV* explique qu'il faisait un choix différent de termes pour les titres — conformes aux contraintes de contrôle politique de l'information — et dans le texte du reportage — conforme à leur conception de la qualité de l'information — qui est moins systématiquement surveillé. Ce faisant, ils évitent les appels téléphoniques pour

---

<sup>59</sup> Entretien réalisé le 20 août 2018 à Çanakkale.

un certain temps et éprouvent un sentiment de satisfaction pour le travail journalistique réalisé, même si cela reste marginal comparé à leurs idéaux professionnels.

« Il est probable qu'ils appellent le patron. S'ils ne l'appellent pas, ils appellent Cem Aydın [rédacteur en chef]. Eux nous appellent en retour pour qu'on ne diffuse rien qui puisse inciter les politiques à appeler les dirigeants de la chaîne. Nous disions par exemple deux fois "... a été neutralisé" et trois fois "... sont morts". C'étaient de petites stratégies de ce genre. C'était, en fait, de la masturbation, rien de plus<sup>60</sup>. »

Un autre exemple, tiré de l'ouvrage du journaliste Mustafa Alp Dağistanlı, implique directement le Premier ministre (de l'époque) Erdoğan :

« Une fois, Mehmet Emin Karamehmet [propriétaire d'*Akşam*, *Show TV* et *Digitürk* à l'époque] nous a raconté son expérience. Erdoğan l'a appelé à cause d'un article à *Akşam*. Karamehmet raconte : "Imagine, à 1 h ou 2 h du matin, un appel du Premier ministre !". Le Premier ministre se plaint d'un article à *Akşam*. Karamehmet lui répond qu'il ne l'a pas lu. Là-dessus, il se met en colère et lui dit : "Mais comment ça, tu ne lis pas ton propre journal !?". Après cette anecdote, Karamehmet a dit aux journalistes : "Je vous en prie, faites en sorte que le Premier ministre ne m'appelle plus jamais<sup>61</sup>." »

Nous observons ainsi une sorte d'alignement qui commence par l'intervention d'un membre du gouvernement auprès d'un propriétaire de médias et qui continue avec l'ingérence du propriétaire dans le travail journalistique. Ce processus se rapproche graduellement de l'autocensure, surtout lorsque l'information proposée par les journalistes est rejetée continuellement lors des conférences de rédaction. Les journalistes en viennent à savoir par cœur les modalités et les règles relatives aux informations à traiter et ne proposent plus d'informations hasardeuses pendant les réunions rédactionnelles. L'autocensure commence ainsi avant même la préparation de l'information. Les journalistes n'ont plus besoin de directives spécifiques. Si certains journalistes, et plus encore les reporters, poussent jusqu'au seuil de tolérance des dirigeants en vue de traiter et diffuser une information, ils sont conscients, la plupart du temps, de leurs limites :

« Les reporters proposent des sujets à traiter pendant la réunion éditoriale du matin. Certains sont appréciés et d'autres non. Dans la première phase, des sujets étaient proposés, lors de la deuxième réunion, ils étaient éliminés. Parce qu'ils ne passeraient pas un certain filtre ; ça touchait forcément un point sensible quelque part, ça touchait le gouvernement actuel. Après un certain temps, une routine très étrange s'est installée. Les reporters faisaient de l'autocontrôle. Ils appliquaient leurs propres filtres. Par exemple le troisième pont... Les arbres ont été coupés, regardons là-bas, pour voir ce

---

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> M. A. DAĞISTANLI, *5 Ne 1 Kim* [5 Quoi 1 Qui ?], *op. cit.*, p. 166.



qui se passe. Est-ce possible ? Non ! Le journaliste ne les proposait même pas, pour ne pas se ridiculiser<sup>62</sup>. »

Concernant les sujets sensibles, la pratique est donc devenue fréquente que des dirigeants de médias ou le rédacteur en chef « reçoivent directement des appels de menaces en provenance des acteurs politiques<sup>63</sup> ». Cependant, contrairement à ce que disent Ivan Chupin et Jérémie Nollet pour la France où les journalistes intériorisent d'abord les contraintes et montrent ensuite une résistance pour contourner les pressions, les journalistes des médias turcs font l'inverse. Autrement dit, ils réagissent d'abord aux interdictions et contraintes. Ils inventent des méthodes périphériques, des citations, des allusions « pour faire passer un message sans encourir de sanctions<sup>64</sup> ». L'intériorisation de ces interdictions, quant à elle, vient en deuxième lieu, une fois que les journalistes abandonnent la résistance. Cependant, il faut se rappeler que le travail et la production journalistiques ne sont pas mécaniques. Si l'intériorisation de l'autocensure s'intensifie à mesure que le degré de la censure et de l'autocensure s'amplifie dans les salles de rédaction, cela ne prouve pas pour autant que les journalistes abandonnent brusquement toute résistance. Il faut au contraire de souligner que si, en termes généraux, les libertés journalistiques déclinent dans le temps, à mesure que le pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan se consolide, la production journalistique reste toujours le produit des interactions en cours entre les journalistes et dirigeants des médias.

Un ancien reporter relate comment ses collègues intériorisent la censure au fur et à mesure que leurs suggestions de traitement de l'actualité sont rejetées :

« Le reporter suit un événement, il l'étoffe, il diffuse la nouvelle. Elle est éliminée par son supérieur. Quand ça se répète plusieurs fois, le reporter n'ajoute plus d'éléments complémentaires. Par exemple, un ministre va quelque part, ce qui peut susciter des protestations ; c'est très normal dans les pays démocratiques. On publie la nouvelle sans mentionner la manifestation : personne n'a protesté, le ministre y est allé, il a fait son discours et il est parti. Si le reporter pense qu'il doit mentionner plus que cela, il l'ajoute dans son article. Mais la plupart disent que même s'ils ajoutent cet élément, ce ne sera jamais publié, c'est vain de l'ajouter. C'est pour cela que la censure est très établie aux yeux des journalistes expérimentés. Mais pour le personnel recruté pendant la période AKP, c'est déjà automatique. Ils ne pensent même pas à mentionner la manifestation dans leur article. Ils se disent : "Ils se prennent pour qui pour protester contre un ministre ?" et ils ne préparent pas la nouvelle du tout<sup>65</sup>. »

---

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 109.

<sup>63</sup> I. CHUPIN et J. NOLLET (dir.), *Journalisme et dépendances*, *op. cit.*, p. 51.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> M. A. DAĞISTANLI, *5 Ne 1 Kim* [5 Quoi 1 Qui ?], *op. cit.*, p. 157.

Cependant, il faut toujours se rappeler que les journalistes adaptent principalement leur comportement à celui de leurs collègues et à la situation du moment. Cela dit, il arrive qu'un journaliste diffuse une information sur un sujet sensible un jour et n'envisage même plus de la diffuser le lendemain. Suivant les travaux des interactionnistes, on peut théoriser que « les règles ne préexistent pas à l'action, elles sont mises en œuvre par les acteurs à travers leur définition de la situation. Le contexte n'est pas l'élément contraignant et extérieur qui détermine l'action, il est interprète<sup>66</sup> ». Ainsi, le travail journalistique « n'est pas la répétition d'un modèle, mais une permanente construction sociale. Les règles, les normes, les structures sont des processus toujours renaissants. Ce n'est pas le modèle qui importe, mais son actualisation dans un contexte particulier<sup>67</sup> ». Ces structures, elles existent certes, mais les journalistes s'ajustent constamment les uns aux autres, en fonction de leurs comportements respectifs à l'égard du contexte.

Les journalistes s'ajustent également au public. Les journalistes de desk de journée des chaînes d'informations en continu sont plus prudents que ceux de la soirée parce qu'ils pensent que les émissions de la journée sont davantage regardées par les hauts cadres de l'AKP, qui développent cette activité informelle de surveillance comme une sorte de travail politique. Les journalistes se limitent ainsi davantage pendant la journée que la soirée.

« L'autocensure est plus répandue dans les émissions de la journée. Moi, je travaille avec deux journalistes de desk. Les journalistes de desk de journée sont très lâches. Je ne peux pas diffuser les nouvelles que je veux diffuser pendant la journée. Pourquoi ? Parce qu'ils pensent que seuls les conseillers regardent la télévision pendant la nuit et pas les ministres<sup>68</sup>. »

Aussi contradictoire que cela puisse paraître, il arrive aussi que des sujets soient considérés comme non diffusables par les reporters et qu'ils ne les proposent donc pas lors de la conférence de rédaction, mais qu'ils soient finalement « repêchés » par les directeurs de l'information. Cependant, les journalistes rapportent que dans la plupart des cas, si le sujet est approuvé par les responsables de la rédaction, la production finale peut quand même ne pas être diffusée, si elle est rejetée par le patron ou le propriétaire au dernier moment. Un reporter relate comment son information sur les réfugiés syriens a ainsi été bloquée :

---

<sup>66</sup> David LE BRETON, *L'interactionnisme symbolique*, 4e édition corrigée., Paris, Presses universitaires de France, 2016, p. 58.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 59.

<sup>68</sup> Entretien réalisé le 5 juin 2018 à Istanbul.

« Les réfugiés syriens arrivaient en masse en Turquie. C'était en 2012. On m'a envoyé à Hatay pour que je fasse un sujet sur ce que la population d'Hatay pensait sur les Syriens et sur les camps des réfugiés. Moi, je leur ai demandé s'ils étaient sûrs, parce que je savais qu'ils ne diffuseraient pas. Ils ont dit qu'ils étaient sûrs et j'y suis allé. Bien sûr, je sais désormais quel type de nouvelle ils attendent. C'est horrible ; on accepte directement la censure. J'ai rencontré tous les segments de la population de Hatay. Des membres de l'AKP, du MHP, du CHP, des gauchistes, des policiers, des militaires... Je ne suis jamais allé dans les quartiers alévis, parce que je savais qu'ils m'injurieraient. Les mukhtars (maires) de quartier sunnite, les agents immobiliers... J'ai rencontré vraiment beaucoup de monde. Par exemple, les policiers ont dit que les réfugiés les utilisaient. À ce moment-là, plusieurs policiers ont été battus par des réfugiés. Par exemple, un réfugié voulait du café, un service de mirra [une sorte de café], et du narguilé dans le camp. Quand la police a dit que cela ne dépendait pas d'elle, il y a eu des conflits, armés parfois. Moi, j'ai préparé ma nouvelle et titré "Hatay s'inquiète, mais la ville reste solidaire". Pour ne pas écrire de mensonges. Parce qu'il y avait des gens d'Al-Qaïda dans les parcs du centre-ville. Les gens disaient qu'ils étaient inquiets pour leurs filles. Mais le reportage n'a pas été diffusé. Ils ne l'ont pas diffusé, même présenté comme ça. Inquiétude ? Jamais ! On ne peut pas employer le mot "inquiétude"<sup>69</sup>. »

L'autocensure, comme nous l'observons dans l'extrait ci-dessus, va de pair avec le journalisme du « tout se passe bien ». Conscients du fait qu'il ne leur est pas permis de traiter un sujet susceptible d'être considéré comme négatif pour l'image du gouvernement ou pour les intérêts officiels de la Turquie, les journalistes préfèrent garder le silence. C'est une autre conséquence de cette forme de censure sur le travail journalistique : le traitement d'un sujet sous un angle favorable au pouvoir.

*Le journalisme du « Si nous traitons ceci, le gouvernement n'aimera pas »*

Les journalistes qui ont tendance à faire un journalisme de suivi des déclarations officielles, comme nous l'avons traité ci-dessus, vont encore plus loin et commencent à ne traiter que les déclarations sans traiter leur contenu. En d'autres termes, quand un événement se produit, comme une manifestation, un incendie, un accident minier ou ferroviaire, les journalistes ne le traitent pas, même dans une « brève ». En revanche, ils diffusent les déclarations officielles des hommes politiques sur l'événement. Un reporter relate que même le suivi des déclarations officielles est censuré si celles-ci contiennent des informations ou commentaires négatifs sur la politique du pouvoir :

« Ce que nous craignons le plus, c'est la censure. La censure se retrouve même dans les postes les plus bas. Même les reporters locaux se disent : "Si nous écrivons cela, le

---

<sup>69</sup> M. A. DAGISTANLI, *5 Ne 1 Kim* [5 Quoi 1 Qui ?], *op. cit.*, p. 179.

gouvernement n'aimera pas" et ils éliminent les aspects négatifs de la nouvelle. Par exemple, ils ne rapportent que les déclarations du ministre. Même là, s'il y a des malentendus dans la déclaration du ministre, ils les suppriment, ils les censurent et ils envoient leur sujet<sup>70</sup>. »

Bien entendu, le fait que ces événements ne sont pas traités par les médias généralistes ne veut pas dire qu'ils restent inconnus du grand public. C'est à travers les réseaux sociaux numériques que les événements dignes de l'intérêt public sont rendus disponibles à l'échelle nationale et internationale. Ce phénomène conduit au fait que l'ignorance de ces événements par les médias généralistes crée en elle-même un scandale. Le fait que les médias généralistes ferment les yeux sur l'événement fait se retourner l'attention du public sur ces médias. Autrement dit, le dévoilement des événements dans des médias autres que les médias généralistes attire l'attention du public sur leur connivence avec le pouvoir.

Bien qu'elle ne concerne pas la période de notre thèse, la démission de Berat Albayrak, ancien ministre du Trésor et des Finances, est un exemple frappant qui confirme notre démonstration. Gendre du Président de la République, Berat Albayrak a occupé ce poste pendant un peu plus de deux ans, de 2018 à 2020. Le 8 novembre 2020, un dimanche soir, il a publié son communiqué de démission sur Instagram. Le fait qu'il ait publié un tel communiqué sur un réseau social, surtout un dimanche soir, et non pas au moyen d'un communiqué officiel, a suscité le doute, un public considérable pensant que son compte avait été piraté. Cette atmosphère d'incertitude s'est accompagnée d'un silence total des médias généralistes, des chaînes d'informations en continu ainsi que des sites internet des journaux généralistes. Vingt-sept heures se sont écoulées avant qu'un communiqué officiel ne confirme l'information. Le lendemain, lundi, à 22 heures, la direction de la communication de la Présidence a finalement annoncé que la demande du ministre de quitter ses fonctions avait été acceptée. Les chaînes d'information en continu ainsi que les sites internet des journaux n'ont relayé l'information qu'après l'annonce officielle de Fahrettin Altun, qui est à la tête de la direction de la communication [de la Présidence de la République] (İletişim Başkanlığı). Ils n'ont ainsi d'autre point de vue que celui de la « façade officielle<sup>71</sup> » et ont été critiqués, par leurs collègues, pour n'être que les « simples porteplumes du personnel politique<sup>72</sup> ».

---

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>71</sup> Nicolas KACIAF, « Communication politique et distanciation journalistique. Les transformations contemporaines des pages Politique de la presse écrite française », *Savoir/Agir*, 28-2, 2014, p. 15.

<sup>72</sup> *Ibid.*

Le silence total des médias généralistes jusqu'à l'annonce officielle a créé un autre sujet de discussion sur les réseaux sociaux numériques. Celui-ci a même pris plus d'importance que la démission du ministre. Selon *BBC Türkçe*, les médias généralistes ont préféré attendre une déclaration officielle, alors même qu'ils auraient pu confirmer, à partir de leurs propres sources, l'authenticité de la déclaration<sup>73</sup>. Ce n'est évidemment pas la première fois que les médias généralistes étaient critiqués. Toutefois, le silence des médias généralistes sur la démission de Berat Albayrak a montré encore une fois qu'ils n'avaient pas une approche journalistique axée sur l'intérêt de leurs lecteurs<sup>74</sup> ou téléspectateurs mais qu'ils adoptaient un style journalistique propre à se préserver d'une sanction éventuelle de la part du gouvernement.

### *Une autocensure préconfigurée*

Qualifiée comme une conséquence de la « propriété ultra-croisée des médias<sup>75</sup> », l'autocensure sur les autres investissements des propriétaires de médias apparaît comme une des contraintes les plus difficiles à contourner. Selon Gülseren Adaklı, sous le régime AKP, les médias ont fusionné complètement avec le secteur manufacturier et des services, ce qui a provoqué leur dépendance complète à l'égard du gouvernement. Les médias ont été plus instrumentalisés que jamais, non seulement en diffusant une information qui reprend la communication gouvernementale, mais aussi en soutenant les politiques de l'AKP<sup>76</sup>. Cependant, nos interviewés soulignent que c'est encore plus marqué pour les informations concernant le secteur de l'énergie, et mettent l'accent sur les investissements de ces groupes dans ce secteur. Quelle que soit la nature du secteur, ces conglomérats industriels du secteur médiatique ont développé des liens directs avec le pouvoir. Comment, alors, ces fusions ont-elles transformé le journalisme produit dans les salles des rédactions ?

Metin Münir, ancien éditorialiste du journal *Milliyet*, souligne qu'il n'y aura pas de journaux de « qualité » tant qu'il existera une conjonction d'intérêts économiques entre les entreprises médiatiques et le gouvernement :

---

<sup>73</sup> « Berat Albayrak'ın istifası sonrası haber merkezlerinde neler yaşandı ? » [Que s'est-il passé dans les salles de rédaction après la démission de Berat Albayrak?], *BBC Türkçe*, publié le 9 novembre 2020, consulté le 27 décembre 2020. <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-54873430>

<sup>74</sup> Damien DE BLIC, « La contribution des scandales financiers à l'autonomisation de l'univers journalistique : de Panama à la loi de 1935 », in Ivan Chupin et Jérémie NOLLET (dir.), *Journalisme et dépendances*, Paris, and L'Harmattan., 2006, p. 126.

<sup>75</sup> Gülseren ADAKLI, « Capital and capitalists in Turkey. Media capital and ultra-cross media ownership », *Perspectives*, 8, 2014, p. 19.

<sup>76</sup> *Ibid.*

« Les journaux comme *Taraf* et *Cumhuriyet*, qui n'ont pas de liens avec le gouvernement, sont beaucoup plus libres. Pas de liberté dans les journaux de masse. Aydın Doğan n'a plus d'affaires avec le gouvernement, mais après avoir subi la pénalité fiscale la plus élevée de l'histoire de la presse, il est fragilisé. Nous n'avons pas de journaux de qualité comme *New York Times*, *Le Monde*, *Die Welt* ou *Financial Times*. Nous ne pouvons pas en avoir. Mais je n'accuse pas les journalistes. Ils sont comme des poissons contraints de nager dans une mer sans eau<sup>77</sup>. »

Selon une ancienne journaliste de *CNN Türk*, le partenariat entre *CNN International* et *CNN Türk* créait une sorte de mécanisme de contrôle qui forçait *CNN Türk* à appliquer les règles de la déontologie journalistique. Cependant, selon elle, *Hürriyet*, exempté de cette pression internationale, fait la promotion des investissements des grandes entreprises dans ses pages :

**« Q : Doğan Medya appartient au groupe Doğan qui est également actif dans le secteur de l'énergie. »**

**R :** Oui, mais aujourd'hui ce secteur est très restreint. Auparavant, c'était beaucoup plus. Aujourd'hui nous n'avons plus beaucoup d'investissement dans l'énergie.

**Q : Les autres investissements ont-ils une influence sur le journalisme ou sur l'objectivité de CNN Türk ?**

**R :** Nous ne sommes pas directement affectés. C'est un peu grâce à *CNN International*... En revanche, tu peux constater cette influence à *Hürriyet*. Tu vois beaucoup de nouvelles sur l'énergie, le commerce, les secteurs où le groupe investit. Sur ces sujets, nous sommes un peu contraints par les règles de *CNN*. Nous sommes obligés de tracer une ligne nette entre notre activité journalistique et les investissements de la holding<sup>78</sup>. »

Selon une autre journaliste expérimentée, le groupe pour lequel on observe le plus les effets de ces investissements extrajournalistiques sur le journalisme est le groupe *Ciner*, qui possède le journal et la chaîne d'information en continu *Habertürk*. Elle soutient l'idée qu'outre qu'ils assurent la promotion des investissements, les médias affiliés aux grands groupes ignorent les informations sur les effets néfastes de ces secteurs sur l'individu, sur la société ou encore sur l'environnement. Elle donne l'exemple des informations sur le traitement des accidents du travail, ignorés par le groupe médiatique *Ciner* :

« Je peux parler de *Habertürk*, vous pouvez lire, deux fois par semaine dans *Habertürk*, une information sur les investissements de Berat Albayrak [ancien ministre de l'Énergie, ensuite du Trésor et des Finances, gendre d'Erdoğan], dans le charbon. Sur le charbon national. En effet, le charbon national est de relativement faible qualité. Mais, ils présentent la chose de telle sorte que si on n'utilise pas le charbon national, ce sera

---

<sup>77</sup> Metin MÜNİR, « Demirören, Milliyet'i başbakanın oluru ile aldı » [Demirören a acheté Milliyet avec l'approbation du premier ministre], in Hazal ÖZVARİŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler 2012-2018* [À la recherche du média perdu: Entretiens 2012-2018], Istanbul, P24 Medya Kitaplığı, 2018, p. 147.

<sup>78</sup> Entretien réalisé le 15 octobre 2016 à Istanbul.

la catastrophe. Parce qu'ils veulent réduire la dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur. Ce peut être la politique du gouvernement, c'est autre chose. Mais c'est comme si le ministre de l'Énergie était le patron de *Habertürk*... L'autre jour, que s'est-il passé dans une mine de cuivre à Siirt ? Une catastrophe, 6 ouvriers sont encore sous les débris. Mais les médias le cachent.

**Q : C'est diffusé désormais en sous-titres dans le bandeau des chaînes d'information en continu. Ils écrivent "Un autre ouvrier est décédé". Ce n'est pas considéré comme très important...**

**R :** Non non non non. C'est un sujet très sensible pour tous les groupes [de médias]. Ils sont particulièrement attentifs au sujet de l'énergie parce que d'une part, ils ont des appels d'offres et de l'autre, nous avons compris à travers les documents de Wikileaks, de Redhack et aussi à travers l'ouvrage de Tolga Tanış que l'associé secret de la société qui transporte le pétrole kurde est Berat Albayrak. C'est une allégation ! Cette allégation n'a pas été rejetée, elle ne peut être niée ! C'est pour cela que l'énergie est le sujet principal de préoccupation ? du palais, de la famille [Erdoğan] et des membres du palais. C'est pourquoi les chaînes d'information en continu sont très vigilantes<sup>79</sup> ! »

Les journalistes interviewés sont d'accord sur le fait que ceci n'est pas un phénomène nouveau ni limité à l'époque AKP. Comme nous l'avons expliqué dans le premier chapitre, les propriétaires de médias ont commencé à investir dans d'autres secteurs dès la fin des années 1980. En d'autres termes, auparavant aussi les grands groupes médiatiques avaient des liens croisés avec le pouvoir via les opportunités économiques que le gouvernement offre aux principales entreprises. Cependant, la différence réside dans la manière dont ces investissements sont désormais réalisés. Dans les années 1990, les hommes d'affaires investissaient dans les médias pour pouvoir s'enrichir et accroître leur pouvoir symbolique. Désormais, les hommes d'affaires achètent des médias contraints et forcés par le gouvernement, voire sous la pression directe du Président Erdoğan. Le pouvoir financier se consolide ainsi dans quelques groupes de médias qui attirent les annonceurs importants tels que *Turkish Airlines*, principale compagnie aérienne turque et un des plus importants annonceurs dans le secteur médiatique. À cet égard, un ancien journaliste de *Hürriyet* révèle comment il a été licencié du journal parce que ses articles créaient des conflits avec le gouvernement et empêchaient *Turkish Airlines* d'acheter de la publicité dans le journal :

« Quand Aydın Doğan m'a appelé en 2015, il m'a dit : "Cher Bora, je suis obligé de te licencier". Et moi, je lui ai dit, "Si j'étais à votre place, je l'aurais déjà fait". Le type, il perdait des appels d'offres à cause de moi. Il était constamment sanctionné à cause de moi. Par exemple, THY a arrêté toute publicité à cause de moi. Je n'étais pas un journaliste si précieux pour Aydın Doğan.

**Q : Vous travaillez sur le site internet...**

---

<sup>79</sup> Entretien réalisé le 8 décembre 2016 à Istanbul.

**R :** Je dirigeais le site internet [d'information]. Tayyip était furieux à cause de moi, il disait à THY de ne pas faire de publicité dans les médias d'Aydın Doğan, il réduisait les budgets publicitaires des institutions publiques. C'est le budget publicitaire qui fait vivre un journal. Tu peux oublier les appels d'offres dans d'autres secteurs, ils ne laissent de toute façon pas le groupe *Doğan* participer aux appels d'offres. Par conséquent, une pression s'exerçait directement sur les patrons, et se répercutait toujours sur les journalistes<sup>80</sup>. »

Au niveau des pratiques journalistiques, cette autocensure se différencie des autres entraves par ses implications financières et sa nature non négociable. Les journalistes ont très peu de marge de négociation sur le traitement des informations qui sont susceptibles de contrecarrer les relations avec les annonceurs et de fragiliser l'équilibre financier de leur entreprise. Ainsi, il est clair pour nos interviewés que certains organes de presse ne peuvent pas traiter certaines informations, « évoquer certains sujets ou donner la parole à certains personnages<sup>81</sup>. » Les journalistes valorisent ainsi ce que Cyril Lemieux appelle « la règle d'anticipation des ruptures de coopération<sup>82</sup> ». Ils savent, en effet, discerner comment la diffusion d'une information critique sur un investissement du groupe pourrait provoquer des sanctions financières contre le groupe en question. Les journalistes, afin de protéger leur organe de presses doivent ainsi jouer un double rôle : ils doivent respecter les intérêts de leur entreprise, de manière à ne pas ternir son image en général, ni ses positions financières dans les autres secteurs. Un autre aspect, tout aussi important que le premier, est que les journalistes doivent travailler de telle sorte que leur entreprise ne perde pas d'annonceurs, car ce facteur financier détermine la pérennité du média. Encore faut-il ajouter que les relations avec les annonceurs « ne se déploient évidemment pas que dans la grammaire du réalisme. Le respect des règles de ce que nous appelons la grammaire naturelle (personnalité, intimité, restitution notamment) est une composante centrale dans la production et l'entretien de liens affectifs et de relations de fidélité entre les partenaires<sup>83</sup> ». Les entreprises médiatiques doivent maintenir de bonnes relations avec les annonceurs, autrement dit les hommes d'affaires. Ils s'engagent ainsi à respecter les règles de la grammaire naturelle et créent des liens personnels avec les dirigeants des sociétés qui achètent des espaces publicitaires. Cette obligation rend le travail des journalistes encore plus précaire, dans la mesure où le jeu se déplace vers un espace moins objectivé.

---

<sup>80</sup> Entretien réalisé le 14 août 2018 à Istanbul.

<sup>81</sup> Cyril LEMIEUX, « De certaines différences internationales en matière de pratiques journalistiques : comment les décrire, comment les expliquer ? », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *La presse écrite : objets délaissés*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 38.

<sup>82</sup> *Ibid.*

<sup>83</sup> *Ibid.*



## Surpolitisation de l'espace public, dépolitisation des journalistes

- La politisation des suppléments illustrés
- La politisation de la presse *people*
- L'apparition de la politique dans d'autres rubriques

La crise que traverse la production journalistique en Turquie entraîne d'autres interrogations que la censure ou l'autocensure sur les conséquences du très fort contrôle des médias et des pressions massives. L'autocensure prend de nouvelles formes, au sens où les journalistes s'abstiennent de traiter les sujets politiques et optent plutôt pour ce que Jérémie Nollet et Manuel Schotte appellent un « cadrage dépolitisant<sup>84</sup> ». En France, la dépolitisation des médias est selon eux liée au « mouvement de concentration économique, spécialisation et concurrence croissante des titres et des chaînes [et au] renforcement de son pôle commercial<sup>85</sup> ». En Turquie, au contraire, les fortes contraintes conduisent à une disparition de la concurrence entre les journaux et les chaînes, comme nous allons l'analyser dans ce chapitre. En outre, ces contraintes conduisent les journalistes à traiter de sujets non politiques, relevant des rubriques *lifestyle*, culture ou relations (amoureuses et sociales). Notre objectif ici est de montrer que la surpolitisation de l'espace public ainsi que la pression sur les journalistes « n'impliquent pas nécessairement une politisation des contenus<sup>86</sup> ». Au contraire, elle crée une atmosphère où les journalistes se tournent vers une production de contenus dépolitisés, pour laquelle ils seront moins contrôlés par le gouvernement. Précisons chacune de ces modalités. Selon la définition de Pierre Lascoumes, la surpolitisation est « une amplification des oppositions partisans sur des scènes symboliques majeures qui dépassent le sujet en cause<sup>87</sup> ». Pour notre propos, nous entendons précisément la polarisation politique des médias face à la contrainte politique qu'exerce le pouvoir AKP, l'augmentation du nombre des informations politiques dans les médias et la politisation de contenus journalistiques, qui seraient, par nature, considérés comme « hors politiques » comme les médias sportifs ou les tabloïds. Il faut préciser que nous n'avons pas réalisé d'analyse du contenu journalistique pour mesurer et comparer le nombre des informations politiques. Nous assumons ainsi que nous ne tentons pas de prouver cette surpolitisation par les chiffres. Cependant, ce phénomène est mesurable et l'étude quantitative

---

<sup>84</sup> Jérémie NOLLET et Manuel SCHOTTE, « Journalisme et dépolitisation », *Savoir/Agir*, 28-2, 2014, p. 10.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>87</sup> Pierre LASCOURMES, « Les compromis parlementaires, combinaisons de surpolitisation et de sous-politisation. L'adoption des lois de réforme du Code pénal (décembre 1992) et de création du Pacs (novembre 1999) », *Revue française de science politique*, 59-3, 2009, p. 460.

de Sedat Şimşek sur le contenu des informations politiques (dans la presse écrite et sur les chaînes d'information en continu) après les élections générales de 2009 est intéressante pour se rendre compte de l'amplification de la polarisation partisane dans les médias turcs<sup>88</sup>.

Dans notre contexte, la dépolitisation des journalistes renvoie au retrait des journalistes des services politiques. Elle consiste plus précisément, pour les éditorialistes, à arrêter d'écrire sur des sujets politiques au profit de sujets apolitiques, tels que les conseils et analyses sur les relations (amoureuses ou sociales), l'actualité culturelle du pays ou encore la gastronomie, afin d'échapper au contrôle du gouvernement AKP. Ni « *loyalty* », ni « *voice* », cette stratégie relève de l'« *exit* », au sens où les journalistes quittent le journalisme politique tout en restant dans le métier. Ce n'est donc pas « une décision précise<sup>89</sup> », comme le suggérait Albert Hirschman, mais un processus de retraitement (du service politique) qui emprunte constamment des directions nouvelles. En d'autres termes, les journalistes n'abandonnent pas soudainement la couverture des sujets politiques, mais c'est plutôt un processus au cours duquel ils produisent de moins en moins de contenu politique.

Un journaliste expérimenté de *Hürriyet*, Mehmet Yılmaz, relate qu'il a dû arrêter d'écrire son éditorial politique dans le cahier principal du journal pour un éditorial dans le supplément illustré, centré sur les relations (en général amoureuses, mais aussi sociales), qui paraît tous les week-ends, suite à un appel téléphonique du président Erdoğan au propriétaire du journal :

« Une nouvelle a provoqué une violente colère de Recep Tayyip Erdoğan. Il a appelé Aydın Doğan. Aydın Doğan s'est trouvé en difficulté. Comme [rendre les choses difficiles pour le propriétaire du journal] me mettait mal à l'aise, je lui ai dit : “Mets-moi en congé. Je ne rédige plus rien pour un certain temps, l'atmosphère se calme et, après cela, je reprendrai”. Monsieur Aydın s'est vexé. Je lui ai dit : “Ce n'est pas à vous d'être vexé. Ne faites pas tampon entre Recep Tayyip Erdoğan et moi”. J'ai cessé d'écrire pour un certain temps. J'ai pensé que partir en congé calmerait l'atmosphère. Après deux-trois mois, quand j'ai pensé qu'il était temps de reprendre, supposant que sa colère s'était dissipée, le rédacteur en chef de l'époque, Fikret Bila, m'a dit : “Mon cher, il faut que l'on parle [d'abord avec Ankara]”. Ils ont parlé. La réponse d'Ankara a été négative. Je ne sais pas exactement qui a dit quoi. Je me suis dit : “Je ne veux pas rester oisif, puisque l'on me paie ; cela ne peut pas marcher comme cela”. Gardant cela à l'esprit, j'ai donc commencé à écrire dans le supplément du dimanche des articles similaires à ceux que j'écrivais auparavant le samedi dans le journal principal.

---

<sup>88</sup> Sedat ŞİMŞEK, « Medya-Siyaset-İktidar Üçgeninde Medya Gerçeği » [La réalité des médias dans le triangle Médias-Politique-Pouvoir], *Selçuk İletişim*, 6-1, 2009.

<sup>89</sup> Albert O. HIRSCHMAN, *Exit, voice, and loyalty: responses to decline in firms, organizations, and states*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970, p. 43.

**Q : Vous étiez satisfait d'écrire dans le supplément ?**

**R :** Non, je ne l'étais pas. Je pense que j'ai écrit des articles intéressants, dont certains sont extraordinaires. Mais, cela ne me satisfait pas du point de vue professionnel<sup>90</sup>. »

La reconversion, c'est-à-dire quitter le service politique pour écrire dans les suppléments illustrés, est ainsi un résultat des négociations avec le rédacteur en chef, voire avec le propriétaire du journal. Dans cette citation, nous voyons que l'éditorialiste transforme le travail qu'il faisait occasionnellement, le fait d'écrire dans le supplément illustré, en un travail permanent. Ceci résulte également du fait que le journal continue de lui verser un salaire. L'éditorialiste ressent l'obligation morale de travailler tant qu'il touche un salaire. Cette option, la décision d'être moins visible, n'est certainement pas l'option idéale pour un journaliste qui préférerait, dans des conditions normales, écrire sur les sujets politiques. D'ailleurs, l'entretien réalisé avec Mehmet Yılmaz traduit clairement son insatisfaction professionnelle d'écrire sur des sujets non politiques.

*La politisation des suppléments illustrés*

Si la plupart des journalistes ne sont pas satisfaits professionnellement de disparaître des services politiques, nous rencontrons également des journalistes qui préfèrent s'abstenir de fréquenter ces cercles. Plusieurs motifs peuvent être cités : le service politique est un des services les plus contrôlés par le gouvernement puisqu'il se confronte à des informations à la fois sur la politique et sur les questions sociales sensibles. Deuxième motif, lié au premier : les journalistes ne veulent pas traiter de sujets qui risquent d'être censurés et de ne pas être diffusés. Une journaliste politique de *Hürriyet*, Begüm, a quitté l'équipe de rédaction, après huit ans de travail, pour le service culture, où il y a moins de pression sur les journalistes. Elle peut ainsi profiter du prestige d'avoir travaillé au service politique pour être plus autonome dans son nouveau service.

« Au bout d'un certain temps, je me suis trouvée ne travailler qu'à la préparation de l'actualité [faire une liste des sujets d'actualité importants qui pourraient être publiés dans le journal].

**Q : Pourquoi cela est-il arrivé ?**

**R :** Parce que l'écart entre ce que tu appelles une nouvelle et ce que l'institution appelle une nouvelle s'est élargi. Quand cela arrive, tu commences à faire ton travail avec répugnance. En pratique, je devais demander à un reporter [l'autorisation de travailler sur] une nouvelle que je jugeais importante. Mais cela ne suffisait pas. Une fois l'article préparé, il pouvait quand même partir à la poubelle en fin de journée.

---

<sup>90</sup> Mehmet Y. YILMAZ, « Yeni bir dergi çıkarmak istiyorum » [Je veux créer une nouvelle revue].

**Q : Ils ne la publiaient pas ?**

**R :** Non. Après un certain temps, tu te dis, bon, d'accord, pourquoi ferais-je un effort ? Je peux leur fournir ce qu'ils demandent. C'est pourquoi, après un certain laps de temps, tu deviens un *middle man*. Le rédacteur en chef veut voir quelque chose, tu le lui fournis. En théorie, je dois vérifier la nouvelle, regarder s'il y a des lacunes et l'envoyer aux journalistes de desk pour les corriger. Mais après un certain moment... On se réunit trois fois dans la journée, le matin, pour la réunion d'actualité, le midi, pour la réunion de triage, le soir, pour celle de la Une. Après un certain moment, moi je planifiais l'actualité pour ces réunions<sup>91</sup>. »

Une fois encore, cette journaliste politique a quitté l'équipe de rédaction — l'équipe qui décide quels sujets couvrir et publier dans le journal — pour le service culture parce que les sujets qu'elle proposait étaient constamment refusés. Fatiguée de couvrir un sujet pouvant être jeté à la poubelle, elle est passée à un autre service, moins politique, où elle est plus sûre de publier ses articles.

Il ne faut pas oublier les conséquences de la transformation des médias généralistes à partir des années 1980. Les médias commencent alors à accorder une place importante à l'actualité de divertissement, le *people* et le *lifestyle*, alors qu'avant « le recrutement des journalistes se faisait avant tout sur des critères partisans<sup>92</sup> ». Ce qu'Eugénie Saitta a constaté en France et en Italie vaut aussi en Turquie. En d'autres termes, les journalistes de gauche étaient recrutés par les journaux de gauche, et les journalistes de droite par ceux de droite. Nous avons observé que de plus en plus de journalistes se tiennent à l'écart des cercles politiques non pas seulement pour conserver une posture caractérisée principalement par une « neutralisation », c'est-à-dire une posture journalistique neutre, mais aussi parce qu'ils ne veulent pas traiter des sujets sensibles et être constamment sous le contrôle des politiques.

Pour autant, les journalistes qui travaillent dans les suppléments illustrés ne sont pas complètement autonomes. Les mêmes règles s'appliquent également aux journalistes travaillant dans les services cultures. L'ex-journaliste politique d'*Hürriyet*, qu'on vient de citer, signale qu'elle n'est pas autorisée à réaliser un entretien avec Başak Demirtaş, épouse de Selahattin Demirtaş, coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP) arrêté en novembre 2016 et condamné à quatre ans et demi de prison en septembre 2018<sup>93</sup>. Bien que l'entretien soit publié

---

<sup>91</sup> Entretien réalisé le 2 août 2017 à Istanbul.

<sup>92</sup> Eugénie SAÏTTA, « Les transformations du rapport à la politique des journalistes français et italiens », *Savoir/Agir*, 28-2, 2014, p. 28.

<sup>93</sup> Si le HDP est un parti représenté à la Grande Assemblée de la Turquie, le parti est considéré, par Recep Tayyip Erdoğan et les cercles de l'AKP, comme l'extension du PKK, considéré comme un groupe terroriste par une grande

dans le supplément illustré, moins consulté par les membres du gouvernement, il est susceptible d'être considéré comme un soutien implicite au HDP. Autrement dit, les questions liées au parti (HDP) doivent être traitées à travers des sources externes, émaner d'experts non membres du parti. L'information sur les membres du parti est tolérée tant qu'elle ne provient pas de sources au sein du parti. Autrement dit, l'actualité sur le HDP peut être discutée sur les écrans par les gens (experts, membres d'autres partis politiques) sans liens avec lui. Les journaux et les chaînes d'information en continu, s'ils couvrent l'actualité du HDP, ne peuvent le faire que de façon indirecte, et donc limitée, sans inviter ses membres sur les écrans et sans entretiens avec eux non plus.

Certains sujets sont ainsi tabous : non seulement ceux qui concernent le HDP, mais aussi les problèmes sociaux, comme le chômage massif des enseignants, les purges consécutives aux décrets-lois prirent après le coup d'État manqué du 15 juillet 2016 ou encore les parcours des personnes qui sont accusées d'être membres du mouvement *güleniste*. La politique telle qu'elle apparaît dans la presse perd ainsi de sa valeur d'information, non pas parce qu'elle n'est plus un centre d'intérêt pour les consommateurs, mais parce que la liste des sujets sensibles et critiques s'est élargie. Au-delà des thèmes traditionnellement relevant des services politiques, à savoir, le chômage, l'économie, les questions sociales, tout peut dénoter une critique contre le gouvernement au pouvoir ou le Président Erdoğan. Dans cette configuration, travailler au service politique ainsi qu'aux services à Ankara est devenue moins populaire chez les journalistes, alors qu'elle leur a longtemps octroyé un statut prestigieux. Aussi contradictoire que cela puisse paraître, les salles de rédaction se sont dépolitisées au fur et à mesure que l'espace public se surpolitisait.

### *L'apparition de la politique dans d'autres rubriques*

La polarisation politique progressive de l'espace public s'est installée surtout avec le mouvement *Gezi*, quand des acteurs connus (pas seulement politiques) ont participé physiquement au mouvement en étant sur place, mais également à travers les réseaux de solidarité et d'échanges, surtout via les réseaux sociaux numériques. Alors que de nombreuses personnalités publiques (acteurs, actrices, chanteurs, chanteuses, auteur(e)s, sportifs de haut

---

partie de la communauté internationale dont la Turquie, l'Union européenne et l'OTAN. En septembre 2020, les autorités turques ont émis des mandats d'arrêt contre 82 personnes, dont un maire, suite à des manifestations pro-kurdes de 2014, les manifestations de Kobani, qui ont eu lieu les 6 et 7 octobre 2014, suite à la crise de Kobani.

niveau) se joignaient aux manifestations ou s'exprimaient publiquement sur le mouvement, les médias ont commencé à consacrer des sujets à leurs points de vue sur le mouvement *Gezi*. Au fur et à mesure que leurs images dans le parc étaient diffusées dans les journaux ou sur les écrans, les personnalités publiques ont commencé à accorder plus d'importance à leurs entretiens aux médias ou à leurs partages sur les réseaux sociaux numériques.

Avec l'utilisation généralisée des réseaux sociaux numériques, « l'élargissement constant du champ politique » et la médiatisation de l'espace public, l'étendue des événements politiques traités ne se limite évidemment plus aux informations qui concernent Ankara et les membres du gouvernement. Les services *people* et culture couvrent désormais les opinions politiques des personnalités publiques et les catégorisent en fonction de leurs tendances politiques, principalement sur un mode binaire distinguant ceux qui soutiennent le gouvernement au pouvoir et ceux qui s'y opposent. Dans les mêmes journaux, les services autres que le service politique traitent désormais de sujets politiques, non seulement parce que leurs objets (les personnalités célèbres) participent activement aux manifestations sociales et/ou politiques, mais aussi parce que l'espace public s'est surpolitisé à mesure que la polarisation politique s'intensifiait entre les citoyens (ceux qui soutiennent le gouvernement et ceux qui s'y opposent). Les personnalités publiques sont catégorisées, dans les émissions *people*, selon leurs partages sur les réseaux sociaux numériques, surtout *Instagram*. Elles sont étiquetées, par exemple, en fonction de leurs partages sur leurs pages personnelles condamnant la terreur<sup>94</sup>. Le contenu diffusé sur les réseaux sociaux numériques est ainsi devenu un indice de catégorisation de l'opinion qui consiste principalement à distinguer les partisans et les opposants au pouvoir.

Nous observons donc une dépolitisation des journalistes politiques, comprise ici dans le sens d'un éloignement des services politiques, afin d'éviter les conflits avec le gouvernement, accompagnée d'une surpolitisation de l'espace public et des contenus médiatiques. Bien que les journalistes politiques aient quitté les services politiques, cela n'a pas produit de dépolitisation médiatique globale. L'espace médiatique a au contraire été investi par une

---

<sup>94</sup> Dans une émission diffusée sur *Beyaz TV*, les noms de plusieurs personnalités médiatiques (acteurs, actrices, personnalités du show-business) sont évoqués car elles n'ont pas partagé, sur leurs comptes de réseaux sociaux numériques, les informations et les messages de soutien sur l'opération Rameau d'olivier menée par l'armée turque lors de la guerre civile syrienne. Cf. « 'Afrin harekatina destek olmayan ünlüler' haberi yapan sunuculara: Dört cengaver bir masaya oturmuş... » [Aux présentateurs qui ont fait la diffusion 'Les personnalités publiques qui n'ont pas soutenues l'opération Rameau d'olivier : Quatre guerriers assis à une table...], *T24*, publié le 25 janvier 2018, consulté le 5 mai 2021. <https://t24.com.tr/haber/afirin-harekatina-destek-olmayan-unluler-haberi-yapan-sunuculara-dort-cengaver-bir-masaya-oturmus,543981>

surpolitisation des autres rubriques et des informations sensationnelles, pendant que les journalistes expérimentés des services politiques quittaient le service pour traiter des contenus « apolitiques », moins sensibles aux yeux du gouvernement, afin de réduire leur visibilité personnelle face au pouvoir.

Toutefois, nous avons également rencontré des journalistes qui étaient dans la situation inverse. Une ancienne journaliste de *Milliyet*, Zeynep, nous raconte qu'elle avait été sollicitée pour traiter les faits-divers en troisième page, alors qu'elle voulait couvrir des sujets politiques ou sociaux, en particulier, en lien avec la violation des droits humains en Turquie.

« D'ailleurs, je m'ennuyais [à couvrir les sujets légers]. Cela a évolué. Au bout d'un moment, j'ai été confirmée comme reporter, en fait. Même si je n'avais que 5 ans d'expérience. Je ne voulais pas avoir à me déplacer pour un incendie ; je souhaitais établir mon propre ordre du jour.

**Q : Tu veux dire que tu voulais traiter des nouvelles plus importantes ?**

**R :** En quelque sorte. Quand on ne te fournit pas de conditions favorables, quand on t'envoie couvrir des nouvelles insignifiantes, tu deviens... Tu vois... Cette manière de travailler, cela ne me convenait pas. Quand tu n'es pas en mesure de changer ces conditions... Je m'ennuyais, tu vois ? Tu sais, l'homme a envie de s'accomplir<sup>95</sup>... »

Par ailleurs, les journalistes que nous avons rencontrés ont mentionné le fait qu'ils ne voulaient pas être catégorisés selon leur rapport au gouvernement en place. Gênés par les étiquettes, ils refusent constamment la qualification d'« opposant », en soulignant qu'ils font simplement leur travail de journaliste, et ne sont pas *de facto* en opposition au pouvoir. Les journalistes qui travaillent dans les grands journaux ou des chaînes d'information se revendiquent comme « non engagés » pour deux raisons principales : d'abord, ils ne veulent pas être stigmatisés en tant qu'« opposants » et devenir la cible ouverte du gouvernement, ensuite de par leurs postures professionnelles. Les interviewés ont soulevé spontanément la notion d'objectivité<sup>96</sup> dans leurs discours et « s'en servaient en tant que repères normatifs dans leurs jugements<sup>97</sup> ».

Cependant, ici, il faut faire preuve de prudence avant de procéder : Cyril Lemieux suggère de ne pas « se cantonner au lexique employé par les interviewés, mais essayer également de le mettre en rapport avec des pratiques et des postures professionnelles<sup>98</sup> ». Ces journalistes se

---

<sup>95</sup> Entretien réalisé le 30 juin 2017 à Istanbul.

<sup>96</sup> Par la notion d'objectivité, nous comprenons « l'effort fourni par le journaliste pour adopter une distance critique vis-à-vis de ses sources et tenter de ne pas faire peser outre mesure ses convictions ou ses amitiés personnelles dans le traitement de l'information », C. LEMIEUX, « De certaines différences internationales en matière de pratiques journalistiques : comment les décrire, comment les expliquer? », art. cit, p. 33.

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>98</sup> *Ibid.*

présentent comme des journalistes « objectifs », mais plutôt que de correspondre à la réalité qui les entoure, cette qualification fait partie de discours sur leur travail journalistique. Ceci est, en effet, particulièrement intéressant pour les journalistes de *Cumhuriyet*, surtout pour ceux qui ont été arrêtés et incarcérés au cours du procès de *Cumhuriyet* en 2016-2017<sup>99</sup>. L'ancien rédacteur en chef de *Cumhuriyet*, Mehmet souligne qu'il n'est pas un opposant et que les journalistes de *Cumhuriyet* ne peuvent pas se déclarer comme « opposants », ces deux termes (journaliste et opposant) ne pouvant pas qualifier une même personne au même moment.

« Voilà mon opinion : le journaliste opposant, c'est un concept absurde. Le journaliste, il est simplement journaliste. Journaliste, cela veut dire quoi ? Comme je le disais, c'est quelqu'un qui interroge tout pouvoir. Nous ne revendiquons pas être des "journalistes opposants". Nous sommes [simplement] des journalistes. C'est déjà quelqu'un qui est démocrate, honnête, qui a un œil critique sur les nouvelles de toutes sortes, avec des normes éthiques. C'est aussi simple que cela. Je ne suis pas journaliste opposant. Je suis seulement journaliste. Si je devenais un opposant, j'arrêteraient mon métier pour jouer un rôle actif dans un parti d'opposition. Ce n'était pas ma mission. Ni celle du journal *Cumhuriyet*. Au moins pour la période où je le dirigeais. Nous qualifier d'opposants, ça ne marche pas. Nous sommes [simplement] journalistes. Nous interrogeons tout, tout le monde, avec une distance égale<sup>100</sup>. »

La raison pour laquelle cet ancien rédacteur en chef de *Cumhuriyet* insiste sur le fait qu'il n'est pas un journaliste opposant est liée à son incarcération dans le procès de *Cumhuriyet*. Il n'aurait pas insisté autant s'il n'avait été incarcéré dans le cadre du procès *Cumhuriyet*. Celui-ci étant un journal d'opposition, le journaliste ressent le besoin de souligner à l'attention du public qui lui colle cette étiquette qu'il n'est pas un opposant.

Nous observons ainsi une difficulté à honorer les règles de la grammaire publique<sup>101</sup>. Si les journalistes se considèrent comme étant capables d'un travail de distanciation, ils sont néanmoins connus du public à travers la couleur politique de l'entreprise de presse qui les emploie. En d'autres termes, indépendamment de leur travail de distanciation, les journalistes restent identifiés par la posture politique des médias dans lesquels ils travaillent. Un autre ancien journaliste de *Cumhuriyet*, Ali, précise que les membres de cette rédaction, aujourd'hui,

---

<sup>99</sup> Plusieurs dirigeants, rédacteurs et journalistes de desk du journal *Cumhuriyet* (connus pour son opposition au gouvernement) ont été accusés d'affiliation au mouvement *güleniste* (appelé FETÖ – Fethullahçı Terör Örgütü, Organisation terroriste de Fethullah) et à d'autres organisations considérées comme terroristes comme le PKK ou le DHKP-C, des organisations du mouvement kurde et d'extrême-gauche. Au terme d'un procès de 18 mois, 15 personnes ont été condamnées au total à 81 ans et 45 jours de prison.

<sup>100</sup> Entretien réalisé le 27 juillet 2019 à Istanbul.

<sup>101</sup> Cyril LEMIEUX, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Éditions Métailié, 2000, p. 139-140..



n'ont plus la possibilité de travailler dans les médias généralistes, parce qu'ils sont étiquetés comme « opposants ».

« Quand on réfléchit sur la période que l'on traverse, il n'y a aucune nouvelle [véritable] sur les sites qui se veulent alternatifs. Mais, ce sont ces sites internet qui emploient les collègues que les médias [généralistes] discriminent, marginalisent. Est-ce que c'est clair ? Les gens de ce pays n'ont pas besoin de fanatisme, à mon avis. La seule chose dont on a besoin, notamment de nos jours, c'est d'information. L'information ! C'est une période néfaste pour les médias. Oui, c'est clair, les médias proches du pouvoir, ils sont néfastes. Mais, à mon avis, les médias qui se veulent opposants, ou qui disent ne pas être des médias progouvernementaux, ils sont tout aussi mauvais [que ces derniers]. Parce que tous, ils exercent une sorte de journalisme qui fait appel à l'émotion, et malheureusement pas à la raison, pas à [un journalisme] basé sur l'information. Ce qui nous pose un problème<sup>102</sup>. »

Il rappelle ainsi que le fanatisme n'est pas exclusif aux médias proches du gouvernement et critique les journalistes, surtout des médias d'opposition, qui se qualifient comme des journalistes d'opposition. Certains journalistes adoptent cependant ce qualificatif. Ancien éditorialiste de *Cumhuriyet*, incarcéré, lui aussi, pendant le procès, Kadri Gürsel se désigne comme « opposant » pour des raisons diverses :

« Être indépendant, critique, interrogateur conduit les journalistes dans l'opposition (ou) fait des journalistes des opposants. Voilà ce qu'est l'opposition pour moi, et pourquoi je ne m'affranchis pas de ce qualificatif : je suis opposant parce que je défends une république laïque et la démocratie parlementaire, qui se fondent sur la séparation des pouvoirs de façon précise. Je suis opposant parce que je défends l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'État de droit, les droits de l'Homme, les droits et les libertés fondamentaux, la liberté de la presse, la liberté d'expression, le pluralisme, la participation, la responsabilité et la transparence du gouvernement, la société civile, et non moins importante, une politique étrangère prévisible, institutionnalisée, pacifique et laïque. C'est pour ces raisons que je ne trouve pas d'autre qualificatif pour moi qu'opposant<sup>103</sup>. »

Se définir comme un « opposant » n'est pas l'apanage des journalistes de gauche. C'est aussi le cas de journalistes qui travaillent dans des journaux partisans affiliés à d'autres familles politiques. Ainsi, le rédacteur en chef de *Milli Gazete*, journal affilié au mouvement *Milli Görüş*<sup>104</sup> (Vision nationale) est fier de diriger un journal qui a une mission idéologique et

---

<sup>102</sup> Entretien réalisé le 11 août 2019 à Istanbul.

<sup>103</sup> Kadri GÜRSEL, *Ben de sizin için üzgünüm* [Moi aussi, je suis désolé pour vous], Destek Yayınları, p. 202-203.

<sup>104</sup> *Milli Görüş* (Vision nationale) est un mouvement politico-islamique fondé par l'ancien premier ministre turc Necmettin Erbakan en 1969. Aujourd'hui, son siège se trouve à Cologne (Allemagne) et l'organisation est active en Europe mais aussi au Canada et aux États-Unis.

politique. Selon lui, l'espace public et médiatique en Turquie est tellement politisé que les journalistes sont tout aussi partisans que les hommes politiques.

« Je suis membre du Conseil général du Parti du Bonheur, donc je suis partial ; j'ai une identité, de même que notre journal a une mission. Vous [parlez] avec un journaliste qui a une identité. De plus, peu importe ce qu'ils disent, dans un pays comme la Turquie, chaque journaliste est, dans une certaine mesure, politique. La question de savoir si vous parlez avec un journaliste ou avec un politique, elle ne me dérange pas, au contraire, je m'en réjouis. (...) D'après moi, il vaut mieux être le journal d'une mission, d'une identité, d'un parti-pris que d'être le journal d'un patron, d'un mercenaire. Nous préférons être le journal d'une identité, ne nous adaptant pas aux circonstances<sup>105</sup>. »

Ainsi, les journalistes qui déclarent honorer les règles de la grammaire publique essaient de légitimer constamment leur posture professionnelle en disant qu'ils ne sont ni « ennemis du gouvernement AKP » ni favorables aux partis d'opposition. Quant à ceux qui assument leur posture engagée, comme nous le voyons dans la citation ci-dessus, ils assument leur choix. La surpolitisation de l'espace public et l'accroissement du contrôle politique, s'ils sont accompagnés par une éviction des journalistes qui traitent des affaires politiques dans les médias dits de masse, induisent également une polarisation des discours des journalistes qui se qualifient de « centristes », « objectifs » ou « opposants », ou « loyaux » au pouvoir. Il y a lieu, ainsi, de remettre en cause « le lien mécaniquement établi entre contrôle d'État et l'inefficacité d'une presse d'opposition<sup>106</sup> ». Au contraire, le contrôle politique a renforcé les pôles politiques, dans ce contexte, les journalistes ressentent le besoin d'exprimer et de légitimer la posture professionnelle qu'ils adoptent, dans un sens ou dans l'autre.

### *La politisation de la presse people*

Les émissions télévisées des chaînes privées de la presse *people* qui se consacrent à la vie privée des personnalités publiques sont intéressantes en ce qu'elles permettent d'observer la politisation des émissions non politiques. Parmi les plus populaires, *Magazin Hattı* diffusée sur la chaîne *TV100* ou *Magazin D Cumartesi* sur *Kanal D* exposent également les positions politiques des célébrités. Les suppléments illustrés des journaux nationaux comme *Kelebek* du

---

<sup>105</sup> Mustafa KURDAŞ, « AKP iktidarında ihaleci bir İslamcılık ortaya çıktı. » [Un islamisme d'appel d'offres a émergé sous le régime AKP], in Hazal ÖZVARIŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler 2012-2018* [À la recherche du média perdu: Entretiens 2012-2018], P24 Medya Kitaplığı, p. 230.

<sup>106</sup> Ivan CHUPIN, « Des médias aux ordres de Poutine ? L'émergence de médias d'opposition en Russie », *Savoir/Agir*, 28-2, 2014, p. 34.

journal *Hürriyet* ou *Cadde* du journal *Milliyet* et les émissions qui se consacrent aux célébrités sur les chaînes privées ne couvrent plus seulement leur vie privée, mais aussi leurs opinions politiques. Avec l'accroissement du journalisme assis, la majeure partie du travail ayant lieu à la rédaction du journal, les journalistes travaillant dans la presse *people* comptent sur les informations recueillies sur les réseaux sociaux numériques, c'est-à-dire sur les messages que les célébrités diffusent elles-mêmes, en particulier sur leurs comptes *Instagram* et *Twitter*. Pour les *gatherers*<sup>107</sup>, ces comptes sur les réseaux sociaux numériques sont devenus des sources premières pour le recueil des informations.

Alors que les journalistes de la presse *people* se contentaient de couvrir la vie privée des célébrités, ils ne se limitent plus à cet aspect. Les journalistes des sites internet des journaux et les présentateurs des émissions de télévision sur les célébrités couvrent et discutent les choix politiques des personnalités publiques. L'opinion politique et les partages politiques (par exemple les posts de soutien à une manifestation comme *Gezi* ou à un parti politique) des célébrités sont devenus des sujets privilégiés de la presse *people*, surtout après les manifestations *Gezi*. Des sites de journaux d'opposition comme de journaux loyaux au pouvoir ont publié des listes de célébrités qui ont participé au mouvement *Gezi* ou qui ont partagé des posts à ce propos sur leurs pages personnelles<sup>108</sup>. Cette couverture médiatique n'est pas seulement fondée sur des reportages ou sur ce que les célébrités partagent sur les réseaux sociaux numériques, mais aussi sur l'absence de partage. Un exemple est celui de l'Opération Source de paix, qui a eu lieu entre le 9 et le 22 octobre 2019. Elle est initiée, lors de la guerre civile syrienne, par l'armée turque et les rebelles de l'Armée nationale syrienne qui combattent les Forces démocratiques syriennes<sup>109</sup>. Les médias, surtout télévisuels, mais aussi internet, ont catégorisé les célébrités en deux groupes : ceux qui ont manifesté publiquement leur soutien à

---

<sup>107</sup> Les *gatherers* « sont les journalistes chargés de recueillir l'information, par opposition aux *processors*, dont le rôle est de la relayer en la retravaillant », cf. Jeremy Tunstall [1971], cité par Jamil DAKHLIA, « Crédible dans l'informel ? Le cas de la presse people française », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 172.

<sup>108</sup> Cf. « Gezi Parkı'na destek veren ünlüler ! » [Les personnalités publiques qui ont soutenu le parc Gezi !], *Hürriyet*, consulté le 3 octobre 2021, <https://www.hurriyet.com.tr/mahmure/galeri-gezi-parkina-destek-veren-unluler-34937745> ; « Ünlü Çapulcular » [Les çapulcus célèbres], *ensonhaber.com*, consulté le 3 octobre 2021, <https://www.ensonhaber.com/galeri/unlu-capulcular> ; « Gezi Parkı olayları ile ilgili ünlülerin attığı 22 tweet » [Les 22 tweets des personnalités publiques sur le mouvement Gezi], *Haberself*, consulté le 3 octobre 2021, <http://www.haberself.com/h/1044/> ; « Geziciler şimdi nerede geziyor ? » [Que font les Gezicis aujourd'hui ?], *Yeni Şafak*, publié le 30 mai 2016, consulté le 3 octobre 2021, <http://www.gercek hayat.com.tr/dosya/geziciler-simdi-nerede-geziyor/> ; « İşte Çapulculara Destek Verenler » [Voici ceux qui ont soutenu les Çapulcus], *Yeni Akit*, publié le 17 juin 2013, consulté le 3 octobre 2021 ; <https://www.yeniakit.com.tr/haber/iste-capulculara-destek-verenler-3839.html>

<sup>109</sup> « Turkey's Syria offensive explained in four maps », *BBC News*, publié le 14 octobre 2019, consulté le 14 février 2021.

l'opération militaire sur leurs pages personnelles et ceux qui ont gardé le silence, voire s'y sont opposé<sup>110</sup>. Les personnalités publiques sont jugées, dans ces émissions, par l'absence de réaction de soutien aux interventions militaires menées par l'armée turque. Les célébrités sentent ainsi une pression pour réagir aux événements politiques ou sociaux, surtout les interventions militaires de l'armée turque, à travers leurs pages personnelles. Ceci étant, il est très important de rappeler que cette pression n'intervient pas dans l'absolu, mais qu'elle s'applique spécifiquement aux partages sur le soutien des opérations militaires conduites par l'armée turque ou encore aux messages de condoléances lorsqu'un soldat turc perd la vie. Cependant, il faut également préciser que les célébrités opposantes au gouvernement AKP partagent souvent leurs messages critiques à l'égard du pouvoir sur leurs pages personnelles, malgré les pressions. Ainsi, les personnalités publiques ne sont pas constamment sommées de s'exprimer pour soutenir le gouvernement dans des événements particulièrement importants. Cependant, elles risquent de faire l'objet d'émissions télévisées *presse people* lorsqu'elles n'affichent pas leur soutien au gouvernement ou à l'armée turque à l'occasion d'événements notables, comme les interventions militaires.

Le phénomène de *tabloïdisation*, c'est-à-dire « moins de nouvelles internationales, plus d'image, moins de texte, plus de nouvelles sur les célébrités et de divertissement et moins d'actualité politique et parlementaire<sup>111</sup> » s'ajoute à la politisation culturelle, telle qu'elle est expliquée par Tayfun Atay<sup>112</sup>. Selon l'anthropologue, les personnalités publiques se sont de plus en plus politisées au fur et à mesure que le pouvoir intervenait sur leur mode de vie. Ces émissions télévisées et ces sites d'informations en ligne qui font une large place à l'opinion politique des célébrités sont ainsi à la fois une conséquence de ce qu'on appelle la *tabloïdisation*

---

<sup>110</sup> Cf. « Ünlülerden "Barış Pınarı Harekatı" paylaşımları » [Les partages sur "L'opération de Source paix" des personnalités publiques], *CNN Türk*, publié le 10 octobre 2019, consulté le 3 octobre 2021, <https://www.cnntrk.com/magazin/unlulerden-baris-pinari-harekatı-paylasımları>; « Ünlüler 'Barış Pınarı Harekatı'na böyle destek verdi » [Voici comment les personnalités publiques ont soutenu 'L'Opération de Source de paix'], *Sabah*, publié le 9 octobre 2019, consulté le 3 octobre 2021, <https://www.sabah.com.tr/galeri/magazin/unluler-baris-pinari-harekatina-boyle-destek-verdi>; « Barış Pınarı Harekatı Sanat Camiasını Böldü » [L'Opération de Source de paix a divisé le cercle des artistes], *Independent Türkçe*, publié le 10 octobre 2019, consulté le 3 octobre 2021, <https://www.indytrk.com/node/79291/haber/baris-pinari-harekatı-sanat-camiasını-böldü>; « Alişan'dan Barış Pınarı Harekatı'na sessiz kalan ünlülere sert eleştiri » [Critiques sévères d'Alişan aux personnalités publiques qui n'ont pas soutenu l'Opération Source de paix], *A Haber*, publié le 10 octobre 2019, consulté le 3 octobre 2021, <https://www.ahaber.com.tr/magazin/2019/10/10/alısandan-baris-pinari-harekatina-sessiz-kalan-unlulere-sert-elistiri>.

<sup>111</sup> Mine GENÇEL BEK, « Research note: Tabloidization of news media », *European Journal of Communication*, 19-3, 2004, p. 371.

<sup>112</sup> Aysun ÖZ, « Artık Meşhur Olmak Zor Zanaat » [C'est dur d'être célèbre], *Habertürk*, publié le 23 juin 2013, consulté le 15 février 2021. <https://www.haberturk.com/yasam/haber/854540-artik-meshur-olmak-zor-zanaat>

des médias turcs et de la surpolitisation de l'espace public. Aussi la politisation comporte-t-elle toujours une dimension culturelle.

## Conclusion du quatrième chapitre

À l'instar des pratiques observées dans les pays à régime autoritaire, la censure et l'autocensure envahissent les médias généralistes. La censure se concrétise dans sa forme la plus directe par des interdictions de diffusion (*yayın yasakları*). De nature juridique, celles-ci constituent l'entrave la plus stricte, qui ne laisse aux journalistes aucune marge de manœuvre. Le pouvoir politique dispose de deux instruments. Le premier, relève du pouvoir judiciaire. Il s'agit d'ordonnances ayant pour objet la suspension de toute diffusion d'informations relatives à une enquête en cours, visant prétendument à préserver « le secret de l'enquête et de l'instruction. » Derrière cet habillage juridique se dessine l'intention de museler le débat public sur tout procès médiatisé susceptible de miner la légitimité du pouvoir politique aux yeux de la société. Le deuxième instrument relève, quant à lui, du pouvoir exécutif. Vaguement défini par la loi, il lui octroie des pouvoirs discrétionnaires en matière de maintien de l'ordre public. Déployé notamment à la suite d'événements exceptionnels, tels que des attentats terroristes ayant eu un retentissement à l'échelle nationale, il sert à contenir une réaction trop vive de la population. Le pouvoir a recours à ces deux mesures préventives dès 2008, notamment dans le cadre des procès emblématiques de *Ergenekon* et *Balyoz*, et leur utilisation se banalise à partir de 2017 avec l'institution de l'état d'urgence.

Las de gérer les entraves censoriales de l'autorité politique, les dirigeants des chaînes d'informations en continu ont tendance à ne pas diffuser certains événements en direct, comme les manifestations de *Gezi*, pendant lesquelles des contenus indésirables pourraient échapper à leur vigilance, du fait de l'instantanéité de la diffusion. Pour minimiser les risques, ils se contentent de diffuser les déclarations officielles portant sur l'événement en question. Devenus de plus en plus sédentaires, les reporters sortent rarement de leurs bureaux pour couvrir les informations sur place. Ils restent en plateau pour simplement transmettre l'information émanant des cercles officiels. Ainsi se conjuguent les pressions, non seulement sur les informations à ne pas reprendre, mais aussi sur ce qu'il faut diffuser : les discours des membres de l'AKP doivent être intégralement retransmis en direct. Cette consigne renforce l'emprise du discours du pouvoir politique sur les pratiques journalistiques. Elle conduit au surplus à l'uniformisation du journalisme.

Cependant, des pressions plus indirectes s'exercent également sur les journalistes. S'ils préparent une information basée sur les données du terrain, elle risque d'être éliminée lors de

la conférence de rédaction. Ceci a pour conséquence, une fois encore, de conduire le journaliste à ne diffuser que les déclarations officielles. D'où l'apparition d'un produit informationnel visant à créer l'effet illusoire que « tout va bien » dans le pays. Certains journalistes ont choisi de réagir et développent des microstratégies pour contourner ces pressions sur la politique éditoriale. Dans ce jeu incessant, ils s'efforcent d'abord de publier les informations en tant que telles. S'ils n'y arrivent pas, parce que la nouvelle est éliminée pendant la conférence de rédaction, ils recourent à leurs collègues éditorialistes pour qu'ils la glissent subtilement dans leur article. La division du travail journalistique permet ainsi de créer un espace de liberté restreint pour les journalistes. Cependant, cette stratégie ne fonctionne pas tout le temps. S'ils ne peuvent pas sortir l'information sans atteinte à leur déontologie journalistique, les journalistes vont alors adopter d'autres stratégies qui leur permettent de se préserver. La suppression pure et simple de l'information qui devait être diffusée, ou le retrait de leur signature, leur apparaît ainsi le dernier recours. Ces deux actions, apparemment contradictoires, contribuent à la « co-construction d'un espace médiatique loyal au pouvoir au nom de considérations économiques<sup>113</sup> », mais ces microstratégies, comme d'autres du même genre, contribuent en même temps à sa déconstruction.

La censure indirecte produit également ses effets sur les rapports des journalistes avec les sources d'information, notamment dans le domaine économique. Les journalistes rencontrent d'autant plus de difficultés avec leurs sources que la détérioration de l'économie, dont la dévalorisation de la livre turque est le symbole le plus manifeste, conduit les hommes d'affaires inquiets pour la sûreté de leurs investissements à éviter d'apparaître sur les écrans et d'exprimer leur opinion concernant la situation économique du pays.

Exercer des pressions sur les journalistes n'est pas l'apanage de la direction des chaînes ni du pouvoir politique : le public proche de l'AKP, et particulièrement les internautes, souvent rémunérés pour leur travail sur les réseaux sociaux, constituent un autre ressort de la censure. De crainte de ciblage ou de lynchage par ces « trolls », les journalistes filtrent leur propos et évitent de dessiner un tableau trop pessimiste de la Turquie. Les trolls font peser en permanence une menace sur la production journalistique, en polluant et saturant l'espace médiatique de leur discours, qui conforte celui du pouvoir, et influent ainsi lourdement sur les pratiques professionnelles. La pénurie des invités dans les émissions d'économie, se conjuguant aux

---

<sup>113</sup> Ivan CHUPIN et Françoise DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? La banalité des bifurcations dans les carrières journalistiques en Russie contemporaine », *Réseaux*, 199-5, 2016, p. 131-154, ici p. 150.

pressions des trolls, conduit les journalistes à bâtir un discours axé sur le relativisme. S'appuyant sur des tableaux et graphiques comparatifs, le journaliste essaie de brosser un tableau véridique de la donne économique du pays, mais en la comparant à d'autres économies dont la performance économique est bien moindre que celle de la Turquie. C'est ainsi que la relativisation du récit permet d'apaiser l'emprise censoriale.

Plus encore que la censure, les journalistes interviewés ont évoqué l'autocensure comme l'une des contraintes les plus pesantes du régime AKP sur leur production. Faisant office de médiateurs entre les journalistes et les pouvoirs publics, les dirigeants de médias incitent les journalistes à remanier une publication ou une diffusion pour la rendre conforme aux exigences du pouvoir politique, afin d'éviter les appels téléphoniques des membres de l'AKP. Conséquence de la banalisation de la censure et des pressions régulières, l'autocensure a pris un caractère systématique dans les salles de rédaction. Autrement dit, les journalistes ont naturellement développé un réflexe de censure au fur et à mesure que les dirigeants leur demandaient d'édulcorer les informations ou de ne pas les traiter. Conscients des conséquences, qui peuvent aller de l'assèchement publicitaire à la fermeture de leurs médias, les journalistes n'attendent plus les directives du gouvernement « pour édulcorer les informations qu'ils émettent<sup>114</sup> ». Ainsi, les journalistes intériorisent les règles et les sujets sensibles et connaissent les informations à traiter ou à éviter. Dans cette configuration, les déclarations officielles leur semblent une fois encore un refuge sûr. Les journalistes ont ainsi tendance à les diffuser directement, avant même de rapporter l'événement qui se trouve à l'origine de la déclaration.

Il n'en reste pas moins que la décision finale sur le traitement ou la diffusion des informations dépend pour une grande part des relations et interactions et du contexte. Les journalistes de télévision profitent des courtes absences des dirigeants pour diffuser une information sensible qu'ils ne pourraient pas diffuser dans le cours normal du fonctionnement de la rédaction. Il arrive également que les journalistes s'influencent réciproquement. Une information jugée non diffusable de crainte qu'elle soit censurée par les dirigeants peut attirer l'attention d'un autre journaliste qui la diffuse instantanément, sans s'attarder sur les conséquences. En d'autres termes, si l'autocensure domine de plus en plus les salles de rédaction, les relations entre les dirigeants et les producteurs de l'information, ainsi que la nature collective du travail, déterminent le travail journalistique. Les comportements varient évidemment en fonction de

---

<sup>114</sup> Floriana FOSSATO, « La télévision, média du pouvoir », *Pouvoirs*, 112-1, 2005, p. 57.



multiples facteurs, « que ce soit l'identité du journaliste ou le titre pour lequel il travaille<sup>115</sup> », l'autonomie temporaire du journaliste et surtout les liens qu'il entretient avec ses supérieurs, les cadres dirigeants. Ces éléments déterminent le comportement du journaliste et donnent naissance au produit final. Sans nier le poids des facteurs extérieurs au monde journalistique et la faible autonomie des journalistes, le travail journalistique passe toujours par des engagements réciproques et des interactions contextualisées.

Une autre conséquence de l'autocensure est le traitement de plus en plus dépolitisé de l'information. Souvent confrontés à la non-publication de leurs nouvelles, les journalistes trouvent refuge dans un traitement de plus en plus dépolitisé qu'ils jugent plus sûr, et qui passera aisément le filtre de la conférence de rédaction. Cette stratégie leur permet ainsi de rester dans le métier. Ne s'inscrivant ni dans *voice* ni dans *loyalty*, ce choix apparaît comme un *exit* en ce que les journalistes quittent les services politiques pour traiter de sujets moins sensibles à la contrainte gouvernementale.

Conséquence inévitable du contexte autoritaire, la politisation de l'espace public ne conduit pas, dans ce cas-là, à une politisation des contenus. Le contexte autoritaire ainsi que l'activité des trolls ont incité les journalistes à abandonner de plus en plus le traitement des informations politiques et à s'orienter vers les contenus moins politiques tels que *culture* ou *lifestyle*. Il s'agit pourtant d'un fait paradoxal à première vue : l'abandon par les journalistes du traitement de l'actualité politique ne se résume pas à une dépolitisation des contenus. Au contraire, une hyperpolitisation des ceux-ci apparaît, dans la mesure où le contrôle politique exercé par le pouvoir AKP se cesse de s'intensifier. Avec le phénomène de *tabloïdisation*, les contenus journalistiques, surtout dans la presse *people*, deviennent de plus en plus politisés. L'opinion politique et le partage des commentaires des célébrités, qui les reflètent, sur les réseaux sociaux sont devenus l'objet privilégié de la *presse people*. L'amplification de la contrainte politique a ainsi déclenché deux conséquences contradictoires à la première vue : la dépolitisation des journalistes et la surpolitisation des contenus journalistiques. En somme, si les journalistes ne couvrent plus les informations politiques, cela ne signifie pas une dépolitisation des médias. Au contraire, à mesure que la pression politique s'est intensifiée, les médias se sont politisés. Mais

---

<sup>115</sup> Samuel BOURON, « La noblesse de l'informel. L'apprentissage de l'éthique dans les écoles de journalisme. Le cas de l'ESJ Lille. », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 120.

il s'agit d'une politisation réduite à sa plus simple expression, qui révèle la polarisation croissante des médias et la suppression des médias généralistes.

L'hyperpolitisation a entraîné chez les journalistes et les éditorialistes qui ne veulent pas faire allégeance au pouvoir de l'AKP un questionnement concernant l'éthique professionnelle. Par suite de circonstances souvent indépendantes de leur volonté, ils ont été écartés des services politiques des médias généralistes. Ceci a suscité chez eux le besoin de légitimer leur posture professionnelle. Certains d'entre eux, surtout ceux qui ont vécu une expérience carcérale après l'accession au pouvoir de l'AKP, soulignent souvent le fait qu'ils ne sont pas des opposants au pouvoir, qu'ils ne le soutiennent pas non plus, mais qu'ils ne font rien d'autre qu'exercer leur métier, et que le journalisme exige une certaine distance à l'égard des sources. D'autres journalistes qui assument l'hyperpolitisation résultant de la polarisation du paysage médiatique ne voient aucun problème à affirmer leur opposition, justifiée à leurs yeux par la nécessaire protection de la république laïque et de la démocratie parlementaire.

## **Chapitre V : Conditions sociales des journalistes dans un contexte d'exception**

- Un passage irréversible : des médias progouvernementaux à l'opposition
- La précarisation des journalistes et la faiblesse des collectifs syndicaux
- Journalistes au chômage : les stratégies de reconversion des journalistes licenciés
- Opposition en exil : les stratégies de reconversion internationale en contexte d'exception
- Quand les journalistes passent à la politique : les bascules d'un monde à l'autre
- Conclusion

L'objectif de ce dernier chapitre est de proposer une lecture des conditions sociales des journalistes qui sont, à leur tour, considérablement influencés par les modalités d'exercice du pouvoir du gouvernement AKP. Nous interrogerons ici les parcours journalistiques conditionnés par le climat politique du pays. D'abord, nous étudierons la circulation et le passage des journalistes, d'une part, dans les différents types de médias (de la télévision au journal, à la radio, etc.), et de l'autre, entre les médias progouvernementaux et les médias d'opposition. Le chapitre propose ensuite une lecture de la précarisation des journalistes dans un contexte marqué par la sous-syndicalisation initiée par le groupe *Doğan*. Nous aborderons ensuite les stratégies de reconversion des journalistes au chômage : le passage à d'autres métiers, la non-reconversion, le passage aux médias d'opposition et la reconversion internationale. Nous terminerons le chapitre par deux types de reconversions opposées : les journalistes en exil, délégitimés par l'État, et les journalistes qui abandonnent leur métier pour faire de la politique et faire partie ainsi de l'espace « légitime ».

## Un passage irréversible : des grands groupes généralistes aux médias d'opposition

Des médias généralistes aux médias d'opposition

Gezi : la fin de possibilités de passage

La défection et le passage sous l'influence des autres

En Turquie, chaque rupture de contrat d'un journaliste issu des médias généralistes suscite des inquiétudes et est vue comme une attaque contre le « quatrième pouvoir ». La rupture de contrat des reporters, des rédacteurs en chef ou des éditorialistes — surtout s'ils sont connus pour leur opposition au gouvernement AKP ou au Président Erdoğan — est considérée comme une manifestation de l'extrême dépendance des politiques éditoriales des médias vis-à-vis des intérêts des élites<sup>1</sup> ou de l'asservissement de la direction à la conformité intellectuelle<sup>2</sup>. Comme l'expliquent Françoise Daucé et Ivan Chupin pour le cas russe où l'État exerce un contrôle total sur les médias<sup>3</sup>, de façon parfaitement similaire, la prise de contrôle de la politique sur les médias est devenue un trait caractéristique primordial des médias en Turquie, d'autant plus évidemment que le gouvernement s'est assuré le contrôle total des médias généralistes depuis 2013.

Les pressions s'exercent surtout sur la télévision et plus particulièrement sur les chaînes d'information en continu qui sont décrites par Fossato comme étant un média contrôlé *de facto* par le gouvernement<sup>4</sup>. La télévision, malgré une diminution de son audience par rapport à l'année 2006, reste la principale source d'information en Turquie. D'après le sondage du Conseil supérieur de l'audiovisuel (RTÜK – *Radyo ve Televizyon Üst Kurulu*), 69,2 % des personnes interrogées disent y regarder les nouvelles régulièrement, contre 62,3 % qui s'informent par la presse écrite, 62,2 % par la radio, 59,1 % par les sites d'information sur internet et 53,7 % par les réseaux sociaux<sup>5</sup>. Dans cet environnement de communication dominé par la télévision, il n'est pas surprenant que les autorités aient investi les salles de rédaction des chaînes d'informations en continu.

---

<sup>1</sup> Serge HALİMİ, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Raisons d'agir éditions, 2005.

<sup>2</sup> Aude LANCELIN, *Le monde libre*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2016.

<sup>3</sup> Ivan CHUPIN et Françoise DAUCÉ, « Termination of journalists' employment in Russia: Political conflicts and ordinary negotiation procedures in newsrooms », *Laboratorium*, 9-2, 2017, p. 40.

<sup>4</sup> Floriana FOSSATO, « La télévision, média du pouvoir », *Pouvoirs*, 112-1, 2005.

<sup>5</sup> *Televizyon İzleme Eğilimleri Araştırması 2018* [La recherche sur la consommation de télévision 2018], RTÜK, consulté le 27 janvier 2020. <https://www.rtuk.gov.tr/Media/FM/Birimler/Kamuoyu/televizyonizlemeegilimleriarastirmasi2018.pdf>

Néanmoins, la presse écrite n'est pas non plus à l'abri des pressions<sup>6</sup>. Afin de bien analyser la contrainte qui pèse sur ce type de médias, il faut définir les différences qui existent entre les médias généralistes et les médias progouvernementaux. Désignés comme des « groupes de presse domestiquée » par Emre Demir, les médias généralistes « se différencient des médias progouvernementaux et adoptent une ligne éditoriale plus centriste que d'autres médias pro-AKP, mais favorisent largement les positions du parti au pouvoir dans leur couverture<sup>7</sup> ». Un autre trait par lequel les médias généralistes diffèrent des médias progouvernementaux se trouve dans l'écart entre la ligne politique de l'institution et celle des journalistes qui travaillent dans ces salles de rédaction. Les journalistes des médias généralistes, bien qu'ils favorisent la couverture du parti au pouvoir, se positionnent largement en opposition au parti au pouvoir, tandis que les journalistes des médias pro-AKP sont très largement issus des milieux conservateurs qui ont soutenu les partis de droite avant la prise du pouvoir du gouvernement AKP.

Dans cet environnement politique restreint, les ruptures de contrat ou encore l'emprisonnement des journalistes sont souvent critiqués et condamnés pour les atteintes portées à la liberté de la presse par les organisations internationales telles que l'Institut de la presse internationale (*International Press Institute*), mais aussi par le public qui est opposé au gouvernement AKP et qui exprime sa contestation sur les réseaux sociaux. Ces ruptures des contrats de travail sont en général étudiées par la sociologie des relations professionnelles, qui focalise sur les relations, les négociations et les interactions entre les syndicats et les salariés. Ces interprétations des motifs des ruptures sont importantes en ce qu'elles nous permettent de comprendre pourquoi les journalistes ne peuvent pas être réembauchés dans les médias généralistes en Turquie.

D'autre part, comme l'ont montré Françoise Daucé et Ivan Chupin, l'étude des procédures de ruptures des contrats de travail, à travers des échanges d'arguments entre les journalistes et les groupes médiatiques, nous permet de mettre en lumière les négociations qui ont lieu entre la direction et les employés (journalistes), mais aussi leurs désaccords. Dans leur article portant sur les ruptures de contrat des journalistes en Russie, Daucé et Chupin ont évoqué un accord mutuel, qui prévaut dans les médias d'opposition. Les auteurs ont ainsi eu une difficulté à

---

<sup>6</sup> Svetlana PASTI, « Two generations of contemporary Russian journalists », *European Journal of Communication*, 20-1, 2005.

<sup>7</sup> Emre DEMİR, « La fabrique de l'information : comment Erdoğan a transformé le paysage médiatique en dix ans », *Les Cahiers de l'Orient*, 127-3, 2017, p. 118.

qualifier la cessation de l'emploi, car, dans la plupart des cas, les parties en question n'utilisent pas le terme de « licenciement<sup>8</sup> ».

Quant à la Turquie, concernant les médias d'opposition, le motif avancé dans les ruptures de contrat n'est guère politique, presque toutes les ruptures ont un motif économique, à savoir les difficultés financières de l'institution médiatique ou la faible rémunération du journaliste dans les cas des démissions. À l'opposé des journalistes russes, qui travaillent aussi dans un contexte politique contraignant, les journalistes comme l'équipe dirigeante emploient le mot de « licenciement » (*kovulmak, işten atılmak* en turc) sans hésitation. Mais, la situation est complètement différente dans les médias généralistes, d'autant qu'ils n'ont pas de difficultés financières, leur équilibre étant assuré par la publicité et le revenu d'autres investissements des holdings médiatiques. Ainsi les ruptures de contrat des journalistes ne sont-elles quasiment jamais motivées par des raisons financières.

Pour bien analyser les motifs des ruptures de contrat, nous avons observé comment les journalistes concernés décrivent les motifs ou les justifications de leur cessation d'activité. Pendant longtemps, la circulation et le passage des journalistes, non seulement vers les institutions médiatiques concurrentes, mais aussi entre les différents types de médias, étaient courants et les journalistes pouvaient facilement (re)trouver un travail dans le monde des médias. Pourtant, la nature et les caractéristiques de ce type de mobilité ont changé radicalement à partir de 2013, quand les médias généralistes ont été remis en cause par les téléspectateurs à cause de leur couverture des événements de *Gezi Park*, qui peuvent s'inscrire dans la catégorie des « événements monstres<sup>9</sup> » tels que les définit Pierre Nora. Ce type d'événement « témoigne d'un moment de communion intense partagé par une société tout entière<sup>10</sup> ». Alors que les événements de *Gezi* ont été couverts en temps réel par les consœurs des chaînes turques d'information en continu, et même par les médias du monde entier comme *CNN International*, celles-ci ont échoué à diffuser en temps réel des informations à leur sujet. Pris au piège, d'un côté par un public en attente d'informations en direct du parc et de l'autre côté par les rédacteurs en chef qui refusaient d'en faire la diffusion — eux aussi piégés par les contraintes politiques

---

<sup>8</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Termination of journalists' employment in Russia: Political conflicts and ordinary negotiation procedures in newsrooms », art. cit, p. 41.

<sup>9</sup> Pierre NORA, « La manifestation du 11 janvier est le type même de l'événement monstre », publié le 20 janvier 2015, consulté le 30 octobre 2018. [https://www.liberation.fr/france/2015/01/20/la-manifestation-du-11-janvier-est-le-type-meme-de-l-evenement-monstre\\_1184922/](https://www.liberation.fr/france/2015/01/20/la-manifestation-du-11-janvier-est-le-type-meme-de-l-evenement-monstre_1184922/).

<sup>10</sup> Thierry DEVARIS, *La politique en continu vers une « BFMisation » de la communication ?*, Paris, Les petits matins, 2015, p. 38.

— les journalistes commencent à « négocier » l'échelle des informations à diffuser à la télévision. La négociation apparaît ainsi comme une catégorie qui définit les marges du travail des journalistes. Courant le risque d'être jugé excessif par le rédacteur en chef, le journaliste peut perdre son travail.

Les entretiens montrent que la sortie des médias généralistes est définitive. Parmi les journalistes interviewés, 10 ont abandonné le journalisme politique pour d'autres métiers, 25 ont changé de rédaction au cours de la période étudiée. Évidemment, des médias progouvernementaux aux médias d'opposition, les frontières ne sont pas fermées, mais l'inverse n'est en revanche pas possible. Autrement dit, après avoir quitté un support généraliste, les journalistes ne veulent ou ne peuvent plus intégrer de grands groupes médiatiques. Être licencié d'un grand groupe médiatique est ici synonyme d'opposition et ce « stigmat » vaut aussi pour les autres groupes médiatiques. Ceux-ci ont dès lors peur d'embaucher les journalistes licenciés de crainte d'être considérés comme des opposants au gouvernement AKP, même si le motif du licenciement n'est pas lié à une contrainte politique. Ces passages d'un univers à l'autre font l'objet de notre analyse qui vise à montrer les conséquences de la (non) circulation d'une frontière à l'autre. Il est non moins important de noter que les journalistes ont conscience des enjeux politiques et les effets qu'ils peuvent entraîner sur les rédactions. Ceci explique la mobilisation de leurs réseaux amicaux pour surmonter la période suivant leur cessation d'activité.

#### *Des médias généralistes aux médias d'opposition*

Dans l'échantillon des journalistes interviewés, plusieurs d'entre eux sont passés d'un média généraliste, issu d'un grand groupe médiatique, à un média d'opposition, financé par un groupe de presse étranger ou soutenu par le parti d'opposition, le CHP. Dans certains cas, ces passages ne sont pas volontaires, mais la conséquence de changements éditoriaux. Ainsi en témoigne la trajectoire d'une journaliste de *CNN Türk*, Ayşe, licenciée de la chaîne peu après son rachat par le groupe *Demirören*. Elle est passée d'un média généraliste (chaîne d'information en continu) à une radio d'opposition financée par la Russie (*Radio Sputnik*) :

« Avant de nous licencier, ils ont fait des contrats avec les gens qui allaient nous remplacer ; avec des salaires 1,5 fois supérieurs aux nôtres. En effet, la famille *Demirören* est une famille respectable. J'ai rencontré la fille lors d'un petit-déjeuner, elle m'a dit qu'elle était triste parce qu'elle n'avait pas pu travailler avec moi longtemps.

Donc, on comprend que la famille n'avait pas voulu me virer, mais qu'il y a eu des pressions du gouvernement. (...) Même si je voulais continuer le journalisme, le secteur ne veut plus de moi. Je suis obligée d'envisager une reconversion professionnelle<sup>11</sup>. »

Peu après la réalisation de cet entretien, pendant qu'Ayşe peinait à trouver un travail dans le secteur des médias, elle a reçu une offre du journal *Milliyet* qui appartient au groupe *Demirören*. Elle souhaitait accepter cette offre, mais le journal *Milliyet* l'a finalement retirée après quelques temps. Comment expliquer ce paradoxe ? Bien que ses collègues journalistes, et la famille *Demirören* elle-même, nouvelle propriétaire du groupe médiatique, souhaitent la garder au sein de leur équipe, leur volonté n'a pas suffi à empêcher sa mise à l'écart. Leur marge de manœuvre reste ainsi négligeable au regard de la contrainte politique. Irréversiblement stigmatisée sur le marché du travail des médias généralistes, Ayşe fait face à une « reconversion obligée ».

Le licenciement de journalistes suite au rachat du groupe *Demirören* n'a pas suscité de sentiment de solidarité, ni parmi leurs collègues dans le groupe, ni dans le public. La rupture n'évolue pas vers un scandale politique, notamment parce que sa survenance était attendue après le rachat du groupe. Les journalistes, après leur départ suite au rachat, mobilisent alors leurs amis et leurs réseaux déjà installés pour mettre leurs compétences au service d'une autre salle de rédaction. Après une rupture de contrat, le recours à des relations personnelles contribue à adoucir les conséquences de la cessation de leur travail. Finalement recrutée par la radio *Sputnik* grâce à ses réseaux amicaux, Ayşe est satisfaite de pouvoir continuer à exercer son métier.

Pour une partie des journalistes, les réseaux des collègues, les liens d'amitié tissés dans les lieux de travail précédents font office de droit d'entrée dans les médias d'opposition qui « partagent une multiplicité d'expériences<sup>12</sup> ». La radio *Sputnik* a attiré d'autres journalistes, à l'instar de Yağız démissionnaire de *CNN Türk*, qui ont quitté la chaîne à cause de l'alourdissement de la charge de travail et du recrutement de dirigeants qui ne sont pas journalistes de profession et qui, par conséquent, ne font pas, pour lui, de « journalisme véritable ». Mais, certains journalistes privilégient toujours, au départ, une embauche dans des médias généralistes en raison des avantages pécuniaires et des opportunités techniques qu'ils procurent, même si ce

---

<sup>11</sup> Entretien réalisé le 7 août 2018 à Istanbul.

<sup>12</sup> Ivan CHUPIN et Renata MUSTAFINA, « Quand le geste révèle le militant : sur quelques cas d'entrée en journalisme d'opposition dans la Russie contemporaine », *Critique internationale*, 79-2, 2018, p. 160.



sont ces mêmes médias qui ont mis fin à leur contrat de travail. Yağız a cherché du travail dans des télévisions généralistes telles que la chaîne *ATV*, *Kanal 7* ou la chaîne d'État *TRT*. Malgré des entretiens réussis avec l'équipe dirigeante de celles-ci, il n'a jamais pu signer un contrat de travail et finaliser son recrutement. Celui-ci a été bloqué par les patrons de ces chaînes qui ont été avertis par le gouvernement. Ces patrons ne sont généralement pas des journalistes, mais plutôt des hommes d'affaires qui investissent dans le secteur médiatique.

« Moi j'avais quitté *CNN Türk*, j'allais me mettre d'accord avec *ATV* pour faire une émission, parce qu'en effet, je fais des émissions depuis des années, ils connaissent mes liens avec Ankara, ils connaissent mes sources, j'étais respecté par l'AKP. Et je suis toujours respecté, je suis un journaliste connu, pas un militant. Alors que j'allais conclure avec *ATV*, ça a été bloqué, en quelque sorte. Alors qu'on était d'accord sur le salaire, on était d'accord sur tout... Je n'ai rien compris, mais bon. (...) Ils ont [le gouvernement] empêché mon recrutement. Voilà... Quelqu'un dans l'équipe d'Erdoğan a appelé les dirigeants d'*ATV* et a ordonné la mise à l'écart de mon dossier. Mais, en effet, ce n'était que le début. Erhan Çelik à *TRT*, lui il était à *Kanal 7* à l'époque, il quittait *Kanal 7*, Zait Akman m'a proposé de le remplacer. J'ai accepté l'offre, on s'est mis d'accord sur le salaire, sur tout en fait. Ils m'ont montré la salle de rédaction, les studios, tout était prêt. Je devais commencer dans une semaine, dix jours. Au bout d'une semaine, dix jours, 15 jours... Personne ne m'a appelé. Finalement, j'ai téléphoné à Zait Akman, qui s'est excusé en me disant qu'il est très embarrassé. Je lui ai demandé pourquoi, il m'a répondu "Ne me demande pas la raison". Après j'ai tenté ma chance à *TRT*, je leur ai proposé de faire une émission, on s'est mis d'accord sur le format, sur le salaire, tout... Ils m'ont dit qu'ils devaient consulter le rédacteur en chef, qui me connaissait d'ailleurs depuis longtemps, il est préfet de Samsun maintenant. Ils lui ont demandé et ils m'ont déclaré "Yağız, on ne peut pas te recruter"<sup>13</sup>. »

Il est intéressant d'observer, à travers ce cas, que les patrons des chaînes ou encore les cadres de niveau inférieur au sein de l'AKP ne sont pas contre le recrutement de journalistes opposants, voire qu'ils encouragent leur recrutement. Nous comprenons que celui-ci est empêché par les cadres supérieurs proches du pouvoir ou par Recep Tayyip Erdoğan lui-même. Ces cas montrent également les différentes manières dont les autorités politiques prennent le contrôle des entreprises de médias. Celui-ci ne s'opère pas seulement à travers la censure ou l'autocensure, mais aussi à travers les recrutements. La divergence entre les deux décisions, celle de l'équipe dirigeante composée de journalistes de profession et celle du patron, illustre la faiblesse des premiers dans la définition de la ligne éditoriale. Malgré un accord mutuel entre le journaliste candidat et l'équipe responsable de la rédaction, le recrutement ne peut pas avoir lieu sans l'accord du patron de l'entreprise médiatique. L'écart de 15 jours entre son entretien et leur (non) réponse signale les probables négociations qui ont eu lieu dans la salle de rédaction

---

<sup>13</sup> Entretien réalisé le 17 janvier 2017 à Istanbul.

à propos de son recrutement. Le rédacteur en chef n'a pu soulever aucun prétexte visant à légitimer le rejet de la candidature. Les motifs des rejets sont devenus d'autant plus clairement politiques, que les médias sont de plus en plus polarisés<sup>14</sup>. Ils pourraient être ouvertement exprimés en invoquant le resserrement général du contrôle sur le contenu de l'information<sup>15</sup>, lors même que, dans ce cas-là, le rédacteur en chef n'a pas voulu afficher franchement le motif. Il est important aussi de souligner « l'embarras » du rédacteur en chef qui montre son désaccord avec la décision.

Pourquoi Yağız est-il si durement stigmatisé sur le marché de l'emploi des médias généralistes alors qu'il a démissionné spontanément de la chaîne d'information en continu *CNN Türk* ? Pour répondre véritablement à cette question, il est utile de revenir sur les motifs de sa démission. Il a démissionné parce qu'il était fatigué de la surcharge du travail et de se disputer avec les collègues qui, à ses yeux, ne faisaient pas du journalisme, mais des « calculs de carrière ». Trois jours avant sa démission, il avait réalisé un entretien avec le Premier ministre de l'époque Recep Tayyip Erdoğan. Il lui avait posé une question sur un article d'une collègue journaliste Nuray Mert, sur la construction des routes dans la région sud-est de la Turquie<sup>16</sup>. Énervé par cette question, Recep Tayyip Erdoğan avait accusé le patron du journaliste de soutenir les terroristes du PKK, ajoutant qu'il s'agissait d'un avertissement pour le journaliste qui avait posé la question, mais que le message valait pour tous les journalistes.

« Mais avant de démissionner de *CNN Türk*, 3 jours avant, en effet, avant les élections, j'ai animé l'émission la soirée électorale en 2011 et c'était ma dernière émission. J'avais démissionné 15 jours avant, et le jour des élections, tout le monde savait que ce serait ma dernière émission. Alors, trois jours avant les élections, on avait fait un entretien avec le Premier ministre, moi, le correspondant de *CNN Türk* à Ankara, Hande Fırat, Metehan et Hakan Çelik. Au cours de cette émission, j'ai posé quelques questions à Erdoğan. (...) Il s'est beaucoup énervé, nous avons dû arrêter l'émission. Mais après l'émission on a réglé [la dispute] amicalement. On a fait des blagues amicales après l'émission, donc la tension n'a pas augmenté<sup>17</sup>. »

---

<sup>14</sup> Ivan CHUPIN, « Des médias aux ordres de Poutine ? L'émergence de médias d'opposition en Russie », *Savoir/Agir*, 28-2, 2014.

<sup>15</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Termination of journalists' employment in Russia: Political conflicts and ordinary negotiation procedures in newsrooms », art. cit, p. 52.

<sup>16</sup> L'article porte sur la construction des autoroutes asphaltées pour que les bombes posées sur ces routes soient visibles et/ou pour empêcher complètement leur installation. La journaliste Nuray Mert avait critiqué la construction de ces autoroutes en disant que le vrai but derrière leur construction était de faciliter les interventions militaires dans ces régions.

<sup>17</sup> Entretien réalisé le 17 janvier 2017 à Istanbul.

Selon Philippe Juhem, « l'enrôlement des rédactions dans les luttes politiques contribue à associer aux journalistes une étiquette partisane : les dirigeants des rédactions, les éditorialistes ou les rédacteurs de moindre rang sont embauchés et promus en raison notamment de leur affinité avec la ligne politique de leur journal. Une fois établie, cette étiquette les rend difficilement employables — pour des raisons de cohérence éditoriale et de crédibilité professionnelle — dans une rédaction dont la ligne politique serait contraire à leur identification<sup>18</sup> ». Depuis lors, Yağız n'a jamais pu retrouver de travail dans les médias généralistes. Finalement, il a été recruté par le journal *Radikal* issu du groupe *Doğan*, journal qui se distingue des autres publications du groupe par sa ligne éditoriale censée s'adresser aux groupes sociaux à fort capital culturel<sup>19</sup>. Aux contraintes politiques sur le journal s'est ajoutée sa réticence à travailler dans la presse écrite et il a démissionné de *Radikal* pour travailler à la chaîne d'information d'opposition *Artı Bir*, puis à radio *Sputnik* où il continue à travailler. Exclu du marché de travail des médias généralistes par le gouvernement AKP suite à une question posée au Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan lors d'une conférence de presse, Yağız s'est vu contraint de travailler dans les médias d'opposition. L'absence de justification des refus de le recruter met en évidence les conséquences d'une sanction par une institution de l'État.

Convaincu de pouvoir préserver sa neutralité journalistique chez radio *Sputnik*, Yağız est content de travailler dans cette chaîne de radio qu'il qualifie de « conforme à la déontologie journalistique », comparée aux autres entreprises de presse comme la chaîne *24, A Haber*<sup>20</sup> ou encore la chaîne *Halk TV*, une chaîne kémaliste, financée par le parti d'opposition CHP, qu'il qualifie « de chaîne partisane ». D'ailleurs, selon lui, il a été recruté par la radio *Sputnik* en raison de son professionnalisme concernant les normes déontologiques les plus essentielles<sup>21</sup>.

« Par exemple quand j'ai été recruté à *Radio Sputnik*, tout le monde connaissait en effet ma ligne politique. Elle était évidente à travers mes messages, mes articles, mes éditoriaux, mes interventions. Tout ça montre qu'ils étaient d'accord sur le fond pour travailler avec moi. D'ailleurs, ils sont très contents de mon travail à *Sputnik*. Parce que mes émissions de l'actualité dans les milieux d'AKP et aussi d'opposition... C'est parce

---

<sup>18</sup> Philippe JUHEM, « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, 56-4, 2001, p. 190.

<sup>19</sup> *Radikal* ne soutenait pas une ligne politique particulière mais le public le considérait généralement comme un journal social-libéral. Il a été loué pour ses rubriques sur la lecture, les arts et les interviews aussi bien que pour ses éditorialistes intellectuels libéraux.

<sup>20</sup> Les chaînes faisant parti de *havuz medyası*, les médias de propagande proches du pouvoir AKP.

<sup>21</sup> Yağız a été licencié de la radio *Sputnik* pour avoir fait un entretien avec Ahmet Davutoğlu, ancien Premier ministre du gouvernement AKP qui a quitté le parti et a annoncé la création prochaine d'un nouveau mouvement. Yağız, après avoir été licencié de radio *Sputnik* a commencé à travailler à *Halk TV* dont il a été licencié le 30 novembre 2019. Il continue à diffuser son émission sur Youtube.

que je suis journaliste, je ne fais pas de prosélytisme. Je ne me considère pas comme quelqu'un qui est obligé d'inculquer une certaine pensée à mes auditeurs. Moi, je pars exclusivement des événements et des faits<sup>22</sup>. »

Ceci montre également la trajectoire d'un journaliste qui s'est vu obligé de travailler dans les médias d'opposition alors même qu'il ne se voulait ni « opposant », ni « missionnaire ». Nous comprenons clairement qu'il ne revendique pas une position d'opposant au pouvoir, d'autant plus qu'il a souhaité travailler dans les médias progouvernementaux comme *ATV* ou la chaîne d'État *TRT*. Les journalistes deviennent opposants au fur et à mesure que la contrainte s'accroît.

### *Gezi : la fin des possibilités de passages*

Il existe donc un clivage entre journalisme indépendant (médias d'opposition) et médias généralistes auquel renvoie un certain nombre d'événements comme les départs des journalistes contestant *des* conditions d'exercice de la liberté de presse de plus en plus dégradées. Les médias qui critiquent le pouvoir en place (le gouvernement AKP et plus particulièrement le Président Recep Tayyip Erdoğan) offrent une issue aux journalistes exclus des médias généralistes. Pourtant comme le montrent Ivan Chupin et Renata Mustafina dans leur article sur l'entrée en journalisme d'opposition en Russie, « les journalistes des médias d'opposition témoignent d'un *éthos* plus professionnel dans la mesure où ils prétendent à l'objectivité à la différence des médias militants qui affichent ouvertement leur engagement et leur appartenance politiques, notamment en faveur des courants de la gauche de l'opposition<sup>23</sup> ». Pour cela, il est nécessaire de bien différencier les médias d'opposition et les médias militants, les derniers ne fixant pas pour objectif d'assurer l'objectivité journalistique.

Il n'en reste pas moins qu'il est possible de passer d'un média progouvernemental à un média généraliste comme l'a fait Murat, licencié du journal *Sabah* après les événements de *Gezi*<sup>24</sup>, et recruté par le journal *Milliyet*, un journal grand-public, propriété du groupe *Demirören*. La trajectoire du journaliste Murat confirme qu'il existe dans les médias turcs différents degrés

---

<sup>22</sup> Entretien réalisé le 17 janvier 2017 à Istanbul.

<sup>23</sup> I. CHUPIN et R. MUSTAFINA, « Quand le geste révèle le militant : sur quelques cas d'entrée en journalisme d'opposition dans la Russie contemporaine », art. cit, p. 160.

<sup>24</sup> Pour rappel, les manifestations de Gezi du début de l'été 2013 ont rassemblé des centaines de milliers de personnes à travers le pays contre le style de plus en plus autoritaire du gouvernement Erdoğan et du Parti de la justice et du développement (AKP), un parti islamo-conservateur. Libéraux de gauche, nationalistes, amateurs de football, des kurdes, des femmes portant un foulard sont descendus dans la rue. Les manifestations ont été déclenchées par les projets du gouvernement dans le parc Gezi, un petit espace vert à la lisière de la place Taksim. Erdoğan voulait reconstruire une caserne ottomane, démolie en 1940, et implanter un centre commercial.

d'autonomie : les médias progouvernementaux sont complètement assujettis au pouvoir ; dans les médias généralistes, le pluralisme au sein de la salle de rédaction est limité ; et les médias d'opposition disposent d'une certaine latitude pour critiquer le pouvoir en place. Les manifestations de *Gezi* ont témoigné de nombreux actes de censure et de désinformation de la part des médias généralistes, en particulier de ceux qui soutiennent le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan et son parti Justice et développement (AKP).

« *Gezi* a marqué une rupture. Ce que je veux dire, c'est que pendant le mouvement *Gezi* on a compris où chacun se situait. En effet, c'était comme ceci : dans le journal *Sabah*, qui était un journal libéral, les journalistes représentaient différentes lignes politiques. Comme au journal *Milliyet*, il y avait des journalistes de gauche, des Kémalistes, des républicains, des sympathisants du mouvement kurde... Donc à *Sabah*, il y avait toutes sortes de journalistes. Et cela ne créait pas de problème au journal. Autrement dit, ils pouvaient librement travailler à *Sabah*. Cela ne posait en tous cas pas de gros problèmes. Il y avait de petites frictions entre journalistes de différentes opinions politiques, mais la direction les embauchait quand même. Ce n'était pas non plus un grand problème pour les journalistes eux-mêmes. Mais le mouvement *Gezi* a constitué une rupture, après le mouvement, il y a eu une chasse aux sorcières. Les tweets publiés par les journalistes, le fait qu'ils ont participé ou non au mouvement *Gezi* sont devenus importants pour la direction.

(...)

Moi, pendant le mouvement j'avais écrit une lettre [sur Twitter] au Premier ministre (Recep Tayyip Erdoğan). Elle a été lue par 74 personnes et il n'y avait pas du tout d'insultes. Je critiquais juste la situation à *Gezi*.

**Q : Tu étais dans le mouvement *Gezi* ?**

**R :** Oui j'y étais. Et de quand date la lettre ? Je l'avais publiée vers mi-juillet. Le mouvement était fini, c'était comme si je faisais l'évaluation de la situation.

**Q : Donc tu as écrit une lettre adressée au Premier ministre de l'époque [Recep Tayyip Erdoğan] et tu l'as publiée sur Twitter ?**

**R :** Exactement. Je sentais en fait le risque de licenciement. Mes amis m'avaient averti qu'elle pourrait créer des problèmes. Et moi, j'étais un peu nonchalant, je me disais que j'allais garder cette lettre à tout prix. Mais, quand même, je ne pensais pas pouvoir être licencié à cause de la lettre. Aujourd'hui, par exemple, tout le monde sait qu'à cause d'une lettre comme celle-ci, tu peux facilement être remercié. Aujourd'hui, par exemple, je me demande ce qui se passerait si je participais au marathon avec le t-shirt d'Ahmet Şik<sup>25</sup> ? Si je faisais ça, par exemple, c'est sûr que je serais licencié. Aujourd'hui, je n'en doute pas. Avant le mouvement *Gezi*, par exemple, quand tu étais licencié, tu étais indemnisé. Aujourd'hui, si tu es licencié pour une telle raison, tu ne peux pas être indemnisé, parce qu'ils vont dire que tu as endommagé le pays, tu as détruit son unité. Dans le journal *Sabah*, par exemple, les gens ont été congédiés à cause

---

<sup>25</sup> Ahmet Şik est un journaliste d'investigation turc, auteur de plusieurs ouvrages, un syndicaliste, et finalement, un membre du Parlement turc. Son livre, *İmam'ın Ordusu* (L'armée de l'imam), enquêtant sur le mouvement controversé du prédicateur islamique Fethullah Gülen, a abouti à sa détention pendant un an en 2011-2012 et à la saisie et à l'interdiction du livre. Il est toujours sous le coup d'une accusation dans l'affaire *OdaTV* des procès *Ergenekon* ; sa cause a été reprise par *English PEN*, une association d'écrivains qui luttent pour la liberté d'expression. En 2016, le procureur dans cette affaire a demandé l'acquittement de Şik.

de leurs tweets sans avoir reçu d'indemnités. Tu peux bien sûr faire un procès, mais c'est compliqué<sup>26</sup>. »

La trajectoire du journaliste Murat a des traits communs avec celle de İrfan Değirmenci, licencié de *CNN Türk* suite aux tweets qu'il a publiés sur son compte personnel à propos de son vote « non » au référendum 2017. Le journaliste Murat évoque l'ambiguïté de la période qui a précédé le mouvement *Gezi* en soulignant qu'il n'avait pas anticipé un licenciement suite à la publication sur Twitter de son texte sur le mouvement *Gezi*. D'ailleurs, il insiste sur le faible impact de son texte en rappelant qu'il n'a été lu que par 74 personnes. Il compare les périodes avant et après le mouvement *Gezi* pour souligner le point de rupture qu'il marque dans les médias turcs ; rares sont les chaînes de télévision qui ont couvert les événements en direct, à part *Halk TV*<sup>27</sup>. Dans une large mesure, les rassemblements contre la destruction du parc *Gezi* ont été organisés sur Facebook et Twitter, sur les réseaux sociaux. Ceux-ci n'ont fait que renforcer la pression sur les journalistes qui, même s'ils ne peuvent pas couvrir les événements dans les médias généralistes, publient leurs messages de soutien aux protestataires sur les réseaux sociaux. En fin de compte, comme le dit Aurélien Denizeau « Depuis le mouvement contestataire dit « Gezi », en juin 2013, les oppositions au pouvoir turc et à son évolution conservatrice et autoritaire se sont multipliées<sup>28</sup> ». Des protestations locales et écologiques ont pris « rapidement de l'ampleur, se transformant en mouvement contestataire massif ; des millions de jeunes ont dénoncé l'autoritarisme croissant du gouvernement, les atteintes à la laïcité et une politique de plus en plus conservatrice<sup>29</sup> ».

Le mouvement protestataire écologique a trouvé un prolongement inattendu dans la « chasse aux sorcières » qui a frappé les médias généralistes turcs. Le mouvement protestataire *Gezi* symbolise la nouvelle ligne rouge qui départage les médias généralistes. Désormais, des journalistes sont licenciés sans indemnité ni préavis suite à leurs publications sur les réseaux, considérées comme des « fautes graves ». Or, auparavant, ce n'était pas le cas. Autrement dit, aucun journaliste de notre échantillon n'a été licencié en raison de ses publications sur les réseaux sociaux avant le mouvement *Gezi*. Dans le cas du journaliste Ahmet Şık, les sanctions ne se sont pas limitées au licenciement. Après l'interdiction de son livre et sa détention pour

---

<sup>26</sup> Entretien réalisé le 9 août 2017 à Istanbul.

<sup>27</sup> « Solidarity with Istanbul protesters grows in Turkey and abroad », *Deutsche Welle*, publié le 1<sup>er</sup> juin 2013, consulté le 10 mai 2021. <https://www.dw.com/en/solidarity-with-istanbul-protesters-grows-in-turkey-and-abroad/a-16853318>

<sup>28</sup> Aurélien DENIZEAU, « La Turquie entre stabilité et fragilité », *Politique étrangère*, Printemps-1, 2016, p. 166.

<sup>29</sup> *Ibid.*

« propagande en faveur d'organisations terroristes », en référence à 11 tweets qu'il a publiés, il est devenu l'une des figures de la liberté d'expression en Turquie. Son procès « est devenu le symbole des pressions exercées contre les journalistes<sup>30</sup> » à tel point que, pour un collègue, lui manifester son soutien pourrait provoquer son propre licenciement.

### *La défection et le passage sous l'influence des autres*

La contrainte politique, comme expliquée dans le chapitre IV, ne prend donc pas toujours la forme de la censure directe ou de l'autocensure. Les rédacteurs en chef des médias généralistes alignent leur politique éditoriale sur la ligne politique du parti au pouvoir. Pour cela, l'information brute n'étant pas toujours suffisante, les journalistes sont sollicités par les dirigeants de rédactions de faire des reportages avec les hommes politiques du parti au pouvoir. Cependant, selon Philippe Juhem, « les cas de transgression suscitent alors de fortes polémiques parmi les journalistes et les hommes politiques<sup>31</sup> », mais aussi entre les journalistes et les rédacteurs en chef au sein même d'une salle de rédaction. Ainsi le cas d'Onur, ancien journaliste de desk de la chaîne *CNN Türk* qui a abandonné le journalisme au profit des métiers de ressources humaines et de publicité. En dépit de son poste de journaliste de desk à *CNN Türk*, Onur a été sollicité pour faire un entretien de « commande » avec une mairie issue du parti au pouvoir, pour faire son éloge. Ayant refusé, il est entré en conflit avec le rédacteur en chef, à tel point qu'il a dû démissionner. Après un conflit aussi fort avec un supérieur, il est rare d'être recruté par un (autre) média généraliste. Ce type d'exemple met aussi en évidence le contrôle que la direction exerce sur les journalistes de desk<sup>32</sup>.

« Alors mon licenciement s'est en fait passé comme ça : ils m'ont demandé de faire un entretien avec Kadir Topbaş<sup>33</sup>.

**Q : C'était quoi le sujet ?**

**R :** Lui façonner une belle image publique. Ils m'ont dit : « Ce sera toi qui vas faire cet entretien ». J'ai dit non, je ne vais pas le faire, mais je peux envoyer un reporter si vous voulez. Ils ont insisté.

---

<sup>30</sup> « Turquie : tensions au procès du journal « Cumhuriyet » », *Libération*, publié le 26 décembre 2017, consulté le 8 janvier 2019. [https://www.liberation.fr/planete/2017/12/25/turquie-tensions-au-proces-du-journal-cumhuriyet\\_1618799/](https://www.liberation.fr/planete/2017/12/25/turquie-tensions-au-proces-du-journal-cumhuriyet_1618799/)

<sup>31</sup> P. JUHEM, « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », art. cit., p. 190.

<sup>32</sup> Eugénie SAÏTTA, « Les transformations des rapports entre journalisme et politique. Une comparaison France / Italie depuis les années 1980 », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 41.

<sup>33</sup> Kadir Topbaş (1945 – 2021) était un architecte, homme d'affaires, homme politique et ancien maire (AKP) de la municipalité métropolitaine d'Istanbul de 2004 à 2017.

**Q : Mais pourquoi ont-ils insisté ? Parce que, normalement, tu ne fais jamais d’entretiens de ce genre. Tu es toujours dans les locaux.**

**R :** Bien sûr, je suis toujours dans les locaux, devant mon ordinateur. Mais, en effet, auparavant, il y avait eu des disputes, je pense qu’ils m’ont demandé ça pour les aggraver. Mais, moi, j’ai refusé, ils ont insisté, j’ai encore refusé. Et, finalement, le rédacteur en chef m’a dit : “Tu le feras, bon gré mal gré”. Et j’ai répondu : “Il est facile de jouer les gros bras au téléphone, quand tu viendras au bureau lundi, je te ferai ta fête. Tu vas recevoir ma lettre de démission<sup>34</sup>”. »

La rupture avec les médias généralistes ne se réalise donc pas exclusivement à travers le licenciement. La démission d’un journaliste d’un média généraliste est un motif suffisant pour bloquer tout recrutement par les autres médias généralistes. Les journalistes désertent ce type des médias non seulement à cause du rejet de leurs candidatures, mais aussi parce qu’ils ne sont plus motivés pour intégrer des médias appartenant aux grands holdings. Le cas d’Onur est extrême du fait de la radicalité de la dispute avec son rédacteur en chef, mais à la suite de ce conflit, il a dû quitter le métier de journaliste pour travailler dans le secteur de la publicité. Pour autant, il ne s’agit pas d’un cas isolé, une autre journaliste de *CNN Türk*, Ebru, a dû abandonner les médias généralistes après un accrochage avec le rédacteur en chef, pour rejoindre alors une chaîne de télévision à forte identité politique (*Halk TV*, une chaîne d’information en continu kémaliste) pour laquelle elle réalise une émission. Elle a dû quitter *CNN Türk* parce que son émission a été supprimée par le rédacteur en chef après la démission du collègue (qui soutenait à l’époque le parti au pouvoir) avec qui elle faisait l’émission. En d’autres termes, la direction de la chaîne *CNN Türk* n’a pas voulu maintenir une émission sans la participation d’un journaliste engagé aux côtés du parti au pouvoir.

« Moi, j’étais déjà au maquillage [avant le passage de l’émission]. Ils m’ont appelé, j’ai dit que je pouvais venir après le maquillage. Ils ont insisté en disant que c’était très important. J’ai encore dit que j’allais venir après le maquillage. Fırat [le rédacteur en chef] m’a demandé de venir avant, parce qu’il n’y aurait peut-être pas d’émission. J’étais très surprise. Il m’a redemandé de venir pour pouvoir discuter. Arif en fait, il avait été offensé, il avait été blessé, il avait démissionné [à cause de moi]. Mais j’ai dit que c’était très malpoli à l’égard des téléspectateurs, que je pouvais faire l’émission seule et m’excuser au nom d’Arif. Après, on pourrait discuter de nos problèmes avec Arif... Mais qu’on ne pouvait pas supprimer une émission parce que Arif ne venait pas. Ils ont encore dit qu’elle était supprimée. J’ai redemandé alors : “Pas d’Arif, pas d’émission alors ?”. Il a répondu : “Oui ! C’est exactement ça ! Garde le bien à l’esprit, si Arif ne vient pas, tu viendras non plus”. J’ai dit que j’avais compris la situation, j’ai quitté son bureau<sup>35</sup>. »

---

<sup>34</sup> Entretien réalisé le 26 juillet 2017 à Istanbul.

<sup>35</sup> Entretien réalisé le 21 août 2017 à Istanbul.



La présence d'un journaliste opposé à la ligne officielle n'est tolérée qu'avec celle d'un autre journaliste loyal au pouvoir. Arif, avant de démissionner de *CNN Türk*, était le correspondant à Washington de la chaîne *Kanal 7*, connu pour sa proximité avec le mouvement de *Milli Görüş*. Il avait été ensuite conseiller de presse de Recep Tayyip Erdoğan, avant d'assumer le poste de rédacteur en chef de la chaîne *Kanal 24*, organe de presse fervent partisan du gouvernement AKP. La démission d'Arif était un motif suffisant pour supprimer l'émission. Les journalistes se voient obligés de quitter les médias généralistes dans lesquels ils étaient insérés professionnellement dans l'optique de proposer une couverture conforme à leur déontologie journalistique et rejoignent ainsi les équipes qui produisent un contenu oppositionnel au pouvoir en place. La manière dont les journalistes apprennent leurs licenciements semble jouer un rôle important dans la rupture avec les médias généralistes et le passage aux médias d'opposition. Le licenciement d'Ebru n'est pas réfléchi, mais spontané, ce qui bloque la possibilité de « médiation et de compromis<sup>36</sup> ». Après avoir discuté avec le patron du groupe *Doğan*, elle a appris qu'elle avait été licenciée parce que ses opinions critiques, exprimées pendant l'émission, étaient difficilement contestables. Le cas d'Ebru est d'autant plus intéressant, qu'il permet de mettre au jour non seulement la grande diversité des contraintes politiques, mais aussi des justifications invoquées par les acteurs, ainsi que les relations informelles présentes au sein de la salle de rédaction. Le patron du groupe *Doğan* affirme qu'elle a été licenciée pour maintenir la neutralité de la chaîne, après le départ du journaliste engagé aux côtés parti au pouvoir, Ebru ne pouvant pas continuer à faire cette émission seule parce qu'elle était souvent critique envers le parti au pouvoir. Or Ebru était prête à continuer l'émission avec un autre journaliste qui serait lui, proche du parti au pouvoir.

« J'ai rendu visite à Aydın Doğan<sup>37</sup> après mon licenciement pour dire au revoir. Je l'ai fait expressément après mon licenciement officiel pour qu'il ne pense pas que je voulais rester à mon poste. C'était très bien, il m'a cajolée. Mais, je lui ai quand même demandé pourquoi j'étais licenciée. Parce qu'en fait, dans l'émission *Dört Bir Taraf* ils expriment des critiques beaucoup plus fortes que les miennes. Or, vous gardez cette émission, tandis que la nôtre est supprimée. Il m'a répondu : "Dans cette émission, Nagehan [Alçı] [une journaliste pro-AKP] peut répondre à toutes les critiques de l'opposition. Mais dans la vôtre, les arguments d'Arif étaient faibles comparés aux tiens". Tu vois la situation ? Puisque les arguments d'Arif en faveur des politiques de l'AKP étaient faibles, ils ont supprimé notre émission au lieu de trouver quelqu'un d'autre,<sup>38</sup> »

---

<sup>36</sup> E. SAÏTA, « Les transformations des rapports entre journalisme et politique. Une comparaison France / Italie depuis les années 1980 », art. cit, p. 37.

<sup>37</sup> Aydın Doğan est un magnat des médias, un magnat des affaires, un entrepreneur, un philanthrope et un investisseur turc - principalement connu pour être le fondateur du conglomérat *Doğan*, l'un des plus grands conglomérats turcs.

<sup>38</sup> Entretien réalisé le 21 août 2017 à Istanbul.

Autre cas notable, le passage du journaliste Hakan du journal *Radikal* au site internet *Gazeteduvar* à cause de la fermeture du premier. Celle-ci a été attribuée aux problèmes financiers du journal et annoncée comme telle au public. Or, cette présentation des faits est démentie par le journaliste qui affirme que le journal faisait du profit au moment où il a été fermé et que le motif exact de la fermeture n'est pas la difficulté financière, mais la contrainte politique exercée par le gouvernement AKP. La particularité des journalistes de *Radikal* par rapport aux autres journalistes repose sur le fait qu'ils ne voulaient pas abandonner les médias généralistes, parce qu'ils étaient contents de travailler chez *Radikal*, qualifié de « défenseur combatif de la liberté de la presse<sup>39</sup> ». Cependant la qualification de *Radikal* en tant que « média généraliste » est contestable. Comme son nom l'indique, *Radikal* était un journal connu pour sa ligne dissidente en quelque sorte libérale et qui soutenait le processus de paix visant à mettre fin au conflit kurde. L'exemple de *Radikal* atteste également de la croissance de la concentration dans les médias. Les tendances monopolistiques à l'œuvre dans les médias généralistes se sont tellement renforcées pendant la période qui a précédé le gouvernement AKP que des voix dissonantes (à l'égard des politiques menées par le gouvernement, mais aussi par le patron) ont commencé à émerger au sein d'un même groupe médiatique.

D'ailleurs, d'après notre entretien, les journalistes de *Radikal* ne travaillaient pas sous la contrainte de leur rédacteur en chef. Celui-ci défendait la liberté d'expression contre le patron du groupe *Doğan*. Plus curieux encore, ces journalistes ont essayé de sauver *Radikal* de la fermeture. Ils ne voulaient pas quitter le journal, non pas parce que les médias généralistes issus des grands groupes médiatiques offrent de bien meilleures conditions financières, mais parce qu'ils appréciaient « l'ambiance démocratique et non hiérarchisée<sup>40</sup> » de la salle de rédaction, où les journalistes de moindre rang pouvaient contester les décisions du rédacteur en chef.

Pourquoi alors Hakan n'a-t-il pas été recruté par les autres organes de presse du groupe *Doğan* après la fermeture de *Radikal* ? De fait, ce dernier était considéré comme un journal ayant à sa tête une équipe rédactionnelle pro-HDP<sup>41</sup> (voire pro-PKK selon le gouvernement AKP) et Hakan affirme qu'il était vu comme un des responsables de cette ligne politique ; une

---

<sup>39</sup> Entretien réalisé le 4 août 2017 à Istanbul.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> HDP (*Halkların Demokratik Partisi* – Parti démocratique du peuple) est situé politiquement à gauche et issu du mouvement politique kurde. Le parti est considéré comme équivalent de PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan* – Parti des travailleurs du Kurdistan), groupe armé kurde considéré comme terroriste) par Recep Tayyip Erdoğan et par le gouvernement AKP.

responsabilité qu'il ne nie pas. Ceci, encore, témoigne de la stigmatisation des journalistes considérés comme responsables de la ligne politique de leur journal. Puisque le journal a été fermé à cause de la pression politique du gouvernement, le groupe *Doğan* ne recrutera pas les journalistes qui ont suscité les réactions des autorités politiques.

« Moi, en effet, j'étais parmi les journalistes qui ont publié des contenus qui ont provoqué la fermeture du journal. J'étais un des dirigeants. Je ne suis pas très sûr, mais on nous a dit qu'on était ciblés nominalement. Le gouvernement a donné les noms de journalistes qu'il qualifie de [partisan du] HDP, du PKK et dont il veut le licenciement. J'attire ton attention sur le fait qu'on est stigmatisés non seulement comme [proches du] HDP, mais aussi du PKK. Il y a eu des collègues qui ont continué à travailler dans les autres journaux du groupe. Nous n'avons rien contre eux. J'aurais voulu avoir plus de collègues qui sont restés dans le groupe. Leurs noms n'étaient pas au premier plan, ils n'étaient pas trop connus du grand public. Mais en fait, eux aussi, ils déterminaient les décisions et la politique de rédaction, comme moi. Mais, mon nom était au premier plan, parce que j'écrivais des éditoriaux de temps en temps. C'est pour cela, je pense, qu'on n'a pas pu continuer à travailler dans d'autres journaux du groupe<sup>42</sup>. »

Conscient des difficultés financières des médias d'opposition, Hakan travaille aussi en tant que scénariste, il écrit des scénarios pour des séries télévisées turques, sans être membre titulaire de ces chaînes. Ici donc « on est en présence d'une double transgression<sup>43</sup> » marquée par le passage d'un média généraliste à un média d'opposition et par une sortie du métier de journaliste de desk pour devenir scénariste. Pourtant, Hakan n'est pas satisfait de son travail de scénariste, activité qu'il décrit comme « peu intéressante et routinière », dépendante de l'audimat et dans laquelle les scénarios sont écrits pour coller au goût des téléspectateurs. Il ne ferait pas ce métier de scénariste s'il pouvait gagner sa vie en travaillant uniquement pour *Gazeteduvar*. Mais il a déclaré avoir dû accepter l'offre pour gagner sa vie. Ce constat permet d'affirmer que le passage du journalisme à un autre métier n'est pas volontaire, mais se fait par obligation :

« Un ami écrivant des scénarios pour des séries télévisées qui avait entendu parler de la fermeture du journal *Radikal* m'a appelé pour me reconforter. Il a dit que le public avait anticipé la fermeture, que ça devait arriver tôt ou tard. Il m'a demandé si j'étais licencié ou pas. J'ai dit oui, alors il m'a proposé de travailler avec eux. Il a dit que pour un certain temps, 'il n'y aura plus de journalisme véritable dans le pays, tu peux travailler avec nous, et démissionner quand tu trouveras un travail de journaliste à ton goût'. Et moi j'ai fait comme ça. Pour pouvoir survivre<sup>44</sup>. »

---

<sup>42</sup> Entretien réalisé le 4 août 2017 à Istanbul.

<sup>43</sup> Ivan CHUPIN et Françoise DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? La banalité des bifurcations dans les carrières journalistiques en Russie contemporaine », *Réseaux*, 199-5, 2016, p. 138.

<sup>44</sup> Entretien réalisé le 4 août à Istanbul.

La mobilité professionnelle des journalistes s'opère encore une fois à travers des réseaux d'amitiés qui sont aussi politiquement structurées<sup>45</sup>. Hakan en donne des exemples concrets ; le site internet *Gazeteduvar* a été fondé par les journalistes qui se sont retrouvés au chômage après la fermeture. L'équipe de *Gazeteduvar* est donc constituée en grande partie par les anciens de *Radikal*, qui partagent la même ligne politique, qui ont proposé à Hakan d'écrire un éditorial.

D'après les résultats de notre enquête, le passage des journalistes entre d'un organe de presse turc à un autre est unidirectionnel. Autrement dit, le passage s'opère des médias généralistes (des grands groupes médiatiques) vers les médias d'opposition, mais l'inverse n'est pas possible. À savoir, une fois étiquetés comme « opposants au pouvoir », ces journalistes deviennent difficilement employables par les médias généralistes. C'est pour cela qu'ils préfèrent soit se diriger vers les médias d'opposition, soit faire une reconversion professionnelle complète, c'est-à-dire abandonner le journalisme pour un autre métier. Les entretiens permettent de mettre au jour la centralité de la contrainte politique dans les motifs de bifurcation. En effet, les motifs, de natures diverses, sont souvent les dérivés d'une contrainte politique comme la stigmatisation, le licenciement, la démission ou encore la suppression d'un programme jugé opposant.

Ces circulations entre les différents types de médias sont également liées à la fragilité des contrats de travail des journalistes et à l'absence d'engagements syndicaux et partisans. Comme dans le cas russe, « les syndicats sont à peu près totalement absents de l'horizon des journalistes<sup>46</sup> ». Les journalistes mobilisent leurs réseaux amicaux ou professionnels pour pouvoir trouver un travail. Cependant, la faiblesse de la syndicalisation n'est pas un phénomène nouveau, elle n'est pas non plus exclusive à la Turquie, elle accompagne le développement du « nouvel esprit de capitalisme<sup>47</sup> ». Les journalistes interrogés n'ont pas fait état d'une appartenance à un syndicat hormis l'adhésion à l'Association des journalistes turcs (*Türkiye Gazeteciler Cemiyeti*) qui est une association travaillant sur la liberté de la presse en Turquie et non pas sur les droits (surtout matériels) des journalistes.

---

<sup>45</sup> P. JUHEM, « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », art. cit, p. 190.

<sup>46</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? », art. cit, p. 143.

<sup>47</sup> Luc BOLTANSKI et Ève CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

## La précarisation des journalistes et la faiblesse des collectifs syndicaux

- Le rédacteur en chef et... les autres
- Un journalisme genré
- Le déclin de la syndicalisation
- Conclusion

Le contexte autoritaire contraignant qui s'accompagne d'une faiblesse des collectifs syndicaux, alimente non seulement les difficultés de recrutement auxquelles sont confrontés les journalistes, mais aussi participe de la facilité de leur licenciement par les entreprises médiatiques. Les journalistes travaillent dans des conditions précaires, sans sécurité d'emploi ou vision à long terme. Si la précarité des journalistes n'est pas propre à la période AKP, le nombre des postes disponibles pour les journalistes s'est réduit d'une manière sans précédent. Pour aborder la circulation et la précarisation des journalistes, « il faut sortir des limites de l'analyse macrosociologique classique<sup>48</sup> » que font la plupart des ouvrages sur les médias en Turquie comme celui de Bilge Yeşil, *Media in New Turkey*<sup>49</sup> ou encore de Vahdet Mesut Ayan, *AKP Devrinde Medya Âlemi*<sup>50</sup>. Nous ne nions évidemment pas l'existence de déterminants structurels, mais afin d'analyser les conditions de ces passages et la précarisation, il faut examiner, comme l'écrit Alain Accardo, « comment ils [les passages et la précarisation] jouent concrètement [sur] les situations vécues par les individus<sup>51</sup> ». Quand nous regardons de près la trajectoire des journalistes, nous constatons que les conditions matérielles, autrement dit le salaire et les conditions économiques de travail, ne s'imposent pas de façon manifeste comme le facteur principal qui déterminerait le passage et la circulation des journalistes. Exprimé encore une fois par Alain Accardo, « ce qui 'fait courir' les journalistes, dans la pratique quotidienne de leur métier, ce n'est pas la libido économique, la volonté d'accaparer les « parts de marché » et d'engranger des profits financiers. En témoignent les propos d'un journaliste, Cem, qui a abandonné le journalisme généraliste (le site internet du journal *Hürriyet*,

---

<sup>48</sup> Alain ACCARDO, « Pour une socioanalyse des pratiques journalistiques », in *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007, p. 39.

<sup>49</sup> Bilge YESIL, *Media in New Turkey: The Origins of an Authoritarian Neoliberal State*, University of Illinois Press, 2016.

<sup>50</sup> Vahdet Mesut AYAN, *AKP Devrinde Medya Âlemi* [Le monde des médias pendant la période AKP], Istanbul, Yordam Kitap, 2019.

<sup>51</sup> A. ACCARDO, « Pour une socioanalyse des pratiques journalistiques », art. cit, p. 39.

hurriyet.com.tr) pour faire son métier dans un site internet indépendant d'opposition appelé *Bianet* où il travaille en tant qu'intermittent :

« Moi, je voulais faire un journalisme différent. Quelques médias d'opposition proposaient des contenus très précieux pour moi. Tu peux appeler ça du mensonge ou de la désinformation ou un effort de cacher quelque chose, mais je crois que souvent, les médias font du marketing que nous prenons pour de la vraie information. Alors que nous, nous sommes capables d'analyser ce qu'on nous donne, et de dire qu'une partie n'est pas vraie. Nous pouvons quand même trouver un média où nous pouvons lire la vérité. (...) Je cherchais donc un travail qui pourrait me satisfaire. Je travaillais toujours à la pige, nous nous sommes rencontrés, et ça, c'est très bien passé, j'ai commencé à travailler dans *Bianet* en tant que journaliste de desk sur les droits d'hommes. J'ai appris beaucoup de choses. (...) Maintenant par contre, je travaille à la pige ; ce n'est pas facile ailleurs non plus, mais en Turquie c'est encore plus compliqué. Parfois je gagne encore plus [qu'en travaillant à plein temps], mais quand tu travailles à la pige, tu n'as jamais fini. Je ne peux pas prévoir le mois prochain. Si tu as des médias avec lesquels tu travailles régulièrement, c'est bien pour un certain temps, mais tu ne peux pas te projeter dans le long terme, tu ne peux voir que le court terme. Mais, le marché médiatique a toujours été comme ça. Rien ne garantit que tu ne seras pas licencié dans les médias généralistes non plus<sup>52</sup>. »

Dans leur grande majorité, les journalistes expliquent qu'il n'y a pas de grande différence en termes de « précarité » entre les médias généralistes et les médias d'opposition. Une partie croissante des journalistes ont quitté les médias généralistes pour travailler « à la pige », un travail précaire, mais qui a une valeur journalistique à leurs yeux. Nous soulignons que « c'est la profession tout entière qui est affectée à des degrés variables selon le secteur d'activité, par la dégradation des conditions du travail journalistique. D'où la multiplication des conflits de toute sorte qui entretiennent dans la plupart des entreprises de presse un climat éprouvant de colère et de désenchantement<sup>53</sup> ». Les journalistes sont pris dans une tension entre le travail à contrecœur dans les médias généralistes et le travail en contrats à durée déterminée ou à la pige pour les médias d'opposition. Il existe dans les médias d'information une tendance lourde qui se manifeste par l'augmentation constante de la précarité des emplois (suppression des collectifs syndicaux, emplois à temps partiel, contrats à durée déterminée, « petits boulots » auxiliaires, etc.). C'est, parfois pour des raisons politiques, mais aussi et peut-être surtout pour des motifs économiques.

---

<sup>52</sup> Entretien réalisé le 5 juillet 2017 à Istanbul.

<sup>53</sup> Alain ACCARDO, « Une intelligentsia précaire », in Alain ACCARDO (dir.), *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007, p. 265.

À travers notre enquête de terrain auprès à la fois des journalistes et des professionnels de la presse (les dirigeants, les éditorialistes), notre propos est d'observer comment les journalistes travaillent dans les conditions de plus en plus précaires, tant sur le plan du vécu personnel que sur celui des pratiques professionnelles. Comme l'analyse Alain Accardo, « l'ensemble de ces entretiens présente en effet une structure gigogne : le témoignage porté sur la condition de journaliste précaire enveloppe un témoignage sur les transformations actuelles du journalisme, qui enveloppe lui-même un témoignage sur l'évolution du travail intellectuel et du statut de l'intelligentsia dans un monde dominé par la logique marchande<sup>54</sup> ». Les témoignages montrent ainsi la dégradation du travail journalistique qui reflète, à son tour, le panorama aussi bien économique et social que politique, de sorte que la précarité des journalistes et la dégradation de leur condition de travail laissent apparaître les conditions d'exercice du journalisme sous contrainte économique et politique. Comme l'écrit Rémy Rieffel à propos du marché de l'information : « Les contraintes économiques ne sont donc pas sans conséquence sur le travail des journalistes eux-mêmes, qui ne sortent jamais indemnes de ce tumulte et qui se voient souvent obligés de suivre la ligne d'action générale, déterminée en grande partie par l'état de marché et la conjoncture du moment, sous peine de perdre pied<sup>55</sup> ».

La logique marchande, telle qu'elle est élaborée par Alain Accardo, et les contraintes politiques s'entremêlent. Autrement dit, les circulations et la précarisation des journalistes doivent être pensées dans un contexte où les logiques marchandes et la gestion économique sont liées aux relations entretenues avec le pouvoir politique. Dans leur grande majorité, les médias d'information subsistent grâce aux ressources de la publicité. Or, dans un espace médiatique fortement clivé, entre, d'une part, des médias étatiques relayant la parole officielle et qui ont la part du lion des revenus publicitaires, des médias généralistes qui sont formellement privés, mais placés sous le contrôle du pouvoir politique, et, de l'autre, des médias d'opposition marginalisés et économiquement fragiles, les derniers sont « à la merci des répressions du pouvoir<sup>56</sup> » qui contrôle les ressources publicitaires. Les médias dominants donc « concentreraient les ressources administratives, économiques et sociales, face à des titres dominés, faiblement pourvus en ressources<sup>57</sup> ». Ceci explique aussi, en effet, la volonté de certains journalistes de travailler dans les médias généralistes. Les médias généralistes

---

<sup>54</sup> *Ibid.*

<sup>55</sup> Rémy RIEFFEL, *L'élite des journalistes : les hérauts de l'information*, Paris, Presses universitaires de France, 1984, p. 28.

<sup>56</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? », art. cit, p. 133.

<sup>57</sup> *Ibid.*

concentrent non seulement les ressources publicitaires, mais aussi d'autres ressources provenant d'autres investissements des holdings médiatiques. Les salles de rédaction sont donc techniquement plus développées, les journalistes qui travaillent dans ces grandes entreprises ont plus de moyens techniques que ceux des médias d'opposition. C'est ce que rapporte une journaliste, Ebru, qui travaille dans une chaîne d'opposition après avoir travaillé pendant de longues années dans de grands groupes médiatiques :

**Q : *Halk TV* n'a pas de revenus publicitaires ?**

**R :** Elle n'a pas de revenus publicitaires, ou si elle en a, ce sont des publicités qui ne rapportent pas beaucoup d'argent. On essaie de subsister dans des conditions vraiment très dures.

**Q : Dans d'autres conditions, vous préféreriez travailler dans les médias généralistes ?**

**R :** Oui bien sûr. Bien sûr, parce que dans les médias généralistes, vous avez vraiment des moyens beaucoup plus importants qu'ici. Par exemple, quand je travaillais à *CNN Türk*, s'il se passait quelque chose à Diyarbakır, moi, j'avais la possibilité de rencontrer le reporter de Diyarbakır tout de suite en direct sur les écrans. Quand il y avait des invités dans mon émission, j'envoyais une voiture pour les chercher. Ici, ils n'ont même pas de voiture. Pour vous expliquer plus clairement : ici, il n'y a même pas de maquilleur. Moi, chaque matin, je lis les journaux, je dois voir ce qui s'est passé en Turquie, je dois préparer l'émission et en plus de tout ça, il faut que je fasse mon maquillage. Et tout ça doit être bouclé avant 11 heures. Même avoir un maquilleur est un luxe pour moi. Je dois ajouter que les produits de maquillage sont à moi<sup>58</sup>. »

Comme on peut s'y attendre, dans ce contexte où les médias d'opposition ont des difficultés matérielles, les journalistes en subissent les nombreux effets négatifs, tant sur le plan professionnel que sur le plan de la vie personnelle et quotidienne. Vu les difficultés matérielles des médias d'opposition, les contrats de travail des journalistes sont fragiles. Cela nous oblige à dresser un tableau assez sombre de la situation, où les médias d'opposition courent le risque constant d'une fermeture soudaine, ce qui précarise les journalistes qui travaillent dans ce type de médias. Cependant, la précarité des journalistes tient non seulement à la ligne politique éditoriale des médias (généralistes ou d'opposition), mais aussi aux conditions d'exercice du métier. La profession reflète une très grande hétérogénéité, tant des médias dans lesquels elle travaille que des modalités d'exercice de l'activité journalistique.

---

<sup>58</sup> Entretien réalisé le 8 décembre 2016 à Istanbul.



La hiérarchisation dans les médias est liée, dans la majorité des cas, à la possession d'une carte de presse. Pourtant, selon Christine Leteinturier, si l'obtention de la carte de presse crée une appartenance symbolique, celle-ci est trompeuse. Selon elle, d'autres éléments peuvent apparaître comme des facteurs de différenciation, par exemple « la situation professionnelle, le média d'exercice, le sexe et la formation<sup>59</sup> ». Ceci étant, les conditions d'exercice des journalistes selon les différentes positions hiérarchiques sont extrêmement variables. La principale différence entre les diverses positions statutaires est le revenu mensuel. Parmi les personnes qui exercent des fonctions d'encadrement, d'après nos témoignages, le rédacteur en chef, dans la majorité des cas, fait partie des mieux rémunérées. Suivant cette hiérarchie, dans une entreprise de presse, les reporters constituent le groupe qui le moins bien rémunéré. Cependant, l'ancienneté et la notoriété jouent également un rôle déterminant dans le revenu mensuel. Comme le raconte Camille Dupuy, « les journalistes entrant dans la profession, à statut équivalent, sont moins bien payés [que ceux plus expérimentés]. Ces disparités salariales entre pigistes et permanents se doublent d'inégalités en termes de conditions de travail et de protection sociale<sup>60</sup> ». Les reporters qui ont une certaine ancienneté et une « valeur de marque » pour l'entreprise gagnent davantage que les autres reporters jeunes et non connus. Un ancien journaliste de desk du journal *Radikal*, Hakan, explique la situation pour la presse écrite :

**« Q : Alors normalement il y a une hiérarchie commençant par le reporter et après il y a le journaliste de desk et le rédacteur en chef. Et les salaires versés suivent-ils cette hiérarchie ?**

**R :** Absolument.

**Q : Donc c'est le reporter qui gagne le moins ?**

**R :** Non. En fait, c'est comme ça : quelques reporters sont seniors ou ils ont une valeur de marque. J'utilise les mots du marché. En général, les journalistes de desk ont des salaires similaires. Bien sûr, ça varie entre un journaliste de desk de 10 ans d'expérience et un autre de 3 ans. Mais en gros, quand l'un acquiert 10 ans d'expérience, il touche le salaire prévu pour qui a 10 ans d'expérience. La situation est différente pour les reporters. Les écarts peuvent être très grands. Un reporter, par exemple (mais je ne donne que des chiffres imaginaires), peut toucher 10 mille livres quand un autre touchera 1500 livres. La différence est énorme. Le rédacteur en chef, quant à lui, touche un montant si élevé qu'il est absurde de le comparer avec le salaire des autres. Cet écart est très injuste<sup>61</sup>. »

---

<sup>59</sup> Christine LETEINTURIER, « L'hétérogénéité des journalistes », *Hermès*, 35-1, 2003, p. 35.

<sup>60</sup> Camille DUPUY, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser.*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019, p. 41.

<sup>61</sup> Entretien réalisé le 13 août 2017 à Istanbul.

La question de l'ancienneté et de la notoriété n'empêche pas, cependant, un grand écart salarial entre les différentes positions journalistiques. Malgré la présence de reporters à hauts salaires, le statut reste un élément distinctif important. Parmi les fonctions d'encadrement, d'après nos entretiens, la catégorie bénéficiant du plus haut salaire est le rédacteur en chef, un cadre qui est à la tête de la rédaction. Les postes dits « dirigeants » sont donc les moins nombreux, avec la position hiérarchique plus élevée et la plus prestigieuse, et les revenus qui s'y rattachent. Nous pourrions nous attendre à qu'ils portent la responsabilité pour toute la rédaction. Cependant, les propos d'un journaliste de desk de *Radikal* montrent que le rédacteur en chef, qui est responsable devant le patron de l'entreprise, fait porter la responsabilité sur le rédacteur en chef adjoint, qui, à son tour, la reporte sur le chef de service. Cela dit que, en cas de « faute journalistique », chacun fait porter à l'autre la responsabilité, mais c'est le rédacteur en chef qui assume la responsabilité pour le patron :

**« Q : [Le dirigeant] a plus de responsabilités ?**

**R :** Oui, disons ça. Mais en effet, il est censé tenir toute la responsabilité, mais en réalité ça ne se passe pas vraiment comme ça. On dit qu'il est responsable, mais cela a changé. Quand il y a une faute journalistique, ils suivent l'ordre hiérarchique : c'est-à-dire, rédacteur en chef, journaliste de desk, reporter... [prennent la responsabilité à leur tour].

**Q : C'est-à-dire que tout le monde rend l'autre responsable ?**

**R :** Oui, s'ils le peuvent. Dès le niveau de journaliste de desk, commence une solidarité. Le journaliste de desk protège le reporter qui protège le journaliste de desk. S'il n'y a pas de particularité, pour mieux dire, s'il n'y a pas de sabotage, ceux qui travaillent sous l'autorité du rédacteur en chef se protègent. Vous pouvez considérer cela comme une solidarité des travailleurs. Mais à part cela, oui, le dirigeant est responsable vis-à-vis du patron à l'égard de la vente, du tirage. Nous pouvons dire que le rédacteur en chef est celui qui protège les intérêts du patron. Il protège les intérêts financiers du patron, il est responsable aussi de l'information publiée. Par exemple, dans les journaux du groupe *Doğan*, il n'est pas possible de publier un article critique sur les investissements du groupe *Doğan* dans le secteur de l'énergie. Si ce type d'information est publié, c'est le rédacteur en chef qui en paie le prix. Mais, lui aussi, il le fait payer au reporter qui a sorti l'information et au journaliste de desk qui l'a publiée. À part tout cela, s'il y a une grave faute journalistique [par exemple une information publiée sans avoir été confirmée], ce n'est pas le rédacteur en chef qui en porte la responsabilité, mais ce sont toujours les autres, ceux qui se trouvent en bas de la hiérarchie<sup>62</sup>. »

Ceci explique en partie la réticence des journalistes à faire une carrière de rédacteur en chef. Ce dernier est non seulement responsable de la rédaction, mais aussi des aspects managériaux du journal comme le tirage. Au-delà de l'écart entre le montant du revenu mensuel dont bénéficient les hauts cadres du journal, la différence se trouve aussi dans la responsabilité qu'ils assument.

---

<sup>62</sup> *Ibid.*

Cette double responsabilité peut susciter à la fois les critiques du patron et celles du public qui est en attente d'une liberté éditoriale. Le rédacteur en chef se considère comme plus exposé aux attaques du public et aussi du patron, voire fragilisé par elles. Conscients du grand écart de revenu mensuel avec les autres catégories journalistiques, certains rédacteurs en chef légitiment cette différence en recourant à la responsabilité qu'ils assument et à leur fragilité cface aux attaques. Ainsi en témoigne un ancien rédacteur en chef du journal *Habertürk*, Celal, résumant l'écart matériel et professionnel qui sépare les rédacteurs en chef des autres cadres journalistiques :

**« Q : Pourriez-vous me dire votre salaire quand vous étiez le rédacteur en chef du journal *Habertürk* et votre salaire d'aujourd'hui en tant qu'éditorialiste ?**

**R :** Je ne comprends pas cette curiosité sur les salaires ! Nous déclarons régulièrement nos revenus et nos biens privés depuis des années. Le MASAK (le conseil de la recherche sur les crimes financiers — Mali Suçları Araştırma Kurulu) a fait des recherches plusieurs fois au cours des dernières années. Tout est transparent ! Si vous est très curieuse je vous le dis : Mon salaire est entre 30-40 milles livres turques. Tout est compris ; l'émission que je fais à la télé, la direction du journal, le travail d'éditorialiste, tout ! Je veux être clair, la moitié de ce salaire rémunère notre travail et l'autre moitié la destruction de notre vie. Tous les jours, partout dans le pays, nous sommes exposés aux critiques justes et injustes des gens et aux gros mots. Écoutez, je suis sur les écrans depuis 20 ans, je suis journaliste depuis 30 ans. Je suis dirigeant depuis 15 ans et j'écris un éditorial depuis plus de 20 ans. Ce salaire peut sembler trop élevé. Mais regardez les salaires de mes collègues. Je n'ai pas de carte bleue du journal. Je ne reçois d'argent pour mes « frais de représentation ». La boîte ne paie pas les frais de ma maison. Quelqu'un, recruté comme cadre au sein de notre groupe, s'est beaucoup étonné quand il a appris mon salaire et a ajouté qu'il pensait que je gagnais cinq fois plus. Mes collègues qui font le même travail que moi gagnent beaucoup plus que moi, soyez rassurée.

(...)

**Q : Que diriez-vous à l'opinion générale qui affirme que les élites médiatiques tolèrent la non-publication de certaines informations en échange de grands privilèges qu'on leur accorde ?**

**R :** Quels grands privilèges ! Je n'ai jamais de tels privilèges. Je n'ai pas eu un patron qui me fasse cadeau d'une maison. C'est moi qui ai acheté la maison dans laquelle j'habite, il y a près de 20 ans. Et je l'ai payée à sa vraie valeur. J'ai payé l'impôt sur cet achat. Pour la payer, j'ai vendu un appartement et j'ai pris un prêt bancaire. Je n'ai pas demandé de largesses. Je n'ai pas fait des voyages en yacht avec les patrons. La plupart des possibilités que j'ai aujourd'hui, je les avais déjà quand j'étais enfant. Ils me critiquaient avant aussi. Ils disaient : "Il n'a pas de problèmes, parce qu'il est riche." Et

maintenant vous dites que je reste silencieux, parce que je suis riche. Que voulez-vous que je fasse ? Que je meure<sup>63</sup> ? »

Le statut est donc un facteur significatif dans la définition des salaires mensuels dans le secteur journalistique. Les informations précieuses que nous a données l'ancien rédacteur en chef Fatih Altaylı nous incitent à penser que les rédacteurs en chef bénéficient non seulement d'un salaire élevé, mais aussi d'autres privilèges, comme une carte bancaire de l'entreprise. Des activités banales comme « acheter sa maison soi-même » ou « payer ses impôts » apparaissent comme des sacrifices de la part des directeurs de publication. Ces privilèges propres aux rédacteurs en chef les distinguent des autres cadres du métier et montrent plus clairement la précarité de la grande majorité de ces derniers. Ils sont aussi la clé de la compréhension de toutes ces attitudes de dévotion passionnée qu'on peut observer communément chez un grand nombre de dirigeants des médias. Ceux-ci se traduisent par une tendance à la suridentification avec l'entreprise journalistique. En retour des privilèges dont ils bénéficient, ils sont toujours « au service de leur entreprise, en y consacrant toujours plus d'énergie et de temps et en fournissant un surinvestissement<sup>64</sup> » non pas toujours en faveur de la qualité de la rédaction, mais au bénéfice du patron. Comme l'écrit Christine Leteinturier, « Au-delà des éléments de la structure de la profession, ce sont les spécificités mêmes de chacun des médias et de chacune des entreprises qui créent des différences entre les journalistes. Ces indicateurs conditionnent fortement la pratique quotidienne de l'activité journalistique, en particulier la culture propre à chaque entreprise et la variété des pratiques de recrutement<sup>65</sup> ». Cela dit, le degré de précarité ainsi que les privilèges varient non seulement d'un type de fonction exercée à un autre, mais aussi selon le fonctionnement propre de chaque entreprise.

Une ancienne reporter de *Milliyet*, Zeynep, en expliquant la situation dans son journal, ajoute que la différence entre les différents cadres est encore plus marquée dans les journaux comme *Hürriyet*, par le fait que c'est un journal plus grand par sa taille, et qu'il recrute donc davantage de journalistes de divers niveaux. Elle ajoute cependant que dans les journaux comme *Milliyet*, le népotisme joue un grand rôle dans le recrutement comme dans la promotion. Selon cette journaliste, les reporters restent reporters s'ils n'ont pas de connaissances chez les hauts cadres :

---

<sup>63</sup> Fatih ALTAYLI, « 30-40 bin lira civarı maaş alıyorum ; yarısı hayatımızın içine sığılmasının karşılığı » [Je touche environ 30K-40K de salaire dont la moitié est en récompense de notre vie abimée], in Hazal ÖZVARIŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler 2012-2018* [À la recherche du média perdu: Entretiens 2012-2018], P24 Medya Kitaplığı, 2018.

<sup>64</sup> A. ACCARDO, « Une intelligentsia précaire », art. cit, p. 274.

<sup>65</sup> C. LETEINTURIER, « L'hétérogénéité des journalistes », art. cit, p. 41.

« Normalement il est très difficile pour les reporters, d'obtenir une promotion. Tu dois être lié à quelqu'un important<sup>66</sup>. »

Elle rappelle que la perception de ces hiérarchies renforce également les différences. Les reporters sont souvent méprisés et touchent un salaire plus bas, car il y a une règle journalistique non écrite selon laquelle être un reporter constitue le dernier échelon de la hiérarchie. C'est la raison pour laquelle les reporters sont souvent jeunes. Selon elle, rares sont les *reporters seniors* à cause du sens commun selon lequel le journalisme du terrain n'est pas prestigieux et ne rémunère qu'avec des salaires très bas par rapport à d'autres cadres.

« Moi, je travaillais à *Milliyet*, j'étais reporter, je faisais des nouvelles. Un jour, on a demandé à ma mère : "Chère Güzin, qu'est qu'elle fait Zeynep ?". Elle a répondu : "Elle va bien, elle travaille à *Milliyet*, elle est reporter là-bas.". Sur ce, on lui demande : "Quand est-ce qu'elle va devenir éditorialiste ?<sup>67</sup>". »

« Bien sûr, certains reporters occupent la même position depuis des années, mais soit ils sont volontaires soit ils ne peuvent pas obtenir de promotion. (...) Je ne connais pas exactement les salaires, mais la rumeur dit que les éditorialistes touchent environ 30 000 livres turques par mois. Les reporters gagnent très peu. Moi, je gagnais 2000 livres turques par mois, quand j'ai commencé le métier, est-ce que c'est trop ? Mais ils parlaient derrière mon dos en disant comment peut-elle gagner autant. Parce que tu vois, il y avait des gens qui y travaillaient depuis des années et touchaient 1850 livres turques par mois. Mais tu vois... Pourquoi je gagnais 2000 ? Peut-être parce que je parle anglais, je ne sais pas... C'était en 2010, mais quand même. Tu ne gagnes pas 5000. (...) Le journalisme est un métier d'élite. Tu dois être matériellement confortable. Mais par exemple, j'ai des amis qui travaillent à l'*Agence de Presse Dicle*. Ils gagnent très peu, ils sont en colocation, etc. Mais à part cela, tu dois vraiment avoir un minimum de confort matériel. Je ne dis pas ça pour tout le monde, mais c'est vrai. Parce que les salaires sont curieux. Absurdes. Tu habites à Istanbul. Après, il y a eu une augmentation des salaires, c'est comme ça que j'ai pu partir à Ankara. Par exemple à Ankara, je payais mon loyer et je gagnais bien ma vie, mais c'est Ankara. Mon loyer, était de 850 livres turques. Avec le même salaire, à Istanbul, disons avec 3000, tu ne peux pas payer ton loyer et vivre. Les loyers commencent déjà à 3000. Mais il y a un gros écart bien sûr entre les éditorialistes et reporters <sup>68</sup> ».

Ces facteurs matériels et perceptuels contribuent également à la dégradation de la production de l'information. Les journalistes en début de carrière ne veulent pas être reporters — qui est, en effet, le seul poste qui produit l'information sur le terrain — pendant trop longtemps parce

---

<sup>66</sup> Entretien réalisé le 30 juin 2017 à Istanbul.

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> *Ibid.*

que c'est un travail non valorisé dans l'espace journalistique et mal payé par rapport aux autres cadres. La réticence à produire de l'information s'observe donc davantage chez les journalistes de terrain qui veulent être promus dès que possible pour quitter ce poste à la fois peu prestigieux et matériellement désavantageux. Les différences matérielles entre les cadres journalistiques ont ainsi « des incidences importantes sur leurs pratiques professionnelles et finalement sur la fabrication de l'information<sup>69</sup> ». Si le rapport à l'argent n'est pas le seul facteur qui détermine leur futur dans la profession, il joue un rôle important.

### *Un journalisme genré*

Outre la variété des postes et des types des médias, une différence est observable aussi dans les situations professionnelles des hommes et des femmes. Nous remarquons une faible représentation des femmes journalistes dans les postes d'encadrement. Elles sont pourtant plus nombreuses dans les postes de la presse écrite. Selon les statistiques du TÜİK (Institut statistique de Turquie — *Türkiye İstatistik Kurumu*), le taux de femmes dans les postes comme journaliste de desk, graphiste ou présentateur — autrement dit, les postes de « base » — est proche de celui des hommes. Cependant, au total, le taux des femmes dans le secteur médiatique reste de 28 %<sup>70</sup>. Cette représentation reste encore plus faible dans les postes de journalistes « cadres », notamment managériaux. Les journalistes femmes ne sont que 15 % dans les postes des journalistes-cadres<sup>71</sup>. Les propos de la première rédactrice en chef (du journal *Akşam*) en Turquie en témoignent :

« Les hommes sont très politiques. Les femmes sont renvoyées plus facilement parce qu'elles sont plus nettes et transparentes. (...) Quand il s'agit des titres, ça peut être rédacteur en chef, secrétaire de rédaction, les femmes considèrent les titres comme une responsabilité et les hommes comme une autorité. Mon expérience propre confirme cela. Quand vous considérez le titre comme une responsabilité, vous ne vous concentrez que sur votre travail. Cela veut dire qu'elles n'ont pas besoin d'être politiques. Vous devenez politique quand vous vous occupez de choses qui visent à ne pas perdre votre autorité ou quand vous cherchez à avoir plus d'autorité. Mais les femmes ne font pas ça. Elles se disputent avec le dirigeant ou encore avec le patron quand il s'agit d'un problème qui concerne leurs responsabilités. Mais les hommes se replient dans leur

---

<sup>69</sup> Gilles BALBASTRE, « Analyses & Commentaires : précarité et fabrication de l'information », in Alain ACCARDO (dir.), *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007, p. 490.

<sup>70</sup> Aslı TUNÇ, « Türk medyasında kadın olmak » [Être femme dans les médias turcs], *P24*, publié le 5 mars 2019, consulté le 27 septembre 2019. <http://www.platform24.org/yazarlar/2048/turk-medyasinda-kadin-olmak>

<sup>71</sup> Nurcan AKAD, « Gazete Künyesi: 147 Erkek 27 Kadın » [L'équipe du journal: 147 hommes 27 femmes], *Bianet*, publié le 28 février 2012, consulté le 27 septembre 2019. <https://m.bianet.org/bianet/medya/136533-gazete-kunyesi-147-erkek-27-kadin>

coquille quand il s'agit d'un problème grave. Bien sûr, je généralise. Il y a des hommes [et des femmes] qui font le contraire, mais ils sont minoritaires<sup>72</sup>. »

Selon Asli Tunç, le moyen le plus sûr pour occuper des positions de cadres dans les entreprises journalistiques est de venir des grandes familles propriétaires des holdings médiatiques comme *Doğan*, *Demirören* ou *Ciner*. La représentation des femmes est plus faible dans le secteur audiovisuel. Dans la majorité des cas, les femmes journalistes ne sont que modératrices dans les débats télévisés, elles sont sous-représentées dans la catégorie que nous appelons *hard news*<sup>73</sup>, et, au contraire, surreprésentées dans les émissions télévisées sur la cuisine, l'art, la culture ou encore le *people*, autrement dit, dans les émissions qu'elle qualifie de « légères » ou de *soft news*. Cela reflète donc une vision psychologisante de la politique selon laquelle les femmes s'occupent de sujets « féminins » tandis que les hommes s'occuperaient des sujets « relevant de l'explication des politiques publiques, en particulier de l'économie ainsi que des *hard news*<sup>74</sup> ». Elles restent donc cantonnées à certains types de publications et sont absentes dans la grande majorité des cas des publications politiques. Pour reprendre l'expression de Sandrine Lévêque, nous observons « la division sexuée au travail ». Elle souligne aussi le fait qu'il y a des métiers (ou des postes) « plus féminins que les autres<sup>75</sup> ». Le journaliste de *Bağımsız İletişim Ağı* Nadire Mater confirme cette exclusion :

« Les femmes n'ont ni titre ni place dans les médias, parce que les médias sont très masculins par leurs sujets, leurs taux de représentations, leurs sources, leurs photos, leur langage et leurs décideurs. La raison en serait qu'il n'y a pas de femmes [dans les médias] dans son ensemble. Mais, non, en fait, le taux des femmes dans les médias est de 30-35 % dans le monde et c'est pareil en Turquie. La journaliste-femme doit être plus éduquée que ses collègues hommes. Elle ne doit pas avoir d'enfants, elle ne doit pas être mariée. Elle doit accepter un salaire moins élevé et un travail précaire. Elle est également moins représentée dans les positions de décideurs et elle doit travailler davantage que les hommes pour être promue. C'est comme ça dans le monde aussi. Je n'ai pas trouvé de recherche là-dessus réalisée en Turquie (même si elle existe), mais je sais à travers mes propres observations que le tableau ne porte pas à l'optimisme. À part quelques exceptions, les femmes ne sont responsables que de rubriques considérées

---

<sup>72</sup> Nurcan AKAD, « Medyada erkekler karar alıyor, kadınlar gönderiliyor » [Dans le secteur des médias, ce sont les hommes qui prennent les décisions, les femmes obéissent], *Bianet*, publié le 19 juillet 2003, consulté le 27 septembre 2019. <https://m.bianet.org/bianet/medya/148589-medyada-erkekler-karar-aliyor-kadinlar-gonderiliyor>

<sup>73</sup> *Hard news* est un terme généralement utilisé pour désigner des sujets qui sont généralement opportuns, importants et conséquents, tels que la politique, les affaires internationales et les nouvelles du service économique.

<sup>74</sup> Sandrine LÉVÊQUE, « Médias/Communication politique », in *Dictionnaire. Genre et science politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 317.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 313.

comme “light” comme people, culture et mode. On s’attend à ce qu’une éditorialiste femme n’écrive que sur des sujets ‘light’<sup>76</sup>. »

Sandrine Lévêque évoque une double ségrégation des femmes dans le monde de la communication : « verticale, qui leur interdit l’accès aux postes les plus hauts de la hiérarchie du journal, et horizontale, qui limite leur accès aux spécialités masculines<sup>77</sup> ». Les rédactions sont des organisations genrées où certains postes ne sont réservés qu’aux hommes ou qu’aux femmes (*gender-typing*)<sup>78</sup>. Cependant, la situation est différente dans les médias en ligne. Le taux des femmes rédactrices en chef dans les médias diffusés sur internet varie de 20 à 30 %. D’après les statistiques 2019 de TÜİK, ce taux reste à 10 % dans la presse écrite<sup>79</sup>. L’organisation rédactionnelle des médias diffusés sur internet diffère de celle des médias conventionnels, ils sont moins hiérarchisés et plus égalitaires. Le témoignage de Nurcan Akad, journaliste chevronnée confirme la nature égalitaire d’internet. Selon elle, dans les médias conventionnels, le pouvoir domine alors que dans les médias diffusés sur internet, la qualification journalistique le remplace. Si les médias conventionnels constituent un ressort de la disqualification professionnelle<sup>80</sup> des femmes, leurs qualifications journalistiques sont valorisées dans les médias en ligne. Les femmes donc, en tant que figure journalistique, vont « fonder leur légitimité et leur autorité professionnelle tantôt sur leur engagement, tantôt sur leur compétence<sup>81</sup> ».

« Je suis sûre que le futur du journalisme est dans les médias digitaux. Je ne réfléchis pas sur la presse écrite, sur les médias conventionnels. Le futur du journalisme est dans les médias digitaux. L’organisation des médias digitaux est également différente. Moins de besoin du personnel, mais du personnel qualifié. Très peu de hiérarchie, parce que la hiérarchie ralentit le travail. Moins de hiérarchie est aussi bien pour l’équilibre entre homme et femme, parce que le pouvoir est remplacé par la qualification. À qui que ce soit que la tâche incombe, aucune différence quant au genre, peu importe si c’est une femme ou un homme<sup>82</sup>. »

---

<sup>76</sup> Emel ARMUTÇU, Nevval SEVINDI et Nadire MATER, « Medyada kadının kendi var sözü yok » [Les femmes dans les médias sont sans paroles], *Bianet*, publié le 24 janvier 2007, consulté le 1<sup>er</sup> octobre 2019. <https://m.bianet.org/kadin/saglik/90735-medyada-kadinin-kendi-var-sozu-yok>

<sup>77</sup> S. LÉVÊQUE, « Médias/Communication politique », art. cit, p. 316.

<sup>78</sup> Monika LÖFGREN NILSSON et Monika DJERF-PIERRE, « Gender-Typing in the newsroom: The feminization of Swedish television news production 1958-2000 », in Marian DE BRUÏN et Karen ROSS (dir.), *Gender and newsroom cultures : identities at work*, Creskill, New Jersey, Hampton Press, 2004.

<sup>79</sup> A. TUNÇ, « Türk medyasında kadın olmak » [Être femme dans les médias turcs], art. cit.

<sup>80</sup> Catherine ACHIN et Marion PAOLETTI, « Le “salto” du stigmate. Genre et construction des listes aux municipales de 2001 », *Politix*, 60-4, 2002.

<sup>81</sup> Sandrine LÉVÊQUE, « Femmes, féministes et journalistes : les rédactrices de La Fronde à l’épreuve de la professionnalisation journalistique », *Le Temps des médias*, 12-1, 2009, p. 43.

<sup>82</sup> N. AKAD, « Gazete Künyesi: 147 Erkek 27 Kadın » [L’équipe du journal: 147 hommes 27 femmes], *op. cit.*



D'après son témoignage, les femmes journalistes ne sollicitent pas de positions managériales et ne font rien d'ailleurs pour s'assurer une promotion. La faiblesse du taux de représentation des femmes dans le milieu journalistique n'est donc pas seulement due à l'organisation rédactionnelle masculine. Cependant, ces éléments et le milieu organisationnel interagissent les uns avec les autres. Afin de mieux analyser la réticence des femmes journalistes à rechercher une promotion, il faut prendre en compte une organisation du travail dominée par les hommes. Ses propres constatations démontrent l'organisation inégalitaire des salles des rédactions quant aux possibilités d'accéder aux postes supérieurs.

« Les hommes considèrent le poste “dirigeant” comme représentant le pouvoir et l'autorité. Mais les femmes... Par exemple moi, je l'ai considéré comme impliquant plus de responsabilités. Pour les hommes, être dirigeant de quelque chose fait plus de sens que pour les femmes. Ils le considèrent comme un symbole de pouvoir, ils croient à ça et c'est pour ça qu'ils peuvent vraiment transformer ce statut en un pouvoir. Si, en tant que femme, vous voulez être promue, vous devez justifier aux yeux de tous que vous méritez le poste. Quand un homme veut être promu, il suffit qu'il justifie de ses compétences à son supérieur dans le département. Il y a aussi un déséquilibre dans le salaire. La femme doit accepter de gagner moins qu'un homme qui occupe la même fonction. C'est triste. La plupart des femmes sont directrices de rubriques. Il n'y a presque aucune femme qui occupe le poste de rédacteur en chef ou de dirigeant<sup>83</sup>. »

« Par exemple à *Habertürk*, Ece Temelkuran, Amberin Zaman et Ceyda Karan ont été licenciées. Ils n'ont pas touché à l'émission de Balçiçek İltar, mais ils ont arrêté ses éditoriaux dans le journal. Ces femmes sont des journalistes qualifiées, elles connaissent leur métier. Le fait d'exclure les femmes des médias qui font un effort pour que les médias soient plus justes est très grave pour la situation générale de la presse. Dans le journal *Akşam*, après sa prise en main par le TMSF (Fonds d'assurance des dépôts d'épargne — Tasarruf Mevduatı Sigorta Fonu), une direction proche du pouvoir a été nommée. Mais il faut rendre hommage İsmail Küçükkaya, parce que, sous sa direction, beaucoup de femmes ont pu avoir des initiatives importantes dans les postes de cadre. Mais dès l'arrivée du TMSF, ils ont renvoyé les femmes. N'y avait-il pas d'hommes à renvoyer ? Mais les hommes se comportent d'une manière très politique. Les femmes sont plus nettes et transparentes, c'est pour cela qu'elles sont les premières à être renvoyées<sup>84</sup>. »

D'après ses témoignages, le fait que les femmes ne revendiquent pas de positions de cadres est le résultat d'une relation au pouvoir différente chez les hommes et chez les femmes. Autrement dit, comme nous l'avons expliqué, la même fonction peut avoir différentes utilisations symboliques. Les journalistes hommes ont tendance à vouloir une promotion pour avoir plus d'autorité et de pouvoir, tandis que pour les femmes, les positions managériales impliquent

---

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> N. AKAD, « Medyada Erkekler Karar Alıyor, Kadınlar Gönderiliyor » [Dans le secteur des médias, ce sont les hommes qui prennent les décisions, les femmes obéissent], *op. cit.*

davantage de responsabilités. Elles cherchent à imposer une certaine compétence journalistique dans les postes, qui dans la majorité des cas, sont réservés aux hommes. De même, les journalistes femmes doivent prouver à leurs collègues qu'elles méritent leur promotion, tandis que dans la majorité des cas, une telle obligation n'existe pas pour les journalistes hommes. Les femmes sont donc « plus nombreuses dans les situations professionnelles précaires (pigiste, contrat à durée déterminée, stage) et accèdent moins souvent aux postes d'autorité<sup>85</sup> ». L'ancienne journaliste de *Milliyet*, Zeynep, avoue qu'elle n'avait même pas qu'elle pourrait devenir un jour rédactrice en chef, tellement ce poste est considéré comme réservé aux hommes.

« Un jour quelqu'un m'a demandé si je voudrais diriger le journal un jour. Je me suis arrêtée un instant, je n'avais jamais pensé à ça. Je n'avais même pas imaginé une telle chose. Ils ne te permettent pas d'imaginer cela. (...) Bien sûr, quand tu es une femme, tu commences dans un poste désavantageux. Ils parlent derrière ton dos. Quand, par exemple, une femme devient la dirigeante d'un média, ils ne cessent de parler de cela. (...) Vous devez travailler beaucoup plus quand, vous êtes femme et vous devez commencer de zéro<sup>86</sup>. »

Si le nombre de femmes journalistes augmente, elles occupent davantage les positions moins qualifiées que les hommes et ne disposent pas des mêmes possibilités qu'eux pour une éventuelle promotion. Autrement dit, cette présence croissante dans les fonctions s'est accompagnée d'une « dévalorisation concomitante de ces fonctions<sup>87</sup> » occupées par les femmes.

S'intéresser à la (non) féminisation de ces fonctions journalistiques ouvre aussi un autre chantier sur l'apparence physique des femmes dans le milieu de travail, et surtout à la télévision. Il en ressort que les femmes journalistes qui apparaissent sur les écrans se doivent d'être physiquement conformes à la « normalité », on leur attribue des stéréotypes en termes d'image corporelle, être mince, avoir des cheveux courts et foncés, etc. Aux ségrégations liées à la division du travail, s'ajoute donc une autre ségrégation qui touche particulièrement les femmes qui font du journalisme à la télévision, et qui concerne leur apparence physique.

« Par exemple, moi aussi, je l'ai appris récemment, mais je n'en ai rien à faire parce que c'est la couleur naturelle de mes cheveux... mais une amie dirigeante des relations institutionnelles m'a dit que, selon une recherche, une femme blonde sur les écrans est considérée comme "une femme non fiable". C'est très intéressant, parce que par

---

<sup>85</sup> C. DUPUY, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser.*, op. cit, p. 40.

<sup>86</sup> Entretien réalisé le 30 juin 2017 à Istanbul.

<sup>87</sup> S. LÉVÊQUE, « Médias/Communication politique », art. cit, p. 313.

exemple, un phénomène comme Müge Anlı, qui de plus fait une émission sur les personnes disparues, etc., elle est blonde. Malgré cela, dans l'inconscient du public, une femme blonde est toujours considérée comme une femme "légère". Par exemple, quand j'étais à *Habertürk*, je me rappelle qu'ils intervenaient sur la couleur et aussi sur la longueur de mes cheveux. La télévision n'aime pas les cheveux longs. C'est comme ça aussi en France. Les présentatrices ont des cheveux courts. Parce que les cheveux longs vous distraient, ils attirent l'œil, il faut avoir l'air plus professionnel, tu vois ? Le défunt Birand disait aussi que je devais me couper les cheveux. Les cheveux des femmes sont toujours un problème à l'écran. Les spectateurs interviennent aussi, ils font des commentaires sur nos cheveux. Mais, j'ai fait l'objet d'une intervention de la direction pour la première fois en Turquie.

**Q : Chez NTV par exemple, tout le monde doit ressembler aux mannequins...**

**R :** Oui, c'est leur choix. Moi par exemple, je ne pourrais pas faire une émission à *NTV* avec mon apparence physique.

**Q : Ils peuvent vous admonester sur votre apparence ?**

**R :** Non, mais ils diront "Tu ne donnes pas une bonne impression sur les écrans" et ils supprimeront ton émission. Ece par exemple, elle était à l'écran jusqu'aux derniers mois de sa grossesse, c'est très rare, normalement ils n'acceptent pas. *NTV* est obsédé par ce sujet. Mais ils étaient comme ça quand je travaillais là-bas, ils sont restés les mêmes qu'il y a 15 ans. Les présentatrices sont très flamboyantes, avant, elles étaient plus modestes. Mais ils veulent s'adresser au segment AA, ils veulent que les couches supérieures les regardent. C'est pour cela qu'ils font des choses comme ça, pour se présenter comme la chaîne de l'élite. Nous aussi nous visons le même public, mais nous n'utilisons pas le corps des femmes. Et par ailleurs, *CNN International* a des guides sur ces sujets. S'ils pratiquaient une telle discrimination, Atlanta pourrait intervenir. C'est-à-dire que s'ils supprimeraient mes émissions ou s'ils me licenciaient pour ce motif, nous aurions le droit de porter plainte<sup>88</sup>. »

Si les femmes accèdent à certains postes aux échelons supérieurs de la hiérarchie, l'environnement de travail au sommet reste hiérarchisé et masculin. L'équipe éditoriale d'un journal généraliste par exemple, qui est la chasse gardée des élites journalistiques, est souvent occupée majoritairement par les hommes. Si une femme y accède, elle est exposée aux discours et blagues sexistes. Begüm a été ainsi nommée dans l'équipe éditoriale (*Yazı işleri masası*) au sein d'un projet initié par le patron du journal pour augmenter le nombre des femmes dans les postes de direction, quand elle travaillait dans l'édition week-end du journal *Hürriyet*. Promue, elle a occupé le poste pendant cinq ans jusqu'à sa démission pour retourner à l'édition du week-end.

« Une fois pendant la réunion éditoriale, le rédacteur en chef a dit : "C'est vrai que quand il y a des femmes dans l'environnement, on jure moins, c'est une bonne chose qu'il y ait des femmes autour de la table, notre regard est très masculin". Tu n'es en effet pour eux qu'un vagin. En effet, même avec une bonne intention, cela revient à vouloir dire : "Nous avons un regard très masculin, toi, tu peux apporter le regard féminin".

---

<sup>88</sup> Entretien réalisé le 15 octobre 2016 à Istanbul.

Mais par exemple moi, j'ai été recrutée dans l'équipe éditoriale pour un projet. Un jour, Madame Vuslat [Vuslat Doğan Sabancı, fille du propriétaire Aydın Doğan et dirigeante du groupe médiatique] est venue au journal et a dit : "Vous ne faites un journal qu'avec les hommes, est-ce qu'il n'y a pas de femmes dans le bâtiment?". Après ils ont sélectionné trois noms de femmes, j'étais la première, et ils ont annoncé ces noms en mentionnant entretiens par Ayşe Arman etc.... Ils ont dit : "Les femmes auront désormais des responsabilités à *Hürriyet*". C'est ainsi que nous nous sommes retrouvées dans l'équipe éditoriale. Au bout d'un an, les deux autres femmes ont fui. Moi, je suis restée près de 5 ans. Ils me disaient : "Tu es déjà debout, tu vas nous apporter du thé", "Est-ce que tu fais ton travail avec ton cul?"... Un jour j'avais mis des lunettes, "Oooo la fantaisie [érotique] du professeur". J'avais fait un dossier dans lequel j'écrivais ce type de choses quand elles m'arrivaient<sup>89</sup>. »

Il ne s'agit plus simplement « de mesurer en quoi la féminisation du journalisme transforme les valeurs professionnelles du métier, mais de comprendre comment cette féminisation affecte aussi les pratiques journalistiques elles-mêmes<sup>90</sup> ». Begüm évoque ainsi le fait que si les conditions de travail entre hommes et femmes sont en principe égales, l'organisation du travail des rédactions est organisée selon les comportements masculins. Elle souligne ainsi qu'il existe des règles non écrites pour pouvoir obtenir une promotion, voire pour rester dans le poste. Il s'agit non seulement de « répondre à leurs blagues sexistes<sup>91</sup> », mais aussi de s'adapter à leur style de vie en suivant ces exigences informelles.

« Ils ont un système tellement... Le problème c'est qu'ils ont mis en place un système de normes qui leur est propre... Tout le monde demande : "Pourquoi il n'y a pas de femme dans l'équipe éditoriale ?". D'abord, oui, ils ne veulent pas de femmes et ensuite, dans un tel système, une femme ne peut pas survivre. Écoute, ces hommes [de l'équipe éditoriale] se sont mariés très jeunes, ils ont fait des enfants, leurs femmes s'occupent de leurs foyers, ils sont déjà amis avec toute l'équipe... Comment pourrais-je dire ? S'ils vont au café, c'est aussi avec la même bande.

**P : Ce sont des amis...**

**R :** Voilà ! Ils parlent tout le temps du foot. Ils se comportent comme à la maison. Et ils n'ont aucun souci domestique. Mais une femme doit aussi s'occuper de sa maison. Eux... En tout cas, ce sont leurs femmes qui s'occupent de leurs enfants, d'ailleurs, ils ne veulent pas rentrer à la maison non plus, peut-être que leurs femmes se fichent aussi de l'heure à laquelle leurs maris rentrent... C'est un système archaïque, comme à l'époque de nos grands-parents. Ils viennent chaque matin entre 9 h et 10 h, le travail se termine à 19 h 30, ensuite ils descendent au bar, ils boivent trois ou quatre verres et après ils rentrent à la maison. Si tu ne les rejoins pas au bar, c'est comme si tu n'existais pas. Ils te vouvoient. Ta relation avec eux reste très formelle. Pour passer à l'informel, tu dois les rejoindre au bar et tu dois beaucoup boire.

**Q : Vous descendiez aussi au bar ?**

---

<sup>89</sup> Entretien réalisé le 2 août 2017 à Istanbul.

<sup>90</sup> S. LÉVÊQUE, « Médias/Communication politique », art. cit, p. 317.

<sup>91</sup> M. LÖFGREN NILSSON et M. DJERF-PIERRE, « Gender-Typing in the newsroom: The feminization of Swedish television news production 1958-2000 », art. cit.

**R** : Oui, je descendais au bar. J'ai pris 5 kilos parce que je buvais avec eux chaque soir dans ce bar. Mais j'ai aussi une vie, j'aime bien être à la maison, je ne cherche pas à m'échapper de ma maison. Ils s'évadent de leur maison et viennent au journal. Ils n'ont pas un seul hobby. Leurs vies sont ici. Leur existence, c'est ici, ils vivent comme ça. C'est pour cela qu'il est impossible de rivaliser avec eux. Ils peuvent vivre comme ça jusqu'à l'éternité. Ils viennent au journal, par exemple, parce qu'ils ne savent pas quoi faire de leurs week-ends<sup>92</sup>. »

Afin de comprendre l'organisation du travail dans les rédactions et les conditions de travail des femmes, il faut donc dépasser une simple analyse de contenu ou une analyse de la répartition des tâches entre les hommes et les femmes. Au-delà des stéréotypes sexués, d'autres contraintes spécifiques peuvent peser sur les femmes journalistes. Il existe une organisation de travail historiquement située où la position et la visibilité des femmes dépendent largement de leur position au sein du groupe de leurs collègues masculins. Ceci dit, il serait erroné de conclure que les contraintes pèsent moins sur les femmes quand elles sont au sommet de la hiérarchie journalistique. D'autres contraintes, parfois imperceptibles au premier regard, existent pour se maintenir aux échelons supérieurs de la hiérarchie. Si le taux des femmes exerçant ce métier, leur salaire ou leur accès aux fonctions de cadre « sont relativement faciles à objectiver sur des variables, les effets de rapports sociaux de sexe sur l'exercice du métier journalistique vont bien au-delà de ces questions, essentielles, mais classiques, de sociologie du travail<sup>93</sup> ».

### *Le déclin de la syndicalisation*

La précarité et les circulations des journalistes « doivent être pensées dans un contexte où les dispositifs collectifs de gestion de la profession et d'affiliation partisane ont à peu près disparu<sup>94</sup> ». D'après les statistiques de l'année 2018 du TÜİK, le taux des journalistes syndicalisés dans les médias turcs ne dépasse pas 6,5 %. Pour être plus précis, seuls 6 200 travailleurs de presse sur 92 000 ont une affiliation syndicale. Ces chiffres sont encore plus faibles lorsqu'il s'agit des conventions collectives ; le nombre des travailleurs de presse touchés par celles-ci est d'environ 3000<sup>95</sup>. Il va sans dire que le processus de désyndicalisation initié au milieu des années 1990 par le groupe *Doğan* a créé un environnement de travail

---

<sup>92</sup> Entretien réalisé le 2 août 2017 à Istanbul.

<sup>93</sup> Érik NEVEU, « Le genre du journalisme. Des ambivalences de la féminisation d'une profession », *Politix*, 51-3, 2000, p. 182.

<sup>94</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? », art. cit, p. 143.

<sup>95</sup> Aziz ÇELİK, « Tekelci medyada sendikası gazeteci! » [Journaliste non syndiqué dans les médias concentrés], *Birgün*, publié le 9 avril 2018, consulté le 2 octobre 2019. <https://www.birgun.net/haber/tekelci-mediyada-sendikası-gazeteci-211298>

désorganisé, caractérisé par la fragilité et la précarité des employés de presse. Il a également facilité la rupture du contrat de travail des journalistes en cas de conflit.

Les journalistes que nous avons interrogés sur leur appartenance à un syndicat ou à une association professionnelle nous ont semblé considérer souvent cette question comme absurde ou déplacée, les collectifs syndicaux étant selon eux trop faibles dans l'espace journalistique. Pourtant, ce n'était pas vraiment le cas, surtout dans les médias généralistes. Jusqu'au milieu des années 1990, les journalistes qui travaillaient dans les grandes entreprises médiatiques étaient syndiqués<sup>96</sup>. Ces entreprises appliquaient même les conventions collectives. De plus, le syndicat des journalistes de Turquie (Türkiye Gazeteciler Sendikası) était très présent et organisé dans les grandes entreprises médiatiques. La présence des syndicats dans le milieu du travail était aussi observable dans les pages des journaux comme *Hürriyet* ou *Milliyet*. Ces derniers publiaient des articles sur le droit du travail, des ouvriers et sur la syndicalisation dans lesquels les problèmes du travail dans la presse étaient aussi évoqués.

La suppression et la disparition des collectifs de gestion et d'affiliation syndicale ont eu lieu à partir du milieu des années 1990 lorsque le marché journalistique est devenu de plus en plus concurrentiel. Cette concurrence a renforcé les relations entre les entreprises médiatiques et les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir. La purge syndicale a commencé dans les grands groupes médiatiques, surtout dans le groupe *Doğan*, connu pour avoir été l'initiateur du processus. Les tentatives de suppression de la syndicalisation se font surtout sentir au moment des rachats, tel que le rachat du groupe *Doğan* par le groupe *Demirören*. Selon le journaliste Aziz Çelik, il faut toujours s'attendre à des interventions dans l'organisation éditoriale et à des purges chez les journalistes après des grands changements de propriétaire comme celui-ci. En revanche, d'après lui, la syndicalisation aurait pu aider les journalistes affronter les incertitudes que faisait peser le rachat du groupe *Doğan* sur leur avenir<sup>97</sup>. Comme le raconte Aziz Çelik :

« S'il y avait eu un syndicat dans les médias généralistes, tout aurait été très différent. Nous aurions pu faire jouer le pouvoir et l'effet du syndicat pendant toutes les étapes du processus de rachat. Les journalistes et le personnel des médias auraient pu exprimer leurs inquiétudes sur le processus de rachat et ils auraient pu être un poids décisif pendant le processus. Le syndicat aurait eu non seulement pu s'exprimer sur les droits des travailleurs, mais aussi sur la transparence et l'exécution du processus en conformité avec le droit de la concurrence. S'il y avait eu un syndicat, la situation des travailleurs

---

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> Pour les conséquences de ce rachat sur les journalistes, voir la partie « Effacer la mémoire : Purges et changement des équipes dans les salles de rédactions ».

aurait été décidée avant le rachat. Il n'y aurait pas eu ces incertitudes. (...) À ce point-là, il est nécessaire de souligner et de rappeler la responsabilité historique du groupe *Doğan*. Si, aujourd'hui, le "s" de syndicat n'apparaît plus dans les médias généralistes, si les journalistes ne sont pas organisés et si l'avenir des journalistes qualifiés ne dépend que du nouveau patron, la responsabilité de *Doğan* dans cette situation est gravissime. Le groupe *Doğan* est l'initiateur de la désyndicalisation dans la presse<sup>98</sup>. »

Les journalistes du groupe *Doğan* se sont syndicalisés juste une semaine avant le rachat du groupe par le groupe *Demirören* en 2018, de crainte de perdre leur emploi du fait de la vente. Cependant, le groupe *Demirören* a licencié 45 journalistes, dont 43 étaient membres du syndicat, un nombre (presque) suffisant pour négocier une convention collective. Néanmoins, les journalistes ont été licenciés sans indemnités, un an après le rachat, pour le motif suivant : être membre d'un syndicat. La précarité des journalistes se manifeste par deux traits distinctifs, liés l'un à l'autre : une fragilité due à la faiblesse de la syndicalisation, celle-ci aggravant à son tour la précarité, parce que les journalistes perdent leur travail pour s'être affiliés à un syndicat.

**« Q : Pourquoi avez-vous été licencié ?**

**R :** 43 journalistes sur 45 étaient syndiqués lorsqu'ils ont été licenciés. Le syndicat était sur le point d'avoir le droit à signer une convention collective. De plus, ceux qui ont été licenciés étaient tous de bons journalistes. En nous licenciant, ils se sont débarrassés du supplice que représente pour eux le véritable journalisme, datant de l'ancien *Hürriyet*. Je ne pense pas qu'ils m'aimaient non plus.

**Q : Depuis quand travailliez-vous à *Hürriyet* ?**

**R :** Depuis 7,5 ans à *Hürriyet* et près de 20 ans dans le groupe.

**Q : Vous ont-ils payé des indemnités ?**

**R :** Non et ils n'ont même pas donné d'explication. 45 personnes ont passé un total de 503 ans dans le journal ! Donc 5 siècles ! C'est criminel de licencier des gens parce qu'ils sont syndiqués. C'est un droit constitutionnel. Je me demande la raison de cette complaisance. Pour autant que je sache, il y a eu de bonnes surprises lors de l'ouverture du chantier des terrains de golf à Kemer Country. Mais nous savons que le droit fonctionne toujours dans les juridictions de travail. Pour agir de façon aussi désinvolte, il faut croire que la Turquie n'est pas un État de droit. Mais je pense qu'ils ne devraient pas en être si sûrs.

(...)

**Q : Depuis combien d'années étiez-vous syndiqué ?**

**R :** Peu de temps, j'ai adhéré la semaine où le groupe *Demirören* a acheté le journal.

**Q : Pourquoi se syndiquer lorsque le groupe *Demirören* achète le journal et pas avant ?**

**R :** C'est très révélateur. La syndicalisation n'était pas très répandue en Turquie. C'est lié au 12 septembre [1980] et aux politiques néolibérales. De plus, je n'en avais pas trop ressenti la nécessité quand c'était le groupe *Doğan* qui était le propriétaire du journal. Nous savions qu'ils ne menaceraient pas nos droits.

**Q : Comment ?**

---

<sup>98</sup> A. ÇELİK, « Tekelci medyada sendikasıız gazeteci! » [Journaliste non syndiqué dans les médias concentrés], art. cit.

**R :** En 2011, j'ai publié un article critiquant la politique éditoriale du journal et j'ai démissionné de *Radikal*. Ils ont payé mes indemnités, y compris le préavis et l'ancienneté cette semaine-là. La syndicalisation quand le groupe *Demirören* a acheté le journal, c'était une forme de protestation. C'était une manifestation pour affirmer que je ne me voyais d'avenir dans ce journal et que mes droits devaient être protégés désormais par une institution engagée, comme le syndicat des journalistes de la Turquie<sup>99</sup>. »

Si de plus en plus de journalistes se syndicalisent, ceci ne les empêche pas de perdre leur travail. Dans ce contexte où l'incertitude règne, les journalistes ont des conditions de travail qui ne sont pas clairement définies par le droit du travail de la presse (*Basın İş Kanunu*). Le statut des journalistes dépourvus de « carte de presse » est mal défini et n'est pas protégé par les lois. Dans cet environnement, donc, « les liens juridiques des journalistes avec leur rédaction sont particulièrement ténus et fragiles<sup>100</sup> », une ambiance susceptible d'expliquer d'ailleurs la fréquence de la circulation des journalistes d'une entreprise journalistique à l'autre. D'après les nombreux témoignages que nous avons recueillis, le contrat de travail des journalistes est fragile et en cas de conflit, le licenciement peut prendre effet immédiatement. Face à ces dérégulations extrêmes, les journalistes changent souvent de rédaction, sans prendre toujours en considération la ligne politique de celle-ci pour les plus précaires. Un journaliste de *CNN Türk* que nous avons interrogé affirme que, s'agissant des médias généralistes, les conditions de travail ne sont pas très différentes d'une rédaction à l'autre, et qu'il pourrait aussi travailler à *A Haber*, la chaîne d'information du gouvernement :

« Il ne faut pas employer grands mots sur ce genre de sujets. L'être humain peut tout faire. Parce que n'oublie pas, nous sommes des professionnels qui gagnent notre vie avec ce travail. Si tu trouves une place dans cette chaîne, tu peux, bien sûr, faire le travail. Autrement dit : à l'époque, j'ai travaillé sans problème à *A Haber*. Je pourrais encore y travailler. Mais je ne sais pas s'ils me donneraient cette opportunité<sup>101</sup>. »

Selon la majorité des journalistes qui ont travaillé dans les médias généralistes et dans les médias d'opposition, les conditions de travail dans les médias d'opposition sont encore plus précaires que dans les médias généralistes et ceci n'est pas toujours dû aux difficultés matérielles. Le travail non rémunéré est largement répandu dans les médias d'opposition, où l'on s'attend à ce que les journalistes travaillent longtemps sans rémunération, parce que ces

---

<sup>99</sup> Çınar OSKAY, « Demirörenler insani anlamda Sanayi Devrimi öncesinde kalmış » [La famille Demirören est bloquée dans la période pré-industrielle en terme humanitaire], *Diken*, consulté le 19 janvier 2020, publié le 23 janvier 2020. <https://www.diken.com.tr/gazeteci-cinar-oskay-demirorenler-insani-anlamda-sanayi-devrimi-oncesinde-kalmis/>

<sup>100</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? », art. cit, p. 144.

<sup>101</sup> Entretien réalisé le 21 avril 2017 à Istanbul.



types de médias se considèrent comme une « école » où les journalistes peuvent apprendre le métier. Beaucoup de jeunes journalistes travaillent donc sans rémunération, la rédaction ne rétribue que les journalistes les plus connus, en fonction de leur notoriété. Contrairement aux discours qu'ils tiennent sur la sécurité de travail, l'insécurité matérielle et la précarité ne sont pas rares chez les journalistes employés dans les rédactions de gauche. Selon un reporter spécialisé en économie de *Hürriyet* qui a travaillé de longues années dans des rédactions de gauche, seuls les journalistes seniors sont rémunérés régulièrement, parce que, d'après elle, dans ces types de médias qui pratiquent un journalisme idéologique, c'est la « mission » qui prime et non pas les droits du travail des journalistes :

« Alors, en effet c'est comme ça. Je veux te raconter une histoire toute différente. J'ai travaillé à *Cumhuriyet* pendant 5 ans, je connais très bien le journal *Birgün* depuis sa fondation. Les choses dans ce type de journaux se passent ainsi : tu ne sais pas vraiment comment écrire dans ces journaux. Il y a une structure multicouche. Tu ne sais pas le point sensible que tu touches quand tu publies une information. Tu peux aussi faire un journalisme de qualité. Mais tu ne peux aussi rien faire. En effet, ce sont les journaux où les droits des travailleurs sont le moins respectés. Par contre, dans les journaux comme ça [*Hürriyet*], tu n'as pas de problèmes de salaire ou du transport [pour aller préparer la nouvelle]. Tu fais ton travail et le reste t'intéresse peu. Ici, c'est plus institutionnel et ça, c'est très important dans le journalisme. Parce que ça te permet de te sentir encadrée. Tu n'as pas à penser comment aller sur le terrain pour récolter une information. Tu ne réfléchis pas à ce que tu vas vivre demain matin. Les journaux comme *Hürriyet* sont très confortables en ce sens-là. Oui, je peux dire que *Hürriyet* est très institutionnel.

**Q : Les journaux de gauche ont-ils des difficultés financières ?**

**R :** Moi j'ai pu en témoigner quand j'étais à *Birgün*. Pour pouvoir transformer le journal en un support médiatique du parti ÖDP, les 3 ou 5 cadres recevaient un salaire, mais par exemple les 20 personnes en bas de la hiérarchie n'en touchaient pas. L'un avait une voiture de fonction, mais pas les autres. La mauvaise direction, les difficultés financières, ce sont bien sûr des facteurs, mais le problème se situe lors de sa fondation même. Ils l'ont transformé en un journal de mission, le personnel ne leur importe pas beaucoup. Il est toujours remplaçable. L'important, c'est d'être lu par les partisans du parti, ils n'ont même pas besoin de nouvelles pour ça. C'est comme ça, en effet, qu'ils exploitent l'enthousiasme des gens, ils les exploitent un an, deux ans, trois ans... Et si, au bout de quatre ans, ces gens démissionnent, ils s'en moquent. Voilà leur organisation. C'est en effet systématique, oui, il y a aussi les difficultés financières, mais il y a aussi cette mentalité. L'être humain n'a pas beaucoup de valeur pour eux. Je pense que le problème de base, c'est ça<sup>102</sup>. »

Une autre dimension de la précarisation de la profession consiste à travailler, parfois pendant des années, en tant que stagiaire, sans être toujours rémunéré. Nombreux sont les journalistes parmi les interviewés qui ont expérimenté les stages sans rémunération au cours de leur carrière.

---

<sup>102</sup> Entretien réalisé le 21 avril 2017 à Ankara.

Cependant, avec la suppression des syndicats et des collectifs professionnels, les stages durent plusieurs années. Les jeunes journalistes changent souvent de rédaction jusqu'à en trouver une qui peut les encadrer (et, au mieux une qui peut leur proposer un contrat de travail).

Les journalistes travaillent dans les conditions particulièrement délicates et précaires et n'ont guère accès aux organisations professionnelles qui pourraient défendre leurs droits en cas de rachat de leur entreprise de presse. Dans ce contexte, l'appartenance politique n'est qu'un élément parmi d'autres de la construction des carrières journalistiques. Dans la majorité des cas, les journalistes font des carrières discontinues, ce qui montre le caractère négocié et fragile de leur contrat de travail. Les solidarités au sein des rédactions ne sont donc pas issues de l'appartenance syndicale, mais elles sont plutôt interindividuelles.

Les droits des journalistes sont certes protégés par les lois. La loi 212 du 10 janvier 1961 publiée au journal officiel a pour but de protéger les droits matériels et liés au travail des journalistes<sup>103</sup>. Cependant l'application de cette loi a renforcé l'écart existant entre les membres de la profession, qui ne peuvent pas tous en bénéficier. Les patrons de presse, qui contestent cette loi en raison de l'étendue des droits qu'elle accorde aux journalistes, ont choisi de la contourner en évitant de recruter des journalistes selon la loi 212. Autrement dit, les patrons limitent le nombre de journalistes recrutés en application de la loi 212, pour restreindre le nombre des bénéficiaires des droits en question. Les journalistes non recrutés sous l'empire de la loi 212 sont plus précaires que ceux qui bénéficient de ses dispositions à leur embauche. De plus, ils ne possèdent pas une carte de presse non plus.

« En effet, en pratique c'est très clair, mais cela impose des obligations financières aux employeurs, c'est pour cela que les employeurs ne veulent pas recruter selon la loi 212. *NTV* avait beaucoup résisté au début, mais après ils ont également dû octroyer ces droits à leurs employés. Par exemple, *Kanal D* a été sanctionné à de nombreuses reprises, mais après, ils ont commencé à le faire aussi. Parce qu'en effet, c'est comme cela : au bout de 5 ans, vous gagnez des droits solides si vous avez été recruté selon la loi 212. Non seulement sur l'indemnisation, mais aussi sur la rémunération des heures supplémentaires<sup>104</sup>. »

---

<sup>103</sup> Pour plus d'information sur l'étendue de la loi, voir Cf. Atilla ÖZSEVER, *Tekelci medyada örgütsüz gazeteci. Türkiye'de basın çalışanlarının sorunları ve bir model önerisi* [Le journaliste non-syndiqué dans les médias concentrés. Les problèmes des employés de presse en Turquie et une proposition de solution], Ankara, İmge Yayınları, 2004.

<sup>104</sup> Entretien réalisé le 25 août 2018 à Çanakkale.

« La loi 212 donne des droits aux journalistes. Par exemple, tu as plus de droits en matière de licenciement ou de congés. Les institutions ne veulent pas garantir ces droits à leurs employés. C'est pour cela que les institutions ne recrutent pas de cadres, mais des stagiaires. C'était aussi mon cas, j'ai aussi été stagiaire quand j'ai démarré dans le métier en 2000.

(...)

De nos jours, par exemple, une institution est obligée de continuer mes droits liés à la loi 212. Parce que je suis un « journaliste de la loi 212 », tu ne peux pas me faire travailler sans respecter ses dispositions. Mais les employeurs à Istanbul disent : « Toi, tu es un journaliste de desk, pourquoi as-tu besoin de la loi 212 ? Est-ce que tu vas suivre le Premier ministre ? Est-ce que tu vas suivre le Président de la République ? Est-ce que tu seras au parlement ? Non, je ne vais pas faire ton contrat sous la loi 212 ». Ils considèrent que la 212 est nécessaire pour les journalistes qui sont sur le terrain ; et c'est vrai que ce n'est pas nécessaire si vous n'êtes pas sur le terrain. La carte de l'entreprise suffit en effet, quand vous rencontrez un problème avec la police ou avec une autre institution. C'est pourquoi j'ai été recruté dans le cadre de la loi 212 très, très, très tard, quand j'ai été embauché par CNN Türk<sup>105</sup>. »

« Après la fermeture de *Radikal*, tout le monde, sauf un ami, a trouvé de nouveaux postes assez rapidement, mais il y a eu aussi un ami qui a été au chômage pendant un an. Quand j'étais ici par exemple [à Milliyet], j'ai eu un entretien d'embauche avec *CNN Türk*, avec "cnnturk.com", mais ils ne faisaient pas de contrat selon la loi 212. C'est pourquoi je ne l'ai pas choisi. Tu dois me donner le même salaire avec le cadre 212. Sinon, comment je vais payer mon loyer, etc. ? Mais ils ne veulent pas te donner le cadre 212 parce que sinon tu as les droits, tu as le droit de congé, etc. Ils veulent s'éloigner de l'État social. Tu n'as pas de carte de presse non plus. C'est comme cela que je suis resté à Milliyet<sup>106</sup>. »

La loi 212, qui, promulguée dans le cadre de la Constitution de 1961, dote les journalistes de droits relatifs au droit du travail, contribue cependant au creusement des discriminations entre les journalistes au sein du marché du travail : les jeunes journalistes choisissent, quand ils le peuvent, de travailler dans les rédactions qui leur accordent le bénéfice de cette loi et refusent de changer de travail s'ils ne peuvent pas être protégés par cette loi dans la nouvelle rédaction. La différence de statut dépend également de la notoriété de chacun ; les journalistes connus bénéficient de cette loi, tandis que les jeunes ne peuvent pas. Cela varie également en fonction de leur lieu de travail. Les journalistes basés à Ankara bénéficient davantage de la loi 212 que ceux basés à Istanbul par le fait que les journalistes d'Ankara ont besoin d'une carte de presse pour pouvoir entrer au parlement et communiquer avec les sources institutionnelles. Aussi l'écart se creuse-t-il entre l'intention protectrice initiale du législateur et sa mise en pratique par l'employeur aux dépens des journalistes défavorisés.

---

<sup>105</sup> Entretien réalisé le 15 avril 2017 à Istanbul.

<sup>106</sup> Entretien réalisé le 21 août 2017 à Istanbul.

## **Journalistes au chômage : les effets de la rupture du contrat de travail sur les trajectoires des journalistes**

*Exit* : le passage à d'autres secteurs

La non-reconversion

*Voice* : le passage aux médias d'opposition et la reconversion internationale

Le coup d'État raté survenu le 15 juillet 2016 a provoqué une purge des journalistes de la télévision et de la presse écrite. Comme analysé au troisième chapitre, à la suite de la tentative de putsch, le gouvernement du Président Recep Tayyip Erdoğan a fermé les médias liés à la mouvance güleniste. La direction générale de la presse, de la radiodiffusion et de l'information de Turquie a également révoqué au moins 620 accréditations de journaliste. À la suite de la répression, 2308 travailleurs des médias et journalistes ont perdu leur emploi, 319 journalistes ont été arrêtés, dont 180 sont toujours en détention<sup>107</sup>.

Le travail journalistique a été fortement affecté par ces contraintes politiques et, dans ce contexte autoritaire, il privilégie d'autres aspects que la production dans l'urgence ou la montée de l'immédiateté. La chasse aux *scoops*, l'identité et la ligne éditoriale étant reléguées au deuxième plan, les journalistes qui travaillent dans les grands groupes médiatiques comme le groupe *Doğan* se conforment aux impératifs de soutien au gouvernement AKP qui s'exprime au travers des « cadres de perception et de jugement des journalistes<sup>108</sup> » liés aux contraintes politiques et économiques. Les journalistes se plient des obligations « qui sont à la fois politiques, professionnelles et économiques » et ceux qui s'opposent à ces impératifs de soutien au gouvernement AKP, qui « définissent le cadre cognitif qui va s'imposer dans le traitement des faits d'actualité », perdent leur travail et sont exclus du champ médiatique traditionnel<sup>109</sup>. De crainte d'être « stigmatisés » comme « opposants » au pouvoir, les patrons les forcent à ne pas s'exprimer dans l'espace public. Nous observons donc une suprématie du contrôle des acteurs politiques et institutionnels et la faiblesse des positions journalistiques au sein de l'espace médiatique turc.

---

<sup>107</sup> *turkeypurge.com*, 2019, publié le 1<sup>er</sup> novembre 2019, consulté le 5 octobre 2021. <https://turkeypurge.com>

<sup>108</sup> Olivier PILMIS, « Produire en urgence. La gestion de l'imprévisible dans le monde du journalisme », *Revue française de sociologie*, 55-1, 2014.

<sup>109</sup> Selon Philippe Juhem, ces cadres cognitifs sont des « schèmes de perception et de jugement pour présenter l'information ou pour formuler un commentaire », Philippe JUHEM, « Luites partisans et fluctuation des cadres cognitifs des journalistes », in Jacques GERSTLÉ (dir.), *Les effets d'information en politique*, Paris, L'Harmattan, 2001.

Si l'on reprend les catégories élaborées par Albert Hirschman, nous pouvons conceptualiser, d'un côté, la réaction silencieuse des journalistes qui abandonnent le journalisme face aux conditions « autoritaires » comme *exit*, de l'autre, la protestation ou la prise de parole des journalistes refusant de travailler sous les conditions d'état d'urgence comme *voice*<sup>110</sup>. La mobilisation de différentes voies de protestation nous aide à mieux catégoriser les comportements des journalistes en Turquie, surtout en termes de défection (*exit*) et de prise de parole (*voice*), laissant de côté ceux qui travaillent toujours dans les grands groupes médiatiques (*loyalty*). Dans cette partie, nous nous pencherons plutôt sur des journalistes d'opposition (*exit* et *voice*) qui ont quitté le journalisme pour d'autres métiers ou qui continuent une lutte passive ou active dans les médias d'opposition.

Les stratégies d'adaptation face au chômage suite à un licenciement peuvent différer selon la trajectoire des individus, la socialisation antérieure et aussi la nature de leur licenciement. Notre analyse a pour objectif de saisir la teneur des effets de la rupture du travail sur les trajectoires des journalistes licenciés des médias généralistes en Turquie.

L'ingérence étatique provoque aussi bien la mise en cause du recrutement ou la promotion des journalistes au sein de leur institution. À y regarder de plus près, il apparaît que ce sont toujours les mêmes personnes qui obtiennent une promotion ou qui remplacent à leur poste les journalistes licenciés. Entre 2008 et 2013, nous avons également observé la visibilité accrue des personnalités conservatrices sur les écrans. L'arrivée de l'AKP au pouvoir a engendré une reconfiguration à la fois chez les cadres journalistiques et chez les cadres administratifs. Ces changements dans les postes-clés traduisent non seulement l'intervention croissante du pouvoir dans le domaine des médias, mais ils ont aussi ouvert la voie à sa transformation. Autrement dit, les journalistes considérés comme proches du gouvernement AKP sont largement favorisés, créant ainsi une circulation de ces élites en circuit fermé.

L'accès aux échelons supérieurs est partagé entre un petit groupe de journalistes proches du gouvernement et du patronat, si bien que les journalistes d'opposition sont progressivement marginalisés. Parmi les journalistes licenciés ou qui ont démissionné, nous avons, d'une part, rencontré des journalistes qui abandonnent le journalisme face aux pratiques « autoritaires » certains, en faisant un procès au groupe médiatique qui les en a renvoyés et, de l'autre, nous

---

<sup>110</sup> Albert O. HIRSCHMAN, *Exit, voice, and loyalty: responses to decline in firms, organizations, and states*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970.

avons réalisé des entretiens avec des journalistes qui ont refusé de travailler dans les conditions d'état d'urgence et ont décidé de créer leurs propres médias d'opposition. Certains journaux sur internet comme *T24*, *Diken*, *Bianet* ou *P24* sont financés par des organisations internationales telles que l'Union européenne ou UNESCO<sup>111</sup> ; d'autres comme la chaîne d'information *Medyascope* diffusée sur internet, sont pour leur part financés par les organisations journalistiques internationales et par le soutien du public, et sont devenus des espaces où se réunissent les journalistes licenciés des médias généralistes pendant la période du gouvernement AKP.

La reconversion, le mot désignant un changement de métier et par conséquent une mobilité professionnelle, peut être volontaire ou « imposée par les mutations structurelles de l'économie<sup>112</sup> » et donc involontaire. Dans les cas des licenciements des journalistes en Turquie, le détachement de l'institution étant certes involontaire, l'individu se trouve en rupture avec la situation professionnelle, suivie, dans la majorité des cas, de tensions avec l'institution. Nous considérons donc la reconversion dans la carrière des journalistes en Turquie comme un changement de secteur d'activité professionnelle, volontaire ou imposé. La reconversion, provoquée d'une manière brutale, s'impose à l'individu et l'oblige à revisiter ses conditions d'exercice professionnel. À ce stade, les questions suivantes se posent : les reconversions des journalistes en Turquie sont-elles de nature économique<sup>113</sup> ou provoquées par les contraintes politiques du gouvernement AKP ? Quels sont donc les événements déclencheurs<sup>114</sup> d'une reconversion ou d'une rupture du contrat de travail chez les journalistes de médias généralistes en Turquie ? Comment construisent-ils leurs stratégies de survie suite à une reconversion obligée ? Quels sont les effets de la rupture du travail sur leurs trajectoires ?

Les stratégies d'adaptation suite à une reconversion professionnelle se différencient par la nature et la forme juridique du mode de travail<sup>115</sup>. Nous avons choisi six trajectoires de rupture de travail qui montrent bien les motifs des ruptures dans les médias généralistes, pour identifier quatre types de stratégies d'adaptation développées par les journalistes licenciés des médias

---

<sup>111</sup> Pour le financement du blog P24 voir <http://platform24.org/kurumlar>, consulté le 10 avril 2021.

<sup>112</sup> Olivier MAZADE, *Reconversion des salariés et plans sociaux*, Paris, Budapest, Torino, L'Harmattan, 2003, p. 9.

<sup>113</sup> Faible niveau d'audimat ou de ressources économique de l'institution médiatique tant qu'annoncée comme la raison officielle par la direction de l'entreprise.

<sup>114</sup> Marnia ALLEK, « La malédiction du "Y'a qu'à former". La formation entre instrumentalisation et accompagnement des transitions », *Sociologies pratiques*, 28-1, 2014, p. 35.

<sup>115</sup> Thomas AMOSSÉ, Clémence PERRAUDIN et Héloïse PETIT, « Mobilité et segmentation du marché du travail : quel parcours professionnel après avoir perdu ou quitté son emploi ? », *Economie et Statistique*, 450-1, 2011, p. 80.

généralistes en Turquie : le passage à d'autres secteurs, la non-reconversion — ceux qui sont au chômage (*exit*) —, le passage à des médias d'opposition (*voice*) et la reconversion internationale (une catégorie grise, entre *voice* et *exit*), c'est-à-dire les journalistes qui immigreront vers l'étranger, surtout vers l'Europe. Comme l'a écrit Paul Cormier, « les stratégies de reconversion sont fortement liées au contexte local dans lequel se trouvent les acteurs, à la structure des capitaux individuels mobilisables<sup>116</sup> ». Notre choix est déterminé par le fait que ces trajectoires illustrent bien les motifs des licenciements dans les médias généralistes et que leurs stratégies d'adaptation sont représentatives pour décrire la vie des journalistes après la rupture. Leur caractère « stratégique » n'implique pas forcément une série d'actions calculées et mobilisées contre le groupe médiatique qui met fin à leur contrat, mais plutôt une résistance d'adaptation lorsqu'on n'a pas obtenu de poste de travail dans les médias généralistes. Celle-ci dépend donc non seulement de « l'intentionnalité des acteurs, », mais aussi de la valorisation positive du public qui soutient leurs actions<sup>117</sup>. Outre ces spécificités, ces cinq trajectoires donnent des informations sur les modalités du contrôle politique dans les « autoritarismes démocratiques<sup>118</sup> ».

#### *Exit : le passage à d'autres secteurs et la non-reconversion*

Nous commencerons par le passage à d'autres métiers, à travers la trajectoire du journaliste İrfan Değirmenci. Comme expliqué dans le deuxième chapitre, il a été renvoyé de son travail de présentateur des informations du matin sur la chaîne privée *Kanal D* pour un tweet qu'il a publié, par lequel il exprimait son vote « non » au référendum constitutionnel d'avril 2017. Nous aurions pu imaginer que « les médias sociaux constituent un lieu d'expression et d'échange des journalistes qui peuvent utiliser activement leur page pour énoncer leurs opinions ou diffuser leurs productions », comme c'est le cas pour les réseaux sociaux des journalistes qui travaillent dans les journaux en ligne en Russie<sup>119</sup>. Pourtant, la chaîne *Kanal D* s'est référée

---

<sup>116</sup> Paul CORMIER, « Les conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire en Turquie », *Mouvements*, 90-2, 2017, p. 146.

<sup>117</sup> Nous rejoignons ici une logique proche de celle pointée dans le cas russe par I. CHUPIN et R. MUSTAFINA, « Quand le geste révèle le militant : sur quelques cas d'entrée en journalisme d'opposition dans la Russie contemporaine », art. cit, p. 161.

<sup>118</sup> Eberhard KIENLE, « Libéralisation économique et délibéralisation politique : le nouveau visage de l'autoritarisme ? », in *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2008.

<sup>119</sup> Françoise DAUCÉ, « Le journalisme en ligne en Russie : les jeux ordinaires du contrôle politique », *Centre d'études et de Recherches Internationales*, 2014, p. 18.

au principe de neutralité pour motiver le licenciement du journaliste, en publiant une déclaration sur son site internet :

« Nous, en tant que groupe *Doğan*, notre principe central est le principe de « neutralité ». Nous avons construit nos principes de diffusion en observant les principes de diffusion internationaux, en y ajoutant nos expériences. Depuis des années, nous effectuons nos diffusions sur ces bases et nous sommes déterminés à les appliquer conformément à ces convictions. Celles-ci constituent nos piliers les plus solides en tant qu'institution médiatique indépendante. Nos attentes les plus primordiales à l'égard de nos collègues sont qu'ils se gardent de tout engagement politique. Ces principes englobent non seulement nos diffusions sur l'écran, mais aussi les diffusions sur les réseaux sociaux. Nous avons exprimé plusieurs fois nos convictions par rapport aux diffusions sur les réseaux sociaux, nous les avons partagées avec nos collègues. Notre collègue İrfan Değirmenci, avec les messages qu'il a diffusés sur les réseaux sociaux le 10 février 2017, s'est engagé politiquement. C'est pour cela que nous terminons notre contrat avec lui. Annoncé respectueusement au public<sup>120</sup>. »

La déclaration de *Kanal D* est suivie d'un tweet d'İrfan Değirmenci dans lequel il exprime qu'il a reçu le soutien « des habitants de Soma<sup>121</sup>, d'Ermenek<sup>122</sup>, des mères des martyrs, des Mères du samedi (*Cumartesi anneleri*)<sup>123</sup>, des victimes de la terreur, des chômeurs et des ouvriers », bref, des couches de la société défavorisées et marginalisées durant le règne politique de l'AKP et il ajoute qu'il est « tranquille avec sa conscience<sup>124</sup> ». Değirmenci a perdu son travail pour avoir exprimé un avis politique et par conséquent, pour avoir « pris parti sur un sujet discuté dans l'actualité politique ». La diffusion de cette déclaration a conduit à une bifurcation dans la carrière de son auteur. Sous peine de mise en cause comme « engagés » ou « opposants » par le gouvernement AKP, les journalistes sont attendus de ne pas expliciter leur opinion politique propre. Ils sont sommés de suivre la ligne éditoriale de la rédaction y compris dans leurs

---

<sup>120</sup> « Kanal D'den duyuru » [La déclaration de Kanal D], *Kanal D*, publié le 11 février 2017, consulté le 6 mars 2018. <https://www.kanald.com.tr/kanal-dden-duyuru?p=1>

<sup>121</sup> Le 13 mai 2014, une explosion à la mine de charbon Eynez à Soma, à Manisa, en Turquie, a provoqué un incendie dans une mine souterraine. Au total, 301 personnes ont été tuées lors de la pire catastrophe minière de l'histoire de la Turquie.

<sup>122</sup> Le 28 octobre 2014, 18 mineurs ont été piégés sous terre dans la mine *Has Şekerler*, une mine de charbon située dans la ville turque d'Ermenek. Il s'agit du deuxième accident majeur survenu dans une mine turque en six mois ; après la catastrophe de la mine de Soma en mai 2014.

<sup>123</sup> Les mères du samedi (*Cumartesi Anneleri*) sont un groupe qui se réunit tous les samedis pendant une demi-heure à Galatasaray (quartier), à Istanbul (Turquie), en tenant des photographies de leurs proches perdus et disparus. Principalement composées de mères de victimes et réputées pour leur modèle de désobéissance civile, elles associent le *sit-in* silencieux et la veillée collective comme méthode de protestation contre les disparitions forcées et les meurtres politiques perpétrés en Turquie lors du coup d'État militaire des années 1980 et la période d'état d'urgence des années 1990. Le 25 octobre 2014, elles ont tenu leur 500ème manifestation de *sit-in*.

<sup>124</sup> « Hayır dediği için işten çıkartılan İrfan Değirmenci: Atılan biziz, mağdur olan yine bunlar » [İrfan Değirmenci qui a été licencié pour avoir dit non : c'est nous qui sommes licenciés, mais ils jouent la victime], *T24*, publié le 12 février 2017, consulté le 6 mars 2018. <https://t24.com.tr/haber/hayir-dedigi-icin-isten-cikarilan-irfan-degirmenci-atilan-biziz-magdur-olan-yine-bunlar-he-almi-operasyonu-he,388388>



comptes sur les réseaux sociaux. La liberté dont disposent les journalistes dans l'expression de leurs idées politiques est restreinte, surtout dans les grands conglomérats médiatiques. Le journalisme de télévision n'adopte jamais ouvertement un point de vue critique sur le gouvernement AKP. Les chaînes d'information en continu suivent une politique de diffusion la plus neutre possible, surtout pendant les émissions de la journée. Par conséquent, les journalistes n'ont aucune marge pour exprimer un point de vue critique et leur choix politique de façon explicite.

Le départ d'İrfan Değirmenci a suscité un mouvement unanime dans les milieux d'opposition et dans les salles de rédaction. Il a reçu de nombreux messages de soutien via Twitter et Instagram. Un de ses collègues journalistes (Ertuğrul Albayrak), qui occupe aussi un poste de responsable dans l'équipe des informations du matin, a même démissionné pour lui témoigner son soutien. Des amis proches et les relations professionnelles étroites de ce type peuvent constituer un facteur de mobilisation<sup>125</sup>. En effet, avec la solidarité exprimée par des collègues, ce licenciement est devenu un enjeu collectif. Nous observons donc un cas d'*exit* (d'un média généraliste) et de refus de *loyalty*.

« C'était clair qu'on allait voter "non". Nous ne l'avons pas montré à l'écran. S'il s'agit du principe de "neutralité", nous l'avons respecté. Mais nous avons décidé de dire "non" aux gens qui nous traitent de démon, de traître, qui ne respectent pas nos valeurs de vie. D'abord, ils ont renvoyé İrfan, ils voulaient que je reste. Ils m'ont demandé de préparer les nouvelles pour un autre présentateur. En tant que dirigeant responsable, je n'ai pas accepté. Moi aussi, j'ai démissionné. Notre collègue Buluş a aussi exprimé qu'il ne voulait pas rester non plus. Mais nous avons décidé qu'il était plus correct que les autres collègues restent pour qu'ils puissent gagner leur vie<sup>126</sup>. »

Les réseaux sociaux représentent également un espace de contrôle social. Les justifications fournies par le groupe *Doğan* éludent ou minimisent la nature politique des différends. Les propriétaires des médias mettent en avant des arguments de neutralité, tandis que les journalistes accusent ces propriétaires de médias de nuire à la liberté de la presse. Les tactiques de dépolitisation, qui prennent appui sur des arguments de neutralité constituent une, parmi d'autres, des modalités de règlement des litiges dans les États autoritaires<sup>127</sup>. Comment

---

<sup>125</sup> Marlène BENQUET, *Les damnées de la caisse enquête sur une grève dans un hypermarché*, Bellecombes-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2011.

<sup>126</sup> « Ben de hayır diyorum, bunun için istifa ediyorum » [Moi aussi je dis non, c'est pourquoi je démissionne], *Birgün*, publié le 12 février 2017, consulté le 8 mars 2018. <https://www.birgun.net/haber/ben-de-hayir-diyorum-bunun-icin-istifa-ediyorum-146617>

<sup>127</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Termination of journalists' employment in Russia: Political conflicts and ordinary negotiation procedures in newsrooms », art. cit, p. 43.

expliquer ce recours à des justifications de neutralité dans un conflit clairement politique ? Au-delà du bon sens, qui révèle naturellement l'hypocrisie ambiante et la relation des dirigeants des grands groupes de médias avec les pouvoirs en place, nous émettons l'hypothèse que la divergence entre la nature du conflit et la justification invoquée à l'appui de la sanction renforce la légitimation de l'autocensure et aggrave les violations de la liberté de presse<sup>128</sup>.

İrfan Değirmenci a trouvé refuge dans l'écriture d'un ouvrage de fiction et a publié son premier roman tout de suite après son licenciement. Il rédigeait son livre depuis longtemps, mais il a eu l'occasion d'en terminer la rédaction pendant son chômage. Le livre a eu un grand succès. Il a rapidement été classé dans les listes des meilleures ventes en Turquie. Değirmenci a organisé plusieurs séances de signature et a participé à des panels sur la liberté de la presse en Turquie. Plusieurs mois après la publication de son livre, il a annoncé sur son compte Instagram son premier spectacle musical en solo « *Anne ben artist oldum* » (Maman, je suis devenu artiste), qui a connu également un grand succès. Finalement, récemment, il a publié son deuxième roman « *Herlanda* » sous-titré « *Her Şey'e boyun eğilen yerde « Hiç » olup direnenler...* » (Là où tout est soumis, ceux qui ne deviennent « rien » et qui résistent), toujours chez l'éditeur *İnkılap*.

L'exemple d'İrfan Değirmenci montre très bien, non seulement à quel degré le capital social acquis pendant son travail à la chaîne *Kanal D*, mais aussi et surtout à quel point le public qui le soutient en raison du motif de son licenciement, et les savoirs déjà maîtrisés « peuvent se transférer et s'actualiser assez rapidement », même si le nouveau métier est différent par sa nature et en termes d'organisation et de division de travail. Les compétences des journalistes ne sont pas limitées à des savoirs techniques-journalistiques, elles réunissent les capacités à entrer en relation<sup>129</sup> avec d'autres personnes dans les autres secteurs et à prendre les bonnes décisions et le savoir-faire permettant de recourir aux bonnes personnes au bon moment. Pendant son chômage, Değirmenci n'a pas cessé de travailler et de produire, il avait même plus de travail que lorsqu'il travaillait à la chaîne *Kanal D*. Il a réussi à transférer les capacités acquises dans le milieu journalistique vers le milieu littéraire et culturel où il avait déjà des liens avec des journalistes de desk, liens qu'il avait tissés pendant son travail à la télévision. Les milieux journalistiques d'opposition ont créé leur propre espace d'interconnaissances, qui leur

---

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 45.

<sup>129</sup> O. MAZADE, *Reconversion des salariés et plans sociaux*, op. cit, p. 10.

ouvre une voie dans d'autres secteurs, un signe du fait qu'il existe, malgré tout, un espace semi-autonome pour l'opposition, en dehors de l'espace politique et médiatique dominé par l'AKP.

Son licenciement ainsi que la démission d'Ertuğrul Albayrak ont suscité un sentiment d'injustice dans le public (plutôt opposé du gouvernement AKP). Le public l'a suivi et a montré un grand intérêt pour ses livres et son spectacle. Değirmenci et son collègue sont devenus plus que jamais célèbres. On peut dire qu'ils ont réussi à transformer la crise qu'ils traversaient en opportunité de résistance. Comme l'écrivent Ivan Chupin et Renata Mustafina au sujet des cas russes, le partage d'une expérience d'engagement politique, d'activisme oppositionnel, renforce les liens existant dans les milieux d'opposition et « explique leurs parcours en tant que journalistes d'opposition<sup>130</sup> ». Le motif du licenciement de Değirmenci a suscité une mobilisation dans le monde des journalistes d'opposition et il s'est traduit par un renforcement de l'intégration des protagonistes. Malgré leurs succès initiaux,<sup>131</sup> les livres et le spectacle ne permettaient pas de gagner sa vie à long terme. Cependant, grâce à la notoriété de ces créations artistiques dans les milieux d'opposition, Değirmenci a pu se porter candidat du CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi* – Parti républicain du peuple) au parlement. Mais sa candidature n'a pas été retenue par le parti pour les élections générales de juin 2018. Son tweet l'a empêché de continuer son métier de journaliste dans les médias généralistes, mais il s'est intégré davantage aux cercles d'opposition (journalistes et partis politiques) et s'est détaché définitivement de la chaîne qui l'avait licencié.

Changer d'activité professionnelle, de situation de travail, engendre « une invalidation partielle des compétences construites dans un autre environnement<sup>132</sup> ». Mais c'est également une occasion de se forger de nouvelles capacités, de s'adapter à un nouvel environnement de travail et de pouvoir transférer un capital social et des savoirs professionnels en mobilisant notamment son capital de notoriété. Değirmenci et Albayrak n'ont pas retrouvé un nouvel emploi, mais ils ont créé leur propre emploi. D'après notre échantillon, aucun interviewé n'a été recruté par des médias généralistes une fois licencié pour une raison politique. Il n'est ainsi pas surprenant qu'İrfan Değirmenci et son collègue Ertuğrul Albayrak n'aient eu aucune offre d'emploi des autres grands groupes médiatiques où le recrutement s'effectue selon la proximité avec l'AKP.

---

<sup>130</sup> I. CHUPIN et R. MUSTAFINA, « Quand le geste révèle le militant : sur quelques cas d'entrée en journalisme d'opposition dans la Russie contemporaine », art. cit, p. 160.

<sup>131</sup> Ces livres étaient dans la liste des meilleures ventes en Turquie pendant plusieurs semaines.

<sup>132</sup> O. MAZADE, *Reconversion des salariés et plans sociaux*, op. cit, p. 11.

Le pouvoir veut, en effet, créer ses propres équipes de journalistes dans les grands groupes médiatiques privés. Ceci montre que la rupture de contrat pour des raisons politiques fait obstacle à la recherche d'un emploi dans un autre grand groupe médiatique, parce que justement « la séparation a évolué vers un scandale politique<sup>133</sup> ».

Le passage à des activités littéraires ou théâtrales n'est pas rare chez les journalistes qui ont dû choisir la voie de l'« exit » pour échapper pratiques autoritaires du régime politique AKP. Plusieurs journalistes interviewés, licenciés de médias généralistes sont devenus romanciers et gagnent leur vie en écrivant des romans ou des scénarios pour des séries télévisées. Ceux qui, après un licenciement, possèdent un savoir professionnel et un capital social transférables, comme Değirmenci retrouvent une activité professionnelle rapidement sans passer par une longue période de chômage. En revanche, pour plusieurs journalistes licenciés qui ont assez de capital économique pour subsister sans travail permanent, le chômage et la non-reconversion qu'il induit peuvent s'apparenter à une autre forme de stratégie d'adaptation.

### *La non-reconversion*

La défection (*exit*) peut s'accomplir par le choix d'un autre itinéraire, mais peut aussi aboutir au chômage. La trajectoire du journaliste que nous appellerons Mert<sup>134</sup> illustre bien un cas de non-reconversion, à savoir le chômage comme posture d'attente. Bien qu'il soit difficile de le qualifier de journaliste « engagé », il ne cachait pas son opposition au gouvernement AKP et au Président Erdoğan. Licencié à l'occasion d'un changement de rédacteur en chef, il avait un éditorial dans le journal *Milliyet*<sup>135</sup> où il a écrit pendant un an. Il avait été recruté par Derya Sazak, mais a été licencié par Fikret Bila, le nouveau rédacteur en chef qui l'avait remplacé<sup>136</sup>. Les rédacteurs en chef, en effet, construisent leur propre équipe, surtout dans la presse écrite,

---

<sup>133</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Termination of journalists' employment in Russia: Political conflicts and ordinary negotiation procedures in newsrooms », art. cit, p. 46.

<sup>134</sup> Les prénoms des journalistes sont anonymisés sauf ceux cités avec leurs noms.

<sup>135</sup> La famille fondatrice *Karacan* a vendu le journal à Aydın Doğan en 1979. En octobre 1998, le journal a été vendu à Korkmaz Yiğit, racheté quelques semaines plus tard lorsque l'entreprise de Yiğit s'est effondrée suite à des allégations de fraude. Le journal a été acheté par une entreprise commune du groupe *Demirören* (connu pour sa proximité avec gouvernement AKP et le Président Erdoğan) et du groupe *Karacan*, en mai 2011, mais après des difficultés juridiques et financières, *Karacan* a vendu sa part à *Demirören* en février 2012. Pour plus d'informations sur la vente du journal *Milliyet* cf. Derya SAZAK, *28 Şubat'tan 15 Temmuz'a, Darbeye, Diktaya, Medyaya İtirazım Var* [Du 28 février au 15 juillet, je fais objection au coup d'État, au diktat, aux médias], Istanbul, İletişim Yayınları, 2017.

<sup>136</sup> Derya Sazak a été licencié de *Milliyet* le 23 août 2013, il a été remplacé par Fikret Bila qui est devenu le nouveau rédacteur en chef du journal.

pendant les périodes de changement de direction, ou de propriété. Les licenciements ou les démissions des journalistes de l'ancienne équipe se multiplient à ces occasions.

« J'ai commencé le métier journaliste au journal *Milliyet*. Puis, au cours de la dernière période, j'ai eu un éditorial à *Milliyet* pendant à peu près un an. (...) Là, il y a eu un changement de rédacteur en chef. C'était Derya Sazak qui m'avait proposé un éditorial dans le journal. Puis quand Fikret Bila est devenu le rédacteur en chef, il a licencié plusieurs éditorialistes, j'étais parmi eux<sup>137</sup>. »

Les manières dont les journalistes apprennent leur licenciement jouent aussi un rôle sur leur trajectoire. L'éditorialiste Mert a été licencié par le nouveau rédacteur en chef qu'il connaissait depuis le début de sa carrière de journaliste, mais ce n'est pas lui qui lui en a fait part. Après avoir rédigé et envoyé son éditorial tout en ignorant son licenciement, Mert a appris la nouvelle par un autre rédacteur en chef, sans aucune explication sur la raison de son renvoi. Ceci bloque toute possibilité d'accord négociée et de compromis.

**« Q : Comment alors avez-vous appris que vous étiez licenciés ?**

**R :** La situation à *Milliyet* était un peu tragique. Je n'ai eu aucune communication officielle. Je veux dire face à face. Moi, j'ai écrit mon éditorial, le rédacteur en chef avec qui je communique habituellement m'a dit : "Tu n'es pas encore au courant, mais le rédacteur en chef nous a dit que tu n'écrirais plus et moi, je te le dis maintenant." C'est comme ça que j'ai appris que j'avais été licencié. Mon rédacteur en chef ne m'en a jamais dit un seul mot. En plus, je le connais depuis mes débuts dans le métier. J'avais fait mon stage à ses côtés quand il était rédacteur en chef à *Milliyet* à Ankara. Depuis, je ne suis plus jamais allé au journal<sup>138</sup>. »

Néanmoins, le licenciement de Mert du journal *Milliyet* n'est pas « l'événement marquant » de sa carrière, par le fait qu'il a toujours continué à travailler dans les médias généralistes<sup>139</sup>. Il a été recruté par la chaîne d'information en continu *CNN Türk*, où il préparait et présentait une émission quatre fois par semaine. Elle traitait de l'actualité en Turquie. Toutefois, son émission a été ensuite supprimée de la diffusion à son insu sous prétexte du faible niveau d'audience. Ici, l'argument économique masque un argument politique. Nous observons donc une articulation efficace de la logique marchande et de l'autoritarisme. Comme le journaliste n'est lié par aucun contrat à la chaîne d'information en continu (statut d'indépendant), le retrait de cette émission équivaut à un licenciement. Autrement dit, n'étant pas membre titulaire de cette chaîne

---

<sup>137</sup> Entretien réalisé le 4 novembre 2016 à Istanbul.

<sup>138</sup> *Ibid.*

<sup>139</sup> Catherine NEGRONI, « La reconversion professionnelle volontaire : d'une bifurcation professionnelle à une bifurcation biographique », *Cahiers internationaux de sociologie*, 119-2, 2005, p. 315.

d'information en continu, Mert n'aurait pas pu se voir proposer un autre poste, c'est pour cela qu'il s'est retrouvé au chômage.

**« Q : Alors pourquoi votre émission a été supprimée ?**

**R :** Je ne sais pas. Personne ne m'a donné d'explication.

**Q : Ils ont dit au public que l'audience était très faible ?**

**R :** Non, ce n'est pas ça. Je veux dire, ce n'est pas la raison exacte. Quand j'ai parlé avec le rédacteur en chef, quand je lui ai demandé : "Pourquoi tu as fait ça ?" Il m'a répondu : "l'audience, les coûts élevés, etc., etc.". Mais l'audience n'était pas du tout faible, il n'y avait pas de coût élevé pour la chaîne, mon salaire était le seul coût pour la chaîne. Il n'y avait pas de coûts de production, parce que c'était une émission qu'on faisait dans le cadre de la chaîne et on utilisait les moyens que la chaîne fournissait déjà. C'est pour cela que je sais très bien que tout ça n'est pas vrai et que ce sont les propos qu'il a tenus pour clore le sujet.

(...)

**Q : Ils ont supprimé l'émission à l'arrivée du nouveau rédacteur en chef alors ?**

**R :** Oui. C'est-à-dire que l'émission s'est terminée très peu de temps après son arrivée. Une ou deux semaines. Je faisais l'émission, ils ont voulu remplacer le secrétaire de rédaction de mon émission par un autre. Ils m'ont dit qu'ils allaient en trouver un autre. Il n'y avait pas de problème à ce sujet. Puis j'ai terminé l'émission le jeudi soir et j'ai dit : "On se voit lundi soir" aux spectateurs. Il [le rédacteur en chef] m'a appelé vendredi pour m'inviter à passer à la chaîne. J'ai compris que quelque chose n'allait pas, parce que normalement je ne vais pas à la chaîne les vendredis. J'y suis allé, ils m'ont dit qu'ils avaient supprimé mon émission<sup>140</sup>. »

Dans les deux cas, le journaliste Mert a été licencié suite à un changement du rédacteur en chef. Dans le contexte politique, le lien se fait immédiatement entre son licenciement et la volonté du rédacteur en chef de supprimer les émissions portant un regard critique sur le gouvernement AKP. Le rédacteur en chef est-il seul à décider du licenciement des journalistes ? Évidemment non. Cependant, en Turquie, les relations professionnelles nouées au fil des années dans l'entreprise, surtout avec le patron, jouent un rôle majeur sur la décision des cadres et sur la protection des journalistes par les patrons, s'ils ont gardé des liens de proximité avec eux. Les journalistes bénéficient ainsi de la protection réservée aux employés proches du patron. Mert, recruté récemment, n'avait pas de relations assez fortes avec le cadre supérieur qui aurait pu faire obstacle à son licenciement.

« Mon cas, c'est ainsi : après mon licenciement, le nouveau rédacteur en chef a essayé de mettre un terme au contrat des journalistes qui travaillent avec la chaîne depuis longtemps et qui passent aussi sur les écrans. Et quand il a fait ça, il a dit des choses fausses aux patrons et aux propriétaires de la chaîne. Mais tous ces journalistes travaillaient à *CNN Türk* depuis beaucoup plus longtemps que moi et ils avaient des relations beaucoup plus solides que les miennes. Pour cette raison, en effet, on a compris

---

<sup>140</sup> Entretien réalisé le 4 novembre 2016 à Istanbul.

qu'il ne disait pas la vérité et les propriétaires de la chaîne ont protégé ces journalistes, ils ont empêché ce que voulait faire le nouveau rédacteur en chef. Mais moi, j'étais le dernier à avoir été recruté par la chaîne. Je n'avais pas une relation solide avec les patrons, je parlais très peu avec eux.

**Q : Vous parlez de Aydın Doğan [propriétaire du groupe *Doğan*] par exemple ?**

**R :** Je parle de sa fille. Moi, j'étais une proie facile pour une opération comme celle-ci. Il a réussi à me licencier et à faire confirmer cette décision par les patrons, mais il a échoué quand il a voulu faire la même chose à mes collègues. Il a essayé de les purger aussi, mais il n'a pas pu le faire. Parce que tous ces journalistes ont des liens directs avec le patron [fille de Aydın Doğan], c'est pour ça, ils ont été protégés<sup>141</sup>. »

Les journalistes licenciés ont souvent souffert d'une surexposition aux médias généralistes turcs. S'ils les suivent très attentivement pendant leur période d'activité dans les institutions médiatiques généralistes, ils cessent même de jeter un coup d'œil, surtout à la télévision, après leur reconversion. Ce fut le cas pour le journaliste Mert ; déçu par le monde médiatique, il a cessé de regarder les chaînes d'information en continu turques et il a suivi les nouvelles sur des réseaux sociaux, surtout sur Twitter. « L'événement marquant » dans le parcours de Mert est donc son licenciement de la chaîne d'information en continu *CNN Türk* puisque, depuis lors, il ne travaille plus pour un groupe médiatique alors qu'il y avait consacré toute sa carrière. C'est un événement qui bouleverse sa trajectoire et « entre en collision avec la biographie de l'individu à un moment donné de manière inévitable<sup>142</sup> ». Le licenciement de la chaîne *CNN Türk* « irrigue toute la biographie<sup>143</sup> » du journaliste à tel point qu'il a dû quitter les médias généralistes. Étant au chômage depuis sa rupture avec la chaîne, il espérait pouvoir continuer sa carrière en tant que journaliste, mais toujours dans les médias généralistes, avec le souci de ne pas « s'éloigner du journalisme objectif et de pouvoir accéder à toutes les couches de la société » c'est-à-dire au grand public, mais il n'a eu aucune offre d'emploi émanant de grands groupes médiatiques, comme son collègue İrfan Değirmenci.

« Moi je ne veux pas m'éloigner des médias généralistes. C'est-à-dire que je veux y rester autant que je peux pour atteindre un plus grand public. Pour ne pas s'éloigner du journalisme objectif. Je veux rester dans les médias généralistes parce que, quand vous les quittez, vous êtes obligés de vous rapprocher d'une ligne politique. C'est à cause du financement, du propriétaire et le public auquel s'adresse l'institution médiatique pour laquelle vous travaillez. Moi, je ne veux pas avoir des restrictions. C'est pour ça que je

---

<sup>141</sup> *Ibid.*

<sup>142</sup> C. NEGRONI, « La reconversion professionnelle volontaire : d'une bifurcation professionnelle à une bifurcation biographique », art. cit, p. 315.

<sup>143</sup> Michèle LECLERC-OLIVE, « Les figures du temps biographiques », *Cahiers internationaux de Sociologie*, 104, 1998, p. 114.

veux continuer à travailler dans les médias généralistes dans les meilleures conditions<sup>144</sup>. »

Licenciés des médias généralistes, les journalistes sont confrontés à une rupture avec la situation professionnelle dans laquelle ils ont investi pendant toute leur vie et dès lors souffrent d'une tension « entre identité héritée et identité visée<sup>145</sup> », comme le journaliste Mert qui ne veut pas travailler pour les médias d'opposition et qui veut continuer à travailler dans les médias généralistes, mais qui ne peut pas y être embauché dans le contexte politique du moment.

#### *Voice : Le passage aux médias d'opposition et la reconversion internationale*

Certains journalistes choisissent de franchir le pas. Dans cette partie, nous analyserons cette troisième stratégie à travers deux trajectoires : Yağız a travaillé dans plusieurs chaînes de télévision et il travaille désormais dans une chaîne de radio *RS FM (Radio Sputnik)* financée par la Russie<sup>146</sup>, donc indépendante, jusqu'à un certain degré, de la contrainte du gouvernement AKP et quant à Ebru, licenciée de la chaîne d'information en continu *CNN Türk*, elle fait une émission sur une chaîne *Halk TV* proche du CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi* – Parti républicain du peuple).

#### **« Q : Est-ce que vous êtes content de votre travail maintenant ?**

**R :** Je suis très content de mon travail. (...) Soit tu n'exprimes pas ce que tu penses dans les médias généralistes, c'est-à-dire que tu ne fais pas ton métier correctement, ou si tu veux poser des questions ou faire ce que tu veux faire, tu ne vas pas travailler dans les médias généralistes, tu vas travailler dans des médias comme celui-ci. Si tu travailles dans les médias d'opposition, tu auras vraiment le plaisir de ce métier, du journalisme. Dans un contexte où, sur 200 journalistes de *NTV* [une chaîne d'information en continu] pas un n'ose même poser une seule question, tu peux poser deux questions avec un effectif de seulement 3 journalistes, et tout le monde [le public] va pouvoir en parler. Ça, c'est un grand plaisir, moi j'ai ce plaisir. En plus je gagne ma vie, personne ne me dit rien, personne n'intervient dans mon travail. Dans ces conditions, je ne peux pas trouver un milieu de travail meilleur que celui-ci. C'est pour ça je suis très content de travailler ici<sup>147</sup>. »

---

<sup>144</sup> Entretien réalisé le 4 novembre 2016 à Istanbul.

<sup>145</sup> Claude DUBAR, *La socialisation construction des identités sociales et professionnelles*, 4e édition revue., Paris, A. Colin, 2010.

<sup>146</sup> Sputnik est une agence de presse internationale, diffusée dans 31 langues, lancée par la Russie au sein de Rossiya Segodnya et qui propose d'apporter « un regard russe sur l'actualité ».

<sup>147</sup> Entretien réalisé le 17 janvier 2017 à Istanbul.



Michel Grossetti emploie le terme de « bifurcation » pour définir les situations imprévisibles qui produisent des effets durables<sup>148</sup>. Pour certains journalistes dont la bifurcation ne résultait pas d'un choix délibéré, le passage aux médias d'opposition peut s'avérer une opportunité pour continuer à travailler avec moins de contraintes. D'après nos entretiens, il semble que certains événements ou certaines personnes au sein du milieu de travail influencent la décision de démissionner et d'envisager un passage à des médias d'opposition. Yağız a démissionné de *CNN Türk* quand il occupait le poste de rédacteur en chef suite à l'alourdissement de la charge de travail dans les chaînes d'information en continu et aussi à cause du recrutement d'un nouveau rédacteur en chef, qui, pour lui, « ne connaissait rien au journalisme ». Il s'ensuit que sa décision de démissionner n'est pas seulement due à la contrainte politique, mais qu'un autre journaliste a pu l'influencer et a pu entraîner « une rupture ou la possibilité d'une rupture avec l'emploi actuel<sup>149</sup> », qui se traduit par un passage aux médias d'opposition dans le cas de Yağız. De ce fait, d'après les entretiens, le recrutement d'un nouveau rédacteur en chef — souvent proche du gouvernement AKP — est perçu comme une opportunité de quitter son travail. Certains profitent de ce type d'événement pour rejoindre des médias d'opposition. Le recrutement d'autrui peut être donc une dimension centrale qui va orienter la carrière des journalistes en Turquie.

« Moi j'ai travaillé comme rédacteur en chef dans une chaîne d'information en continu pendant de longues années. C'était à Ankara, j'avais déménagé pendant la crise économique de 2001. C'était vraiment très chargé, j'étais rédacteur en chef. On avait un correspondant à Ankara, mais il ne recueillait pas beaucoup d'informations. La coordination des informations était complètement sous ma responsabilité. Cette fois-là, ils m'ont ajouté le boulot des publicités, etc. je l'ai fait pendant 3 ans. Au bout de 3 ans, j'étais vraiment très fatigué. Je rêvais de ça pendant la nuit, je ne pouvais pas dormir. Et aussi, j'en ai eu ras le bol des aspects administratifs. Ils ont pris des décisions, ils ont recruté un dirigeant qui se mêlait de l'information, mais qui n'avait pas du tout de carrière dans le journalisme, je me suis disputé avec lui, il y a eu des tensions, ils ont essayé de m'écarter. Et là, j'ai dit : “Je démissionne, les amis, je suis désolé, mais je m'en vais”<sup>150</sup>. »

Il faut certainement prendre en compte la prise des risques des journalistes comme Yağız qui quitte son travail sans avoir d'autre projet. Après leur départ, le retour aux médias généralistes étant très rare et difficile pour la plupart des journalistes qui ont longtemps occupé de hautes positions dans ces médias, la période de chômage est une période où ils se servent de l'épargne

---

<sup>148</sup> Michel GROSSETTI, « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, 120-1, 2006, p. 15.

<sup>149</sup> *Ibid.*

<sup>150</sup> Entretien réalisé le 17 janvier 2017 à Istanbul.

accumulée pendant leur activité antérieure. Plusieurs types d'événements peuvent être déterminants dans la rupture des journalistes avec ces médias. La journaliste Ebru a été licenciée de la chaîne *CNN Türk* sous prétexte qu'elle avait parlé de la question kurde avant que le processus de paix ne soit engagé avec un invité qui avait visité Qandil lors d'une émission en direct qu'elle présentait.<sup>151</sup>

« (...) Avni Özgürel est aujourd'hui, quelqu'un de très proche du gouvernement AKP et il travaille dans le journal *Yeni Birlik* qui est proche du gouvernement aussi. Il était invité dans mon émission. Je savais qu'il était parti au nord de l'Irak, mais je ne savais pas grand-chose d'autre. Pendant l'émission, il m'a dit : "Quand j'étais au nord de l'Irak, je suis allé à Qandil aussi". J'ai dit : "Ah oui, tu peux raconter un peu ce qui s'est passé là-bas ?". Et il m'a rapporté des propos des responsables de Qandil. À ce moment-là, je n'étais pas au courant, mais pendant cette discussion, c'était le chaos dans la salle de rédaction. À travers mes écouteurs, ils m'ont demandé de mettre fin à cette partie de l'émission. On y était déjà, on en avait parlé, c'était fini. (...) Moi, j'ai posé cette question pendant l'émission : "Je sais que je ne peux pas te demander des noms, tu ne les donnerais pas, mais au moins je vais te poser cette question : "Est-ce que tu as transmis les discours des responsables de Qandil à des représentants de l'État ?". Il m'a répondu : "Oui oui bien sûr, j'ai parlé avec les gens de l'Organisation nationale du renseignement (*MİT*), le ministère des Affaires étrangères et aussi des fonctionnaires de la Présidence de la République.". C'est lui qui m'a parlé de *MİT* avant même que je ne lui aie demandé. Alors, s'ils avaient eu un peu d'intelligence, ils auraient compris que, lui, il est allé là-bas au nom de l'État turc, ça veut dire qu'il a des messages à nous transmettre, ça veut dire qu'il y a un processus [de paix] avec les Kurdes. Mais ces gens bêtes, ils n'ont pas compris ces messages, parce qu'il n'y avait pas de consigne d'Ankara autorisant à parler de la question kurde. Je suis désolée, mais j'ai parlé de ça avec le rédacteur en chef aussi. Parce qu'ils n'ont rien compris et ils ont eu très peur quand on a même prononcé le mot "Qandil". Au lieu de se fâcher contre moi, ils auraient dû comprendre qu'il y avait les signes d'un nouveau processus. Ils auraient dû entendre les consignes d'Ankara : "Oui, désormais vous pouvez parler de la question kurde". Après cette émission ils m'ont demandé de faire une pause, de partir en vacances<sup>152</sup>. »

La demande de faire une pause ou de partir en vacances signifie, dans la plupart des cas, que le licenciement du journaliste est en perspective. La situation décrite par Ebru illustre le comportement d'autocensure en situation de contrainte politique. Ici, le journaliste est victime des politiques d'alignement de la chaîne qui est dépendante des positions politiques du gouvernement AKP. Les discussions sur la question kurde n'étaient diffusables sur les chaînes d'informations que pendant la période des négociations du processus de paix lancé par Ankara. Étant donné que les chaînes de télévision et les journaux généralistes sont principalement utilisés comme des outils politiques, il n'est pas rare de voir leur ligne éditoriale se modifier en

---

<sup>151</sup> Qandil (Iraq) est le siège du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

<sup>152</sup> Entretien réalisé le 8 décembre 2016 à Istanbul.

fonction de l'évolution de la situation économique et politique<sup>153</sup>. L'enjeu pour les journalistes est dès lors d'éviter les sujets tabous qui déterminés en fonction de l'agenda officiel d'Ankara. Les journalistes et les rédactions ne disposent donc pas de la capacité à imposer leur propre « angle journalistique, » ils sont, au contraire, « contraints par les cadres cognitifs de perception et de jugement préconstitués<sup>154</sup> » qui leur imposent des informations à diffuser et les commentaires à porter sur ces informations. L'information diffusée et les commentaires journalistiques évoluent au gré du débat politique. Il est coûteux pour les journalistes, comme dans l'exemple d'Ebru, de s'opposer aux impératifs gouvernementaux ou institutionnels et de lancer un sujet non validé par le gouvernement. Les différentes temporalités jouent un rôle clé pour la diffusion des informations sur les chaînes d'informations en continu. Comme l'écrit John Kingdon, « l'ouverture de la fenêtre » étant inacceptable sans la variable politique, le passage à l'activité (la diffusion de l'information) devient possible, lorsque plusieurs courants se rejoignent (*problem stream, political stream, policy stream*<sup>155</sup>).

Les contraintes liées aux diffusions directes transforment le rapport « du téléspectateur à l'image, celui des responsables politiques à la communication et celui des journalistes à l'information<sup>156</sup> ». L'absence de la contrainte de direct aurait pu éviter la rupture immédiate du contrat d'Ebru, mais ne pourrait pas empêcher des conflits éventuels avec la direction. Contrairement à Yağız qui est satisfait de travailler dans une radio financée par l'étranger, pour Ebru, travailler dans la chaîne *Halk TV* n'est pas un choix, mais plutôt une obligation pour éviter le chômage. Elle aurait préféré, comme le journaliste Mert, travailler dans les médias généralistes non pas parce que *Halk TV* s'adresse à une audience limitée mais à cause des conditions économiques restreintes qu'offre la chaîne. La production continue d'informations, surtout dans les chaînes d'informations en continu, exige non seulement une équipe professionnelle, mais aussi un équipement technique qui constitue une contrainte matérielle forte. *Halk TV*, financée par le CHP, le parti d'opposition, fait face à de graves difficultés financières du fait qu'elle obtient très peu de financement par la publicité. Dans ces conditions, le travail des journalistes n'est pas circonscrit au journalisme ; ils sont sollicités pour faire le travail d'un technicien non rémunéré. À travers « une absence structurelle de moyens » qui assureraient la pérennisation de ces chaînes d'opposition, « le pouvoir exerce un

---

<sup>153</sup> B. YESIL, *Media in New Turkey: The Origins of an Authoritarian Neoliberal State*, op. cit, p. 8.

<sup>154</sup> P. JUHEM, « Luites partisans et fluctuation des cadres cognitifs des journalistes », art. cit.

<sup>155</sup> John W KINGDON, *Agendas, alternatives, and public policies*, Boston, Little, Brown, 1984.

<sup>156</sup> T. DEVARS, *La politique en continu vers une « BFMisation » de la communication ?*, op. cit, p. 13.

contrôle indirect sur eux<sup>157</sup> ». Ils bénéficient d'une liberté relative en matière éditoriale, mais sont soumis aux contraintes financières ; à l'assèchement de leurs ressources financières<sup>158</sup>. Comme le constate Ceren Sözeri « La période entre 2007 et 2013 a été marquée non seulement par le renforcement des médias organiquement liés au parti au pouvoir, mais également par la pénalisation des médias indépendants<sup>159</sup> ».

« Je ne suis pas contente de travailler ici à cause des difficultés financières. C'est-à-dire, cette chaîne, elle est encore dans la phase de la marche à quatre pattes et je ne crois pas qu'elle va pouvoir marcher. Moi, tous les jours, je fais une émission en direct avec une seule personne pour m'aider. Et c'est moi qui fais tout dans cette émission. C'est très lourd, mais on essaie de le faire d'une manière professionnelle. Bien sûr, je vis énormément de difficultés à cause des moyens techniques et de l'effectif limité de la chaîne. Par exemple, notre studio est le salon d'un appartement et on n'a même pas l'isolement nécessaire. Quand une ambulance passe au-dehors, on entend tout. Il y a une construction à côté, on entend tous les bruits de marteau même pendant l'émission. Quand je veux faire une émission en direct, on n'a pas la technologie de 3G, c'est pour ça que je ne peux pas le faire. Voilà...<sup>160</sup>. »

Les journalistes construisent leurs carrières non seulement selon leurs exigences professionnelles, mais ils prennent de multiples facteurs en considération comme la rémunération, les possibilités technologiques, les solidarités amicales et professionnelles. Dans ce contexte fortement contraint, le fait de travailler dans un média loyal au pouvoir ne doit pas être compris comme une adhésion à sa ligne éditoriale. Ce constat, pourtant, n'est pas valable dans l'autre sens. Rares sont les journalistes (il n'y en a pas, d'après notre connaissance et enquête de terrain) qui travaillent dans les médias d'opposition tout en ayant une appartenance politique proche du pouvoir, puisque ces médias proposent déjà des conditions matérielles difficiles. Dans le même sens, les journalistes licenciés par telle ou telle entreprise médiatique ne sont pas forcément des journalistes d'opposition. Ces circulations nous ont montré ainsi la nécessité de relativiser les catégories politiques auxquels appartiennent les journalistes et leurs relations avec les entreprises médiatiques.

---

<sup>157</sup> I. CHUPIN, « Des médias aux ordres de Poutine ? », art. cit, p. 38.

<sup>158</sup> F. DAUCÉ, « Le Journalisme en Ligne en Russie : Les Contraintes Ordinaires du Contrôle Politique », art. cit, p. 2.

<sup>159</sup> Ceren SÖZERİ, *Türkiye'de medya-iktidar ilişkileri / Sorunlar ve öneriler* [Les relations entre le pouvoir et la presse en Turquie. Les problèmes et les propositions], Istanbul, Toplum Siyaset ve Ekonomi Araştırmaları Enstitüsü, 2016.

<sup>160</sup> Entretien réalisé le 8 décembre 2016 à Istanbul.

## *La reconversion internationale*

La dernière stratégie des journalistes licenciés est la plus radicale et nous la détaillerons dans la partie ci-dessous. Il s'agit du départ vers l'Europe : véritable stratégie de résistance, il est décidé suite à des menaces de mort ou d'emprisonnement<sup>161</sup>. Nous essaierons de voir les facteurs déclenchants et les stratégies de survie lors d'une reconversion à l'étranger à travers un journaliste exilé à Paris. Il travaillait au département des actualités internationales du journal *Radikal* et il était au chômage depuis sa fermeture. Ce qui différencie cette reconversion des autres, c'est l'ingérence économique qui a provoqué la fermeture du journal dans lequel travaillait le journaliste, un changement macro qui dépasse la singularité de sa situation.

Dans ce cinquième cas, la réconciliation et le réemploi dans les médias généralistes en Turquie n'étaient pas possibles et les menaces de mort et le risque d'emprisonnement ont conduit à l'exil le journaliste au chômage. Finalement, il a décidé de partir en Europe sans un projet bien réfléchi à cause de l'insistance de sa famille qui s'inquiétait pour sa sécurité. Il s'est installé dans l'appartement qu'il avait loué pour sa fille qui étudiait à Paris grâce au programme d'échange Erasmus et il écrit pour un site internet indépendant. Catherine Negroni a montré l'importance de la famille dans la prise des décisions, surtout dans les cas de reconversion : « Les autres déjà présents qui font partie de la configuration relationnelle ancienne de la personne en reconversion ont un rôle éminemment important dans la réorientation de trajectoire<sup>162</sup> ».

« Les conditions actuelles en Turquie représentent une menace pour moi. C'est pour ça que j'ai préféré rester sur Paris, parce que j'avais déjà trouvé un appartement ici pour ma fille. Rien n'est officiel, mais tout peut arriver à tout moment [en Turquie]. Ma famille s'inquiétait énormément pour moi, ils voulaient que je quitte Istanbul le plus vite possible ; moi j'étais en Syrie, à Beyrouth [Liban], je suis venu directement à Paris, sans passer par Istanbul. La raison principale pour laquelle j'étais à Paris, c'était clairement de trouver un appartement pour ma fille, mais je ne suis pas rentré en Turquie. Les conditions actuelles... Les livres que j'ai écrits, surtout ceux qui sont sur la Syrie et le Rojava ont servi de preuves pour condamner des gens devant les tribunaux en Turquie. Ça, c'était un vrai danger pour moi. J'ai reçu beaucoup de menaces. Outre les enquêtes judiciaires ou policières possibles, j'étais menacé sur les réseaux sociaux par les groupes liés à la Syrie<sup>163</sup>. »

---

<sup>161</sup> Il n'est pas possible de mesurer le nombre exact des journalistes en exil depuis l'arrivée de l'AKP au pouvoir. Cependant nous pouvons dire que les journalistes en exil ont quitté le pays soit parce qu'ils étaient condamnés à de la prison soit parce qu'ils ont reçu des menaces de mort, soit les deux.

<sup>162</sup> C. NEGRONI, « La reconversion professionnelle volontaire : d'une bifurcation professionnelle à une bifurcation biographique », art. cit, p. 325.

<sup>163</sup> Entretien réalisé le 12 mai 2017 à Paris.

L'adhésion et le soutien des proches sont centraux pour mener à terme une reconversion internationale. Everett Hughes a utilisé le terme « bridges » « qui peut prendre la forme d'un environnement professionnel porteur, de relations d'amitié, d'un soutien familial, d'une activité de loisirs<sup>164</sup> ». Lorsque les proches encouragent, voire insistent pour la reconversion, cela agit comme un effet qui pousse l'individu à agir, les doutes personnels diminuent, l'individu commence à s'habituer à la nouvelle situation. Toutefois, les conditions de l'exil en Europe ne sont pas faciles pour les citoyens turcs, l'individu se heurtant à des difficultés administratives à cause de la durée de son visa Schengen, limité à 90 jours.

« J'ai un visa Schengen valable jusqu'à la fin du mois février 2018, mais je ne peux pas quitter le pays [France] parce que j'ai violé la règle des 90 jours. Je dois aller au Liban, mais je ne peux pas m'y rendre. Mon objectif n'est que de faire mon travail, je veux faire du journalisme. En habitant à Paris, je ne peux rien faire<sup>165</sup>. »

Pour effectuer une reconversion internationale, il ne suffit donc pas de déménager dans un autre pays, car les difficultés administratives s'ajoutent aux difficultés financières. Comment alors l'individu survit-il à l'étranger sans travail permanent ? Si l'on se réfère à ce que disent les interviewés, les relations déjà établies avec des journalistes qui habitent à l'étranger depuis longtemps jouent un rôle central dans les stratégies de survie lors d'une reconversion internationale parce qu'ils aident l'exilé à trouver des liens lui permettant continue à exercer son métier à l'étranger. Toutefois, la situation peut s'avérer plus difficile lorsqu'il est spécialiste de l'actualité étrangère, dans la mesure où il risque de ne pas pouvoir rentrer à Paris s'il le quitte pour faire son travail au Moyen-Orient.

L'adaptation au nouveau pays est encore plus compliquée lorsque le journaliste ne connaît pas la langue du pays exilé. Dans ce cas, il est contraint de travailler dans les milieux journalistiques turcs qui sont très limités à l'étranger. Il poursuit sa carrière en tant qu'éditorialiste dans les journaux turcs où les salaires ne sont pas très élevés en raison des difficultés financières de ces journaux d'opposition. Autrement dit, le journaliste vit à l'étranger (en Europe), mais il travaille pour un journal basé en Turquie, ce qui revient à dire qu'il gagne un salaire en livres turques, mais doit dépenser en euros. Avec l'effondrement de la devise turque, les moyens d'existence en Europe deviennent de plus en plus réduits. Sur le long terme, les gains en livre turques ne suffiraient pas à le faire vivre dans un pays européen. Il se voit ainsi forcé à trouver d'autres

---

<sup>164</sup> Everett Cherrington HUGHES, *Le regard sociologique. Essais choisis*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1996.

<sup>165</sup> Entretien réalisé le 12 mai 2017 à Paris.

solutions pour s'assurer un revenu. Certains cumulent plusieurs travaux dans plusieurs médias, certains fondent leurs propres médias tels que *Ahval* en France ou *Özgürüz* en Allemagne. C'est cette nouvelle existence que nous allons analyser de plus près au sous-chapitre suivant.

## Opposition en exil : les stratégies de reconversion internationale en contexte d'exception

- Rester ou partir ?
- L'opposition en exil : la presse turque à l'étranger
- Quand le journaliste devient l'information
- Conclusion

Si Albert Hirschman considère *exit* et *voice* comme des alternatives strictes, nous proposons, dans le sillage des travaux de Volker Heins, « d'élargir le cadre analytique présenté par Albert Hirschman en explorant la mobilisation de la voix en exil<sup>166</sup> ». En nous inspirant de ce cadre, où les journalistes en exil se trouvent dans une zone grise entre *exit* et *voice*, il s'agit d'analyser le parcours de ces journalistes contraints de s'installer en Europe. Nous explorerons les éléments déclenchants d'une « carrière internationale » et les stratégies de survie que les journalistes mettent en œuvre en exil.

À travers une analyse des trajectoires de journalistes qui, violemment stigmatisés en tant qu'« opposants » par le régime d'Erdoğan, se sont vus contraints de s'installer en Europe, nous détaillerons les facteurs déclenchants d'une reconversion internationale et les stratégies de survie mises en œuvre, une fois en exil, par les journalistes. Nous ferons une analyse des parcours individuels et collectifs des journalistes exilés. Nous étudierons également les motivations qui poussent ces journalistes à quitter la Turquie et nous évaluerons ce qui est pour Jay Rowell « la place de l'exil et des exilés dans la reconfiguration d'une profession dont l'expertise et la collaboration furent indispensables<sup>167</sup> ».

Il est important de réfléchir sur la manière dont nous désignons les journalistes. Les journalistes turcs installés en Europe peuvent-ils être désignés comme des « réfugiés » ? Comme le dit Jay Rowell, « la valeur de l'exil, c'est-à-dire la capacité de faire reconnaître l'exil comme une qualité identitaire valorisante, est extrêmement fluctuante en fonction du moment et du contexte, et surtout du lieu d'exil<sup>168</sup> ». En France, le terme « réfugié » peut être considéré comme

---

<sup>166</sup> Volker M. HEINS, « Can the refugee speak? Albert Hirschman and the changing meanings of exile », *Thesis Eleven*, 158-1, 2020, p. 7.

<sup>167</sup> Jay ROWELL, « L'exil comme ressource et comme stigmaté dans la constitution des réseaux des architectes-urbanistes de la RDA », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 52-2-2, 2005, p. 170.

<sup>168</sup> *Ibid.*, p. 179.



dépréciatif, fortement lié à une altérité reposant sur une origine culturelle, voire religieuse. Il constitue souvent un obstacle administratif pour occuper un travail rémunéré<sup>169</sup>.

Comme le souligne Kader Konuk, « c'est comme si, suivant une division de classe, nous imaginions que le réfugié est moins éduqué et que l'exilé (ou l'émigré, comme on les appelait aussi communément) possède un capital culturel et intellectuel précieux<sup>170</sup> ». D'ailleurs, le terme « réfugié » est refusé par les journalistes turcs en exil, impliquant « un élément indistinct, non identifié au sein d'une horde mouvante potentiellement menaçante<sup>171</sup> » dans les représentations collectives. Ils adoptent celui d'« exilé » dans leurs discours et s'autoqualifient volontiers comme des « journalistes en exil<sup>172</sup> ».

C'est une question de position dans l'espace social, liée à une logique de distinction. Ces journalistes en exil qui combattent des régimes autoritaires sont proches idéologiquement et socialement des journalistes et des intellectuels des pays d'accueil. Ils n'en sont pas moins des réfugiés politiques. En référence aux travaux de Nancy Green sur la migration des élites<sup>173</sup>, nous allons nous demander : comment analyser le cheminement de ces journalistes turcs, intellectuels « en exil », dont la culture est relativement proche des « autochtones », mais qui ont des difficultés financières et administratives spécifiques ? Comment les journalistes en exil transfèrent-ils les capitaux économique, culturel et social dans le pays d'accueil, nouvel espace social et professionnel<sup>174</sup> ?

Nous analysons l'élite journalistique et sa relation avec l'expérience de l'exil pour remettre en question la « nouveauté » de celle-ci, hier comme aujourd'hui. Catherine Wihtol de Wenden distingue « quatre fronts de bataille de l'intégration des immigrés en Europe » : le droit de la

---

<sup>169</sup> Jean-Paul MARTHOZ, « Les défis professionnels », in *Couvrir les migrations*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2011.

<sup>170</sup> Kader KONUK, « What does exile have to do with us? Academic freedom in Turkey. », in Doris BACHMANN-MEDICK et Jens KUGELE (dir.), *Migration. Changing Concepts, Critical Approaches*, Berlin ; Boston, De Gruyter, 2018, p. 221.

<sup>171</sup> Nathanaël MOLLE, « Renforcer la société avec les réfugiés », *Le journal de l'école de Paris du management*, 123-1, 2017, p. 9.

<sup>172</sup> Can DÜNDAR, *Vatan haini. Asil vatan haini kimmiş bilinsin istedim* [Le traître. Je voulais que l'on sache qui était le vrai traître], Essen, Correctiv, Bücher für die Gesellschaft, Özgürüz, 2017, p. 35.

<sup>173</sup> Nancy GREEN, « La migration des élites. Nouveau concept, anciennes pratiques ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 42, 2008, p. 107-116.

<sup>174</sup> Jennifer BİDET, « Déplacements. Migrations et mobilités sociales en contexte transnational », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 225-5, 2018, p. 69.

nationalité, le marché du travail, les politiques d'égalité des chances et la place faite à l'islam<sup>175</sup>. La question qui se pose à propos de la « nouveauté » de la migration des élites devrait être double : sa perception par les acteurs et sa « découverte » par les chercheurs<sup>176</sup>. Il s'agit ainsi de saisir l'expérience de l'exil « non seulement comme une biographie structurante, mais aussi comme une ressource ou parfois comme un stigmate, dont la « valeur » se construit ou se défait au fil des interactions<sup>177</sup> ». Malgré la littérature consacrée à la migration de travail, les recherches sur la circulation des élites journalistiques restent relativement limitées. Pourtant, ces trajectoires doivent être saisies « dans leur complexité intrinsèque, c'est-à-dire en tenant ensemble dans la durée les inscriptions sociales plurielles des acteurs que l'on peut résumer aux trois sphères principales de vie : familiale, scolaire/professionnelle, politique<sup>178</sup> ». Notre enquête interroge plus particulièrement le journalisme en contexte répressif et les conséquences de l'exil sur les trajectoires individuelles, en prenant en compte les difficultés matérielles et administratives spécifiques au monde des médias.

Nous avons commencé notre travail de terrain en France et en Allemagne, avec des journalistes qui se sont exilés en Europe avec leurs familles. Véritable stratégie de résistance — car les journalistes n'abandonnent pas leur métier — l'exil est décidé suite à des menaces de mort ou à des poursuites et enquêtes pénales agressives. L'exil en Europe est au départ l'apanage des journalistes les plus dotés en capital économique et en capital social, souvent donc les journalistes plutôt âgés. Les jeunes journalistes, quant à eux, ne choisissent pas en premier lieu de partir, parce que, d'abord, ils n'ont pas suffisamment de moyens financiers pour survivre à l'étranger et deuxièmement, étant au début de leur carrière, la reconversion professionnelle domestique leur est plus facile. Le lieu d'exil de ceux qui partent est décidé plutôt en fonction des ressources matérielles, des politiques gouvernementales, des projets de recrutement ou encore des liens sociaux. Nous examinerons les facteurs déclenchants et les stratégies de survie lors d'une reconversion internationale à travers les cas de journalistes exilés en Europe.

---

<sup>175</sup> Catherine WIHTOL DE WENDEN, *Atlas des migrations : un équilibre mondial à inventer*, 5e édition., Paris, Éditions Autrement, 2018.

<sup>176</sup> Nancy L GREEN, « La migration des élites. Nouveau concept, anciennes pratiques ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 42, 2008.

<sup>177</sup> J. ROWELL, « L'exil comme ressource et comme stigmate dans la constitution des réseaux des architectes-urbanistes de la RDA », art. cit, p. 170.

<sup>178</sup> P. CORMIER, « Les conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire en Turquie », art. cit, p. 144.

## *Rester ou partir ?*

La famille joue un rôle aussi déterminant que les facteurs externes dans la reconversion internationale. Ce qui est central, ce sont donc les facteurs de départ (push) plutôt que le projet (pull). Ces journalistes exilés ne sont pas totalement intégrés en Europe, mais ils ne peuvent pas retourner en Turquie ; ils sont dans l'obligation de se livrer à un double jeu, d'être ici et ailleurs, d'occuper deux places à la fois, ce qui les force à rester au milieu<sup>179</sup>.

« Moi, par exemple, quand il se passe quelque chose à Gaza, je n'écris pas comme les autres. J'écris en tant que journaliste qui connaît l'environnement, qui connaît les rues de Gaza. C'est important. Malgré les contraintes qui pèsent sur nous, nous sommes des journalistes. Encore... Maintenant, par exemple, je suis à Paris. Je suis bloqué dans cette ville. Je ne veux pas être un réfugié. La situation me force à l'être, mais non je ne veux pas l'être. Moi, je suis journaliste, je peux toujours travailler quelque part, officiellement je peux toujours publier en tant que journaliste. *Gazeteduvar* paie mon salaire, mon assurance. Je suis quelqu'un qui travaille librement et qui gagne sa vie. Je ne suis pas un réfugié. Et je ne veux pas l'être. Tout ce que je veux, c'est aller au Liban, aller où je peux observer les situations critiques, faire mon travail, faire une investigation. Mais je ne peux pas y aller. J'ai écrit au ministère des Affaires étrangères et au ministère de l'Intérieur sur mon souci de ne pas pouvoir quitter le pays. Je ne peux pas faire mon travail ! Je veux quelque chose de très simple, mais je ne peux pas l'obtenir<sup>180</sup> ! »

L'exil pèse sur les trajectoires sociales « non seulement politiques, mais aussi professionnelles et privées des acteur-trice-s ». Le journaliste est écartelé entre le pays d'origine et le pays où il vit, entre l'ici et l'ailleurs<sup>181</sup>. Pourtant, parmi les journalistes en exil interviewés, la plupart d'entre eux n'avaient pas de rêve de retour, mais un désir et un espoir de travailler en tant que journaliste dans le pays d'accueil et ne pas vivre comme un « exilé ». Autrement dit, ils souhaitent que l'exil ne soit pas une rupture dans leur trajectoire, mais plutôt un relais qui leur permet de continuer leur métier comme si rien ne changeait dans leur vie quotidienne.

## *L'opposition en exil : la presse turque à l'étranger*

Venus d'un pays où les médias d'opposition sont réprimés, les journalistes en exil mettent sur pied des médias qui tentent d'informer sur ce qui se passe en Turquie<sup>182</sup>. Souvent, l'exil exacerbe le ton oppositionnel et politique de ces médias. Ces médias turcs d'opposition

---

<sup>179</sup> Marie DOLLÉ, *L'imaginaire des langues*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 13.

<sup>180</sup> Entretien réalisé le 12 mai 2017 à Paris.

<sup>181</sup> Jean-Paul MARTHOZ, *Couvrir les migrations*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2011.

<sup>182</sup> Jean-Paul MARTHOZ, « Les défis professionnels », in *Couvrir les migrations*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2011.

contribuent-ils davantage à la marginalisation de ces journalistes exilés dans la société d'accueil ou au contraire, à leur donner une confiance et une légitimation ? Nous constatons que les journalistes économiquement les moins précaires sont les journalistes qui ont lancé leurs propres médias dans le pays de destination. Nous verrons maintenant en détail comment l'exil est utilisé dans les interactions professionnelles et sociales.

Les journalistes qui ne veulent ou ne peuvent plus rester en Turquie ont des points communs : placer leur activité sous le signe du combat pour la liberté d'expression et pouvoir gagner leur vie à l'étranger. Ce qui explique leurs efforts pour lancer des médias alternatifs. Il est aussi judicieux de réfléchir sur le lieu d'exil. La plupart des journalistes turcs se sont exilés et ont lancé leurs médias d'opposition en Allemagne sans connaître forcément la langue du pays. Pourquoi ces journalistes ont-ils préféré l'Allemagne plutôt que d'autres pays d'Europe ? L'Allemagne, et spécifiquement Berlin, est le lieu d'exil préféré des journalistes turcs, tout d'abord parce que l'Allemagne montre un intérêt croissant envers la Turquie et que le pays a offert plusieurs bourses aux journalistes turcs. Can Dündar<sup>183</sup> a d'ailleurs, bénéficié, pendant les premiers temps de son exil en Allemagne, de la bourse de *PEN Allemagne* réservée aux journalistes en exil<sup>184</sup>.

Le deuxième facteur est la solidarité, c'est-à-dire que plus les journalistes turcs s'installent en Allemagne, plus ils attirent les autres journalistes qui veulent quitter la Turquie. Autrement dit, la solidarité augmente à mesure que la répression augmente. D'où vient la préférence des journalistes à s'exiler en Allemagne malgré les dangers que représente la présence d'une vaste population turque pro-Erdoğan ? La solidarité antérieure peut être citée parmi les facteurs du choix de ce pays. La vie intellectuelle turco-allemande est plus dense que son pendant franco-turc. Le choix d'un pays refuge dépend de plusieurs facteurs qui peuvent être contradictoires ; il n'est pas non plus le produit d'un choix de hasard, mais résulte d'un faisceau de possibilités déterminées, dont les conditions matérielles et la solidarité sont les plus importantes.

Nous commencerons par le cas du journaliste que nous appellerons Cemil, qui a lancé *Artgerçek* à Cologne, d'abord sur internet, puis a élargi le projet en chaîne de télévision. Cemil

---

<sup>183</sup> La trajectoire de Can Dündar sera analysée ultérieurement dans les pages suivantes.

<sup>184</sup> « PEN Almanya'dan Dündar ve Gül'e ödül » [Prix à Dündar et Gül de Pen Allemagne], *Deutsche Welle*, publié le 17 novembre 2016, consulté le 5 octobre 2021. <https://www.dw.com/tr/pen-almanyadan-dundar-ve-gule-odul/a-36431295>

est un journaliste qui a été accusé de faire la propagande du terrorisme par la justice turque, en raison d'articles publiés sous sa supervision en tant que corédacteur en chef du journal *Özgür Gündem*<sup>185</sup>. Le procureur a requis jusqu'à 7,5 ans de prison pour motif de « propagande pour une organisation terroriste armée<sup>186</sup> ». Condamné à la prison, Cemil s'est exilé vers l'Allemagne où il a fondé son propre média. *Artigerçek*, soutenu lors de son lancement par la fondation *Arti Media* basée aux Pays-Bas, est financé majoritairement par des hommes d'affaires dont les noms n'ont pas été divulgués. Le rédacteur en chef étant Cemil, l'équipe est composée de journalistes et d'éditorialistes d'opposition exilés en Allemagne, mais intègre également des hommes et femmes politiques d'opposition, comme Canan Kaftancıoğlu<sup>187</sup>.

Des journalistes comme Cemil travaillent donc « à des projets novateurs pour contourner la contrainte politique et proposer des ouvertures intellectuelles au service du pluralisme ». Selon Cemil, leur mission est de rétablir le lien entre une « véritable information et le public », un lien qui a été rompu par le pouvoir AKP<sup>188</sup>. Les médias comme *Artigerçek* « constituent des réponses médiatiques indirectes pour défendre les idéaux du dialogue et de l'ouverture<sup>189</sup> », mais ils constituent également des dispositifs permettant de se libérer de la contrainte politique qui pèse sur le pays et aussi une stratégie internationale pour les journalistes en exil. *Artigerçek*, une chaîne de télévision qui diffuse entièrement en turc, n'est pas exposée à la contrainte politique et économique (l'asymétrie des ressources) et peut survivre sans rendre payants ses contenus, grâce à ses ressources financières étrangères. Diffuser à l'étranger avec un financement indépendant des pressions de l'AKP permet à ces médias de survivre économiquement sans réduire leur audience.

---

<sup>185</sup> *Özgür Gündem* était un journal quotidien en langue turque basé à Istanbul, lu principalement par des personnes d'origine kurde. Lancé en mai 1992, le journal était connu pour ses reportages exhaustifs sur le conflit turco-kurde. Le journal était donc régulièrement accusé de faire de la propagande pour le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

<sup>186</sup> Özden ATIK, « *Özgür Gündem Davası'nda mütalaa: 12 sanığa ceza istendi* » [Le procureur a requis la peine contre 12 accusés dans le procès de *Özgür Gündem*], *T24*, publié le 7 mai 2018, consulté le 10 mai 2021. <https://t24.com.tr/haber/ozgur-gundem-davasinda-mutalaa-12-saniga-ceza-istendi.622944>

<sup>187</sup> Canan Kaftancıoğlu est un médecin et une femme politique turque. Elle est actuellement responsable du parti républicain du peuple (Cumhuriyet Halk Partisi – CHP) pour la province d'Istanbul. Elle a été condamnée en 2019, à près de dix ans de prison basés sur des tweets postés il y a plusieurs années pour « propagande terroriste », « insulte au chef de l'État », « insulte à un fonctionnaire », « insulte à la République turque » et « incitation à la haine ».

<sup>188</sup> Celal BAŞLANGIÇ, « *Yolumuz açık olsun* » [Allez, on y va !], *Artigerçek*, publié le 8 février 2017, consulté le 10 mai 2021. <https://artigercek.com/yazarlar/celal-baslangic/yolumuz-acik-olsun>

<sup>189</sup> Françoise DAUCÉ, « *Quand l'État russe l'emporte sur Internet* », *Esprit*, Février-2, 2017, p. 16.

Il ne faut pas oublier que, pour ces professionnels des médias, l'exil n'est pas un choix, mais une question de survie. L'expérience de l'exil produit « une rupture tant géographique que professionnelle et sociale dans les biographies individuelles ». D'ailleurs, selon le rapport de Reporters sans frontières « rares sont ceux qui se sont intégrés dans leur pays de refuge<sup>190</sup> ». Pourtant comme l'a écrit Jay Rowell, l'exil « n'est pas seulement l'histoire d'un éloignement, c'est aussi l'histoire d'un rapprochement avec d'autres personnes dans la même situation, qui met en contact des personnes évoluant auparavant dans des cercles sociaux ou professionnels très éloignés ». Ces réseaux, de plus, « ont une force exceptionnelle, car ils se constituent dans des conditions exceptionnelles<sup>191</sup> ». Les relations forgées en exil ont permis à ces journalistes de reconstruire leur vie sociale et professionnelle. De ce point de vue, on peut considérer l'exil non seulement comme une rupture, mais aussi comme un rapprochement tant social que professionnel. Les trajectoires et la socialisation antérieures jouent un rôle clé et elles influencent considérablement les contacts qui s'établissent avec les autres personnes et ainsi les conditions de l'exil. Les attributs biographiques facilitent ou compliquent l'intégration des journalistes au pays d'accueil et aussi aux milieux professionnels et sociaux. Les journalistes qui sont financièrement indépendants de ressources turques sont moins précaires et plus intégrés au pays d'accueil que ceux qui continuent à travailler dans les médias basés en Turquie tout en habitant à l'étranger. Faire ses études à l'étranger, maîtriser au moins une langue étrangère, avoir un passeport d'un pays européen sont des facteurs qui facilitent l'intégration des journalistes à l'étranger tout en favorisant le lancement de leurs propres médias ou leur recrutement par les médias étrangers.

La trajectoire de Yakup est un très bon exemple de journaliste exilé et tout en même temps intégré à l'Europe. Il a étudié l'informatique, la cybernétique et le journalisme à l'Université de Stockholm et a continué à travailler en Suède comme producteur et présentateur de nouvelles à la radio-télévision suédoise (SR) Stockholm. Il était correspondant en Scandinavie du journal *Cumhuriyet* entre 1980 et 1992 et pour la *BBC World Service* au début des années 1990. Premier médiateur de la presse turque, fonction inaugurée par le journal *Milliyet* en 1999, Yakup a occupé ce même rôle en tant que représentant des lecteurs jusqu'en 2014. Il était entre autres chargé de publier les plaintes des lecteurs se rapportant au contenu du journal, en ajoutant des

---

<sup>190</sup> *Guide pratique pour les journalistes en exil*, 2012, publié le 20 juin 2012, consulté le 10 mai 2021. [https://rsf.org/sites/default/files/rsf\\_-\\_guide\\_pour\\_les\\_journalistes\\_en\\_exil\\_2012.pdf](https://rsf.org/sites/default/files/rsf_-_guide_pour_les_journalistes_en_exil_2012.pdf)

<sup>191</sup> J. ROWELL, « L'exil comme ressource et comme stigmate dans la constitution des réseaux des architectes-urbanistes de la RDA », art. cit, p. 171.

commentaires sur la déontologie des médias. Il a été contraint de quitter son travail deux fois, suite à ses éditoriaux critiques sur les failles journalistiques et les histoires inventées. Pendant ces années de médiateur, Yakup a accumulé plusieurs expériences étrangères, ses articles sont parus dans les journaux comme *The Guardian*, *Süddeutsche Zeitung*, *New York Times*, *El Pais*, *Svenska Dagbladet*, *Mainichi Shimbun*, *Arab Weekly* et *Index on Censorship*. Il a publié également ses analyses sur la politique turque et la liberté de la presse dans le *Huffington Post* et *Al Jazeera*<sup>192</sup>.

Ces expériences internationales sont des facteurs qui facilitent l'exil et l'intégration en Europe. Suite au coup d'État raté du 15 juillet 2016, Yakup a décidé de quitter la Turquie pour s'installer à Paris où il a commencé à rédiger des éditoriaux pour les journaux *Süddeutsche Zeitung* et *Arab Weekly* en tant qu'éditorialiste à la pige. Le propriétaire du journal *Arab Weekly* lui a proposé de fonder un journal sur internet financé par *Al-Arab Publishing House* (qui finance aussi le journal en ligne *Arab Weekly*) publiant en turc, en anglais et en arabe. Ainsi a été fondé le journal *Ahval* en 2017 qui paraît uniquement sur internet, et porte un intérêt particulier au domaine de l'économie. À travers sa trajectoire, nous pouvons constater que le capital social des journalistes « partage bien des similitudes avec celui des non-migrant.e.s : il doit être entretenu pour pouvoir être mobilisé comme ressource ; la disposition inégale à l'entretenir varie en fonction des trajectoires sociales antérieures ; sa productivité dépend d'autres formes de capitaux<sup>193</sup>. » Yakup a ainsi mobilisé son capital social et intellectuel pour pouvoir s'installer en Europe. Comme l'écrivent Hugo Bréant, Sébastien Chauvin et Ana Portilla, la trajectoire antérieure détermine la différence avec les autres journalistes exilés en termes d'intégration.

« Il y a eu la tentative du coup d'État, après celui-ci, j'ai dû prendre des décisions radicales. En Turquie, on ne pouvait plus respirer, voire on risquait de se retrouver en prison. Tout le monde a une famille, a des responsabilités. Dans des situations comme celle-ci, il faut réfléchir correctement et nettement. Une semaine ou 10 jours avant la tentative du coup d'État, on s'était retrouvé avec Kadri Gürsel dans un café à Taksim, comme aujourd'hui, avec toi. On avait beaucoup réfléchi sur ce qu'on allait faire à l'avenir. Je me rappelle très bien qu'on s'était dit de sortir du pays, de quitter le journalisme. Et tous deux, on était très pessimistes. Kadri est resté en Turquie, il a été jeté en prison, moi, je suis parti. C'est-à-dire que j'ai quitté le pays juste après la tentative du coup d'État. Sur le moment, j'ai pensé que j'avais bien fait. Et après, mon choix a été confirmé, parce que le tribunal a prononcé notre condamnation à la détention, les appartements de nos collègues ont été fouillés/perquisitionnés, etc. Moi, je me suis retrouvé en Europe. Pendant un moment, j'ai écrit dans le journal

---

<sup>192</sup> Entretien réalisé le 22 novembre 2018 à Paris.

<sup>193</sup> Hugo BRÉANT, Sébastien CHAUVIN et Ana PORTILLA, « Les migrations internationales à l'épreuve du capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 225-5, 2018, p. 10.

*Süddeutsche Zeitung*, un des journaux les plus prestigieux du monde. Ils m'ont demandé de raconter tout ce qui se passait en Turquie. Pendant un peu plus d'un an, j'ai écrit un éditorial dans ce journal<sup>194</sup>. »

Si ces relations interpersonnelles et la trajectoire antérieure des journalistes sont centrales pour trouver un travail à l'étranger, il faut se rappeler que les mécanismes de survie sont bien différents à l'étranger et dans le pays d'origine. Les journalistes travaillent souvent à la pige comme l'a fait Yakup à *Süddeutsche Zeitung* et *Arab Weekly*. L'idée de créer un site internet n'a été proposée par le propriétaire d'*Arab Weekly* qu'après ces travaux à la pige. Bien que Yakup soit fondateur et rédacteur en chef du journal en ligne *Ahval*, il se considère toujours comme un pigiste, parce que le journal reste un « projet » dépendant du financement d'*Arab Weekly* et n'a pas encore de revenus publicitaires. Ceci pour plusieurs raisons : en Turquie, « les rédactions indépendantes, qui proposent des enquêtes ou des articles d'opinion divergents par rapport à la ligne officielle sont dans des situations délicates et sont toujours fragiles à l'égard des médias d'État [médias progouvernementaux]<sup>195</sup> ». Ces types de médias sont pénalisés non seulement par une inégalité des ressources, comme le manque de revenu publicitaire, mais aussi par des contraintes judiciaires. Lorsque le journal aborde des questions jugées non légitimes par la ligne officielle (comme la question kurde) et « parvient à franchir ces filtres ordinaires<sup>196</sup> », c'est alors soit la censure directe sur le contenu, jugé « défavorable » par le gouvernement, soit l'interdiction d'accès à ces sites d'internet. L'exemple d'*Ahval* « montre la gamme des contraintes s'exerçant sur les rédactions<sup>197</sup> » : assèchement des revenus publicitaires, interdiction d'accès en Turquie, le boycott par les sources officielles. Pour faire face à ces difficultés, la direction du journal a choisi de renforcer la sécurité sur les applications mobiles (*Apple, Android*), un système numérique plus difficile à bloquer.

**« Q : Pourquoi y a-t-il eu un refus d'accès à votre site internet ?**

**R :** Franchement, notre avocat n'a pas pu trouver la raison. Mais nous supposons que c'est à cause des nouvelles sur Berat Albayrak. Et on a aussi publié un reportage avec un commandant du YPG (Unités de protection du peuple — *Yekîneyên Parastina Gel*), un commandant kurde. C'était un reportage un peu sensible. Nous pensons que c'est à cause de ça. Mais aucune raison officielle n'a été communiquée à notre avocat. Parce que tu sais, ce sont des décisions administratives du BTK (Autorité des technologies de communication et d'information — *Bilgi Teknolojileri ve İletişim Kurumu*). Il n'y a pas de déclaration du procureur sur les raisons du refus d'accès.

(...)

---

<sup>194</sup> Entretien réalisé le 22 novembre 2018 à Paris.

<sup>195</sup> F. DAUCÉ, « Quand l'État russe l'emporte sur Internet », art. cit, p. 14.

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>197</sup> *Ibid.*



Dans notre cas, ce qui fait peur aux annonceurs, c'est le refus d'accès en Turquie. Sur ce sujet, on négocie avec les annonceurs. Mais sur les réseaux sociaux, nous sommes très actifs, tout le monde peut accéder à nos diffusions via les réseaux sociaux. Donc nos logiciels sont accessibles et stables. Mais les annonceurs sont toujours méfiants. C'est-à-dire, ils réfléchissent sur le fait de placer leurs annonces sur un site internet fermé en Turquie.

(...)

Bien sûr, notre accès aux hommes d'État est restreint. Nous avons un correspondant confirmé qui peut, parfois, parler avec eux. Mais même lui, il a un accès limité. Parce que les sources proches du palais [ou d'Erdoğan] ne veulent pas partager leurs opinions avec des médias alternatifs ou critiques. Même s'ils le font, ils le font avec méfiance, d'une manière anonyme. C'est vrai que nous souffrons de ça. Mais de toute façon, nous ne pensons pas que les sources officielles soient prioritaires. Nous privilégions plutôt le journalisme d'investigation, nous avons une équipe formée pour ça<sup>198</sup>. »

Les journalistes, pour contourner la contrainte politique, développent des outils de navigation en libre accès, « destinés à la fois à protéger et à libérer les citoyens sur le Web ». Les sites d'information comme *Ahval* sont des projets qui ont pour objectif de proposer « des ouvertures intellectuelles au service du pluralisme<sup>199</sup> ». Les journalistes d'*Ahval* n'excluent pas sciemment les sources officielles, mais ils ne font pas d'effort non plus pour contacter ces sources, déjà surreprésentées dans les médias dominés par « le grand récit patriotique et traditionaliste du pouvoir<sup>200</sup> ».

Une autre trajectoire, très discutée par le public et au sein des médias, est celle du journaliste Can Dündar. Dündar, l'un des journalistes les plus connus de Turquie, a écrit pour plusieurs journaux, produit de nombreuses émissions télévisées, surtout pour *TRT* et pour diverses chaînes privées, notamment *CNN Türk* et *NTV*, et a publié plus de 20 livres. Ancien éditorialiste du journal *Milliyet*, il a été licencié en août 2013 pour avoir écrit « trop brusquement » sur le mouvement *Gezi* d'après le propriétaire du journal, Erdoğan Demirören. Dündar ensuite l'a confirmé : « On m'a dit : 'Nous ne souhaitons pas voir d'articles qui déplairont au Premier ministre'. Mais tout lui déplait, et une fois qu'il est mécontent, ils nous licencient<sup>201</sup> ». Après avoir été licencié de *Milliyet*, il a été recruté par le journal *Cumhuriyet* et est devenu rédacteur en chef du journal en 2015. En novembre, *Cumhuriyet* a reçu le prix de Reporters sans frontières

---

<sup>198</sup> Entretien réalisé le 22 novembre 2018 à Paris.

<sup>199</sup> F. DAUCÉ, « Quand l'État russe l'emporte sur Internet », art. cit, p. 16.

<sup>200</sup> *Ibid.*

<sup>201</sup> « Turkish Journalist Can Dündar fired for writing columns that might disturb the prime minister in Turkey », *Today's Zaman*, publié le 17 octobre 2014, consulté le 6 mars 2019. Le lien est supprimé.

pour son « journalisme indépendant et courageux<sup>202</sup> ». Peu de temps après, Erdem Gül, correspondant de *Cumhuriyet* à Ankara et Can Dündar ont été arrêtés sous l'accusation d'avoir publié une information sur les livraisons d'armes du MİT (*Milli İstihbarat Teşkilatı* – Organisation nationale du renseignement) à des combattants islamistes en Syrie. Nous voyons bien ici qu'il s'agit d'une accusation qui ciblait spécifiquement Can Dündar et Erdem Gül, puisque la même information avait été publiée (avant sa parution dans *Cumhuriyet*) à la Une du journal *Aydınlık* le 21 janvier 2014<sup>203</sup>. Can Dündar et Erdem Gül ont été accusés d'être membres d'une organisation terroriste, d'avoir fait de l'espionnage et d'avoir révélé des documents confidentiels. En juin 2015, le président Recep Tayyip Erdoğan a publiquement pris pour cible Can Dündar et a déclaré : « L'individu qui a publié un article exclusif comme celui-ci le paiera au prix fort<sup>204</sup> ». Après 92 jours de prison, Dündar et Gül ont été libérés en 2016, la Cour suprême ayant jugé que leur détention était une « privation de liberté indue ».

En mai 2016, lors du procès, un homme armé lui a tiré dessus devant le palais de justice de Çağlayan d'Istanbul, où il venait juste de se défendre contre des accusations de trahison. L'agresseur a été immobilisé par l'épouse de Can Dündar et un membre du parlement, Muharrem Erkek, avant qu'il ne puisse tirer plus de deux coups de feu. Can Dündar n'a pas été blessé, mais un autre journaliste a été légèrement blessé à la jambe. L'agresseur a été arrêté par des policiers en civil. Le même jour, Can Dündar a été condamné à une peine de cinq ans et dix mois d'emprisonnement au motif de « divulgation d'informations secrètes sur l'État<sup>205</sup> ». Suite à sa condamnation, Can Dündar a déménagé en Allemagne à l'été 2016. En août 2016, il a quitté son poste de rédacteur en chef à *Cumhuriyet* et a annoncé qu'il continuerait à être

---

<sup>202</sup> *Turquie : nouveaux reports dans les procès de Cumhuriyet et d'Erol Önderoğlu*, Reporters sans frontières, publié le 22 décembre 2017, consulté le 6 mars 2019. <https://rsf.org/fr/actualites/turquie-nouveaux-reports-dans-les-proces-de-cumhuriyet-et-derol-onderoglu>

<sup>203</sup> « Aydınlık : Evet, MİT TIR'ları haberini Cumhuriyet'ten önce yaptık, gelip tutuklasınlar ! » [Aydınlık: Oui, nous avons publié l'information sur les camions de MİT avant Cumhuriyet, qu'ils nous arrêtent s'ils veulent !], *T24*, publié le 5 décembre 2015, consulté le 10 mai 2021. <https://t24.com.tr/haber/aydinlik-evet-mit-tirlari-haberini-cumhuriyetten-once-yaptik-gelip-tutuklasinlar,319129>

<sup>204</sup> « Turkey arrests editors over reports Ankara supplied weapons to Syrian fighters », *The Telegraph*, publié le 26 novembre 2015, consulté le 6 mars 2019. <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/turkey/12019905/Turkey-arrests-editors-over-reports-Ankara-supplied-weapons-to-Syrian-fighters.html>

<sup>205</sup> « Turkish journalist survives assassination attempt before receiving 5-year sentence for “revealing state secrets” », *The Independent*, publié le 6 mai 2016, consulté le 6 mars 2019. <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/turkish-journalist-survives-assassination-attempt-before-receiving-5-year-sentence-for-revealing-state-secrets-a7017816.html>

éditorialiste dans le journal<sup>206</sup>. Pourtant son dernier article dans le journal a été publié le 11 novembre 2016<sup>207</sup>.

D'après Reporters sans frontières, « après avoir été accusé de « divulgation de secrets d'État à des fins d'espionnage » et d'« assistance à une organisation terroriste », Can Dündar a été à nouveau poursuivi, cette fois-ci pour propagande du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cela faisait suite à une intervention prononcée à Diyarbakır, le 24 avril 2016 où il dénonçait les pressions à l'encontre des journalistes critiques. Il y accusait également les journalistes progouvernementaux de se rendre complices de crimes de guerre par leur soutien aux opérations militaires menées par les autorités dans les provinces kurdes. Dans l'incapacité de pouvoir l'interroger directement dans le cadre de cette enquête, le parquet de Diyarbakır a soumis une demande au ministère turc de la Justice afin de placer l'ancien rédacteur en chef du quotidien d'opposition *Cumhuriyet* sur notice rouge d'Interpol<sup>208</sup> ».

Can Dündar, comme son collègue Yakup, s'est résolu à l'exil en Allemagne au lendemain de la tentative de coup d'État du 15 juillet, qui a déclenché une purge contre les médias d'opposition. Il est toujours poursuivi pour « collaboration et soutien à l'organisation terroriste de FETÖ » avec Erdem Gül. Can Dündar, comme ses collègues en exil, rejette le statut de « migrant », il ne sollicite pas non plus l'asile politique, conservant l'espoir de rentrer en Turquie. Il réside en Allemagne avec un visa qui lui permet de continuer son métier et de résider en Europe.

« Je ne suis pas en fuite, je n'ai pas quitté mon travail, je reprendrai l'exercice de mes fonctions [quand je rentrerai en Turquie] ; j'avais juste besoin de vacances comme tout être humain. Je serai en vacances pendant un moment et après j'exercerai à nouveau mes fonctions<sup>209</sup>. »

« En Turquie, une peine de prison m'attend, je ne suis pas prêt à ça. Je suis condamné de la prison pour 5 ans et 10 mois, mais on a fait un pourvoi en cassation. Tout ça, c'est

---

<sup>206</sup> Can DÜNDAR, « Veda Vakti » [L'heure d'adieu], *Cumhuriyet*, publié le 15 août 2016, consulté le 6 mars 2019. <https://www.cumhuriyet.com.tr/yazarlar/can-dundar/veda-vakti-584519>

<sup>207</sup> Can DÜNDAR, « Murat Sabuncu'ya açık mektup » [Lettre ouverte à Murat Sabuncu], *Cumhuriyet*, publié le 11 novembre 2016, consulté le 6 mars 2019. <https://www.cumhuriyet.com.tr/yazarlar/can-dundar/murat-sabuncuya-acik-mektup-629091>

<sup>208</sup> *Les autorités turques menacent de placer Can Dündar sur notice rouge d'Interpol*, Reporters sans frontières, publié le 29 septembre 2017, consulté le 6 mars 2019. <https://rsf.org/fr/actualites/les-autorites-turques-menacent-de-placer-can-dundar-sur-notice-rouge-dinterpol>

<sup>209</sup> « Dündar: Ülkeden kaçmadım, görevimin başındayım » [Dündar : Je ne suis pas en fuite, je suis bien au travail], *Sputnik Türkiye*, publié le 8 juillet 2016, consulté le 7 mars 2019. <https://tr.sputniknews.com/20160708/can-dundar-cumhuriyet-1023753687.html>

nouveau pour moi. La tentative de coup d'État a tout changé. Il y a encore des tortures dans les prisons et Erdoğan veut rétablir la peine de mort. À cause de tout ça, je veux rester loin de la Turquie au moins jusqu'à la fin de l'état d'urgence. Je ne demande pas l'asile. Je veux rentrer en Turquie<sup>210</sup>. »

La trajectoire professionnelle de Can Dündar se distingue de celle des autres journalistes exilés sous plusieurs aspects : premièrement, le procès contre Can Dündar et Erdem Gül, deux journalistes accusés d'atteinte aux secrets d'État, repose sur la fuite d'informations<sup>211</sup>. Deuxièmement, le procès a attiré l'attention de la presse étrangère et l'affaire est devenue un symbole de la liberté de la presse en Turquie. Ainsi, l'affaire de Can Dündar et d'Erdem Gül a fait resurgir un certain nombre de débats sur « l'étendue du secret d'État et le rôle des médias<sup>212</sup> ». Certains de leurs collègues journalistes ont défendu l'idée que « les médias qui disséminent des fuites aident activement l'adversaire et affaiblissent les services du renseignement<sup>213</sup> ». Leur journalisme a été jugé irresponsable par beaucoup de collègues. Et enfin, Can Dündar, contrairement aux autres journalistes exilés, a dû sortir seul du pays en laissant son épouse derrière lui, dans le pays. Dilek Dündar ne peut pas quitter le pays, son passeport a été confisqué par la police des frontières de l'aéroport d'Istanbul en 2016 du fait que sa sortie était jugée dommageable pour la sécurité du pays<sup>214</sup>. Leur fils, Ege Dündar, étudiant à Londres, ne rentre pas en Turquie par risque d'une éventuelle saisie de son passeport. Dilek Dündar s'est exprimée dans une vidéo qu'elle a publiée sur la chaîne *YouTube* du site internet *Özgürüz* :

« Je m'appelle Dilek Dündar. Vous me connaissez en tant que femme de Can Dündar, mais j'ai d'autres identités aussi. Je suis une économiste diplômée du collège d'Ankara et d'ODTÜ (Université technique du Moyen-Orient — Ortadoğu Teknik Üniversitesi), je suis productrice de documentaire, je suis une femme de la République, une citoyenne de ce pays, une mère. Avec une telle menace, pourquoi le tueur à gages qui a tiré sur mon mari a-t-il été libéré et son passeport lui a-t-il été rendu ? À cause de décisions politiques, arbitraires et qui ne respectent pas la loi, depuis deux ans et demi je suis

---

<sup>210</sup> « Cumhuriyet-Chefredakteur Can Dündar : « Und Angela Merkel sagte nichts » », *Berliner Zeitung*, publié le 12 août 2018, consulté le 7 mars 2019. <https://www.berliner-zeitung.de/kultur-vergnuegen/cumhueriyet-chefredakteur-can-duendar-und-angela-merkel-sagte-nichts-li.22727?pid=true>

<sup>211</sup> Selon Damien Van Puyvelde, « La fuite d'information est définie comme une révélation non-autorisée d'information classifiée par le gouvernement. Elle se distingue d'une divulgation involontaire ou d'une déclassification intentionnelle. Certains types de fuite peuvent s'avérer consister en une manipulation de l'information par l'État à des fins stratégiques. Voir par exemple Glenn HASTEDT, « Public intelligence: Leaks as policy instruments-the case of the Iraq war », *Intelligence and national security*, 20-3, 2005, Damien VAN PUYVELDE, « Médias, responsabilité gouvernementale et secret d'Etat: l'affaire WikiLeaks », *Le Temps des médias*, 16-1, 2011.

<sup>212</sup> D. VAN PUYVELDE, « Médias, responsabilité gouvernementale et secret d'État : l'affaire WikiLeaks », art. cit.

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 163.

<sup>214</sup> *Özgürüz*, 2019, publié le 11 février 2019, consulté le 8 mars 2019. [https://www.youtube.com/watch?v=VJZPU2rkjvc&ab\\_channel=%23%C3%96ZG%C3%9CR%C3%9CZ](https://www.youtube.com/watch?v=VJZPU2rkjvc&ab_channel=%23%C3%96ZG%C3%9CR%C3%9CZ).

empêchée de partir à l'étranger, de rencontrer mon fils et mon mari. Je suis retenue en otage pour faire pression sur mon mari. Je n'ai pas pu participer à la cérémonie de diplôme de mon fils dont j'avais rêvé toute ma vie, je suis loin de lui pendant les moments difficiles ou joyeux. Depuis deux ans et demi, sans aucune raison ni accusation, je subis cette illégalité. Tout ça ne constitue-t-il pas des exemples concrets d'injustice ? Cela ne suffit-il pas à prouver la violation de la loi<sup>215</sup> ? »

Au chômage depuis le procès de son époux, Dilek Dündar n'est pas exemptée de sanctions juridiques. A celles-ci s'ajoutent les difficultés financières, et le besoin d'exercer une activité pour gagner sa vie émerge. Comment peut-elle gagner sa vie en Turquie sans travailler ? Retraitée depuis quelques années, elle a une pension et elle reçoit de l'argent de son fils et de sa mère<sup>216</sup>. Pourtant, ne pouvant pas rembourser les prêts bancaires, elle a décidé de vendre leur maison d'été pour pouvoir payer leurs dettes. Toutefois, la vente de celle-ci a été bloquée par la direction du cadastre qui ne pouvait pas agir sans accord d'Ankara. La répression étatique qui ne peut plus toucher le journaliste Can Dündar, parce qu'il est en exil, sanctionne son épouse à travers des coercitions juridiques et financières. La répression envers les proches n'est pas aléatoire. Les journalistes en exil, menacés à travers leur famille, ne doivent pas exprimer de critiques envers le pouvoir.

« Moi et mon mari, après avoir travaillé toute notre vie, nous avons acheté une maison d'été. Ensuite, en pensant qu'on avait les moyens suffisants, nous avons acheté une autre maison à Istanbul grâce à des prêts bancaires. Quand tous les deux, nous avons été sans emploi, j'ai compris qu'on n'allait pas pouvoir rembourser les prêts bancaires, j'ai voulu vendre la maison d'été pour payer ces prêts. Pourtant, le directeur du cadastre m'a dit qu'il devait avoir la permission d'Ankara pour réaliser cette vente. Quand je lui ai rappelé que c'était illégal, il m'a répondu que je pouvais me plaindre où je voulais. Comme je n'ai pas pu vendre notre maison dont on n'a pas pu payer les dettes, elle a été saisie et on a reçu une procédure d'exécution. Nos comptes bancaires ont été bloqués. Je ne peux pas quitter mon pays, mais je suis obligée de quitter ma maison et je suis obligée de vivre seule. Je ne sais pas si les gens qui veulent investir, acheter une maison, entrer en partenariat en Turquie sont au courant de ces risques. Mais aujourd'hui, on paie très cher le prix d'avoir cru au droit en Turquie. Malgré tout cela, on continue à y croire, on attend que les tribunaux nous fassent justice. Je suis loin de mon mari et de mon fils depuis deux ans et demi. Je n'ai pas voulu quitter le pays d'une manière illégale comme beaucoup d'autres l'ont fait ou me le conseillaient. J'ai fait confiance à la justice, j'ai patienté. Nous témoignons publiquement de la violation de la loi, du principe de la responsabilité pénale individuelle avec les exemples de gens comme moi qui sont punis à cause de leurs liens familiaux. Et ce n'est pas que ça. Nos droits et libertés, notre droit de propriété, notre droit de recours, notre liberté de voyager,

---

<sup>215</sup> *Ibid.*

<sup>216</sup> « Dilek Dündar : Türkiye'de her şey çok gizli yapılıyor, gizli bir korku, gizli bir faşizm » [Dilek Dündar: Tout se fait très secrètement en Turquie, une peur secrète, un fascisme secret], *Artigerçek*, publié le 24 février 2019, consulté le 8 mars 2019. <https://artigercek.com/haberler/dilek-dundar-turkiye-de-her-sey-cok-gizli-yapiliyor-gizli-bir-korku-gizli-bir-fasizm>

notre droit à l'égalité devant la loi, notre liberté de communication et notre intégrité familiale ont été violés. Ces exemples ne suffisent-ils pas ? Je veux crier en tant que femme qui a lutté pour la démocratie et la justice pendant toute sa vie non seulement pour elle-même, mais aussi pour son pays, au nom des gens comme moi qui sont loin de leur famille à cause de décisions arbitraires : arrêtez cette injustice. Je vous remercie de m'avoir écoutée<sup>217</sup>. »

Comment alors Can Dündar gagne-t-il sa vie en exil en Allemagne ? Démissionnés ou révoqués de leur travail principal grâce auquel ils gagnaient leur vie, les journalistes en exil sont souvent obligés de travailler dans plusieurs institutions médiatiques pour pouvoir survivre en Europe où la vie est plus chère que dans leur pays d'origine. Can Dündar, comme ses collègues Yakup et Fikret, partage son temps entre l'écriture d'un éditorial pour le journal allemand *Die Zeit*, le lancement du site d'informations *Özgürüz* (qui signifie « nous sommes libres ») et des conférences sur la liberté de la presse en Europe. Une pièce basée sur ses écrits en prison, intitulée « Nous sommes arrêtés », a débuté en mai à la *Royal Shakespeare Company* au Royaume-Uni, quelques semaines à peine après que la plus haute instance judiciaire de Turquie a décidé que la peine de prison de Dündar devait être portée de 15 à 20 ans<sup>218</sup>.

En 2018, il a lancé *Özgürüz* aux côtés de son collègue turc Hayko Bağdat qui a également été contraint de s'exiler en Allemagne pour avoir fait partie de l'initiative, après avoir été persécuté pour ses activités professionnelles en Turquie, surtout après la publication d'articles critiquant le président Recep Tayyip Erdoğan. Le site d'information est bilingue et s'adresse aux publics allemand et turc, car *Özgürüz* est soutenu financièrement par la plateforme d'investigation allemande *Correctiv*, qui est une organisation à but non lucratif. Selon Can Dündar, l'objectif est d'informer les citoyens turcs tout en éclairant le public allemand. Il a ajouté que la nouvelle initiative vise à accorder une attention particulière à la corruption en Turquie ainsi qu'aux dirigeants qui entourent le président turc Recep Tayyip Erdoğan et le parti au pouvoir, l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi* – Parti de la justice et du développement)<sup>219</sup>.

Ils espèrent développer le site internet en obtenant un soutien fort des médias sociaux et en mobilisant une clientèle active. D'ailleurs son logo est composé d'un hashtag composé de mains qui se touchent. Le site Web a été lancé pour l'anniversaire de la mort du journaliste turc Uğur

---

<sup>217</sup> *Özgürüz*, *op. cit.*

<sup>218</sup> *Project Exile: Turkey's Can Dündar free in exile, still threatened*, Index on Censorship, publié le 14 janvier 2019, consulté le 13 mars 2019. <https://www.indexoncensorship.org/2019/01/project-exile-turkeys-dundar-free-in-exile-still-threatened/>

<sup>219</sup> « *Özgürüz* » [Nous sommes libres], *Özgürüz*, publié janvier 2019, consulté le 12 mars 2019. <https://ozguruz.de/>

Mumcu, assassiné en 1993 alors qu'il enquêtait sur des liens entre le MİT (*Milli İstihbarat Teşkilatı* - Organisation nationale du renseignement) et des insurgés appartenant au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)<sup>220</sup>.

Pourtant le site reste très fragile car dépendant des financements étrangers, eux-mêmes limités, dans la mesure où les rédactions indépendantes sont privées d'importants financements d'État. L'avenir du site internet *Özgürüz* repose sur les ressources de la publicité et le soutien du public. Ces financements et aides futures pour *Özgürüz* sont loin d'être garantis. Selon David Schraven, dirigeant de *Correctiv*, le financement reste une question cruciale, ils ne disposent que de fonds permettant de mener à bien le projet pendant les premières semaines. Nous n'observons pas forcément un déclassé professionnel et statutaire chez les journalistes exilés, mais l'expérience de l'exil s'accompagne souvent d'un appauvrissement économique. Can Dündar a exprimé ses inquiétudes sur l'avenir de leur site internet et sur le blocage du gouvernement turc<sup>221</sup>. D'ailleurs, comme prévu, le site a été bloqué en Turquie, comme *Ahval*, une semaine après son inauguration par l'autorité officielle turque des technologies de l'information et de la communication (*Bilgi Teknolojileri İletişim Kurumu - BTK*), pendant la nuit, dès la publication du premier article de Can Dündar. Le BTK a évoqué la législation turque promulguée en 2007 visant à interdire l'accès aux sites Web « soupçonnés d'incitation à la criminalité<sup>222</sup> ». Ce type de décisions d'interdiction de publication vise le « musellement des voix dissidentes » et le BTK dispose des outils de contrôle politique mis à la disposition du gouvernement<sup>223</sup>, mais la diffusion continue à l'étranger pour le public européen.

L'exil apporte paradoxalement certains effets positifs à la vie des journalistes concernés. Ils sont non seulement soutenus davantage par leurs proches et collègues journalistes, mais aussi par le public dont l'opposition au pouvoir d'Erdoğan s'étend. Ils sont davantage sollicités par les organisations non gouvernementales spécialisées sur la liberté de la presse et voyagent par conséquent partout dans le monde pour parler de la presse en Turquie. L'intérêt et la solidarité

---

<sup>220</sup> « Turkish-German news website launched in Germany with Can Dündar », *Deutsche Welle*, publié le 24 janvier 2019, consulté le 12 mars 2019. <https://www.dw.com/en/turkish-german-news-website-launched-in-germany-with-can-dündar/a-37251988>

<sup>221</sup> *Ibid.*

<sup>222</sup> « Can Dündar's bilingual news platform « Özgürüz » blocked in Turkey », *Deutsche Welle*, publié le 27 janvier 2019, consulté le 12 mars 2019. <https://www.dw.com/en/can-dündars-bilingual-news-platform-özgürüz-blocked-in-turkey/a-37299338>

<sup>223</sup> Yaman AKDENİZ et Kerem ALTIPARMAK, « Le musellement des voix dissidentes et de la liberté d'expression en Turquie », in *Le journalisme à l'épreuve*, Conseil de l'Europe, 2016, p. 174.

de l'Europe s'accroissent à mesure que les journalistes en exil exposent les contraintes de la presse turque à travers leurs écrits, reportages et conférences.

« Depuis un an, tout ce qui me manque dans la vie, c'est à cause d'Erdoğan. Mais — ironiquement — tout ce que j'ai, c'est aussi un peu grâce à lui. J'ai perdu mon travail, ma maison, mon pays à cause de sa colère, de sa haine, de sa volonté de vengeance. Mais grâce à la lutte menée contre cette campagne de haine, j'ai été accepté dans la famille qui lutte pour les droits de l'homme. La réaction contre lui a engendré de la sympathie pour moi. Les prix internationaux que j'ai reçus au cours des dix dernières années et la traduction de mon livre en cinq langues sont les signes de cette solidarité... La lutte pour les droits de l'homme, la liberté de pensée et la démocratie dans un coin du monde, touche la vie des gens qui mènent des luttes similaires à l'autre bout du monde. Cette solidarité forte m'empêche d'étouffer dans la solitude<sup>224</sup>. »

Il n'en reste pas moins que les journalistes ne sont pas non plus entièrement en sécurité en Europe. Ils continuent de vivre dans une inquiétude permanente pour leur sécurité en raison des menaces des partisans d'Erdoğan. Suivi par ces derniers dans sa vie quotidienne, Can Dündar a vu des photos de lui visant à identifier sa localisation géographique paraître sur les réseaux sociaux<sup>225</sup>. Accompagné auparavant en Turquie de gardes du corps, il continue de vivre quotidiennement avec une protection rapprochée suite à la demande des services de police allemands, après avoir été menacé verbalement dans un parc de Berlin. Obligé de garder fermés les stores de son bureau, il a aussi dû changer de portable après avoir soupçonné qu'il pourrait être suivi par la police turque<sup>226</sup>. Même les petites activités de la vie quotidienne comme prendre un taxi deviennent compliquées, puisqu'en Allemagne la plupart des chauffeurs de taxi sont des hommes d'origine turque pro-Erdoğan<sup>227</sup>. À ces difficultés psychologiques et à l'inquiétude permanente qu'elles engendrent s'ajoute, malgré la solidarité croissante, la solitude des journalistes en exil. Non seulement ils sont physiquement loin de leurs familles et de leurs amis, mais ils sont également abandonnés par certains de leurs collègues en Turquie, qui refusent de travailler dans les médias lancés par les journalistes en exil.

Les sites internet *Özgürüz* et *Ahval* susmentionnés, lancé respectivement par Can Dündar, Hayko Bağdat et Yakup font face à des difficultés de recrutement de journalistes et de reporters turcs qui ont peur d'être incarcérés en Turquie s'ils acceptent de travailler dans les médias

---

<sup>224</sup> C. DÜNDAR, *Vatan haini. Asıl vatan haini kimmiş bilinsin istedim* [Le traître. Je voulais que l'on sache qui était le vrai traître], *op. cit.*, p. 16.

<sup>225</sup> *Ibid.*, p. 62.

<sup>226</sup> *Ibid.*, p. 63.

<sup>227</sup> *Ibid.*, p. 77.



d'opposition inaugurés par ces journalistes « émigrés ». La censure et la pénalisation de l'expression touchent donc non seulement les médias traditionnels et les médias généralistes, mais aussi les médias alternatifs, d'opposition, qui publient sur internet. Ces contraintes gouvernementales directes et indirectes, comme le blocage de sites internet et l'étiquetage des journalistes, suscitent un climat de peur « où le discours politique et l'expression de voix dissidentes se font de plus en plus rares<sup>228</sup> ». Les méthodes de contrainte politique sur les médias ont changé, rares sont dorénavant les journalistes agressés ou torturés physiquement. Au lieu de cela, le pouvoir engage des procédures pénales propres à instaurer un climat de peur qui engendre l'autocensure et la stigmatisation des voix d'opposition et brise la solidarité. Les différentes méthodes utilisées pour attaquer les médias d'opposition sont désormais plus indirectes, subtiles et complexes. Ces nouvelles méthodes s'avèrent « moins brutales et beaucoup plus efficaces<sup>229</sup> ». Les propos de Can Dündar en témoignent :

« [Après le lancement de son média d'opposition en Allemagne] D'abord, j'ai appelé un écrivain qui est connu pour son courage. Avant de terminer ma question qui était "Tu peux écrire dans notre site internet ?", il m'a répondu : "Je ne peux pas. Personne ne peut. Même cet appel téléphonique peut être une preuve justifiant mon arrestation. Le mieux, c'est de se dire que tu ne m'as jamais appelé" et il a raccroché. C'était le premier choc. Il s'était inquiet de devenir une cible et il avait raison. Je peux leur demander d'écrire sous pseudonyme. Mais la police, elle surveille les correspondances numériques aussi. Et les reporters ? Les bons reporters en Allemagne travaillent déjà dans les bons postes. Quant à ceux qui sont encore en Turquie, il est dangereux pour eux de travailler avec une étiquette "d'opposant". Ils seront sur le terrain, au centre des événements, ils parleront avec la police, la gendarmerie, ils subiront une lourde pression. Et pas seulement eux, ceux qui travailleront à Berlin avec nous seront exposés aux mêmes menaces. Les premiers journalistes que j'ai appelés ont préféré rester au chômage que de prendre ces risques. De plus, ils ont dit qu'il sera très difficile d'accéder aux sources. La plupart de celles-ci auront peur de parler à un média d'opposition qui diffuse à l'étranger. D'ailleurs, les hommes politiques qu'on connaît déjà et qui avaient visité notre bureau se sont abstenus de prendre une photo, en s'inquiétant d'être vus avec nous<sup>230</sup>. »

Les nouvelles méthodes incluent non seulement les mesures de restriction et d'interdiction par décisions judiciaires, comme évoqué plus haut, mais aussi les attaques verbales et l'étiquetage des journaux et des journalistes d'opposition par les médias progouvernementaux et les

---

<sup>228</sup> Y. AKDENİZ et K. ALTIPARMAK, « Le musellement des voix dissidentes et de la liberté d'expression en Turquie », art. cit, p. 155.

<sup>229</sup> « President Erdogan's new style of media censorship is less brutal and much more effective », *Slate*, publié le 9 octobre 2014, consulté le 23 mars 2019. <https://slate.com/news-and-politics/2014/10/president-erdogans-media-control-turkeys-censorship-is-less-brutal-but-more-effective.html>

<sup>230</sup> C. DÜNDAR, *Vatan haini. Asil vatan haini kimmiş bilinsin istedim* [[Le traître. Je voulais que l'on sache qui était le vrai traître] *op. cit.*, p. 71-72.

partisans d'Erdoğan. Ces journalistes sont en butte à la fois à des attaques étatiques et judiciaires et aux menaces du public et des médias pro-Erdoğan qui ont pour seul but de décourager l'apparition et le développement des médias d'opposition. Ces nouvelles méthodes ont « un effet paralysant<sup>231</sup> » sur leurs activités.

L'exil touche donc brutalement la vie des journalistes. Une grande partie de la littérature sur l'exil relève « l'aspect liminal de l'exilé, un état d'incertitude continu et d'identité problématique, mais aussi de possibilité<sup>232</sup> ». D'ailleurs, les journalistes exilés évoquent autant les côtés négatifs que les points positifs de l'exil.

« Un processus très difficile attend ceux qui ont tout laissé derrière eux, comme moi. Vous devez récupérer tous les papiers concernant votre vie. (...) Il faut apprendre l'allemand de toute urgence. En effet, comme un blessé qui a perdu la mémoire, il faut recommencer tout de zéro. (...) Nous — ceux qui sont loin de leur pays à cause d'une lutte politique — nous avons commencé une nouvelle vie en Allemagne... Peut-être que c'est pour cela que nous nous sentons jeunes... En turc, le mot "exil" [sürgün] veut dire la pousse des plantes, tout en signifiant aussi renvoyer de son pays. Nous renaîtrons là où on nous a fichu à la porte. Toujours<sup>233</sup>. »

« Suite à une proposition de l'émission sur l'art *Aspekte* de la chaîne ZDF, j'ai eu la possibilité de faire entendre la voix de mon pays en présentant l'émission en turc. Le producteur allemand de l'émission m'a prêté la clé de sa voiture pour la durée de mon contrat. Puisque je n'avais pas trop de vêtements sauf les vêtements d'été, un ami m'a envoyé une grosse boîte qui contenait des costumes et des chemises. Trois semaines après mon arrivée, ARTE m'a proposé de collaborer à un documentaire... C'était quelque chose dont j'avais toujours rêvé. L'équipe de *Correctiv* m'a offert un environnement de travail libre dans une atmosphère collégiale. J'ai surmonté la détresse des premiers mois grâce à l'aide des amis qui m'ont aidé dans mes travaux, qui m'ont accompagné en voiture et qui m'ont aidé pour les problèmes juridiques et financiers. Les collègues, les amis, les voisins que je connais depuis très peu de temps sont devenus des proches à qui je m'adresse pour résoudre mes problèmes quotidiens<sup>234</sup>. »

### *Quand le journaliste devient l'information*

L'exil ne touche pas seulement à la vie quotidienne et professionnelle des journalistes concernés, mais aussi à la neutralité journalistique. Les journalistes exilés deviennent plus

---

<sup>231</sup> Y. AKDENİZ et K. ALTIPARMAK, « Le musellement des voix dissidentes et de la liberté d'expression en Turquie », art. cit, p. 162.

<sup>232</sup> Rod KEDWARD, « La Résistance et le discours de l'exil », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 67, 2002, p. 56.

<sup>233</sup> C. DÜNDAR, *Vatan haini. Asıl vatan haini kimmiş bilinsin istedim* [Le traître. Je voulais que l'on sache qui était le vrai traître], *op. cit.*, p. 69-72.

<sup>234</sup> *Ibid.*, p. 78-79.

critiques du pouvoir AKP et d'Erdoğan pour deux raisons principales : d'abord, ils sont plus libres en Europe, leur propos sur la Turquie ne sont pas censurés. Ensuite, l'exil renforce l'engagement politique par la solidarité accrue qui naît de l'opposition. Les journalistes en exil deviennent plus engagés et critiques en raison de la répression étatique et de l'expérience de l'exil. Dans cette situation, la question du rapport des journalistes à la politique devient plus complexe, les tensions entre ces deux aspects rendent leurs relations sensiblement différentes. Leur vision professionnelle et la parole journalistique se transforment. Les journalistes ne jouent plus le rôle qu'on leur suppose au départ de miroir ; le conflit et les tensions avec le pouvoir ont transformé profondément leur identité journalistique. D'ailleurs ils ne se qualifient plus de « journaliste », mais plutôt d'« activiste ».

« Je me rends compte que je transgresse les frontières de mon identité professionnelle que je protégeais scrupuleusement depuis des années. Je suis devenu un activiste plus qu'un journaliste. Je donne plus d'entretiens que je n'en fais. Je réponds plus que je ne demande. Je parle plus que je n'écoute. Les conditions de l'objectivité ont disparu. (...) Dans ces conditions, quand votre famille, votre journal, vos amis sont prisonniers, quand vous perdez votre pays, est-il possible de continuer à faire un journalisme objectif d'une manière modérée ? Je n'ai pas choisi de me transformer en un activiste... J'ai été forcé à le faire<sup>235</sup>. »

Les journalistes exilés ne sont pas bien évidemment « obligés » de devenir des activistes, mais ce rôle s'impose à eux. Ils sont sollicités pour écrire, parler, donner des conférences sur la liberté d'expression en Turquie et sont omniprésents dans toute sorte d'activités sur la presse et la liberté d'expression. Leur spécialité journalistique est souvent mise de côté, leur identité d'opposant éclipse leur parole journalistique, celle-ci devient biaisée. L'attention portée par les États européens, surtout par l'Allemagne, aux journalistes en exil et à la situation de la liberté d'expression en Turquie ayant contribué à modifier leur rôle en matière d'information, ils sont devenus symboles de la liberté d'expression en Turquie et, par conséquent, ils n'occupent plus la place d'un questionneur, mais plutôt la place d'un répondeur. Ils sont ainsi devenus la source de l'information elle-même.

---

<sup>235</sup> *Ibid.*, p. 96.

## Quand les journalistes passent à la politique : la bascule d'un monde à l'autre

- Les journalistes élus
- Les journalistes chargés des relations presse
- Les journalistes non élus
- Conclusion

Au-delà de la catégorie *exit, voice, loyalty*, certains journalistes se laisser tenter par le monde politique auquel ils ont été étroitement liés tout au long de leur carrière. Les passages des journalistes vers le monde politique sont loin d'être une exception, surtout en temps de crises des médias. Les journalistes qui ont couvert pendant de longues années des partis politiques s'orientent davantage vers le monde politique que les journalistes basés à Istanbul. Les journalistes politiques d'Ankara, plus encore que les autres professionnels des médias, sont souvent plus enclins à passer au monde politique étant donné le temps qu'ils ont passé au parlement et avec des hommes politiques, ce qui fait qu'ils sont « soupçonnés de connivence avec leurs sources<sup>236</sup> ». De plus, le journalisme politique est fréquemment la catégorie sur laquelle « les personnes expriment leurs suspicions à l'égard des journalistes et de leur connivence supposée avec les milieux du pouvoir. En effet, l'autonomie, l'indépendance ou encore l'objectivité deviennent des critères dominants dans la définition de l'excellence journalistique à partir des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix<sup>237</sup> ».

Ici, nous ne nous proposons pas de comprendre la distanciation des journalistes politiques à l'égard du monde politique. Il s'agit plutôt de rendre compte des motifs des journalistes à quitter le journalisme et à intégrer le monde politique et des manières dont ils présentent leur (nouveau) métier. Les journalistes, à un moment donné de leur carrière, peuvent choisir de passer au monde politique. Ce phénomène, selon Alexis Lévrier, est ancien et durable et n'est pas propre à un parti politique<sup>238</sup>. S'il demeure délicat d'analyser les motivations des journalistes à passer au domaine politique, les préférences politiques des journalistes renvoient toujours à leurs identités politiques. À partir des entretiens réalisés avec des journalistes de la presse nationale, nous avons constaté, et ce n'est guère surprenant, que les journalistes critiques passent aux

---

<sup>236</sup> Eugénie SAÏTTA, « Les journalistes politiques et leurs sources. D'une rhétorique de l'expertise critique à une rhétorique du "cynisme" », *Mots. Les langages du politique*, 87-2, 2008, p. 113.

<sup>237</sup> *Ibid.*

<sup>238</sup> Alexis LÉVRIER, *Le contact et la distance. Le journalisme politique au risque de la connivence*, Neuilly-sur-Seine, Paris, Les petits matins, 2016.

partis politiques d'opposition ; tandis que les journalistes loyaux au pouvoir préfèrent le parti au pouvoir.

À travers nos entretiens et nos observations, nous avons distingué trois types de reconversion du journalisme en politique. Le premier consiste à se soumettre au suffrage des électeurs. Les journalistes candidatent aux élections générales ou locales et deviennent des figures politiques déjà connues du public. Les conseillers qui sont, dans leur grande majorité, éditorialistes à l'origine constituent le deuxième. Enfin, en troisième catégorie viennent les journalistes qui candidatent dans des partis politiques, mais ne sont pas élus ou n'ont pas été nommés par leur parti.

### *Les journalistes élus*

Commençons par la première catégorie, celle des journalistes élus qui font activement de la politique. Parmi les journalistes interrogés, nous avons constaté un double registre de réactions au fait qu'ils sont dans le domaine de la politique et ne peuvent plus être considérés comme des « journalistes<sup>239</sup> ». D'une part, ils prennent souvent les questions sur leur affiliation politique comme déplacées et hors sujet et d'autre part, ils reconnaissent leur statut d'« homme politique », mais précisent qu'ils exercent ce métier « temporairement ». Ceci traduit l'existence d'une tension entre les deux identités : celle du journaliste et celle de l'homme politique. Deux exemples peuvent être mobilisés dans notre échantillon. Nous retracerons, en premier lieu, la trajectoire d'un reporter critique chevronné, Ali, élu député du parti HDP (parti d'opposition prokurde). Incarcérés pour « soutien à l'organisation terroriste armée Ergenekon » parce que la version PDF de son livre non publié *L'armée de l'imam* (İmamın Ordusu en turc) avait été trouvée dans un des ordinateurs de *Odatv*, un site internet d'information, il avait travaillé dans les journaux d'opposition *Cumhuriyet*, *Radikal*, *Evrensel* et à l'agence de presse mondiale et généraliste *Reuters*.

« Alors, je ne fais plus maintenant de journalisme actif, mais est-ce qu'être à l'Assemblée nationale, c'est bien ou pas bien, c'est un autre sujet de discussion. J'y suis

---

<sup>239</sup> Selon la majorité des journalistes, les journalistes qui sont passés du journalisme à la politique ne peuvent plus être appelé comme « journaliste » et les deux métiers ne peuvent pas se faire en même temps. Les « journalistes-politiciens » qui continuent leur métier dans les médias sont sévèrement critiqués par ceux qui ne font que du « journalisme ». Pour plus d'informations, voir Mehveş EVİN, « Hem gazeteci hem vekil olunmaz » [On ne peut pas être journaliste et député en même temps], *Journo*, publié le 29 août 2015, consulté le 15 janvier 2020. <https://journo.com.tr/hem-gazeteci-hem-vekil-olunmaz>

allé, parce que je pensais que peut-être je pourrais aussi faire mon travail. Nous n'avions pas de chaîne. Utiliser l'Assemblée nationale comme un outil à travers lequel on peut établir une connexion avec le public... J'essaie de faire cela de temps en temps. Quand vous faites ce genre de discours, cela fait mal à votre interlocuteur. Pour moi, c'est important, parce que votre interlocuteur est en face de vous et vous avez la possibilité de lui dire des choses qu'il mérite. Depuis un certain temps, je travaille sur un ouvrage sur la tentative du coup d'État du 15 juillet 2016. J'essaie en quelque sorte de faire mon travail<sup>240</sup>. »

D'après les propos de ce journaliste, le passage d'un domaine à l'autre des journalistes d'opposition peut se lire comme un moyen de combler le manque de médias où ils peuvent travailler, en raison du déclassement du journalisme. La dépolitisation du journalisme politique et enfin le désenchantement des journalistes apparaissent comme une conséquence de cette dégradation. Les journalistes critiques cherchent un média (au sens médium du terme) où écrire et faire entendre leurs voix. Conscients du fait qu'ils ne peuvent plus travailler dans les médias généralistes et ne veulent pas non plus travailler dans les médias d'opposition — qui s'adressent à une audience trop limitée —, ils s'orientent vers la politique.

Il ne faut pas oublier que le passage à la politique s'accomplit rarement par le biais d'une initiative personnelle, pour le journaliste (connu). Autrement dit, c'est le parti politique qui, la plupart du temps, lui propose d'être son candidat. Ici joue un double intérêt mutuel entre le parti politique et le journaliste, futur député. Le parti cherche un candidat connu et apprécié par le grand public et surtout par ses électeurs. Ce facteur était particulièrement essentiel pour le parti HDP qui risquait de ne pas atteindre le seuil électoral nécessaire au cours des dernières élections, en 2015 et 2018. Quant au journaliste qui fait face au chômage par manque de médias susceptibles de l'embaucher, il considère ce siège comme une tribune pour exprimer ce qu'il devrait taire au sein des médias nationaux.

« Quelques entretiens ont été réalisés, etc. J'ai d'abord refusé. Mais, c'était une période pendant laquelle la solidarité était nécessaire. Parce que, à la suite des élections du 7 juin, il y a eu contre le mouvement kurde une série d'attaques dont certaines s'apparentaient à des pratiques génocidaires, y compris dans le domaine politique. On a arrêté milliers de personnes, non seulement, au premier chef, Selahattin [Demirtaş] et Figen [Yüksekdağ], qui co-présidaient le parti, mais aussi les membres de son conseil général, et même de sa base électorale. C'était une période d'immense oppression. [Le parti] devait être maintenu dans l'assemblée. On m'a convaincu ainsi : est-ce que les membres du parti auraient un problème avec moi ? je pensais que le parti n'avait aucun souci avec moi. Je ne veux pas dire que le parti a surmonté le barrage grâce à moi, non, ce n'est pas ça. Mais même un seul vote était précieux. [Ils m'ont dit que] l'on avait

---

<sup>240</sup> Entretien réalisé le 11 août 2019 à Istanbul.

besoin des voix qui se porteraient sur toi. Et alors, j'ai dit OK. C'était une période de solidarité. J'y ai participé pour montrer ma solidarité. Cela m'était une obligation [morale]. Je mets cette obligation entre guillemets. Telle est la vertu. D'accord ? Défendre les droits de quelqu'un dont les droits sont bafoués. Est-ce clair ? Selahattin est mon ami depuis 22 ans, et je sais ce que chaque personne qui vit dans ce pays doit aux Kurdes. La violence que le PKK exerce est une autre question. C'est une violence que je n'approuve pas. Le PKK est un effet, il n'est pas une cause. Faire ressortir ces causes incombe à chacun qui vit dans ce pays, c'est pour ça que sais ce que chacun en Turquie doit aux Kurdes. Voilà la raison : pourquoi la démocratisation de la Turquie n'intéresse que les Kurdes et quelques dizaines de personnes favorables à la démocratie ? Est-ce clair ? On lutte pour cette amélioration. S'ils ont, un agenda caché ou non, ça, je ne peux pas savoir. Même si c'est le cas, par essence, la démocratisation fait du bien à tout le monde, tout comme la fin de la guerre. C'est pour cela que je serais solidaire du mouvement kurde, et pas des autres. J'aurais refusé les offres venant des autres partis politiques<sup>241</sup>. »

Cet exemple révèle également la porosité des frontières entre activités politiques et journalistiques. Les journalistes qui sont passés au domaine politique ont souvent avec les hommes politiques des interactions dont le degré varie. Dans la présentation de son choix du parti politique, le journaliste ne cache pas sa proximité affective avec l'idéologie et les dirigeants du parti. Outre la notoriété du journaliste, l'interconnaissance entre acteurs politiques et journalistes joue un rôle pour entamer le processus de candidature du journaliste.

Ces journalistes, comme nous l'avons évoqué en haut, malgré leur titre actuel, refusent de se présenter en tant qu'homme politique. Interrogés sur leur perception et leur présentation de soi, ils répondent qu'ils sont des « journalistes » qui ne font pas activement du journalisme. Ceci invite à réfléchir à la perception du titre de « journaliste » par les journalistes. Nous avons observé que les journalistes reconvertis en politique ont tendance à se considérer comme « journalistes » à vie ; ce titre, une fois acquis, ne disparaît jamais. La reconversion du domaine journalistique au domaine politique ne se fait donc que partiellement puisqu'ils soulignent qu'ils font de la politique dans un contexte d'« exception » et retourneront à leur vrai métier de journaliste dès que les conditions changeront.

« C'était difficile de se décider à être candidat, parce qu'aucun de nous ne le voulait, ni mon épouse ni ma fille. Puis, après toutes les histoires, on s'est dit : d'accord, tentons le coup, il n'y a rien à faire d'autre que de tenter. Là-bas, pour moi, ce n'est qu'une plateforme. Je le vois comme ça. J'essaie de faire entendre ma voix. Je n'ai pas envie de parler souvent. Parce que, comme je viens de le dire, la manière actuelle dont on fait de la politique, sa culture, c'est vraiment trop sale. Mais je reste intact, sans m'impliquer

---

<sup>241</sup> Entretien réalisé le 11 août 2019 à Istanbul.

dans cette saleté, en disant à mon interlocuteur ce qu'il mérite. Mais, j'essaie de le dire sans entrer trop souvent dans les polémiques. Cela dure depuis un an. J'essaie toujours de faire mon boulot. Je m'emploie à le faire, en voyant avec les gens qui sont dans l'administration. J'essaie de trouver les preuves de la corruption de ce gouvernement. Là aussi, j'essaie de faire du journalisme, mais je ne suis pas en mesure de les montrer maintenant. Mais, un jour, je le ferai sans doute<sup>242</sup>. »

En deuxième lieu, nous analyserons la trajectoire d'un journaliste, Refik, qui a travaillé pendant de longues années en tant que correspondant de *Cumhuriyet* à Ankara et a suivi des partis politiques de droite ainsi que de gauche. Après avoir été détenu le 26 novembre 2015 avec Can Dündar, journaliste en exil, à la suite d'accusations d'espionnage et d'intelligence avec une organisation terroriste ainsi que d'avoir publié les images d'armes livrées par les forces turques — ce qui révélait le soutien de l'État turc à des opposants au régime syrien, probablement djihadistes<sup>243</sup> —, il a été relâché, comme Dündar, le 27 février 2016, après 92 jours de détention, à la suite d'une double intervention de la Cour constitutionnelle et de la Cour d'assises d'Ankara<sup>244</sup>. En 2019, il a effectué un changement de carrière en se portant candidat aux élections locales à la mairie des îles du Prince à Istanbul. À partir des deux trajectoires évoquées, on peut voir que le passage du journalisme au politique (surtout dans les partis d'opposition) concerne, en premier lieu, les journalistes critiques qui ne peuvent et ne veulent pas être embauchés par les médias turcs. Quand il évoque les circonstances de sa candidature au parti CHP, Refik admet — comme le journaliste-député du HDP évoqué en haut — qu'il a choisi la politique, parce qu'il ne pouvait pas continuer son métier de journaliste. Il précise :

« On m'a rendu incapable de faire du journalisme. Le journal de *Cumhuriyet* était l'un des rares cercles [où on peut faire du journalisme]. [Mais après] *Cumhuriyet* en est venu ne plus me satisfaire. Le pays ne me satisfait pas non plus. J'ai été incarcéré une fois, à cause d'une nouvelle. Dans ces conditions, et avec les élections, une telle opportunité est apparue. On m'a demandé si j'en avais envie. C'est ainsi que [cette opportunité] a émergé, par une offre de la part du CHP<sup>245</sup>. »

Dans leur présentation de soi ou dans l'évocation du processus de leur candidature, les journalistes mentionnent leur proximité avec des hommes politiques, qui, finalement, leur ont proposé d'être le candidat de leur parti. Cependant, comme l'écrit Nicolas Kaciaf, ces affinités

---

<sup>242</sup> *Ibid.*

<sup>243</sup> « Un journal turc publie les images d'armes livrées par la Turquie aux djihadistes en Syrie », *Le Monde*, mai/2015.

<sup>244</sup> « Can Dündar ve Erdem Gül tahliye edildi » [Can Dündar et Erdem Gül sont libérés], *BBC Türkçe*, publié le 26 février 2016, consulté le 27 janvier 2020. [https://www.bbc.com/turkce/haberler/2016/02/160225\\_candundar\\_erdemgul](https://www.bbc.com/turkce/haberler/2016/02/160225_candundar_erdemgul)

<sup>245</sup> Entretien réalisé le 19 août 2019 à Istanbul.



ne montrent pas nécessairement que leurs travaux journalistiques aient été affectés par leur rapport personnel à l'univers politique<sup>246</sup>. Cependant, au regard des trajectoires des interviewés, nous pouvons constater que les ressources relationnelles au sein du personnel politique ont joué un rôle considérable dans le passage de ces journalistes au domaine de la politique.

La mobilisation des ressources ne se fait pas dans un sens univoque. Les journalistes mobilisent leurs ressources journalistiques au service de leur tâche politique. Celle-ci est particulièrement observable dans la trajectoire du journaliste-maire qui utilise sa notoriété et sa capacité à communiquer avec le public. Il ne se présente pas, lui non plus, en tant qu'homme politique, mais comme quelqu'un qui mobilise l'ensemble des ressources propres à ces deux métiers différents, bien qu'il n'exerce plus comme journaliste. Un autre élément invoqué par les journalistes pour expliquer leur passage à la politique est la démocratie qui, selon eux, ne fonctionne plus. Dans les deux cas interrogés, la politique apparaît comme une auxiliaire du journalisme pour rétablir la démocratie détruite par les pratiques autoritaires du gouvernement au pouvoir. Le journalisme seul ne suffit pas : les journalistes recourent à la politique à mesure qu'il leur faut trouver un travail rémunéré et ensuite un médium à travers lequel ils peuvent s'exprimer.

« En Turquie, malheureusement, ce n'est pas de la politique au sens strict du terme ; mais pour que la démocratie revienne et se développe, les efforts journalistique et politique doivent parfois s'entremêler. C'est ainsi dans un pays comme la Turquie. Le vrai journaliste, oui, il n'est pas un politique. C'est impossible. Il doit être indépendant. Mais, en Turquie, il faut faire un effort aussi pour le journalisme. Pour que le journalisme revienne. Je pense que je suis là également pour cette lutte<sup>247</sup>. »

Le mot « lutte », qui revient plusieurs fois dans les discours des journalistes qui passent à la politique, montre qu'ils se considèrent comme les acteurs d'un combat, et que la politique est à leurs yeux un instrument de cette lutte. Celle-ci se fait aussi par la visibilité. Selon les propos des journalistes, la question de la visibilité occupe une place prépondérante dans l'explication de leur passage à la politique. Avec l'impact de la notoriété, elle ne peut être niée. La notoriété des journalistes est mobilisée pour stimuler l'attention publique « accordée à leur situation ou

---

<sup>246</sup> Nicolas KACIAF, « Engagement journalistique et bipolarisation de l'espace partisan. Le cas des services Politiques de la presse écrite française (1968 – 1981) », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 64.

<sup>247</sup> Entretien réalisé le 19 août 2019 à Istanbul.

à leur problème<sup>248</sup> ». Dans ses travaux sur la condition de l'homme moderne, Hannah Arendt aborde la question du « domaine public ». Elle remarque que « l'espace de l'apparence commence à exister dès que des hommes s'assemblent dans le monde de la parole et de l'action ; il précède par conséquent toute constitution du domaine formel du domaine public et des formes de gouvernement, c'est-à-dire des diverses formes sous lesquelles le domaine public peut s'organiser<sup>249</sup> ». L'espace de l'apparence existe donc potentiellement, mais cette existence ne se transforme pas toujours en une vraie visibilité. Les journalistes se servent de leur notoriété comme d'un instrument propre à accroître la visibilité des problèmes publics et politiques. Comme le dit Olivier Voirol, « il semble que la question de la visibilité traverse l'histoire des luttes sociales et des différentes modalités de l'action collective<sup>250</sup> ». En étudiant Hannah Arendt, Olivier Voirol analyse que « la question de l'apparence s'avère en effet fondamentale dans l'analyse de l'infrastructure de la visibilité publique<sup>251</sup> ». « Dans sa perspective, apparaître c'est exister dans un espace d'actions et d'interrelations réciproques<sup>252</sup> ». En réalisant le passage du journalisme à la politique, les journalistes acquièrent de la visibilité à la fois dans les médias et dans le domaine politique.

#### *Les journalistes chargés des relations presse*

Une deuxième catégorie regroupe les journalistes chargés des relations presse qui ont pour mission de diffuser une image positive des politiques. Plus nombreux que les journalistes élus, les conseillers sont rarement d'origine reporters à l'origine. Ils appartiennent plutôt à l'élite journalistique qui occupait des postes d'éditorialistes ou de dirigeants d'une agence de presse.

Parmi notre échantillon, nous avons rencontré un ancien conseiller, qui était conseiller de la communication du parlement et du Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan. Journaliste de formation, il a été candidat du parti AKP aux élections générales de 2015. Ayant échoué, il continue son travail d'éditorialiste au journal *Yeni Şafak*, proche du gouvernement AKP, et dirige une société privée de communication. Connu du public pour sa proximité avec le gouvernement AKP, il ne cache d'ailleurs pas ses rapports étroits avec le parti au pouvoir. Lors

---

<sup>248</sup> Olivier VOIROL, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *Réseaux*, 129-130-1-2, 2005, p. 91.

<sup>249</sup> Hannah ARENDT, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961, p. 259.

<sup>250</sup> O. VOIROL, « Les luttes pour la visibilité », art. cit, p. 92.

<sup>251</sup> *Ibid.*

<sup>252</sup> *Ibid.* p. 93.

de l'entretien, Mete mentionne ses contacts privés dans l'administration turque pour justifier volontiers ses choix professionnels :

« “Le journaliste doit être impartial”. Ce n'est pas une attente réaliste. L'impartialité, c'est impossible. Tout dépend comment vous reflétez votre impartialité. Votre impartialité dépend de comment vous favorisez le parti que vous soutenez. Je considère l'impartialité, et les mots d'objectivité et d'égalité comme appartenant à l'école française... plutôt, ce sont des concepts que la Révolution française a propagés dans le monde et je ne les trouve pas bons<sup>253</sup>. »

Comme l'écrivent Ivan Chupin et Françoise Daucé, « l'expérience gouvernementale permet d'augmenter la valeur des journalistes sur le marché de travail. Ce type de passage favorise l'obtention d'exclusivités par les journalistes grâce aux contacts noués au sein du gouvernement<sup>254</sup> ». Dans le cas présenté ici, les passages entre les cercles gouvernementaux et les médias proches du pouvoir peuvent être considérés comme des ressources valorisables dans les deux espaces : journalistiques et politiques. Un média progouvernemental valorise les contacts noués au sein du gouvernement pour leur valeur relative aux sources. Les cercles gouvernementaux, quant à eux, bénéficient de l'expérience professionnelle du journaliste. La fluidité entre ces deux pratiques, journalistique et gouvernementale renforce les effets de l'une sur l'autre.

Cependant, dans les régimes illibéraux comme la Turquie, le travail du conseiller n'a pas toujours le même impact. Mete souligne qu'il n'a pas eu de véritable impact sur les pratiques de communication politique lors de son séjour au parlement. Il a quitté son poste après deux ans de travail au motif de ne pouvoir être ni un journaliste ni un conseiller. Il évite d'utiliser le mot « démission », un terme à connotation juridique, pour souligner qu'il continue à avoir des relations étroites avec le parti, et surtout avec le Président Erdoğan. Au lieu de cette expression, il préfère le verbe *müsaade istemek*, qui pourrait se traduire comme « demander la permission [de quitter son travail] », qui montre, dans une certaine mesure, l'aspect informel des relations entre le conseiller et l'homme politique.

« Il n'est pas rentable de rester longtemps dans ces fonctions. Surtout comme conseiller de presse. Pour le milieu médiatique, c'est déjà mauvais, et ce n'est pas mieux pour le milieu politique. Vous êtes écrasé entre les deux. La durée des conseillers qui m'ont précédé dans ce poste n'est que de quelques années. Ce n'est pas exactement

---

<sup>253</sup> Entretien réalisé le 3 décembre 2016 à Istanbul.

<sup>254</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? », art. cit, p. 142.

démissionner, c'est plutôt solliciter sa décharge. "Je veux partir si vous me le permettez". Ce n'est pas partir avec amertume<sup>255</sup>. »

« Monsieur Tayyip n'est pas quelqu'un qui est sous l'influence de ses conseillers. Il a sa propre route, et vous suivez cette route.

**Q : Votre champ de manœuvre était limité ?**

**R :** Limité, non, ce n'est pas ça. Notre champ de manœuvre est plus limité que les autres politiques. Influencer Tayyip Erdoğan n'est pas une tâche facile. Alors que les conseillers doivent avoir de l'avance sur ceux à qui ils donnent des conseils. Il faut qu'ils leur montrent le chemin, proposent des options. Celui [qui prend le conseil] choisit parmi ces options. Cependant, je ne peux dire que j'étais un conseiller actif lorsque j'assumais ce poste<sup>256</sup>. »

Les basculements du monde du journalisme au monde du politique sont encore plus fluides quand il s'agit des conseillers. Dans le cas présent, Mete a basculé du journalisme à conseiller et est retourné finalement à son poste d'éditorialiste. Les exemples peuvent être multipliés, tels Akif Beki, qui a été conseiller de Recep Tayyip Erdoğan pendant quatre ans, de 2005 à 2009. Classé à droite, il continue sa carrière en tant qu'éditorialiste à *Karar*, journal d'opposition conservateur récemment fondé par les vieux alliés de Recep Tayyip Erdoğan.

« J'ai quitté mon poste par consentement mutuel. Je voulais reprendre le journalisme. J'ai quitté mon poste, que j'occupais depuis trois ans et demi, par consentement mutuel. La démission de ce poste permet, je crois, une régénération tant pour moi que pour le poste. J'ai fait du journalisme avant, je pense qu'il est temps de reprendre mon métier principal<sup>257</sup>. »

La différence entre ces deux conseillers-journalistes sous le gouvernement AKP réside principalement dans leur carrière post-conseiller. Bien que les deux aient continué leur carrière en tant qu'éditorialistes dans les journaux, l'un soutient les politiques du gouvernement, tandis que l'autre se trouve sur une ligne plus critique, après avoir été un commentateur proche du gouvernement pendant de longues années. Enfin, le passage d'un espace à l'autre ne constitue en aucun cas pour ces acteurs une marque de neutralité. D'ailleurs, Mete reconnaît le fait qu'il est invité aux débats télévisés pour « sa loyauté à la ligne du pouvoir et son rôle dans la diffusion d'une image positive<sup>258</sup> » de la Turquie.

---

<sup>255</sup> Entretien réalisé le 3 décembre 2016 à Istanbul.

<sup>256</sup> *Ibid.*

<sup>257</sup> « Erdoğan'ın sözcüsü Beki görevinden ayrıldı » [Le chargé de presse d'Erdoğan a démissionné], *NTV*, publié le 10 janvier 2009, consulté le 27 mars 2021. <https://www.ntv.com.tr/turkiye/erdoganin-sozcusu-beki-gorevinden-ayrildi,ZmaHAuzb1kain2EVE5fMUg>

<sup>258</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? », art. cit, p. 137.

Les chaînes d'information en continu cherchent à exposer aux téléspectateurs une certaine diversité des opinions politiques. Cependant, cette diversité est souvent bipolaire : nous trouvons soit des journalistes ou des éditorialistes proches du parti au pouvoir (AKP), soit proches du parti d'opposition, CHP. Les autres opinions politiques sont sous-représentées, HDP, le parti prokurde, est presque complètement absent des écrans des chaînes d'information en continu. Ainsi, comme le souligne Camille Aubret pour la presse libanaise, les journalistes cherchent la « polyphonie interne » au sein du journal télévisé. C'est-à-dire, les journalistes veulent « accueillir en son sein des éditorialistes de différentes tendances politiques supposés garantir l'impartialité et l'objectivité du journal aux yeux du public<sup>259</sup> ». Camille Aubret emprunte le terme de « polyphonie » proposé par Cyril Lemieux pour décrire « l'une des composantes de la grammaire publique qui impose aux journalistes de reproduire des points de vue divergents et variés<sup>260</sup> ». Nous reprenons le terme afin de montrer que les journalistes situés au point de bascule entre espace politique et journalistique sont souvent invités aux débats télévisés en vue de construire « la polyphonie interne » demandée au sein de la rédaction. Les journalistes anciens conseillers aux « distanciations imparfaites<sup>261</sup> » sont donc souvent présentés dans les débats télévisés comme les délégués d'une certaine opinion politique. Ces représentations dans la télévision constituent pour eux une zone grise entre les espaces politique et médiatique.

### *Les journalistes non élus*

Nous avons montré dans les précédentes sous parties que certains journalistes investissent dans une carrière politique tout en se déplaçant avec une certaine fluidité entre les deux espaces, politique et journalistique. Pour une bonne part, ces journalistes choisissent d'occuper des postes d'éditorialistes pour créer une espace où ils pourront exprimer leur point de vue, le plus souvent qualifié, de manière partisane ou engagée. À certains égards, cette attitude leur permet de légitimer leur engagement partisan tout en restant dans l'espace journalistique. Toutefois, tous les journalistes ne réussissent pas dans leur carrière politique. Bien qu'interviewé en tant que journaliste conseiller, Mete fait également partie des journalistes non élus. S'étant porté candidat pour être le député de l'AKP à Sakarya en 2015, il n'a pas reçu l'investiture du parti.

---

<sup>259</sup> Camille AUBRET, « Les journalistes politiques libanais, entre engagements professionnels et militants. Quelques usages des convictions politiques chez les journalistes de presse au Liban », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 137.

<sup>260</sup> *Ibid.*

<sup>261</sup> *Ibid.*

Il a ainsi continué sa carrière en tant que journaliste commentateur toujours proche du parti au pouvoir.

Ancien rédacteur en chef du journal conservateur *Yeni Şafak*, Eren a travaillé dans plusieurs rédactions telles que *Gerçek Hayat* et *Star*. Depuis 2015, il écrit un éditorial au journal d'opposition *Diken* publié en ligne et fait une émission à *Medyascope*, une chaîne d'information diffusée en ligne. Issu d'un milieu conservateur, il est aujourd'hui connu pour son opposition au parti au pouvoir :

« Ayant travaillé dans des départements différents, j'ai progressé dans ma carrière jusqu'à la direction générale de *Yeni Şafak*. Puis, j'ai quitté la direction, j'ai fondé ma propre revue. J'ai dirigé pendant cinq ans *Gerçek Hayat*. [J'étais] rédacteur en chef et propriétaire. Ensuite, je l'ai quittée et j'ai fondé un portail de nouvelles. Je l'ai dirigé pendant quelques années. Après, j'ai reçu une offre de la part du groupe *Star*. Il me proposait la vice-présidence du conseil exécutif. Là-bas, j'ai travaillé pendant une année et demie. C'est ainsi que ma carrière de direction dans le secteur médiatique s'est poursuivie. En 2010, je n'ai plus pu conserver la direction à cause de mon attitude dissidente. Mon parti-pris, ma manière de mener les affaires ne leur ont plus convenu. En 2010, j'ai dû complètement quitter le secteur. Mais, j'aimais trop ce boulot, et j'ai dû chercher une position, où personne ne pourrait me déranger. Qu'est-ce que cela pourrait être ? L'écriture ? Oui, c'est ainsi que j'ai commencé à écrire. À quoi s'est ajoutée la mauvaise situation dans laquelle se trouve la Turquie, plus particulièrement, les politiques du gouvernement, le cours des événements. Il fallait que dire quelque chose. La position que j'ai... parce que je viens de la même origine que les détenteurs du pouvoir d'aujourd'hui. L'objection que je soulève contre les actions du gouvernement n'est pas identique à l'objection des autres. C'est pour cela que le besoin d'une telle protestation s'est fait sentir. Afin d'exprimer ces objections, j'ai décidé d'écrire et j'ai commencé à exercer ce métier<sup>262</sup>. »

Son appartenance au même milieu culturel que les membres du parti au pouvoir l'a rendu encore plus opposé au parti au pouvoir. Il fait toujours l'objet de critiques et de commentaires négatifs à la fois de son ancien milieu amical et de son nouveau milieu. En 2018, il a décidé d'être candidat à l'élection présidentielle, qui a eu lieu le 28 juin 2018 :

« Le vol de notre avenir, la mentalité selon laquelle "Personne d'autre que moi ne peut diriger ce pays" constituent une atteinte à l'honneur de chacun. C'est nous considérer comme des esclaves. En ce moment, en tant que citoyen de ce pays, qui veut vivre dans la sérénité, je participe, moi aussi, à la cause, en refusant ce diktat, en nous posant comme alternative. J'aurais voulu que l'opposition puisse trouver sa cohérence et ainsi que cette mission ne m'incombe pas. Il y a des obstacles à l'unité de l'opposition, pour différentes raisons. C'est pour cela que j'ai voulu assumer cette responsabilité. J'ai dû

---

<sup>262</sup> Entretien réalisé le 21 août 2017 à Istanbul.

faire quelque chose au nom des enfants, des femmes, des handicapés, des pauvres, des ouvriers, des jeunes, et, finalement, pour laver mon propre honneur, parce que je ne peux accepter tous ces vécus [injustes]. Vous savez, il faut cent mille signatures pour une candidature à la présidence. Cependant, le pouvoir n'a toujours pas fait passer la loi qui régit la manière dont on obtient les signatures. Ils empiètent décidément sur l'État de droit. Je vais faire valoir mon droit à la candidature à la présidence, et j'espère réussir, en allant jusqu'au bout pour ce qui est de mes droits constitutionnels<sup>263</sup>. »

Cependant, peu avant l'annonce officielle de sa candidature, il a appris qu'il avait seulement cinq jours pour collecter 100 000 signatures et pouvoir candidater officiellement, une nouvelle règle établie pour la première fois en 2018. Contraint donc d'abandonner son idée de reconversion en politique, il continue sa carrière d'éditorialiste à *Diken* et *Medyascope* où il fait des commentaires réguliers sur l'actualité.

« Le pouvoir a rendu ma candidature infaisable, ayant limité la durée pour rassembler les cent mille signatures à cinq jours. C'est la raison pour laquelle on a renoncé à la candidature. Je le répète : c'est au-delà de la question de la candidature. C'est assumer la responsabilité de rendre notre pays serein, heureux, vivable, libre, le transformer en un pays où la démocratie libérale règne. Renoncer à la candidature ne veut pas dire renoncer à notre lutte, à notre cause. On ne renoncera jamais, on ne se taira jamais, on continuera jusqu'à ce que l'on rende notre pays heureux, serein et vivable<sup>264</sup>. »

Si les éditorialistes comme Eren tentent un passage du journalisme à la politique, ces passages ne sont pas exclusifs aux éditorialistes. Ancien présentateur des informations du matin dans la chaîne généraliste *Kanal D*, İrfan Değirmenci avait perdu son travail en février 2017 pour des tweets qu'il avait publiés par lesquels il exprimait son vote « non » au référendum constitutionnel de 2017<sup>265</sup>. Après quelques mois de chômage, il a commencé à faire le même travail sur sa chaîne YouTube. Trop faiblement rémunéré, il a dû abandonner sa tentative de faire du journalisme indépendant en ligne. En 2018, il a fait une précandidature auprès parti CHP en vue de le représenter pour les élections générales.

---

<sup>263</sup> « Levent Gültekin, neden cumhurbaşkanı adayı olduğunu anlattı » [Levent Gültekin a raconté pourquoi il s'est présenté aux présidentielles], *Sputnik Türkiye*, publié le 19 avril 2018, consulté le 10 mai 2021. <https://tr.sputniknews.com/20180419/levent-gultekin-cumhurbaskani-adayligini-anlatti-1033096618.html>

<sup>264</sup> « Levent Gültekin: Cumhurbaşkanı adayı olmaktan vazgeçtik » [Levent Gültekin: Nous avons renoncé à nous présenter aux présidentielles], *T24*, publié le 29 avril 2018, consulté le 10 mai 2021. <https://t24.com.tr/haber/levent-gultekin-cumhurbaskani-adayi-olmaktan-vazgectik,616658>

<sup>265</sup> Le référendum constitutionnel de 2017 était un scrutin qui a eu lieu le 16 avril 2017 et qui constituent le passage d'un régime parlementaire vers un régime présidentiel. Le « oui » a gagné ayant 51,41% des votes contre le « non » qui a eu 48,59 %.

« J'ai posé ma candidature à la candidature à l'Assemblée nationale pour continuer la lutte que je mène jusqu'à ce jour pour la cause des travailleurs, des opprimés, des rebelles et des gens courageux de notre cher pays sous la bannière du CHP<sup>266</sup> »

Non retenu pour la liste des candidatures par le leader de CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, il continue sa carrière à la chaîne *Halk TV*, une chaîne de tendance kémaliste, connue pour sa proximité avec le parti CHP. À partir des deux cas présentés ci-dessus, nous pouvons affirmer que les journalistes qui ne peuvent pas se reconvertir dans la politique sont en général déjà connus pour leur engagement partisan. Ils ont ainsi été associés soit à une tendance politique, soit à un parti politique constitué. Ces engagements ne créent donc pas de tensions pour leur retour au journalisme, comme ils en créeraient pour les reporters ou éditorialistes dont on exige impartialité et objectivité. On attend des journalistes et des éditorialistes « classiques » qu'ils honorent l'une des règles de la « grammaire publique » en s'efforçant de distinguer les faits et les commentaires. Les tensions liées à la rencontre de ces deux grammaires - la grammaire publique et la grammaire naturelle (ou de l'engagement) - sont en grande partie résolues par la divergence entre information et opinion. C'est le plus souvent des éditorialistes et commentateurs qui circulent entre politique et journalisme. Car, pour eux, l'exigence d'objectivité journalistique ne vient que dans un second temps.

---

<sup>266</sup> « İrfan Değirmenci sosyal medyadan CHP'den milletvekili aday adayı olduğunu açıkladı » [İrfan Değirmenci a déclaré sur les réseaux sociaux numériques qu'il postule à l'admission à la candidature des députés sur la liste du CHP], *Sözcü*, publié le 1<sup>er</sup> mai 2018, consulté le 10 mai 2021. <https://www.sozcu.com.tr/hayatim/yasam-haberleri/irfan-degirmenci-sosyal-medyadan-chpden-milletvekili-aday-adayi-oldugunu-acikladi/>



## Conclusion du cinquième chapitre

Si le licenciement découle immédiatement de la contrainte politique, la circulation vers d'autres métiers ou la bifurcation professionnelle repose sur des considérations multiples. Les journalistes qui abandonnent les médias généralistes sont difficilement embauchés par les autres médias généralistes. Ils s'orientent vers les médias d'opposition, où ils sont recrutés par divers canaux : réseaux d'amitié, réseaux professionnels ou encore réseaux politiques. La sortie des médias généralistes prend un caractère définitif à partir des événements de *Gezi* en 2013. Une fois licenciés des médias issus des grands groupes médiatiques, les journalistes ne peuvent plus être recrutés par ce type de médias. Car démissionner ou être licencié d'un grand groupe médiatique est assimilé à une posture d'opposition et ce « stigmat » empêche un éventuel recrutement par les médias adossés aux grands groupes industriels. Bien entendu, les frontières ne sont pas fermées pour le passage d'un média généraliste ou d'un média progouvernemental à un média d'opposition, mais le parcours inverse n'est pas possible. De plus, un licenciement suscite rarement un mouvement de solidarité chez les collègues — ce qui va de pair avec l'absence de syndicats. Les licenciés mobilisent plutôt les collègues-amis pour trouver un nouveau job, quand ils veulent continuer à travailler dans les médias.

Les entretiens nous permettent de voir les différentes manières dont les journalistes gèrent la contrainte politique. Ils montrent que la contrainte exercée sur les médias ne signifie pas nécessairement que le gouvernement ait réussi à prendre le contrôle direct des salles de rédaction. La contrainte politique peut parfaitement se combiner avec la gestion des entreprises de médias, ce qui permet d'invoquer des justifications financières à l'appui des mesures prises<sup>267</sup> (la fermeture du journal *Radikal*). Le conflit entre les journalistes et les rédacteurs en chef n'est pas toujours dû à la censure ou à l'autocensure. Ni la contrainte politique, ni le renoncement des journalistes à exercer pleinement leur métier n'expliquent complètement le mécanisme du contrôle qui s'exerce sur les médias turcs. C'est plutôt en observant les passages négociés et les diverses bifurcations professionnelles qu'empruntent les journalistes que nous pouvons identifier, ou au moins éclairer, ces mécanismes.

Souvent perceptible dans l'organisation même de l'espace dans les salles de rédaction, l'écart hiérarchique, surtout dans les grands groupes médiatiques, accroît la précarité des journalistes,

---

<sup>267</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Termination of journalists' employment in Russia: Political conflicts and ordinary negotiation procedures in newsrooms », art. cit, p. 55.

en particulier des jeunes, peu connus du public et qui n'ont pas établi de liens d'amitié ou des relations personnelles avec les patrons. Peu rémunéré et peu prestigieux, le poste de reporter est surtout une première marche pour accéder à des échelons plus élevés. Ce manque de reconnaissance se trouve à l'origine d'une faiblesse structurelle des médias turcs. Comme les reporters sont fréquemment les plus jeunes recrues et des novices qui acceptent de travailler à des salaires bas, il manque aux médias dans ce domaine (le terrain) un effectif expérimenté. Lorsque le reporter a accumulé de l'expérience, il espère une promotion dans un délai assez bref. À défaut, il envisage une reconversion professionnelle. À côté des jeunes reporters, les femmes constituent l'autre catégorie la plus touchée par les inégalités salariales, dans la mesure où elles ont plus de difficultés à fonder leur légitimité dans un environnement de travail essentiellement masculin. La présence croissante des femmes dans les médias ne doit pas conduire à une illusion d'égalité homme-femme. Les postes de journalistes de niveau « cadres », notamment managériaux, demeurent le privilège des hommes. L'environnement de travail reste masculin, la journaliste doit s'y adapter et doit se conformer à certains codes, notamment si elle veut obtenir une promotion.

Dépourvus de protection juridique ainsi que de droits syndicaux, les journalistes deviennent plus fragiles et précaires face aux changements de leurs conditions de travail. En l'absence de droits garantis par un engagement syndical, leurs rapports avec le propriétaire et les dirigeants restent prisonniers des relations interpersonnelles, de plus ou moins grande intimité, qu'ils ont établies avec eux. Un rachat définitif vide de tout sens ces rapports personnels, en ce qu'il fait disparaître le « patron » protecteur. Lorsque le lien personnel n'existe plus, les journalistes se sentent abandonnés et recourent, faute d'autres options, aux liens d'amitié. Un dernier mouvement de syndicalisation peut cependant se produire, lorsque le rachat de la société semble imminent. C'est ainsi que le syndicalisme est revenu à l'ordre du jour chez les professionnels de *Doğan Medya*, qui l'avait pourtant en grande partie éliminé de la scène des médias généralistes, il y a trois décennies. Ce désintérêt pour le syndicalisme jusqu'alors s'explique également par la situation juridique des journalistes face à leur employeur. Elle traduit le caractère négocié et instable des contrats de travail proposés aux journalistes, notamment lorsqu'ils choisissent d'intégrer de grands holdings pour leurs avantages pécuniaires. Malgré cet effort de syndicalisation de dernière minute, le groupe *Demirören* a immédiatement révoqué 45 journalistes, dont 43 étaient membres du syndicat. Les journalistes subissent donc une précarité qui revêt deux aspects liés l'un à l'autre : ils sont fragiles face aux changements institutionnels lorsqu'ils ne sont pas syndiqués, mais leur syndicalisation peut constituer la

raison même de leur licenciement. Le rachat de *Doğan Medya* a symbolisé la fin des médias généralistes (en turc *ana akım medya*), tant par son nouveau propriétaire qui est un proche du pouvoir, que par le limogeage de l'ancien personnel journalistique et son remplacement par un personnel plus jeune, moins connu dans le secteur. Les nouveaux journalistes qui ont remplacé ceux qui ont été limogés sont ainsi plus vulnérables aux pressions du nouveau propriétaire et de l'équipe dirigeante.

Lorsqu'ils quittent les médias généralistes, les journalistes se trouvent face à différentes options. Disposant de moyens financiers suffisants pour vivre sans travail stable, les journalistes relativement aisés choisissent souvent la non-reconversion. Le fait qu'ils se trouvent le plus souvent en fin de carrière facilite ce choix. Toutefois, cette possibilité n'est pas offerte aux journalistes que le chômage prive de toute sécurité financière. Ceux-ci sont en général les jeunes, obligés de continuer à travailler, soit dans d'autres supports dont ils ne partagent pas la ligne éditoriale, soit dans d'autres secteurs. Malgré cette différence, les deux appartiennent à la même catégorie, celle de l'*exit* selon le schéma de Hirschman<sup>268</sup> : le passage à d'autres secteurs et la non-reconversion apparaissent donc comme une sortie définitive du métier tel qu'ils l'avaient pratiqué.

Certains journalistes choisissent de réagir plus nettement. Catégorisés comme *voice*, ceux-ci, licenciés des médias généralistes et qui optent pour rester dans le métier continuent leur carrière journalistique dans les médias d'opposition. Lors de leur passage à ces médias, les autres facteurs tels que la rémunération, les possibilités technologiques, les réseaux professionnels et d'amitié sont aussi importants pour eux que la qualité du journalisme exercé dans l'institution médiatique.

D'autres se voient contraints de quitter le pays. Étant les plus exposés à la répression politique du régime, ils partent en exil en Europe. Quitter la Turquie n'est pas toujours une décision facile. Ces journalistes sont le plus souvent poursuivis par l'appareil judiciaire, qui impose des restrictions à leur liberté de circulation. Quand ce n'est pas le cas, les pressions exercées sont d'ordre pécuniaire. Il n'est pas facile de repartir à zéro. Les enquêtes de terrain auprès des journalistes en exil et leurs récits autobiographiques permettent de constater l'étendue des transformations de leur vie quotidienne et professionnelle. Le déplacement géographique

---

<sup>268</sup> A. O. HIRSCHMAN, *Exit, voice, and loyalty: responses to decline in firms, organizations, and states*, op. cit.

s'ajoute au changement de parcours professionnel provoqué par la répression étatique et la médiatisation de leur procès.

L'exil a non seulement une dimension spatiale, mais aussi une dimension temporelle, et la dimension spatiale ne peut être imaginée sans la dimension temporelle. Lorsque le journaliste quitte son pays, il crée une interruption dans la dimension temporelle, créant ainsi une période d'attente dont la fin est incertaine. Les journalistes exilés attendent au consulat, à la préfecture, ils attendent leur visa, leur titre de séjour, de rencontrer leurs proches<sup>269</sup>. Elena Glöcker considère cette période comme une « attente sans fin » où le départ vers d'autres espaces induit par l'exil signifie simultanément le départ vers d'autres temps ou vers une perception différente du temps. La frontière entre le chez-soi et la « ailleurs » devient simultanément la ligne de démarcation entre l'« avant » et l'« après », cet « après » n'ayant à son tour aucun caractère définitif ou homogène, mais apparaissant d'abord comme un « entre-deux » transitoire. Dans cet « entre-deux » se rencontrent les dimensions spatiales et temporelles de l'existence et de la période d'attente des migrants<sup>270</sup>.

L'exil touche brutalement la vie des journalistes. Une grande partie de la littérature sur l'exil traite de « l'aspect liminal de l'exilé, un état d'incertitude continue et d'identité problématique, mais aussi de possibilité<sup>271</sup> ». À l'étranger, ils recommencent leur vie à zéro. L'exil impose donc ses propres conditions, à commencer par une réorganisation de la vie quotidienne sur le plan administratif. Celle-ci est d'autant plus difficile quand le journaliste ne connaît pas la langue du pays d'exil, puisqu'il se trouve alors seul face aux tracasseries administratives telles que l'obtention d'un titre de séjour lui permettant de travailler à l'étranger. De nombreux journalistes en exil ont évoqué ces difficultés de la vie quotidienne. Les institutions à but non lucratif comme *Reporters sans frontières* et *PEN Allemagne* aident les journalistes en exil à résoudre leurs problèmes administratifs. L'environnement social, encore une fois, joue un rôle crucial pour surmonter ce type de difficultés. L'intérêt de l'Allemagne pour la Turquie a favorisé l'obtention de permis travail pour les journalistes turcs qui s'y sont exilés. C'est dire que les statuts juridiques, les conditions de travail, le soutien des organisations internationales, à côté du passé professionnel et du capital social du journaliste

---

<sup>269</sup> Elena GLÖCKLER, « Warten ohne Ende. Formen des Warten im Exil - an Beispielen aus dem Werk Vladimir Nabokovs, Anna Seghers' und Herta Müllers. », in Daniel KAZMAIER, Julia KERSCHER et Xenia WOTSCHAL (dir.), *Warten als Kulturmuster*, Würzburg, Königshausen & Neumann, 2016, p. 98.

<sup>270</sup> *Ibid.*, p. 99.

<sup>271</sup> R. KEDWARD, « La Résistance et le discours de l'exil », art. cit, p. 56.

jouent un rôle déterminant dans le choix du pays d'accueil. Notons que leur naturalisation ou leur retour en Turquie ne sont pas au cœur des préoccupations des exilés. Bien qu'ils se qualifient eux-mêmes volontiers d'« exilés », ils veulent avant tout être reconnus en tant que « journalistes » et se tenir éloignés des identifications réductrices que la société serait tentée de leur assigner.

D'autres interviewés ont opté pour la politique. Contrairement aux journalistes en exil, ceux-ci ne sont pas obligés de quitter le pays, ils ont la possibilité de rester en Turquie. Cependant, comme les journalistes en exil, leur capital économique (les moyens financiers) et social (leur entree dans le monde politique) joue un rôle très important dans leur insertion dans la vie politique. La plongée quotidienne des journalistes dans l'univers des partis politiques ne transforme pas seulement la rédaction et l'activité journalistique, mais influe aussi sur les relations politico-médiatiques. Les journalistes qui passent à la politique sont en grande partie ceux dont l'engagement ou la couleur politique étaient déjà connus. Élaborée dans les limites du présent travail, la liste n'en est bien évidemment pas exhaustive. Nous pouvons citer, entre autres, Utku Çakırözer, Oktay Ekşi et Enis Berberoğlu, les trois journalistes élus du CHP. Si les journalistes mettent le pied dans le monde politique, ils se considèrent néanmoins et continuent de se présenter comme journalistes. A leurs yeux, cette qualité n'expire jamais. Ils la conservent à vie. Pour les journalistes qui franchissent la frontière entre les univers journalistique et politique, les rapports avec les politiques constituent à la fois le moyen et la fin<sup>272</sup>. Le moyen, car le capital social construit pendant l'activité journalistique leur permet d'entrer dans le monde politique ; la fin, car le choc entre l'annulation de la distance avec le pouvoir et les sources, d'une part, et le métier du journaliste, d'autre part, met la fin à l'activité journalistique qui consiste à distinguer les faits et les commentaires. Par un paradoxe apparent entre la familiarité et la distance, les journalistes dont les chemins passent par le monde politique ne font plus le travail de « collecte des informations », mais deviennent eux-mêmes les commentateurs de l'actualité dans les journaux, les débats télévisés ou encore sur leurs chaînes sur YouTube.

---

<sup>272</sup> Nicolas KACIAF, « Des dissidences aux confidences. Ce que couvrir un parti veut dire », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 36.

## Conclusion : circulations et négociations journalistiques

- L'accent sur microrécits
- Les paradoxes qui tissent le récit
- Les horizons futurs

### *L'accent sur microrécits*

Au cours de cette thèse, on m'a demandé maintes fois quel en était le sujet, comme on le demande à tous les doctorants. Mes réponses étaient en général vagues et très générales, je répondais souvent que je travaillais sur la production journalistique en Turquie entre 2013 et 2018. Les réactions, bien que variées, étaient souvent similaires : « N'est-ce pas évident ? Il y a eu des pressions sur les journalistes, par conséquent, ils ne pouvaient pas faire leur travail correctement ». Dans la présente recherche, j'ai essayé de faire ressortir la partie du travail journalistique la moins évidente à première vue. L'objectif de cette thèse était de montrer comment un contexte que je qualifie d'exceptionnel, marqué par l'autoritarisme, a transformé la production journalistique, les conditions de travail de la profession, ainsi que les stratégies et négociations mises en œuvre par les journalistes. À la différence de la majorité des travaux portant sur les médias turcs qui proposent de grands récits se penchant sur des institutions, des contenus de la production journalistique ou encore sur la consommation des médias turcs<sup>1</sup>, je me suis employée à tisser des microrécits mettant en avant les expériences professionnelles et personnelles des journalistes des médias généralistes, dans cette période caractérisée par l'autoritarisme du pouvoir AKP. Dans cette optique, les journalistes et les professionnels des médias de tout rang « ne peuvent donc pas être regardés comme les “marionnettes d'une nécessité qu'il faut décrire”<sup>2</sup> ». La tâche était plutôt de considérer les pratiques des journalistes en prenant en compte leurs interactions avec le monde journalistique qui les entoure, tout en n'oubliant pas le contexte d'exception qui structure la production journalistique.

---

<sup>1</sup> Voir Bilge YESİL, *Media in New Turkey: The Origins of an Authoritarian Neoliberal State*, University of Illinois Press, 2016 ; Vahdet Mesut AYAN, *AKP Devrinde Medya Alemi* [Le monde des médias pendant la période AKP], Istanbul, Yordam Kitap, 2019 ; Ceren SÖZERİ, *Türkiye'de Medya - İktidar İlişkileri. Sorunlar ve Öneriler* [Les relations entre le pouvoir et la presse en Turquie. Les problèmes et les propositions], Istanbul, İstanbul Enstitüsü Medya ve İletişim Merkezi, 2015 ; Gülseren ADAKLI, « Türk Medyasında AKP Etkisi » [L'influence de l'AKP sur les médias turcs], in *AKP : Bir Dönüşümün Bilançosu* [AKP : bilan d'une période], Ankara, Phoenix Yayınları, 2009.

<sup>2</sup> Cyril LEMIEUX, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Éditions Métailié, 2000, p. 444.

Tout au long de la thèse, je me suis référée principalement à la littérature sur le journalisme dont les observations ou les démonstrations ne s'appliquent pas, originellement, au contexte que j'étudiais. Outre la littérature sur le journalisme en France, j'ai mobilisé principalement les travaux de Françoise Daucé et Ivan Chupin sur le journalisme en Russie<sup>3</sup>. Ceci étant, les analyses que j'ai faites du journalisme en Turquie pendant la période AKP rejoignent des éléments transversaux observés dans les analyses du journalisme dans d'autres pays. En ce sens, ce travail apporte des connaissances sur la sociologie du journalisme et sur la sociologie des professions non seulement de la Turquie contemporaine, mais aussi de pays gouvernés par des régimes autoritaires. La période que j'étudie se distingue notamment par une forte circulation des journalistes. J'ai utilisé le cadre conceptuel triptyque d'Albert Hirschman « *exit—voice—loyalty* » conçu à l'origine pour expliquer les comportements des clients vis-à-vis des produits d'entreprises commerciales. J'ai déplacé les rapports entre clients et produits de manière à comprendre les rapports des journalistes avec leur métier. En parallèle à l'accent mis sur la méthode qualitative, j'ai tenu compte par-dessus tout de l'attitude des journalistes eux-mêmes vis-à-vis de leur métier. Dans un contexte autoritaire marqué par les contraintes politiques qui pèsent sur les journalistes et créent une atmosphère de méfiance et de suspicion, pratiquer le métier de journaliste représente un défi à relever à chaque instant. C'est sous cet angle que ces trois concepts servent à appréhender les comportements des journalistes. Il faut noter également que les pratiques journalistiques constituant le cœur de mes recherches, ces comportements font l'objet d'analyses transversales tout au long de ce travail.

J'ai montré dans l'analyse des reconversions, qu'elles soient volontaires ou imposées, des journalistes turcs, que plusieurs types d'événements poussent l'individu à se reconverter. À côté des reconversions subies, j'ai identifié que le licenciement n'était pas le seul facteur déclenchant de la reconversion. En effet, il existe tout un ensemble d'événements qui se cumulent et qui incitent l'individu à se reconverter : petit à petit il apprivoise l'idée de reconversion. L'idée de rompre avec les médias généralistes ne vient pas au journaliste d'un seul coup, c'est un processus qui se construit dans le temps, au fur et à mesure que le journaliste observe et est témoin de l'aggravation de la censure et de l'autocensure, elles-mêmes liées aux contraintes politiques et économiques, et de la dégradation de la qualité du travail journalistique

---

<sup>3</sup> À titre illustratif, Ivan CHUPIN et Françoise DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? La banalité des bifurcations dans les carrières journalistiques en Russie contemporaine », *Réseaux*, 199-5, 2016 ; Ivan CHUPIN et Françoise DAUCÉ, « Termination of journalists' employment in Russia: Political conflicts and ordinary negotiation procedures in newsrooms », *Laboratorium*, 9-2, 2017 ; Ivan CHUPIN, « Des médias aux ordres de Poutine ? L'émergence de médias d'opposition en Russie », *Savoir/Agir*, 28-2, 2014.

dans les grands groupes médiatiques. Le licenciement, en revanche, est un facteur déclenchant puisqu'il est imposé d'en haut, dans des circonstances si pesantes que l'individu se trouve dans l'incapacité d'agir. Il est « enfermé dans la situation<sup>4</sup> ». Cependant, même dans les cas de licenciements, l'individu n'est jamais totalement surpris par la rupture de son contrat. Il est toujours conscient des relations qui prévalent avec les propriétaires et de l'instabilité de ses conditions de travail, qui préexistaient et à l'égard desquelles il a pris une distance critique depuis un certain temps.

Les stratégies de reconversion diffèrent selon les conditions propres à chaque journaliste. Il est possible à ceux qui ont les moyens financiers de vivre sans un travail stable (la non-reconversion). Toutefois, pour les journalistes qui éprouvent des difficultés financières lors de leur chômage, la non-reconversion n'est pas une option : ils sont obligés de continuer à travailler soit dans d'autres domaines, soit toujours dans les médias ; jamais dans les grands groupes médiatiques, plutôt dans les médias alternatifs qualifiés d'autonomes vis-à-vis des pressions du gouvernement AKP. Dans ce climat politique où le risque est grand de perdre à tout moment son travail, les journalistes exercent dans des conditions précaires et les spécificités inhérentes à la profession journalistique sont reléguées au deuxième plan. Il en découle une dégradation des standards journalistiques. Quand elle survient, la rupture avec les médias généralistes, dans tous les cas, est décrite comme un soulagement, une libération des tâches administratives que les intéressés qualifient d'activités de « médiation » entre le patron du groupe médiatique et les politiques du gouvernement AKP, très éloignées d'un véritable travail de journaliste. Les exemples montrent que le contrôle politique peut se conjuguer avec la logique marchande des entreprises de médias, pour faciliter le recours à des justifications financières en cas de conflit (manque de revenus publicitaires, préoccupations des sponsors, etc.) ou imposer une politique de (pseudo) neutralité des médias généralistes. Ni le contrôle autoritaire sur les médias ni la renonciation au métier des journalistes n'expliquent pleinement comment le contrôle est exercé sur les journalistes turcs. C'est plutôt à travers les justifications visant à éviter les controverses politiques que l'on peut identifier les reconfigurations de l'espace public<sup>5</sup> en Turquie. Les motifs des ruptures de contrats que j'ai analysés dans cette partie sont emblématiques de la diversité des pressions qui s'exercent sur les journalistes<sup>6</sup>.

---

<sup>4</sup> Christophe DEJOURS, *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.

<sup>5</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Termination of journalists' employment in Russia: Political conflicts and ordinary negotiation procedures in newsrooms », art. cit, p. 55.

<sup>6</sup> Françoise DAUCÉ, « Le Journalisme en Ligne en Russie : Les Contraintes Ordinaires du Contrôle Politique », *Centre d'études et de Recherches Internationales*, , 2014, p. 34.



Dans cette analyse empirique des reconversions des journalistes, j'ai essayé de retracer les parcours de vie après le licenciement. Si les motifs des licenciements ou des démissions sont similaires, les démarches de reconversion des journalistes sont toujours subjectives et singulières. L'examen des reconversions des journalistes sous la période AKP peut offrir des perspectives sur la trajectoire des journalistes postérieurement à leur carrière dans les grands groupes médiatiques et peut fournir des pistes sur leurs stratégies de résistance aux contraintes imposées à la presse turque.

Avant d'entrer dans le vif des transformations des pratiques journalistiques qui se sont concrétisées sous le gouvernement AKP, j'ai proposé une sociologie des professions du métier de journaliste partant de l'analyse de l'initiation au métier, pour bien rendre compte des trajectoires des journalistes. En premier lieu, cette quête a mis en évidence l'existence de trois catégories distinctes et d'un effet générationnel. Le premier groupe, l'encadrement journalistique de plus en plus souvent limogé par l'AKP, est le produit d'un réseau dense de socialisations politiques existant dans les années 1970 suivi d'un désengagement militant progressif. Le deuxième groupe est constitué des journalistes formés sur le tas. Ils sont diplômés d'écoles et d'universités enseignant des disciplines autres que le journalisme. Se distinguant dès son plus jeune âge par une prédilection pour la lecture, la majorité de ce groupe s'est d'abord dirigée vers les sciences sociales. Ils ont appris le métier en le pratiquant. Le dernier groupe, qui est le moins représenté dans mon échantillon, est composé de journalistes diplômés des facultés de communication ou de journalisme. Contrairement aux deux premiers groupes, ils exercent le métier pour lequel ils ont reçu une formation initiale. Malgré cet avantage apparent, la qualité de l'éducation dispensée dans ces facultés est si basse et si loin de bien préparer les étudiants à leur vie professionnelle (*doxa* partagée par les diplômés eux-mêmes) qu'ils entrent dans le secteur médiatique pendant leur cursus, pour apprendre sur le tas. Donc, pour cette catégorie aussi, l'éducation est accessoire et la pratique prend le pas sur la formation. Ces parcours signalent un milieu professionnel peu structuré, peu formalisé où les tendances politiques et les rapports personnels jouent un rôle prépondérant. Ces défauts, alliés à un taux de syndicalisation très bas et à la faiblesse des organisations professionnelles, rendent les journalistes d'autant plus vulnérables aux pressions politiques et économiques.

C'est à travers les pratiques journalistiques que j'ai procédé à l'analyse des transformations vécues par les acteurs des médias dans la presse écrite et télévisée turque. La période en question se caractérise par la mainmise progressive du pouvoir AKP sur les médias généralistes,

période qui s'est achevée par le rachat du groupe *Doğan*. Cette mainmise s'est concrétisée avec le changement des propriétaires de médias. Effet domino dans l'entreprise, ceci a entraîné le remplacement progressif des dirigeants de médias que l'on appelle l'ancienne élite par les nouveaux cadres proches de l'AKP. Cette centralité excessive du pouvoir a engendré un changement notable dans les responsabilités qu'exercent les dirigeants des médias. Avec les pressions croissantes pesant sur les médias et leurs propriétaires, les dirigeants de médias se sont vus contraints de jouer le rôle de négociateur entre le gouvernement et les propriétaires de ces médias.

À la différence des études ayant pour objet la relation des médias au pouvoir ou l'organisation structurelle des médias, ou encore, la concentration des médias<sup>7</sup>, je me suis ainsi focalisée sur les pratiques individuelles des journalistes en centrant mon propos sur les négociations et les microstratégies mobilisées par les journalistes. J'ai ainsi montré que les journalistes recourent à des microstratégies pour contourner la contrainte politique : dévoiler sur les réseaux sociaux, Twitter, Facebook ou encore sur leur blog personnel, ce qui est censuré dans les médias traditionnels, trouver d'autres débouchés moins assujettis à la contrainte politique ou hors de portée du pouvoir dans les médias traditionnels locaux ou internationaux, organiser une diffusion différée dans un créneau horaire où la sortie d'une information sera plus discrète, afficher un comportement faussement docile devant l'autorité pour rester fidèle à la véracité de la nouvelle, citer la nouvelle sortie par une autre institution médiatique pour ne pas devenir la cible du pouvoir, même si la source est ouvertement accessible. Le point commun de ces stratégies réside dans le fait qu'elles éludent une confrontation directe avec les dirigeants et les instances politiques qui imposent la censure. Démunis de tout soutien syndical et tributaires de la protection patronale, les journalistes doivent adopter des tactiques de dissimulation. Dans certains cas, l'instantanéité du direct les aide dans cette stratégie.

Pour éviter toute approche réductionniste mettant en avant l'hypothèse selon laquelle « aucune information critiquant l'AKP ne peut être diffusée », j'ai développé une analyse qui met l'accent sur les relations des journalistes de différents statuts entre eux et avec le pouvoir. Malgré le contexte répressif, les mobilités, les recrutements, les relations professionnelles et aussi la production journalistique sont déterminés, dans une large mesure, par les interactions personnelles existant entre les journalistes de différents échelons hiérarchiques, et parfois avec

---

<sup>7</sup> Cf. Gülseren ADAKLI, « Capital and capitalists in Turkey. Media capital and ultra-cross media ownership », *Perspectives*, 8, 2014.

le propriétaire. J'ai établi que le journalisme, exercé tant dans les médias généralistes que dans les médias d'opposition, est le produit de négociations réciproques qui peuvent être revisités selon le contexte du moment.

### *Les paradoxes qui tissent le récit*

Le postulat majeur de ce travail s'appuie sur le rejet d'un grand récit linéaire axé sur l'évolution des médias en Turquie au cours de son histoire récente. Tout au long de ce travail, j'ai tissé des récits de moindre envergure, traversés par des paradoxes et des résultats inattendus. Et c'est notamment ces paradoxes qui répondent à la question rhétorique que l'on me posait sur la présupposée évidence de la situation des médias en Turquie. Voyons, pour la dernière fois, ces paradoxes qui explicitent la contribution de la méthode qualitative adoptée :

Commençons par les paradoxes inscrits dans l'organisation sociale du métier. L'hétérogénéité des journalistes en tant que groupe professionnel est bien attestée par des différences matérielles ainsi que par des inégalités dans leurs relations professionnelles. La hiérarchie professionnelle des journalistes se décline notamment en fonction de la proximité personnelle avec le « patron » du journal. Ce sont notamment aux cadres dirigeants et aux journalistes d'opinion que s'adressent davantage les acteurs politiques, parce qu'ils sont plus visibles que les autres acteurs de ce secteur. Plus prospère, ce groupe se dissocie ainsi des autres journalistes par son salaire, par son style de vie et par les relations qu'il entretient avec les autres membres de l'élite. Certes il occupe des positions privilégiées, mais les fonctions qu'il remplit et ses contacts directs avec les autres élites le rendent plus vulnérable aux contraintes politiques. En cas de conflit avec le pouvoir politique, ou de rachat, les élites journalistiques s'avèrent pourtant être les premières cibles éliminées par les nouveaux propriétaires. Elles sont les plus exposées à la violence de l'autorité politique. Il y a donc un prix élevé à payer pour les privilèges dont ils jouissent pendant les périodes de calme.

Les rapports des journalistes avec l'employeur ainsi qu'avec les syndicats sont les plus féconds en termes de paradoxes. De manière réciproque, la nature conventionnelle des relations des journalistes avec le « patron, » un thème récurrent de ce travail, conditionne la hiérarchie des rangs autant qu'elle est conditionnée par la hiérarchie des rangs. La proximité avec l'employeur confère des privilèges. Pourtant, ce qui se traduit par des avantages pour une certaine période devient un désavantage, à partir du moment où le rachat par un groupe proche du pouvoir

politique se dessine à l'horizon. Car les rapports personnels se vident de leur sens avec la perte du « patron » protecteur. Lorsque l'allégeance personnelle ne joue plus, les journalistes subissent un abandon brutal. Parallèlement au recours à leurs liens d'amitié peut alors survenir une adhésion précipitée à un syndicat, lorsque le rachat de la société s'annonce imminent. C'est dans cette configuration marquée par l'absence de syndicalisation dans l'entreprise que le syndicalisme revient à l'ordre du jour chez les professionnels de *Doğan Medya*, alors que c'est le même *Doğan Medya* qui l'avait progressivement banni de la scène des médias généralistes. Le manque d'intérêt pour le syndicalisme jusqu'alors s'explique aussi par le statut juridique qu'ils avaient accepté pour travailler dans de grands holdings, pour les avantages pécuniaires qu'ils offraient. En dépit de cette adhésion dans l'urgence, le groupe *Demirören*, le nouveau propriétaire, a commencé par licencier 45 journalistes, dont 43 venaient d'adhérer au syndicat. Lors d'une reprise, les journalistes sont donc précaires et peu protégés quand ils ne sont pas syndiqués, mais la syndicalisation peut conduire elle-même à leur licenciement.

Toujours lié à l'organisation du travail, un autre paradoxe concerne la division du travail genrée des pratiques journalistiques. La présence croissante des femmes dans les médias, notamment sur les écrans, risque de conduire à une illusion d'égalité homme-femme. Ce n'est pourtant pas le cas. Dans un milieu professionnel particulièrement masculin où une hiérarchie stricte règne entre les différents échelons, les postes de journalistes de niveau « cadre », notamment managériaux, demeurent l'apanage des hommes : les femmes ont plus de difficultés à fonder leur légitimité dans une ambiance de travail masculine. Du point de vue pécuniaire, ce sont les femmes qui forment la catégorie la plus touchée par les disparités salariales. La promotion de quelques femmes, phénomène exceptionnel, est loin réduire véritablement les inégalités. L'environnement de travail devient encore plus masculin dans les rangs supérieurs. Sans véritables perspectives d'évolution, les femmes sont le plus souvent condamnées à des rôles d'*outsider*.

Une autre catégorie émerge quand on s'attache à l'étude des rapports des correspondants à Ankara avec les politiques. À Ankara, les activités journalistiques sont tributaires des relations intimes que les journalistes développent avec les politiques dans la durée. C'est le plus souvent l'apanage des journalistes expérimentés de recueillir des informations *off the record*. Cependant, cette familiarité est susceptible d'altérer la nature « professionnelle » de la relation. L'intimité des journalistes avec les acteurs politiques s'inscrit ainsi dans un double registre : d'une part, les journalistes se procurent des informations précieuses qu'ils ne pourraient pas

obtenir sans cette ambiance informelle. De l'autre, la trop grande familiarité ouvre la voie à des demandes souvent éloignées de la déontologie journalistique.

La relation du journaliste avec la politique reste problématique. Les rapports professionnels des journalistes qui évoluent entre la sphère politique et la sphère journalistique s'inscrivent dans une double logique : ces rapports représentent à la fois le moyen et la fin<sup>8</sup>. Le moyen, au sens où le capital social construit à l'occasion de leur activité journalistique leur permet d'entrer dans le monde politique ; la fin, au sens où la perte de la notion de distance à respecter avec les pouvoirs qui sont en même temps les sources, incompatible avec les règles déontologiques, met fin à l'activité journalistique au sens où elle consiste à distinguer les faits et les commentaires. Par une apparente contradiction entre identité journalistique et identité politique, les journalistes dont les parcours professionnels passent par le monde politique en viennent à cesser « tout travail de recueil de l'information », tant et si bien qu'ils se transforment en commentateurs de l'actualité dans les journaux, les débats télévisés ou encore sur leurs chaînes sur YouTube.

Restons au niveau des conditions de la production des informations. Les microstratégies élaborées par les journalistes en vue de contourner la contrainte politique typiquement incarnée par la censure font dans mon travail l'objet d'une analyse approfondie. Ces stratégies ne s'avèrent pourtant pas toujours fructueuses. Quand elles échouent, les journalistes sont contraints de battre en retraite. Il leur importe alors de se protéger, ce qu'ils pensent pouvoir réussir en renonçant à diffuser une information ou en retirant leur signature si la diffusion a lieu. Ces deux actions pourtant contradictoires participent à la « co-construction d'un espace médiatique loyal au pouvoir<sup>9</sup> » et tout en même temps contribuent à sa déconstruction.

Le contexte autoritaire, avec ses instruments répressifs, conduit à une politisation accrue de l'espace public, alors qu'il purge les médias de tout contenu critique. Fatigués de gérer les lourdes contraintes politiques ainsi que les attaques collectives menées contre eux par des trolls, certains journalistes quittent les services politiques pour écrire dans des rubriques jugées moins politiques, telles que *culture* ou *lifestyle*. Ces dernières ne se trouvent cependant plus à l'abri de la politisation. Avec la montée de la *tabloïdisation*, les partis pris politiques des vedettes s'invitent dans l'ordre du jour de la *presse people*. Thématiser ces rubriques n'offre plus aux journalistes le refuge qu'ils cherchent. Cette hyperpolitisation consacre en même temps la

---

<sup>8</sup> Nicolas KACIAF, « Des dissidences aux confidences. Ce que couvrir un parti veut dire », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 36.

<sup>9</sup> I. CHUPIN et F. DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? », art. cit, p. 150.

disparition des médias généralistes qui se donnaient jusqu'alors pour rôle d'incarner le juste milieu.

Les déconvenues ne sont cependant pas réservées qu'aux journalistes. Le pouvoir politique en a sa propre part en ce que les pratiques censoriales du régime autoritaire ne produisent pas toujours les effets désirés. Les événements de *Gezi* et leur couverture partielle par les médias généralistes, en raison des pressions politiques qui suscitent depuis un certain temps une profonde inertie chez les journalistes, illustrent le décalage entre le résultat attendu et le produit final. Car la non-diffusion des événements en direct par les médias généralistes a paradoxalement contribué à leur dissémination massive. Elle s'est effectuée à travers les réseaux sociaux. Lorsque le gouvernement a procédé au blocage de l'accès aux réseaux sociaux pour entraver la propagation de l'information, l'initiative s'est avérée trop tardive : les événements de *Gezi* ont marqué un tournant dans les rapports conflictuels entre le régime et ses opposants.

Se concentrant souvent sur l'expansion de l'emprise du régime autoritaire sur les médias, les grands récits que je critique régulièrement dans ce travail tendent à ne pas prêter une attention suffisante au dynamisme créatif que cette même influence engendre. Exclues des médias généralistes ou progouvernementaux, certains journalistes partent à la recherche de débouchés dans des médias à dimension internationale, implantés et diffusant à l'étranger ou tournés vers l'intérieur. Certains des exilés fondent leurs propres médias, alors qu'une autre partie rejointe des médias déjà existants. Dans le pays même, de nouveaux médias tels que *T24*, *Medyascope*, *GazeteDuvar* et *Karar* voient le jour également. Si le régime autoritaire ferme des institutions médiatiques et met à l'écart les journalistes, cela provoque aussi une effervescence intellectuelle, même si elle demeure toujours enserrée dans les contraintes politiques et économiques.

En raison de sa proximité idéologique avec le pouvoir en place, les enjeux politiques et économiques autour du journal *Karar* révèlent quelques apories non apparentes, que l'analyse des autres médias n'aurait pas permis de déceler. L'analyse de ces enjeux fait apparaître en effet l'obsession du régime pour le pouvoir, qui se traduit par sa « non-discrimination » complète à l'égard de toute opposition. Mis à l'index par le régime, le journal *Karar* subit un blocus économique qui le prive de tout revenu publicitaire. Dans cette circonstance, il ne peut plus compter que sur les revenus de ses ventes. C'est ici que l'aporie apparaît : l'effondrement de la

livre turque rend le prix du papier importé si élevé que la vente d'un exemplaire ne couvre pas son coût de production. D'une part, le journal doit se vendre autant que possible pour propager ses idées. D'autre part, le nombre des copies vendues doit être limité pour ne pas conduire le journal à la faillite. Fondé au départ en tant que site internet, ses responsables envisagent un an plus tard une sortie du journal en version papier. Informés en amont de cette intention, le pouvoir politique essaie de dissuader les dirigeants du journal en leur promettant une prospérité matérielle à condition qu'ils se limitent à la version en ligne. Cette démarche témoigne de la pérennité du pouvoir symbolique de la version papier des journaux, lors même que les réseaux sociaux numériques et les sites d'information règnent sur la scène médiatique. L'inflation des sites d'information en ligne n'abolit pas l'importance de la version papier, même si le nombre de lecteurs des versions papiers est en déclin constant.

### *Les horizons futurs*

Au lieu d'une analyse linéaire avançant une amélioration constante ou un déclin constant de la presse en Turquie, j'ai proposé ici une analyse qui explique les conditions qui prévalent dans les médias d'opposition, la circulation des journalistes entre différents types de médias et les motifs de départ pour l'Europe de certains. J'ai observé également que les journalistes, malgré les conditions qui leur sont imposées, s'engagent et se politisent de plus en plus. En raison de leur caractère extrême, ces conditions conduisent certains à s'exiler en Europe. Ceci représente encore un vaste champ à explorer<sup>10</sup>. Les rapports des journalistes en exil avec des universitaires en exil également et d'autres émigrés installés en Europe pour des raisons similaires restent aussi à étudier.

Je me suis concentrée sur les chaînes d'informations en continu et les quotidiens nationaux des grands groupes industriels, mais il resterait à analyser un éventail encore plus large : les médias d'opposition qui diffusent sur internet, les magazines, la radio, les blogs et sites de réseaux sociaux et le journalisme pratiqué par les journalistes en exil. Le journalisme sur internet, dont j'ai parlé plus haut, est un champ qui prend de plus en plus d'ampleur et qui mériterait de nouvelles études. En ce sens, les pratiques contemporaines, dans les médias d'opposition, et en

---

<sup>10</sup> Je ne peux signaler ici que le travail préliminaire de Kübra Zeynep SARIASLAN, « This is not journalism. Mapping new definitions of journalism in German exile », *Leibniz-Zentrum Moderner Orient Working Paper*, 25, 2020, p. 1-13.

particulier, dans les médias apparus à la suite du rachat de *Doğan Medya* devraient faire l'objet de plus amples investigations.

La question primordiale qui reste ouverte concerne cependant l'avenir du régime autoritaire au pouvoir en Turquie. L'AKP et son allié, le MHP, perdent leurs électorats respectifs d'autant plus rapidement que la crise économique que traverse le pays s'aggrave. Si le régime réussit à se maintenir au pouvoir malgré la crise, on peut imaginer que le cadre d'analyse spécifique aux régimes autoritaires continuera à dominer les travaux scientifiques. Dans le cas contraire, il y aura lieu de tester une fois encore le schème proposé par Gilles Dorronsoro et Benjamin Gourisse, que l'on a cité dans l'introduction : une période de coalition instable qui succédant à une période relativement stable de gouvernement monopartisan. Dans ce nouveau climat, susceptible d'être marqué par un retour de la liberté d'expression — même si cette liberté n'est qu'un effet secondaire de l'instabilité politique — les médias d'opposition et les médias indépendants mériteraient d'être analysés sous un jour nouveau, selon leurs positions respectives dans cette nouvelle configuration politique.



## Annexes

Annexe 1 : Tableau des journalistes

Nombre	Nom anonymisé	Institution médiatique	Age	Position	Date de l'entretien	Lieu de l'entretien
1	Zeynel	Hürriyet	48	Correspondant à Ankara	21 avril 2017	Ankara
2	Hakan	Gazeteduvar	46	Journaliste de desk	13 août 2017	Istanbul
3	Demir	Milliyet	65	Rédacteur en chef	14 août 2018	Istanbul
4	Ayşe	CNN Türk	51	Organisatrice d'émission	15 octobre 2016	Istanbul
5	Mehmet	Cumhuriyet	50	Rédacteur en chef	24 juillet 2019	Istanbul
6	Metin	Hürriyet	65	Éditorialiste	21 avril 2017	Istanbul
7	Fırat	CNN Türk	62	Directeur de publication	28 décembre 2018	Istanbul
8	Hakkı	Milliyet	77	Éditorialiste	25 avril 2019	Istanbul
9	Osman	Posta	74	Éditorialiste	17 avril 2017	Istanbul
10	Tarık	Hürriyet	74	Éditorialiste	3 octobre 2017	Istanbul
11	Murat	Milliyet	40	Journaliste de desk	9 août 2017	Istanbul
12	Irmak	Hürriyet	43	Éditorialiste	2 août 2017	Istanbul
13	Sema	CNN Türk	42	Journaliste de desk	22 août 2017	Istanbul
14	Mert	CNN Türk	50	Organisateur d'émission	4 novembre 2016	Istanbul
15	Funda	Habertürk	47	Organisatrice d'émission	21 décembre 2016	Istanbul

16	Begüm	Hürriyet	47	Journaliste de desk	2 août 2017	Istanbul
17	Hamit	Hürriyet	57	Éditorialiste	17 août 2017	Ankara
18	Kutay	Hürriyet	45	Directeur de publication	2 août 2017	Istanbul
19	Hazal	Hürriyet	46	Correspondant à Ankara	21 avril 2017	Ankara
20	Zeynep	Milliyet	34	Reporter	30 juin 2017	Istanbul
21	Hatice	Hürriyet	43	Reporter	20 avril 2017	Ankara
22	Eren	Diken	49	Éditorialiste, commentateur	20 octobre 2016	Istanbul
23	Ali	Cumhuriyet	51	Reporter	11 août 2019	Istanbul
24	Kemal	Cumhuriyet	60	Éditorialiste, commentateur	5 août 2019	Istanbul
25	Mete	Yeni Şafak	52	Éditorialiste, commentateur	14 janvier 2016	Istanbul
26	Özcan	Radikal	49	Reporter, éditorialiste	12 mai 2017	Paris
27	Emre	CNN Türk	54	Directeur de publication	1 octobre 2017	Istanbul
28	Yağız	CNN Türk	52	Coordinateur de l'information	21 août 2017	Istanbul
29	Celal	Habertürk	59	Organisateur d'émission, éditorialiste	12 février 2016	Istanbul
30	Serkan	CNN Türk	38	Journaliste de desk	15 avril 2017	Istanbul
31	Ege	Karar	62	Éditorialiste, correspondant à Ankara	24 août 2019	Istanbul

32	Melih	Karar	66	Éditorialiste	16 septembre 2020	Istanbul
33	Yiğit	Karar	55	Éditorialiste	24 août 2019	Istanbul
34	Hasan	Karar	53	Rédacteur en chef, éditorialiste	16 septembre 2020	Istanbul
35	Ebru	CNN Türk	70	Organisatrice d'émission	8 décembre 2016	Istanbul
36	Doruk	NTV	53	Directeur de publication	20 août 2018	Adatepe
37	Bora	Hürriyet	44	Directeur de publication	14 août 2018	Istanbul
38	Onur	CNN Türk	45	Journaliste de desk	26 juillet 2017	Istanbul
39	Cem	Hürriyet	43	Journaliste de desk	5 juillet 2017	Istanbul
40	Güzin	Akşam	67	Rédactrice en chef	27 juillet 2019	Istanbul
41	Cemil	Artıgerçek	65	Rédacteur en chef	1 novembre 2017	Cologne
42	Yakup	Ahval	65	Rédacteur en chef	22 novembre 2018	Paris
43	Refik	Cumhuriyet	54	Correspondant à Ankara	19 août 2019	Istanbul
44	Mahsun	NTV	55	Directeur de publication	7 août 2019	Istanbul
45	Rıfat	Star	68	Éditorialiste	25 avril 2019	Istanbul
46	Şefik	CNN Türk	63	Correspondant à Ankara	21 avril 2019	Istanbul
47	Veysel	Radikal	34	Reporter	2 novembre 2017	Cologne
48	Sinan	Habertürk	47	Reporter	3 septembre 2017	Istanbul
49	Seyfi	Habertürk	53	Directeur de publication	3 septembre 2017	Istanbul

50	Akif	CNN Türk	89	Éditorialiste, commentateur	10 avril 2016	Istanbul
51	Talat	Hürriyet	78	Rédacteur en chef	4 mai 2017	Istanbul
52	Ekin	CNN Türk	49	Organisateur d'émission, éditorialiste	20 octobre 2016	Istanbul
53	Ersan	Hürriyet	42	Directeur de publication	2 août 2017	Istanbul
54	Sedat	Cumhuriyet	74	Éditorialiste	16 avril 2017	Istanbul
55	Songül	Hürriyet	51	Reporter parlementaire	20 avril 2017	Ankara
56	Samet	Habertürk	48	Journaliste de desk	18 décembre 2016	Istanbul

Annexe 2 : Tableau des groupes médiatiques

Nom du groupe médiatique	Institutions médiatiques	Propriétaire	Années actifs
Doğan	Milliyet, Hürriyet, Posta, Fanatik, Radikal, Gözcü, Vatan, Kanal D, CNN Türk, Star TV, Radyo D, CNN Türk Radyo	Aydın Doğan	1997 - 2018
Uzan	Star	Cem Uzan	1986 - 2004
Çukurova	Akşam, Tercüman, Güneş, Show TV, Skytürk	Mehmet Emin Karamahmet	1923 - 2013
Demirören	Milliyet, Hürriyet, Posta, Hürriyet Daily News, Fanatik, Milliyet Sanat, Kanal D, CNN Türk, CNN Türk Radyo,	Yıldırım Demirören	2011 - toujours
Samanyolu Yayıncılık	Samanyolu TV	Hidayet Karaca	1983 - 2016
Feza Gazetecilik	Zaman, Today's Zaman, Agence d'information Cihan, Aksiyon	Ekrem Dumanlı (2002-2015), Abdülhamit Bilici (2015-2016)	1986 - 2016
Agence Anadolu	Agence Anadolu	État turc	1920 - toujours
TRT	TRT	État turc	1926 - toujours
Türkmedya Esmedya (2016-2017)	24, Star, 360, Akşam, Güneş	Ethem Sancak	2007 - toujours
Koza – İpek Yayıncılık	Millet, Bugün, Kanaltürk, Bugün TV	Akın İpek	2009 - 2016
Kanal Beyaz Televizyon Radyo Yayıncılığı	Beyaz TV, Ses TV	Osman Gökçek	2010 - toujours
Meka Gazetecilik	Milat	Ali Adakoğlu	2011 - toujours
Çalık Holding Turkuvaz Medya	Sabah, Takvim, Yeni Asır, Fotomaç, Daily Sabah, ATV	Orhan Cemal Kalyoncu	2007 - toujours
3N Medya Group	Show Radyo, TV100	Veysi Nazlıcan	2018 - toujours

Albayrak Medya	Yeni Şafak	Ahmet Albayrak	1998 - toujours
Ciner Media Group	Habertürk, Habertürk TV, Habertürk Radyo, Show TV, Show Türk, Bloomberg HT	Turgay Ciner	2007 - toujours
Doğuş Media Group	NTV, Kral TV, Eurostar, Star TV, NTV Radyo	Ferit Şahenk	1999 - toujours
Estetik Yayıncılık	Sözcü	Burak Akbay	1993 - toujours
Hayat Görsel Yayıncılık	Kanal 7, Radyo 7	Zekeriya Karaman, Mustafa Çelik, İsmail Karahan, Zahid Akman	2008 - toujours
İhlas Group	TGRT FM, Türkiye	Ahmet Mücahid Ören (12,5%) et publique	1970 - toujours
Kalyon Group	A Haber, A Haber Radyo, ATV, Sabah, Takvim	Ömer Faruk Kalyoncu	2013 - toujours
Halk Radyo Televizyon ve Yayıncılık	Halk TV	Cafer Mahiroğlu	2005 - toujours
Yeni Gün Haber Ajansı Basın ve Yayıncılık	Cumhuriyet, cumhuriyet.com.tr	Cumhuriyet Vakfı	1924 - toujours
Göktuğ Group	Flash TV	Ömer Ziya Göktuğ Mehmet Emin Göktuğ	1993 - toujours
Kürşat Yılmaz	Evrensel	Kürşat Yılmaz	1995 - toujours
Keskin Kalem Yayıncılık	Diken	Harun Simavi	2014 - toujours
Doğan Akın	T24	Doğan Akın	2009 - toujours
Birgün Yayıncılık ve İletişim	Birgün	İbrahim Aydın	2004 - toujours
Karar Yayıncılık	Karar	Mehmet Aydın	2015 - toujours
Scope Medya Ticaret ve Pazarlama	Medyascope	Ruşen Çakır	2015 - toujours

*Annexe 3 : Interdiction de diffusion par le parquet de la République de Karaman*

République de la Turquie – Le parquet de la République de Karaman

le 15 mars 2016

Communiqué de presse

Certaines institutions des médias propagent des informations fausses et trompeuses dans leurs couverture de l'information intitulée « abus sexuel à Karaman. » Une enquête que nous menons avec le plus grand soin, sur l'allégation selon laquelle une personne ayant travaillé dans deux foyers d'étudiant à différentes périodes aurait sexuellement abusé de dix enfants, est toujours en cours.

Il faut savoir que l'un des principes primordiaux de notre droit est la présomption d'innocence. Une interdiction de diffusion est imposée sur ladite enquête en raison de ce principe de présomption d'innocence ainsi que pour assurer la protection des mineurs. L'enquête sera achevée dans les délais les plus brefs.

Nous croyons de toutes nos forces que les institutions des médias l'appliqueront désormais avec toute la diligence nécessaire.

À l'attention de l'opinion publique.

Le parquet de la République de Karaman

ON BİR AYIN SULTANI

İMSAKİYENİZİ BAYINIZDEN ALMAYI UNUTMAYIN

Mübarek Ramazan'ın ilk teravih namazı bugün kılınacak. Bu gece ilk sahurda kalacaksınız.

**BUGÜN**  
ilk teravih ve sahur

**Hosgeldin Kutlu Ramazan**

PROF. CANER TASLAMAN - YRD. DOÇ. EMRE DORMAN HAZIRLADI • KURAN'DAKİ MUCİZELER • DUA AYETLERİ • EMİR VE YASAKLAR • İSLAM'DA BİLİM YARIN BAŞLIYOR

**AKŞAM**

DÜNYANIN MERKEZİ İSTANBUL EKI

BAYINIZDEN İSTEYİN

TÜRKİYE'NİN GAZETESİ 27 HAZİRAN 2014 CUMA 50 KURUŞ (KKT 1.5 TL) www.aksam.com.tr



## 2. Reyhanlı son anda önlendi

Sankirafıda yoi denetimni yapan polisler dııardında Suriye plakalı araçtan tahrip gücü yüksek patlayıcılarla uzaktan kumanda edileneği çıktı. Harran Üniversitesi'nde güvenlik görevlisi olarak çalışan şoför gözaltında... Türkiye'ye kaçılan ölümlü, 52 kişinin yaşamını kaybettığı Reyhanlı saldırısı ayrı yöntemle yapılmıştı. » 15TE



## 'Kuleyi gez dön' seferi

107 ülkede 256 noktaya uçan THY, eşik kulesiyle meşhur Pisa'ya da konacak. Seferler haftada 4 gün karşılıklı. Kuzey İtalya'nın tarihi kenti kulesinin yanı sıra et-sezbe ve zeytinyağı çeşni-kurulu mutfağıyla da önlü. » 10DE

## İhracatta İrina patlaması

150 Türk markamın 5 bin yabancı alıcısıyla buluşuran Dosso Dossi Fashion Show'dan sonra 1 milyon seçkili ürünü İhrac edildi. Defilede podyuma çıkan İrina Shayk'ın tanıtım markalarının tasarımları yükseltti. » 10DE



# KARARGAHTA 40 PARALEL PAŞA

Türk Silahlı Kuvvetleri'ndeki paralel yapılanmayı araştıran özel ekipten şok tespitler... 40 general ve amiral derin örgütle bağlantılı... **Bir kuvvet komutanı paralel yapıyla çok yönlü işbirliği içinde...**



## HER İKİ ASKERDEN BİRİ PARALEL

Başbakan Erdoğan'ın talimatıyla oluşturulan özel ekibin 3 aydır süren araştırmasına göre, Türk Silahlı Kuvvetleri'nin yüzde 50'si paralel bağlantılı. Albay ve daha alt rütbelerde her 2 askerden 1'i öngite bulmuş. Bu oran Jandarma'da daha yüksek. Askeri yargı ise neredeyse onlara çalışıyor.



## KILIT NOKTALARI ELE GEÇİRMİŞLER

Yüksek Askeri Şura'da tasfiye edilmesinde beklenen örgütlenme, komuta kademelerine de sızmış. Çoğu tuğ ve tümgeneral 40 paşa ile bir kuvvet komutanının derin yapıyla bağlantısı tespit edildi. Yangı-okul-ış gibi kritik yerlerin komutanları, istihbarat-personeel başkanlıklarında paralel hakimiyeti var. » 15TE



## IRAK'A FORMÜL

# Milli mutabakat hükümeti

**'ÇÖZÜM' MECLİS'TE**  
Barış sürecinde önemli viraj... "Terrorün Sona Erdirilmesi ve Toplumsal Bütünlüğün Güçlendirilmesine Dair Kanun Tasarısı" TBMM Başkanlığı'na sunuldu. 6 maddelik tasarrufla amaç, çözüm sürecini yasal zemine oturtmak. » 10DE

Irak krizi Ankara'da masaya yatırıldı. Başbakan Erdoğan, Kürt Bölgesel Yönetimi Başkanı Neçirvan Barzani ile görüştü. 1 saat süren zirveden "Krizin aşılması için, Irak'ta halkın tüm kesimlerini kuşatan, adaletli güç ve gelir paylaşımı sağlamayı amaçlayan bir hükümetin kurulması gerektiği" fikri çıktı. » 14TE

**17 ARALIK'IN YENİ YÜZÜ İHSANOĞLU MU?**  
MEHMET ÖCARTAN'IN YAZISI 11. SAYFADA



## ISIRIĞA 4 AY+9 MAÇ

FIFA, İspanya'nın 2014 Dünya Kupası'nda 4 ay süreli yasakla cezalandırılan futbolcu Isidorin 9 maçta forma giyemeyecek. » 10DE

**EVİNİZİ GARANTİ'YE ALMAK İÇİN 6. SAYFAYA BAKIN**



## Bibliographie

### Articles et ouvrages

- Alain ACCARDO, « Une intelligentsia précaire », in Alain ACCARDO (dir.), *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007, p. 255-304.
- Alain ACCARDO, « Pour une socioanalyse des pratiques journalistiques », in *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007, p. 15-83.
- Alain ACCARDO, *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007.
- Gülseren ADAKLI, « Medya sermayesi ve ultra-çapraz bütünleşmeler [Le capital des médias et les concentrations (des médias) ultra-croisées] », *Perspectives*, 8, 2014, p. 18-23.
- Gülseren ADAKLI, « Capital and capitalists in Turkey. Media capital and ultra-cross media ownership », *Perspectives*, 8, 2014, p. 18-23.
- Gülseren ADAKLI, « Türk Medyasında AKP Etkisi [L'influence de l'AKP sur les médias turcs] », in *AKP: Bir Dönüşümün Bilançosu [AKP: bilan d'une période]*, Ankara, Phoenix Yayınları, 2009, p. 559-613.
- Yaman AKDENİZ et Kerem ALTIPARMAK, « Le musellement des voix dissidentes et de la liberté d'expression en Turquie », in *Le journalisme à l'épreuve*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2016, p. 155-184.
- Murat AKSER et Banu BAYBARS-HAWKS, « Media and democracy in Turkey: Toward a model of neoliberal media autocracy », *Middle East Journal Of Culture And Communication*, 5-3, 2012, p. 302-321.
- Ümit ALAN, *Saray'dan Saray'a Türkiye'de Gazetecilik Masalı [D'un palais à un autre. Un conte sur le journalisme en Turquie]*, İstanbul, Can Yayınları, 2015.
- Marnia ALLEK, « La malédiction du "Y'a qu'à former". La formation entre instrumentalisation et accompagnement des transitions », *Sociologies pratiques*, 28-1, 2014, p. 31-40.
- Mehmet ALTAN, « AKP'ye yakın gazeteler siyasi baskıyla ilan topluyor [Les journaux proches d'AKP collectent des publicités avec la pression politique] », in Hazal ÖZVARİŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler (2012-2018) [À la recherche du média perdu: Entretiens 2012-2018]*, P24 Medya Kitaplığı, 2018.
- Fatih ALTAYLI, « 30-40 bin lira civarı maaş alıyorum ; yarısı hayatımızın içine sığılmasının karşılığı [Je touche environ 30K-40K de salaire dont la moitié est en récompense de notre vie abimée] », in Hazal ÖZVARİŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler 2012-2018 [À la recherche du média perdu: Entretiens 2012-2018]*, P24 Medya Kitaplığı, 2018.
- Thomas AMOSSÉ, Clémence PERRAUDİN et Héloïse PETIT, « Mobilité et segmentation du marché du travail : quel parcours professionnel après avoir perdu ou quitté son emploi ? », *Economie et Statistique*, 450-1, 2011, p. 79-105.
- Hannah ARENDT, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961.
- Camille AUBRET, « Les journalistes politiques libanais, entre engagements professionnels et militants. Quelques usages des convictions politiques chez les journalistes de presse au Liban », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 127-143.
- Vahdet Mesut AYAN, *AKP Devrinde Medya Âlemi [Le monde des médias pendant la période AKP]*, İstanbul, Yordam Kitap, 2019.
- Uraz AYDIN, « Lanetli Süreklilik: Neoliberal Militarizmden Otoriter Muhafazakarlığa Türk Medyasının Otuz Yılı [Continuité maudite : trente ans de médias turcs, du militarisme néolibéral au conservatisme autoritaire] », in Uraz AYDIN (dir.), *Neoliberal*

- Muhafazakar Medya [Média néolibéral conservateur]*, Istanbul, Ayrıntı Yayınları, 2015, p. 31-65.
- Uraz AYDIN, « The media in Turkey: From neoliberal militarism to authoritarian conservatism », in *Turkey reframed: Constituting neoliberal hegemony*, Londres, PlutoPress, 2014, p. 122-140.
  - Carole BACHELOT, « Du brouillage sur la ligne : de l'informel dans les relations entre les dirigeants du Parti socialiste et les médias », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 39-55.
  - Doris BACHMANN-MEDİCK et Jens KUGELE (dir.), *Migration: changing concepts, critical approaches*, Berlin ; Boston, De Gruyter, 2018.
  - Ben H. BAGDIKIAN, *The new media monopoly*, Boston, Beacon Press, 2004.
  - Gilles BALBASTRE, « Analyses & commentaires : précarité et fabrication de l'information », in Alain ACCARDO (dir.), *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Marseille, Agone, 2007.
  - Rıfat BALI, « Yeni aristokratlar: Köşe yazarları », *Birikim*, 117, 1999, p. 48-56.
  - Yavuz BAYDAR, *Bir Açık Hava Hapishanesi Olarak Haber Merkezi: Türkiye Medyasında Yozlaşma ve Sansür [La salle de rédaction, une prison à ciel ouvert: Corruption et autocensure dans le journalisme turc]*, P24 Medya Kitaplığı, 2015.
  - Ali BAYRAMOĞLU, *28 Şubat. Bir Müdahalenin Güncesi [28 février. Le journal d'une intervention]*, Istanbul, İletişim Yayınları, 2007.
  - Howard Saul BECKER et Jeanne BOUNIORT, *Les mondes de l'art*, Paris, Flammarion, 1988.
  - Yohanan BENHAİM, Ugur KAYA et Dilek YANKAYA, « La Turquie post-coup d'Etat : une présidentialisation autoritaire », *Confluences Méditerranée*, 107-4, 2018, p. 9-14.
  - Marlène BENQUET, *Les damnées de la caisse enquête sur une grève dans un hypermarché*, Bellecombes-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2011.
  - Jennifer BİDET, « Déplacements. Migrations et mobilités sociales en contexte transnational », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 225-5, 2018, p. 67-82.
  - Damien DE BLİC, « La contribution des scandales financiers à l'autonomisation de l'univers journalistique: de Panama à la loi de 1935 », in Ivan Chupin et Jérémie NOLLET (dir.), *Journalisme et dépendances*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 117-140.
  - Frédéric BLİN, « Les secrétaires de rédaction et les éditeurs de Libération. Des journalistes spécialisés dans le journal », *Réseaux*, 111-1, 2002, p. 164-190.
  - Herbert BLUMER, *Symbolic interactionism: Perspective and method*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1969.
  - Hans BOLDT, « Ausnahmezustand. Necessitas publica, Belagerungszustand, Kriegszustand, Staatsnotstand, Staatsnotrecht », in Otto BRUNNER, Werner CONZE et Reinhart KOSELLECK (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe: Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Stuttgart, Ernst Klett, 1972, vol. 1/8, p. 343-376.
  - Luc BOLTANSKI et Ève CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
  - Samuel BOURON, « Formation des journalistes et déstabilisation du modèle salarial », *La Pensée*, 385-1, 2016, p. 27-38.
  - Samuel BOURON, « La noblesse de l'informel. L'apprentissage de l'éthique dans les écoles de journalisme. Le cas de l'ESJ Lille. », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 119-137.
  - François BOURRICAUD, *Esquisse d'une théorie de l'autorité*, Paris, Plon, 1961.

- Hamit BOZARSLAN, *L'anti-démocratie au XXIe siècle : Iran, Russie, Turquie*, Paris, CNRS Éditions, 2021.
- Hamit BOZARSLAN, « Anti-démocraties », *Critique*, 889-890-6-7, 2021, p. 539-558.
- Hamit BOZARSLAN, « La Turquie brutalisée », *Esprit*, Juin-6, 2017, p. 57-68.
- Hamit BOZARSLAN, « Le coup d'état raté en Turquie », *Esprit*, Septembre-9, 2016, p. 10-15.
- Hamit BOZARSLAN, « Les incertitudes des années 2010 », in *Histoire de la Turquie*, Paris, Tallandier, 2013, p. 453-465.
- Hamit BOZARSLAN, « La question kurde à l'heure de l'“ouverture” d'Ankara », *Politique étrangère*, Printemps-1, 2010, p. 55-64.
- Hugo BRÉANT, Sébastien CHAUVIN et Ana PORTILLA, « Les migrations internationales à l'épreuve du capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 225-5, 2018, p. 8-13.
- Rue BUCHER et Anselm STRAUSS, « Professions in Process », *American Journal of Sociology*, 66-4, 1961, p. 325-334.
- Ayşe BUĞRA et Osman SAVAŞKAN, « Politics and class: The Turkish business environment in the neoliberal age », *New Perspectives on Turkey*, 46, 2012, p. 27-63.
- Engin BULUT et Haluk Mert BAL, « Disrupting the spectacle : The case of Çapul TV during and after Turkey's Gezi uprising », in Marco BRIZIALLI et Emiliana ARMANO (dir.), *The spectacle 2.0. Reading debord in the context of digital capitalism*, London, University of Westminster Press, 2017, p. 209-225.
- Hasan CEMAL, *Hayat İşte Böyle Geçip Gidiyor [C'est ainsi que la vie s'en va]*, Istanbul, Everest Yayınları, 2018.
- CEREN SÖZERİ, « Rethinking activist journalism when freedom of press is under threat », *Athens Journal of Mass Media and Communications*, 2-2, 2016, p. 83-94.
- Patrick CHAMPAGNE, « Introduction - Le journalisme à l'économie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 131-132, 2000, p. 3-7.
- Patrick CHAMPAGNE, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 52-1, 1984, p. 19-41.
- Patrick CHAMPAGNE et Dominique MARCHETTI, « Censures visibles, censures invisibles », *Dossiers de l'audiovisuel*, 106-11/12, 2002.
- Jean-Marie CHARON, « Les journalistes politiques : qui sont-ils ? », *Le Temps des médias*, 7-2, 2006, p. 176-190.
- Jean-Marie CHARON, *La presse en France de 1945 à nos jours*, Paris, Éd. du Seuil, 1991.
- Yves CHEVALIER, *L'expert à la télévision traditions électives et légitimité médiatique*, Paris, CNRS éditions, 1999.
- Stavroula CHRONA et Cristiano BEE, « Right to public space and right to democracy: The role of social media in Gezi Park », *Research and policy on Turkey*, 2-1, 2017, p. 49-61.
- Ivan CHUPIN, « Des médias aux ordres de Poutine ? L'émergence de médias d'opposition en Russie », *Savoir/Agir*, 28-2, 2014, p. 33-38.
- Ivan CHUPIN et Françoise DAUCÉ, « Termination of journalists' employment in Russia: Political conflicts and ordinary negotiation procedures in newsrooms », *Laboratorium*, 9-2, 2017, p. 39-58.
- Ivan CHUPIN et Françoise DAUCÉ, « Par-delà la contrainte politique ? La banalité des bifurcations dans les carrières journalistiques en Russie contemporaine », *Réseaux*, 199-5, 2016, p. 131-154.

- Ivan CHUPIN et Renata MUSTAFINA, « Quand le geste révèle le militant : sur quelques cas d'entrée en journalisme d'opposition dans la Russie contemporaine », *Critique internationale*, 79-2, 2018, p. 159-179.
- Ivan CHUPIN et Jérémie NOLLET (dir.), *Journalisme et dépendances*, Paris; Budapest; Torino, l'Harmattan, 2006.
- Feride ÇIÇEKOĞLU et Ömer TURAN (dir.), *The dubious case of a failed coup*, Singapour, Palgrave Macmillan, 2018.
- Jérôme CLÉMENT, « Une influence plutôt indirecte sur la politique », *Revue internationale et stratégique*, 78-2, 2010, p. 75-79.
- Paul CORMIER, « Les conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire en Turquie », *Mouvements*, 90-2, 2017, p. 140-148.
- Mustafa Alp DAĞISTANLI, *5 Ne 1 Kim? [5 Quoi 1 Qui ?]*, Istanbul, Postacı Yayınları, 2014.
- Monique DAGNAUD et Dominique MEHL, *Patrons de chaînes. Les dirigeants de la télévision française au printemps 1988*, Issy-les-Moulineaux, CNET, 1990.
- Jamil DAKHLIA, « Crédible dans l'informel ? Le cas de la presse people française », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 167-184.
- Yetvart DANZİKYAN, « Hükümet-medya ilişkileri: Patrona sesleniş... [Les relations entre le pouvoir et les médias : appel au patron...] », *Birikim*, 283, 2012, p. 88-92.
- Françoise DAUCÉ, « Éprouver le politique dans un média russe. La délicate élaboration des nouvelles en conférence de rédaction », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 48-3-4, 2017, p. 159-182.
- Françoise DAUCÉ, « Quand l'État russe l'emporte sur Internet », *Esprit*, Février-2, 2017, p. 13-16.
- Françoise DAUCÉ, « Le Journalisme en ligne en Russie : les jeux ordinaires de la contrainte politique », *Centre d'études et de Recherches Internationales*, 2014, p. 1-38.
- Christophe DEJOURS, *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.
- Emre DEMİR, « La fabrique de l'information : comment Erdoğan a transformé le paysage médiatique en dix ans », *Les Cahiers de l'Orient*, 127-3, 2017, p. 111-120.
- Sevtap DEMİR, « Türkiye'de 2001 yılı sonrasında medya-iktidar ilişkileri ve gazetecilik pratiklerine yansımaları [Les relations médias-pouvoir et ses reflets sur les pratiques journalistiques après 2001 en Turquie] » Mémoire de M2 non publié, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, Ankara, 2013.
- Kamil DEMİRHAN, « Social media effects on the Gezi Park movement in Turkey: Politics under hashtags », in Bogdan PĂTRUȚ et Monica PĂTRUȚ (dir.), *Social Media in Politics. Case Studies on the Political Power of Social Media*, Cham, New York, Springer, 2014, p. 281-314.
- Aurélien DENIZEAU, « La Turquie entre stabilité et fragilité », *Politique étrangère*, Printemps-1, 2016, p. 165-176.
- Thierry DEVARS, *La politique en continu vers une « BFMisation » de la communication ?*, Paris, Les petits matins, 2015.
- Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1986.
- Marie DOLLÉ, *L'imaginaire des langues*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- Gilles DORRONSORO, « L'État-AKP et le gouvernement par la crise », *Mouvements*, 90-2, 2017, p. 11-18.

- Gilles DORRONSORO, *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales*, Paris, Autrement, 2009.
- Gilles DORRONSORO, « Les Kurdes de Turquie : revendications identitaires, espace national et globalisation », *Les études du CERI*, 62, 2000, p. 1-32.
- Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « L'armée turque en politique. Autonomie institutionnelle, formation de coalitions sociales et production des crises », *Revue française de science politique*, 65-4, 2015, p. 609-631.
- Gilles DORRONSORO et Benjamin GOURISSE, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-Partis », *Politix*, 107-3, 2014, p. 195-218.
- Gilles DORRONSORO et Olivier GROJEAN, « Introduction: Identity, Hierarchy, and Mobilization », in *Identity, Conflict and Politics in Turkey, Iran and Pakistan*, trad. fr. Adrian MORFEE, Oxford, Oxford University Press, 2018, p. 1-22.
- Gilles DORRONSORO, Elise MASSICARD et Jean-François PÉROUSE, « Turquie: changement de gouvernement ou changement de régime ? », *Critique internationale*, 18-1, 2003, p. 8-15.
- Graça DOS SANTOS, « La scène sous surveillance », *Ethnologie française*, 36-1, 2006, p. 11-17.
- Claude DUBAR, *La socialisation construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, A. Colin, 2010.
- Can DÜNDAR, *Vatan haini. Asıl vatan haini kimmiş bilinsin istedim [Le traître. Je voulais que l'on sache qui était le vrai traître]*, Essen, Correctiv, 2017.
- Camille DUPUY, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser.*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.
- Camille DUPUY, « Repenser les acteurs et la négociation collective au travail. Le cas des sociétés de journalistes dans les entreprises de presse », *Négociations*, 21-1, 2014, p. 51-64.
- Norbert ELIAS, *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris, Pocket, 1999.
- Robert ENTMAN, « Framing : Toward clarification of a fractured paradigm », *Journal of Communication*, 4-43, 1993, p. 51-58.
- Can ERTUNA, « Türkiye'de televizyonlarda kanaat üretimi: Haber kanallarındaki tartışma programları ve kanaat teknisyenleri [La production de l'opinion à la télévision en Turquie: débats télévisés et les techniciens d'opinions sur les chaînes d'information] », *İleti-ş-im*, 29, 2018.
- Thomas FERENCZI, « Le double visage du journalisme politique », in , Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, 2007, vol. 3743/2e éd., p. 23-38.
- Benjamin FERRON, « Le journalisme alternatif entre engagement et distanciation. Les stratégies médiatiques des mouvements sociaux dans la « bataille de Cancún » contre l'OMC (2003) », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 109-126.
- G. Lowell FIELD et John HIGLEY, *Elitism*, London, Routledge & Kegan Paul, 1980.
- Floriana FOSSATO, « La télévision, média du pouvoir », *Pouvoirs*, 112-1, 2005, p. 49-61.
- Marie-Soleil FRÈRE, « Censure de l'information en Afrique subsaharienne francophone : la censure dans les régimes semi-autoritaires », in Laurent MARTIN (dir.), *Les censures dans le monde. XIXe - XXIe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 341-356.
- Cégolène FRISQUE, « Des militants du journalisme ? Les journalistes « critiques » comme militants de l'autonomie professionnelle », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis

- RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 145-164.
- Jean GARRIGUES, *Les patrons et la politique*, Paris, Éditions Perrin, 2011.
  - Rainer GEIBLER et Sonja WEBER-MENGES, « Media reception and ideas on media integration among Turkish, Italian and Russo-German migrants in Germany », in Rainer GEIBLER et Horst PÖTTKER (dir.), *Media - Migration - Integration. European and North American Perspectives*, Bielefeld, Transcript, 2009, p. 27-43.
  - Mine GENÇEL BEK, « Research note: Tabloidization of news media », *European Journal of Communication*, 19-3, 2004, p. 371-386.
  - William GENIEYS, *Sociologie politique des élites*, Paris, Armand Colin, 2011.
  - Tod GITLIN, « La contestation face aux médias », *Le Monde Diplomatique*, 146, 2016.
  - Elena GLÖCKLER, « Warten ohne Ende. Formen des Warten im Exil - an Beispielen aus dem Werk Vladimir Nabokovs, Anna Seghers' und Herta Müllers », in Daniel KAZMAIER, Julia KERSCHER et Xenia WOTSCHAL (dir.), *Warten als Kulturmuster*, Würzburg, Königshausen & Neumann, 2016, p. 97-112.
  - Nilüfer GÖLE, « Gezi: Anatomy of a public square movement », *Insight Turkey*, 15-3, 2013.
  - Nilüfer GÖLE, « Démocratie de la place publique : l'anatomie du mouvement Gezi », *Socio*, 3-3, 2014, p. 351-365.
  - Benjamin GOURISSE, *20 idées reçues sur la Turquie politique, économie, société un état des lieux*, Paris, Le Cavalier bleu, 2017.
  - Benjamin GOURISSE, « Ordonner et transiger : l'action publique au concret dans l'Empire ottoman et en Turquie », in *L'art de l'État en Turquie*, Paris, Karthala, 2013, p. 11-34.
  - Nancy L GREEN, « La migration des élites. Nouveau concept, anciennes pratiques ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 42, 2008, p. 107-116.
  - Olivier GROJEAN, « Identité, hiérarchie et mobilisation », in Gilles DORRONSORO et Olivier GROJEAN (dir.), *Identités et politique : de la différenciation culturelle au conflit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 13-44.
  - Michel GROSSETTI, « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux », *Cahiers internationaux de sociologie*, 120-1, 2006, p. 5-28.
  - Kadri GÜRSEL, *Ben de sizin için üzgünüm [Moi aussi, je suis désolé pour vous]*, Istanbul, Destek Yayınları.
  - Serge HALİMİ, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Raisons d'agir éditions, 2005.
  - Glenn HASTEDT, « Public intelligence: Leaks as policy instruments-the case of the Iraq war », *Intelligence and national security*, 20-3, 2005, p. 419-439.
  - Volker M HEINS, « Can the refugee speak? Albert Hirschman and the changing meanings of exile », *Thesis eleven*, 158-1, 2020, p. 42-57.
  - Loïc HERVOUET, Cyril LEMIEUX et Denis RUELLAN, « Former pour un nouveau métier », *Revue Projet*, 290-1, 2006, p. 77-84.
  - Lisel HINTZ, « The might of the pen(guin) in Turkey's protests », *Foreign Policy*, , 2013, juin/2013.
  - Albert O. HIRSCHMAN, *Exit, voice, and loyalty: responses to decline in firms, organizations, and states*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970.
  - Everett Cherrington HUGHES, *Le regard sociologique. Essais choisis*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1996.
  - Ahmet INSEL, « La Turquie d'Erdogan, ou le règne de l'arbitraire », in *Le Moyen-Orient et le monde*, Paris, La Découverte, 2020, p. 158-164.
  - Ahmet INSEL, « La Turquie, entre coup d'État et référendum », *Politique étrangère*, Été-2, 2017, p. 105-116.

- Ahmet INSEL, « Des “transitions démocratiques” interminables », *Revue du MAUSS*, 43-1, 2014, p. 89-98.
- William JAMES, *Les formes multiples de l'expérience religieuse*, Paris, Exergue, 2001.
- Olu JENZEN, Itir ERHART, Hande ESELEN-ZIYA, Umut KORKUT et Aidan MCGARRY, « The symbol of social media in contemporary protest: Twitter and the Gezi Park movement », *Convergence*, 27-2, 2021, p. 414-437.
- Philippe JUHEM, « Luites partissanes et fluctuation des cadres cognitifs des journalistes », in Jacques GERSTLÉ (dir.), *Les effets d'information en politique*, Paris ; Budapest ; Torino, L'Harmattan, 2001, p. 1-31.
- Philippe JUHEM, « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, 56-4, 2001, p. 185-208.
- Nicolas KACIAF, « Des dissidences aux confidences. Ce que couvrir un parti veut dire », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 21-37.
- Nicolas KACIAF, « Communication politique et distanciation journalistique. Les transformations contemporaines des pages Politique de la presse écrite française », *Savoir/Agir*, 28-2, 2014, p. 13-18.
- Nicolas KACIAF, « Engagement journalistique et bipolarisation de l'espace partisan. Le cas des services Politique de la presse écrite française (1968 – 1981) », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 55-71.
- Nicolas KACIAF et Jérémie NOLLET, « Présentation du dossier. Journalisme : retour aux sources », *Politiques de communication*, 1-1, 2013, p. 5-34.
- Raşit KAYA, *İktidar yumağı. Medya-Sermaye-Devlet [Le nœud de pouvoir. Média-Capital-État]*, Ankara, İmge Yayınları, 2009.
- Raşit KAYA et Barış ÇAKMUR, « Politics and the mass media in Turkey », *Turkish Studies*, 11-4, 2010, p. 521-537.
- Sümbül KAYA, « Anatomie de l'armée en Turquie après la tentative du coup d'État du 15 juillet 2016 », *Mouvements*, 90-2, 2017, p. 19-29.
- Uğur KAYA, « Entretien avec İbrahim Kaboğlu. La déconstitutionnalisation de la Turquie », *Confluences Méditerranée*, 107-4, 2018, p. 43-58.
- Daniel KAZMAIER, Julia KERSCHER et Xenia WOTSCHAL (dir.), *Warten als Kulturmuster*, Würzburg, Königshausen & Neumann, 2016.
- H.R. KEDWARD, « La Résistance et le discours de l'exil », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 67, 2002, p. 51-60.
- D. Beybin KEJANLIOĞLU, « The Media in Turkey since 1970 », in *Turkey since 1970. Politics, Economics and Society*, Palgrave Macmillan, 2001, p. 224.
- Mustafa KEMAL COŞKUN et Dilek YANKAYA, « National education as a battlefield. A restructuring of Imam-Hatip schools after the July 15th », *Confluences Méditerranée*, 107-4, 2018, p. 73-82.
- Eberhard KIENLE, « Libéralisation économique et délibéralisation politique : le nouveau visage de l'autoritarisme ? », in *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2008, p. 251-265.
- John W KINGDON, *Agendas, alternatives, and public policies*, Boston, Little, Brown, 1984.
- Suncem KOÇER, « Politics of news reception and circulation in Turkish news culture », in Murat AKSER et Victoria MCCOLLUM (dir.), *Alternative media in contemporary Turkey*, Lanham, Rowman & Littlefield International, 2019, p. 61-74.

- Kader KONUK, « What does exile have to do with us? Academic freedom in Turkey. », in Doris BACHMANN-MEDICK et Jens KUGELE (dir.), *Migration. Changing Concepts, Critical Approaches*, Berlin ; Boston, De Gruyter, 2018, p. 211-226.
- Mustafa KURDAŞ, « AKP iktidarında ihaleci bir İslamcılık ortaya çıktı. [Un islamisme d'appel d'offres a émergé sous le régime AKP] », in Hazal ÖZVARIŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler 2012-2018 [À la recherche du média perdu: Entretiens 2012-2018]*, P24 Medya Kitaplığı.
- Jean-Charles LALLEMAND, « Les hommes d'affaires en politique dans les régions de Russie : émergence, affirmation et déclin d'un type d'acteurs politiques », *Politix*, 84-4, 2008, p. 61-90.
- Aude LANCELIN, *Le monde libre*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2016.
- Pierre LASCOUMES, « Les compromis parlementaires, combinaisons de surpolitisation et de sous-politisation. L'adoption des lois de réforme du Code pénal (décembre 1992) et de création du Pacs (novembre 1999) », *Revue française de science politique*, 59-3, 2009, p. 455-478.
- Pierre LASCOUMES et Carla NAGELS, « Introduction. À la recherche d'une définition », in *Sociologie des élites délinquantes*, Paris, Armand Colin, 2018, p. 15-27.
- David LE BRETON, *L'interactionnisme symbolique*, 4e édition corrigée., Paris, Presses universitaires de France, 2016.
- Patrick LE FLOCH et Nathalie SONNAC, « Les caractéristiques économiques d'une publication de presse », in *Économie de la presse à l'ère numérique*, Paris, La Découverte, 2013, p. 13-40.
- Michèle LECLERC-OLIVE, « Les figures du temps biographiques », *Cahiers internationaux de Sociologie*, 104, 1998, p. 97-120.
- Jean-Baptiste LEGAVRE, « Off the record. Nouvelles approches », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 57-80.
- Jean-Baptiste LEGAVRE, « Entre conflit et coopération. Les journalistes et les communicants comme "associés-rivaux" », *Communication & langages*, 169-3, 2011, p. 105-123.
- Cyril LEMIEUX (dir.), *La subjectivité journalistique. Onze leçons sur le rôle de l'individualité dans la production de l'information*, Paris, Editions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2010.
- Cyril LEMIEUX, « De certaines différences internationales en matière de pratiques journalistiques : comment les décrire, comment les expliquer ? », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *La presse écrite: objets délaissés*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 29-51.
- Cyril LEMIEUX, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Éditions Métailié, 2000.
- Christine LETEINTURIER, « L'hétérogénéité des journalistes », *Hermès*, 35-1, 2003, p. 35-48.
- Sandrine LÉVÊQUE, « Médias/Communication politique », in *Dictionnaire. Genre et science politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 310-322.
- Sandrine LÉVÊQUE, « Introduction », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 9-16.
- Sandrine LÉVÊQUE, « Femmes, féministes et journalistes : les rédactrices de La Fronde à l'épreuve de la professionnalisation journalistique », *Le Temps des médias*, 12-1, 2009, p. 41-53.
- Sandrine LÉVÊQUE, *Les journalistes sociaux histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2000.



- Sandrine LÉVÊQUE, « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique », *Réseaux*, 98-7, 1999, p. 87-117.
- Claude LÉVI-STRAUSS, *L'origine des manières de table*, Paris, Plon, 2009.
- Alexis LÉVRIER, *Le contact et la distance. Le journalisme politique au risque de la connivence*, Neuilly-sur-Seine, Paris, Les petits matins, 2016.
- Monika LÖFGREN NILSSON et Monika DJERF-PIERRE, « Gender-typing in the newsroom: The feminization of Swedish television news production 1958-2000 », in Marian DE BRUÏN et Karen ROSS (dir.), *Gender and news-room cultures : identities at work*, Creskill, New Jersey, Hampton Press, 2004, p. 81-106.
- P. Eric LOUW, *The media and political process*, Londres ; Los Angeles ; New Delhi, SAGE, 2010.
- Dominique MARCHETTI, « Les ajustements du marché scolaire au marché du travail journalistique », *Hermès*, 35-1, 2003, p. 81-89.
- Dominique MARCHETTI, « La division du travail journalistique et ses effets sur le traitement de l'"événement". L'exemple du "scandale du sang contaminé". », in Jérémie NOLLET et Ivan CHUPIN (dir.), *Journalisme et dépendances*, Paris, L'Harmattan, p. 141-159.
- Dominique MARCHETTI et Denis RUELLAN, *Devenir journalistes. Les conditions d'entrée sur le marché de travail*, Paris, La Documentation Française, 2001.
- Jean-Paul MARTHOZ, *Couvrir les migrations*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2011.
- Jean-Paul MARTHOZ, « Les défis professionnels », in *Couvrir les migrations*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2011, p. 79-89.
- Karl MARX, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Éditions sociales, 1969.
- Élise MASSICARD, « Les élections locales du 30 mars 2014 en Turquie : un scrutin entre national et local », *Pôle Sud*, 41-2, 2014, p. 195-202.
- Marcel MAUSS, *Essai sur le don forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, Presses universitaires de France, 2007.
- Olivier MAZADE, *Reconversion des salariés et plans sociaux*, Paris ; Budapest ; Torino, L'Harmattan, 2003.
- Charles Wright MILLS, *L'élite du pouvoir*, Paris, François Maspero, 1969.
- Nathanaël MOLLE, « Renforcer la société avec les réfugiés », *Le journal de l'école de Paris du management*, 123-1, 2017, p. 8-15.
- Metin MÜNİR, « Demirören, Milliyet'i başbakanın oluru ile aldı [Demirören a acheté Milliyet avec l'approbation du premier ministre.] », in Hazal ÖZVARİŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler 2012-2018 [À la recherche du média perdu: Entretiens 2012-2018]*, Istanbul, P24 Medya Kitaplığı, 2018, p. 140-150.
- Catherine NEGRONI, « La reconversion professionnelle volontaire : d'une bifurcation professionnelle à une bifurcation biographique », *Cahiers internationaux de sociologie*, 119-2, 2005, p. 311-331.
- Érik NEVEU, « Préface », in *Les débats télévisés en 36 questions-réponses*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2013, p. 7-11.
- Érik NEVEU, « Le genre du journalisme. Des ambivalences de la féminisation d'une profession », *Politix*, 51-3, 2000, p. 179-212.
- Jérémie NOLLET et Manuel SCHOTTÉ, « Journalisme et dépolitisation », *Savoir/Agir*, 28-2, 2014, p. 9-11.
- Meltem ODABAŞ et Heidi REYNOLDS-STENSON, « Tweeting from Gezi Park: Social media and repression backfire », *Social Currents*, 5-4, 2018, p. 386-406.
- Ayşe ÖNCÜ, « Rapid commercialisation and continued control : The Turkish media in the 1990s », in Celia KERSLAKE, Kerem ÖKTEM et Philip ROBINS (dir.), *Turkey's*

- Engagement with Modernity. Conflict and Change in the Twentieth Century*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 388-402.
- Özgürüz, 2019.
  - Atilla ÖZSEVER, *Tekelci medyada örgütsüz gazeteci. Türkiye’de basın çalışanlarının sorunları ve bir model önerisi [Le journaliste non-syndiqué dans les médias concentrés. Les problèmes des employés de presse en Turquie et une proposition de solution]*, Ankara, İmge Yayınları, 2004.
  - Hazal ÖZVARIŞ, *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler (2012-2018) [À la recherche d’un média perdu: Entretiens 2012-2018]*, İstanbul, P24 Medya Kitaplığı, 2018.
  - Vilfredo PARETO, *The rise and fall of the elites: An application of theoretical sociology*, Totowa, New Jersey, Bedminster Press, 1968.
  - Vilfredo PARETO, *Œuvres complètes. Tome V: Les systèmes socialistes*, Genève, Librairie Droz, 1965.
  - Svetlana PASTİ, « Two generations of contemporary Russian journalists », *European Journal of Communication*, 20-1, 2005, p. 89-115.
  - Aslı PEKER, « Troller, botlar, astroturf: Sosyal medyanın anti-sosyal yüzüyle baş etme rehberi [Les trolls, les bots, le gazon artificiel: Un guide pour gérer le côté antisocial des réseaux sociaux numériques] », *Birikim*, 322, 2016, Février/2016.
  - Nicolas PÉLISSIER et Denis RUELLAN, « Les journalistes contre leur formation ? », *Hermès*, 35-1, 2003, p. 91-98.
  - Jean-François PÉROUSE, « Les événements de Gezi, ou le début de la “dérive autoritaire”, vu des périphéries... », *Mouvements*, 90-2, 2017, p. 109-119.
  - Olivier PİLMİS, « Produire en urgence. La gestion de l’imprévisible dans le monde du journalisme », *Revue française de sociologie*, 55-1, 2014, p. 101-126.
  - Stefanie PUKALLUS, Lisa BRADLEY, Sarah CLARKE et Jackie HARRISON, « From repression to oppression: News journalism in Turkey 2013–2018 », *Media, culture & society*, 42-7-8, 2020, p. 1443-1460.
  - Hasan PULUR, « Milliyet, 80 yaşında üç kuruluşluk arabamı aldı; kovacaklarsa kovsunlar. [Milliyet a pris ma voiture de misère à 80 ans ; s’ils veulent me licencier, laissez-le] », in Hazal ÖZVARIŞ (dir.), *Kayıp Medyanın İzinde: Söyleşiler 2012-2018 [À la recherche d’un média perdu : Entretiens 2012-2018]*, İstanbul, P24 Medya Kitaplığı, 2018, p. 194-211.
  - Christoph RAMM, « Beyond “Black Turks” and “White Turks”: the Turkish elites’ ongoing mission to civilize a colourful society », *Asiatische Studien : Zeitschrift der Schweizerischen Asiengesellschaft = Études asiatiques : revue de la Société Suisse - Asie*, 70-4, 2016, p. 1355.
  - Anne REVİLLARD, « Les interactions sur l’Internet. (note critique) », *Terrains & travaux*, 1-1, 2000, p. 108-129.
  - Rémy RİEFFEL, « Pour une approche sociologique des journalistes de télévision », *Sociologie du travail*, , 1993, p. 373-387.
  - Rémy RİEFFEL, *L’élite des journalistes : les hérauts de l’information*, Paris, Presses universitaires de France, 1984.
  - Philippe RİUTORT, « L’informel superflu ? Les journalistes de 20 minutes et leurs sources », in Jean-Baptiste LEGAVRE (dir.), *L’informel pour informer. Les journalistes et leurs sources.*, Paris, L’Harmattan, 2014, p. 81-96.
  - Jay ROWELL, « L’exil comme ressource et comme stigmaté dans la constitution des réseaux des architectes-urbanistes de la RDA », *Revue d’histoire moderne & contemporaine*, 52-2-2, 2005, p. 169-191.
  - Denis RUELLAN, « Groupe professionnel et marché de travail du journalisme », *Réseaux*, 81-1, 1997, p. 135-151.

- Denis RUELLAN, « Le professionnalisme du flou », *Réseaux*, 51-1, 1992, p. 25-37.
- Eugénie SAÏTTA, « Les transformations du rapport à la politique des journalistes français et italiens », *Savoir/Agir*, 28-2, 2014, p. 27-32.
- Eugénie SAÏTTA, « Les transformations des rapports entre journalisme et politique. Une comparaison France / Italie depuis les années 1980 », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 31-53.
- Eugénie SAÏTTA, « Les journalistes politiques et leurs sources. D'une rhétorique de l'expertise critique à une rhétorique du "cynisme" », *Mots. Les langages du politique*, 87-2, 2008, p. 113-128.
- Maria SANTOS-SAINZ, *L'élite journalistique et son pouvoir*, Rennes, Éd. Apogée, 2006.
- Kübra Zeynep SARIASLAN, « This is not journalism. Mapping new definitions of journalism in German exile », *Leibniz-Zentrum Moderner Orient Working Paper*, 25, 2020, p. 1-13.
- Derya SAZAK, *28 Şubat'tan 15 Temmuz'a, Darbeye, Diktaya, Medyaya İtirazım Var [Du 28 février au 15 juillet, je fais objection au coup d'État, au diktat, aux médias]*, Istanbul, İletişim Yayınları, 2017.
- Joseph SCHLESINGER, « Political careers and party leadership », in Lewis J. EDINGER (dir.), *Political Leadership in Industrial Societies*, New York, John Wiley & Sons, 1967.
- Julie SEDEL, « Les dirigeants de médias. Sociologie d'un "espace carrefour" », *Sociétés contemporaines*, 113-1, 2019, p. 13-44.
- Julie SEDEL, « Introduction. Sociologie d'un univers patronal », *Sociétés contemporaines*, 113-1, 2019, p. 5-12.
- Julie SEDEL, « Le genre du pouvoir médiatique », *Savoir/Agir*, 46-4, 2018, p. 43-50.
- Renzo SERENO, *The rulers*, Leiden, E. J. Brill, 1962.
- Georg SIMMEL, *Sociologie et épistémologie*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, Presses universitaires de France, 1991.
- Sedat ŞİMŞEK, « Medya-Siyaset-İktidar Üçgeninde Medya Gerçeği [La réalité des médias dans le triangle Médias-Politique-Pouvoir] », *Selçuk İletişim*, 6-1, 2009, p. 124-143.
- Murat SOMER, « Conquering versus democratizing the state: political Islamists and fourth wave democratization in Turkey and Tunisia », *Democratization*, 24-6, 2017, p. 1025-1043.
- Mustafa SÖNMEZ, *Filler ve Çimenler. Medya ve Finans Sektöründe Doğan / Anti-Doğan Savaşı [Éléphants et herbes. La guerre Doğan - Anti-Doğan dans le secteur des médias et de la finance]*, Istanbul, İletişim Yayınları, 2003.
- Marie-Laure SOURP -TAILLARDAS, « Un travail de conversion au journalisme. Désengagement militant des journalistes politiques de presse écrite généraliste. Le cas des rubricards Front national », in Sandrine LÉVÊQUE et Denis RUELLAN (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 73-90.
- Aykut TÖNGÜR et Hakan Batirhan KARA, « Critical discourse analysis on the news about terrorism: An analytical study on Turkish media », *International Journal of Human Sciences*, 13-1, 2016, p. 16-29.
- Gaye TUCHMAN, *Making news : A study in the construction of reality*, New York : London, Free Press ; Collier Macmillan, 1978.
- Pelin ÜNSAL, « Précarité, clientélisme et allégeance partisane en Turquie : exemple de Kirazlitepe, Istanbul », EHESS, Paris, 2015.
- Damien VAN PUYVELDE, « Médias, responsabilité gouvernementale et secret d'Etat: l'affaire WikiLeaks », *Le Temps des médias*, 16-1, 2011, p. 161-172.

- Pantelis VATIKIOTIS et Zafer YÖRÜK, « Gezi movement and the networked public sphere: A comparative analysis in global context », *Social media + society*, 2-3, 2016, p. 1-12.
- Isabelle VEYRAT-MASSON, « Censure, autocensure : maladies des médias ? Entretien avec Michel Polac », *Le Temps des médias*, 1-1, 2003, p. 213-222.
- Gaël VILLENEUVE, *Les débats télévisés en 36 questions-réponses*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2013.
- Olivier VOÏROL, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *Réseaux*, 129-130-1-2, 2005, p. 89-121.
- Roman VOLKOV, « La stratégie du troll : que visent les objectifs de la lutte informationnelle russe ? », *Revue Défense Nationale*, 810-5, 2018, p. 128-132.
- Mitzi WALTZ, *Alternative and activist media*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2005.
- Paul WATZLAWICK, Janet Beavin BAVELAS et Don De Avila JACKSON, *Une logique de la communication*, Paris, Éditions du Seuil, 1979.
- Michel WIEVIORKA, *La différence. Identités culturelles enjeux, débats et politiques*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2005.
- Catherine WIHTOL DE WENDEN et Madeleine BENOÎT-GUYOD, *Atlas des migrations : un équilibre mondial à inventer*, 5e édition., Paris, Éditions Autrement, 2018.
- Dilek YANKAYA-PÉAN, « L'intégration de la bourgeoisie islamique à l'élite », in Dilek YANKAYA-PÉAN (dir.), *La nouvelle bourgeoisie islamique : le modèle turc*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 125-142.
- Bilge YEŞİL, *Media in new Turkey: The origins of an authoritarian neoliberal state*, Urbana; Chicago; Springfield, University of Illinois Press, 2016.
- Birol A. YEŞİLADA, « The Virtue Party », *Turkish Studies*, 3-1, 2002, p. 62-81.
- İhsan YILMAZ et Galib BASHIROV, « The AKP after 15 years: Emergence of Erdoganism in Turkey », *Third World Quarterly*, 39-9, 2018, p. 1812-1830.
- Ira William ZARTMAN et Maureen R. BERMAN, *The practical negotiator*, New Haven, Yale University Press, 1982.

### Interviews

- Nurcan AKAD, « Medyada erkekler karar alıyor, kadınlar gönderiliyor [Dans le secteur des médias, ce sont les hommes qui prennent les décisions, les femmes obéissent] ». <https://m.bianet.org/kurdi/medya/136533-gazete-kunyesi-147-erkek-27-kadin> consulté le 27 septembre 2019.
- Nurcan AKAD, « Gazete Künyesi: 147 Erkek 27 Kadın [L'équipe du journal : 147 hommes 27 femmes] ». <https://m.bianet.org/cocuk/medya/148589-medyada-erkekler-karar-aliyor-kadinlar-gonderiliyor> consulté le 27 septembre 2019.
- Emel ARMUTÇU, Nevval SEVİNDİ et Nadire MATER, « Medyada kadının kendi var sözü yok [Les femmes dans les médias sont sans paroles] ». <https://m.bianet.org/cocuk/medya/148589-medyada-erkekler-karar-aliyor-kadinlar-gonderiliyor> consulté le 1<sup>er</sup> octobre 2019.
- Ali ERGİN, « Çapulcu Meydanı formatı geliştirildi! [Le format "La place des Çapulcu" a été amélioré !] ». <https://www.hurriyet.com.tr/kelebek/hayat/capulcu-meydani-formati-gelistirildi-26606002> consulté le 21 novembre 2019.
- Pierre NORA, « La manifestation du 11 janvier est le type même de l'événement monstre ». [https://www.liberation.fr/france/2015/01/20/la-manifestation-du-11-janvier-est-le-type-meme-de-l-evenement-monstre\\_1184922/](https://www.liberation.fr/france/2015/01/20/la-manifestation-du-11-janvier-est-le-type-meme-de-l-evenement-monstre_1184922/) consulté le 30 octobre 2018.

- Çınar OSKAY, « Demirörenler insani anlamda Sanayi Devrimi öncesinde kalmış [La famille Demirören est bloquée dans la période pré-industrielle en terme humanitaire] ». <https://www.diken.com.tr/gazeteci-cinar-oskay-demirorenler-insani-anlamda-sanayi-devrimi-oncesinde-kalmis/> consulté le 23 janvier 2020.
- Ertuğrul ÖZKÖK, « Burjuva doğmadım ama öyle ölmek istiyorum [Je ne suis pas né bourgeois mais je veux mourir bourgeois] ». [http://m.radikal.com.tr/hayat/burjuva\\_dogmadim\\_ama\\_oyle\\_olmek\\_istiyorum-1181482](http://m.radikal.com.tr/hayat/burjuva_dogmadim_ama_oyle_olmek_istiyorum-1181482) consulté le 10 mars 2021
- Mehmet Y. YILMAZ, « Yeni bir dergi çıkarmak istiyorum [Je veux créer une nouvelle revue] ». <https://journo.com.tr/mehmet-yilmaz-yeni-bir-dergi> consulté le 16 octobre 2020.

### Liens électroniques

- *'Afrin harekatına destek olmayan ünlüler' haberi yapan sunuculara: Dört cengaver bir masaya oturmuş...* [Aux présentateurs qui ont fait la diffusion 'Les personnalités publiques qui n'ont pas soutenues l'opération Rameau d'olivier: Quatre guerriers assis à une table...], <https://t24.com.tr/haber/afrin-harekatina-destek-olmayan-unluler-haberi-yapan-sunuculara-dort-cengaver-bir-masaya-oturmus,543981>.
- *Agression violente d'un journaliste turc connu pour ses critiques contre Erdoğan*, <https://www.france24.com/fr/20151001-ahmet-hakan-turquie-celebre-journaliste-turc-agresse-hurriyet-erdogan>.
- Doğan AKIN, *Hasan Cemal Milliyet'ten ayrılıyor!* [Hasan Cemal quitte Milliyet!], <https://t24.com.tr/yazarlar/bililmeyen/hasan-cemal-milliyetten-ayriliyor,6360>, consulté le 16 octobre 2020.
- *Alişan'dan Barış Pınarı Harekatı'na sessiz kalan ünlülere sert eleştiri* [Critiques sévères d'Alişan aux personnalités publiques qui n'ont pas soutenu l'Opération Source de paix], <https://www.ahaber.com.tr/magazin/2019/10/10/alisandan-baris-pinari-harekatina-sessiz-kalan-unlulere-sert-elestiri>, consulté le 3 octobre 2021.
- Fatih ALTAYLI, *Grup olamayınca satıldı* [Il a été vendu parce qu'il n'était pas un véritable groupe], <https://www.haberturk.com/yazarlar/fatih-altayli-1001/1887723-grup-olamayinca-satildi>, consulté le 5 octobre 2021.
- Demet ARAN, *Ankara gazeteciliği: Örselense de inatla sürdürülen gelenek* [Le journalisme d'Ankara : une tradition qui persiste obstinément même si elle est rompue], <https://journo.com.tr/ankara-gazeteciligi>, consulté le 12 mars 2020.
- Ayşenur ARSLAN, *Doğan Medya açıklaması : Baskı ve korku yüzünden ucuza gitti* [Déclaration sur le média Doğan: il a été vendu à bas prix en raison de la pression et de la peur], <https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/aysevenur-arслан-dogan-medya-aciklamasi-baski-ve-korku-yuzunden-ucuza-gitti-947073>, consulté le 5 octobre 2021.
- Özden ATIK, *Özgür Gündem Davası'nda mütalaa: 12 sanığa ceza istendi* [Le procureur a requis la peine contre 12 accusés dans le procès de Özgür Gündem], <https://t24.com.tr/haber/ozgur-gundem-davasinda-mutalaa-12-saniga-ceza-istendi,622944>, consulté le 10 mai 2021.
- *Aydın Doğan kimdir ? Aydın Doğan'ın sahip olduğu şirketler hangileri ?* [Qui est Aydın Doğan ? Quels sont ces entreprises ?], <https://www.sozcu.com.tr/2018/gundem/aydin-dogan-kimdir-aydin-doganin-sahip-oldugu-sirketler-hangileri-2302276/>.
- *Aydindoganvakfi.org.tr*, <https://aydindoganvakfi.org.tr>.
- *Aydınlık : Evet, MİT TIR'ları haberini Cumhuriyet'ten önce yaptık, gelip tutuklasınlar!* [Aydınlık: Oui, nous avons publié l'information sur les camions de MİT avant Cumhuriyet, qu'ils nous arrêtent s'ils veulent !], <https://t24.com.tr/haber/aydinlik-evet-mit-tirlari-haberini-cumhuriyetten-once-yaptik-gelip-tutuklasinlar,319129>.

- *Bahçeli'den af çağrısı: Alaattin Çakıcı ve Kürşat Yılmaz gibi kardeşlerimizi çürümeye terk etmek ne kadar adildir? [L'appel à l'amnistie par Bahçeli : il n'est pas juste de laisser nos frères tels Alaattin Çakıcı et Kürşat Yılmaz sombrer dans les oubliettes.]*, <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-44093381>, consulté le 5 octobre 2021.
- *Bahçeli'den af istediği Alaattin Çakıcı'ya geçmiş olsun ziyareti [Bahçeli a rendu visite à Çakıcı dans l'hôpital pour qui il demandait l'amnistie]*, <https://www.evrensel.net/haber/353193/bahceliden-af-istedigi-alaattin-cakiciya-gecmis-olsun-ziyareti>, consulté le 5 octobre 2021.
- *Bariş Pınarı Harekatı Sanat Camiasını Böldü [L'Opération de Source de paix a divisé le cercle des artistes]*, <https://www.indyturk.com/node/79291>, consulté le 3 octobre 2021.
- *Başbakan « rezillik » dedi, Demirören telefonda ağladı! [Le Premier ministre a jugé « infâme », Demirören a pleuré au téléphone!]*, <http://platform24.org/guncel/200/basbakan-rezillik-dedi--demiroren-telefonda-agladi>.
- *Celal BAŞLANGIÇ, Yolumuz açık olsun [Allez, on y va !]*, <https://www.artigercek.com/yazarlar/celal-baslangic/yolumuz-acik-olsun>, consulté le 10 mai 2021.
- *Burcu BAYKURT, We are Turkey's Generation Y – not a robot lobby*, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2014/mar/19/turkey-generation-y-robot-lobby>, consulté le 30 octobre 2019.
- *Belirsiz bir tarihe ve sonuca kadar idare ediyoruz [Nous essayons de gérer la situation jusqu'à une date inconnue et un résultat imprécis]*, <https://gazete.taz.de/tr/article/index.html%3Farticle=!5519498.html>.
- *Ben de hayır diyorum, bunun için istifa diyorum [Moi aussi je dis non, c'est pourquoi je démissionne]*, <https://www.birgun.net/haber/ben-de-hayir-diyorum-bunun-icin-istifa-ediyorum-146617>, consulté le 8 mars 2018.
- *Berat Albayrak'ın istifası sonrası haber merkezlerinde neler yaşandı? [Que s'est-il passé dans les salles de rédaction après la démission de Berat Albayrak?]*, <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-54873430>.
- *Fikret BİLA, Aydın Doğan'a karşı vergi terörü [Terreur d'amende contre Aydın Doğan]*, <https://www.milliyet.com.tr/yazarlar/fikret-bila/aydin-dogan-a-karsi-vergi-teroru-1137531>.
- *Brothers critical of Turkish government arrested after TV programme*, <https://www.theguardian.com/world/2016/sep/11/brothers-critical-turkish-regime-arrested-after-tv-programme>, consulté le 14 mars 2019.
- *Çakıcı ölümle tehdit etti: Karar yazarlarına koruma verildi, kapıda polis bekliyor [Çakıcı a menacé de mort: les journalistes de Karar ont été protégés, la police attend à la porte]*, <https://www.diken.com.tr/cakici-olumle-tehdit-etti-karar-yazarlarina-koruma-verildi-kapida-polis-bekliyor/>.
- *Çakıcı'dan Karar yazarlarına ölüm tehdidi [Menace de mort de Çakıcı contre les éditorialistes de Karar]*, <https://t24.com.tr/haber/cakicidan-karar-yazarlarina-olum-tehdidi.663127>, consulté le 5 octobre 2021.
- *Can Dündar ve Erdem Gül tahliye edildi [Can Dündar et Erdem Gül sont libérés]*, [https://www.bbc.com/turkce/haberler/2016/02/160225\\_candundar\\_erdemgul](https://www.bbc.com/turkce/haberler/2016/02/160225_candundar_erdemgul), consulté le 27 janvier 2020.
- *Can Dündar's bilingual news platform « Özgürüz » blocked in Turkey*, <https://www.dw.com/en/can-d%C3%BCndars-bilingual-news-platform-%C3%B6zg%C3%BCr%C3%BCz-blocked-in-turkey/a-37299338>, consulté le 12 mars 2019.

- Aziz ÇELİK, *Tekelci medyada sendikasıız gazeteci!* [Journaliste non syndiqué dans les médias concentrés], <https://www.birgun.net/haber/tekelci-medyada-sendikasıız-gazeteci-211298>, consulté le 2 octobre 2019.
- Hasan CEMAL, *Başbakan'a kırılmak ya da kırılmamak!* [Être offensé ou ne pas être offensé par le Premier ministre], <https://www.milliyet.com.tr/yazarlar/hasan-cemal/basbakan-a-kirilmak-ya-da-kirilmamak-1476079>.
- *Censorship in the Park – Gezi: A picture of self-censorship*, <https://ethicaljournalismnetwork.org/gezi-a-picture-of-self-censorship>, consulté le 30 septembre 2020.
- *Cinergroup.com.tr*, <https://cinergroup.com.tr>.
- *Cumhuriyet-Chefredakteur Can Dündar: « Und Angela Merkel sagte nichts »*, <https://www.berliner-zeitung.de/kultur-vergnuegen/cumhuriyet-chefredakteur-can-duendar-und-angela-merkel-sagte-nichts-li.22727>, consulté le 7 mars 2019.
- *Demiroren.com.tr*, <https://www.demiroren.com.tr>.
- *Devlet Bahçeli: Alattin Çakıcı dava arkadaşımıdır* [Devlet Bahçeli: Alaattin Çakıcı est mon frère d'armes], <https://www.birgun.net/haber/devlet-bahceli-alaattin-cakici-dava-arkadasimidir-323397>, consulté le 5 octobre 2021.
- *Dilek Dündar: Türkiye'de her şey çok gizli yapılıyor, gizli bir korku, gizli bir faşizm* [Dilek Dündar: Tout se fait très secrètement en Turquie, une peur secrète, un fascisme secret], <https://www.artigercek.com/haberler/dilek-duendar-turkiye-de-her-sey-cok-gizli-yapiliyor-gizli-bir-korku-gizli-bir-fasizm>, consulté le 8 mars 2019.
- *Doğan Holding'e rekor ceza* [La condamnation du groupe Doğan à une amende astronomique], <https://www.cnnturk.com/2009/ekonomi/sirketler/02/18/dogan.holdinge.rekor.ceza/514295.0/index.html>.
- *Doğuş Media CEO takes leave amid media criticism*, <https://www.hurriyetdailynews.com/dogus-media-ceo-takes-leave-amid-media-criticism--48753>, consulté le 19 novembre 2019.
- Emma DONADA, *Qu'est-ce que « l'État parallèle »*, contre lequel 150.000 roumains ont défilé ?, [https://www.liberation.fr/checknews/2018/06/21/qu-est-ce-que-l-etat-parallele-contre-lequel-150-000-roumains-ont-defile\\_1660589/](https://www.liberation.fr/checknews/2018/06/21/qu-est-ce-que-l-etat-parallele-contre-lequel-150-000-roumains-ont-defile_1660589/), consulté le 29 novembre 2019.
- Can DÜNDAR, *Murat Sabuncu'ya açık mektup* [Lettre ouverte à Murat Sabuncu], <https://www.cumhuriyet.com.tr/yazarlar/can-duendar/murat-sabuncuya-acik-mektup-629091>, consulté le 6 mars 2019.
- Can DÜNDAR, *Veda Vakti* [L'heure d'adieu], <https://www.cumhuriyet.com.tr/yazarlar/can-duendar/veda-vakti-584519>, consulté le 6 mars 2019.
- *Dündar: Ülkeden kaçmadım, görevimin başındayım* [Dündar: Je ne suis pas en fuite, je suis bien au travail], <https://tr.sputniknews.com/20160708/can-duendar-cumhuriyet-1023753687.html>, consulté le 7 mars 2019.
- *Ensar Vakfı'yla anılan tecavüz skandalına yayın yasağı* [L'interdiction de diffusion sur le scandale des viols sexuels impliquant la fondation Ensar], <https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/ensar-vakfiyla-anilan-tecavuz-skandalina-yayin-yasagi-498611>, consulté le 7 octobre 2021.
- *Erdoğan'dan Nuray Mert'e çok sert sözler* [Les propos sévères d'Erdoğan contre Nuray Mert], <https://www.milliyet.com.tr/siyaset/erdogandan-nuray-merte-cok-sert-sozler-1398260>, consulté le 16 octobre 2019.

- Erdoğan'ın sözcüsü Beki görevinden ayrıldı [Le chargé de presse d'Erdoğan a démissionné], <https://www.ntv.com.tr/turkiye/erdoganin-sozcusu-beki-gorevinden-ayrildi.ZmaHAuzb1kain2EVE5fMUg>, consulté le 27 mars 2021.
- Benan ERES et Hakan YÜKSEL, *AKP Döneminde Türkiye'de Değişen Medya Sermayesi*, <https://halagazeteci.yiz.net/2018/05/10/akp-doneminde-turkiyede-degisen-medya-sermayesi/>.
- Mehveş EVİN, *Hem gazeteci hem vekil olunmaz [On ne peut pas être journaliste et député en même temps]*, <https://journos.com.tr/hem-gazeteci-hem-vekil-olunmaz>, consulté le 15 janvier 2020.
- Ali EYÜBOĞLU, *SES TV ya da Gökçek'in SES'i [SES TV ou la voix de Gökçek]*, <https://www.milliyet.com.tr/cadde/ali-eyuboglu/ses-tv-ya-da-gokcek-in-ses-i-1027998>, consulté le 5 février 2021.
- *Gazetelerin en son güncel tirajları [Les tirages actuels des journaux]*, [gazetetirajlari.com](http://gazetetirajlari.com), consulté le 6 avril 2021.
- *Gezi Parkı olayları ile ilgili ünlülerin attığı 22 tweet [Les 22 tweets des personnalités publiques sur le mouvement Gezi]*, [http://www.haberself.com/h/1044/?fb\\_comment\\_id=386660911438495\\_2097924](http://www.haberself.com/h/1044/?fb_comment_id=386660911438495_2097924), consulté le 3 octobre 2021.
- *Gezi Parkı'na destek veren ünlüler ! [Les personnalités publiques qui ont soutenu le parc Gezi !]*, <https://www.hurriyet.com.tr/mahmure/galeri-gezi-parkina-destek-veren-unluler-34937745>, consulté le 3 octobre 2021.
- *Geziciler şimdi nerede geziyor? [Que font les gens qui ont participé au mouvement Gezi aujourd'hui?]*, <https://www.yenisafak.com/gundem/geziciler-simdi-nerede-geziyor-2473335>, consulté le 3 octobre 2021.
- Levent GÜLTEKİN, *Doğan Grubu ve iktidarla barış [Le groupe Doğan et la paix avec le pouvoir]*, <https://www.diken.com.tr/dogan-grubu-ve-iktidarla-baris/>.
- Kadri GÜRSEL, *Doğan Grubu'nun imhası, ana akım medyanın sonu [La destruction du groupe Doğan et la fin des médias généralistes]*, <https://www.cumhuriyet.com.tr/yazarlar/kadri-gursel/dogan-grubunun-imhasi-ana-akim-medyanin-sonu-947137>, consulté le 5 septembre 2021.
- Hilmi HACALOĞLU, *IŞİD Baskını Haberlerine Yayın Yasağı [L'interdiction de diffusion sur les nouvelles relatives au raid du Daech sur le consulat turc à Mousul]*, <https://www.amerikaninsesi.com/a/i%C5%9Fid-bask%C4%B1n%C4%B1-haberlerine-yay%C4%B1n-yasa%C4%9F%C4%B1/1938556.html>, consulté le 7 octobre 2021.
- Mahmut HAMSİCİ, *17-25 Aralık süreci medyayı nasıl etkiledi? [Comment l'enquête pour la corruption 17-25 décembre a influencé les médias?]*, [https://www.bbc.com/turkce/haberler/2014/12/141215\\_17\\_25\\_aralik\\_medya](https://www.bbc.com/turkce/haberler/2014/12/141215_17_25_aralik_medya), consulté le 29 novembre 2019.
- *Hayır dediği için işten çıkartılan İrfan Değirmenci: Atılan biziz, mağdur olan yine bunlar [İrfan Değirmenci qui a été licencié pour avoir dit non: c'est nous qui sommes licenciés mais ils jouent la victime]*, <https://t24.com.tr/haber/hayir-dedigi-icin-isten-cikarilan-irfan-degirmenci-atilan-biziz-magdur-olan-yine-bunlar-he-aldi-operasyonu-388388>, consulté le 6 mars 2018.
- <http://platform24.org/kurumlar>, <http://platform24.org/kurumlar>, consulté le 10 mai 2021.
- <https://yokatlas.yok.gov.tr/netler-tablo.php?b=10077>, <https://yokatlas.yok.gov.tr/netler-tablo.php?b=10077>, consulté le 10 mai 2021.
- *İrfan Değirmenci sosyal medyadan CHP'den milletvekili aday adayı olduğunu açıkladı [İrfan Değirmenci a déclaré sur les réseaux sociaux numériques qu'il postule à*



- l'admission à la candidature des députés sur la liste du CHP*], <https://www.sozcu.com.tr/hayatim/yasam-haberleri/irfan-degirmenci-sosyal-medyadan-chpden-milletvekili-aday-adayi-oldugunu-acikladi/>, consulté le 10 mai 2021.
- *İşte Çapulculara destek verenler [Voici ceux qui ont soutenu les Çapulcus]*, <https://www.yeniakit.com.tr/haber/iste-capulculara-destek-verenler-3839.html>, consulté le 3 octobre 2021.
  - *Kanal D'den duyuru [La déclaration de Kanal D]*, <https://www.kanald.com.tr/kanaldden-duyuru>, consulté le 6 mars 2018.
  - İbrahim KIRAS, *KARAR 4 yaşında: Zor zamanda gazetecilik [KARAR a 4 ans: Journalisme aux temps difficiles]*, <https://www.karar.com/yazarlar/ibrahim-kiras/karar-4-yasinda-zor-zamanda-gazetecilik-1548134>, consulté le 2 avril 2021.
  - *Le quotidien turc Hurriyet affirme avoir été attaqué par un groupe pro-Erdoğan*, [https://lexpansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/le-quotidien-turc-hurriyet-affirme-avoir-ete-attaque-par-un-groupe-pro-erdogan\\_1713047.html](https://lexpansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/le-quotidien-turc-hurriyet-affirme-avoir-ete-attaque-par-un-groupe-pro-erdogan_1713047.html), consulté le 7 octobre 2020.
  - *Les autorités turques menacent de placer Can Dündar sur notice rouge d'Interpol*, <https://rsf.org/fr/actualites/les-autorites-turques-menacent-de-placer-can-dundar-sur-notice-rouge-dinterpol>, consulté le 6 mars 2019.
  - *Levent Gültekin: Cumhurbaşkanı aday olmaktan vazgeçtik [Levent Gültekin: Nous avons renoncé à nous présenter aux présidentielles]*, <https://t24.com.tr/haber/levent-gultekin-cumhurbaskani-adayi-olmaktan-vazgectik.616658>, consulté le 10 mai 2021.
  - *Levent Gültekin, neden cumhurbaşkanı adayı olduğunu anlattı [Levent Gültekin a raconté pourquoi il s'est présenté aux présidentielles]*, <https://tr.sputniknews.com/20180419/levent-gultekin-cumhurbaskani-adayligini-anlatti-1033096618.html>, consulté le 10 mai 2021.
  - *Loi de procédure pénale n°5271 du 17 décembre 2004*, <https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuatmetin/1.5.5271.pdf>, consulté le 14 octobre 2021.
  - *Loi sur l'institution des radios et des chaînes télévisées et ses services de diffusion n°6112 du 3 mars 2011*, <https://www.mevzuat.gov.tr/MevzuatMetin/1.5.6112.pdf>, consulté le 14 octobre 2021.
  - *Mahcupyan ve Çakır yazarlığı dondurdu [Mahcupyan et Çakır ont décidé de geler l'activité d'éditorialiste temporairement]*, <https://www.gazeteduvar.com.tr/gundem/2018/06/29/mahcupyan-ve-cakir-yazarligi-dondurdu>, consulté le 5 octobre 2021.
  - *NTV haber burnunun dibinde [NTV est si proche]*, <https://haber.sol.org.tr/medya/ntv-haber-burnunun-dibinde-haberi-74030>, consulté le 19 novembre 2019.
  - Sinan ONUŞ, *10 Soruda Yayın Yasakları [Les interdictions de diffusion en 10 questions]*, [https://www.bbc.com/turkce/haberler/2014/11/141127\\_yayin\\_yasaklari](https://www.bbc.com/turkce/haberler/2014/11/141127_yayin_yasaklari), consulté le 18 octobre 2020.
  - Berivan ORUÇOĞLU, *Why Turkey's mother of all corruption scandals refuses to go away?*, <https://foreignpolicy.com/2015/01/06/why-turkeys-mother-of-all-corruption-scandals-refuses-to-go-away/>, consulté le 26 novembre 2019.
  - Aysun ÖZ, *Artık Meşhur Olmak Zor Zanaat [C'est dur d'être célèbre]*, <https://www.haberturk.com/yasam/haber/854540-artik-meshur-olmak-zor-zanaat>.
  - Özgürüz *[Nous sommes libres]*, <https://ozguruz.de>, consulté le 12 mars 2019.
  - Ertuğrul ÖZKÖK, *Yeni Gazetecilik Modelleri [Les nouveaux modèles du journalisme]*, <https://www.hurriyet.com.tr/yeni-gazetecilik-modelleri-193539>, consulté le 10 mars 2021.

- « Paralel paşa » iddiasına yalanlama üstüne yalanlama [*De nombreux démentis apportés à la réclamation selon laquelle il y a des généraux gülenistes dans le quartier militaire*], [http://www.radikal.com.tr/politika/paralel\\_pasalar\\_iddiasina\\_yalanlama\\_ustune\\_yalanlama-1199241](http://www.radikal.com.tr/politika/paralel_pasalar_iddiasina_yalanlama_ustune_yalanlama-1199241), consulté le 5 octobre 2021.
- *PEN Almanya'dan Dündar ve Gül'e ödül [Prix à Dündar et Gül de Pen Allemagne]*, <https://www.dw.com/tr/pen-almanyadan-d%C3%BCndar-ve-g%C3%BCle-%C3%B6d%C3%BCl/a-36431295>, consulté le 5 octobre 2021.
- *President Erdogan's new style of media censorship is less brutal and much more effective*, <https://slate.com/news-and-politics/2014/10/president-erdogans-media-control-turkeys-censorship-is-less-brutal-but-more-effective.html>, consulté le 23 mars 2019.
- *Recap of corruption scandal in Turkey*, <https://www.businessinsider.com/recap-of-corruption-scandal-in-turkey-2013-12>, consulté le 3 octobre 2020.
- *Reina'daki silahlı saldırıya yayın yasağı [Interdiction de diffusion sur l'attentat à Reina]*, <https://t24.com.tr/haber/reinadaki-silahli-saldiriya-yayin-yasagi,380442>, consulté le 5 octobre 2021.
- *Gizem SADE, 15 Temmuz darbe girişimi sonrasında kaç kişi görevinden ihraç edildi, kaç kişi tutuklandı?*, <https://tr.euronews.com/2020/07/15/verilerle-15-temmuz-sonras-ve-ohal-sureci>, consulté le 19 juillet 2021.
- *Solidarity with Istanbul protesters grows in Turkey and abroad*, <https://www.dw.com/en/solidarity-with-istanbul-protesters-grows-in-turkey-and-abroad/a-16853318>.
- *Mehul SRIVASTAVA, Benjamin HARVEY et Ercan ERSOY, Erdoğan's media grab stymies expansion by Murdoch, Time Warner*, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2014-03-03/erdogan-thwarts-murdoch-as-graft-probe-reveals-turkey-media-grab>, consulté le 28 novembre 2019.
- *Tmgrou.com.tr*, , consulté le 8 avril 2020.
- *TRT'nin ekran adaletsizliği [L'injustice de TRT sur la visibilité à l'écran]*, <https://www.dw.com/tr/trtnin-ekran-adaletsizli%C4%9Fi/a-44353897>, consulté le 8 septembre 2021.
- *Aslı TUNÇ, Türk medyasında kadın olmak [Être femme dans les médias turcs]*, <http://www.platform24.org/yazarlar/2048/turk-medyasinda-kadin-olmak>, consulté le 27 septembre 2019.
- *Turkey arrests editors over reports Ankara supplied weapons to Syrian fighters*, <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/turkey/12019905/Turkey-arrests-editors-over-reports-Ankara-supplied-weapons-to-Syrian-fighters.html>, consulté le 6 mars 2019.
- *Turkeypurge.com*, <https://turkeypurge.com>, consulté le 5 octobre 2021.
- *Turkey's Syria offensive explained in four maps*, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-49973218>.
- *Turkish journalist Can Dündar fired for writing columns that might disturb the prime minister in Turkey*, , consulté le 6 mars 2019.
- *Turkish journalist survives assassination attempt before receiving 5 year sentence for « revealing state secrets »*, <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/turkish-journalist-survives-assassination-attempt-before-receiving-5-year-sentence-for-revealing-state-secrets-a7017816.html>, consulté le 6 mars 2019.
- *Turkish-German news website launched in Germany with Can Dündar*, <https://www.dw.com/en/turkish-german-news-website-launched-in-germany-with-can-d%C3%BCndar/a-37251988>, consulté le 12 mars 2019.

- *Türkiye'yi sarsan 5 ay: 7 Haziran-1 Kasım 2015* [Les cinq mois qui ont troublé la Turquie: 7 juin - 1 novembre 2015], <https://www.dw.com/tr/t%C3%BCrkiyeyi-sarsan-be%C5%9F-ay-7-haziran-1-kas%C4%B1m-2015/a-50204527>, consulté le 5 septembre 2021.
- *Turquie : nouveaux reports dans les procès de Cumhuriyet et d'Erol Önderoğlu*, <https://rsf.org/fr/actualites/turquie-nouveaux-reports-dans-les-proces-de-cumhuriyet-et-derol-onderoglu>, consulté le 6 mars 2019.
- *Turquie : tensions au procès du journal « Cumhuriyet »*, [https://www.liberation.fr/planete/2017/12/25/turquie-tensions-au-proces-du-journal-cumhuriyet\\_1618799/](https://www.liberation.fr/planete/2017/12/25/turquie-tensions-au-proces-du-journal-cumhuriyet_1618799/), consulté le 8 janvier 2019.
- *Un journal turc publie les images d'armes livrées par la Turquie aux djihadistes en Syrie*, [https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/05/29/un-journal-turc-publie-les-images-d-armes-livrees-par-la-turquie-aux-djihadistes-en-syrie\\_4643354\\_3218.html](https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/05/29/un-journal-turc-publie-les-images-d-armes-livrees-par-la-turquie-aux-djihadistes-en-syrie_4643354_3218.html), consulté le 27 janvier 2020.
- *Ünlü Çapulcular* [Les çapulcus célèbres], <https://www.ensonhaber.com/galeri/unlu-capulcular>, consulté le 3 octobre 2021.
- *Ünlüler 'Barış Pınarı Harekatı'na böyle destek verdi* [Voici comment les personnalités publiques ont soutenu 'L'Opération de Source de paix'], <https://www.sabah.com.tr/galeri/magazin/unluler-baris-pinari-harekatina-boyle-destek-verdi>, consulté le 3 octobre 2021.
- *Ünlülerden « Barış Pınarı Harekatı » paylaşımları* [Les partages sur « L'opération de Source paix » des personnalités publiques], <https://www.cnnturk.com/magazin/unlulerden-baris-pinari-harekatii-paylasimlari>, consulté le 3 octobre 2021.
- *Verilerle Türkiye'de yayın ve erişim yasakları* [Interdictions de diffusion en Turquie avec les données], <https://www.dw.com/tr/verilerle-turkiyede-yayin-ve-erisim-yasaklari/a-53307444>, consulté le 21 octobre 2020.
- Murat YETKİN, *Increasing political pressure on Turkish media*, <https://www.hurriyetdailynews.com/opinion/murat-yetkin/increasing-political-pressure-on-turkish-media-62329>, consulté le 28 novembre 2019.
- Alan YUHAS, Jamie GRIERSON, Claire PHIPPS, Sam LEVIN et Kevin RAWLINSON, *Turkey coup attempt: Erdoğan demands US arrest exiled cleric Gülen amid crackdown on army - as it happened*, <https://www.theguardian.com/world/live/2016/jul/15/turkey-coup-attempt-military-gunfire-ankara>, consulté le 15 août 2021.

### Rapports

- Yaman AKDENİZ et Ozan GÜVEN, *EngelliWeb. An iceberg of unseen internet censorship in Turkey*, İfade Özgürlüğü Derneği, 2020. [https://ifade.org.tr/reports/EngelliWeb\\_2019\\_Eng.pdf](https://ifade.org.tr/reports/EngelliWeb_2019_Eng.pdf).
- *Annual Report*, New York, Committee to Protect Journalists, 2012. <https://cpj.org/wp-content/uploads/2012/10/CPJ.2012.Annual.Report.pdf>.
- Peyami ÇELİKCAN, *2013 Yılı Reklam Verileriyle Türkiye Radyo ve Televizyon Yayıncılığı Sektör Raporu* [Le rapport sur le secteur de la radiodiffusion et de la télévision en Turquie avec les données publicitaires de 2013], RATEM, 2013.
- Susan CORKE, Andrew FINKEL, David J. KRAMER, Carla Anne ROBBİNS et Nate SCHENKKAN, *Democracy in crisis: Corruption, media and power in Turkey*, Washington, Freedom House, 2013. [https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-02/SR\\_Corruption\\_Media\\_Power\\_Turkey\\_PDF.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-02/SR_Corruption_Media_Power_Turkey_PDF.pdf).
- *Gezi report: Public perception of the "Gezi protests." Who were the people at Gezi Park?*, KONDA, 2014.

- [https://konda.com.tr/wp-content/uploads/2017/03/KONDA\\_Gezi\\_Report.pdf](https://konda.com.tr/wp-content/uploads/2017/03/KONDA_Gezi_Report.pdf)
- *Guide pratique pour les journalistes en exil*, Reporters sans frontières, 2012. [https://rsf.org/sites/default/files/rsf - guide pour les journalistes en exil 2012.pdf](https://rsf.org/sites/default/files/rsf_-_guide_pour_les_journalistes_en_exil_2012.pdf)
  - *Les autorités turques menacent de placer Can Dündar sur notice rouge d'Interpol*, Reporters sans frontières, 2017.
  - Élise MASSICARD, *Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement ?*, 2014. [https://www.sciencespo.fr/ceci/sites/sciencespo.fr.ceci/files/Etude\\_205.pdf](https://www.sciencespo.fr/ceci/sites/sciencespo.fr.ceci/files/Etude_205.pdf)
  - *Media ownership monitor in Turkey*, Reporters Without Borders et Bianet, 2019. <https://turkey.mom-rsf.org>
  - *Medya Okuryazarlığı Araştırması [La recherche sur la consommation des médias]*, Ankara, RTÜK, 2016.
  - *No end in sight: Purged public sector workers denied a future in Turkey*, Amnesty International, 2017. <https://www.amnesty.org/en/documents/eur44/6272/2017/en/>
  - *Project Exile: Turkey's Can Dündar free in exile, still threatened*, Index on Censorship, 2019. <https://www.indexoncensorship.org/2019/01/project-exile-turkeys-dundar-free-in-exile-still-threatened/>
  - Nate SCHENKKAN, *The future of Turkish democracy*, Washington, Freedom House, 2014. <https://freedomhouse.org/article/future-turkish-democracy>
  - Ceren SÖZERİ, *Türkiye'de medya-iktidar ilişkileri / sorunlar ve öneriler [Les relations entre le pouvoir et la presse en Turquie. Les problèmes et les propositions]*, Istanbul, Toplum Siyaset ve Ekonomi Araştırmaları Enstitüsü, 2016.
  - *Televizyon İzleme Araştırmaları 2016 [La recherche sur la consommation de télévision 2016]*, TİAK, 2016.
  - *Televizyon İzleme Eğilimleri Araştırması 2018 [La recherche sur la consommation de télévision 2018]*, RTÜK.
  - *Turkeypurge.com*, 2019.



## RÉSUMÉ

---

Cette thèse analyse la crise de la production journalistique turque sous le gouvernement AKP (2013-2018). Elle étudie particulièrement le poids des relations professionnelles et des interactions entre les collègues, tant dans la production journalistique que dans la mise en pratique des résistances et stratégies visant à contourner la répression du gouvernement AKP. Suivant une démarche de sociologie interactionniste, une attention particulière est portée aux négociations entre les dirigeants des médias et les journalistes et aux microstratégies déployées par les journalistes pour contourner la contrainte politique. Des enquêtes principalement menées à Istanbul, à Ankara, mais aussi en Europe, permettent d'analyser les microrécits des journalistes exposant leur insertion dans leur milieu professionnel et leur mobilité dans le métier, leurs expériences professionnelles et personnelles. Dans un milieu professionnel peu structuré, où les tendances politiques et les rapports personnels jouent un rôle prépondérant, le journalisme reste un produit de négociations réciproques qui peuvent être revisités selon le contexte du moment.

## MOTS CLÉS

---

Autoritarisme, Turquie, médias, journalisme, contrainte, précarité

## ABSTRACT

---

This thesis analyzes the crisis of Turkish journalistic production under the AKP government (2013-2018). It analyzes, specifically, the influence of professional relations and interactions between colleagues, both in journalistic production and in the implementation of resistance and strategies to circumvent the repression of the AKP government. Adopting an interactionist sociology approach, it focuses on the negotiations between media executives and journalists and on journalists' microstrategies to circumvent the political constraints. The surveys, mainly conducted in Istanbul, Ankara, but also in Europe, allow for an exploration of micro-narratives highlighting journalists' entry into the profession, their mobility, and their professional and personal experiences. In an unstructured professional environment, where political tendencies and personal relationships play a dominant role, journalism remains a product of reciprocal negotiations that can be revisited according to the context of the moment.

## KEYWORDS

---

Authoritarianism, Turkey, Media, Journalism, Repression, Precarity

